ORGANISATION MONDIALE

DU COMMERCE

WT/DS244/R
14 août 2003

(03-4104)

Original : anglais

ÉTATS-UNIS – RÉEXAMEN À L'EXTINCTION DES DROITS ANTIDUMPING APPLIQUÉS AUX PRODUITS PLATS EN ACIER AU CARBONE TRAITÉ CONTRE LA CORROSION EN PROVENANCE DU JAPON

Rapport du Groupe spécial

Le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon* est distribué à tous les Membres conformément au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Il est mis en distribution non restreinte le 14 août 2003, en application des Procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC (WT/L/452). Il est rappelé aux Membres que, conformément au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, seules les parties au différend pourront faire appel du rapport d'un groupe spécial. L'appel sera limité aux questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et aux interprétations du droit données par celui-ci. Il n'y aura pas de communication *ex parte* avec le Groupe spécial ou l'Organe d'appel en ce qui concerne les questions que l'un ou l'autre examine.

Note du Secrétariat: Le présent rapport sera adopté par l'Organe de règlement des différends (ORD) dans les 60 jours suivant la date de sa distribution, à moins qu'une partie au différend ne décide de faire appel ou que l'ORD ne décide par consensus de ne pas l'adopter. S'il fait l'objet d'un appel formé devant l'Organe d'appel, il ne sera pas examiné par l'ORD, en vue de son adoption, avant l'achèvement de la procédure d'appel. Des renseignements sur la situation à cet égard peuvent être obtenus auprès du Secrétariat de l'OMC.

TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION 1
A. PLAINTE DU JAPON 1
B. ÉTABLISSEMENT ET COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL 1
C. TRAVAUX DU GROUPE SPÉCIAL 2
II. ÉLÉMENTS FACTUELS 2
III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES 3
A. JAPON 3
B. ÉTATS-UNIS 5
IV. ARGUMENTS DES PARTIES 5
V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES 5
VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE 5
A. DEMANDE DU JAPON 6
B. DEMANDE DES ÉTATS-UNIS 8
VII. CONSTATATIONS 9
A. QUESTIONS GÉNÉRALES 9
1. Critère d'examen 9
2. Charge de la preuve 10
B. QUESTIONS SOULEVÉES DANS LE PRÉSENT DIFFÉREND 10
1. Aperçu de l'approche suivie par le Groupe spécial dans l'examen des allégations du Japon 10
2. Critères en matière de preuve applicables à l'engagement de réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités 11
a) La législation des États-Unis en tant que telle 11
i) Arguments des parties 11
ii) Arguments des tierces parties 13
iii) Évaluation par le Groupe spécial 13
b) La législation des États-Unis telle qu'elle est appliquée dans le réexamen à l'extinction en cause 23
i) Arguments des parties 23
ii) Évaluation par le Groupe spécial 24
3. Critère *de minimis* dans les réexamens à l'extinction 24
a) La législation des États-Unis en tant que telle 24
i) Arguments des parties 24
ii) Arguments des tierces parties 25

iii) *Évaluation du Groupe spécial* *26*

b) La législation des États-Unis telle qu'elle est appliquée dans le réexamen à l'extinction en cause 31

i) *Arguments des parties* *31*

ii) *Évaluation par le Groupe spécial* *32*

4. Cumul dans les réexamens à l'extinction 32

a) La législation des États-Unis telle qu'elle est appliquée dans le réexamen à l'extinction en cause 32

i) *Arguments des parties* *32*

ii) *Arguments des tierces parties* *33*

iii) *Évaluation par le Groupe spécial* *33*

5. Utilisation de marges de dumping dans les réexamens à l'extinction 36

a) Le Sunset Policy Bulletin (Bulletin d'orientation concernant les réexamens à l'extinction) des États-Unis en tant que tel 36

i) *Arguments des parties* *36*

ii) *Arguments des tierces parties* *37*

iii) *Évaluation par le Groupe spécial* *38*

b) Le Sunset Policy Bulletin des États-Unis tel qu'il est appliqué dans le réexamen à l'extinction en cause 48

i) *Arguments des parties* *48*

ii) *Évaluation par le Groupe spécial* *49*

6. Base de la détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise: sur la base de l'ordonnance dans son ensemble ou séparément par entreprise? 59

a) Le Sunset Policy Bulletin des États-Unis en tant que tel 59

i) *Arguments des parties* *59*

ii) *Arguments des tierces parties* *60*

iii) *Évaluation du Groupe spécial* *60*

b) Le Sunset Policy Bulletin des États-Unis tel qu'il est appliqué dans le réexamen à l'extinction en cause 61

i) *Arguments des parties* *61*

ii) *Évaluation par le Groupe spécial* *61*

7. Obligation de déterminer la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise 63

a) La législation et le Sunset Policy Bulletin des États-Unis en tant que tels 63

i) *Arguments des parties* *63*

ii) *Arguments des tierces parties* *65*

iii) *Évaluation par le Groupe spécial* *66*

b) La législation et le Sunset Policy Bulletin des États-Unis tels qu'ils sont appliqués dans le réexamen à l'extinction en cause 72
i) Allégations au titre de l'article 6.1, 6.2 et 6.6 de l'Accord antidumping 72
ii) Allégation au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping 78
8. Article X:3 a) du GATT de 1994 84
a) La législation des États-Unis en tant que telle 84
i) Arguments des parties 84
ii) Évaluation par le Groupe spécial 85
b) La législation des États-Unis telle qu'elle est appliquée dans le réexamen à l'extinction en cause 86
i) Arguments des parties 86
9. Article 18.4 de l'*Accord antidumping* et article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC* 90
a) La législation des États-Unis en tant que telle 90
i) Arguments des parties 90
ii) Arguments des tierces parties 90
iii) Évaluation par le Groupe spécial 90
VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION 90
IX. DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉE PAR LE JAPON (WT/DS244/4) 93

ANNEXE A

Premières communications écrites des Parties

Table des matières		Page
Annexe A-1	Résumé analytique de la première communication écrite du Japon	A-2
Annexe A-2	Résumé analytique de la première communication écrite des États-Unis d'Amérique	A-13

ANNEXE B

Communications des tierces parties

Table des matières		Page
Annexe B-1	Communication du Brésil en tant que tierce partie	B-2
Annexe B-2	Communication du Chili en tant que tierce partie	B-13
Annexe B-3	Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie	B-18
Annexe B-4	Communication de la Corée en tant que tierce partie	B-29
Annexe B-5	Communication de la Norvège en tant que tierce partie	B-38

ANNEXE C

Deuxièmes communications écrites des Parties

Table des matières		Page
Annexe C-1	Résumé analytique de la deuxième communication écrite du Japon	C-2
Annexe C-2	Résumé analytique de la deuxième communication écrite des États-Unis	C-13

ANNEXE D

Déclarations orales, première et deuxième réunions du Groupe spécial

Table des matières		Page
Annexe D-1	Résumé analytique de la déclaration orale du Japon - Première réunion	D-2
Annexe D-2	Résumé analytique de la déclaration orale des États-Unis d'Amérique - Première réunion	D-8
Annexe D-3	Déclaration orale du Brésil en tant que tierce partie	D-13

Table des matières		Page
Annexe D-4	Déclaration orale du Chili en tant que tierce partie	D-18
Annexe D-5	Déclaration orale des Communautés européennes en tant que tierce partie	D-22
Annexe D-6	Déclaration orale de la Corée en tant que tierce partie	D-28
Annexe D-7	Déclaration orale de la Norvège en tant que tierce partie	D-32
Annexe D-8	Résumé analytique de la déclaration orale du Japon - Deuxième réunion	D-37
Annexe D-9	Résumé analytique de la déclaration orale des États-Unis d'Amérique - Deuxième réunion	D-43

ANNEXE E

Questions et réponses

Table des matières		Page
Annexe E-1	Réponse du Japon aux questions du Groupe spécial - Première réunion	E-2
Annexe E-2	Réponse du Japon à la question n° 27 du Groupe spécial - - Première réunion	E-52
Annexe E-3	Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial - Première réunion	E-60
Annexe E-4	Observations du Japon concernant les réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial - Première réunion	E-102
Annexe E-5	Observations des États-Unis concernant les réponses du Japon aux questions du Groupe spécial - Première réunion	E-113
Annexe E-6	Réponses du Brésil en tant que tierce partie aux questions du Groupe spécial	E-120
Annexe E-7	Réponses des Communautés européennes en tant que tierce partie aux questions du Groupe spécial	E-123
Annexe E-8	Réponses de la Norvège en tant que tierce partie aux questions du Groupe spécial	E-135
Annexe E-9	Réponses du Japon aux questions du Groupe spécial - Deuxième réunion	E-138
Annexe E-10	Réponses dues États-Unis aux questions du Groupe spécial - Deuxième réunion	E-156
Annexe E-11	Observations du Japon concernant les réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial - Deuxième réunion	E-177
Annexe E-12	Observations des États-Unis concernant les réponses du Japon aux questions du Groupe spécial - Deuxième réunion	E-187

I. INTRODUCTION

A. PLAINTE DU JAPON

1.1 Le 30 janvier 2002, le Japon a demandé l'ouverture de consultations[1] avec les États-Unis conformément à l'article 4 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("*Mémorandum d'accord*"), à l'article XXII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT de 1994") et à l'article 17.2 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994* (l'*Accord antidumping*), au sujet des déterminations finales positives du Département du commerce ("DOC") et de la Commission du commerce international des États-Unis ("ITC") relatives au réexamen complet à l'extinction de la mesure appliquée aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon rendues les 2 août 2000 et 2 novembre 2000, respectivement.

1.2 Des consultations se sont déroulées le 14 mars 2002, mais les parties n'ont pas réglé le différend.

1.3 Le 4 avril 2002, le Japon a demandé l'établissement d'un groupe spécial[2] conformément à l'article XXIII du GATT de 1994, aux articles 4:7 et 6 du *Mémorandum d'accord*, ainsi qu'à l'article 17 de l'*Accord antidumping*.

B. ÉTABLISSEMENT ET COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL

1.4 Le 22 mai 2002, l'Organe de règlement des différends ("ORD") a établi un groupe spécial doté du mandat type. Ce mandat est donc le suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par le Japon dans le document WT/DS244/4, la question portée devant l'ORD par le Japon dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

1.5 Le 9 juillet 2002, le Japon a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial, conformément au paragraphe 7 de l'article 8 du Mémorandum d'accord. Ce paragraphe dispose ce qui suit:

> "Si un accord sur la composition du groupe spécial n'intervient pas dans un délai de 20 jours après la date d'établissement du groupe, le Directeur général, à la demande de l'une ou l'autre des parties et en consultation avec le Président de l'ORD et le Président du Comité ou Conseil compétent, déterminera la composition du groupe spécial en désignant les personnes qui lui paraissent les plus indiquées, conformément aux règles ou procédures spéciales ou additionnelles pertinentes de l'accord visé ou des accords visés qui sont invoqués dans le différend, après avoir consulté les parties au différend. Le Président de l'ORD informera les Membres de la composition du groupe spécial ainsi constitué au plus tard dix jours après la date à laquelle il aura reçu une telle demande."

1.6 En conséquence, le 17 juillet 2002, le Directeur général a donné au Groupe spécial la composition suivante[3]:

---

[1] *Voir* WT/DS244/1.
[2] *Voir* WT/DS244/4.
[3] *Voir* WT/DS244/5.

Président: M. Dariusz Rosati

Membres: M. Martin Garcia

M. David Unterhalter

1.7 Le Brésil, le Canada, le Chili, les Communautés européennes, la Corée, l'Inde, la Norvège et le Venezuela[4] ont réservé leur droit de participer aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties.

C. TRAVAUX DU GROUPE SPÉCIAL

1.8 Le Groupe spécial a tenu des réunions avec les parties les 5 et 6 novembre 2002, et le 9 janvier 2003. Il a tenu une réunion avec les tierces parties le 6 novembre 2002.

1.9 Le Groupe spécial a remis son rapport intérimaire aux parties le 31 mars 2003. Les parties ont fait parvenir chacune des observations sur le rapport intérimaire le 14 avril 2003, et sur les observations de l'autre partie le 22 avril 2003. Le Groupe spécial a remis son rapport final aux parties le 22 mai 2003.

II. ÉLÉMENTS FACTUELS

2.1 Ce qui est en cause dans le présent différend, ce sont certains aspects de la Loi, du Règlement et du Sunset Policy Bulletin des États-Unis relatifs aux réexamens à l'extinction – en tant que tels, et/ou tels qu'ils sont appliqués – en ce qui concerne le réexamen à l'extinction d'une ordonnance en matière de droits antidumping visant les importations de produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon effectué par les États-Unis. En août 2000, le DOC a déterminé qu'"il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait du fait de l'abrogation de l'ordonnance".[5] Le DOC a communiqué à l'ITC cette détermination, accompagnée d'une détermination concernant l'importance du dumping qui existerait probablement en cas d'abrogation de l'ordonnance – 36,41 pour cent dans le réexamen en cause. En novembre 2000, l'ITC a déterminé qu'il était probable que le dommage important à une branche de production des États-Unis subsisterait ou se reproduirait dans un délai raisonnablement prévisible du fait de l'abrogation de l'ordonnance.[6] En conséquence, les États-Unis ont décidé de ne pas abroger l'ordonnance en matière de droits antidumping visant les importations du produit en question sur laquelle portait le réexamen.

2.2 Le Japon conteste des aspects des éléments ci-après en tant que contraires aux articles VI et X du GATT de 1994, aux articles 2, 3, 5, 6, 11, 12 et 18 de l'*Accord antidumping*, et à l'article XVI:4 de l'*Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce* ("*Accord sur l'OMC*"):

1. la Loi des États-Unis en ce qui concerne les réexamens à l'extinction de droits antidumping[7] et, conjointement à ladite loi, l'*Énoncé des mesures administratives* ("Énoncé")[8];

[4] Le Venezuela a indiqué par la suite qu'il ne souhaitait plus participer aux travaux du Groupe spécial en tant que tierce partie.

[5] *Corrosion-Resistant Carbon Steel Flat Products from Japan; Final Results of Full Sunset Review of Antidumping Duty Order*, 65 FR 47380 (2 août 2000) (pièce n° 8d du Japon).

[6] *Certain Carbon Steel Products from Japan; Injury Determination*, USITC Pub. No. 3364, Inv. No. 731-TA-617 (Réexamen) (novembre 2000) (pièce n° 9b du Japon).

[7] La Loi douanière de 1930 des États-Unis ("Loi douanière"). Codifiée dans 19 USC 1675 c) (pièce n° 1d et e du Japon).

[8] Énoncé des mesures administratives relatif à la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay, accompagnant la P.L. 103-465 (1994) (pièce n° 2 du Japon).

2. le Règlement sur les réexamens à l'extinction des États-Unis[9];

3. le Sunset Policy Bulletin des États-Unis[10]; et

4. leur application en l'espèce, dans la détermination établie à l'issue d'un réexamen à l'extinction concernant certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon.[11]

III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES

A. JAPON

3.1 Le Japon demande au Groupe spécial:

1. De constater que les dispositions législatives et règlements traitant spécifiquement des réexamens à l'extinction, le Sunset Policy Bulletin et les déterminations établies par les États-Unis sont incompatibles avec diverses dispositions de l'*Accord antidumping*, du *GATT de 1994*, et de l'*Accord sur l'OMC*, comme il est indiqué ci-après:

   - la Loi et le Règlement des États-Unis prescrivant l'engagement automatique de réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités en l'absence d'éléments de preuve suffisants sont, tels qu'ils sont libellés et tels qu'ils sont appliqués en l'espèce, incompatibles avec les articles 5.6, 11.1, 11.3, 12.1 et 12.3 de l'*Accord antidumping*;

   - le règlement particulier du DOC imposant un critère "peu probable" au lieu du critère "probable" approprié est, tel qu'il est libellé et tel qu'il est appliqué en l'espèce, incompatible avec l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*;

   - le Sunset Policy Bulletin, en tant que pratique générale et tel qu'il est appliqué en l'espèce, établit la présomption irréfragable qu'il est probable que le dumping subsistera lorsque le volume des importations diminue ou lorsque les marges de dumping subsistent après l'imposition de l'ordonnance, ce qui est incompatible avec la prescription de l'article 11.3 de l'*Accord antidumping* voulant que les autorités établissent une détermination prospective selon laquelle il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira;

   - le refus du DOC d'accepter et de prendre en considération des renseignements additionnels présentés par une entreprise japonaise interrogée en l'espèce est incompatible avec l'article 6.1, 6.2 et 6.6 de l'*Accord antidumping*;

---

[9] Règlement d'application: Procédures à suivre pour la réalisation des réexamens après cinq ans ("Réexamens à l'extinction") des ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs. Codifié dans 19 CFR part 351 (pièce n° 3 du Japon).

[10] Politiques relatives à la réalisation des réexamens après cinq ans ("Réexamens à l'extinction") des ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs; Policy Bulletin, 63 Fed. Reg. 18871 (16 avril 1998) (pièce n° 6 du Japon).

[11] *Corrosion-Resistant Carbon Steel Flat Products from Japan; Final Results of Full Sunset Review of Antidumping Duty Order*, 65 FR 47380 (2 août 2000) (pièce n° 8d du Japon); *Certain Carbon Steel Products from Japan; Injury Determination*, USITC Pub. No. 3364, Inv. No. 731-TA-617 (Réexamen) (novembre 2000) (pièce n° 9b du Japon).

- l'utilisation par le DOC, comme envisagée dans le Sunset Policy Bulletin en tant que telle et telle qu'elle est appliquée en l'espèce, de marges de dumping antérieures à l'*Accord sur l'OMC* pour déterminer la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise dans le cadre d'un réexamen à l'extinction est incompatible avec les articles 2, 11.3 et 18.3 de l'*Accord antidumping*;

- l'utilisation par le DOC, comme envisagée dans le Sunset Policy Bulletin en tant que telle et telle qu'elle est appliquée en l'espèce, de marges de dumping incluant des marges négatives ramenés à zéro dans l'analyse qu'il effectue lors de réexamens à l'extinction est incompatible avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*;

- la disposition de la législation des États-Unis qui établit deux critères *de minimis* différents pour les enquêtes initiales et pour les réexamens à l'extinction, telle qu'elle est libellée et telle qu'elle est appliquée par le DOC en l'espèce, est incompatible avec les articles 5.8 et 11.3 de l'*Accord antidumping*;

- l'établissement par le DOC de sa détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, comme envisagé dans le Sunset Policy Bulletin en tant que tel et tel qu'il est appliqué en l'espèce, est incompatible avec l'article 6.10 et l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*;

- comme envisagées dans le Sunset Policy Bulletin en tant que telles et telles qu'elles sont appliquées en l'espèce, l'utilisation par le DOC et la communication à l'ITC de marges de dumping incompatibles avec les règles de l'OMC qu'il avait calculées lors de procédures antidumping antérieures en se fondant sur des méthodes antérieures à l'OMC et/ou de marges de dumping incluant des marges négatives ramenées à zéro, sont incompatibles avec les obligations résultant pour les États-Unis des articles 2, 11.3 et 18.3 de l'*Accord antidumping*;

- dans le réexamen à l'extinction en cause, l'ITC, en n'examinant pas si les importations étaient négligeables avant de déterminer s'il y avait lieu de cumuler les importations visées, a agi de manière incompatible avec les obligations résultant pour les États-Unis des articles 3.5, 5.8 et 11.3 de l'*Accord antidumping*;

- la Loi et le Règlement des États-Unis, qui prescrivent au DOC d'administrer les réexamens à l'extinction de telle manière qu'il engage le réexamen automatiquement en l'absence de tout élément de preuve constituent une application "déraisonnable" et "partiale" des lois des États-Unis relatives aux réexamens à l'extinction, et sont par conséquent, tels qu'ils sont libellés et tels qu'ils sont appliqués en l'espèce, incompatibles avec les obligations résultant pour les États-Unis de l'article X:3 a) du GATT de 1994;

- l'application des règlements administratifs du DOC prescrivant au DOC de refuser de prendre en considération les autres éléments de preuve ne figurant pas dans la réponse de fond des parties est "déraisonnable", et par conséquent, telle qu'elle est appliquée en l'espèce, incompatible avec les obligations résultant pour les États-Unis de l'article X:3 a) du GATT de 1994;

- l'approche non uniforme du DOC à l'égard de réexamens effectués au titre de l'article 11.3, par rapport à son approche à l'égard de réexamens effectués au titre de l'article 11.2 est, en tant que pratique générale et telle qu'elle est appliquée en l'espèce, incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994; et

- les États-Unis ont maintenu des lois et pratiques concernant les réexamens à l'extinction qui sont incompatibles avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC, et sont donc incompatibles avec l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC* et avec l'article 18.4 de l'*Accord antidumping*;

2. et de recommander que l'Organe de règlement des différends demande aux États-Unis d'assurer, comme cela est prescrit à l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC* et à l'article 18.4 de l'*Accord antidumping*, la conformité des éléments énumérés ci-dessus de leurs lois, règlements et procédures administratives antidumping avec les obligations résultant pour eux de l'*Accord antidumping*, et d'abroger l'ordonnance antidumping visant l'acier traité contre la corrosion en provenance du Japon.

B. ÉTATS-UNIS

3.2 Les États-Unis demandent au Groupe spécial de rejeter les allégations du Japon dans leur totalité.[12]

IV. ARGUMENTS DES PARTIES

4.1 Les arguments, ou des résumés des arguments, présentés par les parties dans leurs communications écrites, déclarations orales, réponses à des questions et observations concernant les réponses de l'autre partie à des questions sont joints au présent rapport sous forme d'annexes (*voir* la liste des annexes, pages iv et v).

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

5.1 Les arguments avancés par les tierces parties qui ont présenté des communications écrites, fait des déclarations orales et/ou répondu à des questions – Brésil, Chili, Communautés européennes, Corée et Norvège – sont joints au présent rapport sous forme d'annexes (*voir* la liste des annexes, pages iv et v). Certaines tierces parties – le Canada et l'Inde – n'ont présenté aucun argument au Groupe spécial.[13]

VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

6.1 Le 31 mars 2003, nous avons remis aux parties le rapport intérimaire. Les deux parties ont demandé par écrit que des aspects précis de ce rapport soient réexaminés. Les parties ont aussi communiqué chacune des observations écrites sur les observations de l'autre partie. Aucune des deux parties n'a demandé qu'une réunion soit consacrée au réexamen intérimaire.

6.2 Nous avons exposé ci-dessous la suite réservée aux demandes des parties. Nous avons aussi apporté à notre rapport quelques modifications de forme nécessaires.

---

[12] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 224.

[13] Comme on l'a indiqué, *supra*, note 4, le Venezuela a d'abord réservé son droit de participer aux travaux du présent Groupe spécial en tant que tierce partie, mais a indiqué par la suite qu'il ne souhaitait pas poursuivre sa participation.

A. DEMANDE DU JAPON

6.3 Le **Japon** fait valoir qu'il n'est pas correct de distinguer, comme nous l'avons fait au paragraphe 7.53, l'allégation du Japon concernant l'engagement de réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités de la question de savoir si la législation des États-Unis donne à leurs autorités administrantes le pouvoir discrétionnaire de décider s'il y a des éléments de preuve suffisants pour qu'elles engagent de leur propre initiative un réexamen à l'extinction. Selon le Japon, le fait est qu'il doit y avoir "certains éléments de preuve pour engager une procédure", comme il l'indique dans sa première communication écrite. Dans ce contexte, le libellé "de sa propre initiative" signifie que le DOC doit avoir toute latitude de déterminer s'il y a "quelques éléments de preuve" lui permettant d'engager le réexamen à l'extinction. L'engagement automatique s'oppose à toute évaluation, et empêche donc les autorités d'user de leur pouvoir discrétionnaire d'engager le réexamen en disposant de "certains éléments de preuve". C'est en ce sens que le Japon a présenté sa réponse à la question n° 84. Le Japon soutient, par conséquent, que ces deux questions – engagement automatique et pouvoir discrétionnaire d'engager un réexamen – sont liées et qu'elles étaient toutes deux incluses dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'il a présentée.

6.4 Les **États-Unis** n'ont pas spécifiquement répondu à cette observation.

6.5 Le **Groupe spécial** note une fois encore que c'est seulement après la deuxième réunion du Groupe spécial – et en réponse à une question du Groupe spécial – que le Japon a avancé l'argument selon lequel la législation des États-Unis était incompatible avec l'article 11.3 pour cette autre raison qu'elle ne donnait pas à leurs autorités administrantes le pouvoir discrétionnaire de décider s'il y avait lieu ou non d'engager de leur propre initiative un réexamen à l'extinction. Nous rappelons ce que nous avons noté au paragraphe 7.53, à savoir que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon, qui définit notre mandat, est, de toute évidence, muette sur ce point. Il ne suffit pas de fournir le fondement recherché par le Japon pour faire que cette allégation relève de notre mandat.[14] Nous refusons donc de modifier notre constatation à cet égard.

6.6 Nous avons néanmoins complété la note de bas de page 56 de notre rapport pour citer clairement la réponse du Japon à la question n° 84 posée par le Groupe spécial après la deuxième réunion, dans laquelle nous estimons que le Japon a clairement affirmé pour la première fois dans la présente procédure (en réponse à une question du Groupe spécial) que la législation des États-Unis était incompatible avec l'article 11.3 pour cette autre raison qu'elle ne donnait pas aux autorités administrantes des États-Unis le pouvoir discrétionnaire de décider s'il y avait lieu ou non d'engager un réexamen à l'extinction de leur propre initiative.

6.7 Deuxièmement, en ce qui concerne nos constatations figurant aux paragraphes 7.198 à 7.208, le **Japon** estime que la récente décision de l'Organe d'appel dans son rapport *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)* – distribué aux Membres de l'OMC après la remise aux parties de notre rapport intérimaire dans le présent différend – étaye l'allégation du Japon selon laquelle les articles 11.4 et 6.10 de l'Accord exigent que, dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, les autorités chargées de l'enquête établissent une détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise séparément par entreprise – et non sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. En particulier, le Japon affirme que l'Organe d'appel a constaté que les importations provenant d'exportateurs qui

[14] De plus, nous avons confirmé une fois encore notre interprétation selon laquelle la partie de la première communication écrite du Japon à laquelle le Japon a fait référence dans les observations qu'il a présentées dans le cadre du réexamen intérimaire est exclusivement centrée sur la question du caractère suffisant des éléments de preuve. Par exemple, le Japon fait observer ce qui suit: "... que l'autorité dispose au départ d'éléments de preuve qui lui sont propres ou qu'elle évalue les éléments de preuve présentés par un requérant, l'obligation juridique d'évaluer ces éléments de preuve pour s'assurer de leur caractère suffisant demeure" (première communication écrite du Japon, paragraphe 69).

n'étaient pas inclus dans l'échantillon établi aux fins de la détermination en matière de dumping ne pouvaient pas être considérées comme "importations faisant l'objet d'un dumping" aux fins de la détermination en matière de dommage. Selon le Japon, en confirmant la prescription voulant que les autorités établissent leur détermination de manière objective, impartiale, équilibrée et équitable, l'Organe d'appel a constaté que les articles 2.1 et 6.10 exigent que les déterminations soient faites séparément par entreprise, et que l'on ne peut poser en principe que l'examen dont ont fait l'objet certains producteurs est applicable aux producteurs qui n'ont pas fait l'objet d'un examen. Le Japon nous demande donc de modifier notre constatation concernant la base sur laquelle les déterminations de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise devraient être faites dans le cadre de réexamens à l'extinction, en nous fondant sur son interprétation des constatations de l'Organe d'appel.

6.8 Les **États-Unis** ne souscrivent pas à l'interprétation faite par le Japon de la décision de l'Organe d'appel et affirment que le Groupe spécial a constaté à juste titre que l'article 6.10 de l'Accord n'imposait pas de prescriptions de fond – y compris la prescription de calculer des marges de dumping séparément par entreprise – dans les réexamens à l'extinction effectués au titre de l'article 11.3. Les États-Unis soutiennent donc que la raison qui nous a fait rejeter les arguments antérieurs du Japon sur ce point fait aussi que la récente décision de l'Organe d'appel ne nous impose aucunement de reconsidérer notre constatation.

6.9 **Nous** ne souscrivons pas à l'interprétation par le Japon de la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)* et refusons de lui attacher l'importance que lui attache le Japon pour notre constatation concernant la base sur laquelle les déterminations de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise devraient être faites dans le cadre de réexamens à l'extinction.

6.10 Tout d'abord, nous notons que la question dont l'Organe d'appel était saisi dans ladite affaire était essentiellement celle de savoir si les importations en provenance d'exportateurs qui n'étaient pas inclus dans l'échantillon établi aux fins du calcul des marges de dumping pouvaient être considérées, dans le cadre d'une enquête, comme étant des "importations faisant l'objet d'un dumping" aux fins des déterminations de l'existence d'un dommage, au sens de l'article 3 de l'Accord. La question que nous examinons dans la présente affaire est celle de savoir si l'article 6.10 de l'Accord exige que dans le cadre de réexamens à l'extinction, les autorités chargées de l'enquête effectuent leurs déterminations de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise séparément par entreprise. Il est donc clair que les circonstances factuelles et les questions de droit sont fondamentalement différentes dans les deux affaires. Contrairement à ce qui était le cas dans l'affaire *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, nous étudions dans la présente procédure la question des déterminations de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise dans le cadre de réexamens à l'extinction, et non le rapport entre les obligations régissant l'établissement des marges de dumping et les déterminations de l'existence d'un dommage dans les enquêtes. Le rapport entre l'article 3.1 et l'article 6.10 de l'Accord, qui était une préoccupation centrale de l'Organe d'appel dans l'affaire mentionnée, n'est donc pas pertinent dans la présente affaire.

6.11 Nous avons indiqué (*infra*, paragraphe 7.207) que l'article 11.3 concerne la détermination par les autorités, dans le cadre de réexamens à l'extinction, de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. Il ne traite pas de la détermination de l'existence d'un dumping, et encore moins d'une marge particulière de dumping. Notre position a été confortée par la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)* selon laquelle "l'article 6.10 traite expressément de la détermination des *marges* de dumping" (italique dans l'original).[15]

[15] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord* ("*CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*"), WT/DS141/AB/RW, adopté le 24 avril 2003, paragraphe 137.

6.12 Nous relevons aussi l'affirmation de l'Organe d'appel selon laquelle "les paragraphes de l'article 6 énoncent les règles de la preuve qui s'appliquent pendant tout le déroulement d'une enquête antidumping"[.][16] Cela étaye notre constatation (*infra*, paragraphe 7.206) selon laquelle l'article 6.10 –en vertu du renvoi à l'article 11.4 – ne peut pas être interprété comme créant des obligations de fond dans les réexamens à l'extinction.

6.13 Nous refusons donc de modifier, comme le demande le Japon, nos constatations concernant la base sur laquelle les déterminations de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise devraient être établies dans les réexamens à l'extinction.

6.14 Enfin, à la demande du Japon, nous avons ajouté les notes de bas de page 135 et 137 afin de citer les arguments présentés par le Japon dans sa première communication écrite et dans ses réponses aux questions du Groupe spécial.

B. DEMANDE DES ÉTATS-UNIS

6.15 Les **États-Unis** estiment que la question de savoir si les paragraphes de l'article 3 autres que la disposition relative au cumul figurant au paragraphe 3 sont applicables aux réexamens à l'extinction ne relève pas de notre mandat et nous demandent de supprimer les deux dernières phrases du paragraphe 7.99 et la totalité du paragraphe 7.100.

6.16 Le **Japon** n'est pas d'accord avec les États-Unis. Selon lui, l'examen de cette question par le Groupe spécial est nécessaire pour répondre aux arguments présentés par les parties.

6.17 **Nous** soulignons que, dans les paragraphes visés, nous indiquons la structure de notre interprétation de l'Accord fondée sur les textes. Nous refusons donc de supprimer les phrases visées par les États-Unis. Toutefois, pour répondre à la préoccupation qu'ils ont soulevée, nous avons complété le paragraphe 7.101 de notre rapport afin qu'il soit bien clair que nous n'avons pas besoin de nous prononcer et ne nous prononçons pas sur la question de savoir si les dispositions de l'article 3 sont applicables de façon générale aux réexamens à l'extinction.

6.18 Deuxièmement, les **États-Unis** estiment que la question de savoir si la marge de dumping doit être considérée comme un facteur de dommage dans les réexamens à l'extinction ne relève pas de notre mandat. Ils nous demandent donc de terminer la troisième phrase du paragraphe 7.188 par les mots "contestant les déterminations de l'ITC en matière de dommage" et la dernière phrase du paragraphe 7.187 par le mot "supprimé".

6.19 Le **Japon** s'oppose à la demande des États-Unis.

6.20 **Nous** soulignons que, contrairement à ce que soutient le Japon, ce que nous disons dans ces paragraphes ne vise pas à reconnaître et ne reconnaît pas que l'importance de la marge de dumping devrait ou doit être prise en compte dans les déterminations établissant dans le cadre de réexamens à l'extinction la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise. En l'espèce, cette question ne nous est pas soumise à bon droit. Par conséquent, nous refusons de procéder aux modifications demandées par les États-Unis à cet égard. Nous avons toutefois apporté une légère modification connexe au paragraphe 7.187.

6.21 Nous avons procédé aux révisions demandées par les États-Unis aux paragraphes 7.105 et 7.198.

[16] *Ibid.*, paragraphe 136.

VII. CONSTATATIONS

A. QUESTIONS GÉNÉRALES

1. Critère d'examen

7.1 Compte tenu des allégations et arguments formulés par les parties au cours de la procédure du présent Groupe spécial[17], nous rappelons, pour commencer notre examen, le critère d'examen que nous devons appliquer à la question dont nous sommes saisis.

7.2 L'article 11 du *Mémorandum d'accord*[18], pris isolément, énonce le critère d'examen approprié applicable par les groupes spéciaux pour tous les accords visés à l'exception de l'*Accord antidumping*. L'article 11 impose aux groupes spéciaux l'obligation générale de procéder à une "évaluation objective de la question", obligation qui englobe tous les aspects, à la fois factuels et juridiques, de l'examen de la "question" par un groupe spécial.

7.3 L'article 17.6 de l'*Accord antidumping* énonce le critère d'examen spécial applicable aux différends antidumping. Il dispose ce qui suit:

> "i) dans son évaluation des faits de la cause, le groupe spécial déterminera si l'établissement des faits par les autorités était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective. Si l'établissement des faits était correct et que l'évaluation était impartiale et objective, même si le groupe spécial est arrivé à une conclusion différente, l'évaluation ne sera pas infirmée;"
>
> ii) le groupe spécial interprétera les dispositions pertinentes de l'Accord conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Dans les cas où le groupe spécial constatera qu'une disposition pertinente de l'Accord se prête à plus d'une interprétation admissible, le groupe spécial constatera que la mesure prise par les autorités est conforme à l'Accord si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles."

7.4 Par conséquent, pris conjointement, l'article 11 du *Mémorandum d'accord* et l'article 17.6 de l'*Accord antidumping* établissent le critère d'examen que nous devons appliquer en ce qui concerne les aspects tant factuels que juridiques de notre examen des allégations et arguments présentés par les parties.[19]

7.5 Compte tenu de ce critère d'examen, pour examiner les allégations au titre de l'*Accord antidumping* dans la question qui nous est soumise, nous devons évaluer si les mesures prises par les États-Unis qui sont en cause sont compatibles avec les dispositions pertinentes de l'*Accord antidumping*. Nous pouvons et devons constater qu'elles sont compatibles si nous constatons que les autorités des États-Unis chargées de l'enquête ont correctement établi les faits et évalué ces faits de

---

[17] Par exemple, deuxième déclaration orale du Japon, paragraphe 7.

[18] L'article 11 du *Mémorandum d'accord*, intitulé "Fonction des groupes spéciaux" indique ce qui suit: "La fonction des groupes spéciaux est d'aider l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités au titre du présent mémorandum d'accord et des accords visés. En conséquence, un groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions, et formuler d'autres constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés ..."

[19] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* ("*États-Unis – Acier laminé à chaud*"), WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001, paragraphes 54 à 62.

manière impartiale et objective, *et* que les déterminations reposent sur une interprétation "admissible" des dispositions pertinentes. Notre tâche n'est pas de procéder à un examen *de novo* des renseignements et éléments de preuve figurant au dossier du réexamen à l'extinction correspondant, ni de substituer notre jugement à celui des autorités des États-Unis, quand bien même nous aurions pu arriver à une détermination différente si nous avions examiné nous-mêmes le dossier.

2. Charge de la preuve

7.6 Nous rappelons qu'en vertu des principes généraux applicables à la charge de la preuve dans le système de règlement des différends de l'OMC, une partie alléguant qu'il y a eu violation d'une disposition de l'*Accord sur l'OMC* par un autre Membre doit soutenir et prouver son allégation.[20] Dans la procédure du présent Groupe spécial, c'est au Japon, qui a contesté la compatibilité des mesures prises par les États-Unis, qu'il incombe de démontrer que ces mesures ne sont pas compatibles avec les dispositions pertinentes de l'Accord. C'est aussi au Japon qu'il incombe d'établir que ses allégations nous sont soumises à bon droit. Lorsqu'une allégation ne nous est pas soumise à bon droit, nous n'avons évidemment pas pour mandat de l'examiner. Nous soulignons aussi qu'en règle générale il appartient à chaque partie qui affirme un fait d'en apporter la preuve.[21] À cet égard, il appartient donc aussi aux États-Unis de fournir des éléments de preuve des faits qu'ils affirment. Nous rappelons par ailleurs que la présentation d'éléments *prima facie* oblige, en droit, un groupe spécial à se prononcer en faveur de la partie qui les présente en l'absence de réfutation effective par l'autre partie.

B. QUESTIONS SOULEVÉES DANS LE PRÉSENT DIFFÉREND

1. Aperçu de l'approche suivie par le Groupe spécial dans l'examen des allégations du Japon

7.7 Pour examiner les allégations du Japon dans le présent différend, nous avons retenu certains thèmes généraux. L'approche que nous avons élaborée nous permet d'examiner systématiquement ces thèmes tout au long de notre rapport.

7.8 Tout d'abord, plusieurs des allégations du Japon nous ont amenés à rechercher dans quelle mesure les règles énoncées dans l'*Accord antidumping* en ce qui concerne les *enquêtes* antidumping sont applicables aux réexamens à l'extinction. Ces allégations comprennent les allégations du Japon concernant les critères en matière de preuve en cas d'engagement à l'initiative des autorités; le critère *de minimis*; le cumul; la base sur laquelle doit être établie une détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise (sur la base de l'ordonnance dans son ensemble ou séparément par entreprise) et, dans une certaine mesure, la nature de la détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. À cet égard, il nous paraît approprié de souligner au début de notre analyse que les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction sont des processus distincts dont les buts sont différents, et que le texte de l'*Accord antidumping* distingue entre enquêtes et réexamens. Nous fondons notre opinion sur plusieurs éléments, en particulier sur le fait que d'après le texte de l'*Accord antidumping*, la nature de la détermination à faire dans le cadre d'un réexamen à l'extinction diffère à certains égards essentiels de la nature de la détermination à faire dans le cadre d'une enquête initiale. Dans un réexamen à l'extinction, les autorités sont appelées à axer principalement leur enquête sur la *probabilité* que le dumping et le dommage *subsistent ou se reproduisent* dans le cas où la mesure ne serait plus imposée. Au contraire, dans une enquête initiale, les autorités doivent examiner l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité pour justifier l'imposition d'un droit

[20] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde* ("*États-Unis – Chemises et blouses de laine*"), WT/DS33/AB/R et Corr.1, adopté le 23 mai 1997, DSR 1997:I, 323, page 337.

[21] *Ibid.*

antidumping. Compte tenu de différences qualitatives fondamentales quant à la nature de ces deux processus distincts, nous voudrions souligner, en premier lieu, qu'il ne nous paraîtrait pas surprenant que les obligations inscrites dans les textes ayant trait à chacun des deux processus puissent différer.

7.9 Deuxièmement, plusieurs des allégations "en tant que tel" du Japon sont fondées entièrement sur le Sunset Policy Bulletin. Elles concernent la compatibilité avec l'article 11.3 de la nature de la détermination de la probabilité envisagée dans le Sunset Policy Bulletin; la compatibilité avec les articles 2, 11.3 et 18.3 de l'utilisation alléguée par le DOC, lorsqu'il établit à l'issue d'un réexamen à l'extinction une détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise, de marges de dumping calculées lors des enquêtes initiales et des réexamens administratifs; la compatibilité avec les articles 2, 11.3 et 18.3 de la communication par le DOC des marges initiales à l'ITC; la compatibilité avec les articles 6.10 et 11.3 de l'établissement de la détermination de la probabilité à l'issue de réexamens à l'extinction sur la base de l'ordonnance dans son ensemble; la compatibilité avec l'article X:3 a) du GATT de 1994 de l'approche suivie par le DOC à l'égard des réexamens effectués conformément à l'article 11.2 et 11.3; et la compatibilité de la législation et du Sunset Policy Bulletin des États-Unis avec l'article 18.4 de l'*Accord antidumping* et avec l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC*. Nous avons présenté notre approche générale à l'égard de ces allégations, *infra*, paragraphes 7.112 et suivants.

7.10 Troisièmement, nous croyons comprendre que plusieurs des allégations du Japon avaient trait aux aspects de fond et de procédure de l'obligation inscrite à l'article 11.3 de déterminer la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. Nous avons en conséquence examiné ces allégations ensemble, *infra*, paragraphes 7.209 et suivants.

2. Critères en matière de preuve applicables à l'engagement de réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités

a) La législation des États-Unis en tant que telle

i) Arguments des parties

Japon

7.11 Le Japon estime que la législation des États-Unis – article 751 c) 1) et 2) de la Loi et article 351.218 a) et c) 1) du Règlement – viole les articles 11.1, 11.3, 12.1, 12.3 et 5.6 de l'*Accord antidumping* en ce sens qu'elle prescrit l'engagement automatique de réexamens à l'extinction par le DOC de sa propre initiative, en l'absence d'éléments de preuve suffisants. Selon le Japon, le texte, le contexte, l'objet et le but des dispositions pertinentes interdisent aux autorités chargées de l'enquête[22] d'engager de leur propre initiative des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 de l'*Accord antidumping* sans disposer d'éléments de preuve suffisants justifiant l'engagement d'une telle procédure. Le Japon soutient que l'article 11.3 crée la présomption que l'ordonnance antidumping sera abrogée après cinq années d'application. Par conséquent, la décision de continuer à imposer l'ordonnance pendant une nouvelle période de cinq ans en vertu de l'article 11.3 est l'équivalent de la décision d'imposer l'ordonnance dans une enquête initiale. Il s'ensuit que les critères en matière de

[22] En vertu de l'*Accord antidumping*, les "enquêtes" et les "réexamens" sont deux processus distincts dont les buts sont différents (*voir*, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* ("*États-Unis – Acier ou carbone*"), WT/DS213/AB/R et Corr.1, adopté le 19 décembre 2002, paragraphe 87). Gardant cela à l'esprit, nous avons employé les termes "autorité"/"autorités" et "autorité chargée de l'enquête"/"autorités chargées de l'enquête" comme désignant de façon générale l'autorité qui effectue les enquêtes et tous les types de réexamen prévus par l'*Accord antidumping*.

preuve applicables à l'engagement à l'initiative des autorités d'enquêtes initiales s'appliquent aussi à l'engagement à l'initiative des autorités de réexamens à l'extinction.

7.12 Le Japon estime que les dispositions de l'article 5.6 (qui exige que les autorités chargées de l'enquête soient en possession d'éléments de preuve suffisants pour pouvoir ouvrir une enquête sans être saisies d'une demande présentée par écrit) sont applicables aussi aux réexamens à l'extinction, et ce en vertu des renvois figurant dans l'article 12.3 à l'article 11 et dans l'article 12.1 à l'article 5.[23] Selon le Japon, la définition du terme "initiation" figurant, dans la version anglaise, dans la note de bas de page 1 de l'*Accord antidumping* étaye aussi cette affirmation. La note de bas de page 1 définit "initiation" en relation avec l'article 5. Par conséquent, le fait que l'article 11.3 mentionne l'engagement ("initiation" dans la version anglaise) d'un réexamen à l'extinction établit un lien entre l'article 11.3 et l'article 5, y compris le paragraphe 6 de ce dernier, qui énonce les critères en matière de preuve applicables à l'ouverture d'une enquête à l'initiative des autorités.[24]

7.13 Selon le Japon, l'objet et le but de l'*Accord antidumping* exigent aussi que les autorités soient en possession d'éléments de preuve suffisants avant d'engager de leur propre initiative un réexamen à l'extinction. Étant donné qu'en vertu de l'article 11, la suppression du droit après cinq ans est la règle, et le maintien l'exception, les autorités doivent d'abord déterminer si l'engagement de la procédure lui-même est nécessaire. L'engagement automatique à l'initiative des autorités transforme ainsi l'exception en règle générale.[25]

États-Unis

7.14 Les États-Unis estiment que l'article 11.3 n'impose aucun critère en matière de preuve pour l'engagement de réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités. Les renvois contenus dans divers paragraphes de l'article 11 montrent que les rédacteurs savaient rendre certaines règles applicables dans le contexte des réexamens à l'extinction lorsqu'ils souhaitaient le faire. Le fait que l'article 11 ne contienne pas de renvoi à l'article 5.6 montre que l'intention des rédacteurs était de ne pas appliquer les critères en matière de preuve de l'article 5.6 aux réexamens à l'extinction. Les États-Unis font valoir, par ailleurs, que l'article 5.6 n'indique pas expressément non plus que le critère des "éléments de preuve suffisants" qu'il énonce soit aussi applicable à l'engagement de réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités. L'article 5 traite seulement des enquêtes et n'est donc pas applicable aux réexamens à l'extinction.

7.15 Selon les États-Unis, en vertu de l'article 12.3, les dispositions de l'article 12.1 relatives à l'avis au public et à l'explication des déterminations sont applicables "*mutatis mutandis*" aux réexamens, mais ni cela, ni la référence contenue à l'article 12.1 au critère des "éléments de preuve suffisants" énoncé à l'article 5 ne permet de rendre les prescriptions en matière de preuve énoncées à l'article 5.6 pour l'ouverture d'enquêtes à l'initiative des autorités applicables aux réexamens à l'extinction. Le terme "initiate" figurant, dans la version anglaise, dans la note de bas de page 1 de l'*Accord antidumping* est seulement applicable aux "enquêtes" visées à l'article 5. Les États-Unis estiment donc qu'en s'appuyant sur des considérations de contexte et d'"objet et but", le Japon fait abstraction du texte de l'*Accord antidumping*.

[23] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 23 à 27.
[24] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 38.
[25] Première communication orale du Japon, paragraphes 23 et 24.

ii) Arguments des tierces parties

Communautés européennes

7.16 Les Communautés européennes estiment comme le Japon que l'engagement automatique à l'initiative des autorités de réexamens à l'extinction par les États-Unis entraîne inévitablement une violation de l'article 11.3. Selon les Communautés européennes, une bonne analyse du texte, du contexte et de l'objet et du but de l'article 11.3 révèle que toutes les dispositions de l'*Accord antidumping* sont potentiellement applicables *mutadis mutandis* aux réexamens à l'extinction, dans la mesure où elles sont pertinentes pour ces réexamens et où leur application à l'article 11.3 ne crée pas une situation de conflit ou n'est pas spécifiquement exclue. Les Communautés européennes font aussi valoir qu'il ressort clairement des termes de l'article 12.3 que les garanties qui s'appliquent à l'ouverture d'une enquête initiale s'appliquent également à l'engagement d'un réexamen à l'extinction. En particulier, lu conjointement avec l'article 12.1, l'article 12.3 prévoit clairement que, même dans un réexamen à l'extinction, les autorités nationales doivent disposer d'éléments de preuve suffisants pour engager un réexamen à l'extinction de leur propre initiative. Selon les Communautés européennes, le critère de la demande "dûment justifiée" énoncé à l'article 11.3 à propos de l'engagement d'un réexamen à l'extinction sur la base d'une demande est également applicable dans le cas de l'engagement d'un tel réexamen à l'initiative des autorités.[26] Les Communautés européennes estiment aussi que "le terme "initiate", tel qu'il est utilisé [dans la version anglaise] à l'article 11.3, a la même signification que dans la note de bas de page 1 de l'*Accord [antidumping]*".[27]

Corée

7.17 La Corée fait valoir que l'engagement automatique à l'initiative des autorités est contraire aux obligations résultant pour les États-Unis des articles 11.3 et 12.1 de l'*Accord antidumping*. Le texte de l'article 11.3 ne dit rien d'éléments de preuve minimaux qui seraient requis pour l'engagement d'un réexamen à l'initiative des autorités, mais ne prévoit pas l'obligation de procéder à un réexamen dans chaque cas. En prescrivant l'engagement automatique d'un réexamen dans chaque cas, la législation des États-Unis fait de ce réexamen la condition *sine qua non* de l'abrogation de la mesure, celle-ci ne pouvant donc prendre fin dans le cadre de l'application normale de l'article 11.3.

Norvège

7.18 La Norvège fait valoir que malgré le silence du texte sur ce point, l'objet et le but de l'*Accord antidumping* ainsi que des considérations liées au contexte autorisent à penser que le critère énoncé à l'article 5.6 s'applique également aux réexamens à l'extinction.

iii) Évaluation par le Groupe spécial[28]

7.19 Le Japon fait valoir que les mêmes critères en matière de preuve applicables à l'engagement à l'initiative des autorités d'enquêtes initiales au titre de l'article 5.6 s'appliquent également à l'engagement à l'initiative des autorités de réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. Selon les États-Unis, toutefois, il n'existe aucune prescription de cet ordre au titre de l'*Accord antidumping*.

[26] Réponse des Communautés européennes à la question n° 2 du Groupe spécial.

[27] Réponse des Communautés européennes à la question n° 3 c) du Groupe spécial.

[28] Dans cette section, nous examinons l'allégation du Japon selon laquelle la Loi et le Règlement des États-Unis prescrivant l'engagement automatique à l'initiative des autorités de réexamens à l'extinction en l'absence d'éléments de preuve suffisants sont, en tant que tels, incompatibles avec les articles 5.6, 11.1, 11.3, 12.1 et 12.3 de l'*Accord antidumping*.

7.20 L'article 751 c) 1) de la Loi des États-Unis exige que cinq ans après la date de publication d'une ordonnance en matière de droits antidumping, l'autorité administrante et la Commission procèdent à un réexamen pour déterminer s'il est probable que le dumping et le dommage important subsisteraient ou se reproduiraient du fait de l'abrogation de l'ordonnance en matière de droits antidumping. L'article 751 c) 2) dispose ce qui suit: "Au plus tard 30 jours avant le cinquième anniversaire de la date indiquée au paragraphe 1, l'autorité administrante publiera au Federal Register un avis d'engagement d'un réexamen au titre du présent alinéa …" De même, l'article 351.218 a) du Règlement dispose que "… au plus tard une fois tous les cinq ans, le Secrétaire doit déterminer s'il est probable que le dumping … subsisterait ou se reproduirait … ", tandis que l'article 751.218 c) 1) dispose que "… au plus tard 30 jours avant le cinquième anniversaire de la date d'une ordonnance ou de la suspension d'une enquête … le Secrétaire publiera un avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction …".

7.21 Les États-Unis ne contestent pas qu'en vertu de leur législation, le DOC doive automatiquement engager des réexamens à l'extinction de sa propre initiative[29] et qu'il l'ait fait dans le réexamen à l'extinction en cause.[30] En conséquence, la question dont nous sommes saisis est celle de savoir si, comme le Japon l'allègue, un tel engagement automatique de réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités est incompatible avec les articles 11.1, 11.3, 12.1, 12.3 et 5.6 de l'*Accord antidumping*.

7.22 Il nous apparaît que l'allégation du Japon est fondée sur une violation alléguée de l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*, en tant qu'obligation juridique centrale régissant les réexamens à l'extinction, ainsi que des articles 11.1, 12.1, 12.3 et 5.6. Il nous apparaît que le Japon a structuré ses arguments à la lumière du texte de l'article 11.3[31], compte tenu de liens textuels et de son contexte[32] ainsi que de son objet et de son but[33], tels qu'ils se traduisent dans les autres dispositions citées. Gardant ces points présents à l'esprit, nous commençons donc notre analyse par l'article 11.3, disposition centrale de l'*Accord antidumping* régissant les réexamens à l'extinction.

7.23 Selon l'article 3:2 du *Mémorandum d'accord*, les Membres reconnaissent que le système de règlement des différends a pour objet de clarifier les dispositions des accords visés "conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public". L'article 31.1 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités* ("*Convention de Vienne*")[34], dont on admet généralement qu'elle traduit une règle coutumière de ce genre, est libellé comme suit:

> "Un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but."

---

[29] L'Énoncé des mesures administratives (pièce n° 2 du Japon) et le Sunset Policy Bulletin (pièce n° 6 du Japon, page 18872) qualifient l'un et l'autre d'"automatique" l'engagement de réexamens à l'extinction conformément à l'article 751 c) 1). Dans leur réponse à la question n° 85 du Groupe spécial, les États-Unis indiquent que le DOC, d'une façon générale, "engage automatiquement les réexamens à l'extinction de sa propre initiative dans chaque cas, à moins que la branche de production nationale ne l'avise par écrit que le maintien d'une ordonnance en matière de droits antidumping particulière ne l'intéresse plus".

[30] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 97.

[31] Par exemple, première communication écrite du Japon, section III.A.1.

[32] Par exemple, *ibid*., section III.A.3. À cet égard, le Japon fait également référence à des indications textuelles et contextuelles figurant dans les articles 12 et 5.6 ainsi que dans la note de bas de page 1. *Voir*, par exemple, la première déclaration orale du Japon, paragraphes 18 à 22.

[33] Par exemple, *ibid*., section III.A.2.

[34] (1969) 8 *International Legal Materials* 679.

7.24 Il est clair que l'interprétation doit être fondée, d'abord et surtout, sur le texte du traité, tandis que le contexte ainsi que l'objet et le but peuvent aussi jouer un rôle.[35] Il est aussi établi de longue date que ces principes d'interprétation "ne signifient pas qu'il soit nécessaire ni justifiable d'imputer à un traité des termes qu'il ne contient pas ou d'inclure dans un traité des concepts qui n'y étaient pas prévus".[36] De plus, les groupes spéciaux "doivent se conformer aux règles d'interprétation des traités énoncées dans la *Convention de Vienne*, et ne doivent pas accroître ou diminuer les droits et obligations prévus dans l'*Accord sur l'OMC*".[37]

7.25 Sans perdre de vue ces considérations, nous commençons notre analyse par le texte de l'article 11.3. Ce texte est libellé comme suit:

> "Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé (ou à compter de la date du réexamen le plus récent au titre du paragraphe 2 si ce réexamen a porté à la fois sur le dumping et le dommage, ou au titre du présent paragraphe), à moins que les autorités ne déterminent, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date, soit de leur propre initiative, soit à la suite d'une demande dûment justifiée présentée par la branche de production nationale ou en son nom, dans un laps de temps raisonnable avant cette date, qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. Le droit pourra demeurer en vigueur en attendant le résultat de ce réexamen." (note de bas de page omise)

7.26 Comme le Japon l'admet[38], l'article 11.3, tel qu'il est libellé, ne prévoit, ni explicitement, ni par référence, aucun critère en matière de preuve qui devrait ou qui doit s'appliquer à l'engagement à l'initiative des autorités de réexamens à l'extinction. L'article 11.3 envisage l'engagement d'un réexamen à l'extinction selon l'une de deux manières possibles, comme le montre clairement l'emploi du terme "soit". Soit les autorités font leur détermination au cours d'un réexamen entrepris "de leur propre initiative", soit elles font leur détermination au cours d'un réexamen entrepris "à la suite d'une demande dûment justifiée présentée par la branche de production nationale ou en son nom". Bien que l'article 11.3 comporte une certaine restriction concernant l'engagement de réexamens fondé sur une plainte déposée par la branche de production nationale – à savoir, que la demande doit être "dûment justifiée" – le texte indique clairement que cette restriction n'est pertinente que dans la situation particulière envisagée, et ne s'applique pas à l'engagement de réexamens à l'initiative des autorités. En conséquence, puisque les rédacteurs n'ont pas énoncé dans le texte même de l'article 11.3 de prescriptions en matière de preuve relatives à l'engagement à l'initiative des autorités du réexamen à l'extinction, il nous semble, de prime abord, que leur intention était de ne pas imposer de prescriptions en matière de preuve s'agissant de l'engagement à l'initiative des autorités de réexamens à l'extinction. Toutefois, notre tâche ne prend pas fin avec ce simple examen du texte.

7.27 Nous notons aussi que le texte de l'article 11.3 ne contient aucun renvoi aux règles de la preuve relatives à l'ouverture d'enquêtes énoncées à l'article 5.6 de l'*Accord antidumping*. Par

---

[35] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques* ("*Japon – Boissons alcooliques II*"), WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996, DSR 1996:I, 97, page 11. L'Organe d'appel a récemment insisté sur l'importance du "sens ordinaire" des termes employés dans le traité dans, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention* ("*Loi sur la compensation (amendement Byrd)*"), WT/DS217/AB/R, WT/DS234/AB/R, adopté le 27 janvier 2003.

[36] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture* ("*Inde – Brevets (États-Unis)*"), WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998, DSR 1998:I, 9 paragraphe 45.

[37] *Ibid.*, paragraphe 46.

[38] Première communication écrite du Japon, paragraphe 51.

conséquent, l'article 11.3 lui-même ne dispose pas explicitement que le critère en matière de preuve énoncé à l'article 5.6 (ou tout autre critère en matière de preuve) est applicable aux réexamens à l'extinction. Bien que les paragraphes 4 et 5 de l'article 11 contiennent plusieurs renvois à d'autres articles de l'*Accord antidumping*, aucun renvoi à l'article 5.6 ne figure dans le texte de l'article 11. Ces renvois (ainsi que d'autres renvois figurant dans l'*Accord antidumping*, comme, par exemple, à l'article 12.3) montrent que, lorsque l'intention des rédacteurs était de rendre une disposition particulière applicable aussi dans un contexte différent, ils l'ont fait explicitement. Par conséquent, le fait qu'ils n'ont pas inclus dans le texte de l'article 11.3 ou, d'ailleurs, dans celui d'aucun autre paragraphe de l'article 11, de renvoi à l'article 5.6 (ou vice versa) montre que leur intention n'était pas de rendre les critères en matière de preuve énoncés à l'article 5.6 applicables aux réexamens à l'extinction. Dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, l'Organe d'appel a tiré la même conclusion de l'absence, à l'article 21.3 de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* (l'"*Accord SMC*"), de tout renvoi à l'article 11.6 du même accord, qui énonce le critère en matière de preuve applicable à l'ouverture à l'initiative des autorités d'enquêtes en matière de droits compensateurs.[39]

7.28 Toutefois, "[u]n tel silence n'exclut pas la possibilité que l'intention ait été d'inclure la prescription par implication".[40] Nous examinons donc le contexte de l'article 11.3. À notre avis, le contexte immédiat de cet article ne permet pas d'aboutir à un résultat différent. L'article 11.1 énonce la règle générale selon laquelle un droit antidumping ne peut rester en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping dommageable. L'article 11.2 et 11.3 traduit l'application de cette règle générale aux réexamens effectués dans des circonstances différentes. La partie pertinente de l'article 11.2 dispose ce qui suit:

> "Les autorités réexamineront la nécessité de maintenir le droit dans les cas où cela sera justifié, de leur propre initiative ou, à condition qu'un laps de temps raisonnable se soit écoulé depuis l'imposition du droit antidumping définitif, à la demande de toute partie intéressée qui justifierait *par des données positives la nécessité d'un tel réexamen.*" (pas d'italique dans l'original, note de bas de page omise)

7.29 L'article 11.2 énonce donc explicitement un critère en matière de preuve applicable aux demandes de réexamens présentées par des parties intéressées au titre de cette disposition. Pour donner naissance à l'obligation des autorités de procéder à un réexamen, la demande doit comporter "des données positives [justifiant] la nécessité d'un tel réexamen". L'engagement d'un réexamen à l'initiative des autorités au titre de l'article 11.2 n'est pas régi par les mêmes critères que l'engagement à la demande d'une partie intéressée. Cela justifie une lecture du texte qui distingue clairement entre les critères en matière de preuve applicables à l'engagement d'une procédure dans diverses circonstances particulières.

7.30 Le Japon soutient aussi que les renvois à l'article 11 figurant à l'article 12.3, et à l'article 5 figurant à l'article 12.1, permettent de penser que l'article 5.6 est applicable aux réexamens à l'extinction. L'article 12 est intitulé "Avis au public et explication des déterminations". Il énonce les

---

[39] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, *supra*, note 22, paragraphe 105. En ce qui concerne la question de savoir si des décisions antérieures de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel relatives à des mesures compensatoires peuvent être prises en compte par des groupes spéciaux chargés de différends au titre de l'*Accord antidumping* (et vice versa), et leur fournir des indications, nous relevons la *Déclaration sur le règlement des différends conformément à l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ou à la Partie V de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires*, dans laquelle les Ministres ont reconnu la nécessité d'assurer la cohérence du règlement des différends résultant de l'application de mesures antidumping et de mesures compensatoires. Nous trouvons dans cette déclaration un élément étayant l'application par le présent Groupe spécial d'une analyse interprétative semblable lorsqu'il examine des questions analogues au titre de l'*Accord antidumping*.

[40] *Ibid.*, paragraphe 65.

obligations des autorités chargées de l'enquête relatives à l'avis au public et à l'explication des déterminations tout au long de l'enquête.

7.31 L'article 12.1 dispose ce qui suit:

> "Lorsque les autorités seront convaincues que les éléments de preuve sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping en conformité avec l'article 5, le ou les Membres dont les produits feront l'objet de l'enquête et les autres parties intéressées qui, à la connaissance des autorités chargées de l'enquête, ont un intérêt en la matière, recevront une notification et un avis sera rendu public."

7.32 L'article 12.1 impose certaines obligations en matière d'avis au public "lorsque les autorités seront convaincues que les éléments de preuve sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête en conformité avec l'article 5". Plutôt que d'établir lui-même quelque obligation en matière de preuve, le texte de l'article 12.1 indique que le renvoi à l'article 5 figurant à l'article 12.1 est un renvoi au critère en matière de preuve établi à l'article 5. Il nous semble que le but de cette disposition de l'article 12.1 est de donner une indication de temps: il précise *quand* pendant une procédure antidumping l'avis au public devrait être donné.

7.33 Le paragraphe 3 de l'article 12 indique que les dispositions de cet article s'appliquent *mutatis mutandis* aux réexamens effectués au titre de l'article 11. Il est donc clair que les prescriptions relatives à l'avis au public énoncées à l'article 12 s'appliquent *mutatis mutandis* aux réexamens à l'extinction. Toutefois, l'emploi de l'expression "*mutatis mutandis*" montre que les rédacteurs prévoyaient que certaines dispositions de l'article 12 ne pouvaient pas être appliquées du tout, ou à tout le moins ne pouvaient pas être appliquées de manière identique, dans le cas des réexamens à l'extinction. Les dispositions de l'article 12 sont applicables dans le cas de réexamens à l'extinction, avec toutes modifications que la nature des réexamens à l'extinction peut rendre nécessaires. Ainsi, de même que l'article 12.1 impose des obligations en matière d'avis au public aux autorités chargées de l'enquête qui ont décidé, conformément aux critères établis à l'article 5, d'ouvrir une enquête, l'article 12.1 (en vertu de l'article 12.3) impose des obligations en matière d'avis au public aux autorités chargées de l'enquête qui ont décidé, conformément à l'article 11, d'entreprendre un réexamen. Toutefois, de même que l'article 12.1 n'établit pas lui-même de critères en matière de preuve applicables à l'ouverture d'enquêtes, il n'établit pas lui-même de tels critères applicables à l'engagement de réexamens à l'extinction.

7.34 Dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, l'Organe d'appel est aussi parvenu à la même conclusion concernant le lien entre les dispositions analogues – articles 21.1 et 22 – de l'*Accord SMC*. L'Organe d'appel a affirmé ce qui suit:

> "De la même façon que l'article 22.1 n'établit *pas* lui-même de critères en matière de preuve applicables à l'ouverture d'une *enquête*, il n'établit *pas* lui-même de tels critères applicables à l'engagement des réexamens à l'extinction. Ces critères, s'ils existent, doivent être trouvés ailleurs."[41] (italique dans l'original)

7.35 Nous examinons ensuite le texte de l'article 5.6 de l'*Accord antidumping*. L'article 5.6 énonce des critères en matière de preuve applicables à l'ouverture d'enquêtes à l'initiative des autorités, lesquels, de l'avis du Japon, sont aussi applicables à l'engagement de réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités. Cet article dispose ce qui suit:

> "5.6 Si, dans des circonstances spéciales, les autorités concernées décident d'ouvrir une enquête sans être saisies d'une demande présentée par écrit à cette fin par

[41] *Ibid*., paragraphe 112.

> une branche de production nationale ou en son nom, elles n'y procèderont *que si elles sont en possession d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité, comme il est indiqué au paragraphe 2, pour justifier l'ouverture d'une enquête*." (pas d'italique dans l'original)

7.36 Rien dans l'article 5.6 n'indique que les critères en matière de preuve qu'il énonce s'appliquent à autre chose que l'ouverture d'enquêtes à l'initiative des autorités.

7.37 Rien dans le contexte des autres dispositions de l'article 5 ne semble non plus suggérer que les critères en matière de preuve applicables à l'ouverture d'enquêtes à l'initiative des autorités soient aussi applicables aux réexamens à l'extinction. L'article 5 est intitulé "Engagement de la procédure et enquête ultérieure". Il énonce les règles applicables au dépôt d'une demande par les producteurs nationaux et aux mesures que doivent prendre les autorités chargées de l'enquête une fois la demande reçue. Le texte de diverses dispositions de l'article 5 contient de fréquentes références aux "enquêtes". Par exemple, l'article 5.1 dispose que "... une *enquête* visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué sera ouverte...". (pas d'italique dans l'original) L'article 5.3 mentionne les "éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une *enquête*". (pas d'italique dans l'original) L'article 5.4 dispose qu'"[u]ne *enquête* ne sera ouverte ...". (pas d'italique dans l'original) L'article 5.5 contient trois fois le terme "enquête". L'article 5.6 dispose que "Si ... les autorités concernées décident d'ouvrir une *enquête* sans être saisies d'une demande présentée par écrit à cette fin ..., elles n'y procèderont que si elles sont en possession d'éléments de preuve suffisants ... pour justifier l'ouverture d'une *enquête*". (pas d'italique dans l'original) L'article 5.7 vise le fait de "décider si une *enquête* sera ouverte ou non". (pas d'italique dans l'original) L'article 5.8 dispose ce qui suit: "Une demande ... sera rejetée et une *enquête* sera close dans les meilleurs délais ..." L'article 5.10 fait référence aux "enquêtes".

7.38 Si les enquêtes initiales et les réexamens existaient aux mêmes fins et remplissaient les mêmes fonctions, il nous semble qu'il serait illogique que les mêmes obligations ne soient pas applicables aux deux processus. Toutefois, comme nous l'avons déjà indiqué *supra*, au paragraphe 7.8, les enquêtes initiales et les réexamens sont des processus différents dont les buts sont distincts. Ces considérations sont à l'origine du texte de l'*Accord antidumping* et y transparaissent. Il n'est donc pas surprenant pour nous que les obligations inscrites dans les textes applicables dans les deux cas ne soient pas identiques. Dans l'affaire *États-Unis - Acier au carbone*, l'Organe d'appel a fait état des différences existant entre enquêtes initiales et réexamens à l'extinction, reconnaissant que ce sont des "processus distincts" aux "buts différents". Les différences qualitatives existant entre les deux processus peuvent expliquer les différences entre obligations spécifiques au regard de l'OMC applicables à chacun d'eux.[42]

7.39 Ce bref examen du texte des dispositions de l'article 5 montre qu'il ne contient nulle part de libellé permettant de penser que les obligations qui y sont énoncées s'appliquent généralement (ou à

[42] *Ibid.*, paragraphe 87. Une analyse du sens ordinaire des mots "enquête" et "réexamen" nous amènerait aussi à la conclusion qu'il s'agit de processus différents, mais nous n'avons pas jugé nécessaire en l'espèce de nous appuyer sur cette considération, étant donné les termes clairs employés par l'Organe d'appel, qui indique sans équivoque que les enquêtes et les réexamens sont deux procédures distinctes. À cet égard, nous soulignons que les enquêtes et les réexamens font intervenir deux déterminations différentes quant au fond. L'article 5.6 exige qu'il y ait des "éléments de preuve suffisants" de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité pour que les autorités ouvrent de leur propre initiative une enquête à l'issue de laquelle elles doivent établir l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité pour pouvoir faire une détermination positive. Comme les réexamens à l'extinction prévus à l'article 11.3 aboutissent à des déterminations de la "probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise", il est logique que les considérations de fond relatives à l'engagement d'un réexamen soient aussi différentes.

plus forte raison spécifiquement) aux réexamens à l'extinction.[43] La quasi-totalité des paragraphes de l'article 5 mentionnent l'"enquête", tandis qu'il n'y a pas mention dans le texte de l'expression "réexamen à l'extinction", ni du terme "réexamen" en général.

7.40 Le Japon soutient que la note de bas de page 1 relative à l'article premier de l'*Accord antidumping* permet de penser que les critères en matière de preuve énoncés à l'article 5.6 s'appliquent aux réexamens à l'extinction.[44] Selon le Japon, le terme "initiate" dans la version anglaise a le même sens au titre de l'article 11.3 que dans la note de bas de page 1. Par conséquent, le renvoi à l'article 5 figurant dans la note de bas de page 1 donne à entendre que les critères en matière de preuve énoncés à l'article 5.6 s'appliquent aussi dans le cas des réexamens à l'extinction.[45]

7.41 Nous ne partageons pas ce point de vue. Dans la version anglaise, la note de bas de page 1 est libellée comme suit:

> "The term "initiated" as used in this Agreement means the procedural action by which a Member formally commences an investigation as provided in Article 5."

7.42 Nous notons que la note de bas de page 1 emploie le terme "investigation" ("enquête"). Le terme "review" ("réexamen") n'y apparaît pas. De plus, cette note de bas de page se rapporte seulement à l'article 5. Il n'y a donc aucun élément tiré du texte à l'appui de l'opinion selon laquelle le terme "initiated" dans la note de bas de page 1 signifie nécessairement que les termes voisins doivent avoir le même sens à l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*. À notre avis, l'emploi du terme "review" devant le terme "initiated" à l'article 11.3 permet aussi de penser que le terme "initiated" tel qu'il est employé à l'article 11.3 s'applique aux réexamens, et non aux enquêtes. Comme l'interprétation des traités doit être fondée sur le texte du traité, nous, en tant qu'interprètes d'un traité, ne sommes pas autorisés à constater que le membre de phrase "in a review initiated" à l'article 11.3 renvoie à la mise en route d'une "*enquête*" plutôt qu'à la mise en route d'un "*réexamen*". Dans une enquête, l'obligation de l'autorité chargée de l'enquête est de déterminer l'existence d'un dumping et d'un dommage, tandis que dans un réexamen à l'extinction, il s'agit de savoir s'il est probable que le dumping et le dommage qui ont existé à un moment donné subsisteront ou se reproduiront à l'avenir. Les principales différences entre enquêtes et réexamens à l'extinction que nous avons soulignées *supra*, au paragraphe 7.8, justifient le fait que certaines règles qui sont applicables aux enquêtes ne sont pas applicables dans le contexte de réexamens à l'extinction.

7.43 Nous examinons ensuite les arguments du Japon fondés sur l'objet et le but de l'*Accord antidumping*. Le Japon fait valoir que les réexamens à l'extinction et les enquêtes initiales sont similaires quant à leur fonction en ce sens que les uns et les autres donnent lieu à l'imposition/au maintien d'une mesure antidumping pendant une période de cinq ans. Ainsi, selon le Japon, l'objet et le but de l'*Accord antidumping* exigent que le même critère en matière de preuve qui s'applique à l'ouverture d'enquêtes à l'initiative des autorités s'applique aussi à l'engagement de réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités.

---

[43] Il y a toutefois dans le texte de l'article 5 des éléments qui étayeraient le point de vue selon lequel l'article 5 n'est *pas* généralement applicable aux réexamens à l'extinction: l'article 5.10 et l'article 11.4 prévoient des délais différents pour la réalisation des enquêtes et des réexamens à l'extinction, respectivement. En vertu de l'article 5.10, les enquêtes doivent être réalisées dans un délai d'un an et ne doivent en aucun cas durer plus de 18 mois. Pour sa part, l'article 11.4 dispose que tout réexamen à l'extinction devrait être effectué dans un délai d'un an. Cela étayerait l'opinion selon laquelle les obligations relatives aux délais impartis pour les enquêtes ne sont pas applicables aux réexamens à l'extinction, et même plus généralement, que l'intention des rédacteurs était que les dispositions de l'article 5 ne s'appliquent pas de manière générale aux réexamens à l'extinction.

[44] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 37 à 39.

[45] Réponse du Japon à la question n° 12 c) du Groupe spécial.

7.44 Comme nous l'avons indiqué plus haut, en vertu de l'article 31 de la *Convention de Vienne*, l'interprétation doit se fonder d'abord et surtout sur le texte du traité. La *Convention de Vienne* autorise aussi le recours au contexte ainsi qu'à l'objet et au but du traité. L'*Accord antidumping* lui-même ne contient aucune disposition précisant son objet et son but. Toutefois, à supposer même que l'argument présenté par le Japon à propos de l'objet et du but de l'*Accord antidumping* soit correct, cela seul ne suffirait pas à nous obliger ou à nous autoriser à modifier notre analyse fondée sur le texte de l'*Accord antidumping*. L'article 31 de la *Convention de Vienne* exige que le texte du traité soit interprété à la lumière de son objet et de son but, non que l'objet et le but seuls l'emportent sur le texte. Nous refusons donc d'admettre les arguments du Japon fondés sur l'objet et le but.

7.45 Nous fondant sur cette analyse textuelle des dispositions pertinentes de l'*Accord antidumping* citées par le Japon, nous ne souscrivons pas à l'opinion selon laquelle les rédacteurs auraient eu l'intention d'appliquer les critères en matière de preuve énoncés à l'article 5.6 à l'engagement à l'initiative des autorités de réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. Toutefois, comme l'Organe d'appel l'a fait observer dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, cela ne veut pas dire que les autorités ne sont tenues par aucun critère en matière de preuve lorsqu'elles décident lors d'un réexamen à l'extinction s'il y a lieu ou non de maintenir l'application de la mesure pendant une nouvelle période de cinq ans.[46] Notre constatation s'applique exclusivement à l'*engagement*, d'office, du réexamen à l'extinction, et n'influe en rien sur les éléments de preuve qui peuvent servir de base aux déterminations subséquentes établies à l'issue de réexamens à l'extinction. Nous n'acceptons donc pas l'argument du Japon[47] selon lequel l'engagement automatique d'un réexamen à l'extinction à l'initiative des autorités a nécessairement pour résultat de maintenir l'application de la mesure pendant une nouvelle période de cinq ans. Une fois le réexamen engagé, pour décider à bon droit de maintenir en vigueur la mesure, les autorités sont tenues d'établir, sur la base d'éléments de preuve positifs[48], qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront.

7.46 Enfin, à cet égard, nous notons que, dans sa réponse à la question n° 84 du Groupe spécial, le Japon fait valoir que son allégation concernant l'engagement à l'initiative des autorités de réexamens à l'extinction au titre de la législation des États-Unis n'est pas limitée aux critères en matière de preuve applicables à l'engagement de tels réexamens à l'initiative des autorités. Le Japon affirme avoir aussi allégué que la législation des États-Unis est incompatible avec l'article 11.3 en ce qu'elle ne donne pas au DOC le pouvoir discrétionnaire d'examiner si l'engagement d'un réexamen à l'initiative des autorités est nécessaire dans un cas particulier. Cela va à l'encontre de l'expression "de leur propre initiative" figurant à l'article 11.3. Selon le Japon, cette expression implique que les autorités devraient avoir toute latitude pour examiner si l'engagement d'un réexamen de leur propre initiative est nécessaire compte tenu des circonstances particulières propres à une affaire donnée.

---

[46] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, *supra*, note 22, paragraphe 117.

[47] *Voir* la première communication orale du Japon, paragraphe 16.

[48] En ce qui concerne la base factuelle des déterminations d'une autorité chargée de l'enquête, nous rappelons et reprenons à notre compte l'affirmation ci-après du Groupe spécial chargé de l'affaire *États-Unis - DRAM*: "[C]e maintien doit, à notre avis, être essentiellement subordonné, et par conséquent attribuable, à un fondement constitué par des éléments de preuve positifs établissant que les circonstances l'exigent. En d'autres termes, la nécessité du maintien du droit doit être démontrable sur la base des éléments de preuve fournis." Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques* (*DRAM*) *de un mégabit ou plus, originaires de Corée* ("*États-Unis – DRAM*"), WT/DS99/R, adopté le 19 mars 1999, DSR 1999:II, 521, paragraphe 6.42. Nous relevons aussi l'affirmation de l'Organe d'appel selon laquelle "[i]l faudra ... une nouvelle détermination, fondée sur des éléments de preuve crédibles, pour établir que le maintien du droit compensateur est justifié afin de supprimer le dommage causé à la branche de production nationale". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, *supra*, note 22, paragraphe 88.

7.47 Nous rappelons que les allégations – mais non les arguments – de la partie plaignante devraient être précisées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.[49] Une partie plaignante qui n'énonce pas une allégation dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial ne peut remédier à cette lacune en présentant des arguments additionnels dans ses communications au Groupe spécial ou ses échanges ultérieurs avec lui.[50]

7.48 La question dont nous sommes saisis est celle de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon contient "un bref exposé du fondement juridique de la plainte [...] suffisant pour énoncer clairement le problème" et satisfait ainsi au critère énoncé à l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*[51] en ce qui concerne l'allégation du Japon relative à la compatibilité avec les dispositions citées de l'*Accord antidumping* de l'impossibilité dans laquelle le DOC se trouverait, du fait de la législation des États-Unis, d'exercer un pouvoir d'appréciation pour décider s'il y a lieu ou non d'engager de sa propre initiative un réexamen à l'extinction dans certaines circonstances.

7.49 Nous devons examiner très soigneusement la demande d'établissement d'un groupe spécial pour nous assurer qu'elle est conforme aussi bien à la lettre qu'à l'esprit de l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*.[52] Pour examiner le caractère suffisant de la demande d'établissement d'un groupe spécial au regard de l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*, nous devons examiner le texte de la demande elle-même.[53] S'il y a lieu, nous nous demanderons aussi si une absence alléguée de spécificité dans le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial a porté atteinte à la capacité du défendeur de se défendre, compte tenu du déroulement de la procédure de groupe spécial.[54]

7.50 Le Japon soutient que, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, il a contesté cet aspect de la législation des États-Unis, outre l'aspect relatif aux éléments de preuve en cas d'engagement d'un réexamen à l'extinction à l'initiative des autorités. La partie de sa demande d'établissement d'un groupe spécial que le Japon cite à cet égard est libellée comme suit:

> "L'article 11.1 de l'Accord antidumping énonce le principe cardinal selon lequel les droits antidumping ne resteront en vigueur "que le temps et dans la mesure nécessaires" pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage. L'article 11.3 dispose que les droits antidumping doivent être supprimés après cinq ans, à moins que les autorités ne déterminent qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si les droits sont supprimés. Dans ce contexte, l'article 12 demande que les autorités soient convaincues qu'il existe des éléments de preuve suffisants (au sens de l'article 5) pour justifier l'ouverture du réexamen avant de notifier celle-ci au public. Nonobstant ces dispositions de l'Accord antidumping,

---

[49] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes* ("*CE – Bananes III*"), WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997, DSR 1997:II, 591, paragraphe 143.

[50] *Ibid.*

[51] La partie pertinente de l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord* dispose ce qui suit:

> "La demande d'établissement d'un groupe spécial sera présentée par écrit. Elle ... contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème ..."

[52] Nous trouvons des éléments à l'appui de cette approche dans le rapport de l'Organe d'appel *CE - Bananes III*, *supra*, note 49, paragraphe 142.

[53] Chacune des dispositions conventionnelles que nous examinons ici est citée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et satisfait donc au moins à ce critère minimal.

[54] Nous trouvons des éléments à l'appui de cette approche dans le rapport de l'Organe d'appel *Corée - Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers* ("*Corée – Produits laitiers*"), WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000, DSR 2000:I, page 3.

> l'article 751 c) 1) et 2) de la Loi et le Règlement 19 C.F.R. § 351.218 a) et c) 1) du DOC prescrivent au DOC d'engager automatiquement et de sa propre initiative des réexamens à l'extinction de la mesure sans qu'il y ait des éléments de preuve suffisants. Ce critère d'ouverture de réexamen n'exige pas l'existence d'éléments de preuve positifs suffisants dont la présentation est requise par les dispositions susmentionnées de l'Accord antidumping. Dans ce cas particulier, comme dans tous les autres, le DOC a automatiquement engagé le réexamen à l'extinction de la mesure sans présenter le moindre élément de preuve concernant la probabilité que le dumping ou le dommage subsisteront ou se reproduiront. En conséquence, l'article 751 c) 1) et 2) de la Loi et le Règlement 19 C.F.R. § 351.218 a) et c) 1) du DOC, tels qu'ils sont libellés et tels qu'ils sont appliqués dans la présente affaire, sont incompatibles avec les articles 5.6, 11.1, 11.3, 12.1 et 12.3 de l'Accord antidumping et avec l'article X:3 a) du GATT de 1994."[55] (non souligné dans l'original)

7.51 Dans cette partie de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Japon commence par citer les dispositions pertinentes de l'*Accord antidumping*. Il présente ensuite des arguments visant à montrer que la législation des États-Unis est incompatible avec l'*Accord antidumping* en ce qu'elle n'exige pas que les autorités chargées de l'enquête soient en possession d'éléments de preuve suffisants pour entreprendre de leur propre initiative un réexamen à l'extinction. Il ressort clairement de cette demande d'établissement d'un groupe spécial telle qu'elle est libellée que le seul aspect de la législation des États-Unis que le Japon conteste à cet égard a trait aux critères en matière de preuve. À aucun moment le Japon ne s'élève contre le fait allégué que la législation des États-Unis ne donnerait pas aux autorités chargées de l'enquête le pouvoir discrétionnaire de ne pas entreprendre de leur propre initiative un réexamen à l'extinction si cela est approprié. En particulier, le Japon ne fait jamais référence au membre de phrase "de leur propre initiative" figurant à l'article 11.3 qui, selon les arguments présentés par le Japon dans la procédure du présent Groupe spécial, étaye le point de vue selon lequel l'article 11.3 exige que les autorités chargées de l'enquête se voient reconnaître le pouvoir discrétionnaire de ne *pas* entreprendre de leur propre initiative un réexamen à l'extinction. De fait, il ne nous paraît pas que cette allégation ait jamais été au cœur des communications présentées par le Japon dans la présente affaire. La première référence claire du Japon à cette allégation qu'il aurait présentée à propos du libellé particulier de l'article 11.3 pris isolément (c'est-à-dire la référence à l'expression "de leur propre initiative" prise seule) a été faite en réponse à une question posée par le Groupe spécial après la deuxième réunion du Groupe spécial.[56]

7.52 En tant que Groupe spécial, nous avons le mandat et le devoir de gérer les travaux du Groupe spécial et la faculté de poser des questions aux parties afin de clarifier et de décanter leurs allégations, ainsi que les arguments juridiques qu'elles avancent à l'appui de leurs allégations. Nous sommes conscients, toutefois, que nous ne pouvons décharger le Japon de la tâche qui lui incombe de délimiter les paramètres de ses allégations telles qu'elles sont énoncées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. En particulier, nous sommes conscients que, lorsque nous posons des questions aux parties, nous ne devons pas "dépasse[r] les limites que [nous] imposent la gestion ou la conduite légitimes de la procédure … par souci d'efficacité ou de rapidité".[57]

7.53 Nous estimons que l'allégation du Japon concernant les critères en matière de preuve applicables à l'engagement de réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités est juridiquement

---

[55] WT/DS244/4, page 2, paragraphe 1.

[56] Voir la réponse du Japon à la question n° 84 du Groupe spécial.

Il nous apparaît que dans ses réponses aux questions n° 10 et 13 posées par le Groupe spécial après la première réunion, le Japon a continué d'invoquer les renvois textuels à l'article 12.1 et à la note de bas de page 1, ainsi que la notion d'"absence d'éléments de preuve suffisants" pour étayer son argument, et nous ne voyons pas que le Japon se soit attaché à l'expression "de leur propre initiative" figurant à l'article 11.3 prise isolément.

[57] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, *supra*, note 54, paragraphe 149.

distincte de la question de savoir si la législation des États-Unis donne au DOC le pouvoir discrétionnaire de déterminer s'il y a lieu ou non d'engager un réexamen à l'extinction de sa propre initiative dans certaines circonstances. Par conséquent, bien que les deux allégations aient le même fondement juridique dans l'*Accord antidumping* – l'article 11.3 – nous constatons que le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial limite l'allégation du Japon dans le présent différend à la question des critères en matière de preuve applicables à l'engagement de réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités. La demande d'établissement d'un groupe spécial n'est pas obscure et n'est pas insuffisamment spécifique: elle est absolument et clairement muette quant au point de savoir si la législation des États-Unis donne au DOC le pouvoir discrétionnaire de déterminer s'il y a lieu ou non d'entreprendre un réexamen de sa propre initiative. Elle ne suffit donc pas, telle qu'elle est libellée, à fournir le fondement recherché par le Japon. Dans ces conditions, nous ne croyons pas nécessaire d'examiner la question du préjudice qui aurait été causé aux États-Unis par tout "manque de spécificité" allégué dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.[58] Nous constatons par conséquent que nous ne sommes pas saisis de l'allégation que le Japon aurait présentée pour contester le fait que la législation des États-Unis ne donnerait pas au DOC toute latitude pour ne pas engager de sa propre initiative un réexamen à l'extinction dans certaines conditions. Nous refusons donc de l'examiner.[59]

7.54 Pour ces raisons, nous constatons que l'article 751 c) 1) et 2) de la Loi des États-Unis et l'article 351.218 a) et c) 1) du Règlement des États-Unis ne sont pas incompatibles avec l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*, ni avec les autres dispositions de l'*Accord antidumping* invoquées par le Japon – à savoir les articles 11.1, 12.1, 12.3 et 5.6 – en ce qui concerne les critères en matière de preuve applicables à l'engagement de réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités.

b) La législation des États-Unis telle qu'elle est appliquée dans le réexamen à l'extinction en cause

i) Arguments des parties

Japon

7.55 Le Japon estime que le DOC, en engageant de sa propre initiative le réexamen à l'extinction en cause en l'absence de tout élément de preuve, a agi de manière incompatible avec les articles 5.6, 11.1, 11.3, 12.1 et 12.3 de l'*Accord antidumping*. À cet égard, le Japon se réfère aux termes employés par le DOC dans l'avis d'engagement du réexamen à l'extinction en cause, dans lequel il a explicitement indiqué qu'il engageait ce réexamen sans faire référence à aucun critère en matière de preuve.

[58] Nous notons, toutefois, que le Japon n'a fourni sa réponse à la question n° 84 que deux semaines *après* la deuxième réunion du Groupe spécial. Les États-Unis n'avaient donc en pratique aucune possibilité d'examiner cette allégation présentée par le Japon en réponse à notre question.

[59] La constatation que nous faisons ici est sans préjudice des ramifications possibles que l'expression "de leur propre initiative" figurant à l'article 11.3 pourrait avoir quant au pouvoir discrétionnaire de l'autorité chargée de l'enquête s'agissant d'engager de sa propre initiative des réexamens à l'extinction. En particulier, nous notons, à cet égard, l'affirmation, quoique tardive, du Japon selon laquelle la législation des États-Unis est incompatible avec la prescription alléguée de l'article 11.3 voulant que les autorités chargées de l'enquête engagent un réexamen à l'extinction "de leur propre initiative" parce que l'engagement automatique imposé par la Loi des États-Unis empêche les autorités américaines chargées de l'enquête d'exercer un pouvoir d'appréciation pour décider s'il y a lieu ou non d'engager un réexamen à l'extinction autrement que sur la base d'une demande présentée par écrit.

États-Unis

7.56 Les États-Unis estiment que l'application de leur législation dans le réexamen à l'extinction en cause n'était pas incompatible avec l'*Accord antidumping*, étant donné qu'il n'est pas prévu de critère en matière de preuve pour l'engagement d'un tel réexamen à l'initiative des autorités à l'article 11.3 ou dans une autre partie de l'*Accord antidumping*.

ii) Évaluation par le Groupe spécial[60]

7.57 Sur la base de notre constatation ci-dessus selon laquelle l'*Accord antidumping* n'impose aucun critère en matière de preuve pour l'engagement à l'initiative des autorités d'un réexamen à l'extinction, nous constatons aussi que les États-Unis n'ont pas agi de manière incompatible avec l'*Accord antidumping* en engageant automatiquement à l'initiative des autorités le réexamen à l'extinction en cause comme le prescrivaient l'article 751 c) 1) et 2) de la Loi et l'article 351.218 a) et c) 1) du Règlement des États-Unis.

3. Critère *de minimis* dans les réexamens à l'extinction

a) La législation des États-Unis en tant que telle

i) Arguments des parties

Japon

7.58 Selon le Japon, l'article 351.106 c) du Règlement des États-Unis – qui prescrit au DOC de ne traiter comme *de minimis* que les marges de dumping inférieures à 0,5 pour cent dans les réexamens à l'extinction – est incompatible avec les articles 5.8 et 11.3 de l'*Accord antidumping*. Selon le Japon, le critère *de minimis* de 2 pour cent inscrit à l'article 5.8 de l'*Accord antidumping* est également applicable aux réexamens à l'extinction. La raison d'être du critère *de minimis* prévu à l'article 5.8 est la présomption qu'un dumping inférieur au niveau *de minimis* ne peut pas causer de dommage à la branche de production nationale. Étant donné que les réexamens à l'extinction comprennent à la fois des déterminations en matière de dumping et en matière de dommage, aucun droit ne peut être maintenu pour une nouvelle période de cinq ans dans les cas où la marge de dumping est *de minimis*, parce que l'élément dommage fera défaut. Le Japon estime que le libellé impératif de l'article 5.8 et de l'article 11.1 – c'est-à-dire l'emploi de mots comme "sera" ou "resteront" – étaye son affirmation selon laquelle l'intention des rédacteurs était que le droit soit supprimé après cinq ans si la marge de dumping constatée était *de minimis*, comme cela est indiqué à l'article 5.8.

États-Unis

7.59 Les États-Unis soutiennent qu'aucun critère *de minimis* n'est applicable aux réexamens à l'extinction en vertu de l'*Accord antidumping*. L'article 11.3 ne contient pas le terme *de minimis*, et il n'y a aucune référence à l'article 11.3 dans le texte de l'article 5.8, qui prévoit un critère *de minimis* de 2 pour cent dans le cas des enquêtes. Il est donc inadmissible de soutenir, en se fondant sur l'objet et le but seuls, que le critère *de minimis* de 2 pour cent énoncé à l'article 5.8 en ce qui concerne les enquêtes s'applique aussi aux réexamens à l'extinction. Les États-Unis estiment par ailleurs que la note de bas de page 22 relative à l'article 11.3 indique clairement que la marge présente de dumping n'est pas pertinente pour ce qui est de déterminer la probabilité que le dumping subsiste ou se

[60] Dans cette section, nous examinons l'allégation du Japon selon laquelle la Loi et le Règlement des États-Unis prescrivant l'engagement automatique à l'initiative des autorités de réexamens à l'extinction en l'absence d'éléments de preuve suffisants sont, tels qu'ils sont appliqués en l'espèce, incompatibles avec les articles 5.6, 11.1, 11.3, 12.1 et 12.3 de l'*Accord antidumping*.

reproduise dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. Selon les États-Unis, le fait que les États-Unis eux-mêmes fixent un critère *de minimis* pour les réexamens à l'extinction ne modifie pas les obligations résultant de l'*Accord antidumping* pour les Membres de l'OMC parce que les Membres de l'OMC sont autorisés à aller au-delà de leurs obligations.

ii) Arguments des tierces parties

Chili

7.60 Le Chili estime que des marges de dumping inférieures au niveau *de minimis* ne peuvent pas causer de dommage. Cette justification fondée sur le caractère non dommageable signifie que le critère *de minimis* de 2 pour cent énoncé à l'article 5.8 qui s'applique aux enquêtes devrait aussi s'appliquer aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.

Brésil

7.61 Le Brésil estime qu'en vertu de l'*Accord antidumping*, une marge de dumping *de minimis* s'entend d'une marge qui ne peut pas causer de dommage. Par conséquent, le critère *de minimis* prévu à l'article 5.8 qui s'applique aux enquêtes devrait aussi s'appliquer aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. Selon le Brésil, le fait que l'article 5.8 prescrit une clôture immédiate dans les cas où la marge de dumping est inférieure au niveau *de minimis* étaye cette opinion.[61]

Communautés européennes

7.62 Les Communautés européennes souscrivent à l'opinion du Japon selon laquelle la prescription imposant aux États-Unis de ne traiter comme *de minimis* dans les réexamens à l'extinction que les marges inférieures à 0,5 pour cent est incompatible avec la règle *de minimis* de 2 pour cent figurant aux articles 5.8 et 11.3 de l'*Accord antidumping*. Les Communautés européennes estiment de façon générale qu'une lecture cohérente de l'*Accord antidumping* exige l'application aux réexamens à l'extinction de toutes les dispositions de *l'Accord antidumping* visant les enquêtes initiales.[62]

Corée

7.63 La Corée se range à l'opinion du Japon selon laquelle le seuil de 2 pour cent prévu pour les marges *de minimis*, appliqué au titre de l'article 5.8, est applicable aussi au titre de l'article 11.3.

Norvège

7.64 Selon la Norvège, le Règlement des États-Unis est incompatible avec l'*Accord antidumping* en ce qu'il prévoit l'application d'un critère *de minimis* de 0,5 pour cent aux réexamens à l'extinction, au lieu du critère *de minimis* correct de 2 pour cent prévu à l'article 5.8. La Norvège fait valoir que puisqu'un dumping *de minimis* ne peut pas donner lieu à une mesure compensatoire [*sic*] dans le cadre d'une enquête initiale parce qu'il ne peut pas causer de dommage, il s'ensuit qu'il ne peut pas non plus donner lieu à une mesure compensatoire [*sic*] dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.[63]

[61] Réponse du Brésil à la question n° 7 du Groupe spécial.
[62] Réponse des Communautés européennes à la question n° 4 du Groupe spécial.
[63] Réponse de la Norvège à la question n° 13 du Groupe spécial.

iii) Évaluation du Groupe spécial[64]

7.65 Il n'est pas contesté que la législation des États-Unis – l'article 351.106 c) du Règlement[65] – prévoit un critère *de minimis* différent (et inférieur) pour les réexamens à l'extinction par rapport à celui qui est applicable dans le cadre d'enquêtes (0,5 pour cent contre 2 pour cent). La question dont nous sommes saisis est donc celle de savoir si l'*Accord antidumping* exige que le même critère *de minimis* applicable aux enquêtes au titre de l'article 5.8 soit aussi applicable aux réexamens à l'extinction.

7.66 Nous considérons que l'allégation du Japon est fondée sur une violation alléguée de l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*, ainsi que de l'article 5.8. Il nous apparaît que le Japon a structuré ses arguments en se fondant sur l'article 11.3, compte tenu de liens textuels et du contexte dans lequel il s'applique ainsi que de l'objet et du but tels qu'ils se traduisent dans les autres dispositions citées. Gardant ces points présents à l'esprit, nous commençons notre analyse de la question par le texte de l'article 11.3. Nous rappelons que l'article 11.3 dispose ce qui suit:

> "11.3 Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé (ou à compter de la date du réexamen le plus récent au titre du paragraphe 2 si ce réexamen a porté à la fois sur le dumping et le dommage, ou au titre du présent paragraphe), à moins que les autorités ne déterminent, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date, soit de leur propre initiative, soit à la suite d'une demande dûment justifiée présentée par la branche de production nationale ou en son nom, dans un laps de temps raisonnable avant cette date, qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. Le droit pourra demeurer en vigueur en attendant le résultat de ce réexamen." (note de bas de page omise)

7.67 Tel qu'il est libellé, l'article 11.3 ne prévoit ni explicitement, ni par référence, l'application d'aucun critère *de minimis* pour l'établissement, dans le cadre de réexamens à l'extinction, de déterminations de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise.[66] L'article 11.3 est donc muet sur la question de savoir si le critère *de minimis* prévu à l'article 5.8 (ou tout autre critère *de minimis*) est applicable aux réexamens à l'extinction. Toutefois, "[u]n tel silence n'exclut pas la possibilité que l'intention ait été d'inclure la prescription par implication".[67]

7.68 Nous examinons donc le contexte de l'article 11.3. Le contexte immédiat de l'article 11.3 ne permet pas, toutefois, d'aboutir à un résultat différent. L'article 11.1 énonce la règle générale selon laquelle un droit antidumping ne peut rester en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer un dumping dommageable. L'article 11.2 et 11.3 traduit l'application de cette règle générale dans des conditions différentes. L'article 11.4 contient un renvoi à l'article 6, qui

---

[64] Dans cette section, nous examinons l'allégation du Japon selon laquelle la disposition de la législation des États-Unis qui établit deux critères *de minimis* différents pour les enquêtes initiales et pour les réexamens à l'extinction, en tant que telle, est incompatible avec les articles 5.8 et 11.3 de l'*Accord antidumping*.

[65] L'article 351.106 c) 1) du Règlement des États-Unis dispose ce qui suit:

> "Pour établir toute détermination autre qu'une détermination préliminaire ou finale ... en matière de droits antidumping, dans le cadre d'une enquête ..., le Secrétaire traitera comme *de minimis* toute marge moyenne pondérée de dumping ... qui est inférieure à 0,5 pour cent *ad valorem* ou au taux spécifique équivalent."

[66] Nous croyons comprendre que le Japon ne conteste pas cette affirmation, puisque ses arguments sont articulés sur les liens textuels avec l'article 5.8, ainsi que sur des considérations relatives au contexte et à l'"objet et [au] but".

[67] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, *supra*, note 22, paragraphe 65.

énonce les règles en matière de preuve et de procédure applicables aux enquêtes. Étant donné que, comme l'article 6, l'article 5 contient aussi des règles applicables aux enquêtes initiales, nous estimons que l'absence à l'article 11.4 d'un semblable renvoi à l'article 5 indique que l'intention des rédacteurs n'était pas que les obligations énoncées à l'article 5 valent aussi dans le cas de réexamens à l'extinction.

7.69 Gardant ces points présents à l'esprit, nous examinons ensuite le texte de l'article 5.8, qui énonce le critère *de minimis* applicable aux enquêtes. La partie pertinente de l'article 5.8 dispose ce qui suit:

> "5.8 Une demande présentée au titre du paragraphe 1 sera rejetée et une enquête sera close dans les moindres délais dès que les autorités concernées seront convaincues que les éléments de preuve relatifs soit au dumping soit au dommage ne sont pas suffisants pour justifier la poursuite de la procédure. La clôture de l'enquête sera immédiate dans les cas où les autorités détermineront que la marge de dumping est *de minimis* ou que le volume des importations, effectives ou potentielles, faisant l'objet d'un dumping, ou le dommage, est négligeable. La marge de dumping sera considérée comme *de minimis* si, exprimée en pourcentage du prix à l'exportation, elle est inférieure à 2 pour cent …" (italique dans l'original)

7.70 L'article 5.8 ne donne pas à entendre que le critère *de minimis* énoncé pour les enquêtes soit aussi applicable aux réexamens à l'extinction. En particulier, le texte du paragraphe 8 de l'article 5 fait expressément référence à la clôture d'une *enquête* dans le cas de marges de dumping *de minimis*. Il n'y a donc dans l'article 5.8 aucune indication textuelle qui permettrait de penser ou prescrirait que l'obligation inscrite à l'article 5.8 existe aussi dans le cas des réexamens à l'extinction. Il n'y a pas non plus de telle suggestion ou prescription dans les autres dispositions de l'article 5. À cet égard, nous renvoyons à notre analyse textuelle antérieure de l'article 5 (*supra*, paragraphes 7.35 à 7.39).

7.71 En outre, bien que les paragraphes 4 et 5 de l'article 11 contiennent plusieurs renvois à d'autres articles de l'*Accord antidumping*, ils ne contiennent aucun renvoi à l'article 5.8. Selon nous, la présence à l'article 11 de ces renvois indique que lorsque les rédacteurs voulaient que certaines dispositions figurant dans tel ou tel article de l'*Accord antidumping* soient aussi applicables dans des contextes différents, ils l'ont expressément prévu. Par conséquent, l'absence d'un renvoi qui rendrait le critère *de minimis* de l'article 5.8 applicable aussi aux réexamens à l'extinction est une autre indication du fait que les rédacteurs n'ont pas eu l'intention de rendre ce critère applicable aux réexamens à l'extinction. Dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, l'Organe d'appel a tiré la même conclusion de l'absence, à l'article 21.3 de l'*Accord SMC*, d'un renvoi à l'article 11.9, qui énonce le critère *de minimis* général applicable dans le cadre d'enquêtes en matière de droits compensateurs.[68]

7.72 Le Japon fait valoir que l'existence d'un critère *de minimis* se justifie par la présomption qu'une marge de dumping *de minimis* n'est pas dommageable. Selon le Japon, l'"article 3 incorpore le critère *de minimis* dans la détermination de l'existence d'un dommage".[69] En vertu de l'article 3, la marge de dumping est l'un des facteurs de dommage. L'article 3.5 exige que les autorités chargées de l'enquête déterminent si les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, un dommage.

7.73 Nous ne trouvons dans l'*Accord antidumping* aucun élément textuel étayant l'opinion selon laquelle un dumping *de minimis* est par définition, non dommageable. Les termes "dumping" et "dommage" ont des sens différents dans l'*Accord antidumping*, indépendants l'un de l'autre. Dans

[68] *Ibid.*, paragraphe 69.
[69] Réponse du Japon à la question n° 20 du Groupe spécial.

l'*Accord antidumping*, le dommage n'est pas défini par rapport à tel ou tel niveau particulier de dumping.[70] En conséquence, nous estimons que l'argument du Japon est dénué de fondement.

7.74 À cet égard, nous nous appuyons sur les affirmations ci-après de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Acier au carbone*:

> Ainsi, à notre avis, les termes "subventionnement" et "dommage" ont chacun un sens indépendant dans l'*Accord SMC* qui n'est pas établi par référence à l'autre. Il est *peu probable* qu'on puisse démontrer que des niveaux très faibles de subventionnement *causent* un dommage "important". Cependant, une telle possibilité n'est pas, en soi, empêchée par l'Accord lui-même, car le terme dommage n'est pas défini dans l'*Accord SMC* par rapport à tel ou tel niveau de subventionnement spécifique.[71] (italique dans l'original)
>
> Pour nous, il n'y a rien dans l'article 11.9 qui donne à penser que le critère *de minimis* qu'il contient était censé créer une catégorie spéciale de subventionnement "*non dommageable*", ou qu'il illustre une notion selon laquelle le subventionnement inférieur à un seuil *de minimis ne peut jamais* causer un dommage. À nos yeux, le critère *de minimis* visé à l'article 11.9 ne fait rien de plus qu'établir une règle convenue selon laquelle s'il est constaté, dans le cadre d'une enquête initiale, qu'il existe un subventionnement *de minimis*, les autorités sont tenues de clore leur enquête, avec comme résultat qu'aucun droit compensateur ne peut être imposé en pareil cas.[72] (italique dans l'original)
>
> En conséquence, nous ne pensons pas qu'il existe une "justification" claire à la base de la règle *de minimis* de 1 pour cent de l'article 11.9 qui doive aussi s'appliquer dans le contexte des réexamens effectués au titre de l'article 21.3.[73] (italique dans l'original)

7.75 Considérant que le rapport entre les notions de "dumping" et de "dommage" dans l'*Accord antidumping* est analogue au rapport entre "subventionnement" et "dommage" dans l'*Accord SMC*[74], nous estimons que la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* est extrêmement pertinente dans la présente affaire à cet égard.

7.76 Le Japon fait valoir que la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* n'est pas pertinente en l'espèce pour un certain nombre de raisons. Premièrement, selon le Japon, le fait que le membre de phrase "Aux fins du présent paragraphe" figurant à l'article 11.9 de l'*Accord SMC* ne figure pas à l'article 5.8 de l'*Accord antidumping* établit une différence entre le

---

[70] La note de bas de page 9 de l'*Accord antidumping* dispose ce qui suit:

> "Pour les besoins du présent accord, le terme "dommage" s'entendra, sauf indication contraire, d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale; il sera interprété conformément aux dispositions de [l'article 3]."

[71] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, *supra*, note 22, paragraphe 81.

[72] *Ibid.*, paragraphe 83.

[73] *Ibid.*, paragraphe 84.

[74] Nous admettons que, contrairement à ce qui est le cas dans l'*Accord antidumping*, le montant du subventionnement n'a pas été retenu comme facteur de dommage dans l'*Accord SMC*. Toutefois, nous estimons que cela n'est pas déterminant aux fins de la question juridique que nous examinons ici. À notre avis, le fait que le montant du subventionnement ou la marge de dumping ait ou non été retenu comme facteur de dommage ne répond pas à la question de savoir si le même critère *de minimis* fixé pour les enquêtes initiales est aussi applicable aux réexamens à l'extinction.

second et le premier à cet égard.[75] Nous notons que lorsqu'il a conclu que le critère *de minimis* figurant à l'article 11.9 n'était pas applicable aux réexamens à l'extinction, l'Organe d'appel ne s'est pas fondé sur le membre de phrase cité par le Japon. De plus, indépendamment de la présence à l'article 11.9 de l'*Accord SMC* du membre de phrase cité par le Japon, l'Organe d'appel a clairement indiqué que "les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction sont des processus distincts qui suivent des buts différents".[76] Cet argument du Japon nous paraît donc dénué de fondement.

7.77 Deuxièmement, le Japon soutient qu'une autre raison expliquant que cette décision ne soit pas applicable à la présente affaire est l'existence de plus d'un critère *de minimis* dans l'*Accord SMC*. L'*Accord antidumping* ne contient qu'un seul critère de ce genre.[77] À cet égard, le Japon fait référence à l'affirmation de l'Organe d'appel au paragraphe 82 de son rapport *États-Unis – Acier au carbone*, dont la partie pertinente est rédigée comme suit:

> "Admettre le raisonnement du Groupe spécial – à savoir qu'un subventionnement *de minimis* est un subventionnement non dommageable – signifierait que, pour le même produit, importé dans le même pays et affectant la même branche de production nationale, l'*Accord SMC* établit des seuils différents auxquels la même branche de production peut être considérée comme subissant un dommage, en fonction de l'origine du produit. Cette conséquence déraisonnable laisse planer des doutes supplémentaires sur la "justification" attribuée par le Groupe spécial au critère *de minimis* de l'article 11.9."[78] (italique dans l'original)

7.78 L'Organe d'appel a rappelé les différents taux *de minimis* fixés pour les pays en développement à l'article 27 de l'*Accord SMC* et a estimé que si l'on admettait le postulat qu'un subventionnement *de minimis* est non dommageable, cela voudrait dire que le seuil à partir duquel les importations d'un certain produit peuvent causer un dommage à la branche de production nationale dépendrait de l'origine de ces importations. Ce point, de l'avis de l'Organe d'appel, montrait en quoi il était erroné de lier le niveau *de minimis* au dommage comme le groupe spécial l'avait fait. Dans l'affaire en question, l'Organe d'appel s'est fondé sur l'existence de plus d'un critère *de minimis* dans l'*Accord SMC*, parmi plusieurs éléments, pour parvenir à la conclusion qu'aucun critère *de minimis* n'est applicable en vertu de l'*Accord SMC* dans les réexamens à l'extinction.

7.79 Contrairement à l'*Accord SMC*, l'*Accord antidumping* prévoit un seul critère *de minimis*. Toutefois, cette différence entre ces Accords ne signifie pas nécessairement à elle seule que l'Organe d'appel serait parvenu à une conclusion différente sur ce point au titre de l'*Accord antidumping*. À cet égard, nous rappelons que l'Organe d'appel a fondé sa décision sur une analyse textuelle de l'*Accord SMC* et a constaté qu'aucun critère *de minimis* n'était applicable dans le cadre de réexamens à l'extinction au titre de l'*Accord SMC*. L'analyse de l'Organe d'appel concernant l'existence de plus d'un critère *de minimis* dans l'*Accord SMC* visait spécifiquement le raisonnement du groupe spécial chargé de cette affaire, à savoir que le subventionnement *de minimis* était un subventionnement non dommageable. En conséquence, nous estimons que cette opinion de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* ne nous empêche pas de constater que l'intention des rédacteurs était qu'aucun critère *de minimis* ne soit applicable aux réexamens à l'extinction entrepris au titre de l'*Accord antidumping*.

7.80 Troisièmement, le Japon soutient que l'Organe d'appel n'était pas tenu d'examiner l'importance de la note de bas de page 37 de l'*Accord SMC* (corollaire de la note de bas de page 1 de l'*Accord antidumping*) dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*. Le Japon répète ici son argument

---

[75] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 134.
[76] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone, supra*, note 22, paragraphe 87.
[77] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 136.
[78] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone, supra*, note 22, paragraphe 82.

selon lequel l'emploi du terme "initiated" à la note de bas de page 1 et à l'article 11.3 indique que les dispositions de l'article 5, y compris le paragraphe 8 de cet article, sont applicables aux réexamens à l'extinction.[79] Pour les raisons énoncées ci-dessus à cet égard (*supra*, paragraphes 7.40 à 7.42) nous estimons que nous ne sommes pas habilités à déduire ce sens du texte de la note de bas de page 1.

7.81 Quatrièmement, le Japon fait état de la constatation du Groupe spécial *États-Unis – DRAM* (à savoir que dans la version anglaise le terme "case" (procédure) à l'article 5.8 n'englobe pas les procédures de fixation des droits au titre de l'article 9.3 de l'*Accord antidumping*), qui était associée à l'affirmation ci-après:

> "[d]ans le contexte de l'article 5.8, la fonction du critère *de minimis* est de déterminer si un exportateur est soumis ou non à une ordonnance antidumping. Dans le contexte des procédures de fixation des droits au titre de l'article 9.3, par contre, la fonction de tout critère *de minimis* appliqué par les Membres est de déterminer si un exportateur devrait ou non acquitter un droit."[80]

7.82 Selon le Japon, le raisonnement du Groupe spécial *États-Unis – DRAM* suppose que le terme "case" à l'article 5.8 est suffisamment vaste pour s'appliquer aussi aux réexamens à l'extinction, et par conséquent, que le critère *de minimis* prescrit à l'article 5.8 est applicable aussi aux réexamens à l'extinction. Toutefois, nous rappelons que ledit groupe spécial était appelé à se prononcer sur la question de savoir si le critère *de minimis* prévu à l'article 5.8 était applicable dans le cadre de procédures de fixation des droits au titre de l'article 9.3 de l'*Accord antidumping*. Il avait constaté que tel n'était pas le cas.[81] Dans la présente affaire, la question concerne l'application de ce critère dans le cadre de réexamens à l'extinction. Il ne nous paraît donc pas approprié de tirer de l'affirmation ci-dessus du Groupe spécial *États-Unis – DRAM* la conclusion qu'en tire le Japon.

7.83 Enfin, le Japon fait état de l'historique de la négociation de l'article 5.8. Il fait observer que le membre de phrase "aux fins du présent paragraphe" (ou un membre de phrase analogue), dont l'effet serait de limiter la portée de l'application de ce paragraphe, qui avait figuré dans des projets de textes présentés antérieurement par différents Membres, n'a finalement pas été inclus dans le texte définitif de la disposition. Il s'ensuit, selon le Japon, que l'intention des rédacteurs était d'appliquer le critère *de minimis* prévu à l'article 5.8 aux réexamens à l'extinction. À cet égard, nous rappelons que l'article 32 de la *Convention de Vienne* sur le droit des traités, qui traite des moyens complémentaires d'interprétation des traités y compris l'historique de la négociation du traité, dispose ce qui suit:

> Article 32
> Moyens complémentaires d'interprétation
>
> Il peut être fait appel à des moyens complémentaires d'interprétation, et notamment aux travaux préparatoires et aux circonstances dans lesquelles le traité a été conclu, en vue, soit de confirmer le sens résultant de l'application de l'article 31, soit de déterminer le sens lorsque l'interprétation donnée conformément à l'article 31:
>
> a) laisse le sens ambigu ou obscur; ou
>
> b) conduit à un résultat qui est manifestement absurde ou déraisonnable.

[79] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 137.
[80] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – DRAM*, *supra*, note 48, paragraphe 6.90.
[81] *Ibid.*, paragraphe 6.89.

7.84 Cette disposition de la *Convention de Vienne* n'autorise à recourir à l'historique de la négociation que dans deux situations: i) pour confirmer le sens des dispositions du traité ou dans les cas où soit il n'est pas possible de déduire un sens du traité; soit ii) lorsque l'interprétation conduirait à des résultats absurdes. Nous ne sommes en présence d'aucune de ces deux situations en l'espèce. Il n'est donc pas nécessaire de recourir à l'historique de la négociation de l'*Accord antidumping*. Néanmoins, nous estimons qu'aucun des différents membres de phrases cités par le Japon comme visant à limiter la portée de l'application de l'article 5.8 ne mentionne les réexamens à l'extinction, ou les réexamens en général. Même si l'on était tenu de prendre ces documents en considération, on ne serait pas tenu de parvenir, en se fondant sur ces seuls documents, à la conclusion juridique que dans l'intention des rédacteurs, le critère *de minimis* énoncé à l'article 5.8 devait s'appliquer aux réexamens à l'extinction. Comme on l'a indiqué plus haut, plusieurs renvois figurant tout au long de l'*Accord antidumping*, y compris, en particulier, ceux qui figurent à l'article 11, montrent que lorsque les rédacteurs souhaitaient que certaines dispositions s'appliquent aussi dans des contextes différents, ils l'indiquaient clairement. Les documents empruntés à l'historique cités par le Japon ont trait aux dispositions de l'article 5 de l'*Accord antidumping* qui, comme nous l'avons déjà constaté, généralement ne s'appliquent pas aux réexamens à l'extinction (*supra*, paragraphes 7.35 à 7.39). Le Japon n'a cité aucun document relevant de l'historique de la négociation de l'article 11 de l'*Accord antidumping* qui montrerait que l'intention des rédacteurs était de prévoir un critère *de minimis* pour les réexamens à l'extinction, ou que le critère *de minimis* prévu à l'article 5.8 soit applicable dans le contexte des réexamens à l'extinction.

7.85 Nous fondant sur cette analyse textuelle des dispositions pertinentes de l'*Accord antidumping*, nous concluons que le critère *de minimis* de 2 pour cent prévu à l'article 5.8 n'est pas applicable dans le contexte des réexamens à l'extinction. Dans ce contexte, nous observons une fois encore que, compte tenu des différences qualitatives existant entre réexamens à l'extinction et enquêtes, il n'est guère surprenant que les obligations correspondant à ces deux processus distincts ne soient pas identiques.[82] Nous constatons donc que l'article 351.106 c) du Règlement des États-Unis n'est pas incompatible avec l'article 11.3, ni avec l'article 5.8, de l'*Accord antidumping* pour ce qui est du critère *de minimis* applicable dans les réexamens à l'extinction.

b) La législation des États-Unis telle qu'elle est appliquée dans le réexamen à l'extinction en cause

i) Arguments des parties

Japon

7.86 Selon le Japon, puisque le DOC n'a pas appliqué le critère *de minimis* de 2 pour cent prévu à l'article 5.8, l'application de la législation des États-Unis dans le réexamen à l'extinction en cause était aussi incompatible avec les articles 5.8 et 11.3 de l'*Accord antidumping*.

États-Unis

7.87 Les États-Unis ne présentent aucun argument additionnel concernant l'application de leur législation dans le réexamen à l'extinction en cause en ce qui concerne cette allégation.

[82] Voir, *supra*, paragraphe 7.42.

ii) Évaluation par le Groupe spécial[83]

7.88 Nous fondant sur notre constatation ci-dessus, selon laquelle le critère *de minimis* énoncé à l'article 5.8 n'est pas applicable aux réexamens à l'extinction, nous constatons aussi que les États-Unis n'ont pas agi de manière incompatible avec les articles 5.8 et 11.3 lorsqu'ils n'ont pas appliqué ce critère dans le réexamen à l'extinction en cause.

4. Cumul dans les réexamens à l'extinction

a) La législation des États-Unis telle qu'elle est appliquée dans le réexamen à l'extinction en cause

i) Arguments des parties

Japon

7.89 Selon le Japon, la note de bas de page 9 relative à l'article 3 de l'*Accord antidumping* donne à penser que toute détermination en matière de dommage au titre de l'Accord devrait être conforme aux dispositions de l'article 3, y compris du paragraphe 3 de cet article, qui traite du cumul. Le Japon fait valoir en outre que les critères quantitatifs du caractère négligeable prévus à l'article 5.8 sont incorporés à l'article 3.3 en vertu du renvoi que contient ce dernier à l'article 5.8. Le fait que les rédacteurs n'ont pas inclus, à l'article 11, un renvoi à l'article 3.3 n'est pas déterminant parce que le terme "dommage" a été défini à l'article 3 aux fins de l'*Accord antidumping*, y compris aux fins des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. Il s'ensuit que l'autorité chargée de l'enquête dans un réexamen à l'extinction doit démontrer que les importations en provenance d'un pays particulier ne sont pas négligeables avant de pouvoir cumuler ces importations avec les importations en provenance d'autres pays. Autrement, la détermination de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise sera incompatible avec l'*Accord antidumping*.

7.90 Le Japon soutient que, dans le réexamen à l'extinction en cause, l'ITC a agi de manière incompatible avec les articles 3.3, 5.8 et 11.3 en cumulant les importations en provenance du Japon avec celles qui provenaient d'autres pays visés sans appliquer le critère du caractère négligeable prévu à l'article 5.8. Selon le Japon, les dossiers de l'ITC montraient non seulement que les importations en provenance du Japon étaient "négligeables" selon ce critère, mais aussi que la part totale des pays comptant individuellement pour moins de 3 pour cent était inférieure à 7 pour cent. Par conséquent, en vertu des articles 5.8 et 11.3, les États-Unis avaient l'obligation de mettre fin au réexamen et d'abroger la mesure en ce qui concernait le Japon.

États-Unis

7.91 Les États-Unis estiment que l'autorité chargée de l'enquête dans un réexamen à l'extinction n'est pas tenue de procéder à une analyse cumulative quantitative. Aucune prescription de ce genre n'apparaît dans l'article 11.3. Il n'est pas indiqué non plus dans les articles 3.3 ou 5.8 que les règles applicables au cumul dans le cadre d'enquêtes sont aussi applicables dans le cadre de réexamens à l'extinction. Les articles 3 et 5 ne sont applicables qu'aux enquêtes. La note de bas de page 9 de l'*Accord antidumping*, qui définit le terme "dommage", ne mentionne pas un niveau particulier de dumping comme étant un élément du dommage. Par conséquent, le fait que cette note de bas de page relative à l'article 3 indique que le terme "dommage" devrait être interprété conformément à l'article 3

[83] Dans cette section, nous examinons l'allégation du Japon selon laquelle la disposition de la législation des États-Unis qui établit deux critères *de minimis* différents pour les enquêtes initiales et pour les réexamens à l'extinction, telle qu'elle est appliquée en l'espèce, est incompatible avec les articles 5.8 et 11.3 de l'*Accord antidumping*.

ne rend pas les critères quantitatifs du caractère négligeable prévus à l'article 3.3 ou à l'article 5.8 directement applicables aux réexamens à l'extinction.

ii) Arguments des tierces parties

Communautés européennes

7.92 Les Communautés européennes ne présentent pas d'observation concernant le caractère approprié de l'inclusion des importations en provenance du Japon dans l'analyse cumulative réalisée par les États-Unis dans le réexamen à l'extinction en cause, mais elles pensent comme le Japon que les prescriptions des articles 3.3 et 5.8 relatives au cumul des importations lors de la détermination de l'existence d'un dommage sont aussi applicables dans le contexte d'un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3. Les Communautés européennes estiment que des importations négligeables ne doivent pas être incluses dans une évaluation cumulative du dommage à moins que les autorités n'aient déterminé qu'il est probable que ces importations deviendront non négligeables du fait de la suppression du droit.

iii) Évaluation par le Groupe spécial[84]

7.93 Il n'est pas contesté que la législation des États-Unis ne prévoit pas l'application lors de réexamens à l'extinction du critère du caractère négligeable prévu à l'article 5.8 auquel il est fait référence à l'article 3.3 (disposition de l'*Accord antidumping* concernant le cumul dans une analyse relative à l'existence d'un dommage) s'agissant des enquêtes. En conséquence, lors du réexamen à l'extinction en cause, les États-Unis n'ont pas appliqué ce critère du caractère négligeable dans leur analyse cumulative. La question dont nous sommes saisis est donc celle de savoir si l'obligation en rapport avec le critère du caractère négligeable prévu à l'article 5.8 aux fins d'une évaluation cumulative du dommage au titre de l'article 5.3 dans le cadre d'enquêtes existe aussi dans le cadre de réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.

7.94 Nous commençons naturellement notre examen par le texte de la disposition centrale du traité régissant les réexamens à l'extinction. L'article 11.3 dispose ce qui suit:

> "11.3 Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé (ou à compter de la date du réexamen le plus récent au titre du paragraphe 2 si ce réexamen a porté à la fois sur le dumping et le dommage, ou au titre du présent paragraphe), à moins que les autorités ne déterminent, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date, soit de leur propre initiative, soit à la suite d'une demande dûment justifiée présentée par la branche de production nationale ou en son nom, dans un laps de temps raisonnable avant cette date, qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. Le droit pourra demeurer en vigueur en attendant le résultat de ce réexamen." (note de bas de page omise)

[84] Dans cette section, nous examinons l'allégation du Japon selon laquelle dans le réexamen à l'extinction en cause, l'ITC, en n'examinant pas si les importations étaient négligeables avant de déterminer s'il y avait lieu de cumuler les importations visées, a agi de manière incompatible avec les obligations résultant pour les États-Unis des articles 3.3, 5.8 et 11.3 de l'*Accord antidumping*.

7.95 L'article 11.3 traite d'un réexamen visant à déterminer, entre autres choses, la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise. Tel qu'il est libellé, l'article 11.3 ne prévoit ni explicitement, ni par référence, aucun critère en matière de caractère négligeable qui soit applicable aux déterminations de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise dans le cadre de réexamens à l'extinction. Le contexte immédiat de l'article 11.3 ne permet pas non plus d'aboutir à un résultat différent. L'article 11.1 énonce la règle générale selon laquelle un droit antidumping ne peut rester en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping dommageable. L'article 11.2[85] et 11.3 traduit l'application de cette règle générale dans des circonstances différentes. Les paragraphes 4 et 5 de l'article 11 contiennent plusieurs renvois à d'autres articles de l'*Accord antidumping*, mais ils ne contiennent aucun renvoi aux articles 3.3 ou 5.8.

7.96 Nous examinons maintenant le texte de l'article 3.3 de l'*Accord antidumping* qui est libellé comme suit:

> "Dans les cas où les importations d'un produit en provenance de plus d'un pays feront simultanément l'objet d'enquêtes antidumping, les autorités chargées des enquêtes ne pourront procéder à une évaluation cumulative des effets de ces importations que si elles déterminent *a)* que la marge de dumping établie en relation avec les importations en provenance de chaque pays est supérieure au niveau *de minimis* au sens du paragraphe 8 de l'article 5 et que le volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable, et *b)* qu'une évaluation cumulative des effets des importations est appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les produits importés et des conditions de concurrence entre les produits importés et le produit national similaire." (italique dans l'original, non souligné dans l'original)

7.97 Le paragraphe 3 de l'article 3, qui contient un renvoi à l'article 5.8, mentionne explicitement le terme "enquêtes". De prime abord, cela nous apparaît comme une limitation textuelle explicite de la portée de l'application des obligations énoncées au paragraphe 3 aux "enquêtes", ce qui donne à penser qu'elles ne sont pas applicables aussi aux "réexamens à l'extinction".

7.98 Examinant le contexte immédiat de l'article 3.3, nous notons qu'en revanche, en aucun endroit du texte d'aucun autre paragraphe de l'article 3 le terme "enquête" n'est mentionné. Cela étaye notre conclusion préliminaire selon laquelle les obligations énoncées à l'article 3.3 se rapportent à l'analyse cumulative effectuée dans le cadre d'"enquêtes", et qu'elles ne sont pas applicables aussi aux "réexamens à l'extinction". En particulier, le contexte immédiat de l'article 3.3 nous indique ce qui suit.

7.99 Premièrement, l'article 3 est intitulé "dommage". Ce titre est lié à la note de bas de page 9 de l'*Accord antidumping* qui indique que "[p]our les besoins du présent accord, le terme "dommage" s'entendra, sauf indication contraire, d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale; il sera interprété conformément aux dispositions de cet article". Cela semble démontrer que le terme "dommage" tel qu'il apparaît tout au long de l'*Accord antidumping* - y compris l'article 11 – doit être interprété conformément à cette note de bas de page, sauf indication contraire. Cela semblerait étayer l'opinion selon laquelle les dispositions de l'article 3 concernant le dommage peuvent être généralement applicables tout au long de l'*Accord antidumping* et ne sont pas d'application limitée aux enquêtes. L'article 11 ne semble pas donner d'indication contraire explicite concernant les réexamens à l'extinction.

[85] Nous nous référons au texte de l'article 11.2, cité *supra*, paragraphe 7.28.

7.100 Il y a d'autres éléments textuels indiquant que les obligations en matière de dommage inscrites à l'article 3 pourraient être généralement applicables tout au long de l'Accord. Par exemple, l'emploi du membre de phrase "aux fins de l'article VI du GATT de 1994"[86] à l'article 3.1 laisse aussi penser qu'en général, les obligations inscrites à l'article 3 concernant le dommage pourraient être applicables tout au long de l'*Accord antidumping*, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas limitées aux enquêtes.

7.101 Toutefois, à supposer même pour les besoins de l'argumentation que les dispositions de l'article 3 puissent être généralement applicables tout au long de l'*Accord antidumping*, question sur laquelle nous n'avons pas besoin de nous prononcer et ne nous prononçons pas, cela ne rendrait pas nécessairement chacune des dispositions de cet article applicable tout au long de l'Accord. Un article dont il a été constaté qu'il s'applique généralement tout au long de l'Accord peut très bien contenir certaines dispositions particulières dont le champ d'application est limité, selon leurs propres termes, à certains égards. À notre avis, l'article 3.3 est une telle disposition particulière, qui par ses propres termes limite la portée de son application.

7.102 Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, même si les dispositions de l'article 3, y compris la définition du dommage figurant à la note de bas de page 9, sont généralement applicables tout au long de l'*Accord antidumping*, le paragraphe 3 de l'article 3 est exceptionnel, en ce sens que lui seul mentionne explicitement le terme "enquêtes". En aucun autre endroit du texte d'aucun autre paragraphe de l'article 3 le terme "enquête" n'est mentionné. Nous estimons donc que l'article 3.3, selon ses propres termes, est d'une application limitée aux enquêtes et ne s'applique pas dans le cas des réexamens à l'extinction. Il s'ensuit que le renvoi figurant à l'article 3.3 au critère du caractère négligeable prévu à l'article 5.8 n'est pas applicable aux réexamens à l'extinction.

7.103 Bien plus, cette interprétation textuelle de l'article 3.3 permet un examen compatible avec notre examen concernant l'application alléguée aux réexamens à l'extinction du critère *de minimis* prévu à l'article 5.8. Ainsi, nous fondant sur l'analyse textuelle de l'article 5 faite pour établir notre constatation selon laquelle le critère *de minimis* prévu à l'article 5.8 n'est pas applicable dans le cadre des réexamens à l'extinction (*supra*, paragraphe 7.70), nous estimons que, de la même manière, le texte de l'article 5 n'étaye pas l'opinion selon laquelle le critère du caractère négligeable prévu à l'article 5.8 est applicable dans le cadre des réexamens à l'extinction.

7.104 Selon le Japon, la conséquence logique de la thèse des États-Unis selon laquelle les critères quantitatifs énoncés à l'article 3.3 ne sont pas applicables lors de réexamens à l'extinction est que les autorités administrantes des États-Unis ne peuvent pas recourir au cumul dans le cadre de réexamens à l'extinction. Toutefois, le Japon a précisé qu'il ne soutenait *pas* devant nous qu'il n'était pas du tout possible de recourir au cumul dans l'élément d'un réexamen à l'extinction relatif au dommage.[87] C'est pourquoi nous n'examinons pas la question plus générale de savoir si le cumul est autorisé ou non dans les réexamens à l'extinction.

[86] Nous soulignons que conformément aux dispositions de l'article premier de l'*Accord antidumping*, la référence à l'article VI du GATT de 1994 figurant à l'article 3 est aussi une référence générale à l'*Accord antidumping* lui-même.

[87] *Voir* la deuxième communication orale du Japon, paragraphe 51; réponse du Japon à la question n° 22 du Groupe spécial.

7.105 Pour les raisons exposées ci-dessus, nous concluons que dans le réexamen à l'extinction en cause, les États-Unis n'ont pas agi de manière incompatible avec les articles 11.3, 3.3 ou 5.8 en cumulant les importations en provenance du Japon avec les importations en provenance d'autres pays sans appliquer le critère du caractère négligeable prévu à l'article 3.3 et à l'article 5.8 pour les enquêtes initiales.

5. Utilisation de marges de dumping dans les réexamens à l'extinction

a) Le Sunset Policy Bulletin (Bulletin d'orientation concernant les réexamens à l'extinction) des États-Unis en tant que tel

i) Arguments des parties

Japon

7.106 Le Japon soutient que l'article 2 de l'*Accord antidumping* énonce des règles générales relatives aux calculs en matière de dumping qui s'appliquent tout au long de l'Accord. Il s'ensuit que les déterminations de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise établies dans le cadre de réexamens à l'extinction doivent aussi respecter ces règles. Le Sunset Policy Bulletin des États-Unis exige que le DOC fonde ses déterminations de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise établies dans le cadre d'un réexamen à l'extinction sur des marges de dumping passées obtenues lors d'enquêtes initiales et de réexamens administratifs subséquents. Il ne contient toutefois aucune disposition autorisant le DOC à ajuster les marges de dumping antérieures à l'OMC conformément aux dispositions du présent *Accord antidumping*. Il s'ensuit que les déterminations de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise établies par le DOC lors de réexamens à l'extinction sont incompatibles avec les articles 2, 11.3 et 18.3 de l'*Accord antidumping* dans la mesure où elles sont fondées sur des marges initiales antérieures à l'OMC et sur des marges de dumping établies lors de réexamens administratifs passés. Le Japon donne quelques exemples des incompatibilités entre les règles antérieures à l'OMC et les dispositions du présent *Accord antidumping*, dont l'une est ce que l'on appelle la pratique de la réduction à zéro dont il a été constaté qu'elle est incompatible avec l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*.[88] Le Japon ne conteste pas les déterminations en matière de dumping faites lors d'enquêtes initiales ou de réexamens administratifs, en soi. Il conteste en revanche l'utilisation de ces marges initiales antérieures à l'OMC et de marges établies dans le cadre de réexamens administratifs postérieurs à l'OMC dans des réexamens à l'extinction effectués après l'entrée en vigueur de l'*Accord sur l'OMC*.

[88] D'autres incompatibilités citées par le Japon à propos des marges de dumping initiales (antérieures à l'OMC) sont le calcul de la marge de dumping sur la base d'une comparaison entre transactions aux États-Unis individuelles et moyenne pondérée des prix sur le marché intérieur; l'utilisation des ventes sur le marché intérieur du pays exportateur pour déterminer la valeur normale seulement lorsque moins de 10 pour cent de ces ventes se font à un prix inférieur au coût de production (par opposition au niveau actuel de "20 pour cent" indiqué à l'article 2.2.1) sur lequel le Japon appelle l'attention); et l'application, pour construire la valeur normale, d'un minimum réglementaire de 10 pour cent pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et d'un minimum réglementaire de 8 pour cent pour les bénéfices. *Voir* la première communication écrite du Japon, paragraphes 14, 172 et 181; réponse du Japon à la question n° 27 du Groupe spécial.

7.107 Deuxièmement, le Japon soutient que le Sunset Policy Bulletin[89] en tant que tel est incompatible avec l'article 11.3 pour une autre raison, à savoir qu'il prescrit au DOC lors d'un réexamen à l'extinction de communiquer à l'ITC la marge de dumping constatée dans les enquêtes initiales comme marge qui subsisterait ou se reproduirait probablement si le droit était supprimé. Le Japon estime que l'obligation du DOC en vertu de la législation des États-Unis de déterminer la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise dans le cadre d'un réexamen à l'extinction est juridiquement distincte de son obligation de communiquer à l'ITC la marge de dumping probable qui doit être utilisée par l'ITC dans ses déterminations en matière de dommage.

États-Unis

7.108 Les États-Unis font valoir que le Japon ne peut pas contester le Sunset Policy Bulletin en tant que tel pour ce qui est de l'utilisation de marges de dumping passées, le Japon n'ayant pas établi qu'il soit de caractère impératif et s'impose, par conséquent, au DOC lorsqu'il fait des déterminations en matière de dumping dans le cadre d'un réexamen à l'extinction à cet égard.[90] Selon les États-Unis, l'article 11.3 n'impose pas de suivre une méthode particulière pour faire dans le cadre d'un réexamen à l'extinction une détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. Par conséquent, le fait de s'appuyer sur les éléments de preuve concernant le dumping et le volume des importations pendant la durée d'application de l'ordonnance n'est pas incompatible avec l'article 11.3.

ii) Arguments des tierces parties

Brésil

7.109 Le Brésil estime que la législation et la pratique des États-Unis qui ne prennent en compte aucune comparaison de marges n'aboutissant pas à une marge positive, c'est-à-dire la pratique de la réduction à zéro, violent l'article 2.4 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping*. Selon le Brésil, les autorités chargées de l'enquête dans un réexamen à l'extinction sont tenues de calculer à nouveau les marges de dumping.[91]

Corée

7.110 La Corée estime que la pratique de la "réduction à zéro" qui est interdite en vertu de l'article 2.4 est interdite aussi en vertu de l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*.

Norvège

7.111 Selon la Norvège, les États-Unis ont l'obligation d'appliquer dans les réexamens à l'extinction des marges de dumping compatibles avec l'article 2. L'utilisation par le DOC de marges de dumping faisant appel à la méthode de la "réduction à zéro" est donc incompatible avec les articles 2.2.1, 2.2.2, 2.4.2, 11.3 et 18.3, en tant que pratique générale et telle qu'elle est appliquée en l'espèce.

---

[89] Dans ce contexte, le Japon cite aussi le libellé ci-après de l'Énoncé:

"Lorsqu'elle fournit des renseignements à la Commission, l'intention de l'Administration n'est pas que le DOC calcule les futures marges de dumping ou subventions nettes pouvant donner lieu à une mesure compensatoire … C'est seulement dans des circonstances tout à fait exceptionnelles que le DOC devrait se fonder sur des marges de dumping ou des subventions nettes pouvant donner lieu à une mesure compensatoire autres que celles qu'il a calculées et publiées à l'occasion de déterminations antérieures." SAA, page 891 (pièce n° 2 du Japon, page 4214)

[90] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 126.

[91] Réponse du Brésil à la question n° 16 du Groupe spécial.

iii) Évaluation par le Groupe spécial[92]

7.112 Le Japon conteste ce qu'il appelle la "pratique générale des États-Unis" en tant que telle concernant l'utilisation, lors de réexamens à l'extinction, de marges de dumping anciennes pour établir des déterminations de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. Selon le Japon, étant donné que lors de l'enquête initiale et des réexamens administratifs les marges de dumping ont été calculées selon des méthodes qui ne sont pas conformes aux dispositions de l'*Accord antidumping*, les déterminations de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise établies par le DOC lors de réexamens à l'extinction, qui font usage de ces déterminations anciennes, sont aussi incompatibles avec l'*Accord antidumping*. Les États-Unis font valoir que les instruments juridiques cités par le Japon à l'appui de son allégation ne sont pas contraignants selon leur législation. Ils font donc valoir que ces instruments juridiques ne peuvent pas donner lieu à des violations des règles de l'OMC.

7.113 Bien que le Japon ait cité certaines dispositions de l'Énoncé à cet égard[93], il a ensuite indiqué clairement qu'"[il] ne contest[ait] pas la compatibilité avec les règles de l'OMC de l'Énoncé des mesures administratives en lui-même."[94] Nous limiterons donc notre analyse de l'allégation "en tant que tel" du Japon au Sunset Policy Bulletin. Avant d'étudier quant au fond l'allégation du Japon, il nous paraît nécessaire d'examiner si le Sunset Policy Bulletin est ou non une mesure susceptible en elle-même d'être contestée, en tant que telle, en vertu de l'*Accord sur l'OMC.*

7.114 Il est maintenant bien établi que la législation d'un Membre de l'OMC peut être contestée en tant que telle devant un groupe spécial de l'OMC si ladite législation prescrit un comportement incompatible avec les règles de l'OMC. Des groupes spéciaux de l'OMC ont constaté qu'une législation était incompatible avec les règles de l'OMC s'ils constataient qu'elle *prescrivait* un comportement incompatible avec les règles de l'OMC.[95] Si, en revanche, la législation donne à

---

[92] Dans cette section, nous examinons les allégations du Japon ci-après:

> l'utilisation par le DOC, comme envisagée dans le Sunset Policy Bulletin en tant que telle, de marges de dumping antérieures à l'Accord sur l'OMC pour déterminer la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise dans le cadre d'un réexamen à l'extinction est incompatible avec les articles 2, 11.3 et 18.3 de l'*Accord antidumping*;
>
> l'utilisation par le DOC, comme envisagée dans le Sunset Policy Bulletin en tant que telle, de marges de dumping incluant des marges négatives ramenées à zéro dans l'analyse qu'il effectue lors de réexamens à l'extinction est incompatible avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*;
>
> comme envisagées dans le Sunset Policy Bulletin en tant que telles, l'utilisation par le DOC et la communication à l'ITC de marges de dumping incompatibles avec les règles de l'OMC qu'il avait calculées lors de procédures antidumping antérieures en se fondant sur des méthodes antérieures à l'OMC et/ou de marges de dumping incluant des marges négatives ramenées à zéro, sont incompatibles avec les obligations résultant pour les États-Unis des articles 2, 11.3 et 18.3 de l'*Accord antidumping*.

[93] Première communication écrite du Japon, note de bas de page 207 relative au paragraphe 168.

[94] Réponse du Japon à la question n° 6 du Groupe spécial.

[95] Par exemple, dans l'affaire *États-Unis – Article 301, Loi sur le commerce extérieur*, le Groupe spécial a admis le "critère habituel figurant dans la jurisprudence préexistante, selon lequel seules les lois prescrivant une incompatibilité avec les règles de l'OMC ou empêchant la compatibilité avec les règles de l'OMC peuvent, en tant que telles, contrevenir aux dispositions de l'Accord sur l'OMC". Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Articles 301 à 310 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur* ("*États-Unis – Article 301, Loi sur le commerce extérieur*"), WT/DS152/R; adopté le 27 janvier 2000, DSR 2000:II, 815, paragraphe 7.54. Voir aussi la décision du groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Tôles en acier*, dans laquelle le groupe spécial a indiqué ce qui suit:

l'exécutif du gouvernement d'un Membre le pouvoir discrétionnaire d'agir de manière compatible avec les règles de l'OMC, les groupes spéciaux de l'OMC ont généralement constaté que ladite législation n'était pas incompatible avec les règles de l'OMC.[96] Ce critère a été généralement appliqué par les groupes spéciaux du GATT/de l'OMC.[97]

7.115 Lorsque, dans une affaire, la législation d'un Membre de l'OMC est contestée devant un groupe spécial, il y a deux questions à examiner: premièrement, la question de savoir si la législation de ce Membre prescrit une certaine ligne d'action; et deuxièmement, la question de savoir si cette ligne d'action est incompatible avec la disposition de l'OMC citée par le plaignant.

7.116 En ce qui concerne l'ordre dans lequel ces deux questions doivent être traitées, nous notons que de précédents groupes spéciaux de l'OMC ont suivi des approches différentes. Certains groupes spéciaux[98] ont d'abord examiné le sens de la disposition particulière de l'OMC, puis décidé si la législation du Membre *prescrivait* un comportement incompatible avec cette disposition; tandis que d'autres[99] ont d'abord examiné si la législation contestée prescrivait une manière de procéder

---

"L'Organe d'appel a reconnu cette distinction mais n'a pas spécifiquement décidé que celle-ci était déterminante pour ce qui était de savoir si une loi était incompatible avec les obligations pertinentes dans le cadre de l'OMC. Cependant, il a bien déclaré récemment, dans l'affaire *États-Unis – Loi antidumping de 1916*:

"88. Comme il est indiqué plus haut, le concept de législation impérative par opposition à celui de législation dispositive a été élaboré par un certain nombre de groupes spéciaux du GATT comme étant une considération fondamentale pour déterminer quand une législation en tant que telle - plutôt qu'une application particulière de cette législation - était incompatible avec les obligations d'une partie contractante dans le cadre du GATT de 1947. La pratique des groupes spéciaux du GATT a été résumée comme suit dans l'affaire *États-Unis – Tabac*:

> … des groupes spéciaux avaient toujours jugé qu'une législation qui rendait obligatoires des mesures incompatibles avec l'Accord général pouvaient être contestée en tant que telle, mais qu'une législation qui donnait seulement à l'*exécutif* d'une partie contractante la faculté d'agir de façon incompatible avec l'Accord général ne pouvait pas en soi être contestée; seule l'application effective de cette législation de façon incompatible avec l'Accord général pouvait être contestée." (pas d'italique dans l'original)

Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde* ("*États-Unis – Tôles en acier*"), WT/DS206/R et Corr.1, adopté le 29 juillet 2002, paragraphe 7.88.

L'Organe d'appel a récemment affirmé ce qui suit à l'occasion d'un examen visant à déterminer si une disposition législative était en soi incompatible avec des obligations contractées dans le cadre de l'OMC parce qu'elle *prescrivait* une incompatibilité: "Nous n'excluons pas, par implication, la possibilité qu'un Membre puisse manquer à ses obligations dans le cadre de l'OMC en promulguant une législation qui accorde à ses autorités le pouvoir discrétionnaire d'agir en violation de ses obligations dans le cadre de l'OMC. Nous ne formulons aucune constatation à cet égard ...". *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes* ("*États-Unis - Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*"), WT/DS212/AB/R, adopté le 8 janvier 2003, paragraphe 159 et note 334.

[96] *Voir* par exemple le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions* ("*États-Unis – Restrictions à l'exportation*"), WT/DS194/R et Corr.2, adopté le 23 août 2001, paragraphe 8.131.

[97] Voir *supra*, note 95.

[98] La première approche a été suivie par le Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation*. *Voir* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, *supra*, note 96, paragraphe 8.14.

[99] Le Groupe spécial *États-Unis – Article 129 c) 1), URAA* a suivi la seconde approche. *Voir* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Article 129 c) 1) de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay* ("*États-Unis - Article 129 c) 1), URAA*"), WT/DS221/R, adopté le 30 août 2002, paragraphe 6.25.

particulière et, si tel était le cas, si la manière de procéder prescrite constituait ou non une violation. Toutefois, comme le Groupe spécial *États-Unis – Article 129 c) 1), URAA* l'a indiqué, l'ordre dans lequel ces deux questions sont examinées ne modifiera pas en définitive la conclusion du groupe spécial.[100] C'est que, quel que soit l'ordre que suit un groupe spécial pour conclure que certains aspects de la législation d'un Membre de l'OMC sont incompatibles avec les dispositions de l'OMC, il doit conclure que les deux éléments sont présents, c'est-à-dire que la disposition contestée relevant du droit des États-Unis prescrit un comportement incompatible avec les règles de l'OMC.

7.117 Nous constatons que les circonstances relatives à cette allégation particulière du Japon sont semblables aux circonstances de l'affaire *États-Unis – Article 129 c) 1), URAA*. Dans cette dernière affaire, le groupe spécial a décidé d'examiner d'abord si la législation contestée prescrivait ou non une manière de procéder particulière et, dans l'affirmative, si cette manière de procéder était incompatible avec les règles de l'OMC. Le groupe spécial a suivi cette méthode d'analyse parce qu'il y avait un différend entre les parties sur le point de savoir si la législation contestée prescrivait une certaine action. Le groupe spécial a jugé plus utile de régler d'abord ce point de désaccord.[101]

7.118 Dans la présente affaire, il y a aussi un différend entre les parties quant à savoir si les instruments juridiques sur lesquels le Japon s'est appuyé prescrivent une certaine manière de procéder, c'est-à-dire s'ils peuvent donner lieu à un manquement à des obligations contractées dans le cadre de l'OMC. Nous trancherons donc d'abord la question de savoir si l'instrument juridique cité par le Japon à l'appui de l'allégation que nous examinons ici, c'est-à-dire le Sunset Policy Bulletin, est contraignant en vertu de la législation des États-Unis et peut par conséquent prescrire un comportement incompatible avec les règles de l'OMC. Si nous constatons que le Bulletin n'est pas un instrument juridique impératif énonçant des obligations juridiquement contraignantes en vertu de cette législation, nous n'aurons pas besoin de passer à l'analyse de ce qui est prescrit au titre de la disposition de l'OMC qui selon le Japon aurait été violée par les États-Unis du fait du seul Sunset Policy Bulletin. Dans ce cas, nous conclurons qu'il n'y a pas d'incompatibilité avec les règles de l'OMC sous l'angle "en tant que tel". Si toutefois nous constatons que le Bulletin est un instrument juridique impératif énonçant des obligations juridiquement contraignantes, nous analyserons les dispositions du Bulletin à la lumière des prescriptions énoncées dans les dispositions de l'OMC citées par le Japon et déciderons ensuite si la législation des États-Unis en tant que telle est ou non incompatible avec les règles de l'OMC.

7.119 À partir de ce cadre d'analyse, nous abordons l'analyse tendant à déterminer si le Sunset Policy Bulletin des États-Unis prescrit un comportement incompatible avec les règles de l'OMC.[102,103]

---

[100] *Ibid*., note de bas de page 72 relative au paragraphe 6.25.

[101] *Ibid*.

[102] En ce qui concerne la question de savoir si, et dans quelles circonstances, le Sunset Policy Bulletin pourrait, en tant que tel, constituer un manquement aux obligations contractées par les États-Unis dans le cadre de l'OMC, nous rappelons que le Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation* a estimé que la question essentielle était de savoir s'il avait certains effets concrets, indépendamment et par lui-même:

> "Pour examiner si l'une ou la totalité des mesures, individuellement, peuvent entraîner un manquement aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC, la question centrale à laquelle il faut répondre est de savoir si chacune des mesures a certains effets concrets par elle-même. Nous voulons dire par là que chaque mesure devrait constituer un instrument ayant une existence fonctionnelle qui lui est propre, c'est-à-dire qu'elle devrait *faire* quelque chose de concret, indépendamment de tout autre instrument, pour pouvoir donner lieu indépendamment à un manquement aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC". (italique dans l'original)
>
> Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, *supra*, note 96, paragraphe 8.85.

Nous soulignons que lorsque nous examinons la structure et la conception du Sunset Policy Bulletin, et sa fonction dans le droit interne des États-Unis, notre objectif est de discerner si le Sunset Policy Bulletin, en lui-même et à lui seul, prescrit un comportement incompatible avec les règles de l'OMC.[104]

7.120 Selon le Japon, le Bulletin, dans la législation des États-Unis, a sa propre existence opérationnelle, indépendamment des autres instruments juridiques, c'est-à-dire de la Loi et du Règlement.[105] Le Japon fait valoir que le meilleur élément de preuve de la nature contraignante du Bulletin tient au caractère systématique des résultats qu'il a produits dans les réexamens à l'extinction effectués jusqu'à présent par le DOC. Bien que l'emploi de termes tels que "normalement" dans le texte du Bulletin semble lui donner un caractère facultatif, le Japon affirme que, étant donné le grand nombre et la proportion des réexamens à l'extinction dans lesquels le Bulletin a donné lieu à une détermination de "probabilité" (et donc au maintien de la mesure), le Bulletin est, en fait, de caractère contraignant.[106] Le Japon caractérise le Bulletin comme étant un instrument juridique "impératif *de facto*".[107] Le Japon distingue le Bulletin de la pratique examinée dans les affaires *États-Unis - Restrictions à l'exportation* et *États-Unis – Tôles en acier* en ce sens que le Bulletin "constitue une codification écrite effective de la pratique concrète [du DOC]".[108]

Notre examen visera donc essentiellement à déterminer si le Sunset Policy Bulletin, en lui-même et à lui seul, *prescrit* un certain comportement.

[103] Nous estimons que la nature d'une "mesure" qui peut être contestée dans un règlement de différends dans le cadre de l'OMC est une question fondamentale ayant trait à notre mandat et notre juridiction dans la présente affaire. À cet égard, nous rappelons que de précédents groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont discuté de la nature des "mesures" qui pouvaient faire partie de la "question" portée devant l'ORD en vertu du Mémorandum d'accord. Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique* ("*Guatemala – Ciment I*"), WT/DS60/AB/R, adopté le 25 novembre 1998, DSR 1998:IX, 3767, paragraphe 64 et note de bas de page 43 relative au paragraphe 64.

[104] Nous rappelons l'affirmation de l'Organe d'appel qui a estimé dans son rapport *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture* ("*Inde - Brevets (États-Unis)*"), WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998, DSR 1998:I, 9 que "la législation nationale [pouvait] ... montrer le respect ou le non-respect d'obligations internationales", et qu'un examen des aspects pertinents de la législation nationale d'un Membre de l'OMC pouvait être nécessaire pour déterminer si ce Membre s'était acquitté des obligations lui incombant en vertu de l'Accord sur l'OMC. Nous rappelons aussi que, dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, *supra*, note 22, paragraphe 157, l'Organe d'appel a affirmé ce qui suit:

> "... la législation d'un Membre défendeur sera considérée comme étant *compatible* avec les règles de l'OMC jusqu'à preuve évidente du contraire. Il incombe à la partie affirmant que la législation nationale d'une autre partie, en tant que telle, est incompatible avec les obligations conventionnelles pertinentes d'apporter des éléments de preuve quant à la portée et au sens de ladite législation pour étayer cette affirmation ... La nature et la portée des éléments de preuve exigés pour s'acquitter de la charge de la preuve varieront d'une affaire à l'autre."

[105] Réponse du Japon à la question n° 1 du Groupe spécial.

[106] *Ibid.*

[107] Réponse du Japon aux questions n° 2 et 4 du Groupe spécial. Le Japon explique la notion d'"impératif *de facto*" comme suit:

> "Le Japon utilise le terme "*de facto*" pour décrire une situation dans laquelle les "procédures administratives" nationales, comme celles codifiées dans le *Sunset Policy Bulletin*, semblent être facultatives alors qu'en réalité l'autorité administrante applique constamment les directives du *Sunset Policy Bulletin* comme si elles étaient impératives. Dans la présente affaire, le DOC a suivi les directives du *Sunset Policy Bulletin* dans tous les réexamens à l'extinction - c'est-à-dire 228 fois. Il est difficile d'imaginer un meilleur exemple de mesure fonctionnant comme une règle impérative, quelle que soit l'étiquette qu'on lui applique." (italique dans l'original, note de bas de page omise)

[108] Réponse du Japon à la question n° 2 du Groupe spécial.

7.121 Les États-Unis répliquent au Japon en faisant valoir que le Bulletin n'est pas une "codification" et n'est pas contraignant selon leur législation. À cet égard, les États-Unis affirment ce qui suit:

> Selon le droit des États-Unis, le *Sunset Policy Bulletin* est considéré comme une déclaration non contraignante indiquant la manière dont le DOC comprend des questions ayant trait à l'extinction dont la Loi et le Règlement ne traitent pas explicitement. À cet égard, le *Sunset Policy Bulletin* a un statut juridique comparable à celui de précédent d'un organisme administratif. Dans tel ou tel cas particulier, le DOC peut s'écarter de son bulletin d'orientation comme d'un précédent administratif, pour autant qu'il en donne les raisons. Le *Sunset Policy Bulletin* se borne à donner au DOC et au public des indications quant à la manière dont le DOC peut, dans tel ou tel cas, interpréter et appliquer la Loi et le Règlement s'y rapportant. En dehors d'une application à un cas particulier et en liaison avec les dispositions législatives et réglementaires des États-Unis applicables aux réexamens à l'extinction, le *Sunset Policy Bulletin* ne fait pas "quelque chose de concret" qui pourrait l'exposer à une mise en cause juridique indépendante en vertu des Accords de l'OMC.[109] (italique dans l'original, non souligné dans l'original, notes de bas de page omises)

7.122 Les États-Unis affirment que le Bulletin donne seulement au public des indications quant à la manière dont le DOC abordera certaines questions dans les réexamens à l'extinction.

7.123 Nous notons que le statut juridique du Sunset Policy Bulletin dans le droit des États-Unis n'a pas été directement examiné précédemment par un groupe spécial de l'OMC ou par l'Organe d'appel.[110]

7.124 Nous commençons notre analyse de la question de savoir si, selon le droit des États-Unis, le Bulletin prescrit un certain comportement, indépendamment d'autres instruments juridiques tels que la Loi et le Règlement, en examinant le texte du Bulletin lui-même. À cet égard, nous notons le libellé ci-après dans le texte du Bulletin:

> Politiques en matière de réexamens à l'extinction
>
> I. Aperçu général
>
> ... Les réexamens à l'extinction ... d'ordonnances en matière de droits ... antidumping ... seront effectués conformément aux dispositions de la Loi, y compris les articles 751 c) et 752 de la Loi, et le Règlement du DOC ... Ces politiques visent à compléter les dispositions législatives et réglementaires applicables en donnant des indications sur les questions de méthode ou d'analyse non explicitement traitées par la Loi et le Règlement.[111] (non souligné dans l'original)

7.125 Ce libellé introductif général figurant dans le Bulletin lui-même indique que, pour ce qui est de la réalisation des réexamens à l'extinction selon le droit des États-Unis, le Bulletin a des effets sur

---

[109] Réponse des États-Unis à la question n° 1 du Groupe spécial.

[110] Dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont l'un et l'autre mentionné le Bulletin, mais n'ont pas eu besoin de faire une détermination quant à sa nature et à son statut juridiques pour se prononcer sur les allégations dont ils étaient saisis dans ce différend. L'Organe d'appel a noté, en passant que "les États-Unis [avaient] indiqué que le Sunset Policy Bulletin représentait un énoncé de la pratique existante du DOC. Ils [avaient] expliqué que le Sunset Policy Bulletin, en tant que tel, n'était pas contraignant pour le DOC, mais que celui-ci ne pouvait pas s'en écarter d'une manière arbitraire ou fantaisiste". *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, *supra*, note 22, note 45.

[111] *Sunset Policy Bulletin*, 63 FR page 18872 (pièce n° 6 du Japon).

la base de la Loi et du Règlement et en fonction de paramètres fixés par eux. Le Bulletin donne des indications sur certaines questions de méthode concernant les dispositions législatives et réglementaires applicables. À notre avis, ce texte indique que le Bulletin, en lui-même et à lui seul, ne prescrit aucun comportement obligatoire. Tel qu'il est libellé, le Bulletin indique clairement que les réexamens à l'extinction doivent être menés à bien conformément aux dispositions de la Loi et du Règlement. Le Japon n'a signalé aucune autre disposition de la législation des États-Unis qui permettrait de penser qu'en vertu de cette législation, le Bulletin puisse en fait avoir des effets indépendamment d'autres instruments juridiques, de telle manière qu'il prescrirait une manière de procéder particulière.

7.126 Nous constatons donc que le Sunset Policy Bulletin, en lui-même et à lui seul, n'est pas un instrument juridique ayant des effets tels qu'il prescrive une manière de procéder. Il s'ensuit que le Bulletin ne peut pas constituer une mesure susceptible d'être contestée dans une procédure de règlement des différends engagée dans le cadre de l'OMC.

7.127 À notre avis, le fait qu'en vertu de la législation des États-Unis, le DOC peut s'écarter du Sunset Policy Bulletin dans certaines conditions vient encore étayer notre constatation selon laquelle il ne s'agit pas d'un instrument juridique contraignant selon cette législation.

7.128 La conséquence de notre constatation concernant le statut du Bulletin selon le droit des États-Unis est que nous ferons abstraction de tout argument du Japon fondé exclusivement sur le Bulletin dans ses allégations concernant la "pratique" des États-Unis en tant que telle. Par conséquent, en l'absence de toute référence directe à des instruments juridiques contraignants – tels que la Loi ou le Règlement – nous constaterons que les allégations du Japon contestant la "pratique générale des États-Unis" "en tant que telle" sont dénuées de fondement. Si, toutefois, outre le Bulletin, le Japon cite aussi d'autres instruments juridiques dans ses allégations "en tant que tel", nous examinerons ces allégations sur la base de ces autres instruments juridiques.

7.129 Cela ne veut pas dire que nous ferons totalement abstraction des dispositions du Bulletin dans notre investigation. Nous prendrons plutôt en considération les dispositions du Bulletin en même temps que celles de l'Énoncé pour interpréter les autres instruments juridiques qui ont bien un statut opérationnel indépendant selon le droit des États-Unis. En particulier, l'Énoncé ayant le statut d'instrument d'interprétation faisant autorité pour l'interprétation de la Loi des États-Unis, nous le prendrons certainement en considération pour interpréter cette Loi. Toutefois, dans les cas où le seul fondement d'une allégation visant la pratique générale des États-Unis *en tant que telle* est le Bulletin, nous constaterons que cette allégation est sans fondement parce qu'elle ne repose pas sur des instruments juridiques qui puissent donner lieu indépendamment à une violation des règles de l'OMC.

7.130 Nous estimons par ailleurs qu'un instrument peut être *soit* impératif, *soit* non impératif. D'un point de vue conceptuel, un instrument doit relever de l'une de ces deux catégories. Nous ne voyons aucune raison de créer une catégorie d'instruments impératifs "*de facto*", comme celle que préconise le Japon, qui transformerait un instrument autrement non impératif en instrument impératif en considération d'une série d'actions passées. Si un instrument n'est pas contraignant, l'historique du comportement passé au titre de cet instrument ne peut pas modifier ce statut, puisqu'il ne déterminera pas nécessairement le comportement futur.

7.131 Nous notons qu'initialement le Japon a défini le Bulletin comme étant une "pratique" concernant la réalisation des réexamens à l'extinction selon le droit des États-Unis.[112] Toutefois, comme le Sunset Policy Bulletin a été adopté avant l'engagement de tout réexamen à l'extinction selon ce droit, il nous paraît difficile d'accepter la thèse selon laquelle le Bulletin contient ou reflète la pratique des États-Unis en matière de réexamens à l'extinction. À notre avis, "une pratique est une

[112] Première communication écrite du Japon, paragraphes 215 et 216.

succession répétée de réactions semblables à une série de circonstances".[113] Étant donné qu'à l'époque où le Bulletin a été adopté, les États-Unis n'avaient encore effectué aucun réexamen à l'extinction, nous constatons que le Bulletin ne peut absolument pas être considéré comme une "pratique". Toutefois, à supposer même pour les besoins de l'argumentation que le Bulletin constitue une pratique, nous constatons que cette pratique en tant que telle ne peut pas être contestée devant un groupe spécial de l'OMC. Nous trouvons des éléments étayant notre opinion dans les rapports des groupes spéciaux antérieurs.[114]

7.132 Le Japon présente aussi le Bulletin comme étant une "procédure administrative" au sens de l'article 18.4 de l'*Accord antidumping*.[115] Selon le Japon, cet article traite de procédures administratives ayant un caractère non seulement explicitement mais aussi implicitement impératif.[116] De l'avis du Japon, cela confirme que le Bulletin est une mesure qui, en tant que telle, peut être contestée devant l'OMC. L'article 18.4 de l'*Accord antidumping* dispose ce qui suit:

> "Chaque Membre prendra toutes les mesures nécessaires, de caractère général ou particulier, pour assurer, au plus tard à la date où l'Accord sur l'OMC entrera en vigueur pour lui, la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec les dispositions du présent accord, dans la mesure où elles pourront s'appliquer au Membre en question."

7.133 Nous croyons comprendre que selon le Japon, dès lors que le Bulletin est défini comme étant une "procédure administrative" au sens de cette disposition, il peut être contesté en vertu de l'Accord. Nous ne partageons pas cette opinion. À supposer même pour les besoins de l'argumentation que l'article 18.4 soit une disposition déterminant les mesures qui peuvent donner lieu à une violation des règles de l'OMC, nous ne sommes pas convaincus que la référence à des "procédures administratives" figurant à l'article 10.4 vise aussi le Bulletin.

---

[113] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tôles en acier*, *supra*, note 95, paragraphe 7.22.

[114] Dans l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, le Groupe spécial a indiqué ce qui suit:

> "[i]l est possible de s'écarter de la pratique antérieure pour autant que l'on en donne une explication motivée, ce qui empêche une telle pratique d'atteindre un statut opérationnel indépendant en ce sens qu'elle *ferait* quelque chose ou qu'elle *exigerait* telle ou telle action particulière ... La "pratique" des États-Unis ne semble donc pas avoir de statut opérationnel indépendant tel qu'elle pourrait indépendamment donner lieu à une violation des règles de l'OMC, ainsi que l'allègue le Canada." Rapport du Groupe spécial "*États-Unis – Restrictions à l'exportation*, *supra*, note 96, paragraphe 8.126.

La même question a aussi été soulevée devant le groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Tôles en acier*, *supra*, note 95, dans laquelle le Groupe spécial a affirmé ce qui suit:

> "Le fait qu'une réaction donnée à une série donnée de circonstances s'est répétée et que l'on peut prévoir qu'elle se répétera à l'avenir ne la transforme pas, à notre avis, en une mesure. Une telle conclusion laisserait imprécise et sujette à controverse elle-même la question de savoir ce qu'est une mesure, ce qui serait un résultat inacceptable selon nous. De plus, nous n'estimons pas que, du simple fait qu'il y a répétition, un Membre soit obligé de suivre sa pratique antérieure." Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tôles en acier*, *supra*, note 95, paragraphe 7.22.

Ainsi, les deux groupes spéciaux ont conclu que la pratique, en tant que telle, ne pouvait pas donner lieu indépendamment à une violation des règles de l'OMC. Nous pensons que ces rapports sont pertinents aux fins de notre analyse du Bulletin dans la présente affaire.

[115] Réponse du Japon à la question n° 6 du Groupe spécial.

[116] Réponse du Japon à la question n° 4 du Groupe spécial.

7.134 Selon nous, l'expression "procédures administratives" à l'article 18.4 fait référence à une règle préétablie applicable à la conduite d'une enquête antidumping. Selon nous, la constatation ci-après du Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Tôles en acier* vient étayer notre opinion:

> En particulier, nous ne partageons pas l'opinion selon laquelle la pratique est une "procédure administrative" au sens de l'article 18.4 de l'Accord. Il ne s'agit pas d'une règle préétablie pour la conduite des enquêtes antidumping.[117]

7.135 L'argument du Japon selon lequel le Sunset Policy Bulletin est une "mesure administrative" repose, au moins en partie, sur son observation selon laquelle le DOC a "appliqué" le Bulletin dans la totalité des 227 réexamens à l'extinction auxquels des requérants avaient participé.[118] Selon le Japon, il est remarquable que dans tous ces réexamens, le DOC ait fait une détermination positive de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. Le Japon rappelle l'affirmation de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, formulée comme suit:

> "...[nous ne sommes pas] persuadés que la réalisation d'un seul réexamen à l'extinction puisse constituer un élément de preuve concluant de la pratique du DOC et, par conséquent, du sens de la législation des États-Unis. Cela est particulièrement vrai en l'absence de renseignements quant au nombre de réexamens à l'extinction effectués, à la méthode suivie par le DOC dans d'autres réexamens, et aux résultats globaux de ces réexamens."[119]

7.136 Pour le Japon, cette affirmation laisse la possibilité d'établir que le Sunset Policy Bulletin est contraignant en présentant des éléments de preuve relatifs au nombre des réexamens à l'extinction (227) et au fait qu'une détermination de la probabilité positive a été établie à l'issue de chacun de ces réexamens. Les États-Unis, toutefois, font valoir que puisque le DOC est autorisé à s'écarter des dispositions du Sunset Policy Bulletin dans la mesure où il motive sa décision, cet argument du Japon est dénué de fondement. Selon les États-Unis, les chiffres indiqués par le Japon à cet égard ne sont pas corrects, parce qu'ils ne correspondent pas aux réexamens à l'extinction achevés, c'est-à-dire aux réexamens à l'extinction dans lesquels le DOC et l'ITC ont établi leurs déterminations de la probabilité.[120] Les États-Unis soutiennent que sur 321 réexamens à l'extinction d'ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs engagés entre juillet 1998 et décembre 1999 (y compris le réexamen à l'extinction en cause), 150 ont abouti à une détermination en vertu de laquelle l'ordonnance a été abrogée.[121]

7.137 Nous ne sommes pas convaincus par cet argument du Japon. En particulier, nous ne pensons pas que le Sunset Policy Bulletin soit une règle préétablie prescrivant une certaine manière de procéder aux réexamens à l'extinction. Le fait qu'une réaction particulière à une série particulière de circonstances se soit reproduite, et qu'on puisse même prédire qu'elle se reproduira à l'avenir sur la base d'un même document écrit, n'a pas pour effet, à notre avis, de transformer le Sunset Policy Bulletin en une "procédure administrative".

---

[117] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tôles en acier*, *supra*, note 95, paragraphe 7.22.

[118] Voir la réponse du Japon à la question n° 79 b) du Groupe spécial.

[119] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, *supra*, note 22, paragraphe 148.

[120] Réponse des États-Unis à la question n° 81 du Groupe spécial.

[121] *Ibid*. Selon les États-Unis, 163 ordonnances ont été maintenues à l'issue de réexamens à l'extinction sur la base de déterminations positives de la probabilité établies à la fois par le DOC et par l'ITC. Le Japon estime que les différences entre les nombres cités par les parties sont dues au fait que les États-Unis font état de réexamens à l'extinction concernant à la fois les droits antidumping et les droits compensateurs, tandis que le Japon se borne aux réexamens à l'extinction de droits antidumping, ainsi qu'au fait que les chiffres cités par les États-Unis ne comprennent que les réexamens achevés en décembre 2000, tandis que le Japon inclut des réexamens allant jusqu'à la fin d'août 2002. Étant donné la nature des constatations que nous faisons ici, nous ne pensons pas que ces "différences" dans les données citées soient importantes.

7.138 Conclure qu'à un certain stade, un certain comportement pourrait transformer le Bulletin en une "procédure administrative" reviendrait à ignorer que le DOC n'est pas tenu de suivre le Bulletin et peut en fait, à quelque date future, choisir de s'en écarter. De plus, nous ne pensons pas que du simple fait qu'il y a répétition le DOC serait en quelque sorte obligé de suivre le Bulletin. Nous fondons notre opinion sur la décision du Groupe spécial *États-Unis – Tôles en acier en provenance de l'Inde*.[122] Nous notons que selon les États-Unis, en vertu des lois en vigueur, le DOC peut modifier une pratique à condition d'expliquer sa décision.[123]

7.139 Par ailleurs, nous estimons que la *forme* sous laquelle le Sunset Policy Bulletin se présente ne le transforme pas en un instrument juridique impératif. Le fait que les contenus de ce Bulletin aient été réunis en un instrument unique ne modifie pas notre opinion quant à sa nature ou à sa fonction. À cet égard, nous notons que dans les affaires *États-Unis – Restrictions à l'exportation* et *États-Unis - Tôles en acier*, la "pratique" en cause n'avait pas été mise par écrit. En d'autres termes, les parties n'ont pas été en mesure de prouver en se fondant sur un seul instrument intégré l'existence et la substance de la pratique contestée. Dans la présente affaire, si, de même, les contenus du Sunset Policy Bulletin n'avaient pas été compilés, il nous serait plus facile de partager l'opinion de ces groupes spéciaux antérieurs pour décider que le Bulletin ne peut pas donner lieu à une violation des règles de l'OMC.

7.140 Selon nous, il n'est ni approprié ni juridiquement justifiable d'inférer que le Bulletin oblige l'autorité chargée de l'enquête à suivre ses dispositions dans les réexamens à l'extinction du simple fait qu'il a été mis par écrit en un instrument unique. Une telle conclusion devrait plutôt être fondée sur la nature, le fonctionnement et la substance discernable de la pratique, considérée dans le contexte global du cadre juridique du Membre concerné. En particulier, si la substance du Sunset Policy Bulletin n'avait pas été réduite à un document intégré unique, il serait plus difficile pour un groupe spécial de l'OMC de discerner – ne serait-ce qu'avec un degré minimal de certitude – sa nature, son fonctionnement et sa substance. Nous ne croyons pas devoir décourager les efforts déployés par les Membres de l'OMC pour assurer la transparence, la certitude et la prévisibilité dans la réalisation des réexamens à l'extinction. Cela irait à l'encontre des objectifs du système de règlement des différends de l'OMC énoncés à l'article 3:2 du *Mémorandum d'accord* qui dispose ce qui suit: "Le système de règlement des différends de l'OMC est un élément essentiel pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral".

7.141 Le Japon n'ayant cité aucun libellé figurant ailleurs dans les instruments juridiques des États-Unis applicables qui suggérerait que le Bulletin est contraignant pour les autorités administratives des États-Unis, nous concluons que le Bulletin ne prescrit pas, en lui-même et à lui seul, un certain comportement et ne peut donc pas être contesté en tant que tel en vertu du droit de l'OMC.

7.142 Enfin, à cet égard, nous notons l'affirmation ci-après de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*:

---

[122] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tôles en acier*, *supra*, note 95, paragraphe 7.22.

[123] À cet égard, les États-Unis ont indiqué ce qui suit:

"Une partie intéressée s'attendrait que le DOC ne soit pas arbitraire ou inconséquent lorsqu'il applique la loi et analyse des situations identiques ou similaires. Si le DOC décidait de changer son analyse et que cette décision revienne à s'écarter de la pratique antérieure, le DOC expliquerait sa détermination dans cette affaire et ménagerait normalement aux parties la possibilité de présenter des observations sur cette modification avant de rendre une détermination finale. Dans la détermination finale, le DOC examinerait alors les observations présentées à une partie sur cette question."

Réponse des États-Unis à la question n° 9 d) du Groupe spécial.

Nous n'estimons pas que le Japon ait effectivement réfuté cette affirmation.

> Ainsi, la législation d'un Membre défendeur sera considérée comme étant *compatible* avec les règles de l'OMC jusqu'à preuve évidente du contraire. Il incombe à la partie affirmant que la législation nationale d'une autre partie, en tant que telle, est incompatible avec les obligations conventionnelles pertinentes d'apporter des éléments de preuve quant à la portée et au sens de ladite législation pour étayer cette affirmation. De tels éléments de preuve seront habituellement constitués par le texte de la législation ou des instruments juridiques pertinents, qui pourra être étayé, selon que de besoin, par des éléments de preuve de l'application constante de cette législation, les arrêts des tribunaux nationaux concernant le sens de cette législation, les opinions des experts juridiques et les écrits de spécialistes reconnus. La nature et la portée des éléments de preuve exigés pour s'acquitter de la charge de la preuve varieront d'une affaire à l'autre.[124] (note de bas de page omise, italique dans l'original)

7.143 Le Japon fait valoir que l'affirmation ci-dessus de l'Organe d'appel étaye la thèse selon laquelle le Sunset Policy Bulletin en tant que tel peut être contesté devant un groupe spécial de l'OMC.[125] Selon les États-Unis, toutefois, cette affirmation ne peut pas être interprétée comme signifiant que le Sunset Policy Bulletin en tant que tel peut être contesté en vertu du droit de l'OMC. Les États-Unis font valoir que l'Organe d'appel précise le type d'élément de preuve qui peut être présenté par la partie contestant la législation d'un Membre de l'OMC en tant que telle devant un groupe spécial de l'OMC ou devant l'Organe d'appel dans ses efforts pour établir le bien-fondé de sa cause.[126] Nous pensons comme les États-Unis que l'affirmation ci-dessus de l'Organe d'appel ne peut pas être interprétée comme signifiant que le Sunset Policy Bulletin "en tant que tel" peut être contesté en vertu du droit de l'OMC. Elle indique plutôt le type d'élément de preuve qui peut être présenté par la partie plaignante dans des cas où la législation d'un Membre de l'OMC est contestée. Par conséquent, cette décision ne modifie pas notre constatation selon laquelle le Sunset Policy Bulletin en tant que tel ne peut pas être contesté devant un groupe spécial de l'OMC.

7.144 À cet égard, nous notons aussi que l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*, a examiné la constatation du groupe spécial concernant la compatibilité avec les obligations contractées par les États-Unis dans le cadre de l'OMC d'une certaine méthode employée par le DOC dans les enquêtes en matière de droits compensateurs.[127] L'Organe d'appel a examiné la constatation du Groupe spécial concernant la compatibilité avec les règles de l'OMC de la méthode employée, en se fondant sur la manière dont le Groupe spécial l'avait caractérisée. Rien n'indique, ni dans le rapport du groupe spécial, ni dans celui de l'Organe d'appel, que la question liminaire de savoir si la méthode "en tant que telle" pouvait être contestée devant un groupe spécial de l'OMC a été soulevée dans ladite affaire. À notre avis, en l'absence d'un tel examen de la part de l'Organe d'appel, le simple fait que l'Organe d'appel a établi une constatation quant à la compatibilité d'une certaine méthode "en tant que telle" avec certaines dispositions de l'OMC ne peut pas être considéré comme signifiant que le Sunset Policy Bulletin en tant que tel est nécessairement susceptible d'être contesté.

7.145 Pour toutes ces raisons, nous constatons que l'allégation "en tant que tel" du Japon est dénuée de fondement parce que le Sunset Policy Bulletin n'est pas un instrument juridique impératif imposant une manière de procéder particulière et ne peut donc pas, en lui-même et à lui seul, donner lieu à une violation des règles de l'OMC.

---

[124] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, *supra*, note 22, paragraphe 157.

[125] Réponse du Japon à la question n° 79 b) du Groupe spécial.

[126] Réponse du Japon à la question n° 79 a) du Groupe spécial.

[127] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*, *supra*, note 95, paragraphes 129 et 146.

b) Le Sunset Policy Bulletin des États-Unis tel qu'il est appliqué dans le réexamen à l'extinction en cause

i) Arguments des parties

Japon

7.146 Le Japon soutient que, dans le réexamen à l'extinction en cause: i) le DOC a agi de manière incompatible avec les articles 2, 11.3 et 18.3 de l'*Accord antidumping* en utilisant des marges de dumping antérieures à l'*Accord sur l'OMC*, fondées sur des méthodes incompatibles avec les règles de l'OMC, pour faire sa détermination selon laquelle le dumping subsisterait ou se reproduirait; ii) le DOC a agi de manière incompatible avec l'article 2.4 en utilisant des marges de dumping calculées dans le cadre de l'enquête initiale et de réexamens administratifs sur la base de la "réduction à zéro"; iii) le DOC a agi de manière incompatible avec les articles 2, 11.3 et 18.3 en communiquant les marges de dumping calculées dans le cadre de l'enquête initiale à l'ITC pour que celle-ci les utilise dans sa détermination de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise établie à l'issue d'un réexamen à l'extinction.

États-Unis

7.147 Les États-Unis soutiennent que les méthodes employées dans le calcul des marges de dumping antérieures à l'OMC ne peuvent pas être contestées au titre du présent *Accord antidumping* parce que l'article 18.3 dispose que l'*Accord antidumping* n'est applicable qu'aux enquêtes et réexamens mis en route sur la base de demandes déposées après l'entrée en vigueur de l'Accord, soit le 1er janvier 1995 pour les États-Unis. Étant donné que l'enquête initiale en question a été effectuée avant cette date, les déterminations faites par le DOC dans le cadre de cette enquête ne peuvent pas être contestées devant le présent Groupe spécial.

7.148 Les États-Unis estiment que tout ce que l'article 11.3 prescrit au DOC de faire dans un réexamen à l'extinction est de déterminer la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise dans le cas où l'ordonnance serait abrogée après cinq années d'application. Il ne prescrit pas la quantification de la marge qui subsistera ou se reproduira probablement, et n'indique pas non plus de méthode particulière à suivre pour faire une telle détermination. Il s'ensuit que l'utilisation par le DOC de marges de dumping anciennes, y compris les marges résultant de réexamens administratifs, dans le cadre de son analyse de la probabilité dans le réexamen à l'extinction en cause, n'est pas incompatible avec les prescriptions de l'article 11.3.

7.149 En ce qui concerne les marges de dumping communiquées par le DOC à l'ITC, les États-Unis affirment que le fait que le DOC communique à l'ITC la marge à laquelle il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira n'est pas pertinente, parce qu'aucune obligation de ce genre n'a été imposée aux Membres de l'OMC par l'*Accord antidumping*. Les États-Unis font observer que selon leur législation[128] le DOC, dans un réexamen à l'extinction, communique à l'ITC la marge de dumping initiale à moins qu'il ne détermine que le dumping a été éliminé ou que la marge de dumping a diminué et que le volume des importations est resté constant ou a augmenté après l'imposition de l'ordonnance antidumping. Dès lors que ces deux conditions n'étaient pas remplies dans le réexamen en cause, le DOC a communiqué à l'ITC la marge initiale.

[128] À cet égard, les États-Unis font référence aux articles 752 a) 6) et 752 c) 3) de la Loi, à l'Énoncé et au Sunset Policy Bulletin. Voir la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 139.

ii) Évaluation par le Groupe spécial

7.150 Nous rappelons les faits ci-après qui sont pertinents pour l'examen des allégations du Japon: l'enquête initiale a été effectuée et la mesure initiale imposée avant l'entrée en vigueur de l'*Accord sur l'OMC*, donc du présent *Accord antidumping*. Quatre réexamens administratifs ont été effectués après l'imposition de la mesure antidumping initiale et après l'entrée en vigueur de l'*Accord antidumping*. Dans les deux premiers de ces réexamens administratifs[129], le DOC a calculé de nouvelles marges de dumping pour les périodes sur lesquelles portait le réexamen. Ces marges de dumping, qui s'établissaient à environ 12 pour cent et 2 pour cent, respectivement, étaient nettement plus faibles que la marge initiale d'environ 36 pour cent. Les deux derniers réexamens administratifs de ce genre[130] ont été rescindés. Ainsi, aucun calcul n'a été effectué dans le cadre de ces réexamens. Dans le réexamen à l'extinction en cause, le DOC a estimé que puisque l'existence d'un dumping avait été constatée lors de tous les réexamens administratifs effectués après l'imposition de l'ordonnance et puisque le volume des importations avait diminué après l'imposition de cette ordonnance et était demeuré à des niveaux relativement bas, il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si le droit était supprimé.[131]

7.151 Sur cette base, nous examinons successivement chacune des trois allégations du Japon.

i) Utilisation alléguée par le DOC de marges de dumping établies dans l'enquête initiale

7.152 Le Japon allègue que dans sa détermination positive de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise établie dans le réexamen à l'extinction en cause, le DOC a utilisé des marges calculées dans l'enquête initiale conformément aux règles antérieures à l'OMC parce que le présent accord n'était pas encore entré en vigueur à l'époque. Étant donné que certaines pratiques employées dans les déterminations en matière de dumping avant l'entrée en vigueur du présent accord sont désormais incompatibles avec les règles de l'OMC, l'utilisation de ces marges vicierait les déterminations en matière de probabilité établies dans le réexamen en cause.

7.153 Avant d'examiner cette question, nous indiquons ce que nous ne sommes *pas* invités à examiner. Il n'est pas contesté que le DOC n'a *pas* entrepris un calcul ou un nouveau calcul de marges de dumping dans le réexamen à l'extinction en cause. Le Japon n'allègue pas non plus que les techniques désormais incompatibles avec les règles de l'OMC qu'il cite aient été employées par le DOC dans le réexamen à l'extinction en cause. L'allégation du Japon est plutôt que le DOC a agi de manière incompatible avec ses obligations au titre des dispositions citées en utilisant des marges de dumping antérieures à l'OMC calculées selon certaines méthodes qui sont incompatibles avec les règles de l'OMC. Le Japon ne soutient *pas* que l'utilisation dans le cadre de réexamens à l'extinction de marges de dumping calculées lors des enquêtes initiales est en soi incompatible avec les règles de l'OMC. De l'avis du Japon, ce sont les méthodes désormais incompatibles avec les règles de l'OMC employées dans le calcul de ces marges antérieures à l'OMC qui rendent la détermination établie par les États-Unis à l'issue du réexamen à l'extinction incompatible avec les articles 2, 11.3 et 18.3 de l'*Accord antidumping*.

---

[129] Pour l'engagement du premier réexamen administratif, voir 62 FR 50292 (25 septembre 1997) (pièce n° 14a du Japon, page 50292). Pour l'engagement du deuxième réexamen administratif, voir 63 FR 51893 (29 septembre 1998) (pièce n° 15a du Japon, page 51893).

[130] Pour l'engagement du troisième réexamen administratif, voir 64 FR 53318 (1er octobre 1999) (pièce n° 16a du Japon, page 53318). Pour l'engagement du quatrième réexamen administratif, voir 65 FR 58733 (2 octobre 2000) (pièce n° 17a du Japon, page 58733).

[131] *Corrosion-Resistant Carbon Steel Flat Products from Japan; Final Results of Full Sunset Review of Antidumping Duty Order*, 65 FR 47380 (2 août 2000) (pièce n° 8e du Japon, page 5).

7.154 La première question dont nous soyons saisis est celle de savoir si, dans le réexamen à l'extinction en cause, le DOC a en fait utilisé les marges initiales comme base de sa détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. Nous examinons donc la détermination du DOC pour chercher à savoir si le DOC a utilisé de cette manière les marges initiales.

7.155 À en juger par la détermination finale du DOC telle qu'elle est libellée, il nous apparaît que le DOC n'a pas utilisé les marges initiales de dumping pour établir sa détermination sur le point de savoir s'il y avait une probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. Au contraire, la détermination établie par le DOC indique clairement que le DOC s'est fondé *uniquement* sur les marges de dumping calculées lors des *réexamens administratifs* pour établir sa détermination sur le point de savoir s'il y avait une probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise.[132]

7.156 Nous constatons donc que le DOC n'a pas utilisé les déterminations initiales de l'existence d'un dumping comme base de sa détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise dans le réexamen à l'extinction en cause. Il n'est donc pas nécessaire que nous examinions si cette utilisation alléguée de la détermination de l'existence d'un dumping établie dans une enquête initiale antérieure à l'OMC aurait été incompatible avec les articles 2, 11.3 et 18.3 de l'*Accord antidumping*.[133]

ii) Utilisation par le DOC dans le réexamen à l'extinction en cause de marges de dumping établies lors de réexamens administratifs effectués après l'imposition des mesures initiales.

7.157 Nous croyons comprendre que le Japon conteste le fait que le DOC a utilisé des marges de dumping établies lors de réexamens administratifs effectués après l'imposition de la mesure initiale, et après l'entrée en vigueur de l'*Accord sur l'OMC*, parce qu'elles avaient été calculées sur la base de la "réduction à zéro".[134] Pour être clair, le Japon ne soutient pas que l'utilisation dans des réexamens à l'extinction de marges de dumping calculées lors de réexamens administratifs est en soi incompatible avec les règles de l'OMC. Le Japon n'allègue pas non plus ici que les droits perçus conformément aux déterminations établies dans le cadre de réexamens administratifs constituaient des mesures incompatibles. Le Japon allègue plutôt que l'utilisation par le DOC de marges établies dans le cadre de réexamens administratifs, qui avaient été calculées sur la base d'une "réduction à zéro", est incompatible avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*, le DOC ne s'étant pas assuré que ces marges

---

[132] *Corrosion-Resistant Carbon Steel Flat Products from Japan; Final Results of Full Sunset Review of Antidumping Duty Order*, 65 FR 47380 (2 août 2000) (pièce n° 8e du Japon, pages 5 et 6): "Comme cela est indiqué dans nos résultats préliminaires, et comme les parties intéressées nationales le font observer, les marges sont restées supérieures au niveau *de minimis* dans chacun des réexamens administratifs effectués depuis la publication de l'ordonnance." La détermination indique également ce qui suit: "... le DOC constate que l'existence de marges de dumping après la publication de l'ordonnance est une indication extrêmement probante de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira."

[133] Les incompatibilités citées par le Japon concernant l'utilisation alléguée par le DOC des marges de dumping initiales sont les suivantes: l'utilisation de la "réduction à zéro"; le calcul de la marge de dumping sur la base d'une comparaison entre transactions aux États-Unis individuelles et moyenne pondérée des prix sur le marché intérieur; utilisation des ventes sur le marché intérieur du pays exportateur pour déterminer la valeur normale seulement dans les cas où moins de 10 pour cent de ces ventes se faisaient à un prix inférieur au coût de production (par opposition au niveau actuel de "20 pour cent" mentionné à l'article 2.2.1, auquel le Japon fait référence); et application d'un minimum réglementaire de 10 pour cent pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général et d'un minimum réglementaire de 8 pour cent pour les bénéfices dans la construction de la valeur normale. Voir la première communication écrite du Japon, paragraphes 14, 172 et 181; réponse du Japon à la question n° 27 du Groupe spécial.

[134] Quatrième réexamen administratif (pièce n° 14 c) et d) du Japon); cinquième réexamen administratif (pièce n° 15 c) et d) du Japon).

étaient compatibles avec les règles de l'OMC avant de les utiliser comme base de sa détermination de la probabilité.[135]

7.158 Le DOC a appliqué une méthode moyenne pondérée à transaction pour établir les marges de dumping dans le cadre de réexamens administratifs. Nous croyons comprendre que le Japon ne conteste pas l'emploi par les États-Unis de cette méthode, en lui-même et à lui seul.[136] Le Japon allègue plutôt que l'utilisation par le DOC, dans le réexamen à l'extinction en cause, de marges de dumping calculées dans le cadre de réexamens administratifs sur la base de la "réduction à zéro" est incompatible avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*.

7.159 Nous sommes conscients que la méthode de la réduction à zéro peut accroître la marge de dumping – comparée à une méthode de calcul tenant pleinement compte des marges de dumping négatives – parce qu'elle ne permet pas de déduire les marges de dumping négatives lors du calcul de la marge globale. Ce qui est peut-être plus important ici, la réduction à zéro peut modifier la constatation quant à l'*existence* même d'un dumping, c'est-à-dire qu'elle peut conduire à une détermination positive de l'existence d'un dumping alors que l'existence d'un dumping n'aurait pas été établie en l'absence de la réduction à zéro. Le Japon allègue en l'espèce qu'il n'y aurait pas eu constatation de l'existence d'un dumping au moins dans le réexamen administratif en question le plus récent si le DOC n'avait pas "ramené à zéro".[137] Cela, à son tour, aurait pu changer le résultat du réexamen à l'extinction subséquent dans lequel le DOC a utilisé les déterminations positives de l'existence d'un dumping établies dans le réexamen administratif comme l'une des bases factuelles lui permettant d'établir la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise.

7.160 La question dont nous sommes saisis est donc de savoir si l'utilisation par le DOC dans le réexamen à l'extinction en cause des marges de dumping qui avaient été calculées lors de réexamens administratifs sur la base de la "réduction à zéro" est incompatible avec l'article 2.4.

---

[135] L'Organe d'appel a régulièrement affirmé que le mandat d'un groupe spécial était une question fondamentale – "touchant à la *compétence* d'un groupe spécial" – qu'un groupe spécial devait examiner. Nous rappelons le cadre de notre analyse de la portée de notre mandat en vertu de l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*, *supra*, 7.49. Nous voudrions faire observer que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon (WT/DS244/4) mentionne seulement une allégation à cet égard au titre de l'article 2.4 (plus exactement, de l'article 2.4.2) et *non* au titre de l'article 11.3. Il y est indiqué, dans la partie pertinente:

> "Les marges de dumping que le DOC a utilisées dans ses réexamens à l'extinction de la mesure ... sont incompatibles avec les obligations dans le cadre de l'OMC comme suit: ...
>
> ii) Le DOC a pour pratique habituelle de ramener à zéro les marges négatives lorsqu'il calcule les marges de dumping. Il a suivi cette pratique pour calculer les marges de dumping dans les enquêtes initiales et les réexamens administratifs dans la présente affaire. L'Organe d'appel a constaté que cette pratique de réduction à zéro était incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping dans l'affaire *CE - Linge de lit* (WT/DS141). La pratique générale des États-Unis et son application dans la présente affaire sont donc incompatibles avec l'article 2.4 (en particulier le paragraphe 2.4.2) de l'Accord antidumping et avec l'article X:3 du GATT de 1994."

De plus, en réponse aux questions n° 27 et 33 du Groupe spécial, le Japon a désigné l'article 2.4 comme étant la base juridique qui empêcherait l'utilisation de marges ramenées à zéro pour fonder une détermination à l'issue d'un réexamen à l'extinction. Nous estimons donc que l'allégation du Japon à cet égard est fondée sur une violation alléguée de l'article 2.4. Néanmoins, comme le Japon se réfère aussi à l'article 11.3 dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial en général, nous prenons aussi en compte les obligations énoncées dans cet article pour examiner cette allégation du Japon.

[136] Réponses du Japon aux questions posées par le Groupe spécial à l'issue de la première réunion du Groupe spécial.

[137] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 113. Voir aussi la première communication écrite du Japon, paragraphe 183 et note de bas de page 226.

7.161 À notre avis, dans notre examen de cette question, nous avons d'abord à résoudre deux questions préliminaires fondamentales: premièrement, la question de savoir si l'article 2.4 *prescrit* le calcul dans le cadre d'un réexamen à l'extinction d'une marge de dumping future probable aux fins de l'établissement d'une détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise; et deuxièmement, la question de savoir si l'article 2.4 s'applique à une détermination de la probabilité au titre de l'article 11.3, si bien qu'il *prescrit* qu'une détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise établie dans un réexamen à l'extinction soit fondée sur une détermination de l'existence d'un dumping ou d'une marge de dumping calculée conformément à l'article 2.4.

7.162 En ce qui concerne la première question, si le Japon soutient qu'une détermination de la probabilité suppose une quantification[138], il ne conteste pas qu'il n'est pas nécessaire de calculer de manière précise la marge de dumping future probable pour fonder une détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. Le Japon admet[139] que dans un réexamen à l'extinction les autorités chargées de l'enquête ne sont *pas* tenues d'effectuer le même type de (nouveau) calcul de la marge de dumping que dans une enquête initiale. Les États-Unis ne l'ont pas fait. Il n'est donc pas nécessaire que nous examinions s'il y a violation de l'article 2.4 en ce qui concerne tout calcul d'une marge de dumping future probable aux fins de l'établissement d'une détermination de la probabilité.

7.163 En ce qui concerne la seconde question, le Japon ne conteste pas que des éléments de preuve relatifs à l'existence d'un dumping depuis l'imposition de la mesure puissent constituer des éléments de preuve pertinents qu'une autorité peut prendre en considération lorsqu'elle fait une détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. Selon nous, le Japon allègue plutôt que si une autorité utilise les éléments de preuve relatifs à l'existence d'un dumping qui se présentent sous la forme de marges de dumping passées, les dispositions de l'article 2 sont pertinentes et que l'autorité chargée de l'enquête doit s'assurer de la compatibilité de ces marges avec les obligations inscrites à l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*.

7.164 Nous examinons donc si le DOC a agi de manière incompatible avec l'article 2.4 en utilisant dans le réexamen à l'extinction en cause les marges de dumping calculées dans le cadre de réexamens administratifs.

7.165 Nous pensons que pour procéder à cet examen, nous devons d'abord examiner le texte de l'article 11.3, puisque cet article énonce les obligations centrales applicables aux réexamens à l'extinction. Nous rappelons une fois encore que l'article 11.3 dispose ce qui suit:

> "Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé (ou à compter de la date du réexamen le plus récent au titre du paragraphe 2 si ce réexamen a porté à la fois sur le dumping et le dommage, ou au titre du présent paragraphe), à moins que les autorités ne déterminent, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date, soit de leur propre initiative, soit à la suite d'une demande dûment justifiée présentée par la branche de production nationale ou en son nom, dans un laps de temps raisonnable avant cette date, qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. Le droit pourra demeurer en vigueur en attendant le résultat de ce réexamen". (note de bas de page omise)

7.166 Nous rappelons notre analyse de l'article 11.3 relativement aux allégations du Japon concernant les critères en matière de preuve applicables à l'engagement à l'initiative des autorités des

---

[138] Par exemple, deuxième déclaration orale du Japon, paragraphe 28. Le Japon se réfère dans ce contexte à la nécessité d'évaluer l'importance de la marge de dumping probable.

[139] Première communication écrite du Japon, paragraphe 170.

réexamens à l'extinction (*supra*, paragraphe 7.25 à 7.27) et le critère *de minimis* applicable dans les réexamens à l'extinction (*supra*, paragraphe 7.67 et 7.68). De même, nous notons que l'article 11.3 ne dit rien de la manière dont une autorité devrait ou doit établir dans un réexamen à l'extinction qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. Cette disposition elle-même ne prescrit aucun paramètre concernant aucune prescription méthodologique que l'autorité chargée de l'enquête d'un Membre devrait respecter lorsqu'elle établit une telle détermination de "probabilité". Elle n'exige pas explicitement que cette autorité prenne en considération des éléments de preuve en matière de dumping postérieurs à l'imposition de l'ordonnance, et ne dispose pas que toute détermination en matière de dumping utilisée dans un réexamen à l'extinction devrait ou doit être faite conformément aux prescriptions de l'article 2, intitulé "Détermination de l'existence d'un dumping". Si les paragraphes 4 et 5 de l'article 11 contiennent plusieurs renvois à d'autres articles de l'*Accord antidumping*, ils n'en contiennent aucun à la détermination de l'existence d'un dumping au titre de l'article 2. Ces renvois indiquent que si les rédacteurs avaient voulu que les disciplines énoncées à l'article 2 applicables au calcul des marges de dumping soient aussi applicables dans les réexamens à l'extinction, ils l'auraient indiqué explicitement.

7.167 Comme nous l'avons indiqué, le texte de l'article 11.3 n'énonce aucune méthode précise qui devrait être suivie pour établir une détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. À cet égard, nous rappelons nos affirmations (*supra*, paragraphe 7.24) relatives aux dispositions de la *Convention de Vienne*, qui exigent que nous fondions notre interprétation de l'*Accord antidumping* sur le texte de cet accord. En tant qu'interprètes d'un traité, nous ne sommes pas autorisés à donner du texte une lecture qui inclue des mots et des notions qui n'y figurent pas, ou qui en exclue des termes qui y *sont*. Nous voyons une différence fondamentale entre la référence figurant dans le texte de l'article 11.3 à une *détermination* de la *probabilité* que le dumping *subsistera ou se reproduira* et la référence à la *détermination* de l'existence d'un dumping figurant dans le texte de l'article 2. Il est certain que l'article 11.3 ne prescrit *pas* une *détermination de l'existence d'un dumping*, comme le fait l'article 2.

7.168 Nous ne croyons donc pas que les disciplines de fond énoncées à l'article 2 régissant le calcul des marges de dumping aux fins d'une *détermination de* l'existence d'un dumping soient applicables à l'établissement d'une *détermination de la probabilité* que le dumping *subsistera ou se reproduira* au titre de l'article 11.3. En décider autrement reviendrait à dire qu'une nouvelle détermination complète concernant l'existence d'un dumping depuis l'imposition de l'ordonnance serait nécessaire dans un réexamen à l'extinction. Nous ne voyons pas qu'une telle obligation soit inscrite dans le texte de l'article 11.3 ou dans celui de l'article 2 de l'*Accord antidumping*.

7.169 Nous ne croyons donc pas qu'il soit nécessaire d'examiner plus avant les allégations du Japon fondées sur l'allégation selon laquelle l'utilisation de marges obtenues dans des réexamens administratifs calculées selon la méthode de la réduction à zéro rendait la détermination de la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait établie par le DOC incompatible avec l'article 2.4.[140]

7.170 Pour ces raisons, nous constatons que les États-Unis n'ont pas agi de manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2.4 à cet égard.

7.171 Selon nous, l'allégation du Japon concernant l'utilisation par le DOC des marges de dumping établies dans les réexamens administratifs – sur la base d'une méthode de moyenne pondérée à transaction comportant la réduction à zéro – est fondée sur une incompatibilité avec l'article 2.4.[141]

---

[140] En conséquence, nous n'avons pas à nous prononcer et n'exprimons aucune opinion sur le point de savoir si la "réduction à zéro" dans un "réexamen administratif" serait incompatible avec la prescription de "comparaison équitable" figurant à l'article 2.4.

[141] Voir, *supra*, note 135.

7.172 Nous ne croyons pas que le Japon ait allégué que, même en l'absence d'une violation de l'article 2.4, le fait que le DOC s'est fondé sur l'existence d'un dumping telle qu'elle avait été établie dans des réexamens administratifs pour parvenir à une détermination de la probabilité positive a eu pour effet de vicier ou d'affaiblir la base factuelle de cette détermination, ce qui aurait exclu la possibilité que le DOC dispose d'éléments de preuve positifs suffisants sur lesquels fonder sa détermination, en violation de l'article 11.3.[142] Dans la mesure où ils font intervenir l'article 11.3, les arguments présentés par le Japon à l'appui de son allégation nous semblent faire allusion *exclusivement* à une violation potentielle de l'article 11.3 consécutive à une violation de l'article 2.4 et en résultant.[143] Néanmoins, pour le cas où nous aurions interprété les allégations et arguments du Japon ainsi que notre mandat de manière excessivement restrictive, nous estimons qu'il serait aussi constructif d'examiner, à titre subsidiaire, si, même si le Japon avait fondé cette allégation sur l'article 11.3 (en l'absence d'une violation de l'article 2.4), les États-Unis ont agi de manière incompatible avec cet aspect de l'article 11.3. Nous estimons que les États-Unis n'ont pas agi de manière incompatible avec l'article 11.3 pour les raisons suivantes.

7.173 L'article 11.3 renvoie à une détermination de la "probabilité que le *dumping* subsistera ou se reproduira" (pas d'italique dans l'original). Toutefois, l'article 11.3 lui-même ne contient aucune définition spécifique ou spéciale de ce terme aux fins des seuls réexamens à l'extinction.

7.174 Nous examinons donc le sens et l'effet de la référence au terme "dumping" contenu dans le texte de l'article 11.3. Selon nous, le "dumping" dont il est question à l'article 11.3 correspond au type de situation régi par l'*Accord antidumping* et par l'article VI du *GATT de 1994*. L'article 2 de l'*Accord antidumping* énonce les règles applicables à la "détermination de l'existence d'un dumping", lorsqu'une telle détermination est requise.[144] Nous pensons que lorsque l'article 2 élucide les prescriptions relatives à la détermination de l'existence d'un dumping, il donne aussi des indications

---

[142] Voir, *supra*, note 135. De fait, les allégations du Japon relatives à la "détermination de la probabilité" au titre de l'article 11.3 nous semblent porter essentiellement sur les facteurs prétendument pertinents que le DOC *n'a pas* pris en compte, et non sur d'éventuels vices inhérents aux facteurs que le DOC a effectivement *pris* en compte dans le réexamen à l'extinction en cause.

[143] Par exemple, deuxième déclaration orale du Japon, paragraphe 42: "Une détermination en matière de dumping qui s'appuie sur la méthode de la réduction à zéro n'est pas compatible avec les obligations au titre de l'article 2. Étant donné que le DOC continue d'utiliser des marges de dumping qui "ramènent à zéro" les marges négatives dans les enquêtes initiales et réexamens administratifs auxquels il a procédé pour déterminer l'"existence d'un dumping" et son importance dans les réexamens à l'extinction, les États-Unis agissent de manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 11.3"; première communication écrite du Japon, paragraphe 179: "Les dispositions de l'article 2.4 et de l'article 2.4.2 et le raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Linge de lit* doivent s'appliquer avec la même force aux déterminations en matière de "dumping" au titre de l'article 11.3"; première communication écrite du Japon, paragraphe 175: "L'article 2.4 et l'article 2.4.2 sont par conséquent incorporés dans les déterminations en matière de "dumping" lors de réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3."

[144] Cette opinion est étayée par le texte de l'article 2, intitulé "Détermination de l'existence d'un dumping". L'article 2.1 dispose ce qui suit:

> "*Aux fins du présent accord*, un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping, c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale, si le prix à l'exportation de ce produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre, est inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur." (pas d'italique dans l'original)

Le premier paragraphe de l'article 2.1 commence par le membre de phrase "Aux fins du présent accord ...". Ce texte introductif permet de penser que cette disposition décrit une notion qui est généralement pertinente tout au long de l'*Accord antidumping*.

quant aux *types* de renseignement qui peuvent être pertinents lorsqu'il s'agit d'examiner dans le cadre d'un réexamen à l'extinction s'il y a présence ou absence de dumping depuis l'imposition de l'ordonnance.

7.175 Nous rappelons une fois encore la différence entre la référence textuelle de l'article 11.3 à une détermination de la *probabilité que* le dumping *subsistera ou se reproduira* et la référence textuelle de l'article 2 à une *détermination* de l'existence d'un dumping. Nous pensons que cette différence est également décisive lorsqu'il s'agit de déterminer la nature de l'obligation de l'autorité chargée de l'enquête en ce qui concerne les éléments de preuve relatifs à l'existence (ou à l'absence) d'un dumping depuis l'imposition de l'ordonnance sur lesquels elle peut se fonder pour établir une détermination de la probabilité à l'issue d'un réexamen à l'extinction.

7.176 De fait, cette différence textuelle nous amène à conclure que les éléments de preuve relatifs à l'existence (ou à l'absence) d'un dumping pendant la période où le droit était en vigueur qui peuvent être examinés par l'autorité chargée de l'enquête dans un réexamen à l'extinction au titre de l'article11.3 ne se bornent pas à la détermination complète de l'existence d'un dumping faite conformément à l'article 2. Le fait que l'article 2 peut éclairer les *types* de renseignement que l'autorité chargée de l'enquête peut juger pertinents aux fins d'une détermination de la probabilité à l'issue d'un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3 n'impose pas, à notre avis, à l'autorité chargée de l'enquête dans un réexamen à l'extinction qui utilise des éléments de preuve relatifs au dumping depuis l'imposition de l'ordonnance l'obligation d'utiliser *seulement* une détermination de l'existence d'un dumping pleinement conforme aux exigences de l'article 2.[145]

7.177 Nous ne voulons pas dire par là que l'*Accord antidumping* n'énonce aucune obligation régissant la nature essentielle d'une détermination de la probabilité à l'issue d'un réexamen à l'extinction.[146] Le texte de l'article 11.3 énonce une obligation de "déterminer" qu'il est probable que

---

[145] Notre opinion est étayée par le rapport du Groupe spécial *Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique* ("*Guatemala – Ciment II*"), WT/DS156/R, adopté le 17 novembre 2000, paragraphe 8.35. Dans cette affaire, le Groupe spécial devait examiner la question du rapport existant entre les éléments de preuve nécessaires pour fonder l'ouverture d'une enquête antidumping au titre de l'article 5.3, et la définition du dumping figurant à l'article 2 de l'Accord. Ce Groupe spécial a indiqué ce qui suit:

> "... lorsqu'on lit le paragraphe 5.3 dans le contexte du paragraphe 5.2, les éléments de preuve dont il est fait mention au paragraphe 5.3 ne peuvent être que des éléments de preuve de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité. Nous observons dans un deuxième temps que les seules précisions données dans l'Accord antidumping relativement au terme "dumping" sont celles qui figurent à l'article 2. Par conséquent, pour déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping, les autorités ne peuvent faire entièrement abstraction des éléments qui laissent entrevoir l'existence de cette pratique, tels qu'ils sont exposés à l'article 2. Si nous procédons à la présente analyse, ce n'est pas dans l'intention de déterminer que l'ouverture d'une enquête contrevenait à l'article 2, mais plutôt pour établir la marche à suivre aux fins de notre examen de la détermination du Ministère selon laquelle il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping pour justifier l'ouverture d'une enquête. Bien entendu, nous ne voulons pas donner à penser que les autorités doivent disposer, au moment d'ouvrir une enquête, d'éléments de preuve relatifs à l'existence d'un dumping, au sens de l'article 2, suivant la quantité et la qualité qui seraient nécessaires pour étayer une détermination préliminaire ou finale. Une enquête antidumping est un processus au cours duquel on acquiert graduellement la certitude de l'existence de tous les éléments nécessaires à l'adoption d'une mesure au fur et à mesure que progresse l'enquête. Néanmoins, les éléments de preuve doivent être tels que des autorités impartiales et objectives pourraient déterminer qu'il y a des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping, au sens de l'article 2, pour justifier l'ouverture d'une enquête."

[146] Nous examinons la nature de la détermination de la probabilité prévue à l'article 11.3 avec plus de détail *infra*.

le dumping subsistera ou se reproduira. La prescription voulant qu'une "détermination" soit établie en ce qui concerne la probabilité interdit donc à l'autorité chargée de l'enquête d'assumer simplement que cette probabilité existe. Il est clair que pour continuer d'imposer la mesure après l'expiration de la période de cinq ans, l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer, en se fondant sur des éléments de preuve positifs[147], qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé. L'autorité chargée de l'enquête doit disposer d'une base factuelle suffisante pour lui permettre de tirer des conclusions motivées et adéquates concernant la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise.

7.178 En ce qui concerne la nature de la détermination de la "probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise" au titre de l'article 11.3, nous estimons que la "probabilité" est une notion intrinsèquement prospective. Elle suppose une estimation de la probabilité qui doit nécessairement comporter moins de certitude et de précision que ce que permettrait d'obtenir une analyse purement rétrospective. La certitude arithmétique n'est pas requise, mais les conclusions auxquelles parvient l'autorité chargée de l'enquête doivent pouvoir être raisonnablement démontrées sur la base des éléments de preuve produits. À cet égard, nous faisons nôtre l'opinion du Groupe spécial *États-Unis - DRAM* selon laquelle "une analyse comportant des prédictions peut rarement prétendre à un critère d'inévitabilité".[148] Il y a donc une différence appréciable quant au degré de certitude et de précision requis dans une détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise au titre de l'article 11.3 et dans une détermination de l'existence d'un dumping au titre de l'article 2, qui suppose le calcul de marges de dumping conformément aux règles énoncées dans ce dernier article.

7.179 De plus, pour établir une détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise, il n'est pas nécessaire qu'il ait été constaté que le dumping existait ou subsistait depuis l'imposition de la mesure. Nous tirons cette conclusion de la référence au fait de "se reproduire" qui selon nous est une référence au renouvellement d'un phénomène qui a cessé. Nous notons que dans certaines circonstances, l'imposition de l'ordonnance a pu avoir pour résultat la cessation du dumping.[149] Comme nous l'avons déjà dit, le texte de l'article 11.3 n'exige pas une *détermination* de l'existence d'un dumping. Il exige, en revanche, une détermination de la *probabilité* que le dumping *subsistera ou se reproduira*.

7.180 Néanmoins, la présence d'éléments de preuve relatifs à l'existence (ou à l'absence) de "dumping" depuis l'imposition de l'ordonnance, même si elle n'est pas imposée par l'article 11.3, peut bien être un fait pertinent à prendre en compte pour déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira à l'avenir.[150] Il nous paraît logique que les éléments de preuve relatifs à l'existence (ou à l'absence) de dumping depuis l'imposition de l'ordonnance soient bien de nature à renseigner dans le cadre d'une détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. À notre avis, ces éléments de preuve pourraient être tirés des résultats de procédures de

---

[147] Voir, *supra*, la note 48.

[148] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – DRAM*, *supra*, note 45, paragraphe 6.43. Ce Groupe spécial traitait des obligations au titre de l'article 11.2, mais nous jugeons pertinent son examen de la nature d'une analyse prospective.

[149] Dans ce contexte, nous notons que les dispositions de l'article 9.3 de l'*Accord antidumping* visent à faire en sorte que le montant du droit antidumping perçu corresponde à la marge de dumping effective à l'époque de l'importation et que toute somme perçue en excédent soit remboursée à l'/aux importateur(s).

[150] Nous notons que l'imposition d'une mesure antidumping peut influer sur le comportement des exportateurs, et que, même si une autorité a établi une détermination complète en matière de dumping portant sur la période écoulée depuis l'imposition de l'ordonnance, le résultat, quoique peut-être pertinent, ne peut pas, en lui-même et à lui seul, être nécessairement déterminant quant à la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira si l'ordonnance est abrogée. Nous n'avons pas à nous prononcer, et n'exprimons pas d'opinion, sur la question de savoir si des éléments de preuve ayant trait uniquement à l'existence d'un dumping depuis l'imposition de l'ordonnance constitueraient une base suffisante aux fins d'une détermination de la probabilité au titre de l'article 11.3.

réexamens administratifs ou d'autres procédures de réexamen, ou être fondés sur d'autres éléments de preuve réunis par l'autorité chargée de l'enquête pendant le réexamen à l'extinction lui-même et indiquant l'existence d'un dumping pendant la période pertinente. Des éléments de preuve de l'existence d'un dumping dans une autre juridiction peuvent aussi être éventuellement pertinents. Nous ne voyons toutefois pas de raison de croire que les seuls éléments de preuve relatifs à l'existence d'un dumping pendant la période d'imposition de l'ordonnance qui puissent être pris en considération consistent en une détermination complète de l'existence d'un dumping faite conformément à l'article 2. Ces éléments de preuve doivent, toutefois, être des éléments de preuve qu'un esprit raisonnable jugerait pertinents lorsqu'il s'agit d'établir l'existence d'un dumping depuis l'imposition de l'ordonnance.

7.181 Nous notons que, dans le réexamen à l'extinction en cause, les éléments de preuve dont le DOC disposait incluaient les marges de dumping calculées dans les réexamens administratifs effectués depuis l'imposition de l'ordonnance initiale.

7.182 Si une partie intéressée au réexamen à l'extinction correspondant avait estimé que les marges de dumping établies à l'issue du réexamen administratif étaient viciées et ne pouvaient donc pas avoir de caractère probant quant à l'existence d'un dumping pendant la période où l'ordonnance antidumping était en vigueur, elle aurait pu porter ce fait à l'attention du DOC. Nous examinons donc le dossier du réexamen correspondant pour chercher à savoir si le DOC a été informé de telles préoccupations – en particulier, en ce qui concerne l'utilisation de marges calculées sur la base de la "réduction à zéro" selon une méthode moyenne pondérée à transaction – concernant les faits relatifs au dumping dont le DOC était saisi.

7.183 Nous ne pouvons trouver dans aucune des communications présentées par NSC au DOC dans le réexamen à l'extinction en cause rien qui indique que NSC ait demandé au DOC de contester ou d'examiner attentivement la validité des marges de dumping établies dans le cadre de réexamens administratifs parce qu'elles avaient été calculées sur la base de la "réduction à zéro". Ces communications indiquent, au contraire, que NSC elle-même *s'est fondée* sur la réduction des marges dont l'existence avait été constatée dans les réexamens administratifs pour étayer l'argument présenté par elle au DOC dans le cadre du réexamen à l'extinction selon lequel il n'était pas probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si l'ordonnance était abrogée.[151] Le fait que NSC elle-même se soit ainsi appuyée positivement sur les marges de dumping calculées dans le cadre de réexamens administratifs comme sur un "fait" – sans contester la méthode selon laquelle elles avaient été calculées – nous amène à conclure que, dans les circonstances particulières de la présente affaire, il n'aurait pas été déraisonnable de la part du DOC d'estimer que ces marges de dumping calculées dans le cadre de réexamens administratifs pouvaient à juste titre être prises en compte pour examiner s'il existait une probabilité que le "dumping" subsiste ou se reproduise. Le Japon n'a pas démontré devant nous que, dans les circonstances particulières de la présente affaire, une autorité objective et impartiale n'aurait pas pu raisonnablement établir la détermination de la probabilité qui a été établie par le DOC sur la base des faits dont il avait connaissance à cette époque.

[151] Par exemple, la réponse de fond de NSC à l'avis d'engagement du réexamen (pièce n° 19a du Japon) indiquait ce qui suit: "... NSC a réduit sa marge dans les deux récents réexamens administratifs ..." (page 5); et, se référant à l'Énoncé: "Le sens dépourvu d'ambiguïté de cette affirmation est qu'une *tendance* à la baisse dans les marges de dumping ... étayera une détermination visant à l'abrogation de l'ordonnance antidumping à l'examen" (page 6). Les observations présentées par NSC à titre de réfutation (pièce n° 19b du Japon) indiquent que NSC avait de réelles préoccupations quant à la validité de certains des "faits" portés à la connaissance du DOC, et que NSC mettait en cause certaines données relatives au *volume des importations* compilées de manière incorrecte. Toutefois, NSC n'a jamais contesté la validité des marges de dumping calculées dans le cadre de réexamens administratifs au motif qu'elles pouvaient être viciées du fait de la "réduction à zéro". De même, le mémoire de NSC (pièce n° 19c du Japon) ne contient rien qui signale quelque vice éventuel dans les marges de dumping calculées lors de réexamens administratifs, qui serait dû à la "réduction à zéro".

7.184 Pour ces raisons, nous constatons, à titre subsidiaire, que les États-Unis n'ont pas agi de manière incompatible avec l'article 11.3 à cet égard.[152]

iii) Communication par le DOC à l'ITC de la marge de dumping probable

7.185 Le Japon soutient que le DOC a agi de manière incompatible avec l'article 11.3 en communiquant à l'ITC les marges de dumping initiales comme étant les marges qui subsisteraient ou se reproduiraient probablement.[153] Cela, de l'avis du Japon, n'est pas conforme à la nature prospective des réexamens à l'extinction. Les États-Unis affirment que rien dans le texte de l'*Accord antidumping* n'empêche le DOC de déterminer la marge probable en se fondant sur la marge de dumping initiale. Étant donné que le dumping a persisté après l'imposition de l'ordonnance et que le volume des importations a diminué, le DOC n'a pas jugé approprié de communiquer à l'ITC une marge calculée plus récemment.[154]

7.186 Il est clair qu'en l'espèce le DOC a communiqué à l'ITC les marges de dumping calculées dans l'enquête initiale en tant que marges qui subsisteraient ou se reproduiraient probablement si l'ordonnance devait être abrogée. Il est clair aussi que le DOC n'a pas communiqué ces marges à l'ITC parce qu'elles avaient été (à nouveau) calculées dans le réexamen à l'extinction en cause. Au contraire, le DOC souligne qu'il a communiqué les marges initiales parce qu'il a constaté que le dumping avait persisté après l'imposition de la mesure initiale et que le volume des importations avait diminué. Se fondant sur ce raisonnement, le DOC a décidé de communiquer à l'ITC les marges initiales – en tant que marges qui subsisteraient ou se reproduiraient probablement si l'ordonnance devait être abrogée – alors même qu'il était en possession de marges plus récentes, c'est-à-dire de marges calculées lors des réexamens administratifs subséquents.

7.187 Nous notons l'affirmation du Japon selon laquelle la seule allégation en matière de dommage qu'il présente en l'espèce a trait au cumul.[155] Nous devons donc élucider le fondement juridique de cette allégation du Japon. Comme nous l'avons indiqué plus haut (*supra*, paragraphe 7.162), le Japon ne soutient pas que l'article 11.3 exige que les autorités chargées de l'enquête calculent précisément dans le cadre de réexamens à l'extinction la marge de dumping future. Comme nous l'avons aussi indiqué plus haut (*supra*, paragraphe 7.162), il n'est pas contesté entre les parties que le DOC n'a pas calculé de marge future probable dans le réexamen à l'extinction en cause. En revanche, le DOC a bien communiqué à l'ITC des marges provenant de l'enquête initiale comme étant les marges qui s'établiraient si le droit était supprimé.

7.188 Il est clair que la communication de ces marges à l'ITC ne fait pas partie de la détermination par le DOC de la *probabilité* que le dumping subsiste ou se reproduise. Cette communication intervient plutôt comme une conséquence de la constatation de la probabilité. Tout au plus, il nous semble que cet élément pourrait être évoqué comme partie d'une allégation contestant les déterminations de l'ITC en matière de dommage, puisque les marges de dumping constituent l'un des éléments de dommage prévus à l'article 3.4, dont on peut soutenir qu'ils doivent être examinés dans les déterminations de la probabilité que le *dommage* subsiste ou se reproduise établies dans le cadre de réexamens à l'extinction (question que nous n'avons pas à résoudre ici). Toutefois, le Japon nous a confirmé que la seule allégation en matière de dommage qu'il ait présentée dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial a trait au cumul. Nous devons donc nous demander si l'allégation que formule le Japon nous est soumise à bon droit dans le présent différend.

[152] Nous examinons *infra*, paragraphe 7.278 et suivants, les autres arguments du Japon concernant le caractère suffisant de la base factuelle dont disposait le DOC pour parvenir à sa détermination de la probabilité.
[153] Première communication écrite du Japon, paragraphe 225.
[154] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 140.
[155] Réponse du Japon à la question n° 92 du Groupe spécial.

7.189 Comme nous l'avons dit plus haut (*supra*, paragraphe 7.49) en ce qui concerne notre mandat, nous devons examiner très soigneusement la demande d'établissement d'un groupe spécial pour nous assurer qu'elle est conforme aussi bien à la lettre qu'à l'esprit de l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*.[156] Pour examiner le caractère suffisant de la demande d'établissement d'un groupe spécial au regard de l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*, nous devons examiner le texte de la demande elle-même.[157] S'il y a lieu, nous nous demanderons aussi si quelque absence alléguée de spécificité dans le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial a porté atteinte à la capacité du défendeur de se défendre, compte tenu du déroulement de la procédure de groupe spécial.[158]

7.190 La partie pertinente de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon est libellée comme suit:

> L'ITC n'examine pas la question de savoir si les importations étaient négligeables au sens de l'article 5.8 de l'Accord antidumping lorsqu'elle détermine s'il faut cumuler les importations dans un réexamen effectué après cinq ans, à l'extinction de la mesure. En outre, l'ITC, dans la présente affaire, n'a jamais examiné si les importations étaient négligeables et si, en conséquence, elles devraient ou ne devraient pas être cumulées. À la lumière de la note de bas de page 9 de l'Accord antidumping, les États-Unis ont agi de manière incompatible avec les articles 3.3, 5.8, 11.3, 12.2 et 12.3 de l'Accord antidumping et avec l'article X:3 du GATT de 1994.[159]

7.191 La section citée de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon dit seulement que l'ITC aurait omis de prendre en considération le critère quantitatif énoncé à l'article 5.8 avant de décider d'appliquer la méthode du cumul. Elle ne mentionne aucun autre aspect des déterminations de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise établies par l'ITC dans le réexamen à l'extinction en cause. Il est donc clair que la seule allégation en matière de dommage présentée par le Japon concerne le cumul. Nous ne croyons donc pas qu'il soit nécessaire d'examiner la question du préjudice causé aux États-Unis par toute prétendue "absence de spécificité" dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Nous constatons donc que la prétendue allégation du Japon contestant le fait que le DOC a communiqué à l'ITC les marges de dumping initiales pour qu'elle les utilise dans ses déterminations de la probabilité que le *dommage* subsiste ou se reproduise ne nous est pas soumise à bon droit. Nous refusons donc de l'examiner.

6. Base de la détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise: sur la base de l'ordonnance dans son ensemble ou séparément par entreprise?

a) Le Sunset Policy Bulletin des États-Unis en tant que tel

i) Arguments des parties

Japon

7.192 Selon le Japon, l'article 6.10 – qui est expressément incorporé à l'article 11 en vertu du renvoi figurant au paragraphe 4 de ce dernier article aux "dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure" – exige que l'autorité chargée de l'enquête dans le cadre d'un réexamen à

---

[156] Nous trouvons des éléments étayant cette approche dans le rapport de l'Organe d'appel *CE - Bananes III*, *supra*, note 49, paragraphe 142.

[157] Chacune des dispositions conventionnelles que nous examinons ici est citée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et respecte donc au moins ce critère minimal.

[158] Nous trouvons des éléments étayant cette approche dans le rapport de l'Organe d'appel *Corée - Produits laitiers*, *supra*, note 54.

[159] WT/DS244/4, page 5, paragraphe 4.

l'extinction détermine la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise pour chaque exportateur connu. Le Japon estime que toutes les dispositions de l'article 6 sont de caractère procédural. Le fait que certaines de ces dispositions procédurales puissent avoir des conséquences de fond ne les rend pas inapplicables dans le cas des réexamens à l'extinction. Or, le Sunset Policy Bulletin[160] prescrit au DOC de faire sa détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise sur la base de l'ordonnance dans son ensemble dans les réexamens à l'extinction. Par conséquent, selon le Japon, cet aspect du Sunset Policy Bulletin est incompatible avec les articles 6.10 et 11.3 de l'*Accord antidumping*.

États-Unis

7.193 Les États-Unis ne contestent pas que leur législation exige que les déterminations de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise établies dans le cadre de réexamens à l'extinction soient établies sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, ni que le Sunset Policy Bulletin indique que les déterminations de la probabilité seront établies sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.[161] Ils estiment, toutefois, qu'il n'y a rien dans l'article 11.3, disposition de l'*Accord antidumping* énonçant une prescription de fond, ayant trait aux réexamens à l'extinction, qui exige que les autorités chargées de l'enquête effectuent leurs déterminations de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise dans les réexamens à l'extinction séparément par l'entreprise. Les États-Unis font aussi valoir que l'inclusion du membre de phrase "concernant les éléments de preuve et la procédure" dans le renvoi à l'article 6 figurant à l'article 11.4 limite aux seules dispositions procédurales les dispositions de l'article 6 applicables aux réexamens à l'extinction. Les dispositions de l'article 6 énonçant des règles de fond, comme le paragraphe 10, ne s'appliquent donc pas aux réexamens à l'extinction. En conséquence, la législation des États-Unis ne viole pas l'*Accord antidumping* en exigeant que la détermination de la probabilité que le dumping subsiste soit établie sur la base de l'ordonnance dans son ensemble dans un réexamen à l'extinction.

ii) Arguments des tierces parties

Chili

7.194 Le Chili estime que les déterminations en matière de dumping établies dans le cadre de réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 devraient être établies séparément par entreprise.

iii) Évaluation du Groupe spécial[162]

7.195 Le Japon fonde son allégation "en tant que tel" uniquement sur le Sunset Policy Bulletin. Il n'a directement invoqué aucune disposition de la législation des États-Unis. En conséquence, nous limitons aussi notre analyse aux dispositions du Sunset Policy Bulletin. Nous avons constaté plus haut (*supra*, paragraphe 7.145) que le Sunset Policy Bulletin n'est pas une mesure susceptible d'être contestée, en tant que telle, en vertu de l'*Accord sur l'OMC*. En conséquence, nous n'examinons pas plus avant cette allégation du Japon.

---

[160] Pièce n° 6 du Japon, section II:A.2, page 18872.

[161] Les États-Unis font observer que la Loi des États-Unis exige que le DOC procède à ses déterminations de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise sur la base de l'ordonnance dans son ensemble dans les réexamens à l'extinction. L'article 751 c) 1) de la Loi indique ce qui suit: "L'autorité administrante et la Commission procèdent à un examen pour déterminer ... s'il est probable que le dumping ... subsisterait ou se reproduirait du fait de l'abrogation ... de l'ordonnance antidumping." *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 162.

[162] Dans cette section, nous examinons l'allégation du Japon selon laquelle l'établissement par le DOC de sa détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble comme envisagée dans le Sunset Policy Bulletin, en tant que tel, est incompatible avec l'article 6.10 et l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*.

b) Le Sunset Policy Bulletin des États-Unis tel qu'il est appliqué dans le réexamen à l'extinction en cause

i) Arguments des parties

Japon

7.196 Le Japon estime que les États-Unis ont agi de manière incompatible avec les articles 6.10 et 11.3 de l'*Accord antidumping*, en vertu du renvoi contenu à l'article 11.4 aux "dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure", étant donné qu'en l'espèce, la détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise a été établie sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

États-Unis

7.197 Les États-Unis indiquent que dans le réexamen à l'extinction en cause, ils ont établi leur détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble et font valoir que l'*Accord antidumping* n'exige pas que dans les réexamens à l'extinction les autorités chargées de l'enquête établissent leurs déterminations de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise séparément par entreprise. Les États-Unis soutiennent néanmoins que dans le réexamen à l'extinction en cause, le DOC a aussi indiqué séparément par entreprise les marges de dumping qui s'établiraient probablement dans le cas où l'ordonnance serait abrogée.[163]

ii) Évaluation par le Groupe spécial[164]

7.198 Nous croyons comprendre que l'allégation du Japon est fondée sur une violation alléguée de l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*, ainsi que de l'article 6.10, en vertu du renvoi figurant à l'article 11.4 aux "dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure".

7.199 Les États-Unis ne contestent pas le fait que dans le réexamen à l'extinction en cause, ils ont établi leur détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Ils indiquent aussi qu'ils ont communiqué à l'ITC les marges de dumping correspondant à chaque entreprise qui s'établiraient probablement dans le cas où l'ordonnance serait abrogée.[165]

7.200 La question dont nous sommes saisis est donc de savoir si l'article 6.10, dans la mesure où il est applicable en vertu du renvoi contenu à l'article 11.4, exige que les déterminations de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise établies dans le cadre de réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 soient établies séparément par entreprise. Nous croyons comprendre que le Japon fonde cette allégation sur le rapport existant entre les articles 6.10, 11.4 et 11.3, plutôt que sur le texte de l'article 11.3 lui-même. Nous examinons donc la nature de ce rapport. Cet examen s'attache

[163] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 167.

[164] Dans cette section, nous examinons l'allégation du Japon selon laquelle l'établissement par le DOC de sa détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, dans la présente affaire, est incompatible avec l'article 6.10 et l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*.

[165] Réponse des États-Unis à la question n° 26 a) du Groupe spécial. Les États-Unis ont indiqué ce qui suit:

> "Dans le présent réexamen à l'extinction, la probabilité du dumping en cas d'abrogation a été déterminée par le DOC sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. En revanche, les marges de dumping qui s'établiraient probablement en cas d'abrogation ont été communiquées à l'USITC séparément par entreprise, pour examen aux fins de la détermination de la probabilité du dommage."

naturellement au texte des dispositions conventionnelles pertinentes. Il s'articule sur le rôle du libellé restrictif contenu dans le renvoi figurant à l'article 11.4, ainsi que sur la nature des obligations énoncées à l'article 6.10.

7.201 La partie pertinente de l'article 11.4 dispose ce qui suit:

> "Les dispositions de l'article 6 *concernant les éléments de preuve et la procédure* s'appliqueront à tout réexamen effectué au titre du présent article ..." (pas d'italique dans l'original)

7.202 L'article 11.4 contient un renvoi aux "dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure". Le renvoi à l'article 6 est donc assorti de réserves en raison du membre de phrase "concernant les éléments de preuve et la procédure".

7.203 Considérant que les rédacteurs choisissent souvent de ne pas restreindre le champ d'application de nombre des autres renvois figurant ailleurs dans l'*Accord antidumping*[166], la question liminaire que nous devons examiner est celle de l'effet de ces termes restrictifs. En tant qu'interprètes d'un traité, nous avons l'obligation de tenir compte du texte du traité et de donner effet à chacun de ses termes. Nous n'avons pas le droit de rendre redondants ou inutiles des termes figurant dans un traité. Cela étant, nous devons nous demander si ce renvoi a ou non pour effet de rendre toutes les obligations inscrites à l'article 6.10 applicables aux réexamens à l'extinction et, si tel est le cas, quel effet cela aurait sur la nature des déterminations qui doivent être établies à l'issue de tels réexamens. Nous examinons donc la nature et la portée du renvoi figurant à l'article 11.4 afin de déterminer s'il se rapporte à toutes les dispositions de l'article 6 ou seulement à un sous-groupe ou à certains aspects de ces dispositions ayant trait aux éléments de preuve et à la procédure.

7.204 Le texte introductif de l'article 6.10 est libellé comme suit:

> "En règle générale, les autorités détermineront une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête. Dans les cas où le nombre d'exportateurs, de producteurs, d'importateurs ou de types de produits visés sera si important que l'établissement d'une telle détermination sera irréalisable, les autorités pourront limiter leur examen soit à un nombre raisonnable de parties intéressées ou de produits, en utilisant des échantillons qui soient valables d'un point de vue statistique d'après les renseignements dont elles disposent au moment du choix, soit au plus grand pourcentage du volume des exportations en provenance du pays en question sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter."

7.205 Cette disposition exige que, dans le cadre d'une enquête, les autorités chargées de l'enquête calculent, en règle générale, les marges de dumping séparément par entreprise. Selon les États-Unis, l'article 6.10 contient certaines dispositions de fond; il n'est donc pas applicable aux réexamens à l'extinction parce que le renvoi figurant à l'article 11.4 ne rend applicables aux réexamens que les dispositions de l'article 6 *concernant la procédure et les éléments de preuve*.

7.206 À supposer même pour les besoins de l'argumentation que le renvoi de l'article 11.4 ait pour effet de rendre toutes les obligations concernant les éléments de preuve et la procédure inscrites à l'article 6.10 applicables de manière générale dans les réexamens à l'extinction, nous ne serions pas autorisés à constater, par ce motif, que l'autorité chargée de l'enquête dans un réexamen à l'extinction est tenue de calculer à nouveau une marge de dumping future probable. En d'autres termes, en constatant que les dispositions de l'article 6.10 peuvent contenir des obligations concernant les

[166] Par exemple, les renvois figurant à l'article 4.4 et celui qui se trouve dans le texte introductif de l'article 9.3 semblent relever de cette catégorie, dans laquelle le renvoi n'est pas assorti de réserves.

éléments de preuve et la procédure qui sont, en règle générale, applicables aux réexamens à l'extinction, nous ne constatons pas (et ne pouvons pas constater) que l'article 6.10, en vertu du renvoi figurant à l'article 11.4, a pour effet de superposer une prescription de fond *additionnelle* imposant dans les réexamens à l'extinction de calculer à nouveau la marge de dumping probable, prescription dont même le Japon ne soutient pas qu'elle figure dans le texte de l'article 11.3, ou ailleurs dans le texte de l'*Accord antidumping*. En tant qu'interprètes du traité, nous ne sommes pas autorisés à déduire des obligations de fond de l'application des dispositions concernant les éléments de preuve et la procédure de l'article 6.[167] De la même façon, toutefois, un interprète n'est pas autorisé à ignorer le texte même de l'article 6.10, qui exige que les autorités chargées de l'enquête déterminent une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu, lorsqu'une disposition de fond figurant ailleurs dans l'*Accord antidumping* exige le calcul d'une marge de dumping.

7.207 La question est donc de savoir comment il faut comprendre l'article 6.10 dans le contexte des réexamens à l'extinction. L'article 11.3 exige que les autorités déterminent, entre autres choses "qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé". Il fait donc référence à une détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise, plutôt qu'à une "détermination de l'existence d'un dumping". Il fait aussi référence au "dumping", mais non à "la marge de dumping". L'article 6.10, par contre, s'applique au calcul de "marges de dumping" pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête. Comme nous n'avons constaté l'existence d'aucune prescription de fond imposée par l'article 11.3 ou par toute autre disposition de l'*Accord antidumping* voulant que l'autorité chargée de l'enquête calcule effectivement la marge de dumping (probable) dans un réexamen à l'extinction, nous constatons aussi que la détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise ne relève pas de cet aspect de l'article 6.10, qui régit le processus du calcul des marges de dumping. Les dispositions de l'article 6.10 concernant le calcul de marges de dumping individuelles dans les enquêtes n'exigent pas que la détermination de la *probabilité* que le dumping subsiste ou se reproduise établie au titre de l'article 11.3 soit établie séparément par entreprise.

7.208 Ayant constaté que l'obligation inscrite à l'article 6.10 de déterminer des marges de dumping séparément par entreprise n'a pas pour effet d'exiger que la détermination de la *probabilité* qui doit être établie en vertu de l'article 11.3 soit établie séparément par entreprise, nous constatons que les États-Unis n'ont pas agi, en l'espèce, de manière incompatible avec leurs obligations en déterminant la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

7. Obligation de déterminer la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise

a) La législation et le Sunset Policy Bulletin des États-Unis en tant que tels

i) Arguments des parties

Japon

a) Critère "probable" contre critère "peu probable"

7.209 Le Japon estime que l'article 11.3 exige une détermination selon laquelle il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront du fait de la suppression du droit antidumping, et exige par conséquent l'application par les autorités chargées de l'enquête d'un critère "probable". Selon le Japon, le Règlement sur les réexamens à l'extinction des États-Unis exige, s'agissant des déterminations du DOC dans le cadre de réexamens à l'extinction, l'application d'un critère "peu probable" qui va à l'encontre de ce critère "probable" inscrit à l'article 11.3. Le Japon

[167] Nous notons à ce sujet que les deux parties au présent différend reconnaissent que la détermination de la probabilité au titre de l'article 11.3 n'exige pas le calcul de la marge de dumping probable.

soutient que le sens de "probable" n'est pas identique à celui de "non improbable", le premier terme comportant un degré de certitude plus élevé que le second quant à la persistance ou à la réapparition du dumping.

b) Obligation de déterminer la probabilité

7.210 Le Japon soutient aussi que le Sunset Policy Bulletin applique ce critère "peu probable" prévu par le Règlement et "crée une présomption irréfragable qu'il est "probable" que le dumping subsistera".[168] Selon le Japon, les autorités chargées de l'enquête dans des réexamens à l'extinction devraient fonder leurs déterminations de la probabilité sur l'analyse prospective d'éléments de preuve positifs. Pour le faire, elles sont tenues de recueillir des éléments de preuve factuels sur lesquels elles fonderont leurs déterminations. Or le Sunset Policy Bulletin des États-Unis empêche le DOC de s'acquitter de cette obligation. Il prévoit simplement certains scénarios factuels, tire certaines présomptions de chacun de ces scénarios et prescrit au DOC de retenir le scénario dont relèvent les faits de tel ou tel réexamen à l'extinction.[169] Le Japon estime qu'appliqués ensemble, ces scénarios factuels créent une présomption irréfragable qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira, empêchant ainsi le DOC de procéder à une véritable analyse des faits du réexamen à l'extinction particulier dont il s'occupe.

7.211 Le Japon estime que dans un réexamen à l'extinction, l'autorité chargée de l'enquête est tenue d'effectuer une analyse prospective concernant la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise. Cette analyse devrait reposer sur des éléments de preuve suffisants. Il appartient à l'autorité chargée de l'enquête de s'assurer que ses constatations à cet égard reposent sur des éléments de preuve suffisants. Or le Sunset Policy Bulletin empêche le DOC de satisfaire à cette prescription imposée par l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*, parce que, du fait de la prescription relative aux "raisons valables", le DOC ne prend pas en considération les éléments de preuve relatifs à des facteurs autres que ceux qui sont énumérés dans la législation des États-Unis, à moins qu'il n'ait été fait état de "raisons valables" justifiant que le DOC prenne en considération ces autres facteurs.[170]

États-Unis

a) Critère "probable" contre critère "peu probable"

7.212 Selon les États-Unis, ce qui dans leur législation régit le critère à appliquer pour déterminer dans le cadre d'un réexamen à l'extinction la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise, c'est la Loi et non le Règlement sur les réexamens à l'extinction. La Loi elle-même mentionne le critère "probable" tel qu'il est prévu à l'article 11.3. La disposition pertinente du Règlement sur les réexamens à l'extinction citée par le Japon, qui fait référence au critère "peu probable", n'est pas une disposition de fond: c'est une disposition relative au calendrier, de caractère "ministériel". Cette disposition a trait à une détermination de la probabilité négative pour ce qui est de la procédure et ne définit pas la teneur de la détermination qui doit être établie dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. Les États-Unis font aussi valoir qu'à supposer même que le Règlement contienne effectivement une règle de fond incompatible avec celle de la Loi, les autorités chargées de l'enquête seraient tenues de suivre les dispositions de la Loi, non celles du Règlement.[171]

[168] Réponse du Japon à la question n° 38 du Groupe spécial.

[169] À cet égard, le Japon cite le Sunset Policy Bulletin (pièce n° 6 du Japon, page 18872). *Voir* la première communication écrite du Japon, paragraphe 118.

[170] Première communication écrite du Japon, paragraphes 127 à 129.

[171] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 23.

b) Obligation de déterminer la probabilité

7.213 Les États-Unis contestent aussi l'argument du Japon selon lequel les scénarios factuels envisagés dans l'Énoncé et dans le Sunset Policy Bulletin empêchent le DOC de procéder à une analyse de la probabilité prospective dans les réexamens à l'extinction. Ils estiment que ni l'Énoncé, ni le Bulletin ne sont selon le droit des États-Unis des instruments juridiques contraignants; ils ne peuvent donc pas être contestés indépendamment comme constituant un manquement aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC.

ii) Arguments des tierces parties

Chili

7.214 Le Chili fait valoir que la structure de la législation des États-Unis fondée sur des présomptions est contraire à l'article 11.3 et incompatible avec la méthode active envisagée dans l'*Accord antidumping*.

Communautés européennes

7.215 Les Communautés européennes estiment que la législation des États-Unis relative aux déterminations de la probabilité établies dans le cadre du réexamen à l'extinction d'ordonnances antidumping, de même que la pratique générale du DOC fondée sur cette législation, telle qu'elle est décrite dans le Sunset Policy Bulletin du DOC, ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 11.3. Tandis que l'article 11.3 exige que les droits antidumping soient supprimés cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle ils ont été imposés à moins que les autorités ne déterminent qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé, le Règlement sur les réexamens à l'extinction prescrit au DOC d'appliquer véritablement un critère "peu probable". Les Communautés européennes souscrivent aussi à l'argument du Japon selon lequel l'article 11.3 exige que la "probabilité" que le dumping subsiste ou se reproduise soit établie sur une base prospective et non rétrospective, et que la "détermination" soit fondée sur des éléments de preuve positifs (sans qu'une certitude absolue soit exigée).

7.216 Les Communautés européennes ne s'opposent pas à l'utilisation, en soi, de marges de dumping passées dans les réexamens à l'extinction. Elles affirment, toutefois, que la législation des États-Unis viole l'*Accord antidumping* lorsqu'elle prescrit au DOC de s'appuyer uniquement sur les marges antérieures dans les réexamens à l'extinction.[172]

Corée

7.217 La Corée estime, en se fondant sur un raisonnement analogue à celui du Groupe spécial *États-Unis – DRAM*, que l'emploi aux fins des réexamens à l'extinction d'un critère "peu probable" au lieu du critère "probable" prévu à l'article 11.3 indique que la législation des États-Unis est entachée de partialité en faveur du maintien de l'ordonnance antidumping et est par conséquent incompatible avec les obligations des États-Unis. La Corée affirme aussi que le Sunset Policy Bulletin prescrit au DOC d'examiner si les faits relatifs à un réexamen à l'extinction particulier s'inscrivent dans certains scénarios factuels et estime que ces scénarios créent une présomption irréfragable de probabilité en matière de dumping.

[172] Réponse des Communautés européennes à la question n° 11 du Groupe spécial.

Norvège

7.218 La Norvège estime que le DOC ne suit pas la méthode prospective appropriée pour déterminer dans un réexamen à l'extinction s'il est probable que le dumping subsistera, et par conséquent qu'il agit de manière incompatible avec l'article 11.3, en tant que pratique générale et en l'espèce. Nonobstant la décision d'un groupe spécial antérieur (dans l'affaire *États-Unis – DRAM*), les États-Unis continuent de maintenir le critère "peu probable" dans leur Règlement sur les réexamens à l'extinction. De plus, le Sunset Policy Bulletin restreint de manière inadmissible toute véritable investigation factuelle visant à déterminer de manière prospective s'il est "probable" que le dumping subsistera ou se reproduira, alors que les termes "probable" et "déterminent" à l'article 11.3 exigent que les autorités entreprennent une analyse prospective des éléments de preuve positifs pour établir s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira.

7.219 La Norvège ne s'oppose pas à l'utilisation, en soi, des marges de dumping passées dans les réexamens à l'extinction. Toutefois, selon la Norvège, les autorités chargées de l'enquête devraient aussi prendre en considération des éléments de preuve concernant la situation présente.[173]

iii) Évaluation par le Groupe spécial[174]

a) Critère "probable" contre critère "peu probable"

7.220 Comme toujours, nous partons du texte de la disposition conventionnelle pertinente. La partie pertinente de l'article 11.3 dispose ce qui suit:

> "... à moins que les autorités ne déterminent, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date, soit de leur propre initiative, soit à la suite d'une demande dûment justifiée présentée par la branche de production nationale ou en son nom, dans un laps de temps raisonnable avant cette date, qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé ..." (note de bas de page omise)

7.221 Les parties s'accordent à reconnaître que le critère applicable aux déterminations de la probabilité au titre de l'article 11.3 de l'*Accord antidumping* est le critère "probable". La question dont nous sommes saisis est donc de savoir si le critère prévu en vertu de la législation des États-Unis correspond au critère "probable" de l'article 11.3.

7.222 Nous procéderons à notre analyse en nous fondant sur les dispositions pertinentes de la législation des États-Unis afin de déterminer le critère prévu par cette législation. Nous rappelons que l'objet de notre examen du droit interne des États-Unis est d'en déterminer la compatibilité avec les obligations contractées par les États-Unis dans le cadre de l'*Accord sur l'OMC*.[175]

---

[173] Réponse de la Norvège à la question n° 14 du Groupe spécial.

[174] Dans cette section, nous examinons d'abord l'allégation du Japon selon laquelle le fait allégué que le Règlement du DOC impose un critère "peu probable" au lieu d'un critère "probable" est, en tant que tel, incompatible avec l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*. Nous examinons ensuite l'allégation du Japon selon laquelle le Sunset Policy Bulletin, en tant que tel, établit la présomption irréfragable qu'il est probable que le dumping subsistera lorsque le volume des importations diminue ou lorsque les marges de dumping subsistent après l'imposition de l'ordonnance, ce qui est incompatible avec la prescription de l'article 11.3 de l'*Accord antidumping* voulant que les autorités établissent une détermination prospective selon laquelle il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira.

[175] Voir *supra*, note 104.

7.223 Nous examinons d'abord la Loi. Nous notons que la partie pertinente de l'article 751 c) de la Loi douanière de 1930 qui, selon les États-Unis[176], établit le critère de la probabilité selon leur législation est libellée comme suit:

> "c) Réexamen après cinq ans
>
> 1) Règle générale
>
> ... cinq ans après la publication de - ... une ordonnance en matière de droits antidumping ... l'autorité administrante et la Commission procéderont à un réexamen pour déterminer ... s'il est probable que le dumping ... et le dommage important subsisteraient ou se reproduiraient du fait de l'abrogation de l'ordonnance."[177] (non souligné dans l'original)

7.224 La partie pertinente de l'article 751 d) 2) de la Loi dispose ce qui suit:

> "Réexamens après cinq ans
>
> Dans le cas d'un réexamen effectué en application de l'alinéa c) du présent article, l'autorité administrante abrogera une ordonnance en matière de droits compensateurs ou une ordonnance ou une constatation en matière de droits antidumping, ou mettra fin à une enquête suspendue, à moins que –
>
> l'autorité administrante ne détermine qu'il est probable que le dumping ou une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire, selon le cas, subsisterait ou se reproduirait[.]"[178] (non souligné dans l'original)

7.225 Sur la base des dispositions pertinentes de la Loi, il nous semble que la Loi, telle qu'elle est libellée, prévoit le même critère que l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*, c'est-à-dire le critère "probable". De fait, le libellé de la Loi est très semblable à celui de l'article 11.3 à cet égard.

7.226 Nous examinons maintenant le Règlement. La partie pertinente du Règlement dispose ce qui suit:

> "i) *Abrogation ou clôture sur la base d'un réexamen à l'extinction* – 1) *Circonstances dans lesquelles le Secrétaire abroge une ordonnance ou clôt une enquête suspendue.* Dans le cas d'un réexamen à l'extinction au titre de la disposition §351.218, le Secrétaire abrogera une ordonnance ou mettra fin à une enquête suspendue:
>
> ...
>
> ii) En vertu de l'article 751 d) 2) de la Loi, lorsque le Secrétaire déterminera qu'il est peu probable que la subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire ou le dumping (voir l'article 752 b) et l'article 752 c) de la Loi), selon le cas, subsiste ou se reproduise du fait de l'abrogation ou de la clôture, 240 jours au plus tard ...

[176] Réponse des États-Unis à la question n° 37 du Groupe spécial.
[177] Codifié dans 19 U.S.C. §1675 c) 1) (pièce n° 1d du Japon, pages 473 et 474).
[178] Codifié dans 19 U.S.C. §1675 d) 2) (pièce n° 1d du Japon, page 477).

> après la date de publication au FEDERAL REGISTER de l'avis d'engagement d'une procédure ("initiation") ... "[179] (italique dans l'original, non souligné dans l'original)

7.227 L'expression "peu probable" plutôt que le terme "probable" apparaît donc dans le texte du Règlement. Ce qui est au cœur du désaccord entre les parties, c'est la question de savoir si le libellé "peu probable" figurant dans le Règlement énonce le critère applicable selon le droit des États-Unis concernant les déterminations de la probabilité dans des réexamens à l'extinction. Nous analysons donc les dispositions du Règlement dans leur contexte juridique et en liaison avec la Loi.

7.228 Selon le droit des États-Unis (comme probablement dans la plupart des autres systèmes juridiques), un règlement est subsidiaire par rapport à une loi.[180] Outre cette observation générale, nous notons que le texte ci-dessus du Règlement confirme encore, par ses propres termes, en faisant référence aux dispositions pertinentes de la Loi, que le Règlement est subordonné à la Loi. Le Règlement énonce donc les moyens procéduraux de mettre en œuvre le critère "probable" prévu dans la Loi concernant les déterminations à l'extinction. Lorsqu'il établit une détermination à l'issue d'un réexamen à l'extinction, le DOC peut aboutir à l'une des deux conclusions possibles: il peut constater soit qu'il est probable, soit qu'il est peu probable que le dumping subsiste ou se reproduise. Dans chaque cas, il y a des étapes procédurales que le DOC doit suivre pour établir et mettre en œuvre la détermination à l'issue du réexamen à l'extinction. Le texte du Règlement cité ci-dessus indique ce qui se passe lorsque les autorités administrantes des États-Unis font dans un réexamen à l'extinction une détermination négative sur le point de savoir s'il est probable que le dumping subsiste ou se reproduise.

7.229 Le fait que le Règlement ne modifie pas le critère applicable aux réexamens à l'extinction en vertu de la Loi est encore confirmé par une comparaison des termes employés dans ces deux instruments juridiques. Par exemple, la Loi contient le terme "shall", tandis que le Règlement contient le terme "will". Par ailleurs, le membre de phrase "lorsque le Secrétaire déterminera" confirme l'opinion selon laquelle le Règlement décrit ce qui se produit lorsqu'une détermination négative est formellement établie, et non le critère selon lequel cette détermination est établie.

7.230 Nous notons aussi que le texte du Règlement suivant la citation ci-dessus traite d'autres questions de procédure, telles que la date effective de l'abrogation.[181] Par conséquent, nous nous rangeons à l'argument des États-Unis selon lequel ce texte n'a pas pour effet d'aller à l'encontre du critère "probable" prévu par la Loi.

7.231 De plus, nous estimons que l'emploi du critère "probable" dans l'avis de maintien de la mesure dans la présente affaire est aussi une indication du fait que selon le droit des États-Unis, le critère à employer pour établir des déterminations de la probabilité dans des réexamens à l'extinction est le critère "probable".[182]

---

[179] Codifié dans 19 C.F.R. §351.222 i) 1) ii) (pièce n° 3 du Japon, page 234).

[180] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 23.

[181] Codifié dans 19. C.F.R. §351.222 i) 1) ii) (pièce n° 3 du Japon, page 234).

[182] *Corrosion-Resistant Carbon Steel Flat Products from Japan; Final Results of Full Sunset Review of Antidumping Duty Order*, 65 FR 47380 (2 août 2000) (pièce n° 8e du Japon, pages 6 et 8). La détermination finale indique, entre autres choses: "Par conséquent, une analyse du rapport entre marges de dumping et volume des importations avant et après la publication de l'ordonnance montre que le dumping subsistera si l'ordonnance est abrogée"; et "par conséquent, étant donné que le dumping a subsisté après la publication de l'ordonnance et que les importations se sont poursuivies en 1998 à des niveaux bien inférieurs aux niveaux antérieurs à la date de l'ordonnance, nous déterminons qu'il est *probable* que le dumping subsistera si l'ordonnance est abrogée." (pas d'italique dans l'original)

7.232 Enfin, à ce sujet, comme les parties ont exprimé des opinions divergentes quant à la pertinence de la décision du Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – DRAM*, il nous paraît nécessaire de distinguer ladite affaire de la présente procédure.

7.233 Tout d'abord, nous notons que l'affaire *États-Unis – DRAM* portait sur le critère employé par les États-Unis dans le cadre de réexamens pour changement de circonstances au titre de l'article 11.2. Dans l'affaire *États-Unis – DRAM*, le Groupe spécial a constaté qu'un critère "probable" n'était pas l'équivalent d'un critère "peu probable", en ce sens que le premier impliquait une plus grande certitude de l'événement que le second.[183] La décision dudit groupe spécial peut donc être pertinente pour le présent différend. En d'autres termes, si nous avions constaté dans la présente affaire que selon la législation des États-Unis le critère était "peu probable" plutôt que "probable", nous pourrions suivre le raisonnement du Groupe spécial *États-Unis – DRAM* et conclure que la législation des États-Unis était incompatible avec les règles de l'OMC. Toutefois, nous n'avons pas fait une telle constatation. La décision du Groupe spécial *États-Unis – DRAM* n'est donc pas pertinente pour cet aspect de l'affaire dont nous sommes saisis.

7.234 Nous notons aussi qu'il y a un certain nombre d'importantes différences factuelles entre les deux affaires. Dans l'affaire *États-Unis – DRAM*, le libellé figurant dans le Règlement des États-Unis donnait l'impression que l'emploi de l'expression "peu probable" dans le Règlement visait à établir le critère pertinent selon la législation des États-Unis aux fins des réexamens prévus à l'article 11.2. La partie pertinente du Règlement dans ladite affaire était libellée comme suit:

> "Le Secrétaire pourra abroger partiellement une ordonnance s'il parvient à la conclusion que:
>
> (...)
>
> ii) il est peu probable que ces personnes vendent à l'avenir la marchandise à un prix inférieur à sa valeur sur le marché étranger;
>
> (...)"[184]

7.235 Ce libellé semble indiquer que le Secrétaire appliquerait un critère "peu probable" pour déterminer s'il y a probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise.

7.236 Deuxièmement, dans l'affaire *États-Unis – DRAM*, le DOC indiquait clairement dans sa détermination finale qu'il appliquait le critère "peu probable" dans cette détermination. Cela aussi distingue l'affaire *États-Unis – DRAM* de la présente affaire dans laquelle le DOC dans sa détermination finale applique clairement le critère "probable".

7.237 Enfin, dans l'affaire *États-Unis – DRAM*, contrairement à ce qui est le cas dans la présente affaire, il n'y a pas eu discussion d'une loi prévoyant le critère "probable". Le Groupe spécial *États-Unis – DRAM* a pris sa décision en se fondant sur le texte du Règlement et de la détermination finale du DOC. Dans la présente affaire, toutefois, la Loi, qui est portée à notre connaissance, prévoit le critère "probable". De ce fait même, la détermination finale du DOC concernant la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise contient aussi le critère "probable".

7.238 Par conséquent, étant donné ces différences factuelles entre les deux affaires, nous constatons que les constatations du Groupe spécial *États-Unis – DRAM* concernant le type de critère de la

---

[183] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – DRAM*, *supra*, note 48, paragraphe 6.45 et 6.46.
[184] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – DRAM*, *supra*, note 48, paragraphe 6.37.

probabilité employé en vertu de la législation des États-Unis ne sont pas déterminantes pour la présente affaire.

7.239 Nous fondant sur les considérations ci-dessus, nous concluons que la législation des États-Unis n'est pas incompatible avec l'article 11.3 de l'*Accord antidumping* concernant le critère applicable aux réexamens à l'extinction.

b) Obligation de "déterminer" la probabilité

7.240 Le cadre juridique des États-Unis pertinent pour cette allégation du Japon est indiqué ci-dessous.

7.241 La partie pertinente de la Loi des États-Unis est libellée comme suit:

> "c) Détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise
>
> 1) Règle générale
>
> Dans un réexamen effectué en application de l'article 1675 c) du présent titre, l'autorité administrante déterminera s'il est probable que les ventes de la marchandise visée à un prix inférieur à sa juste valeur subsistent ou se reproduisent du fait de l'abrogation d'une ordonnance en matière de droits antidumping ou de la clôture d'une enquête suspendue en vertu de l'article 1673 c) du présent titre. L'autorité administrante prendra en considération –
>
> A) la moyenne pondérée des marges de dumping déterminées dans le cadre de l'enquête et des réexamens ultérieurs; et
>
> B) le volume des importations de la marchandise visée pendant la période antérieure et la période postérieure à la date à laquelle l'ordonnance en matière de droits antidumping a été prise ou l'accord de suspension accepté.
>
> 2) Prise en considération d'autres facteurs
>
> Sur exposé de raisons valables, l'autorité administrante prendra aussi en considération les autres facteurs relatifs aux prix, aux coûts, au marché, ou facteurs économiques qu'elle jugera pertinents."[185] (non souligné dans l'original)

7.242 La Loi dispose qu'en vertu de la législation des États-Unis, le DOC dans un réexamen à l'extinction fondera normalement ses déterminations de la probabilité sur deux ensembles de renseignements prévus dans la Loi: les marges de dumping déterminées dans le cadre de l'enquête et des réexamens subséquents, et le volume des importations avant et après l'imposition de la mesure. Les parties intéressées souhaitant présenter au DOC certains éléments d'information (autres que les deux ensembles de renseignements prévus dans la Loi) pour qu'il les prenne en considération dans un réexamen à l'extinction doivent montrer qu'il y a des raisons valables justifiant la prise en considération de ces éléments de preuve dans ce réexamen à l'extinction.

7.243 Outre ces dispositions législatives, le Règlement indique que les éléments de preuve montrant qu'il y a des raisons valables pour que le DOC prenne en considération certains renseignements doivent être présentés dans la réponse de fond de la partie intéressée qui présente les renseignements,

[185] Codifié dans 19 U.S.C. §1675 a) c) 1) et 2) (pièce n° 1e du Japon, pages 496 et 497).

c'est-à-dire 30 jours après que l'avis d'engagement d'une procédure a été publié. La partie pertinente du Règlement est libellée comme suit:

> "3) *Réponse de fond à un avis d'engagement d'une procédure – i) Délai de présentation de la réponse de fond à un avis d'engagement d'une procédure.* Une réponse de fond complète à un avis d'engagement d'une procédure, versée au dossier en vertu du présent article, doit être présentée au Département 30 jours au plus tard après la publication au FEDERAL REGISTER de l'avis d'engagement d'une procédure.
>
> ...
>
> iv) *Renseignements facultatifs inclus par les parties intéressées dans leur réponse de fond à un avis d'engagement d'une procédure* – A) *Exposé de raisons valables*. Une partie intéressée peut présenter des renseignements ou des éléments de preuve pour montrer qu'il y a des raisons valables pour que le Secrétaire prenne en considération d'autres facteurs ... Ces renseignements ou éléments de preuve doivent être communiqués dans la réponse de fond de la partie à l'avis d'engagement d'une procédure au titre du paragraphe d 3) du présent article."[186] (italique dans l'original, non souligné dans l'original)

7.244 Le Sunset Policy Bulletin indique que le DOC examinera si les faits sur lesquels porte un réexamen à l'extinction particulier s'inscrivent dans l'un ou l'autre de quatre scénarios factuels (ayant tous trait aux marges de dumping et/ou volumes d'importation antérieurs). Le Département déterminera normalement qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira du fait de l'abrogation de l'ordonnance antidumping dans trois des quatre scénarios factuels:

> "a) le dumping a subsisté à un niveau quelconque supérieur au niveau *de minimis* après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension, selon qu'il convient;
>
> b) les importations de la marchandise visée ont cessé après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension, selon qu'il convient; ou
>
> c) le dumping a été éliminé après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension, selon qu'il convient, et le volume des importations de la marchandise visée a notablement diminué."[187]

S'agissant du quatrième scénario, le Sunset Policy Bulletin indique aussi ce qui suit:

> "... le Département déterminera normalement qu'il est peu probable que le dumping subsiste ou se reproduise du fait de l'abrogation de l'ordonnance ... si le dumping a été éliminé après la publication de l'ordonnance ... et que le volume des importations soit demeuré stable ou ait augmenté."[188]

7.245 Le Japon présente deux arguments pour démontrer que la législation des États-Unis en tant que telle est incompatible avec l'*Accord antidumping* en ce qui concerne l'obligation incombant aux autorités chargées de l'enquête de déterminer la probabilité comme le prévoit l'article 11.3. Tout d'abord, le Japon fait valoir qu'en décrivant dans le Bulletin certains scénarios factuels en présence

---

[186] Codifié dans 19 C.F.R. §351.218 d) 3) i) et iv) (pièce n° 3 du Japon, pages 223 à 225).
[187] *Sunset Policy Bulletin*, 63 FR, page 18872 (pièce n° 6 du Japon).
[188] *Sunset Policy Bulletin*, 63 FR, page 18872 (pièce n° 6 du Japon).

desquels le DOC doit constater la probabilité et d'autres scénarios en présence desquels il constatera qu'il n'y a pas probabilité, la législation des États-Unis limite l'aptitude du DOC à prendre pleinement en considération les circonstances propres à un réexamen à l'extinction particulier sur lesquelles fonder ses déterminations.[189] Deuxièmement, le Japon fait valoir (se fondant une fois encore sur le Bulletin) que le fait qu'en vertu de la législation des États-Unis une partie intéressée doive exposer des raisons valables pour que le DOC prenne en considération certains éléments de preuve présentés par cette partie est aussi incompatible avec l'article 11.3.[190]

7.246 Concernant ces deux arguments, le Japon invoque exclusivement les dispositions du Bulletin (par opposition à la Loi ou au Règlement). Le Japon n'a mentionné aucune disposition de la législation des États-Unis à l'appui de ses arguments.[191] Nous avons constaté plus haut (*supra*, paragraphe 7.145) que le Sunset Policy Bulletin ne peut pas être contesté en tant que tel en vertu de l'*Accord sur l'OMC*. Nous n'examinons donc pas plus avant les allégations "en tant que tel" du Japon qui s'appuient uniquement sur le Sunset Policy Bulletin.

b) La législation et le Sunset Policy Bulletin des États-Unis tels qu'ils sont appliqués dans le réexamen à l'extinction en cause

i) Allégations au titre de l'article 6.1, 6.2 et 6.6 de l'Accord antidumping

Arguments des parties

Japon

7.247 Le Japon estime que dans le réexamen à l'extinction en cause, le DOC a violé l'article 6.1, 6.2 et 6.6 de l'*Accord antidumping* en refusant de prendre en considération des renseignements présentés par NSC le 11 mai 2000 au motif qu'ils avaient été présentés après l'expiration du délai de 30 jours imparti par la législation des États-Unis pour communiquer des renseignements de fond lors d'un réexamen à l'extinction.[192] De l'avis du Japon, cela revenait à dénier à NSC le droit de défendre ses intérêts dans ce réexamen. Selon le Japon, le DOC a restreint de façon inadmissible la capacité de NSC de présenter des éléments de preuve pour sa défense et a donc agi de manière incompatible avec l'article 6.[193]

États-Unis

7.248 Les États-Unis indiquent que les exportateurs japonais ont été avisés 15 mois à l'avance du fait que le réexamen à l'extinction en cause allait être entrepris. À la suite de l'engagement du réexamen, un délai de 30 jours – le délai même prévu à l'article 6.1.1 – a été ménagé aux exportateurs pour présenter leur réponse de fond. Il est donc évident que NSC s'est vu ménager toutes possibilités de présenter des éléments de preuve dans le réexamen à l'extinction en cause. Par conséquent, selon les États-Unis, le Japon ne démontre pas comment le fait de prescrire aux exportateurs de présenter tous leurs éléments de preuve dans un délai de 30 jours à partir de l'engagement du réexamen à l'extinction viole l'article 6.

[189] Première communication écrite du Japon, paragraphes 118 et 119.
[190] Première communication écrite du Japon, paragraphes 127 à 129.
[191] À cet égard, nous notons en particulier l'affirmation du Japon selon laquelle il n'a pas contesté le Règlement dans le cadre de son argument concernant la prescription relative aux raisons valables prévue par la législation des États-Unis. *Voir* la réponse du Japon à la question n° 93 du Groupe spécial.
[192] Première communication écrite du Japon, paragraphe 146.
[193] Première communication écrite du Japon, paragraphe 149.

Constatations du Groupe spécial[194]

7.249 Avant d'entreprendre notre analyse de cette allégation, il nous paraît utile de rappeler les faits pertinents pour la solution du présent différend. Comme cela est indiqué plus haut, selon la législation des États-Unis, une partie intéressée par un réexamen à l'extinction qui souhaite que le DOC prenne en considération des renseignements autres que les renseignements prévus dans la Loi doit exposer au DOC des raisons valables justifiant la prise en considération de ces éléments de preuve.[195] Les éléments de preuve relatifs aux raisons valables doivent être présentés au DOC dans un délai de 30 jours à compter de l'engagement du réexamen à l'extinction, c'est-à-dire en même temps que la réponse de fond de la partie.[196] Les parties intéressées peuvent demander une prorogation de ce délai.[197]

7.250 Le réexamen à l'extinction en cause a été engagé le 1er septembre 1999. Après cette date, NSC a présenté sa réponse de fond en temps utile. Le mémoire et le contre-mémoire de NSC ont aussi été présentés en temps utile.[198] Dans son contre-mémoire présenté le 11 mai 2000, NSC a aussi fourni des renseignements concernant un "autre facteur" qui selon elle devait être pris en considération par le DOC dans ses déterminations, le Japon estimant que ces renseignements tendaient à montrer pourquoi le volume de ses expéditions à destination des États-Unis n'avait pas été tributaire de l'existence de marges de dumping pendant la période. Dans ce contexte, NSC a affirmé que la suppression du droit ne se traduirait pas par une augmentation de ses exportations à destination des États-Unis du produit visé parce qu'elle avait un intérêt majoritaire dans une entreprise des États-Unis qui produisait le même produit aux États-Unis.[199] Selon la législation des États-Unis, NSC devait exposer au DOC dans un délai de 30 jours à compter de l'engagement du réexamen à l'extinction, c'est-à-dire le 1er octobre 1999 au plus tard, des raisons valables justifiant que le DOC prenne ces renseignements en considération. NSC a présenté les renseignements additionnels en mai 2000, environ sept mois après l'expiration du délai. La législation des États-Unis prévoit la possibilité de proroger ce délai. Toutefois, si NSC a demandé et obtenu une prorogation de délai pour une autre de ses communications, elle n'a pas présenté une telle demande dans ce contexte. Le DOC a fait connaître à NSC sa décision de refuser de prendre en considération les renseignements en question dans sa détermination finale, rendue deux mois après la présentation de la communication du 11 mai 2000. La détermination finale établie par le DOC à l'issue de ce réexamen à l'extinction indique ce qui suit en ce qui concerne la décision du DOC de refuser de prendre en considération les renseignements additionnels figurant dans la communication de NSC en date du 11 mai 2000:

> "Nous sommes d'accord avec les parties nationales intéressées pour dire que NSC n'a pas démontré qu'il y avait des raisons valables pour que le Département prenne en considération d'autres facteurs, y compris la question de savoir si l'usine de galvanisation contrôlée à 50 pour cent par NSC produisait à pleine capacité ou si NSC disposait d'une clientèle stable. Comme cela est précisé dans la disposition

[194] Dans cette section, nous examinons l'allégation du Japon selon laquelle le refus du DOC d'accepter et de prendre en considération des renseignements additionnels présentés par une entreprise japonaise interrogée en l'espèce est incompatible avec l'article 6.1, 6.2 et 6.6 de l'*Accord antidumping*. Nous examinons ensuite l'allégation du Japon selon laquelle le Sunset Policy Bulletin, tel qu'il est appliqué en l'espèce, établit la présomption irréfragable qu'il est probable que le dumping subsistera lorsque le volume des importations diminue ou lorsque les marges de dumping subsistent après l'imposition de l'ordonnance, ce qui est incompatible avec la prescription de l'article 11.3 de l'*Accord antidumping* voulant que les autorités établissent une détermination prospective selon laquelle il est probable que le dumping se reproduira ou subsistera.

[195] Codifié dans 19 U.S.C. §1675 a) c) 1) et 2) (pièce n° 1e du Japon, pages 496 et 497).

[196] *Ibid.*

[197] Réponse des États-Unis à la question n° 62 f) du Groupe spécial.

[198] Comme cela est indiqué, *infra*, au paragraphe 7.259, NSC avait demandé une prorogation du délai ménagé pour la présentation de son mémoire, qui a été accordée par le DOC.

[199] Réponse des États-Unis à la question n° 59 du Groupe spécial.

> 19 CFR 351.218 d) 3) iv), si une partie intéressée souhaite que le Département prenne en considération d'autres facteurs au cours d'un réexamen à l'extinction, elle doit présenter des éléments de preuve démontrant des raisons valables dans sa réponse de fond. Étant donné que NSC n'a pas présenté ces renseignements additionnels dans sa réponse de fond, nous ne pensons pas qu'il y ait des raisons valables d'examiner d'autres facteurs dans le présent réexamen. En outre, comme les parties nationales intéressées le font observer, même si le Département prenait en considération ces facteurs, ils auraient moins de poids que les éléments de preuve relatifs à la marge et au volume des importations figurant au dossier. Les facteurs en question ne constituent pas des éléments de preuve suffisants pour montrer qu'il est peu probable que NCS pratique le dumping à l'avenir."[200]

7.251 Il ressort du texte de la détermination finale que le motif invoqué par le DOC pour refuser de prendre en considération les renseignements additionnels en question était que ces renseignements n'avaient pas été présentés, et que des raisons valables n'avaient pas été exposées, dans le délai prévu par la législation des États-Unis, pour l'examen des renseignements additionnels.

7.252 Le Japon allègue que le refus du DOC de prendre en considération certains renseignements additionnels figurant dans la communication de NSC en date du 11 mai 2000 violait l'article 6.1, 6.2 et 6.6 de l'*Accord antidumping*. En réponse à des questions du Groupe spécial, le Japon a précisé que son allégation concernait davantage les raisons de *délai* invoqués par le DOC, par opposition à l'obligation d'exposer des raisons valables.[201] En conséquence, nous limiterons notre analyse aux raisons de délai motivant le refus du DOC de prendre en considération ces renseignements.

7.253 La question dont nous sommes saisis est donc celle de savoir si le refus du DOC de prendre en considération les renseignements figurant dans la communication de NSC en date du 11 mai 2000 au motif qu'ils n'avaient pas été présentés en temps utile était incompatible avec les dispositions de l'article 6 de l'*Accord antidumping* que le Japon a invoquées (l'article 6.1, l'article 6.2 et l'article 6.6).

7.254 Examinant la disposition pertinente de l'*Accord antidumping*, c'est-à-dire l'article 6, nous relevons d'abord les dispositions de l'article 6.1 de cet Accord, qui traite du droit pour les parties intéressées de présenter des éléments de preuve aux autorités chargées de l'enquête dans le cadre d'une enquête et qui est applicable aux réexamens à l'extinction en vertu du renvoi aux dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure figurant à l'article 11.4. Le texte introductif de l'article 6.1 est libellé comme suit:

"*Article 6*

Éléments de preuve

> 6.1 Toutes les parties intéressées par une enquête antidumping seront avisées des renseignements que les autorités exigent et se verront ménager d'amples possibilités

---

[200] *Voir Corrosion-Resistant Carbon Steel Flat Products From Japan; Final Results of Full Sunset Review of Antidumping Duty Order*, 65 FR 47380 (2 août 2000) (pièce n° 8e du Japon, page 6).

[201] À cet égard, nous notons l'affirmation ci-dessous du Japon:

> La prescription relative aux "raisons valables" elle-même est peut-être également incompatible avec l'article 6, car elle restreint de manière déraisonnable la capacité d'une entreprise de se défendre en restreignant indûment la présentation de renseignements prospectifs, et elle a restreint de manière déraisonnable la capacité du DOC d'examiner les renseignements communiqués par NSC. Toutefois, le Japon n'a pas inclus cette allégation dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. *Voir* la réponse du Japon à la question n° 105 du Groupe spécial.

> de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugeront pertinents pour les besoins de l'enquête en question."

Une partie de l'article 6.2 est libellée comme suit:

> "Pendant toute la durée de l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts."

L'article 6.6 dispose ce qui suit:

> "... les autorités s'assureront au cours de l'enquête de l'exactitude des renseignements fournis par les parties intéressées sur lesquels leurs constatations sont fondées."

7.255 L'article 6.1 et l'article 6.2 montrent clairement que les parties intéressées ont un droit défini largement de présenter des éléments de preuve à l'autorité chargée de l'enquête pendant un réexamen à l'extinction et ont le droit de se voir ménager toutes possibilités de défendre leurs intérêts. L'article 6.6 prescrit aux autorités de s'assurer de l'exactitude des renseignements présentés sur lesquels elles fondent leurs constatations. À cet égard, tout en rappelant la distinction entre règles de procédure et règles de fond dans l'*Accord antidumping*[202], nous relevons aussi l'affirmation de l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*[203], selon laquelle une détermination de la probabilité au titre de l'article 11.3 de l'*Accord antidumping* exige que l'autorité chargée de l'enquête constate, sur la base d'éléments de preuve adéquats, qu'il y a probabilité. Nous estimons que, contrairement à l'article 6.6, les dispositions de l'article 6.1 et 6.2 traitent du droit d'une partie de *présenter* des renseignements, y compris les aspects temporels de la présentation des éléments de preuve. Pour sa part, l'article 6.6 traite des obligations de l'autorité chargée de l'enquête en ce qui concerne les renseignements fournis sur lesquels ses constatations sont fondées. Si nous constatons que les États-Unis n'ont pas agi de manière incompatible avec l'élément temporel de l'article 6.1 et 6.2, nous estimerons qu'il n'est pas nécessaire que nous examinions l'allégation du Japon au titre de l'article 6.6.

7.256 Nous examinons donc si en l'espèce le DOC a agi de manière incompatible avec l'article 6.1 ou l'article 6.2 en refusant de prendre en considération des éléments de preuve à propos desquels il n'avait pas été exposé de raisons valables dans le délai de 30 jours imparti pour verser au dossier la réponse de fond dans les réexamens à l'extinction entrepris par les États-Unis.

7.257 Ce qui est au cœur de notre examen, c'est, au titre de l'article 6.1 de l'*Accord antidumping*, la question de savoir si NSC s'est vu ménager "d'amples possibilités" de présenter tous les éléments de preuve qu'elle jugeait pertinents pour les besoins du réexamen à l'extinction en cause et, au titre de l'article 6.2, la question de savoir si NSC a eu toutes possibilités de défendre ses intérêts pendant toute la durée du réexamen à l'extinction.

7.258 Le droit des parties intéressées de présenter des renseignements dans un réexamen à l'extinction ne peut pas être illimité. L'une des limitations importantes qui peuvent légitimement être apportées à ce droit consiste à impartir des délais pour la présentation des renseignements. Nous nous associons à l'opinion du Groupe spécial – à laquelle l'Organe d'appel s'est également rangé – dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud* selon laquelle "pour une bonne administration, les

---

[202] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne* ("*Thaïlande – Poutres en H*"), WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001, paragraphes 106 à 110.

[203] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, *supra*, note 22, paragraphe 117.

autorités chargées de l'enquête doivent effectivement fixer de tels délais".[204] Les autorités chargées de l'enquête doivent pouvoir contrôler le déroulement du réexamen auquel elles procèdent et passer par les multiples étapes d'un réexamen qui sont nécessaires pour arriver à une détermination finale. De fait, en l'absence de délais, les autorités céderaient effectivement le contrôle des enquêtes aux parties intéressées, et pourraient ne pas être en mesure d'achever leur réexamen dans les délais prescrits par l'*Accord antidumping*.[205] Nous notons, à cet égard, que l'article 11.4 de l'*Accord antidumping* dispose que tout réexamen effectué au titre de l'article 11 "sera effectué *avec diligence* et sera normalement terminé dans un délai de 12 mois à compter de la date à laquelle il aura été entrepris". (pas d'italique dans l'original) De plus, l'article 6.14 dispose de manière générale que les procédures énoncées à l'article 6 "n'ont pas pour but d'empêcher les autorités d'un Membre d'agir *avec diligence*". (pas d'italique dans l'original) Les délais sont donc des outils nécessaires et légitimes qui permettent aux autorités chargées de l'enquête d'effectuer et d'achever les réexamens à l'extinction en temps opportun. De toute évidence, dans les cas où l'*Accord antidumping* fixe un certain délai pour la présentation de certains renseignements, les autorités chargées de l'enquête sont tenues par le délai imposé par l'*Accord antidumping*. Un exemple d'une telle disposition est l'article 6.1.1, qui exige qu'un délai d'au moins 30 jours soit ménagé aux exportateurs pour répondre aux questionnaires envoyés par l'autorité chargée de l'enquête. Dans d'autres cas, la législation nationale d'un Membre de l'OMC peut fixer un délai pour l'exercice d'un certain droit procédural pendant la durée d'une enquête, même si l'*Accord antidumping* ne prescrit pas expressément un tel délai, à condition que le délai soit compatible avec les obligations de ce Membre. Il faut trouver un équilibre entre le droit des autorités chargées de l'enquête de contrôler et d'accélérer le déroulement de l'enquête, et l'intérêt légitime des parties à communiquer des renseignements et à ce que ces renseignements soient pris en compte.[206]

7.259 À notre avis, l'application en l'espèce par le DOC du délai de 30 jours prévu dans le Règlement pour la communication de renseignements ou d'éléments de preuve exposant des raisons valables pour que le DOC prenne en considération des renseignements additionnels présentés par NSC ayant trait à d'éventuels "autres facteurs" n'a pas restreint les "amples possibilités" ménagées à NSC de présenter des renseignements qu'elle jugeait pertinents aux fins du réexamen. Nous ne pensons pas qu'un délai de 30 jours soit un délai déraisonnable pour la présentation de renseignements dans un réexamen à l'extinction. Si dans ce cas particulier ce délai n'était pas suffisant, NSC aurait pu en demander la prorogation. Or, NSC n'a jamais demandé la prorogation du délai imparti en vertu de la législation des États-Unis pour la présentation de ces renseignements, alors même qu'une telle prorogation est envisagée dans le règlement et aurait pu être accordée par le DOC. De fait, pendant le réexamen à l'extinction en cause, NSC a demandé une fois la prorogation du délai imparti pour présenter son mémoire et le DOC a accédé à cette demande.[207] Le Japon n'a indiqué aucune raison particulière tenant la nature des renseignements figurant dans cette communication qui justifierait un tel délai. De fait, le Japon a confirmé, en réponse à une question du Groupe spécial, que NSC était en possession des renseignements en question à l'époque où elle a présenté sa réponse de fond dans le délai de 30 jours.[208]

---

[204] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* ("*États-Unis – Acier laminé à chaud*"), WT/DS184/R, adopté le 23 août 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel, *supra*, note 19, paragraphe 7.54.

[205] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, *supra*, note 19, paragraphe 73.

[206] *Ibid.*, paragraphe 86.

[207] Réponse des États-Unis à la question n° 62 c) du Groupe spécial.

[208] À cet égard, nous relevons l'affirmation ci-après du Japon: "[Ces renseignements] figuraient dans le dossier [du DOC] des réexamens administratifs concernant l'acier résistant à la corrosion en provenance du Japon. Le mémoire de NSC représentait donc la première occasion de présenter des renseignements et une argumentation après que NSC avait pris connaissance des données de fait que le DOC avait l'intention de prendre en considération dans sa détermination finale." Réponse du Japon à la question n° 107 du Groupe spécial.

7.260 Le Japon soutient que, étant donné que la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud* concernait les délais applicables à la présentation de réponses à des questionnaires, elle n'est pas applicable en l'espèce parce qu'aucun questionnaire n'a été envoyé aux parties dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause.[209] Assurément, les circonstances factuelles de l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud* étaient différentes, en ce sens qu'il s'agissait de la présentation de réponses aux questionnaires adressés par l'autorité chargée de l'enquête dans le cadre d'une enquête. De plus, l'allégation juridique a été présentée et examinée au titre de l'article 6.2 et de l'annexe II de l'*Accord antidumping*. Ces dispositions conventionnelles énoncent des obligations et contiennent des termes différents, y compris l'expression "délai raisonnable". Toutefois, dans la mesure où le raisonnement tenu par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud* peut être pertinent ici, nous estimons que des renseignements présentés sept mois après le délai fixé et environ deux mois avant la date à laquelle l'autorité chargée de l'enquête devait rendre sa détermination n'apparaîtraient en tout cas pas comme présentés en temps utile, même selon l'approche énoncée par l'Organe d'appel dans l'affaire citée. Nous soulignons, toutefois, que le Japon n'a présenté, dans le présent différend, aucune allégation au titre de l'article 6.8.

7.261 Nous ne jugeons pas pertinent l'argument des États-Unis selon lequel les exportateurs japonais ont été informés 15 mois à l'avance de l'engagement de ce réexamen à l'extinction particulier, et avaient donc amplement le temps de préparer leurs réponses de fond aux fins de ce réexamen. Les règles de procédure énoncées dans l'*Accord antidumping* ont trait au déroulement des enquêtes et des réexamens. Le fait qu'un Membre prévoie à l'avance, dans ses dispositions législatives et réglementaires nationales, la date de l'engagement d'un réexamen à l'extinction ne peut pas signifier que les droits des parties intéressées dans un réexamen à l'extinction particulier sont limités. Nous ne souhaitons nullement décourager chez les Membres la recherche de la transparence. Toutefois, le fait que les parties puissent avoir été informées à l'avance de l'engagement d'un réexamen ne limite pas leur droit de se voir ménager d'amples possibilités de présenter des éléments de preuve dans le réexamen particulier qui les concerne.[210]

7.262 Nous notons l'argument du Japon selon lequel dans le réexamen à l'extinction en cause, les exportateurs japonais ne savaient pas jusqu'à 15 jours après l'engagement du réexamen à l'extinction si la branche de production nationale participerait ou non à la procédure. De l'avis du Japon, cela veut dire qu'en fait, les exportateurs n'ont eu que 15 jours pour répondre aux questionnaires, et non pas 30 jours. Selon le Japon, c'était là une violation de l'article 6.1.[211] À notre avis, le fait que les producteurs nationaux ont informé le DOC de leur intention de participer au réexamen à l'extinction 15 jours après l'engagement de ce réexamen ne change pas le fait que les exportateurs japonais ont eu 30 jours pour répondre à l'avis d'engagement. À notre avis, le fait que les producteurs nationaux ont eu 15 jours pour faire connaître au DOC s'ils participeraient ou non au réexamen à l'extinction n'a pas porté atteinte au droit des exportateurs japonais de se voir ménager d'amples possibilités de présenter des éléments de preuve comme le prévoit l'article 6.1.

7.263 Nous constatons donc que le DOC n'a pas agi de manière incompatible avec l'article 6.1 ou l'article 6.2 de l'*Accord antidumping* en refusant de prendre en considération les renseignements

[209] Réponse du Japon à la question n° 106 du Groupe spécial.

[210] De plus, dans la mesure où les États-Unis font valoir que les renseignements requis dans un réexamen à l'extinction étaient publiés et largement disponibles bien avant l'engagement de ce réexamen, nous relevons que si le Règlement mentionne les "renseignements facultatifs inclus par les parties intéressées dans leur réponse de fond ..." et indique, conformément à la Loi des États-Unis, que des éléments de preuve de l'existence de raisons valables" doivent être présentés pour que le DOC prenne en considération d'autres facteurs, il n'indique pas explicitement ce qui constituerait de tels éléments de preuve. Ainsi, même si les parties étaient averties d'avoir à présenter des éléments de preuve relatifs à des "raisons valables" dans leur réponse de fond, l'avis donné 15 jours à l'avance qui selon les États-Unis existait en l'espèce n'existait pas en fait pour ce qui était de la nature et de la teneur des éléments de preuve relatifs aux "raisons valables".

[211] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 76.

figurant dans la communication de NSC datée du 11 mai 2000 au motif qu'ils n'étaient pas présentés en temps utile.[212]

7.264 Ayant fait cette constatation, nous ne jugeons pas nécessaire de procéder à un examen quant au fond de l'allégation du Japon au titre de l'article 6.6.

ii) Allégation au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping

Arguments des parties

Japon

7.265 Le Japon soutient que l'application par le DOC du critère "peu probable" dans le réexamen à l'extinction en cause est incompatible avec l'article 11.3. Il estime que dans ce réexamen à l'extinction, le DOC n'a pas procédé à une analyse prospective de la probabilité; au lieu de cela, il a appliqué les strictes présomptions factuelles mentionnées ci-dessus énoncées dans le Sunset Policy Bulletin et a conclu qu'il était probable que le dumping subsisterait. De l'avis du Japon, le fait que le DOC a refusé de prendre en considération la communication de NSC en date du 11 mai 2000 montre aussi qu'il n'était pas disposé à procéder à une analyse prospective de la probabilité. Le Japon fait valoir que le DOC aurait pu parvenir à une conclusion différente s'il n'avait pas refusé de prendre en considération la communication de NSC.

États-Unis

7.266 Les États-Unis soutiennent que dans le réexamen à l'extinction en cause, le DOC a appliqué le critère "probable" de l'article 11.3. Dans son analyse de la probabilité, le DOC a pris en considération – outre les renseignements communiqués par les parties intéressées – ses constatations établies à l'issue des réexamens administratifs et constaté que les exportateurs japonais avaient continué de vendre le produit visé à des prix de dumping sur le marché des États-Unis après l'imposition de l'ordonnance antidumping. Il a aussi constaté que les importations en provenance du Japon avaient diminué de manière appréciable après l'imposition de l'ordonnance antidumping et étaient restées par la suite à des niveaux bas. En conséquence, le DOC a conclu qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si l'ordonnance était abrogée. Les États-Unis indiquent aussi que NSC avait le droit de soumettre à l'examen du DOC des éléments de preuve relatifs à des facteurs autres que les constatations établies par le DOC dans le cadre de l'enquête initiale et des réexamens administratifs intermédiaires, mais qu'elle ne l'avait pas fait en temps opportun. Les États-Unis ont donc agi de manière compatible avec l'article 11.3 dans le réexamen à l'extinction en cause.

Évaluation par le Groupe spécial

7.267 En ce qui concerne le critère appliqué par le DOC pour établir ses déterminations dans le réexamen à l'extinction en cause, nous rappelons notre constatation, *supra*, selon laquelle le Règlement des États-Unis n'exige pas l'application par le DOC d'un critère "peu probable".[213] Sur cette base, nous ne jugeons donc pas que le Sunset Policy Bulletin, tel qu'il est appliqué conformément à la Loi et au Règlement, envisage l'imposition d'un critère "peu probable". De plus, la

[212] De toute façon, le DOC a aussi indiqué dans sa déclaration finale que "... même si le Département devait prendre en considération ces facteurs, ils pèseraient moins que les éléments de preuve relatifs à la marge et au volume des importations figurant au dossier." Nous examinons la nature et l'importance de cette affirmation *infra*, paragraphe 7 276 et suivants.

[213] *Supra*, paragraphe 7.239.

détermination finale[214] du DOC et l'avis de maintien de l'ordonnance[215] dans le réexamen à l'extinction en cause, indiquent, tels qu'ils sont libellés, que le critère appliqué est le critère "probable". Le Japon ne fait référence à aucun document versé au dossier qui permettrait de penser que le DOC a utilisé en fait le critère "peu probable" dans le réexamen à l'extinction en cause. Le Japon mentionne l'affirmation du DOC dans sa détermination finale libellée comme suit:

> "Par conséquent, le fait que NSC a réduit ses marges de dumping alors que ses niveaux d'importation demeuraient stables ne nous amène pas à conclure qu'il est improbable que le dumping se produise à l'avenir."[216] (non souligné dans l'original)

7.268 Toutefois, cette affirmation traduit une explication du DOC concernant une observation formulée par NSC et ne révèle donc pas le critère à partir duquel le DOC est finalement parvenu à sa conclusion. Comme on l'a indiqué plus haut, ce document indique clairement, tel qu'il est libellé, que le critère employé par le DOC dans les réexamens à l'extinction auxquels il procède est le critère "probable". Nous constatons donc que les États-Unis n'ont pas agi de manière incompatible avec l'*Accord antidumping* à cet égard.

7.269 Nous examinons maintenant les autres éléments de l'allégation du Japon selon laquelle la détermination par le DOC de la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait était incompatible avec l'article 11.3. Selon nous, l'argument présenté ici par le Japon est double: premièrement, le fait que le DOC n'a pas pris en considération les renseignements présentés par NSC vers la fin de la période d'enquête indique qu'il n'a pas dûment déterminé la probabilité dans le réexamen à l'extinction en cause; et deuxièmement, le DOC n'a pas établi une détermination appropriée, prospective de la probabilité au sens de l'article 11.3 en ce sens qu'il a suivi les présomptions factuelles énoncées dans le Sunset Policy Bulletin et fondé sa détermination exclusivement sur les données antérieures relatives à l'existence d'un dumping et au volume des importations faisant l'objet d'un dumping.

7.270 Nous devons donc examiner la compatibilité avec l'article 11.3 de la détermination de la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait établie par le DOC à l'issue du réexamen à l'extinction en cause.

7.271 Nous rappelons, une fois encore, le texte de la disposition conventionnelle pertinente, qui exige qu'un droit antidumping soit supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il a été imposé,

> "... à moins que les autorités ne déterminent, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date ... qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé."

---

[214] *Corrosion-Resistant Carbon Steel Flat Products from Japan; Final Results of Full Sunset Review of Antidumping Duty Order*, 65 FR 47380 (2 août 2000) (pièce n° 8e du Japon, pages 6 et 8). La détermination finale indique, entre autres choses: "Par conséquent, une analyse du rapport entre marges de dumping et volume des importations avant et après la publication de l'ordonnance montre que le dumping subsistera si l'ordonnance est abrogée"; et "par conséquent, étant donné que le dumping a subsisté après la publication de l'ordonnance et que les importations se sont poursuivies en 1998 à des niveaux bien inférieurs aux niveaux antérieurs à la date de l'ordonnance, nous déterminons qu'il est *probable* que le dumping subsistera si l'Ordonnance est abrogée." (pas d'italique dans l'original)

[215] *Notice of Continuation of Antidumping and Countervailing Duty Orders on Certain Steel Products from Japan*, 65 FR 78469 (pièce n° 5 des États-Unis).

[216] *Corrosion-Resistant Carbon Steel Flat Products from Japan; Final Results of Full Sunset Review of Antidumping Duty Order*, 65 FR 47380 (2 août 2000) (pièce n° 8e du Japon, page 6).

Nous rappelons ici que l'article 11.3 n'impose pas de méthode particulière à suivre pour parvenir à la détermination de la "probabilité" qui doit être établie dans un réexamen à l'extinction. Cela ne veut pas dire que l'*Accord antidumping* n'énonce aucune obligation quant à la nature requise d'une détermination établie dans un tel réexamen. Le texte de l'article 11.3 énonce l'obligation de "déterminer" la probabilité que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront. Toutefois, il ne donne pas d'indications explicites quant au sens du terme "déterminer". Le sens ordinaire du terme "déterminer" est "découvrir ou établir de manière précise ou décider ou régler".[217] La prescription imposant de faire une "détermination" concernant la probabilité s'oppose donc à ce que l'autorité chargée de l'enquête présume simplement qu'il y a probabilité. Pour continuer d'imposer la mesure une fois la période d'application de cinq ans expirée, il est clair que l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer, en se fondant sur des éléments de preuve positifs[218], qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront du fait de la suppression du droit.[219] L'autorité chargée de l'enquête doit disposer d'une base factuelle suffisante pour lui permettre de tirer des conclusions motivées et adéquates concernant la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise.

7.272 En l'espèce, la détermination finale du DOC indique que la base sur laquelle le DOC a établi sa détermination de la probabilité dans le réexamen à l'extinction en cause était une analyse des tendances de l'évolution des marges de dumping et du volume des importations avant et après l'imposition de la mesure. En particulier, le DOC a fondé sa détermination de la probabilité sur les deux éléments factuels suivants: premièrement, le fait que le dumping a subsisté après l'imposition de la mesure et, deuxièmement, le fait que le volume des importations a fortement diminué après l'imposition de la mesure et est demeuré à des niveaux relativement bas. Le DOC a conclu qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait du fait de l'abrogation de la mesure.[220]

7.273 Nous examinons d'abord l'allégation du Japon selon laquelle le fait que le Doc n'a pas examiné les renseignements présentés par NSC vers la fin de la période de l'enquête indique que le DOC n'a pas dûment déterminé la probabilité dans le réexamen à l'extinction en cause. Le Japon fait valoir que dès lors que le DOC a appliqué la prescription imposant un délai de 30 jours pour l'exposé des "raisons valables" dans le réexamen à l'extinction en cause et a restreint par là le type de renseignement qui pouvait être présenté par les parties intéressées, il a agi de manière incompatible avec l'article 11.3.[221] C'est là le seul renseignement particulier que, selon le Japon, le DOC aurait dû prendre en considération dans le réexamen à l'extinction en cause, mais il ne l'a pas fait.

7.274 À première vue, ce refus opposé par le DOC pourrait sembler aller à l'encontre du cadre juridique que nous avons esquissé, en ce qu'il montre que le DOC a refusé d'examiner certains renseignements qui auraient pu être pertinents pour ses déterminations dans le réexamen à l'extinction en cause. Toutefois, nous estimons que le motif de ce refus est extrêmement pertinent. Nous avons constaté plus haut (*supra*, paragraphe 7.263) que le DOC pouvait à juste titre rejeter cette communication pour des raisons de procédure, à savoir qu'elle n'avait pas été présentée en temps utile. Dès lors que le DOC n'a pas agi de manière incompatible avec l'*Accord antidumping* en refusant

---

[217] *Oxford English Encyclopaedic Dictionary* (1991).

[218] Voir, *supra*, note 48.

[219] Nous rappelons ce que nous avons dit *supra*, paragraphe 7.45: "Une fois le réexamen engagé, pour décider à bon droit de maintenir en vigueur la mesure, les autorités sont tenues d'établir, sur la base d'éléments de preuve positifs, qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront."

[220] *Corrosion-Resistant Carbon Steel Flat Products from Japan; Final Results of Full Sunset Review of Antidumping Duty Order*, 65 FR 47380 (2 août 2000) (pièce n° 8e du Japon, page 5). En ce qui concerne l'allégation du Japon contestant l'application de la législation des États-Unis dans le réexamen à l'extinction en cause, le fait que cette analyse traduise ou non les dispositions du Sunset Policy Bulletin est sans importance. Nous examinons ici l'application de la législation des États-Unis et du Sunset Policy Bulletin dans le réexamen en cause, par opposition à la législation et au Sunset Policy Bulletin "en tant que tels".

[221] Réponse du Japon à la question n° 42 du Groupe spécial.

d'examiner un certain élément d'information pour des raisons de procédure, nous ne croyons pas que l'on puisse encore constater que les États-Unis ont néanmoins manqué à leur obligation de fond au titre de l'article 11.3, c'est-à-dire à l'obligation de déterminer qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira, en ne prenant pas cet élément d'information en considération dans leur analyse de fond. Toute autre constatation priverait de sens les règles de procédure de l'*Accord antidumping*. Si les règles de procédure autorisent l'autorité chargée de l'enquête à faire abstraction de certains renseignements dans certaines circonstances, il s'ensuit logiquement que cette autorité ne peut pas être tenue de prendre néanmoins en considération ces renseignements dans son analyse de fond. Autrement, les règles de procédure seraient vidées de leur sens et n'auraient aucune utilité.

7.275 Nous constatons donc que les États-Unis n'ont pas manqué à leur obligation de déterminer la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise lorsqu'ils ont refusé d'examiner les renseignements additionnels relatifs à d'éventuels "autres facteurs" contenus dans la communication de NSC en date du 11 mai 2000.

7.276 De toute façon, nous rappelons l'affirmation ci-après concernant les renseignements additionnels en question, contenue dans la détermination finale:

> "... même si le Département devait prendre en considération ces facteurs, ils pèseraient moins que les éléments de preuve relatifs à la marge et au volume des importations figurant au dossier. Lesdits facteurs ne fournissent pas d'éléments de preuve suffisants pour établir qu'il n'est pas probable que NSC vende à des prix de dumping à l'avenir."[222]

7.277 À supposer même pour les besoins de l'argumentation que le DOC ait été tenu d'examiner les renseignements figurant dans la communication de NSC en date du 11 mai 2000, l'affirmation ci-dessus démontre, à notre avis, qu'en fait, il les a bien examinés. Il est clair que le DOC a néanmoins pris en considération la teneur des éléments de preuve et déterminé qu'ils n'auraient pas modifié sa détermination positive de la probabilité.

7.278 Nous examinons ensuite si le DOC a satisfait à l'obligation qui lui incombe en vertu de l'article 11.3 d'établir une constatation motivée sur la base d'éléments de preuve positifs[223] montrant qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait dès l'abrogation de l'ordonnance. Nous rappelons le texte, tel qu'il est libellé, de la détermination finale du DOC:

> "Comme cela est indiqué à la section II:A.3 du Sunset Policy Bulletin, dans l'Énoncé, page 890 et dans le rapport à la Chambre, pages 63 et 64, si les entreprises continuent de pratiquer le dumping lorsque la discipline imposée par une ordonnance est en place, le Département peut raisonnablement inférer que le dumping subsisterait si la discipline était supprimée. Nous estimons, comme les parties intéressées nationales, que la détermination préliminaire du Département selon laquelle il est probable que le dumping subsistera si l'ordonnance est abrogée est étayée par des éléments de preuve substantiels figurant au dossier. Comme nous l'avons indiqué dans nos résultats préliminaires, et comme les parties intéressées nationales le font observer, les marges sont restées supérieures au niveau *de minimis* dans chacun des réexamens administratifs entrepris depuis la publication de l'ordonnance.
>
> Conformément à l'article 752 c) de la Loi, le Département a examiné aussi le volume des importations avant et après la publication de l'ordonnance. Nous avons noté dans

[222] *Corrosion-Resistant Carbon Steel Flat Products from Japan; Final Results of Full Sunset Review of Antidumping Duty Order*, 65 FR 47380 (2 août 2000) (pièce n° 8e du Japon, page 6).
[223] Voir, *supra*, note 48.

> nos résultats préliminaires que les statistiques des importations fournies par les parties nationales intéressées et par NSC concernant les importations de la marchandise visée ont diminué de 1992 à 1993, année de l'adoption de l'ordonnance, et sont demeurées à des niveaux bien inférieurs. Par conséquent, une analyse du rapport entre marges de dumping et volume des importations avant et après la publication de l'ordonnance démontre que le dumping subsistera si l'ordonnance est abrogée.
>
> Par ailleurs, nous ne partageons pas l'opinion de NSC selon laquelle le Département a ignoré les termes mêmes de la Loi et utilisé de manière sélective un libellé emprunté à l'Énoncé pour établir une politique consistant à maintenir une ordonnance à moins que les entreprises interrogées ne démontrent qu'un dumping futur n'est pas probable. Conformément à l'article 752 c) de la Loi, nous avons analysé le rapport entre marges de dumping et volume des importations avant et après la publication de l'ordonnance. Nous constatons que le dumping a continué de se produire pendant toute la durée d'existence de l'ordonnance et que le volume des importations a été nettement inférieur à ce qu'il était avant l'imposition de l'ordonnance. Par conséquent, le fait que NSC a réduit ses marges de dumping alors que pendant la même période le niveau des importations demeurait stable ne nous amène pas à conclure qu'il est improbable que le dumping se produise à l'avenir.
>
> NSC soutient aussi que le Département a renversé la présomption en ce qui concerne l'abrogation. Nous ne le pensons pas. Le Sunset Policy Bulletin énonce plutôt les conditions qui doivent être remplies pour que le critère relatif à l'abrogation soit établi ...
>
> Sur la base de cette analyse, le Département constate que l'existence de marges de dumping après la publication de l'ordonnance est une indication extrêmement probante de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Des taux de dépôt supérieurs à un niveau *de minimis* se maintiennent en effet pour les exportations de la marchandise visée par tous les producteurs et exportateurs japonais. En conséquence, étant donné que le dumping a subsisté après la publication de l'ordonnance et que les exportations se sont maintenues en 1998 à des niveaux bien inférieurs à ce qu'ils étaient avant la publication de l'ordonnance, nous déterminons qu'il est probable que le dumping subsisterait si l'ordonnance était abrogée."[224]

7.279 Il ressort clairement de cette détermination finale que le DOC a examiné les données relatives aux marges de dumping, telles qu'elles avaient été établies dans le cadre de réexamens administratifs postérieurs à l'imposition de la mesure, et le volume des importations avant et après l'imposition de la mesure.[225] Ces données se rapportent à des faits précédant la détermination, et pourraient donc être

---

[224] *Corrosion-Resistant Carbon Steel Flat Products from Japan; Final Results of Full Sunset Review of Antidumping Duty Order*, 65 FR 47380 (2 août 2000) (pièce n° 8e du Japon, page 5).

[225] Nous rappelons l'affirmation ci-après de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*:

> "Le maintien d'un droit compensateur doit donc être fondé sur un réexamen effectué à bon escient et sur une détermination positive selon laquelle "il est probable que le subventionnement et le dommage subsisteront ou se reproduiront" si le droit est abrogé. Lorsque le niveau de subventionnement au moment du réexamen est très faible, il doit y avoir des éléments de preuve convaincants montrant que l'abrogation du droit entraînerait néanmoins un dommage pour la branche de production nationale. Il ne suffira pas que les autorités s'appuient simplement sur la détermination de l'existence d'un dommage faite dans le cadre de l'enquête initiale. Il faudra plutôt une nouvelle détermination, fondée sur des éléments de preuve crédibles, pour établir que le maintien du droit compensateur est justifié

qualifiées de "passées" par nature. Nous ne rejetons pas l'argument du Japon, que les États-Unis ne contestent pas[226], selon lequel la détermination de la probabilité a intrinsèquement un caractère "prospectif", puisqu'elle doit nécessairement avoir trait à un moment futur hypothétique, postérieur à la détermination. Il est, toutefois, impossible de prédire une évolution future avec certitude ou avec une précision absolue. Les "faits" futurs n'existent pas. Les seuls faits qui existent et qui puissent être établis avec certitude et précision, se rapportent au passé et, dans la mesure où ils peuvent être exactement enregistrés et évalués, au présent. Nous rappelons que l'un des buts fondamentaux de l'*Accord antidumping* dans son ensemble est de faire en sorte que des déterminations objectives soient établies, fondées, dans la mesure du possible, sur des faits.[227] Ainsi, dans la mesure où elle reposera sur un fondement factuel, la détermination prospective de la probabilité reposera inévitablement sur un fondement factuel se rapportant au passé et au présent. L'autorité chargée de l'enquête doit évaluer ce fondement factuel et parvenir à une conclusion motivée quant à l'évolution future probable.

7.280 Le Japon ne conteste pas que les marges de dumping et les volumes d'importation passés puissent être pertinents, et puissent être pris en compte, dans le cadre d'une détermination de la probabilité. Toutefois, pour le Japon, ils ne constituent pas une base suffisante pour établir une détermination de la probabilité. Le Japon fait valoir que les autorités chargées de l'enquête devraient examiner tous les faits pertinents qui peuvent inclure les marges et les volumes d'importation passés, pour arriver au taux de dumping probable qui subsistera ou se reproduira probablement si le droit est supprimé.[228]

7.281 Les données correspondantes figurant au dossier dont le DOC était saisi indiquaient ce qui suit:

> "À l'issue du premier examen [administratif] portant sur la période du 1er août 1996 au 31 juillet 1997, le Département a attribué à NSC une marge de 12,51 pour cent. Dans les résultats finals du deuxième réexamen, portant sur la période du 1er août 1997 au 31 juillet 1998, le Département a déterminé des marges de 2,47 pour cent et 1,61 pour cent pour NSC et Kawasaki ..."[229]
>
> ...
>
> Les statistiques des importations fournies par les parties intéressées nationales et par NSC concernant les importations de la marchandise visée de 1991 à 1997, et celles examinées par le Département ... montrent que les importations de la marchandise visée ont diminué de 1992 à 1993, année de l'imposition de l'ordonnance, et sont restées à des niveaux bien inférieurs.[230]

---

afin de supprimer le dommage causé à la branche de production nationale." (note de bas de page omise)
Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, *supra*, note 22, paragraphe 88.

[226] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 3.

[227] Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne ("États-Unis – Acier au carbone")*, WT/DS213/R et Corr.1, adopté le 19 décembre 2002, modifié par le rapport de l'Organe d'appel, *supra*, note 22, paragraphe 8.94 et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, *supra*, note 204, paragraphe 7.55.

[228] Réponse du Japon aux questions n° 41 et 42 du Groupe spécial.

[229] *Voir Corrosion-Resistant Carbon Steel Flat Products From Japan; Preliminary Results of Full Sunset Review of Antidumping Duty Order*, 65 Fed. Reg. 16169 (27 mars 2000) (pièce n° 8c du Japon, page 1).

[230] *Voir Corrosion-Resistant Carbon Steel Flat Products From Japan; Preliminary Results of Full Sunset Review of Antidumping Duty Order*, 65 Fed. Reg. 16169 (27 mars 2000) (pièce n° 8c du Japon, page 6).

7.282 Le DOC a examiné ces éléments de preuve et est parvenu à la conclusion qu'ils étayaient l'opinion selon laquelle il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait en cas de suppression du droit.

7.283 Gardant notre critère d'examen bien présent à l'esprit, nous ne voyons, étant donné le fondement factuel et le raisonnement qui ressortent de la détermination finale, et compte tenu des circonstances particulières de ce réexamen à l'extinction, aucune raison de conclure que le DOC ne disposait pas de faits pertinents constituant une base factuelle suffisante pour lui permettre de tirer raisonnablement la conclusion concernant la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait qu'il en a tirée.[231] Nous constatons donc qu'en l'espèce, les États-Unis n'ont pas agi de manière incompatible avec l'article 11.3 à cet égard.

8. Article X:3 a) du GATT de 1994

a) La législation des États-Unis en tant que telle

i) Arguments des parties

Japon

7.284 Le Japon estime que les lois des États-Unis concernant le réexamen à l'extinction ont un caractère administratif et peuvent donc être contestées au titre de l'article X:3 a) conformément à la jurisprudence établie de l'OMC. Selon le Japon, les États-Unis appliquent leurs lois relatives aux réexamens à l'extinction d'une manière incompatible avec les prescriptions de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Selon lui, l'engagement automatique à l'initiative des autorités de réexamens à l'extinction donne lieu à une application déraisonnable des lois relatives aux réexamens à l'extinction parce qu'elle permet au DOC de faire abstraction des prescriptions de fond applicables à l'engagement d'un réexamen. Par ailleurs, le fait que l'engagement automatique favorise la branche de production nationale le rend partial. Les différentes approches prises par le DOC à l'égard des réexamens au titre de l'article 11.2 et des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 démontreraient aussi que l'application des lois des États-Unis relatives aux réexamens à l'extinction n'est pas uniforme. Selon le Japon, étant donné les similarités entre éléments fondamentaux des deux réexamens, et en particulier l'obligation de procéder à une détermination prospective, ces deux réexamens devraient être administrés de manière uniforme.

États-Unis

7.285 Les États-Unis indiquent que l'article 11.3 autorise l'engagement de réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités et qu'ils engagent des réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités pour chaque ordonnance antidumping. La pratique des États-Unis est donc compatible avec l'article X:3 a) à cet égard. En ce qui concerne l'argument du Japon concernant l'administration non uniforme des réexamens au titre de l'article 11.2 et des réexamens à l'extinction, les États-Unis font valoir que l'article X:3 a) vise à faire en sorte qu'une disposition donnée soit appliquée de la même manière dans différentes situations; non que deux dispositions différentes soient appliquées de la même manière. Étant donné que les réexamens au titre de l'article 11.2 correspondent à des situations différentes de celles que visent les réexamens à l'extinction, il s'ensuit que les règles appliquées par les autorités chargées de l'enquête à chacun de ces deux réexamens seront aussi différentes.

[231] Nous rappelons nos constatations *supra*, paragraphes 7.157 et 7.184, concernant l'utilisation par les États-Unis des marges de dumping calculées dans le cadre de réexamens administratifs, et notre opinion selon laquelle les États-Unis n'ont pas agi de manière incompatible avec l'article 2.4 ou l'article 11.3 à cet égard.

ii) Évaluation par le Groupe spécial[232]

7.286 Le Japon présente deux allégations en rapport avec son allégation "en tant que tel" au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Elles ont trait: à l'engagement à l'initiative des autorités de réexamens à l'extinction en l'absence de tout élément de preuve et aux différences alléguées quant au traitement de l'analyse de la probabilité dans les réexamens au titre de l'article 11.2 et dans les réexamens à l'extinction, en vertu de la législation des États-Unis.

7.287 Nous commençons notre examen, comme toujours, par le texte de la disposition conventionnelle pertinente. L'article X:3 a) du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

> "Chaque partie contractante appliquera d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable, tous les règlements, lois, décisions judiciaires et administratives visés au paragraphe premier du présent article."

7.288 Avant d'examiner quant au fond les allégations du Japon au titre de cette disposition, nous examinerons la question liminaire de savoir si les allégations du Japon relèvent du champ d'application de l'article X:3 a).

7.289 Il est bien établi que seule l'*application* des lois et règlements peut être contestée au titre de l'article X:3 a), non les lois et règlements eux-mêmes. La teneur substantielle des lois et règlements peut être contestée au titre des dispositions pertinentes des accords visés.

7.290 Par exemple, en ce qui concerne le champ d'application de l'article X:3 a), l'Organe d'appel a affirmé ce qui suit:

> "Le texte de l'article X:3 a) indique clairement que les dispositions exigeant qu'il soit procédé d'une manière "uniforme, impartiale et raisonnable" ne visent pas les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives *eux-mêmes*, mais plutôt l'*application* de ces lois, règlements, décisions judiciaires et administratives. ... l'article X vise l'*application* des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives. Dans la mesure où les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives eux-mêmes sont discriminatoires, ils peuvent être examinés du point de vue de leur compatibilité avec les dispositions pertinentes du GATT de 1994."[233] (italique dans l'original)

7.291 De même, l'Organe d'appel a affirmé dans l'affaire *CE – Volailles*:

> "En conséquence, dans la mesure où l'appel du Brésil concerne la *teneur substantielle* des règles communautaires proprement dites, et non leur *publication* ou *application*, cet appel ne relève pas de l'article X du GATT de 1994. La compatibilité de cette teneur substantielle avec les règles de l'OMC doit être déterminée au regard des

[232] Dans cette section, nous examinons les allégations ci-après du Japon: l'allégation selon laquelle la Loi et le Règlement, "qui prescrivent au DOC d'administrer les réexamens à l'extinction de telle manière qu'il engage le réexamen automatiquement en l'absence de tout élément de preuve, constituent une application "déraisonnable" et "partiale" des lois des États-Unis relatives aux réexamens à l'extinction, et sont par conséquent", tels qu'ils sont libellés, incompatibles avec les obligations contractées par les États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994; et l'allégation selon laquelle "l'approche non uniforme du DOC à l'égard de réexamens effectués au titre de l'article 11.3, par rapport à son approche à l'égard de réexamens effectués au titre de l'article 11.2, est" en tant que pratique générale, incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994.

[233] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, *supra*, note 49, paragraphe 200.

dispositions des accords visés autres que l'article X du GATT de 1994."[234] (italique dans l'original)

7.292 Nous estimons que les allégations "en tant que tel" du Japon au titre de l'article X:3 a) ont trait aux lois et règlements des États-Unis plutôt qu'à leur application. Elles ne relèvent donc pas du champ d'application de l'article X:3 a) pour les raisons ci-après.

7.293 En ce qui concerne le premier point, c'est-à-dire l'engagement à l'initiative des autorités de réexamens à l'extinction en l'absence d'éléments de preuve, ou d'éléments de preuve suffisants, le Japon fait valoir que la Loi et le Règlement des États-Unis, qui prescrivent un tel engagement à l'initiative des autorités, sont "déraisonnables" parce qu'ils permettent au DOC de ne pas tenir compte des prescriptions de fond relatives à l'engagement d'une procédure. Le Japon soutient aussi que cet engagement à l'initiative des autorités rend l'application de la législation des États-Unis "partiale" parce qu'elle favorise la branche de production nationale des États-Unis. Nous relevons que le Japon a présenté une allégation de fond contestant à la fois la législation des États-Unis en tant que telle et son application dans le réexamen à l'extinction particulier qui est en cause concernant l'engagement à l'initiative des autorités de réexamens à l'extinction en l'absence d'éléments de preuve suffisants. Nous rappelons notre constatation ci-dessus (*supra*, paragraphe 7.54) selon laquelle l'engagement à l'initiative des autorités de réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 n'est pas assujetti aux prescriptions en matière de preuve de l'article 5.6. Cela indique que la teneur substantielle de cet aspect de la législation des États-Unis, c'est-à-dire de celui qui concerne les critères en matière de preuve applicables à l'engagement à l'initiative des autorités de réexamens à l'extinction peut être contestée, et en fait l'a été dans la présente affaire, par le Japon. En conséquence, nous fondant sur la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Volailles*, nous constatons que cet aspect de la législation des États-Unis ne peut pas être contesté au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, parce qu'il a trait à la *substance* plutôt qu'à l'application de la législation des États-Unis.

7.294 En ce qui concerne la deuxième allégation "en tant que tel" du Japon, c'est-à-dire celle qui fait état des approches différentes adoptées par les États-Unis à l'égard des réexamens au titre de l'article 11.2 ou de l'article 11.3, à supposer même que cet argument s'inscrive légitimement dans le champ d'application de l'article X:3 a), nous croyons comprendre que dans ce cas, le Japon a fondé ses allégations "en tant que tel" exclusivement sur le Sunset Policy Bulletin. Nous avons constaté plus haut (*supra*, paragraphe 7.145) que le Sunset Policy Bulletin ne peut pas être contesté en tant que tel au titre de l'*Accord sur l'OMC*. Nous n'examinons donc pas plus avant les allégations "en tant que tel" du Japon fondées uniquement sur le Sunset Policy Bulletin.

7.295 Nous concluons donc que l'application de la législation des États-Unis relative aux réexamens à l'extinction en tant que telle n'était pas incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994.

b) La législation des États-Unis telle qu'elle est appliquée dans le réexamen à l'extinction en cause

i) Arguments des parties

Japon

7.296 Le Japon soutient que l'application des deux aspects de la législation des États-Unis mentionnés dans son allégation "en tant que tel" dans le réexamen à l'extinction en cause était incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994. Il soutient aussi que le fait d'exiger des

[234] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles* ("*CE – Volailles*"), WT/DS69/AB/R, adopté le 23 juillet 1998, DSR 1998:V, 2031, paragraphe 115.

entreprises interrogées dans un réexamen à l'extinction qu'elles fournissent en peu de temps un volume important de renseignements détaillés – c'est-à-dire le refus de prendre en considération tout renseignement présenté après la première période de 30 jours à compter de l'engagement d'un réexamen à l'extinction, tel qu'il est prévu dans leurs règlements – est déraisonnable. Le fait qu'il n'est pas demandé aux producteurs nationaux de fournir autant de renseignements indique que les lois des États-Unis sont aussi appliquées de manière partiale, ce qui est incompatible avec l'article X.3 a).

États-Unis

7.297 Les États-Unis ne présentent aucun argument additionnel à propos de l'application des deux aspects de leur législation visés dans les arguments "en tant que tel" dans le présent réexamen à l'extinction en ce qui concerne cette allégation "tel qu'appliqué". En ce qui concerne le délai accordé aux entreprises interrogées, les États-Unis font valoir que l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping* prévoit aussi un délai de 30 jours pour présenter des réponses aux questionnaires. Le fait que le DOC demande aux exportateurs étrangers de présenter davantage de renseignements qu'aux producteurs nationaux tient à la nature de l'aspect dumping d'une enquête antidumping, qui est principalement tributaire des renseignements fournis par les exportateurs étrangers. L'ITC, en revanche, demande davantage de renseignements aux producteurs nationaux parce qu'elle établit en vertu de la législation des États-Unis des déterminations en matière de dommage qui sont tributaires principalement de renseignements fournis par la branche de production nationale. Les renseignements qu'il est demandé aux exportateurs étrangers de fournir en ce qui concerne le dumping sont donc compatibles avec l'article X:3 a).

Évaluation par le Groupe spécial[235]

7.298 Pour les raisons énoncées ci-dessus, nous estimons que les éléments indiqués ci-dessus en ce qui concerne les allégations "en tant que tel" du Japon n'entrent pas dans le champ d'application de l'article X:3 a).

---

[235] Dans cette section, nous examinons les allégations du Japon selon lesquelles:

- La Loi et le Règlement des États-Unis relatifs aux réexamens à l'extinction, "qui prescrivent au DOC d'administrer les réexamens à l'extinction de telle manière qu'il engage le réexamen automatiquement en l'absence de tout élément de preuve, constituent une application "déraisonnable" et "partiale" des lois des États-Unis relatives aux réexamens à l'extinction, et sont par conséquent ... tels qu'ils sont appliqués en l'espèce, incompatibles avec les obligations résultant pour les États-Unis de l'article X:3 a) du GATT de 1994";

- L'application des règlements administratifs du DOC prescrivant au DOC de refuser de prendre en considération les autres éléments de preuve ne figurant pas dans la réponse de fond des parties est "déraisonnable" et par conséquent, telle qu'elle est appliquée en l'espèce, incompatible avec les obligations résultant pour les États-Unis de l'article X:3 a) du GATT de 1994; et

- L'approche non uniforme du DOC à l'égard de réexamens effectués au titre de l'article 11.3, par rapport à son approche à l'égard de réexamens effectués au titre de l'article 11.2 est, telle qu'elle est appliquée en l'espèce, incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994.

7.299 En ce qui concerne les allégations du Japon concernant les approches différentes adoptées par les États-Unis à l'égard des réexamens au titre de l'article 11.2 et au titre de l'article 11.3, à supposer même que cet argument s'inscrive légitimement dans le champ d'application de l'article X:3 a), nous constatons qu'il est dénué de fondement. Le Japon soutient que l'application de la législation des États-Unis n'est pas uniforme parce que le DOC adopte des approches différentes à l'égard des réexamens au titre de l'article 11.2 et au titre de l'article 11.3. Selon le Japon, étant donné que ces deux types de réexamen font intervenir la même analyse de la probabilité qui est de caractère prospectif, le DOC devrait les traiter de la même manière.

7.300 Comme nous l'avons déjà relevé, l'article 11.1 énonce la règle générale selon laquelle un droit antidumping ne peut rester en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer un dumping dommageable. L'article 11.2 et l'article 11.3 sont semblables. Ils traduisent l'application de cette règle générale aux réexamens effectués dans des circonstances différentes.

7.301 Nous avons déjà cité à de nombreuses reprises le texte de l'article 11.3. L'article 11.2 est libellé comme suit:

> "Les autorités réexamineront la nécessité de maintenir le droit dans les cas où cela sera justifié, de leur propre initiative ou, à condition qu'un laps de temps raisonnable se soit écoulé depuis l'imposition du droit antidumping définitif, à la demande de toute partie intéressée qui justifierait par des données positives la nécessité d'un tel réexamen. Les parties intéressées auront le droit de demander aux autorités d'examiner si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le dumping, si le dommage serait susceptible de subsister ou de se reproduire au cas où le droit serait éliminé ou modifié, ou l'un et l'autre. Si, à la suite du réexamen effectué au titre du présent paragraphe, les autorités déterminent que le droit antidumping n'est plus justifié, il sera supprimé immédiatement." (note de bas de page omise)

7.302 Le texte de l'article 11.2 indique clairement que les circonstances dans lesquelles les réexamens envisagés à l'article 11.2 doivent être effectués sont différentes des circonstances correspondant aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. Fait plus important, ni le paragraphe 2, ni le paragraphe 3 de l'article 11 n'indique explicitement une méthode particulière applicable aux déterminations de fond qui doivent être établies dans le cadre de ces réexamens. Cela étayerait la thèse selon laquelle les Membres de l'OMC sont autorisés à recourir à des méthodes différentes pour s'acquitter de leurs obligations de fond dans ces réexamens, à condition que leur déroulement et les déterminations reposent sur une base factuelle suffisante et que les méthodes employées ne soient pas par ailleurs incompatibles avec les obligations imposées par l'*Accord antidumping* et par l'article VI du *GATT de 1994*. Par conséquent, étant donné les différences entre ces deux réexamens et le fait que l'*Accord antidumping* n'indique pas de méthode particulière à suivre pour procéder à ces réexamens, il est à notre avis impossible d'exiger que ces deux types de réexamens soient effectués de la même manière.

7.303 Nous estimons que le troisième aspect de l'allégation du Japon formulée en ce qui concerne l'application en l'espèce de la loi des États-Unis – à savoir, que le fait d'exiger que tous éléments de preuve se rapportant à d'éventuels facteurs additionnels pertinents pour la détermination de la probabilité soient présentés dans la réponse de fond dans un délai de 30 jours à compter de l'engagement d'un réexamen à l'extinction – ne s'inscrit pas non plus dans le champ d'application de l'article X:3 a). Le Japon allègue que le refus du DOC de prendre en considération d'autres éléments de preuve en dehors de la réponse de fond des parties est "déraisonnable" et par conséquent, tel qu'il est appliqué en l'espèce, incompatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

7.304 En ce qui concerne la prescription voulant, selon la législation des États-Unis, que certains éléments de preuve soient présentés dans un délai de 30 jours, le Japon a contesté l'application de cette prescription dans le réexamen à l'extinction en cause et nous avons constaté (*supra*, paragraphe 7.263) que l'exportateur japonais (NSC) n'a pas présenté sa communication du 11 mai 2000 en temps utile. Cet élément concerne donc aussi la teneur de la législation des États-Unis plutôt que son *application*.

7.305 Dans ce contexte, le Japon soutient aussi que le fait d'exiger des exportateurs dans le cadre d'un réexamen à l'extinction qu'ils fournissent un volume important de renseignements est déraisonnable. Le Japon soutient en outre que le fait qu'un volume moindre de renseignements est exigé des producteurs nationaux rend l'application de la législation des États-Unis partiale.

7.306 Les renseignements que les exportateurs et producteurs étrangers auront en leur possession différeront nécessairement, par leur nature et leur volume, des renseignements détenus par la branche de production nationale, et ces renseignements seront utilisés à des fins différentes par l'autorité chargée de l'enquête. Cela tient au fait que de façon générale, dans les enquêtes (et dans les réexamens), les exportateurs étrangers sont la source principale des renseignements nécessaires pour établir l'élément dumping, ou la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise, de la détermination qui doit être établie, tandis que les producteurs nationaux posséderont davantage de renseignements pertinents pour l'élément dommage de la détermination qui doit être établie. En conséquence, nous constatons que cet aspect de l'allégation du Japon ne s'inscrit pas non plus dans le champ d'application de l'article X:3 a).

7.307 À supposer même pour les besoins de l'argumentation que les aspects de la législation des États-Unis contestés par le Japon s'inscrivent dans le champ d'application de l'article X:3 a), nous estimons qu'une première question préliminaire serait celle de savoir si les déterminations établies par les autorités des États-Unis chargées de l'enquête dans le cadre du réexamen à l'extinction en cause ont eu une influence appréciable sur l'application de la législation des États-Unis relative aux réexamens à l'extinction.

7.308 Tel ne semble pas être le cas ici puisque le réexamen à l'extinction en cause est l'un des nombreux autres réexamens effectués par les États-Unis et que les États-Unis appliquent apparemment les mêmes dispositions de leur législation nationale dans tous ces réexamens à l'extinction. Dans la présente procédure de groupe spécial, ce qui est au cœur des allégations, c'est l'incompatibilité alléguée de la législation des États-Unis avec les dispositions pertinentes de l'OMC. Les allégations contestant l'application de la législation des États-Unis dans le réexamen à l'extinction en cause semblent avoir été tirées des principales allégations concernant la législation des États-Unis en tant que telle.

7.309 En ce qui concerne les allégations présentées par le Japon au titre de l'article X:3 a) contestant l'application dans le réexamen à l'extinction en cause de la législation des États-Unis relative aux réexamens à l'extinction, nous jugeons utile l'affirmation ci-après de l'Organe d'appel:

> "L'article X:1 du GATT de 1994 précise que l'article X ne vise pas des transactions spécifiques, mais plutôt des règles "d'application générale".[236]

7.310 De même, le Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, a souligné que pour que les actions d'un Membre violent l'article X:3 a), ces actions devraient avoir une incidence notable sur l'application générale de la législation de ce Membre et non pas simplement sur l'issue de la seule affaire considérée.[237] Le Japon n'a pas montré que l'application de la législation des

[236] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, *supra*, note 234, paragraphe 111.
[237] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, *supra*, note 204, paragraphe 7.268.

États-Unis dans le réexamen à l'extinction en cause avait eu une telle incidence sur l'application générale de la législation des États-Unis concernant les réexamens à l'extinction. Nous constatons donc aussi que l'application dans le réexamen à l'extinction en cause de la législation des États-Unis relative aux réexamens à l'extinction n'était pas incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994.

9. Article 18.4 de l'*Accord antidumping* et article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC*

a) La législation des États-Unis en tant que telle

i) Arguments des parties

Japon

7.311 Le Japon estime que les États-Unis ont aussi agi de manière incompatible avec l'article 18.4 de l'*Accord antidumping* et avec l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC* en maintenant les législations et procédures incompatibles avec les règles de l'OMC mentionnées ci-dessus.

États-Unis

7.312 Les États-Unis estiment que le Congrès des États-Unis ayant apporté à leur législation les changements nécessaires pour la rendre conforme aux dispositions de l'*Accord antidumping*, la législation actuelle des États-Unis est compatible avec l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC*.

ii) Arguments des tierces parties

Norvège

7.313 La Norvège fait valoir que, étant incompatibles avec l'article 11 et les articles connexes de l'*Accord antidumping* tels qu'ils s'appliquent à un réexamen à l'extinction, les lois, réglementations et pratiques des États-Unis en tant que tels et tels qu'ils sont appliqués aux produits en question dans la présente affaire, sont aussi incompatibles avec l'article 18.4 de l'*Accord antidumping* et l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC*.

iii) Évaluation par le Groupe spécial

7.314 Les allégations du Japon au titre de l'article 18.4 de l'*Accord antidumping* et de l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC* sont subordonnées à une constatation selon laquelle certains aspects de la législation des États-Unis sont incompatibles avec les accords visés.

7.315 Comme nous n'avons constaté d'aucun aspect de la législation des États-Unis qu'il était incompatible avec les accords visés, nous ne constatons non plus aucune violation de l'article 18.4 de l'*Accord antidumping* ni de l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC*.

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION

8.1 En conclusion, nous constatons que:

a) En ce qui concerne les critères en matière de preuve applicables à l'engagement à l'initiative des autorités de réexamens à l'extinction:

i) l'article 751 c) 1) et 2) de la Loi des États-Unis et l'article 351.218 a) et c) 1) du Règlement sur les réexamens à l'extinction des États-Unis, qui n'énoncent aucun critère en matière de preuve pour que le DOC engage de sa propre

initiative un réexamen à l'extinction, ne sont pas incompatibles avec les articles 11.1, 11.3, 12.1, 12.3, et 5.6 de *l'Accord antidumping*;

ii) le DOC n'a pas agi de manière incompatible avec les articles 5.6, 11.1, 11.3, 12.1 et 12.3 de l'*Accord antidumping* en engageant de sa propre initiative le réexamen à l'extinction en cause en application de l'article 751 c) 1) et 2) de la Loi des États-Unis et de l'article 351.218 a) et c) 1) du Règlement sur les réexamens à l'extinction des États-Unis.

b) En ce qui concerne le critère *de minimis* applicable dans les réexamens à l'extinction:

i) l'article 351.106 c) du Règlement sur les réexamens à l'extinction des États-Unis, qui prescrit l'application d'un critère *de minimis* de 0,5 pour cent dans les réexamens à l'extinction, n'est pas incompatible avec les articles 5.8 et 11.3 de l'*Accord antidumping,*

ii) le DOC n'a pas agi de manière incompatible avec les articles 5.8 et 11.3 de *l'Accord antidumping* en n'appliquant pas dans le réexamen à l'extinction en cause le critère *de minimis* énoncé à l'article 5.8,

c) En ce qui concerne le cumul dans les réexamens à l'extinction:

i) l'ITC n'a pas agi de manière incompatible avec les articles 3.3, 5.8 et 11.3 de l'*Accord antidumping* dans le réexamen à l'extinction en cause en cumulant les importations en provenance du Japon avec celles provenant d'autres pays visés sans appliquer le critère du caractère négligeable prévu à l'article 5.8,

d) En ce qui concerne les marges de dumping employées dans les réexamens à l'extinction:

i) le Japon n'a pas montré que le Sunset Policy Bulletin en tant que tel est incompatible avec les articles 2.2.1, , 2.2.2, 2.4, 11.3 et 18.3 de l'*Accord antidumping*,

ii) le DOC ne s'est pas fondé sur les marges de dumping initiales pour établir dans le réexamen à l'extinction en cause sa détermination de la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait, et il n'était donc pas nécessaire que nous examinions les incompatibilités alléguées de ces marges avec les articles 2, 11.3 et 18.3 de l'*Accord antidumping*,

iii) le DOC n'a pas agi de manière incompatible avec l'article 2.4 ou, à titre subsidiaire, avec l'article 11.3, de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne les marges de dumping établies dans le cadre de réexamens administratifs sur lesquelles il s'est fondé pour établir ses déterminations de la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait dans le réexamen à l'extinction en cause,

iv) l'allégation du Japon concernant le fait que le DOC a communiqué les marges de dumping initiales à l'ITC pour que celle-ci les utilise dans ses déterminations de la probabilité que le dommage subsiste ou se reproduise ne nous est pas soumise à bon droit et nous avons donc refusé de l'examiner,

e) En ce qui concerne la détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise sur la base de l'ordonnance dans son ensemble dans les réexamens à l'extinction:

i) le Japon n'a pas montré que le Sunset Policy Bulletin en tant que tel est incompatible avec les articles 6.10 et 11.3 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne la base des déterminations de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise dans les réexamens à l'extinction,

ii) le DOC n'a pas agi de manière incompatible avec les articles 6.10 et 11.3 de l'*Accord antidumping* en établissant sa détermination de la probabilité dans le réexamen à l'extinction en cause sur la base de l'ordonnance dans son ensemble,

f) En ce qui concerne l'obligation des autorités chargées de l'enquête de déterminer dans les réexamens à l'extinction la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise:

i) le Japon n'a pas montré que le Sunset Policy Bulletin en tant que tel est incompatible avec l'article 11.3 en ce qui concerne l'obligation pour les autorités chargées de l'enquête de déterminer dans les réexamens à l'extinction la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise,

ii) le DOC n'a pas agi de manière incompatible avec l'article 11.3 de l'*Accord antidumping* dans le réexamen à l'extinction en cause, en établissant sa détermination concernant la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise,

iii) le DOC n'a pas agi de manière incompatible avec l'article 6.1, 6.2 ou 6.6 de l'*Accord antidumping* dans le réexamen à l'extinction en cause, en refusant de prendre en considération certains renseignements additionnels présentés par NSC dans sa communication datée du 11 mai 2000,

g) En ce qui concerne l'application des lois et règlements des États-Unis concernant les réexamens à l'extinction:

i) la législation des États-Unis relative aux réexamens à l'extinction n'est pas incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994,

ii) l'application de la législation des États-Unis dans le réexamen à l'extinction en cause n'était pas incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994,

h) Les États-Unis n'ont pas agi de manière incompatible avec l'article 18.4 de l'*Accord antidumping* et l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC*.

8.2 Étant donné nos conclusions, nous ne faisons aucune recommandation au titre de l'article 19:1 du *Mémorandum d'accord*.

IX. DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉE PAR LE JAPON (WT/DS244/4)

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS244/4
5 avril 2002

(02-1902)

Original: anglais

ÉTATS-UNIS - RÉEXAMEN À L'EXTINCTION DES DROITS ANTIDUMPING APPLIQUÉS AUX PRODUITS PLATS EN ACIER AU CARBONE TRAITÉ CONTRE LA CORROSION EN PROVENANCE DU JAPON

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon

La communication ci-après, datée du 4 avril 2002, adressée par la Mission permanente du Japon au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Le 9 juillet 1993, le Département du commerce des États-Unis (le "DOC") a achevé son enquête antidumping concernant les importations de certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion ("acier traité contre la corrosion") en provenance du Japon et a constaté que les produits japonais étaient vendus aux États-Unis à des prix inférieurs à leur juste valeur (c'est-à-dire qu'ils faisaient l'objet d'un dumping).[238] La Commission du commerce international des États-Unis (l'"ITC") a alors déterminé, le 9 août 1993, que les importations d'acier traité contre la corrosion en provenance du Japon causaient un dommage important à la branche de production nationale des États-Unis.[239] Après la détermination de l'existence d'un dommage faite par l'ITC, le 19 août 1993, le DOC a publié son ordonnance en matière de droits antidumping définitifs concernant l'acier traité contre la corrosion en provenance du Japon, qui établit une marge de dumping initiale de 36,41 pour cent *ad valorem*[240] pour tous les exportateurs du produit visé.

Le 1er septembre 1999, le DOC a automatiquement engagé un réexamen à l'extinction des droits antidumping définitifs frappant l'acier traité contre la corrosion en provenance du Japon.[241]

---

[238] Voir Déterminations finales concernant des ventes à des prix inférieurs à la juste valeur: certains produits plats en acier au carbone laminés à chaud, certains produits plats en acier au carbone laminés à froid et certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon, 58 Fed. Reg. 37154 (9 juillet 1993).

[239] Voir *Certains produits en acier au carbone laminés plats en provenance du Japon*, publication de l'USITC n° 2664, numéro d'inventaire 731-TA-617, page 4 (détermination finale) (août 1993).

[240] Voir Ordonnances en matière de droits antidumping: certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon, 58 Fed. Reg. 44163 (19 août 1993).

[241] Voir Ouverture de réexamens après cinq ans ("réexamens à l'extinction") d'ordonnances en matière de droits antidumping et compensateurs ou d'enquêtes visant les tôles et produits plats en acier au carbone, 64 Fed. Reg. 47767 (1er septembre 1999).

Dans ses résultats préliminaires, publiés le 27 mars 2000, le DOC a constaté que l'abrogation de l'ordonnance aurait pour effet de faire subsister le dumping au taux initial de 36,41 pour cent.[242] Dans sa détermination finale, publiée le 2 août 2000, le DOC confirmait sa détermination préliminaire.[243] Enfin, le 2 novembre 2000, l'ITC a déterminé que l'abrogation de l'ordonnance antidumping aurait pour effet de faire subsister le dommage causé à la branche de production nationale des États-Unis.[244]

À la suite de ces faits, le 30 janvier 2002, le Japon a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, à l'article XXII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (le "GATT de 1994"), et à l'article 17.2 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (l'"Acc$ord antidumping"), au sujet des déterminations finales tant du DOC que de l'ITC et des dispositions et procédures pertinentes des États-Unis.[245] Les consultations, qui se sont tenues le 14 mars 2002 à Genève, ont permis aux parties de mieux comprendre leur position respective mais n'ont malheureusement pas donné lieu à une solution mutuellement satisfaisante.

Le gouvernement japonais estime que tant i) la décision des États-Unis de ne pas mettre fin à l'imposition des droits antidumping sur les importations d'acier traité contre la corrosion en provenance du Japon, que ii) les dispositions, procédures et pratiques relevant de la Loi douanière de 1930 des États-Unis ("la Loi") sur laquelle la décision était fondée, sont incompatibles avec les obligations qui découlent pour les États-Unis des articles VI et X du GATT de 1994, des articles 2, 3, 5, 6, 11, 12 et 18 de l'Accord antidumping, et de l'article XVI:4 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (l'"Accord sur l'OMC"). Le gouvernement japonais souhaiterait qu'un groupe spécial, qui sera établi conformément à l'article 4:7 et à l'article 6 du Mémorandum d'accord sur les règles et les procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord sur le règlement des différends"), examine les allégations spécifiques ci-après:

1. L'article 11.1 de l'Accord antidumping énonce le principe cardinal selon lequel les droits antidumping ne resteront en vigueur "que le temps et dans la mesure nécessaires" pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage. L'article 11.3 dispose que les droits antidumping doivent être supprimés après cinq ans, à moins que les autorités ne déterminent qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si les droits sont supprimés. Dans ce contexte, l'article 12 demande que les autorités soient convaincues qu'il existe des éléments de preuve suffisants (au sens de l'article 5) pour justifier l'ouverture du réexamen avant de notifier celle-ci au public. Nonobstant ces dispositions de l'Accord antidumping, l'article 751 c) 1) et 2) de la Loi et le Règlement 19 C.F.R. § 351.218 a) et c) 1) du DOC autorisent le DOC à engager automatiquement et de sa propre initiative des réexamens à l'extinction de la mesure sans qu'il y ait des éléments de preuve suffisants. Ce critère d'ouverture de réexamen n'exige pas l'existence d'éléments de preuve positifs suffisants dont la présentation est requise par les dispositions susmentionnées de l'Accord antidumping. Dans ce cas particulier, comme dans tous les autres, le DOC a automatiquement engagé le réexamen à l'extinction de la mesure sans présenter le moindre élément de preuve concernant la probabilité que le dumping ou le dommage subsisteront ou se reproduiront. En

[242] Voir Produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon; résultats préliminaires du réexamen à l'extinction de l'ordonnance en matière de droits antidumping, 65 Fed. Reg. 16169 (27 mars 2000).

[243] Voir Produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon; résultats finals du réexamen complet à l'extinction de l'ordonnance en matière de droits antidumping, 65 Fed. Reg. 47380 (2 août 2000).

[244] Voir *Certains produits en acier au carbone en provenance du Japon*, publication de l'USITC n° 3364, numéro d'inventaire 731-TA-617 (réexamen) (2 novembre 2000).

[245] Cette demande a été distribuée sous la cote WT/DS244/1, G/L/508, G/ADP/D39/1.

conséquence, l'article 751 c) 1) et 2) de la Loi et le Règlement 19 C.F.R. § 351.218 a) et c) 1) du DOC, tels qu'ils sont libellés et tels qu'ils sont appliqués dans la présente affaire, sont incompatibles avec les articles 5.6, 11.1, 11.3, 12.1 et 12.3 de l'Accord antidumping et avec l'article X:3 a) du GATT de 1994.

2. Les lois, réglementations, procédures, pratiques et déterminations des États-Unis concernant la "probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira" sont incompatibles, telles qu'elles sont énoncées, en tant que pratique générale et telles qu'elles sont appliquées dans la présente affaire, avec les obligations dans le cadre de l'OMC comme suit:

a) Le Règlement 19 C.F.R. § 351.222 i) 1) ii) du DOC énonce le critère "peu probable" pour l'abrogation d'une ordonnance en matière de droits antidumping. En outre, les sections II.A.3 et II.A.4 de la publication du DOC dénommée *Sunset Policy Bulletin*[246] indiquent les conditions irréfutables d'après lesquelles le DOC peut constater qu'il n'y a aucune probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait. En fait, à notre connaissance, aucune affaire n'a jamais répondu aux conditions du critère "peu probable" énoncées par le *Sunset Policy Bulletin* jusqu'à ce jour. Le Règlement 19 C.F.R. § 351.222 i) 1) ii) du DOC et les sections II.A.3 et II.A.4 du *Sunset Policy Bulletin* du DOC, tels qu'ils sont libellés, en tant que pratique générale et tels qu'ils sont appliqués dans la présente affaire, sont incompatibles avec les prescriptions de l'article 11.3 de l'Accord antidumping et de l'article X:3 du GATT de 1994.

b) Tant l'*Énoncé des mesures administratives* (page 890) que le *Sunset Policy Bulletin* (section II.A.3) établissent une présomption irréfutable selon laquelle il est probable que le dumping subsistera lorsque le volume des importations a diminué ou lorsque les marges de dumping demeurent après la publication de l'ordonnance. La prescription relative aux "raisons valables" qui figure dans le Règlement 19 C.F.R. § 351.218 d) du DOC n'atténue pas ce défaut car elle restreint de manière inacceptable la faculté des autorités administrantes d'examiner d'autres éléments de preuve. De ce fait, il n'y a strictement aucune tentative de "déterminer" s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. Les procédures et la pratique des États-Unis à cet égard, en tant que pratique générale et telles qu'elles sont appliquées dans la présente affaire, sont incompatibles avec les obligations découlant de l'article 11.3 de l'Accord antidumping et de l'article X:3 du GATT de 1994.

c) Les marges de dumping que le DOC a utilisées dans ses réexamens à l'extinction de la mesure, y compris son interprétation du critère *de minimis* approprié dans son analyse de la probabilité[247], sont incompatibles avec les obligations dans le cadre de l'OMC comme suit:

i) Le DOC a utilisé les marges de dumping calculées dans l'enquête initiale effectuée en 1993 pour déterminer, dans ce réexamen à l'extinction de la mesure, la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Ces marges de dumping n'ont pas été calculées conformément à l'article 2 de l'Accord antidumping. La politique et la pratique des États-Unis, en tant que pratique générale et telles qu'elles sont appliquées dans la présente affaire, sont donc incompatibles avec les obligations qui découlent pour les

[246] Politiques relatives à la réalisation des réexamens après cinq ans ("réexamens à l'extinction") des ordonnances en matière de droits antidumping et droits compensateurs; Policy Bulletin, 63 Fed. Reg. 18871 (16 avril 1998) (ci-après dénommé "Sunset Policy Bulletin").

[247] *Id.*, section II.A.5.

États-Unis des articles 2, 11.3 et 18.3 de l'Accord antidumping et de l'article X:3 du GATT de 1994.

ii) Le DOC a pour pratique habituelle de ramener à zéro les marges négatives lorsqu'il calcule les marges de dumping. Il a suivi cette pratique pour calculer les marges de dumping dans les enquêtes initiales et les réexamens administratifs dans la présente affaire. L'Organe d'appel a constaté que cette pratique de réduction à zéro était incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping dans l'affaire *CE - Linge de lit* (WT/DS141). La pratique générale des États-Unis et son application dans la présente affaire sont donc incompatibles avec l'article 2.4 (en particulier le paragraphe 2.4.2) de l'Accord antidumping et avec l'article X:3 du GATT de 1994.

iii) Nonobstant le critère *de minimis* de 2,0 pour cent énoncé à l'article 5.8 de l'Accord antidumping, le Règlement 19 C.F.R. § 351.106 c) 1) du DOC et la section II.A.5 du *Sunset Policy Bulletin* prévoient un critère *de minimis* de 0,5 pour cent pour les réexamens à l'extinction de la mesure. Dans la présente affaire, si le DOC avait dûment appliqué le critère *de minimis* de 2,0 pour cent prévu à l'article 5.8 de l'Accord antidumping, les producteurs japonais pourraient avoir été exemptés du maintien en application des droits antidumping. Le Japon soutient que le critère *de minimis* des États-Unis, tel qu'il est énoncé et tel qu'il est appliqué dans la présente affaire, est incompatible avec les obligations qui découlent pour les États-Unis des articles 5.8 et 11.3 de l'Accord antidumping et de l'article X:3 du GATT de 1994.

d) Tant l'*Énoncé des mesures administratives* que le *Sunset Policy Bulletin* indiquent que le DOC "effectuera sa détermination relative à la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble".[248] La politique et la pratique des États-Unis, en tant que pratique générale et telles qu'elles sont appliquées dans la présente affaire, sont incompatibles avec les articles 6.10 (qui prévoit l'obligation de déterminer les marges de dumping sur la base de chaque entreprise) et 11.3 de l'Accord antidumping ainsi qu'avec l'article X:3 du GATT de 1994.

e) Le DOC exige que les parties japonaises interrogées communiquent tous les éléments de preuve pertinents dans leurs "réponses de fond" dans les 30 jours suivant la date de l'ouverture du réexamen. Il a refusé d'accepter et de prendre en compte tout autre renseignement présenté par une partie japonaise interrogée dans la présente affaire.[249] Le refus du DOC d'accepter et de prendre en compte ces renseignements dans la présente affaire était incompatible avec l'article 6.1, 6.2 et 6.6 de l'Accord antidumping et l'article X:3 du GATT de 1994.

f) L'approche du DOC au sujet des déterminations visées à l'article 11.3 contredit celle qu'il applique, en vertu de l'article 751 a) et d) de la Loi et du Règlement 19 C.F.R. § 351.222 b) et d) du DOC. Étant donné que le libellé concernant la détermination de la "probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira" est analogue à l'article 11.2 et à l'article 11.3, la différence d'approche des États-Unis, telle qu'elle est

[248] *Id.*, section II.A.2.

[249] Nippon Steel Corporation ("NSC") a communiqué des renseignements indiquant que l'usine de zingage dans l'Indiana qui lui appartenait à 50 pour cent produisait à pleine capacité et que la société conservait une base de clientèle stable.

énoncée, en tant que pratique générale et telle qu'elle est appliquée dans la présente affaire, est incompatible avec l'article X:3 du GATT de 1994.

3. Les procédures et déterminations des États-Unis concernant l'"ampleur de la marge qui existe probablement", c'est-à-dire les déterminations des marges de dumping qui doivent être communiquées à l'ITC aux fins de l'analyse du préjudice effectué par celle-ci, sont incompatibles avec les obligations dans le cadre de l'OMC comme suit:

   a) Tant à l'article 752 c) 3) de la Loi que dans la section II.B.1 du *Sunset Policy Bulletin*, il est dit que le DOC communiquera normalement à l'ITC les marges de dumping résultant de l'enquête initiale. Le DOC a appliqué cette politique dans la présente affaire sans prendre en compte aucun autre facteur. La politique et la pratique des États-Unis, en tant que pratique générale et telles qu'elles sont appliquées dans la présente affaire, sont donc incompatibles avec les obligations qui découlent pour les États-Unis de l'article 11.3 de l'Accord antidumping et de l'article X:3 du GATT de 1994.

   b) La communication par le DOC à l'ITC de marges de dumping antérieures à l'Accord sur l'OMC est, en tant que pratique générale et telle qu'elle est appliquée dans la présente affaire, incompatible avec les obligations qui découlent pour les États-Unis des articles 2, 11.3 et 18.3 de l'Accord antidumping et de l'article X:3 du GATT de 1994 pour les mêmes raisons que celles qui sont exposées au paragraphe 2 c) i) ci-dessus.

   c) L'application par le DOC de sa pratique incompatible avec les règles de l'OMC, qui consiste à ramener à zéro les marges de dumping négatives pour calculer l'ampleur des marges de dumping dans les réexamens à l'extinction de la mesure, est, en tant que pratique générale et telle qu'elle est appliquée dans la présente affaire, incompatible avec l'article 2.4 (en particulier le paragraphe 2.4.2) de l'Accord antidumping et l'article X:3 a) du GATT de 1994 pour les mêmes raisons que celles qui sont exposées au paragraphe 2 c) i) ci-dessus.

4. L'ITC n'examine pas la question de savoir si les importations étaient négligeables au sens de l'article 5.8 de l'Accord antidumping lorsqu'elle détermine s'il faut cumuler les importations dans un réexamen effectué après cinq ans, à l'extinction de la mesure. En outre, l'ITC, dans la présente affaire, n'a jamais examiné si les importations étaient négligeables et si, en conséquence, elles devraient ou ne devraient pas être cumulées. À la lumière de la note de bas de page 9 de l'Accord antidumping, les États-Unis ont agi de manière incompatible avec les articles 3.3, 5.8, 11.3, 12.2 et 12.3 de l'Accord antidumping et avec l'article X:3 du GATT de 1994.

5. Comme il a été dit plus haut, les États-Unis maintiennent à tort le droit antidumping sur les importations d'acier traité contre la corrosion en provenance du Japon. À cet égard, ils agissent d'une manière incompatible avec l'article 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping.

6. Comme il a été dit plus haut, les États-Unis n'ont pas effectué le réexamen à l'extinction de la mesure d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable. À cet égard, ils agissent d'une manière incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994.

7. Enfin, en maintenant ces lois, réglementations et procédures administratives incompatibles avec leurs obligations au titre de l'Accord antidumping et de l'article VI du GATT de 1994, les États-Unis agissent en violation de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC et de l'article 18.4 de l'Accord antidumping.

En conséquence, en vertu de l'article XXIII du GATT de 1994, des articles 4:7 et 6 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, ainsi que de l'article 17 de l'Accord antidumping, le gouvernement japonais a l'honneur de demander l'établissement d'un groupe spécial. À cette fin, il souhaiterait que cette demande soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'Organe de règlement des différends, qui se tiendra le 17 avril 2002.

_____

ANNEXE A

Premières communications écrites des parties

Table des matières		Page
Annexe A-1	Résumé analytique de la première communication écrite du Japon	A-2
Annexe A-2	Résumé analytique de la première communication écrite des États-Unis d'Amérique	A-13

ANNEXE A-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DU JAPON

I. INTRODUCTION

1. Le gouvernement du Japon (ci-après dénommé "le Japon") conteste la compatibilité avec les règles de l'OMC de la mise en œuvre par le gouvernement des États-Unis (ci-après dénommé "les États-Unis") des obligations contractées dans le cadre de l'OMC par diverses lois et pratiques en vertu desquelles un droit antidumping peut être imposé indéfiniment au lieu de s'"éteindre" après cinq ans. Le Japon s'intéresse spécifiquement à la décision des États-Unis de maintenir des droits antidumping sur les importations de certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion (ci-après dénommés le "produit visé") en provenance du Japon[1] après avoir procédé à un réexamen à l'extinction de l'ordonnance initiale en matière de droits antidumping visant ces produits. Les lois et règlements des États-Unis régissant les réexamens à l'extinction, tels qu'ils sont libellés, sont incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (ci-après dénommé le "GATT de 1994"), de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (ci-après dénommé "l'Accord antidumping"), et de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommé "l'Accord sur l'OMC"). En outre, l'application de ces lois et règlements, en tant que pratique générale, et dans la présente affaire, est incompatible avec de nombreuses dispositions de fond de ces accords.

2. Aux États-Unis, les obligations liées à la réalisation des réexamens à l'extinction relèvent de deux entités, le Département du commerce des États-Unis (ci-après dénommé le "DOC") qui détermine s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira, et la Commission du commerce international des États-Unis (ci-après dénommée l'"USITC") qui détermine s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira.

3. Les États-Unis ont l'obligation positive de veiller à ce que leurs lois et réglementations ainsi que leurs pratiques administratives soient compatibles avec les obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'OMC. L'article 18.4 de l'Accord antidumping et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC exigent explicitement que chaque Membre de l'OMC assure la conformité de ses lois, réglementations et "procédures administratives" avec ses obligations dans le cadre de l'OMC. Ces dispositions prévoient explicitement que les Membres ajusteront leurs "procédures administratives" pour se conformer aux obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'OMC. L'examen par le présent Groupe spécial des allégations d'incompatibilité avec les règles de l'OMC ne se limite donc pas à des cas spécifiques d'incompatibilité avec les règles de l'OMC ni aux dispositions impératives des lois et règlements mais s'étend également aux procédures administratives constantes qui ne sont pas conformes aux obligations pertinentes dans le cadre de l'OMC.

4. Le Japon note avec stupéfaction que sur les 305 réexamens à l'extinction effectués par le DOC, 73 seulement ont abouti à la constatation qu'il était peu probable que le dumping subsiste ou se reproduise. En outre, ces 73 réexamens étaient dus soit à un manque d'intérêt de la branche de

[1] *Corrosion-Resistant Carbon Steel Flat Products From Japan; Final Results of Full Sunset Review of Antidumping Duty Order*, 65 Fed. Reg. 47380 (2 août 2000) et *Certain Carbon Steel Products From Australia, Belgium, Brazil, Canada, Finland, France, Germany, Japan, Korea, Mexico, the Netherlands, Poland, Romania, Spain, Sweden, Taïwan, et the United Kingdom*, USITC Pub. n° 3364, Inv. Nos. AA1921-197 (Review), 701-TA-231, 319, 322, 325-328, 340, 342, et 348-350 (Review), et 731-TA-573-576, 578, 582-587, 604, 607-608, 612 et 614-618 (Review), page 16 (novembre 2000).

production nationale soit à son retrait effectif. Lorsque la branche de production nationale a participé activement à la procédure de réexamen à l'extinction, le DOC n'a jamais - pas même une seule fois - déterminé qu'il était peu probable que les entreprises interrogées pratiquent le dumping à l'avenir. Il est difficile d'imaginer un système de lois et de pratiques garantissant plus sûrement un résultat identique dans chaque affaire.

II. CONTEXTE FACTUEL

5. Le 19 août 1993, après achèvement des enquêtes du DOC et de l'USITC, le DOC a publié une marge de dumping définitive de 36,41 pour cent.

6. Au 1er janvier 1995, les États-Unis ont modifié la Loi douanière de 1930 (la "Loi") pour tenter de se conformer à l'Accord antidumping en vigueur. Ces amendements comportaient une modification de diverses méthodes de calcul de la marge de dumping et de nouvelles dispositions relatives au réexamen à l'extinction. Le Congrès des États-Unis a également adopté l'Énoncé des mesures administratives comme étant l'interprétation faisant foi de ces amendements.

7. Le 19 mai 1997, le DOC a publié son règlement antidumping modifié pour mettre en œuvre l'amendement de 1995 à la Loi. Le 20 mai 1998, il a publié un règlement "provisoire" concernant les réexamens à l'extinction et la procédure d'abrogation prévue à l'article 11.2. Le 16 avril 1998, le DOC a publié le *Sunset Policy Bulletin*, définissant la politique et la pratique du DOC en matière de réexamens à l'extinction. Le 22 septembre 1999, il a une nouvelle fois modifié le règlement "provisoire", mais uniquement pour ce qui est de la procédure d'abrogation au titre de l'article 11.2 de l'Accord antidumping. Le règlement "provisoire" de 1998 reste applicable à tous les réexamens à l'extinction.

8. Le 16 mars 1999, le DOC a publié les résultats définitifs du quatrième réexamen administratif couvrant la période allant du 1er août 1996 au 31 juillet 1997. Dans ce réexamen, il a constaté que le taux de la marge de dumping de Nippon Steel Corporation ("NSC") était de 12,51 pour cent. Le 29 septembre 1998, le DOC a engagé le cinquième réexamen administratif. Son résultat final, publié le 23 février 2000, attribuait une nouvelle marge de dumping de 2,48 pour cent à NSC, et de 1,32 pour cent à Kawasaki Steel Corporation ("KSC").

9. Le 1er septembre 1999, le DOC a automatiquement engagé un réexamen à l'extinction de l'ordonnance en matière de droits antidumping concernant le produit visé, conformément au calendrier prévu. Le 1er octobre 1999, NSC, qui a exporté l'essentiel du produit visé du Japon vers les États-Unis, a présenté sa réponse de fond. Le 11 mai 2000, NSC a présenté son mémoire, dans lequel elle a déclaré qu'il était peu probable que le dumping de sa part subsiste ou se reproduise étant donné qu'elle a créé une coentreprise aux États-Unis pour fabriquer le produit visé dans ce pays et qu'elle y dispose d'une clientèle fidèle. Le 2 août 2000, plus de deux mois et demi après la communication de NSC, le DOC a publié sa détermination finale dans le réexamen à l'extinction visant l'acier traité contre la corrosion en provenance du Japon. Il a établi une détermination positive sur la base de l'ordonnance dans son ensemble et a refusé de prendre en considération les facteurs et les renseignements présentés par NSC.

III. ARGUMENTATION

A. ENGAGEMENT AUTOMATIQUE DES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

10. L'article 751 c) 1) et 2) de la Loi et l'article 351.218 a) et c) 1) du règlement du DOC prescrivent que ce dernier doit automatiquement engager tous les réexamens à l'extinction sans élément de preuve. Conformément à la Loi et à son règlement, le DOC a automatiquement engagé le réexamen à l'extinction dans la présente affaire. Ces dispositions de la Loi et du règlement, ainsi que leur application par le DOC au présent réexamen à l'extinction, telles qu'elles sont libellées et telles

qu'elles sont appliquées dans la présente affaire sont incompatibles avec les articles 11.1, 11.3, 12.1, 12.3 et 5.6 de l'Accord antidumping.

1. Le texte de l'article 11.3 impose des disciplines strictes pour ce qui est du maintien des ordonnances antidumping

11. L'expression "][n]onobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2" à l'article 11.3 de l'Accord antidumping signifie qu'un droit antidumping doit être supprimé dans les cinq ans qui suivent la date à laquelle il aura initialement été imposé indépendamment de toute décision éventuelle prise antérieurement dans le cadre de réexamens menés au titre de l'article 11.2. Conformément à l'article 31 de la Convention de Vienne, l'interprétation d'un traité doit partir du texte du traité et il faut donner aux termes du traité leur "sens ordinaire" dans le "contexte" approprié. L'article 11.1 prévoit que des droits "antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage". En outre, conformément à l'article 11.2, les autorités doivent immédiatement abroger une ordonnance en matière de droits antidumping lorsqu'elles déterminent à la suite d'un réexamen que cette ordonnance n'est plus justifiée. Par conséquent, l'article 11.3, lu conjointement à l'article 11.1 et 11.2, établit la présomption que des mesures antidumping prendront fin dans les cinq années qui suivent la date à laquelle elles auront été imposées. L'emploi du futur et de l'expression "à moins que" à l'article 11.3 exprime également la même obligation à savoir que l'imposition de droits antidumping doit prendre fin dans les cinq ans.

12. Le fait que l'article 11.3 ne parle pas spécifiquement de la manière dont l'autorité administrante doit engager des réexamens à l'extinction ne prouve rien; cela confirme simplement qu'il faut chercher ces règles spécifiques ailleurs dans l'Accord.

2. Le fait que l'article 11.3 ne parle pas spécifiquement de la manière dont l'autorité administrante doit engager des réexamens à l'extinction ne prouve rien; cela confirme simplement qu'il faut chercher ces règles spécifiques ailleurs dans l'Accord.

13. L'article 11.1 décrit l'objectif général applicable à toutes les décisions de maintenir l'imposition d'un droit antidumping – à savoir que le droit ne restera en vigueur que le temps nécessaire pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage. L'"engagement" d'un réexamen à l'extinction n'a pas seulement pour but de commencer à analyser la question de savoir si le maintien de l'ordonnance est nécessaire, mais également de déterminer si l'"engagement" lui-même est nécessaire. La présomption susmentionnée selon laquelle l'imposition d'un droit antidumping doit prendre fin au bout de cinq ans suppose que certains droits seront supprimés sans aucun réexamen ni analyse. Par conséquent l'article 11.3 exige d'abord que l'autorité administrante prenne une décision liminaire sur le point de savoir s'il faut engager un réexamen à l'extinction. L'engagement n'est pas une décision vide de sens ni automatique.

14. Selon d'autres dispositions de l'Accord antidumping, comme l'article 5.6, les autorités n'ont pas carte blanche pour ouvrir automatiquement des enquêtes sans disposer d'abord d'"éléments de preuve suffisants". Il n'est pas logique d'imaginer que l'Accord antidumping limite la capacité des autorités administrantes d'engager des procédures de leur propre initiative dans certains cas et non dans d'autres.

15. En outre, l'engagement automatique de réexamens à l'extinction a un effet débilitant similaire à celui de l'ouverture d'une enquête. L'engagement automatique des réexamens à l'extinction efface tout avantage que pourrait représenter pour les exportateurs le fait de savoir que l'imposition d'un droit antidumping prendra fin de façon prévisible après cinq ans. En engageant automatiquement des réexamens à l'extinction, les États-Unis assurent virtuellement que l'imposition d'un droit dure au moins six ans plutôt que cinq ans et pour les exportateurs qui ne peuvent pas se permettre de participer à ce réexamen, l'imposition du droit antidumping se poursuivra indéfiniment. L'engagement automatique entraîne donc une interprétation incompatible de l'article 11.3.

3. Le contexte dans lequel s'applique l'article 11.3 confirme qu'il doit y avoir des "éléments de preuve suffisants" pour justifier l'engagement d'un réexamen à l'extinction

16. En outre, le texte et le contexte de l'article 12 exigent explicitement que les autorités disposent d'"éléments de preuve suffisants" pour engager des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. L'application *mutatis mutandis*, conformément à l'article 12.3, de l'article 12.1 à l'article 11.3 établit que, lorsque les autorités seront convaincues que "les éléments de preuve sont suffisants" pour justifier l'engagement, elles devront publier un avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction. Pour donner son sens approprié à l'article 12 les autorités doivent par conséquent satisfaire au critère des "éléments de preuve suffisants" pour engager des réexamens à l'extinction. L'interprétation de l'article 11.3 faite par les États-Unis est donc incorrecte parce que les États-Unis donnent de l'Accord une lecture qui exclut l'application de l'article 12.1 et 12.3.

17. Le texte et le contexte de l'article 5.6 exigent également que les autorités administrantes disposent d'"éléments de preuve suffisants" pour engager des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. En raison de l'application *mutatis mutandis* de l'article 12 à l'article 11.3, les termes "en conformité avec l'article 5" à l'article 12.1 exigent que l'article 5.6 s'applique également aux réexamens à l'extinction. L'article 5.6 exige que le critère des éléments de preuve suffisants défini à l'article 5.2 s'applique également aux cas dans lesquels les autorités administrantes engagent une procédure de leur propre initiative. Par conséquent, puisque les articles 12.1 et 5.6 utilisent tous deux la règle des "éléments de preuve suffisants", cette règle s'applique à tous les engagements de procédure, y compris lorsque les autorités, de leur propre initiative, ouvrent une enquête ou engagent un réexamen à l'extinction.

4. La décision du Groupe spécial antérieur concernant l'article 21.3 de l'Accord SMC n'est pas convaincante

18. Le Japon estime que le Groupe spécial *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/R (3 juillet 2002) a interprété à tort la compatibilité de l'engagement automatique de réexamens à l'extinction avec l'article 21.3 de l'Accord SMC, le corollaire de l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Le présent Groupe spécial ne devrait pas s'aligner sur la décision du Groupe spécial antérieur. Premièrement, le Groupe spécial des droits compensateurs a mal lu le texte. Sa constatation selon laquelle il existe "deux modalités possibles" dans les réexamens à l'extinction est juste mais incomplète. Même dans le cas d'une "demande dûment justifiée", les autorités doivent quand même évaluer si les éléments de preuve sont suffisants pour "dûment justifier" la demande. Selon l'interprétation du Groupe spécial des droits compensateurs, il n'y a pas de critère des "éléments de preuve suffisants" ni dans l'une ni dans l'autre modalité. Deuxièmement, ce Groupe spécial n'a pas examiné l'article 21.3 dans son véritable contexte. Il n'a jamais examiné ni même mentionné l'article 22.1 de l'Accord SMC (le corollaire de l'article 12.1 de l'Accord antidumping), qui prévoit le critère des "éléments de preuve suffisants", et établit un lien textuel avec les articles 21.3 à 22.7 de l'Accord SMC. Troisièmement, le Groupe spécial des droits compensateurs a permis au "but" de l'emporter sur le texte et le contexte, ce qui a abouti à une analyse inadéquate du but de l'article 21.3 de l'Accord SMC. Enfin, il a mal interprété le sens de l'expression "circonstances spéciales" à l'article 11.6 (le corollaire de l'article 5.6 de l'Accord antidumping) de l'Accord SMC. Le critère des "éléments de preuve suffisants" devrait toujours être applicable indépendamment de la fréquence de l'engagement à l'initiative des autorités entre l'enquête originale et le réexamen à l'extinction.

19. Pour les raisons susmentionnées, l'interprétation appropriée de l'article 11.3 conformément à son texte, son contexte et son objet et son but exige qu'un réexamen à l'extinction engagé à l'initiative des autorités repose sur des "éléments de preuve suffisants". Bien que le critère des "éléments de preuve suffisants" puisse varier au cas par cas, l'engagement automatique par les autorités de leur propre initiative sans aucun élément de preuve ne saurait entrer dans le cadre du critère des "éléments de preuve suffisants". La Loi et le règlement du DOC prescrivant l'engagement automatique des

réexamens à l'extinction sans aucun élément de preuve, tels qu'ils sont libellés, sont par conséquent incompatibles avec les articles 11.1, 11.3, 12.1, 12.3 et 5.6. De plus, l'engagement automatique par le DOC de ce réexamen à l'extinction le 1er septembre 1999 conformément à la Loi et au règlement du DOC est également incompatible avec ces dispositions de l'Accord antidumping.

B. "PROBABILITÉ" QUE LE DUMPING SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA

20. Le refus total du DOC dans les réexamens à l'extinction de procéder à un examen prospectif sérieux de la probabilité d'un dumping à l'avenir en se fondant sur des éléments de preuve positifs est incompatible avec l'article 11.3 tel qu'il est libellé, en tant que pratique générale et dans la présente affaire. Le règlement du DOC, l'Énoncé des mesures administratives et le *Sunset Policy Bulletin* créent une multitude d'incompatibilités avec les règles de l'OMC en empêchant quelque analyse prospective que ce soit. Le critère "probable" au titre de l'article 11.3 exige une "détermination" fondée sur une analyse prospective des éléments de preuve positifs montrant qu'il y a une probabilité, et non de lointaines possibilités, que le dumping subsistera ou se reproduira à l'avenir.

1. Le règlement prescrit l'application du critère "peu probable"

21. L'article 351.222 i) 1) ii) du règlement du DOC prescrit explicitement l'application d'un critère "peu probable" bien qu'un Groupe spécial antérieur *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) d'un mégabit ou plus, originaires de Corée*, WT/DS99/R (29 janvier 1999), ait montré clairement qu'un critère "peu probable" ne satisfait pas au critère "probable" de l'article 11. Nonobstant cette décision d'un groupe spécial antérieur et bien qu'ils aient eux-mêmes accepté cette décision, les États-Unis maintiennent le critère "peu probable" dans le règlement du DOC pour ce qui est des réexamens à l'extinction. Étant donné qu'il prescrit la suppression d'un droit antidumping en se fondant sur le critère "peu probable", le règlement du DOC est donc incompatible avec l'article 11.3.

2. Aucune tentative n'est faite pour déterminer prospectivement le caractère "probable" du dumping

22. L'incompatibilité avec les règles de l'OMC sur ce point ne se limite pas aux dispositions du règlement. Le *Sunset Policy Bulletin* exige de manière inadmissible que toute enquête factuelle réelle se limite à déterminer prospectivement s'il est "probable" que le dumping subsistera ou se reproduira, alors que les termes "probable" et "détermine[r]" à l'article 11.3 font obligation aux autorités de procéder à une analyse prospective des éléments de preuve positifs afin d'établir s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. Au lieu de considérer l'avenir, en tant que pratique générale, le DOC examine le passé.

23. Sur la base de l'Énoncé des mesures administratives, le *Sunset Policy Bulletin* établit quatre scénarios factuels afin de déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. Cependant, ces quatre scénarios factuels examinent uniquement les marges de dumping et les volumes d'importation antérieurs. Le *Sunset Policy Bulletin* limite donc de façon inadmissible l'examen du DOC à une analyse rétrospective plutôt que prospective. Qui plus est, un seul de ces quatre scénarios factuels juge "peu probable" que les entreprises interrogées pratiquent le dumping à l'avenir. Pourtant, il est pratiquement impossible que ce scénario factuel se réalise. Les entreprises interrogées qui correspondent à l'un des trois autres scénarios factuels, selon lesquels il est "probable" que ces entreprises pratiqueront le dumping à l'avenir, ne peuvent renverser cette présomption qu'en fournissant de nouveaux éléments de preuve au dossier. Pour fournir de nouveaux éléments de preuve au dossier, une entreprise interrogée doit cependant d'abord présenter des "raisons valables". Cette approche rétrospective, statique et restrictive, crée la présomption irréfutable que le dumping subsistera ou se reproduira. Le DOC a presque toujours constaté que l'un des trois premiers scénarios était applicable au réexamen à l'extinction d'un droit antidumping et n'a pratiquement jamais constaté que d'autres facteurs ou d'autres renseignements étaient suffisants pour réfuter cette présomption.

24. Par conséquent, le DOC n'adopte pas dans un réexamen à l'extinction l'approche prospective qui convient afin de déterminer s'il est probable que le dumping subsistera et il agit donc de manière incompatible avec l'article 11.3 en tant que pratique générale.

25. En outre, le DOC a appliqué cette pratique générale au présent réexamen à l'extinction pour déterminer qu'il est probable que le dumping subsistera dans la présente affaire. Il a déterminé que le dumping était probable parce que les entreprises interrogées correspondaient à l'un des trois scénarios du *Sunset Policy Bulletin* pour ce qui est du caractère "probable" (le volume actuel des importations était inférieur à ce qu'il était au cours de la période visée par l'enquête initiale, et le dumping s'est poursuivi à un niveau supérieur à 0,5 pour cent). Pour établir sa détermination, le DOC a refusé de prendre en considération d'autres renseignements présentés par NSC et montrant que le volume des exportations de cette entreprise avait été abaissé parce que le produit visé était fabriqué par sa coentreprise aux États-Unis. NSC a également présenté des éléments de fait montrant qu'elle n'exporterait pas le produit visé à des prix de dumping. Le DOC a également refusé de prendre en considération ces éléments de fait bien qu'il en ait eu connaissance depuis l'enquête initiale et les examens administratifs ultérieurs. La détermination est donc incompatible avec l'article 11.3.

3. Application par le DOC des règles des 30 jours pour la communication de renseignements dans le présent réexamen

26. Au lieu de permettre la collecte et l'analyse positives de renseignements concernant un futur dumping potentiel, le règlement du DOC, par sa procédure rigide et ses délais artificiels, empêche toute enquête valable. Appliquant le règlement, le DOC a déclaré qu'il n'avait pris en considération aucun renseignement présenté après le délai de 30 jours à compter de l'engagement du présent réexamen à l'extinction. Le DOC n'a pas véritablement donné à NSC l'occasion de défendre ses intérêts lorsqu'il a refusé de prendre en considération les renseignements que l'entreprise lui a fournis dans sa communication datée du 11 mai 2000. Une telle détermination est incompatible avec l'article 6.1, 6.2 et 6.6.

C. UTILISATION DE MARGES DE DUMPING ET DE NORMES *DE MINIMIS* INCOMPATIBLES AVEC LES RÈGLES DE L'OMC

1. Utilisation de marges incompatibles avec les règles de l'OMC

27. En application du *Sunset Policy Bulletin*, le DOC détermine la probabilité d'un dumping à l'avenir en se fondant sur les marges de dumping antérieures, y compris les marges de dumping constatées dans l'enquête initiale et dans les réexamens administratifs ultérieurs. Il a appliqué cette pratique générale au présent réexamen à l'extinction. Ces marges de dumping sont dues à l'utilisation de méthodes incompatibles avec les règles de l'OMC. Par conséquent, les États-Unis agissent de manière incompatible avec les articles 2.2.1, 2.2.2, 2.4.2, 11.3 et 18.3, en tant que pratique générale et dans la présente affaire.

28. L'article 2 donne la définition fondamentale du "dumping", laquelle régit le reste de l'Accord antidumping. Par ailleurs, l'article 18.3 exige que chaque Membre procède à ses réexamens à l'extinction conformément aux dispositions de l'Accord antidumping. Par conséquent, les États-Unis sont tenus d'appliquer des marges de dumping compatibles avec l'article 2 dans leurs réexamens à l'extinction.

29. Conformément au *Sunset Policy Bulletin*, le DOC continue toutefois d'appliquer aux réexamens à l'extinction, y compris dans la présente affaire, les marges de dumping calculées dans les enquêtes initiales antérieures à l'Accord sur l'OMC. Ces marges étaient calculées suivant des méthodes incompatibles avec l'article 2, notamment: 10 pour cent minimum de frais A&G pour le coût de production et la valeur construite, bénéfices de 8 pour cent minimum pour la valeur construite, critère des "10/90" inférieurs au coût, et comparaison entre la moyenne individuelle et la moyenne

mensuelle. Le DOC utilise ces marges de dumping incompatibles avec les règles de l'OMC pour déterminer la probabilité d'un dumping dans les réexamens à l'extinction sans même essayer de mettre ces marges en conformité avec l'article 2.

30. En outre, l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Linge de lit*, WT/DS141/AB/R (1er mars 2001) a constaté que l'article 2.4 et 2.4.2 oblige les autorités à établir une détermination de l'existence d'un dumping sans "réduire à zéro" les marges de dumping négatives. Pourtant, en tant que pratique générale, le DOC calcule constamment les marges de dumping dans les enquêtes initiales et les réexamens ultérieurs en utilisant la méthode de la réduction à zéro depuis plus de 15 ans. En application du *Sunset Policy Bulletin*, il fonde sa détermination de la probabilité sur ces marges de dumping.

31. Par conséquent, en appliquant ces marges de dumping incompatibles avec les règles de l'OMC, les États-Unis agissent de manière incompatible avec leurs obligations au regard des articles 2, 11.3 et 18.3, en tant que pratique générale et dans la présente affaire.

2. Le DOC applique un critère *de minimis* qui est faux

32. Le règlement du DOC, qui prévoit l'application d'un critère *de minimis* de 0,5 pour cent aux réexamens à l'extinction plutôt que le critère *de minimis* convenable de 2,0 pour cent prévu à l'article 5.8, tel qu'il est libellé et tel qu'il est appliqué dans la présente affaire, est incompatible avec les obligations des États-Unis au regard des articles 5.8 et 11.3. Si le critère *de minimis* convenable était appliqué à des marges de dumping compatibles avec les règles de l'OMC dans le présent réexamen à l'extinction, il aurait été constaté que les entreprises interrogées sont *de minimis*, ce qui aurait abouti à la suppression du droit antidumping.

33. Comme cela a été dit plus haut, il faut donner au terme "dumping" la même interprétation dans tout l'Accord antidumping. Par conséquent, les règles appliquées dans l'enquête initiale pour déterminer le "dumping" s'appliquent également aux déterminations en matière de "dumping" dans les réexamens à l'extinction. En outre, comme cela a été dit plus haut, un réexamen à l'extinction et une enquête initiale ont le même objet et le même but. Ils appliquent donc tous deux le même critère *de minimis* défini à l'article 5.8. De plus, conformément à l'article 11.1, les droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps nécessaire pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage. L'article 5.8 affirme qu'une marge de dumping inférieure à 2,0 pour cent ne peut pas causer un dommage. Par conséquent, il serait inapproprié de maintenir une ordonnance en matière de droits antidumping concernant des entreprises interrogées dont les marges de dumping sont par définition incapables de causer un dommage.

34. Le Groupe spécial *États-Unis – Extinction des droits compensateurs sur l'acier en provenance d'Allemagne* appuie cette interprétation. Il a constaté que le même critère *de minimis* exposé à l'article 11.9 de l'Accord SMC devrait s'appliquer à la fois aux enquêtes initiales et aux réexamens à l'extinction d'ordonnances en matière de droits compensateurs au titre de l'article 21.3 de l'Accord SMC. Le même raisonnement s'applique dans la présente affaire. En outre, le Groupe spécial *États-Unis – DRAM* maintient également qu'un critère *de minimis* de 2 pour cent s'applique aux réexamens à l'extinction.

D. LE DOC ÉTABLIT SA DÉTERMINATION EN MATIÈRE DE DUMPING SUR LA BASE DE L'ORDONNANCE DANS SON ENSEMBLE

35. La détermination en matière de dumping faite par le DOC dans les réexamens à l'extinction sur la base de l'ordonnance dans son ensemble est incompatible avec les articles 6.10 et 11.3 de l'Accord antidumping. Le *Sunset Policy Bulletin* dit explicitement que le DOC fondera sa détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Par conséquent, le DOC, à chaque occasion, a établi sa détermination sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, y

compris dans le présent réexamen à l'extinction. Cette approche est incompatible avec l'évaluation des faits pour chaque entreprise exigée par l'article 6.10. Les articles 9.2 et 11.1 donnent également à l'article 11.3 un appui contextuel, à savoir que les autorités doivent citer les fournisseurs qui seront soumis à un droit antidumping. Ainsi, les déterminations du DOC dans les réexamens à l'extinction sur la base de l'ordonnance dans son ensemble sont incompatibles avec les articles 6.10 et 11.3, en tant que pratique générale et dans la présente affaire.

E. LE DOC COMMUNIQUE À L'USITC DES MARGES INCOMPATIBLES AVEC LES RÈGLES DE L'OMC AUX FINS DE L'ANALYSE DU DOMMAGE

36. En tant que pratique générale et dans le présent réexamen à l'extinction, le DOC communique à l'USITC des marges de dumping incompatibles avec les règles de l'OMC aux fins de l'analyse du dommage. Le fait que le DOC communique des marges de dumping viciées crée une autre série d'incompatibilités avec les règles de l'OMC.

37. Comme cela a été examiné plus haut, le critère "probable" à l'article 11.3 exige une "détermination" prospective, au cas par cas, fondée sur des éléments de preuve positifs montrant qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. Par conséquent, le fait de s'appuyer uniquement sur des marges de dumping précédemment calculées et de communiquer de telles marges à l'USITC ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 11.3. Pourtant, le *Sunset Policy Bulletin*, conformément à l'Énoncé des mesures administratives, établit la pratique générale du DOC consistant à communiquer à l'USITC des marges de dumping calculées précédemment dans le cadre des enquêtes initiales dans la quasi-totalité des réexamens à l'extinction. Le DOC ne communique jamais à l'USITC des marges de dumping probables à l'avenir. Cette politique ne tient nullement compte des conditions actuelles du marché. Dans la présente affaire, par exemple, le DOC a communiqué les marges de dumping initiales, vieilles de sept ans, sans tenir compte des renseignements présentés par NSC, lesquels montraient des changements importants dans les conditions du marché survenus au cours des sept dernières années. La communication par le DOC à l'USITC de marges de dumping dépassées, en tant que pratique générale et dans la présente affaire, est incompatible avec les obligations des États-Unis au regard de l'article 11.3.

38. En outre, comme cela a été examiné plus haut, conformément à l'article 18.3, les États-Unis doivent réaliser les examens à l'extinction conformément aux dispositions de l'Accord antidumping, y compris de l'article 2. Le DOC est donc tenu de fournir à l'USITC des marges de dumping compatibles avec les règles de l'OMC aux fins de la détermination en matière de dommage. Pourtant, le DOC communique les marges de dumping des enquêtes initiales incompatibles avec les règles de l'OMC quelles que soient les méthodes de calcul appliquées. Il n'essaie pas non plus d'ajuster les marges calculées précédemment afin de les rendre compatibles avec les règles de l'OMC.

39. Dans la présente affaire, le DOC a poursuivi sa pratique générale qui consiste à ne pas ajuster les marges de dumping calculées dans l'enquête initiale et il a communiqué ces marges à l'USITC. La communication de ces marges à l'USITC par le DOC est donc incompatible avec les articles 2, 11.3 et 18.3.

F. L'USITC PROCÈDE À UNE ÉVALUATION CUMULATIVE DES IMPORTATIONS NÉGLIGEABLES AVEC LES AUTRES IMPORTATIONS

40. Conformément à l'article 3.3, l'USITC doit étudier dans un réexamen à l'extinction la question de savoir si les importations en provenance d'un pays donné sont négligeables. Tout au long de l'Accord antidumping, le terme "dommage" est défini par l'article 3, comme le prévoit spécifiquement la note de bas de page 9. Par conséquent toute disposition de l'Accord antidumping prescrivant que les autorités évaluent le dommage doit se référer aux obligations prévues à l'article 3, y compris aux critères relatifs au caractère négligeable pour ce qui est du cumul au titre de l'article 3.3. L'article 3.3 incorpore le critère relatif au caractère négligeable de 3 pour cent énoncé à l'article 5.8.

41. L'article 752 a) 7) de la Loi donne à l'USITC le pouvoir discrétionnaire de déterminer s'il faut ou non cumuler les importations en provenance des pays défendeurs pour établir une détermination en matière de dommage dans un réexamen à l'extinction. L'USITC a exercé ce pouvoir discrétionnaire et considéré le caractère négligeable dans le contexte d'un réexamen à l'extinction. Toutefois, dans sa détermination dans la présente affaire l'USITC n'a même pas abordé la question du caractère négligeable des importations lorsqu'elle a décidé s'il fallait ou non cumuler les importations en provenance du Japon avec d'autres importations. L'USITC n'a pas tenu compte des éléments de fait figurant dans son propre dossier et démontrant que les importations visées en provenance du Japon avaient constamment représenté moins de 3 pour cent des importations totales et que la somme de toutes les importations individuellement négligeables était inférieure à 7 pour cent. Par conséquent, la décision de l'USITC de cumuler les importations visées en provenance du Japon avec les importations en provenance d'autres pays dans ce réexamen à l'extinction est incompatible avec les articles 3.3, 5.8, et 11.3.

G. LES ÉTATS-UNIS N'EFFECTUENT PAS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION D'UNE MANIÈRE UNIFORME, IMPARTIALE ET RAISONNABLE

42. L'Accord sur l'OMC réglemente à la fois la substance des régimes antidumping des Membres et l'application de ces régimes, demandant leur adhésion au principe de bonne foi, fondamental dans le droit international. L'article X:3 a) du GATT de 1994 reflète cette obligation en exigeant des Membres qu'ils "applique[nt] d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable" leurs mesures. Le Groupe spécial *Argentine – Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis* (WT/DS155/R) a précisé que même l'examen des règles administratives était autorisé au titre de l'article X:3 a) à condition que les règles aient un caractère administratif. Dans la présente affaire, les politiques et procédures des États-Unis examinées ci-dessous ont toutes un caractère administratif et sont incompatibles avec la disposition fondamentale de l'article X:3 a) du GATT de 1994 exigeant l'équité.

1. L'engagement par les États-Unis des réexamens à l'extinction

43. L'article 751 c) de la Loi et l'article 351.218 a) et c) 1) du règlement du DOC établissent les règles administratives prescrivant l'engagement automatique pour toutes les ordonnances en matière de droits antidumping. L'Énoncé des mesures administratives a confirmé que ces règles avaient un caractère administratif. En engageant automatiquement les réexamens à l'extinction, les États-Unis négligent leur obligation de fond qui est de collecter des éléments de preuve justifiant l'engagement d'un réexamen à l'extinction donné. L'engagement automatique des réexamens à l'extinction, sans aucun motif, qui ne tient pas compte de ces questions de fond, constitue par conséquent une application "déraisonnable" de la Loi et du règlement de fond concernant le réexamen à l'extinction au regard de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

44. En outre, les États-Unis ont admis dans l'Énoncé des mesures administratives qu'ils engagent automatiquement des réexamens à l'extinction pour gérer le stade initial afin d'"éviter d'imposer une charge inutile à la branche de production nationale". Les États-Unis ont choisi d'engager automatiquement tous les réexamens à l'extinction en faveur de la branche de production nationale aux dépens des entreprises interrogées qui subissent les effets prolongés des mesures antidumping en raison de cet engagement automatique. Par conséquent, la Loi et le règlement des États-Unis prescrivant que le DOC engage automatiquement de sa propre initiative des réexamens à l'extinction sans aucun élément de preuve constituent également une application "partiale" de la législation des États-Unis en la matière et sont donc incompatibles tels qu'ils sont libellés et tels qu'ils sont appliqués dans la présente affaire avec les obligations des États-Unis au regard de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

2. Application par le DOC des règles des 30 jours pour les communications

45. Le DOC a dit qu'il ne prendrait en considération aucun renseignement présenté après le premier délai de 30 jours à compter de l'engagement du présent réexamen à l'extinction, comme le prévoit son règlement. En raison de ce respect strict de la règle des 30 jours de la part du DOC, NSC s'est vu refuser une véritable possibilité de défendre ses intérêts. Une telle pratique constitue une application déraisonnable de la législation des États-Unis relative à l'extinction.

46. L'application de la règle des 30 jours a également constitué une plus grande charge pour les entreprises interrogées. Le règlement du DOC exige que les entreprises interrogées, et non la branche de production nationale, fournissent des renseignements beaucoup plus approfondis et plus détaillés au cours de la période initiale de 30 jours. Outre ces exigences supplémentaires en matière de communication de renseignements imposées aux entreprises interrogées, si ces dernières souhaitent présenter d'autres renseignements, elles doivent également fournir des documents démontrant des "raisons valables" ainsi que des renseignements à l'appui. Par conséquent, le règlement du DOC nuit à l'aptitude des entreprises interrogées à se défendre de manière efficace et constitue une application "partiale" du règlement.

47. En appliquant ce règlement administratif dans la présente affaire, le DOC a géré le présent réexamen à l'extinction de manière déraisonnable et partiale à l'égard des entreprises interrogées et par conséquent de manière incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994.

3. Approche non uniforme du DOC concernant les décisions relatives à la suppression au titre de l'article 11.2 et 11.3

48. Les procédures d'abrogation au titre de l'article 11.2 de l'Accord antidumping et les procédures à l'extinction au titre de l'article 11.3 ont un objet et un but quasiment identiques et appliquent les mêmes normes juridiques pour déterminer la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Pourtant, en tant que pratique générale, le DOC a traité les réexamens relatifs à l'abrogation au titre de l'article 11.2 et les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 de manière différente. Dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 11.2, le DOC collecte activement des renseignements prospectifs concernant la situation actuelle et future du marché. En outre, lorsqu'une entreprise interrogée établit qu'elle a réalisé des expéditions en quantités commerciales à des marges de dumping zéro ou *de minimis* pendant trois années consécutives, il appartient à la branche de production nationale de réfuter la présomption selon laquelle il est peu probable que le dumping subsistera ou se reproduira après l'abrogation. En ce qui concerne les réexamens à l'extinction par contre, le DOC crée en fait, à l'encontre des entreprises interrogées, une présomption irréfutable selon laquelle il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira indépendamment de l'évolution du marché au cours des cinq années précédentes. En maintenant deux critères différents pour les procédures d'abrogation au titre de l'article 11.2 et les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3, le DOC n'applique pas ces deux procédures d'une manière uniforme comme l'exige l'article X:3 a) du GATT de 1994.

H. EN MAINTENANT LES LOIS, RÈGLEMENTS, ET PROCÉDURES ADMINISTRATIVES EXAMINÉS CI-DESSUS QUI SONT INCOMPATIBLES AVEC LES RÈGLES DE L'OMC, LES ÉTATS-UNIS MANQUENT À LEURS OBLIGATIONS AU TITRE DE L'ACCORD ANTIDUMPING ET DE L'ARTICLE XVI:4 DE L'ACCORD SUR L'OMC

49. L'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC et l'article 18.4 de l'Accord antidumping prévoient tous deux qu'un Membre doit assurer la conformité de ses lois, règlements et procédures administratives avec ses obligations et doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer cette conformité. Compte tenu de toutes les incompatibilités avec les règles de l'OMC examinées ci-dessus, les États-Unis n'ont pas encore mis leur législation relative à l'extinction en conformité avec l'Accord antidumping et l'article X:3 a) du GATT de 1994 et appliquent les lois en vigueur et les règlements et

directives qui les accompagnent d'une manière non uniforme. Par conséquent, les États-Unis ont agi de manière incompatible avec l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC et l'article 18.4 de l'Accord antidumping.

IV. CONCLUSION

50. Pour les raisons examinées ci-dessus, le Japon demande que le Groupe spécial: 1) constate que les dispositions statutaires, règlements et déterminations spécifiques des États-Unis sont incompatibles avec les diverses dispositions de l'Accord antidumping, du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC qui ont été énumérées; 2) recommande que l'Organe de règlement des différends prie les États-Unis de prendre des mesures pour modifier les éléments énumérés ci-dessus de la Loi, du règlement et des politiques en matière d'extinction afin de se conformer à leurs obligations au regard de l'Accord sur l'OMC; et 3) constate que le respect de leurs obligations au regard de l'OMC exige que les États-Unis rendent caduque l'ordonnance en matière de droits antidumping concernant le produit visé en provenance du Japon.

ANNEXE A-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

I. INTRODUCTION

1. Dans la présente procédure, le Japon conteste les constatations établies par le Département du commerce des États-Unis (le "DOC") et la Commission du commerce international des États-Unis (l'"USITC") dans le réexamen à l'extinction de l'ordonnance en matière de droits antidumping visant les produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon. Dans ces constatations les États-Unis ont déterminé qu'il était probable que le dumping et le dommage subsisteraient ou se reproduiraient si cette ordonnance était abrogée et l'ont en conséquence maintenue. Le Japon allègue que ces constatations sont incompatibles avec diverses dispositions de l'*Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce* (l'"Accord sur l'OMC"), l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (le "GATT de 1994") et l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (l'"Accord antidumping"). Le Japon prétend également contester certaines "pratiques" des États-Unis concernant les réexamens à l'extinction, sans expliquer en quoi ces pratiques sont *impératives* et par conséquent soumises au réexamen du présent Groupe spécial. Enfin, le Japon conteste certaines prescriptions légales et réglementaires concernant les réexamens à l'extinction, faisant valoir qu'elles sont incompatibles avec diverses dispositions de l'Accord sur l'OMC, du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping.

2. L'article 11.3 est la seule disposition de l'Accord antidumping qui énonce les prescriptions de fond à respecter pour déterminer si une ordonnance devrait être abrogée cinq ans après son imposition. En d'autres termes, l'article 11.3 énonce les critères et normes imposés par l'Accord antidumping pour ce qui est des réexamens à l'extinction. Les termes de l'article 11.3 sont toutefois très limités. Ils prescrivent simplement que les autorités déterminent s'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront en cas d'abrogation de l'ordonnance. Les États-Unis, dans la détermination contestée par le Japon, ainsi que dans leur législation antidumping, ont respecté les prescriptions de l'article 11.3.

3. L'article 11.3 ne précise à aucun moment les types d'éléments de preuve à utiliser pas plus qu'il n'indique les types de calculs qui seraient éventuellement nécessaires pour déterminer s'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront en l'absence de l'ordonnance. Les termes de l'article 11.3 montrent néanmoins clairement que le but d'un réexamen à l'extinction est de déterminer, grâce à une analyse *prospective* si les conditions nécessaires au maintien d'un droit antidumping sont réunies. Ainsi, un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3 est axé sur le comportement *futur* probable si la mesure corrective était supprimée, et non sur la question de savoir si et dans quelle mesure le dumping ou le dommage existe actuellement ou a existé dans le passé.

4. Pratiquement tous les aspects de la première communication du Japon - y compris ses allégations selon lesquelles les États-Unis ont inversé la "présomption d'abrogation", ont procédé à une "réduction à zéro" interdite par les règles de l'OMC et n'ont pas appliqué la "règle" *de minimis* - dénotent une compréhension fondamentalement erronée de l'objet et du but des réexamens à l'extinction. L'hypothèse de départ fondamentale sur laquelle s'appuie le Japon est qu'un réexamen à l'extinction remplace une nouvelle enquête antidumping. Le Japon est incapable de citer un seul appui textuel dans l'Accord antidumping ou l'Accord sur l'OMC pour étayer cette supposition, parce qu'un tel appui n'existe pas. Le point de vue du Japon est en outre incompatible avec l'objet et le but des réexamens à l'extinction tels qu'ils ressortent de l'article 11.3. En termes clairs, un

réexamen à l'extinction ne remplace pas une enquête, pas plus qu'il ne remplace un réexamen administratif annuel; il s'agit d'une procédure à part entière.

5. Les préoccupations du Japon ne sont rien de plus que des tentatives visant à donner des accords une lecture incluant des obligations qui n'y figurent pas et à essayer d'obtenir par le processus de règlement des différends des résultats qui ne peuvent être obtenus qu'à la table de négociation. Cela n'est toutefois pas la fonction du processus de règlement des différends tel qu'il a été établi par le *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémorandum d'accord"). Comme le dit clairement l'article 3:2 du Mémorandum d'accord, les recommandations et décisions d'un groupe spécial "ne peuvent pas accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les accords visés". Le présent Groupe spécial devrait rejeter la tentative faite par le Japon d'accroître ses droits aux dépens des États-Unis.

6. En résumé, les États-Unis ont satisfait à leurs obligations au regard de l'OMC et n'ont pas agi de manière contraire à l'article X du GATT de 1994, aux articles 2, 3, 5, 6, 11, 12, 18.3 et 18.4 de l'Accord antidumping ni à l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

II. CONTEXTE FACTUEL

7. Le 9 juillet 1993, le DOC a publié sa détermination finale positive instituant un droit antidumping sur certains produits en acier en provenance du Japon, y compris les produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion. Le 9 août 1993, l'USITC a notifié le DOC de sa détermination finale positive selon laquelle les importations de certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon causaient un dommage à la branche de production des États-Unis. Le 17 août 1993, le DOC a publié son ordonnance en matière de droits antidumping visant ces produits.

8. Le 1er septembre 1999, le DOC et l'USITC ont publié des avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction de l'ordonnance en matière de droits antidumping visant certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon. Le 2 août 2000, le DOC a publié sa détermination finale à l'extinction, constatant qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait. Le 13 novembre 2000, l'USITC a publié sa détermination finale à l'extinction, constatant qu'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait. Le 15 décembre 2000, les États-Unis ont publié un avis de maintien de l'ordonnance en matière de droits antidumping visant certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon en se fondant sur les décisions du DOC et de l'USITC.

III. ARGUMENTS DE FOND

A. LE JAPON A LA CHARGE DE PROUVER SES ALLÉGATIONS

9. Il est bien établi que, dans un différend dans le cadre de l'OMC, la partie plaignante a la charge de présenter des arguments et des éléments de preuve établissant *prima facie* qu'il y a violation. Si au total, les éléments de preuve et les arguments ne sont pas concluants pour ce qui est d'une allégation donnée, le Groupe spécial doit constater que la partie plaignante, à savoir le Japon, n'a pas établi le bien-fondé de son allégation. Les États-Unis estiment que le Japon n'a pas établi *prima facie* le bien-fondé de son allégation dans le présent différend.

B. L'ARTICLE 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING N'EXIGE PAS QU'UNE ORDONNANCE EN MATIÈRE DE DROITS ANTIDUMPING SOIT ABROGÉE APRÈS CINQ ANS

10. Le Japon fait valoir que l'article 11.3 de l'Accord antidumping exige que les ordonnances en matière de droits antidumping soient abrogées après cinq ans. L'article 11.3 ne crée pas de telles prescriptions.

11. L'article 11.3 permet aux autorités d'évaluer une ordonnance en matière de droits antidumping cinq ans après son imposition et n'exige pas l'abrogation d'une ordonnance en matière de droits antidumping après cinq ans si un réexamen à l'extinction a abouti à la détermination qu'il serait probable que le dumping et le dommage subsisteraient ou se reproduiraient si l'ordonnance était abrogée. En affirmant le contraire, le Japon déforme les termes explicites de l'article 11.3.

C. L'ACCORD ANTIDUMPING N'IMPOSE PAS DE PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE PREUVE CONCERNANT LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION ENGAGÉS AU TITRE DE L'ARTICLE 11.3 À L'INITIATIVE DES AUTORITÉS

12. L'article 11.3 ne fait aucune référence à des prescriptions en matière de preuve concernant l'engagement des réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités. Le Japon fait néanmoins valoir qu'une prescription en matière de preuve est une "règle de procédure" et, que l'article 11, et notamment l'article 11.3, ne comportant pas de "règles de procédure", de telles règles peuvent et doivent être trouvées ailleurs dans l'Accord antidumping puis être appliquées aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.

13. Le Japon n'explique pas pourquoi, dans ce cas, le fait qu'il n'y aucune référence à des prescriptions en matière de preuve concernant l'engagement d'un réexamen à l'extinction par les autorités pourrait avoir une signification autre que sa signification évidente: à savoir que les Membres ne sont pas convenus d'établir de telles prescriptions. Lorsque l'article 11 envisage des prescriptions en matière de procédure, il le fait de manière explicite.

14. Le Japon s'efforce ensuite de s'appuyer sur l'objet et le but de l'article 11 pour établir que le critère des "éléments de preuve suffisants" à l'article 5.6 est le critère en matière de preuve pour ce qui est de l'engagement des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 à l'initiative des autorités. Au lieu de lire les termes de la disposition et de les interpréter *à la lumière* de l'objet et du but de l'Accord antidumping, le Japon demande en fait que l'on établisse l'objet et le but d'une disposition donnée de l'Accord antidumping puis que l'on applique cet objet et ce but *en dépit* du sens ordinaire des mots. L'engagement d'un réexamen constitue le début nécessaire d'un processus conduisant à déterminer s'il est probable ou non que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront. L'argument du Japon est basé sur le fait qu'il assimile de manière erronée les critères d'engagement et les critères relatifs à la détermination de fond à établir dans un réexamen.

15. Selon le Japon, le contexte de l'article 11.3 confirme que la prescription en matière de preuve pour ce qui est de l'engagement des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 à l'initiative des autorités est le critère des "éléments de preuve suffisants" énoncé à l'article 5.6. Toutefois, l'examen du sens ordinaire à donner aux termes de l'article 11.3 dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'Accord antidumping n'apporte aucun soutien à l'affirmation du Japon. Le Japon tente simplement de donner de l'article 11.3 une lecture qui inclut "des mots qui n'y figurent pas".

16. Par conséquent, la législation des États-Unis n'est pas incompatible avec les règles de l'OMC lorsqu'elle prévoit l'engagement automatique des réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités et donc l'engagement automatique à l'initiative du DOC dans le cas du réexamen à l'extinction visant l'acier en provenance du Japon n'est pas incompatible avec les règles de l'OMC.

D. LE RÈGLEMENT DES ÉTATS-UNIS ET LE *SUNSET POLICY BULLETIN* DU DOC NE SONT PAS INCOMPATIBLES AVEC L'OBLIGATION DE DÉTERMINER S'IL EST PROBABLE QUE LE DUMPING SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA ÉNONCÉE À L'ARTICLE 11.3

17. Le Japon affirme que l'article 351.222 i) 1) ii) du règlement sur les réexamens à l'extinction du DOC est incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 11.3 de déterminer la probabilité. Le Japon se méprend sur le but et par conséquent sur le sens de cette disposition réglementaire. L'article 19 C.F.R. 351.222 i) 1) ii) a un caractère ministériel et porte sur le moment où est effectuée

l'abrogation après que le DOC a fait une détermination finale négative à l'extinction au titre de l'article 751 d) 2).

18. L'article 751 d) 2) de la Loi douanière de 1930 est la disposition de la législation des États-Unis qui régit les réexamens complets à l'extinction. Il dit clairement et sans ambiguïté que, dans le contexte d'un réexamen à l'extinction, le DOC doit déterminer que le dumping "est probable" pour qu'une ordonnance puisse être maintenue. Contrairement à ce qu'affirme le Japon, la législation des États-Unis prévoit que le DOC doit utiliser un critère "probable" pour déterminer si le dumping subsistera ou se reproduira.

19. Le Japon identifie "l'Énoncé des mesures administratives" et le *Sunset Policy Bulletin* comme étant les "pratiques et procédures" qui établissent une présomption prétendument "irréfragable" qu'il est probable que le dumping se poursuivra, en violation de l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Ni l'Énoncé des mesures administratives ni le *Sunset Policy Bulletin* toutefois ne prescrivent ou n'empêchent des actions relevant de l'Accord antidumping. En outre, ni l'Énoncé des mesures administratives ni le *Sunset Policy Bulletin* ne font rien de concret indépendamment d'un autre instrument. Par conséquent, aucun de ces deux textes ne crée une violation indépendante des obligations contractées dans le cadre de l'OMC. Le Japon ne peut contester que les actions réelles du DOC dans le contexte de la détermination finale à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion en provenance du Japon.

20. Le DOC a appliqué un critère "probable" dans le réexamen à l'extinction dans la présente affaire. Il a constaté l'existence d'un dumping et une régression du volume des importations pendant la période précédant le réexamen à l'extinction. Par conséquent, conformément aux obligations découlant de l'article 11.3, le DOC a tiré une déduction logique et raisonnable à savoir que cet élément de preuve indiquait qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait en l'absence d'un droit.

21. Le Japon fait valoir que l'accent mis par le DOC sur des éléments de preuve témoignant d'un "dumping antérieur" est insuffisant pour étayer les constatations du DOC dans la présente affaire. Le DOC a constaté que la marchandise visée avait fait l'objet d'un dumping pendant plusieurs périodes précédant le réexamen à l'extinction. Il est donc raisonnable de penser qu'il est probable que le dumping se poursuivra en l'absence d'une ordonnance étant donné que le dumping se produisait alors qu'une ordonnance *était en vigueur*. En fait, un dumping antérieur pendant l'application d'une discipline peut être extrêmement probant quant au comportement des exportateurs lorsqu'ils ne sont soumis à aucune discipline.

22. Le Japon fait également valoir que le rejet par le DOC de certains renseignements concernant les raisons pour lesquelles le volume des importations avait régressé était abusif. L'affirmation du Japon est incorrecte. Premièrement, le DOC a décidé de ne pas prendre en considération ces renseignements parce que ni les renseignements eux-mêmes ni la justification de leur pertinence n'avaient été fournis à temps. Par conséquent, le DOC n'a pas appliqué la prescription relative aux "raisons valables" dans la présente affaire. Deuxièmement, le DOC a expliqué que même si ces renseignements avaient été pris en considération ils n'auraient pas affectés sa détermination finale selon laquelle il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait parce que, quelles que soient les circonstances déterminant le volume des importations, il y avait des éléments de preuve montrant que les exportateurs pratiquaient le dumping après la publication de l'ordonnance.

23. Enfin, l'allégation du Japon selon laquelle le DOC a appliqué dans la présente affaire un critère "probable" différent de celui qu'il applique dans les réexamens au titre de l'article 11.2 est tout simplement incorrecte. L'analyse du DOC, exactement comme dans un réexamen au titre de l'article 11.2 s'est concentrée sur l'existence d'un dumping pendant la période précédant le réexamen à l'extinction et sur la probabilité que les producteurs japonais d'acier résistant à la corrosion pratiqueront le dumping à l'avenir. Le Japon n'a ni indiqué ni expliqué en quoi l'application par le

DOC des politiques définies dans l'Énoncé des mesures administratives et dans le *Sunset Policy Bulletin* était incompatible avec l'obligation de déterminer la probabilité au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

E. L'ANALYSE PAR LE DOC DU DUMPING DANS LE CONTEXTE DES DÉTERMINATIONS DE LA PROBABILITÉ ET DE "LA MARGE QUI EXISTE PROBABLEMENT" DANS LA PRÉSENTE AFFAIRE ÉTAIT COMPATIBLE AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING

24. Le Japon s'efforce ensuite de saper les déterminations faites dans la présente affaire en affirmant que le recours du DOC à des marges de dumping antérieures à l'Accord sur l'OMC pour calculer la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira est incompatible avec les articles 2, 11.3 et 18.3 de l'Accord antidumping, à la fois en tant que pratique générale et dans la présente affaire. Dans la même veine, le Japon conteste, tant en général que dans la présente affaire, le recours du DOC aux marges calculées dans le cadre de l'enquête initiale à cause de l'application de méthodes prétendument incompatibles avec les règles de l'OMC dans cette partie de la procédure. Le Japon maintient également que la pratique du DOC en matière de réexamen à l'extinction, à la fois en tant que pratique générale et dans la présente affaire, est contraire à l'Accord antidumping car le DOC a recouru à des marges de dumping calculées dans le cadre de l'enquête initiale et des deux réexamens administratifs achevés qui utilisaient ce que le Japon appelle la méthode de la "réduction à zéro", c'est-à-dire une méthode qui n'accorde aux entreprises interrogées aucune compensation pour les différences négatives entre la valeur normale et le prix à l'exportation (ou le prix à l'exportation construit) pour les différentes transactions. Enfin, le Japon soutient que l'approche adoptée par le DOC pour identifier le taux de dumping qui existera probablement en cas d'abrogation, à la fois en tant que pratique générale et dans la présente affaire est contraire aux articles 2, 11.3 et 18.3 de l'Accord antidumping.

25. Tout d'abord, le Japon n'a pas démontré qu'un quelconque aspect de la législation des États-Unis oblige le DOC à se fonder sur l'un des renseignements relatif à la marge auquel le Japon objecte aux fins des réexamens à l'extinction. Par conséquent, le Japon ne peut contester le recours du DOC à de tels renseignements que *dans la présente affaire*.

26. Les arguments du Japon doivent également être rejetés parce qu'ils sont fondés sur une hypothèse incorrecte, à savoir qu'un réexamen à l'extinction remplace une nouvelle enquête et que le critère applicable au titre de l'article 11.3 est donc de savoir si, dans une enquête en cours sur la marchandise visée, les autorités pourraient s'appuyer sur les renseignements en question. Au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping cependant le DOC n'est pas tenu 1) de procéder à une nouvelle enquête, 2) de quantifier les marges de dumping actuelles ou passées, ou 3) d'appliquer une méthode donnée pour examiner les marges de dumping. En outre, les arguments du Japon concernant l'utilisation de marges antérieures à l'OMC qui datent de l'enquête sont sans fondement pour la raison additionnelle que l'enquête ne relevait pas de l'Accord antidumping. Par conséquent, et en conformité avec ses obligations au regard de l'Accord antidumping, le DOC dans la présente affaire s'est *raisonnablement* appuyé sur les éléments de preuve concernant le dumping et le volume des importations pendant la durée d'application de l'ordonnance.

F. IL N'Y A PAS DE CRITÈRE *DE MINIMIS* DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

27. Au titre de l'article 5.8 de l'Accord antidumping, les Membres doivent appliquer un critère *de minimis* de 2 pour cent dans les *enquêtes* en matière de droits antidumping. Le Japon fait toutefois valoir que le critère *de minimis* énoncé à l'article 5.8 est également applicable dans les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.

28. Rien dans le texte des articles 5.8 ou 11.3 n'impose l'application du critère *de minimis* de 2 pour cent énoncé à l'article 5.8 dans les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3, pas plus que dans aucun autre type de réexamen. D'ailleurs, l'article 11.3 ne fait aucune référence à un critère

de minimis et le texte de l'article 5.8 ne fait aucune référence à l'article 11.3. Les arguments du Japon concernant le contexte et l'objet et le but n'étayent pas, eux non plus, cette théorie.

29. Une fois de plus, le Japon ne tient aucun compte de la différence fondamentale entre les enquêtes, dans lesquelles un critère *de minimis* est exigé par l'article 5.8, et les réexamens à l'extinction. La différence entre le but d'une enquête et le but d'un réexamen à l'extinction étaye la conclusion selon laquelle, en l'absence d'une référence contraire explicite, rien ne permet de supposer ou de déduire que le critère *de minimis* applicable aux enquêtes s'applique aux réexamens à l'extinction.

30. Enfin, le Japon voudrait que le Groupe spécial voie dans l'utilisation du mot "dumping" à l'article 11 une référence implicite à l'article 5.8 parce que les autorités doivent mettre fin à une enquête si la marge de dumping est *de minimis*. Rien dans le mot "dumping", tel qu'il est défini dans l'Accord antidumping, n'évoque, si peu que ce soit, un critère *de minimis*. Le texte de l'accord étant ce qu'il est, la seule conclusion que l'on peut tirer est qu'il n'y a pas d'obligation d'appliquer le critère *de minimis* énoncé à l'article 5.8 dans un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3.

31. Pour tenter d'étayer son argument inexistant pour ce qui est du texte, le Japon avance que l'application par les États-Unis d'un critère *de minimis* dans les réexamens à l'extinction est une indication de l'obligation d'appliquer une règle *de minimis* dans le contexte des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. La "pratique" *de minimis* des États-Unis n'implique pas l'Accord antidumping. Comme cela a été démontré plus haut, il n'existe pas de critère *de minimis* pour les réexamens à l'extinction. Les Membres sont donc libres de déterminer quel critère *de minimis* ils veulent éventuellement appliquer.

G. IL N'Y A PAS D'OBLIGATION AU TITRE DE L'ARTICLE 11.3 NI D'UN AUTRE ARTICLE DE L'ACCORD ANTIDUMPING DE DÉTERMINER LA PROBABILITÉ SÉPARÉMENT PAR ENTREPRISE

32. Le Japon maintient que, dans le cadre des réexamens à l'extinction, les déterminations concernant la question de savoir s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation doivent être établies séparément par entreprise, citant les articles 11.3 et 6.10 de l'Accord antidumping.

33. Le texte de l'article 11.3, qui contient les prescriptions de fond concernant les réexamens à l'extinction des droits antidumping, ne fait toutefois aucune référence à la détermination de la probabilité du dumping par entreprise. En outre, les dispositions de l'article 6, telles qu'elles sont incorporées dans les réexamens au titre de l'article 11 par l'article 11.4 ne sont pas destinées à avoir un impact sur les critères ou normes de fond à appliquer dans le cadre des réexamens à l'extinction; elles sont simplement destinées à avoir un impact sur la *manière* dont les critères ou normes de fond sont appliqués. En conséquence, rien dans l'article 11 ne permet de penser qu'il existerait des critères ou normes relatifs à la détermination de la probabilité d'un dumping qui porteraient sur la probabilité que le dumping d'une entreprise donnée subsisterait ou reprendrait. L'approche sur la base de l'ordonnance dans son ensemble exigée par la législation des États-Unis est donc parfaitement compatible avec l'Accord antidumping.

H. LE DOC A RESPECTÉ LES PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE D'ÉLÉMENTS DE PREUVE ET DE PROCÉDURE DE L'ARTICLE 11.3 DANS LA PRÉSENTE AFFAIRE

34. Il est indiscutable que, sur la base de l'article 11.4, les dispositions de l'article 6 relatives aux éléments de preuve et à la procédure s'appliquent aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. Le Japon ne conteste pas la compatibilité avec les règles de l'OMC de la législation des États-Unis à cet égard; il allègue cependant que dans la présente affaire le DOC n'a pas respecté les prescriptions en matière d'éléments de preuve et de procédure énoncées à l'article 11.3.

35. Le Japon allègue à plusieurs reprises que les procédures suivies dans la présente affaire étaient d'une certaine manière déloyales sans démontrer en quoi les procédures en question étaient incompatibles avec l'Accord antidumping. Le fait est que le DOC a appliqué des procédures raisonnables et appropriées qui satisfont parfaitement aux prescriptions en matière d'éléments de preuve et de procédure de l'article 6.

I. LA DÉCISION DE L'USITC DE CUMULER LES IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE DIVERS PAYS DANS LE PRÉSENT RÉEXAMEN À L'EXTINCTION EST COMPATIBLE AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING

36. Bien que le Japon affirme le contraire, l'examen du texte des articles 11.3, 3.3 et 5.8 de l'Accord antidumping, ainsi que la structure de l'Accord antidumping dans son ensemble montrent que cet Accord n'impose aucune analyse quantitative du caractère négligeable dans le cadre d'un réexamen à l'extinction et encore moins une analyse stricte. La législation des États-Unis, pas plus que l'Accord antidumping, n'impose l'application d'un critère quantitatif quant au caractère négligeable dans les réexamens à l'extinction. En outre, elle autorise l'USITC, sans lui en faire obligation, à cumuler les importations dans un réexamen à l'extinction si cette dernière constate que certains éléments statutaires sont réunis.

37. D'après ses termes mêmes, l'article 11.3 ne comporte pas de critère relatif au caractère négligeable. Il n'y a pas non plus de référence à des concepts relatifs au caractère négligeable ailleurs dans l'article 11. Les termes mêmes de l'article 11 n'incorporent ni implicitement ni explicitement les concepts relatifs au caractère négligeable énoncés aux articles 5.8 et 3.3. Si les négociateurs de l'Accord antidumping avaient voulu incorporer à l'article 11.3 les concepts relatifs au caractère négligeable énoncés aux articles 5.8 ou 3.3, ils auraient pu le faire et l'auraient fait comme ils l'ont fait dans de nombreux renvois explicites dans tout l'Accord antidumping.

38. Tel qu'il est libellé, l'article 3.3 s'applique aux enquêtes et non aux réexamens. En outre, il fait référence à des événements actuels, alors que l'article 11 fait référence à des éléments futurs ou probables. L'article 3.3 ne se réfère en aucune manière aux réexamens au titre de l'article 11.3. Les termes mêmes de l'article 5.8 réfutent aussi l'idée selon laquelle le critère quantitatif relatif au caractère négligeable s'applique aux réexamens à l'extinction. Le texte de cette disposition indique qu'elle ne s'applique qu'aux enquêtes. Nulle part dans l'article 5.8, ni ailleurs dans l'article 5, il n'est fait référence aux réexamens au titre de l'article 11.3.

39. En outre, la note de bas de page 9 à l'article 3 n'étaye pas l'argument du Japon. Elle prévoit simplement que toute référence au terme "dommage" dans l'Accord antidumping incorpore la définition du dommage à l'article 3. Le fait que le "dommage" devrait être interprété conformément à l'article 3 ne signifie pas automatiquement que toutes les dispositions de l'article 3 sont applicables à l'article 11. En outre, le texte de l'Accord antidumping n'apporte aucun appui à l'idée selon laquelle la disposition prévoyant la clôture d'une *enquête* lorsque les importations sont négligeables est fondée sur le principe que les importations négligeables sont forcément non dommageables.

40. Un examen de la note de bas de page 9 à la lumière de l'objet et du but de l'Accord antidumping révèle d'ailleurs pourquoi les prescriptions relatives au caractère négligeable à l'article 5.8 logiquement ne s'appliquent pas aux réexamens à l'extinction. Un réexamen au titre de l'article 11.3 n'a pas le même objectif qu'une enquête initiale au titre de l'article 3. Dans l'enquête initiale, les autorités chargées de l'enquête examinent la situation dans laquelle se trouve à ce moment-là une branche de production qui a été exposée aux effets d'importations faisant l'objet d'un dumping, et non soumises à limitation qui lui font concurrence sans qu'une mesure corrective antidumping ne soit appliquée. Dans une enquête initiale, les autorités doivent examiner le volume des importations faisant l'objet d'un commerce déloyal et non soumises à limitation, leurs effets sur les prix et leur incidence sur la branche de production nationale, éléments qui pourraient indiquer un dommage ou un risque de dommage actuel.

41. Dans un réexamen à l'extinction, les autorités chargées de l'enquête, pour décider s'il convient d'abroger l'ordonnance, examinent le volume *probable à l'avenir* des importations auxquelles des limitations ont été imposées au cours des cinq années précédentes par une ordonnance en matière de droits antidumping et leur incidence *probable à l'avenir* sur la branche de production nationale qui opère sur un marché où les mesures correctives sont en vigueur. Il peut très bien ne plus y avoir ni importations visées ni dommage important quand l'ordonnance antidumping aura été en vigueur pendant cinq ans, fait admis par le critère disant que "le dommage subsistera ou se reproduira". L'enquête envisagée au titre de l'article 11.3 est donc de nature hypothétique et entraîne l'application de critères totalement différents de ceux appliqués dans les enquêtes initiales pour ce qui est du volume, du prix et des facteurs ayant une incidence pertinente. L'autorité doit alors décider de l'incidence probable du changement envisagé dans le statu quo, c'est-à-dire l'abrogation de l'ordonnance en matière de droits antidumping et l'élimination de ses effets limitatifs sur le volume et le prix des importations.

42. L'absence de termes relatifs au caractère négligeable à l'article 11.3 est compatible avec le but des dispositions concernant le réexamen à l'extinction. Le but d'une ordonnance en matière de droits antidumping est de réduire ou d'éliminer un dommage important causé par des actes déloyaux sur le marché ou d'exiger un ajustement des prix pour éliminer le dumping et le dommage. En conséquence de l'ordonnance, les importations faisant l'objet d'un dumping peuvent avoir diminué ou avoir disparu totalement du marché, ou si elles se maintiennent sur le marché elles peuvent être vendues à un prix plus élevé qu'elles ne l'étaient pendant l'enquête initiale lorsqu'elles entraient sur le marché sans être frappées par des droits additionnels. Selon l'argument du Japon, puisque certaines importations ne peuvent pas être concurrentielles sur le marché lorsqu'elles sont soumises aux limitations prévues par l'ordonnance, c'est-à-dire sans dumping, et ont donc vu leur volume décliner ou ont totalement disparu du marché, l'ordonnance devrait être abrogée. Ce résultat, si absurde par rapport au but de la disposition relative aux réexamens à l'extinction, devrait être rejeté sommairement par le Groupe spécial.

J. LES ACTIONS EN QUESTION SONT COMPATIBLES AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING ET NE SONT PAS CONTRAIRES À L'ARTICLE X:3 A) DU GATT DE 1994

43. N'étant pas parvenu à démontrer que la législation des États-Unis et l'application de cette législation sont contraires à l'Accord antidumping, le Japon tente de revoir ses allégations en se tournant vers l'article X:3 a) du GATT de 1994. Il allègue apparemment que le présent Groupe spécial devrait constater que, même si les décisions contestées étaient compatibles avec l'Accord antidumping, elles pourraient néanmoins être contraires à la prescription de l'article X:3 a) selon laquelle certains règlements, lois et décisions judiciaires et administratives d'application générale doivent être appliqués d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable (ce que le Japon qualifie de "régularité de la procédure").

44. Dans son examen de l'application de l'article X:3 a) dans la présente affaire, le Groupe spécial devrait tenir compte de trois choses: premièrement, l'article X:3 a) se limite à l'*application* de certains règlements, lois et décisions judiciaires et administratives d'application générale et *non* aux lois, règlements et décisions administratives eux-mêmes. Par conséquent, dans la mesure où le Japon formule une plainte concernant des lois, règlements et décisions d'application générale, et non leur application, sa plainte n'est pas fondée au regard de l'article X:3 a).

45. Deuxièmement, le but de l'article X:3 a) du GATT est de veiller à ce que l'autorité administrante ait appliqué la loi ou le règlement d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable, en faisant en sorte que des personnes se trouvant dans des situations similaires ne soient pas traitées de manière différente. Le but de l'article X:3 a) du GATT n'est pas, comme l'allègue le Japon, de veiller à ce que l'autorité administrante applique de la même manière des dispositions différentes qui régissent des situations différentes.

46. Troisièmement, un système "uniforme, impartial et raisonnable" n'est pas nécessairement un système dans lequel chaque décision ressemble à la décision précédente. Le Groupe spécial devrait établir une distinction entre le présent différend – dans lequel le Japon formule une plainte concernant des décisions spécifiques prises dans le contexte de faits particuliers au titre de l'Accord antidumping – et d'autres différends au titre de l'article X:3 a) dans lesquels il était allégué que l'application générale de certains programmes était arbitraire.

47. Le Japon n'a pas allégué que la procédure générale prévue par la législation antidumping des États-Unis est appliquée de manière arbitraire, ni que les Membres sont d'aucune autre manière privés des garanties d'une procédure régulière telle que la publication d'un avis et la possibilité d'un réexamen dans une procédure antidumping. Par contre, le Japon n'est pas d'accord avec les résultats spécifiques de la procédure en cause. Comme cela était noté plus haut toutefois, le DOC et l'USITC ont procédé au réexamen à l'extinction en cause d'une manière compatible avec l'Accord antidumping.

K. LA LÉGISLATION DES ÉTATS-UNIS EST CONFORME À L'ARTICLE XVI:4 DE L'ACCORD SUR L'OMC

48. Le Congrès a spécifiquement entrepris de rendre les dispositions antidumping de la législation des États-Unis compatibles avec les obligations internationales des États-Unis. Il a adopté des prescriptions qui satisfont pleinement aux obligations découlant de l'Accord antidumping. Étant donné que la législation des États-Unis est en conformité avec l'Accord antidumping, les États-Unis n'agissent donc pas d'une manière contraire à l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

L. LA MESURE CORRECTIVE SPÉCIFIQUE DEMANDÉE PAR LE JAPON EST INCOMPATIBLE AVEC LA PRATIQUE ÉTABLIE DES GROUPES SPÉCIAUX ET LE MÉMORANDUM D'ACCORD

49. Le Japon a demandé au présent Groupe spécial de recommander que, si le Groupe spécial constate qu'il n'y a pas suffisamment d'éléments de preuve pour déterminer qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si l'ordonnance était abrogée, l'ORD demande aux États-Unis d'abroger son ordonnance en matière de droits antidumping. Ce faisant, le Japon a demandé une mesure corrective spécifique qui est incompatible avec la pratique établie du GATT/de l'OMC et le Mémorandum d'accord. Par conséquent, si le Groupe spécial était d'accord avec le Japon sur le fond, il devrait néanmoins rejeter la mesure corrective demandée et faire une recommandation, compatible avec le Mémorandum d'accord et la pratique établie du GATT/de l'OMC, à savoir que les États-Unis rendent leur mesure antidumping conforme avec leurs obligations au regard de l'Accord antidumping.

IV. CONCLUSION

50. En se fondant sur ce qui précède, les États-Unis demandent que le Groupe spécial rejète les allégations du Japon dans leur totalité.

ANNEXE B

Communications des tierces parties

Table des matières		Page
Annexe B-1	Communication du Brésil en tant que tierce partie	B-2
Annexe B-2	Communication du Chili en tant que tierce partie	B-13
Annexe B-3	Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie	B-18
Annexe B-4	Communication de la Corée en tant que tierce partie	B-29
Annexe B-5	Communication de la Norvège en tant que tierce partie	B-38

ANNEXE B-1

COMMUNICATION DU BRÉSIL EN TANT QUE TIERCE PARTIE

I. INTRODUCTION

1. Le gouvernement du Japon ("le Japon") conteste la compatibilité de la législation et de la pratique des États-Unis, qui autorisent le maintien à perpétuité des droits antidumping, avec les obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("le GATT de 1994"), de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("l'Accord antidumping") et de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce ("l'Accord sur l'OMC"). Le gouvernement du Brésil ("le Brésil") s'associe sans réserve aux arguments avancés par le Japon et craint, comme ce dernier, que la législation et la pratique des États-Unis en matière de réexamens à l'extinction ne soient contraires aux obligations découlant de ces accords.

2. Le Brésil fait la présente communication en tant que tierce partie pour formuler des observations sur deux des allégations du Japon et examiner leur application systématique à toutes les procédures en matière de droits antidumping engagées par les États-Unis. Spécifiquement, le Brésil s'intéresse à l'application du critère de la marge *de minimis* de 0,5 pour cent et au recours à la méthode de la "réduction à zéro".

3. Le Brésil a récemment pris part à des consultations avec les États-Unis sur ces deux questions dans le contexte du maintien du droit antidumping sur le silicium métal en provenance du Brésil.[1] Les consultations n'ont pas permis de régler le différend. Le Brésil n'a pas encore demandé l'établissement d'un groupe spécial concernant sa contestation.[2]

4. Le Brésil estime qu'en appliquant une marge *de minimis* de 0,5 pour cent et en recourant à la méthode de la réduction à zéro, les États-Unis violent les articles 2.4, 2.4.2, 5.8, 11 et 18.3:

- Le règlement des États-Unis et l'application par les États-Unis du critère *de minimis* de 0,5 pour cent dans les réexamens administratifs sont contraires aux articles 5.8, 11 et 18.3 de l'Accord antidumping parce que la définition de *de minimis* établie à l'article 5.8 est applicable lors de l'examen de la question de savoir s'il est nécessaire de maintenir un droit antidumping.

- La législation et la pratique des États-Unis qui ne prennent pas en considération une comparaison entre les marges n'aboutissant pas à une marge positive (réduction à zéro) sont contraires à l'article 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping.

II. CRITÈRE D'EXAMEN

5. Aux termes de l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping, l'approche du Groupe spécial dans le présent différend devrait consister à interpréter les dispositions pertinentes de l'Accord antidumping conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Dans le contexte de la pratique suivie par l'Organe d'appel et les groupes spéciaux, les "règles coutumières

[1] *Voir* WT/DS239/1/Rev.1.

[2] Spécifiquement, la contestation du Brésil portait sur le maintien du droit antidumping visant le silicium métal en provenance du Brésil en ce qui concerne un producteur, Companhia Brasileira Carbureto de Cálcio ("CBCC"). La décision des États-Unis de maintenir le droit antidumping à l'égard de CBCC était partiellement fondée sur l'application du critère *de minimis* de 0,5 pour cent dans les réexamens administratifs et sur l'utilisation de la méthode de la réduction à zéro.

d'interprétation du droit international public" signifient l'application des articles 31 et 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités ("la Convention de Vienne").[3] Le recours à la Convention de Vienne est approprié à la fois au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord et au titre de l'article 17.6 de l'Accord antidumping.[4]

6. Conformément à l'article 31 de la Convention de Vienne, les termes d'un traité doivent constituer le point de départ de son interprétation, suivant leur "sens ordinaire", en tenant compte de leur "contexte" et de l'"objet" et du "but" du traité. Le "contexte", à cette fin, inclut d'autres parties du traité considéré, ainsi que d'autres instruments liés au traité considéré, tout accord ultérieur, toute pratique ultérieure et toute règle pertinente de droit international. Lorsque le sens ordinaire du traité est clair, le contexte, l'objet et le but du traité ne prennent pas le pas sur le texte du traité.[5] Par ailleurs, l'interprétation d'un texte donné ne doit pas avoir pour résultat de rendre redondants ou inutiles des clauses ou des paragraphes entiers du traité.[6]

7. Dans les cas où le Groupe spécial constatera qu'une disposition pertinente de l'Accord antidumping se prête à plus d'une interprétation admissible, le Groupe spécial constatera que la mesure prise par les autorités est conforme à l'Accord antidumping si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles. Généralement, les groupes spéciaux ou l'Organe d'appel se sont servis de la Convention de Vienne comme d'un outil pour déterminer une signification unique pour un texte donné de l'OMC.[7] Cependant, la "deuxième phrase de l'article 17.6 ii) présuppose que l'application des règles d'interprétation des traités énoncées aux articles 31 et 32 de la Convention de Vienne pourrait donner lieu à au moins deux interprétations de certaines dispositions de l'Accord antidumping qui, au regard de cette convention, seraient toutes deux des "interprétations admissibles". En pareil cas, une mesure est réputée conforme à l'Accord antidumping "si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles"."[8]

8. Si les autorités font valoir qu'il existe plus d'une interprétation admissible des dispositions de l'Accord antidumping, le Groupe spécial ne doit accorder aucune déférence à l'interprétation préconisée par les entités. Il doit au contraire, comme l'exige la première phrase de l'article 17.6 ii), appliquer les règles d'interprétation de la Convention de Vienne à l'interprétation du droit dans le différend en question.[9] C'est pourquoi, dans la présente affaire, le Groupe spécial ne doit accorder aucune déférence à l'interprétation de l'Accord antidumping donnée par le Département du commerce des États-Unis ("le DOC") et doit interpréter les dispositions conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public telles qu'elles sont énoncées dans la Convention de Vienne.[10]

---

[3] *Id*., paragraphe 57.

[4] *Id*.

[5] *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, page 14, note 20.

[6] Essence, WT/DS23/AB/R, adopté le 20 mai 1996, page 26.

[7] *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée*, rapport du Groupe spécial, WT/DS99/AB/R (29 janvier 1999), paragraphe 4.44 (communication des États-Unis).

[8] *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, rapport de l'Organe d'appel, AB-2001-2, WT/DS184/AB/R (24 juillet 2001), paragraphe 59.

[9] *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, rapport de l'Organe d'appel, AB-2001-2, WT/DS184/AB/R (24 juillet 2001), paragraphe 60.

[10] *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée*, rapport du Groupe spécial, WT/DS99/R (29 janvier 1999), paragraphe 4.44 (communication des États-Unis), paragraphes 4.63 à 4.70.

III. ARGUMENTATION

A. L'APPLICATION DU CRITÈRE *DE MINIMIS* DE 0,5 POUR CENT À TOUS LES RÉEXAMENS DE MESURES ANTIDUMPING CONSTITUE UNE VIOLATION DE L'ACCORD ANTIDUMPING

1. La définition du critère de la marge *de minimis* énoncée à l'article 5.8 de l'Accord antidumping s'applique à la totalité de l'Accord

9. En gros, l'Accord antidumping définit les obligations d'un Membre concernant trois aspects différents des mesures antidumping. Premièrement, l'article 5 définit les règles relatives à la phase de l'enquête et à la décision d'imposer ou non un droit antidumping. Une fois que la décision d'imposer un droit antidumping a été prise, l'article 9 définit les prescriptions relatives à la fixation et au recouvrement du droit antidumping, tandis que l'article 11 concerne la durée d'application et la suppression du droit. Compte tenu de la différence de leurs objectifs, il existe des différences au niveau des procédures entre les trois phases; les principes de base de l'Accord antidumping servent toutefois de fil conducteur entre ces articles.

10. L'article 5 de l'Accord antidumping concerne la phase de l'enquête dans une procédure antidumping et définit les conditions à remplir pour justifier une enquête et imposer des mesures antidumping. Spécifiquement, l'article 5.5, 5.7 et 5.8 exige que la décision de poursuivre une enquête et d'imposer une mesure antidumping soit étayée par des éléments de preuve suffisants 1) d'un dumping, 2) d'un dommage, et 3) d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le prétendu dommage.

11. La partie pertinente de l'article 5.8 prévoit ce qui suit:

> Une demande présentée au titre du paragraphe 1 sera rejetée et une enquête sera close dans les moindres délais dès que les autorités concernées seront convaincues que les éléments de preuve relatifs soit au dumping soit au dommage ne sont pas suffisants pour justifier la poursuite de la procédure. La clôture de l'enquête sera immédiate dans les cas où les autorités détermineront que la marge de dumping est *de minimis* ou que le volume des importations, effectives ou potentielles, faisant l'objet d'un dumping, ou le dommage, est négligeable. La marge de dumping sera considérée comme *de minimis* si, exprimée en pourcentage du prix à l'exportation, elle est inférieure à 2 pour cent.

12. Conformément aux règles d'interprétation définies ci-dessus, les termes de l'article 5.8 doivent d'abord être interprétés conformément à leur sens ordinaire. Les deux premières phrases de l'article 5.8 exigent une action positive, c'est-à-dire la clôture de l'enquête par un Membre lorsqu'une condition, à savoir l'existence d'une marge *de minimis*, est remplie. La troisième phrase définit la condition qui déclenche l'obligation comme étant une marge inférieure à 2 pour cent du prix à l'exportation. En tant que telles, les deux premières phrases imposent au Membre une action positive, tandis que la troisième phrase formule un principe général. Le fait que la définition contenue dans la troisième phrase serve de condition à une obligation énoncée dans la clause précédente ne signifie pas que la condition elle-même soit limitée à l'obligation.

13. La troisième phrase de l'article 5.8 définit une marge inférieure à 2 pour cent comme étant "*de minimis*" et ne dit pas que cette définition se limite à la clôture des enquêtes, bien qu'il faille admettre que cela est contenu dans le même paragraphe. Conformément aux termes mêmes de la phrase, elle ne dépend pas du reste de l'article 5.8 et les États-Unis ne peuvent pas attacher une condition qui n'existe pas. L'article 31.4 de la Convention de Vienne prévoit qu'"un terme sera entendu dans un sens particulier s'il est établi que telle était l'intention des parties". Dans le cas présent, l'intention des parties était de donner une définition spéciale du terme "*de minimis*". Il n'existe pas d'autre définition de "*de minimis*" où que ce soit ailleurs dans l'Accord antidumping.

Puisque cette phrase est claire dans son sens ordinaire, elle ne requiert pas d'analyse contextuelle et elle n'est pas sujette à plusieurs interprétations.

14. Pris dans son sens ordinaire, l'article 5.8 établit sans ambiguïté qu'une marge de moins de 2 pour cent est "*de minimis*", ce qui en application de la première et de la deuxième phrase ne justifie pas l'imposition de mesures antidumping. Ainsi, par définition, une marge de moins de 2 pour cent ne cause pas de dommage donnant lieu à une action aux termes de l'Accord antidumping. Cette définition doit s'appliquer aux autres types de procédure envisagés par l'Accord antidumping.

2. La décision du Groupe spécial dans son interprétation de l'article 5.8 dans l'affaire DRAM n'est pas déterminante dans la présente affaire

15. Une interprétation du critère *de minimis* de l'article 5.8 a récemment été donnée dans l'affaire *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée* ("DRAM").[11] Dans cette affaire, le Groupe spécial a rejeté l'allégation de la Corée selon laquelle les États-Unis violaient l'article 5.8 en appliquant un critère *de minimis* de 0,5 pour cent dans le contexte des procédures de fixation des droits au titre de l'article 9.3. Cette constatation n'affecte cependant pas l'interprétation de la question dans la présente affaire.

16. L'objet du litige dans l'affaire DRAM, tel qu'il a été interprété par le Groupe spécial, était le suivant[12]:

> Pour l'essentiel, les parties ne sont pas d'accord sur le point de savoir si la *deuxième phrase* (et par conséquent le critère *de minimis* défini à la troisième phrase) de l'article 5.8 s'applique à la fois aux enquêtes antidumping et aux procédures de fixation des droits au titre de l'article 9.3 (appelées dans le langage utilisé aux États-Unis "réexamens administratifs"), ou uniquement aux enquêtes antidumping. (pas d'italique dans l'original)

17. Le Groupe spécial a donc concentré son analyse sur l'interprétation de l'obligation imposée par la deuxième phrase de l'article 5.8 par rapport à l'article 9.3 plutôt que sur la définition de "*de minimis*" dans l'Accord antidumping. Après avoir conclu que le terme "cas" utilisé dans la deuxième phrase n'incluait pas les procédures de fixation des droits au titre de l'article 9.3, le Groupe spécial a examiné ce qu'impliquait la note 22 pour l'article 5.8 de l'Accord antidumping:

> [L]a note 22 de l'Accord antidumping prévoit effectivement que si une procédure de fixation des droits engagée par les États-Unis a conduit à la conclusion qu'aucun droit ne doit être perçu, "cela n'obligera pas en soi les autorités à supprimer le droit définitif". En conséquence, selon la note 22, si une procédure de fixation des droits au titre de l'article 9.3 a conduit à la conclusion qu'il y a une marge de dumping de zéro pour cent, soit une marge *de minimis* au regard aussi bien du critère de 0,5 pour cent appliqué par les États-Unis que du critère de 2 pour cent préconisé par la Corée sur la base de l'article 5.8, cela n'aboutira pas en soi à la suppression du droit. Néanmoins, en faisant valoir que l'article 5.8, y compris la deuxième phrase dudit article, s'applique dans le contexte des procédures de fixation des droits au titre de l'article 9.3, la Corée fait valoir effectivement qu'une marge de dumping de zéro pour cent, c'est-à-dire une marge *de minimis*, aboutira à la "suppression immédiate" du droit.[13]

---

[11] WT/DS99/R (19 janvier 1999).
[12] *Id.*, page 185 (pas d'italique dans l'original).
[13] *Id.*, page 186.

18. Le Groupe spécial a constaté que l'interprétation préconisée par la Corée était incompatible avec la note 22, dans la mesure où cette dernière prévoit explicitement que la conclusion qu'aucun droit ne doit être perçu dans le cadre d'une procédure de fixation des droits au titre de l'article 9.3 "n'obligera pas" à supprimer le droit.[14] En se basant sur ce contexte, le Groupe spécial a conclu que "la deuxième phrase de l'article 5.8 ne s'applique pas dans le contexte des procédures de fixation des droits au titre de l'article 9.3".[15]

19. Le Groupe spécial a aussi considéré que les différences entre les enquêtes et les procédures de fixation des droits au titre de l'article 9.3 justifiaient l'application d'un critère *de minimis* différent. Premièrement, dans le contexte de l'article 5.8, la fonction du critère *de minimis* dans une enquête est "de déterminer si un exportateur est soumis ou non à une ordonnance antidumping". Par comparaison, un critère *de minimis* dans une procédure de fixation des droits au titre de l'article 9.3 détermine uniquement si un exportateur devrait ou non acquitter un droit, et n'exclut pas l'exportateur du champ d'application de l'ordonnance.

20. Le raisonnement du Groupe spécial montre que sa décision était étroite et limitée à l'applicabilité de la deuxième phrase de l'article 5.8 aux procédures de fixation des droits au titre de l'article 9.3. La seule question examinée dans l'affaire DRAM était de savoir si l'obligation contenue dans la deuxième phrase était applicable aux réexamens concernant la fixation des droits. Les parties à l'affaire DRAM n'ont pas abordé la question de savoir si la définition du terme "*de minimis*" contenue à la *troisième phrase* de l'article 5.8 était applicable à des contextes autres que celui des enquêtes, et le Groupe spécial ne l'a pas examinée. Comme nous l'avons vu plus haut, les termes mêmes de l'article 5.8 ne limitent pas la définition de *de minimis* à un contexte donné.

3. Le critère *de minimis* de 2 pour cent s'applique dans le contexte des procédures au titre de l'article 11

a) Les réexamens au titre de l'article 11 sont différents des réexamens au titre de l'article 9.3, du point de vue du but et de la procédure

21. Comme nous l'avons fait observer ci-dessus, l'Accord antidumping envisage deux types différents de procédures postérieures aux enquêtes, c'est-à-dire de réexamens. Le premier type de procédure, décrit à l'article 9.3, est le réexamen exigé pour fixer le montant effectif du droit antidumping et pour recouvrer ce droit. Le réexamen requis pour déterminer s'il est nécessaire de maintenir le droit, prévu à l'article 11, est distinct et différent de la procédure au titre de l'article 9.3.

22. L'article 11.1 prévoit que des mesures antidumping "ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage". Conformément à l'article 11.1, l'article 11.2 enjoint aux autorités de "réexaminer[...] la nécessité de maintenir le droit en "examin[ant] si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le dumping, si le dommage serait susceptible de subsister ou de se reproduire au cas où le droit serait éliminé ou modifié, ou l'un et l'autre", et de supprimer immédiatement le droit si le réexamen montre que ce droit n'est plus justifié. De même, l'article 11.3 oblige les autorités à supprimer le droit après cinq ans, à moins qu'il ne soit déterminé, au cours d'un réexamen, qu'"il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé".

23. Comme il est montré ci-dessus, un "réexamen" aux fins de l'article 11 est défini comme visant à examiner "la nécessité de maintenir le droit" et à déterminer s'il est probable que le dumping ou le dommage subsistera ou se reproduira. Ainsi, conformément à l'Accord antidumping, un "réexamen" aux fins de l'article 11, c'est-à-dire en vue de la suppression du droit, doit être distingué d'un "réexamen" effectué uniquement aux fins de la fixation des droits au titre de l'article 9. L'ordonnance

[14] *Id.*
[15] *Id.* (non souligné dans l'original).

en matière de droits antidumping peut être abrogée, en partie ou en totalité, à la suite d'un réexamen au titre de l'article 11, alors que cela ne serait pas le cas après un réexamen au titre de l'article 9.3. En outre, le maintien des droits au titre de l'article 11 exige un "dumping qui cause un dommage" tandis qu'un simple réexamen au titre de l'article 9 en lui-même ne porte pas sur la question du dommage. La note 21 de l'Accord antidumping renforce la différence entre les deux types de réexamen: "La détermination du montant final des droits antidumping à acquitter, telle qu'elle est prévue au paragraphe 3 de l'article 9, ne constitue pas en soi un réexamen au sens [de l'article 11]."

24. À cet égard, un réexamen au titre de l'article 11 est étroitement lié à l'article 5. Contrairement aux réexamens aux fins de la fixation des droits au titre de l'article 9, tant l'article 5 que l'article 11 portent sur la question de savoir s'il convient même d'appliquer une ordonnance. Contrairement à l'article 9, tant l'article 5 que l'article 11 prévoient des critères relatifs au dumping *et au dommage*.

b) Une marge de dumping inférieure à 2 pour cent ne constitue pas un "dumping qui cause un dommage"

25. Pour appliquer le principe de l'article 11.1 selon lequel "les droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage", il faut d'abord déterminer le sens de l'expression "dumping qui cause un dommage". Étant donné que l'article 11 ne contient pas de définition distincte d'un "dumping qui cause un dommage", les définitions données ailleurs dans l'Accord antidumping sont applicables dans ce contexte.

26. Le seul endroit dans l'Accord antidumping où le caractère suffisant du dumping et du dommage est examiné est l'article 5. Comme cela a été noté plus haut, l'article 5.8 exige "la clôture ... immédiate" dans les cas où la marge de dumping est inférieure à 2 pour cent. Par conséquent, l'Accord antidumping établit qu'une marge de dumping inférieure à 2 pour cent ne peut pas, par définition, causer un dommage. Étant donné que l'existence d'un dommage est nécessaire à la fois pour imposer des mesures antidumping et pour maintenir de telles mesures, une marge de dumping qui est déjà insuffisante pour justifier l'imposition de mesures antidumping ne peut pas être considérée comme suffisante pour maintenir de telles mesures. Par conséquent, le seuil *de minimis* de 2 pour cent est applicable dans le contexte de la détermination de la nécessité de maintenir un droit au titre de l'article 11. En d'autres termes, le "dumping qui cause un dommage" doit être supérieur à 2 pour cent du prix à l'exportation.

c) Le règlement et la pratique des États-Unis violent l'article 5.8 et l'article 11 de l'Accord antidumping

27. Conformément à l'article 351.106 c) de son règlement et conformément à sa pratique, le DOC considère qu'il n'y a pas de dumping lorsque la marge de dumping est inférieure à 0,5 pour cent, seuil qu'il applique à tous ses "réexamens" d'ordonnances en matière de droits antidumping, quel que soit le but de ce réexamen. Pour les États-Unis par conséquent, un "dumping qui cause un dommage" correspond à une marge inférieure à 0,5 pour cent lorsqu'il s'agit de déterminer la nécessité de maintenir les mesures antidumping. Les États-Unis maintiennent en fait des droits antidumping pour des périodes pendant lesquelles il n'y a pas de dumping qui cause un dommage, violant ainsi l'article 11.1. Par conséquent, l'article 351.106 du règlement du DOC tel qu'il est libellé, est contraire à l'article 5.8 et à l'article 11 de l'Accord antidumping.

4. L'article 18.3 va également dans le sens de l'application du critère *de minimis* dans les réexamens administratifs et les réexamens à l'extinction

28. L'application dans les réexamens administratifs d'un critère *de minimis* différent de celui qui est appliqué dans les enquêtes est également contraire à l'article 18.3 de l'Accord. Conformément à ce dernier:

> Sous réserve des alinéas 3.1 et 3.2, les dispositions du présent accord s'appliqueront aux *enquêtes, et aux réexamens de mesures existantes*, engagés sur demande présentée à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour un Membre ou après cette date.

29. Conformément à son sens ordinaire, ce paragraphe n'établit pas de distinction entre les "dispositions" qui sont applicables aux réexamens et celles qui sont applicables aux enquêtes. Cette absence de différenciation indique que l'Accord n'était pas censé établir des règles différentes pour les réexamens et pour les enquêtes. Par conséquent, l'article 18.3 appuie également la conclusion selon laquelle le critère *de minimis* défini à l'article 5.8 est applicable à tous les segments d'une procédure antidumping.

B. RÉDUCTION À ZÉRO

30. Dans l'affaire *CE – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde* ("Linge de lit")[16], le Groupe spécial a déterminé que la pratique de la "réduction à zéro" lors de l'établissement de la marge de dumping, telle qu'elle était appliquée par les Communautés européennes dans les enquêtes antidumping, était incompatible avec l'article 2.4.2 de l'Accord. Cette décision a récemment été confirmée par l'Organe d'appel.[17] Les États-Unis emploient la même méthode de réduction à zéro dans la pratique et par conséquent ils violent l'article 2.4.2 de l'Accord.

1. La législation et la méthode des États-Unis

31. La pratique de la "réduction à zéro", telle qu'elle a été examinée dans l'affaire *Linge de lit*, est suivie dans les situations dans lesquelles l'autorité chargée de l'enquête procède à de multiples comparaisons du prix à l'exportation et de la valeur normale puis additionne les résultats de ces comparaisons individuelles pour calculer une marge de dumping globale pour l'exportateur ou le producteur spécifique visé par l'enquête. Spécifiquement, la méthode de calcul de la marge de dumping suivie par les États-Unis peut être résumée ainsi:

i) Le DOC identifie d'abord un certain nombre de "modèles" ou de types différents du produit visé par l'enquête ou le réexamen en se fondant sur certaines de ses caractéristiques. Par exemple, dans la procédure sur le silicium métal, le silicium métal ayant une teneur en silicium de 100 pour cent peut être considéré comme un "modèle", tandis que le silicium métal ayant une teneur en silicium de 95 pour cent peut être considéré comme un autre "modèle".

ii) Ensuite, le DOC compare le prix à l'exportation de chaque modèle vendu aux États-Unis avec la valeur normale d'un modèle similaire. Dans une enquête, il compare la valeur normale moyenne pondérée avec la moyenne pondérée des prix à l'exportation. Dans un réexamen administratif, le DOC compare généralement la valeur normale moyenne pondérée avec le prix à l'exportation pour chaque vente.

iii) Pour calculer la marge de dumping pour chaque type ou modèle, le DOC soustrait le prix à l'exportation de la valeur normale pour chaque modèle. Si, pour certains modèles, la valeur normale est supérieure au prix à l'exportation, le DOC détermine une "marge de dumping positive" pour ces modèles. Si, pour d'autres modèles, la valeur normale est inférieure au prix à l'exportation, le résultat en est une "marge de dumping négative" pour ces modèles. Ainsi, la marge de dumping spécifique par

[16] WT/DS141/R (30 octobre 2000).
[17] WT/DS141/AB/R (1er mars 2001).

modèle indique précisément de combien le prix à l'exportation est supérieur ou inférieur à la valeur normale.

iv) Le DOC additionne ensuite toutes les marges de dumping spécifiques par modèles pour déterminer la marge de dumping globale du produit visé par l'enquête. Au cours de ce processus, toute "marge de dumping négative" est considérée comme nulle et seules les "marges de dumping positives" sont additionnées. Cette pratique est généralement appelée la "réduction à zéro".

v) Enfin, le DOC divise la somme de toutes les marges de dumping positives par la valeur totale de toutes les transactions à l'exportation portant sur tous les types ou modèles de ce produit, aboutissant ainsi à une marge moyenne pondérée de dumping pour l'entreprise interrogée.

32. La méthode des États-Unis, qui est également décrite dans le manuel antidumping du DOC, est identique à la pratique suivie par les Communautés européennes (les "CE"), examinée dans l'affaire *Linge de lit*.[18]

2. La décision dans l'affaire Linge de lit

33. L'article 2.4.2 prévoit ce qui suit:

> Sous réserve des dispositions régissant la comparaison équitable énoncées au paragraphe 4, l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction. Une valeur normale établie sur la base d'une moyenne pondérée pourra être comparée aux prix de transactions à l'exportation prises individuellement si les autorités constatent que, d'après leur configuration, les prix à l'exportation diffèrent notablement entre différents acheteurs, régions ou périodes, et si une explication est donnée quant à la raison pour laquelle il n'est pas possible de prendre dûment en compte de telles différences en utilisant les méthodes de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction.

34. Dans l'affaire *Linge de lit*, l'Inde a fait valoir, entre autres allégations, que l'utilisation de la méthode de la réduction à zéro par les Communautés européennes n'était pas compatible avec les obligations découlant de l'article 2. Le Groupe spécial a été d'accord avec l'Inde pour dire que la pratique de la réduction à zéro des Communautés européennes violait l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping.[19] Les Communautés européennes ayant fait appel, l'Organe d'appel a procédé à une analyse de la pratique de la réduction à zéro par rapport aux obligations découlant de l'article 2.

35. En appel, les Communautés européennes ont fait valoir que, lorsque le produit visé par l'enquête consistait en divers types ou modèles "non comparables", il fallait calculer les marges de dumping en deux étapes, en calculant d'abord la marge de dumping pour chaque type ou modèle puis, dans la deuxième étape, en combinant ces marges pour calculer une marge globale de dumping pour le produit visé par l'enquête. Les Communautés européennes ont soutenu que l'article 2.4.2 n'était pas

[18] *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/R (30 octobre 2000), WT/DS141/AB/R (1er mars 2001) ("*Linge de lit*").

[19] *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/R (30 octobre 2000), ("Rapport du Groupe spécial Linge de lit").

applicable à la deuxième étape du calcul de la marge globale de dumping pour le produit visé par l'enquête.

36. L'Organe d'appel a rejeté les arguments des Communautés européennes selon lesquels l'Accord antidumping envisageait deux étapes différentes pour le calcul de la marge de dumping. Premièrement, il a procédé à une analyse du sens ordinaire de l'article 2.1 selon lequel:

> Aux fins du présent accord, un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping, c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale, si le prix à l'exportation de ce produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre, est inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur.

37. L'Organe d'appel a inféré de l'expression "un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping" à l'article 2.1 que l'Accord antidumping "concerne le dumping d'un *produit*, et que les marges de dumping dont il est question à l'article 2.4.2 désignent par conséquent les marges de dumping relatives à un *produit*". Ayant défini le *produit* en question comme étant certains types de linge de lit en coton, "malgré l'existence éventuelle de divers types", l'Organe d'appel a décidé que les Communautés européennes étaient tenues d'établir "l'existence de marges de dumping" pour le *produit* tel qu'il était défini – linge de lit en coton – et non pour les divers types ou modèles de ce produit. Par conséquent, "quelle que soit la méthode utilisée pour calculer les marges de dumping, celles-ci doivent être et ne peuvent être établies que pour l'ensemble du *produit* visé par l'enquête".

38. L'Organe d'appel a ensuite réexaminé la méthode utilisée par les Communautés européennes pour calculer la marge de dumping dans l'enquête en question. Selon la méthode prévue à l'article 2.4.2, les Communautés européennes étaient tenues de comparer la valeur normale moyenne pondérée et la moyenne pondérée des prix de "*toutes* les transactions à l'exportation comparables". En utilisant la méthode de la "réduction à zéro", c'est-à-dire en affectant une valeur nulle aux marges négatives, les Communautés européennes ont toutefois traité la valeur de ces transactions portant sur les modèles de marchandises ayant des marges de dumping négatives comme étant "égale à la moyenne pondérée de la valeur normale, ... alors qu'elle était en réalité plus élevée". Cela "a eu pour effet de gonfler le résultat du calcul de la marge de dumping".[20] L'Organe d'appel a conclu comme suit:

> [L]es Communautés européennes *n'*ont *pas* établi "l'existence de marges de dumping" en ce qui concerne le linge de lit en coton sur la base d'une comparaison entre la valeur normale moyenne pondérée et la moyenne pondérée des prix de *toutes* les transactions à l'exportation comparables - c'est-à-dire *toutes* les transactions portant sur *tous* les modèles ou types du produit visé par l'enquête. Par ailleurs, nous estimons également qu'une comparaison entre un prix à l'exportation et une valeur normale qui *ne* tient *pas* dûment compte des prix de *toutes* les transactions à l'exportation comparables - comme c'est le cas avec la pratique de la "réduction à zéro" qui est en cause dans le présent différend - n'est pas une "comparaison équitable" entre un prix à l'exportation et une valeur normale, comme l'exigent le paragraphe 2.4 et l'alinéa 2.4.2.[21]

39. Pour ces raisons, l'Organe d'appel a confirmé la conclusion du Groupe spécial selon laquelle la méthode de la réduction à zéro appliquée par les Communautés européennes était incompatible avec les obligations découlant de l'Accord antidumping.

---

[20] *Id.*, paragraphe 55.
[21] *Id.*

3. Conformément au raisonnement et à la décision dans l'affaire Linge de lit, la Loi des États-Unis, telle qu'elle est libellée, est contraire à l'article 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping car elle ne demande pas une "comparaison équitable" entre le prix à l'exportation et la valeur normale

40. Comme cela a été examiné ci-dessus, les États-Unis recourent à la même pratique de la "réduction à zéro" pour déterminer la marge de dumping tant dans les enquêtes que dans les réexamens. En outre, le DOC a affirmé que la "réduction à zéro" est exigée par la législation des États-Unis.[22] Spécifiquement, l'article 771 35) A) de la Loi douanière de 1930 définit la "marge de dumping" comme le "montant dont la valeur normale de la marchandise dépasse son prix à l'exportation ou son prix à l'exportation construit". Conformément à l'article 771 35) B), la "marge moyenne pondérée de dumping" désigne "le pourcentage obtenu en divisant la somme des marges de dumping déterminées pour un exportateur ou producteur particulier par la somme des prix à l'exportation et des prix à l'exportation construits dudit exportateur ou producteur". Le DOC a récemment expliqué ce qui suit au cours d'une procédure de réexamen:

> Ces articles, pris ensemble, ordonnent au Département d'additionner toutes les marges de dumping individuelles, dont chacune est déterminée par le montant dont la valeur normale de la marchandise dépasse son prix à l'exportation ou son prix à l'exportation construit, et de diviser ce montant par la valeur de toutes les ventes. La consigne de déterminer la "somme des marges de dumping" à l'article 771 35) B) montre clairement que la "marge de dumping" individuelle à l'article 771 35) A) s'applique au niveau d'une comparaison spécifique et ne s'applique pas en elle-même pour la somme des marges. À aucun moment dans ce processus, le montant dont le prix à l'exportation ou le prix à l'exportation construit dépasse la valeur normale de la marchandise pour les ventes ne faisant pas l'objet d'un dumping ne peut annuler les marges de dumping constatées pour d'autres ventes.[23]

41. Le raisonnement des États-Unis selon lequel la définition de la "marge de dumping individuelle" ne s'applique pas au calcul de la "somme des marges de dumping" reprend essentiellement les arguments avancés par les Communautés européennes dans l'affaire Linge de lit. L'Organe d'appel, comme cela a été rappelé en détail ci-dessus, a rejeté l'argument des Communautés européennes selon lequel le calcul de la marge de dumping constituait un processus en deux étapes. Les affirmations des États-Unis fondées sur la soi-disant distinction entre marge de dumping "individuelle" et "somme" des marges de dumping ne sont donc pas justifiées au regard de l'Accord antidumping.

42. Dans la mesure où l'article 771 35) de la Loi douanière de 1930 prévoit la réduction à zéro des marges négatives, cette loi aboutit à une marge de dumping globale qui n'est pas fondée sur "toutes les transactions comparables" comme l'exige l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping, ni sur une "comparaison équitable" entre le prix à l'exportation et la valeur normale comme l'exige l'article 2.4. Ainsi, l'article 771 35) de la Loi douanière de 1930, tel qu'il est libellé, est contraire à l'article 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping, comme l'a déterminé l'Organe d'appel.

4. Le recours à la pratique de la réduction à zéro dans les réexamens administratifs viole également l'Accord antidumping

43. Comme cela a été noté ci-dessus, les États-Unis, lors d'un réexamen aux fins de la fixation (ou de la suppression) d'un droit recourent à une méthode différente pour déterminer la marge de

---

[22] *Final Results of the Antidumping Duty Administrative Review: Canned Pineapple Fruit from Thailand*, 66 Fed. Reg. 52744 (17 octobre 2001), Mémorandum sur les questions et la décision, observation n° 10.

[23] *Id.*

dumping. Au lieu de comparer la valeur normale moyenne pondérée et la moyenne pondérée des prix à l'exportation, dans un réexamen administratif la marge de dumping est en général déterminée par une comparaison entre le prix des transactions individuelles à l'exportation et la valeur normale moyenne pondérée. Cette différence entre les méthodes de comparaison ne dispense toutefois pas les États-Unis de respecter les obligations imposées par l'article 2 dans le contexte des réexamens administratifs.

44. Premièrement, les dispositions de l'article 2, intitulé "Détermination de l'existence d'un dumping", énoncent les principes et obligations à suivre pour déterminer l'existence d'un dumping. L'Accord antidumping ne comporte pas un ensemble de dispositions distinct applicable à la détermination en matière de dumping dans les réexamens administratifs. En tant que telles, les obligations énoncées à l'article 2 s'appliquent à la détermination de l'existence d'un dumping dans tous les aspects des mesures antidumping, quel que soit le segment de la procédure concerné.

45. Le principe de la "comparaison équitable" établi à l'article 2.4 est le même que la comparaison soit effectuée sur la base de la moyenne de toutes les transactions ou de transaction à transaction. Par conséquent, ce principe s'applique de la même manière à un réexamen et à une enquête, quelle que soit la méthode de comparaison utilisée. Une méthode, fondée sur les transactions, qui attribue à une transaction à l'exportation une valeur inférieure à sa valeur réelle viole ce principe qu'elle soit utilisée lors d'une enquête ou lors d'un réexamen.

46. Dans un réexamen, le gouvernement des États-Unis effectue une comparaison entre les transactions individuelles à l'exportation et la valeur normale puis additionne les résultats de ces multiples comparaisons pour déterminer la marge moyenne pondérée de dumping. Dans cette opération, le gouvernement des États-Unis écarte les transactions à l'exportation ayant une marge négative. En fait, il affecte à ces transactions une valeur égale à la valeur normale bien que, dans la réalité, ces transactions aient une valeur supérieure à la valeur normale. Cette méthode est identique à celle appliquée par les Communautés européennes dont l'Organe d'appel a constaté qu'elle était contraire à l'article 2.4 dans sa décision dans l'affaire Linge de lit. En conséquence, la méthode de la "réduction à zéro" à laquelle recourent les États-Unis, qu'elle soit fondée sur une moyenne de toutes les transactions ou sur une comparaison de transaction à transaction dans le contexte d'un réexamen administratif, est contraire à l'article 2.4 de l'Accord.

IV. CONCLUSION

47. Le Brésil prie instamment le Groupe spécial d'analyser les questions soulevées par le Japon à la lumière du raisonnement juridique exposé dans la présente communication, ainsi que du raisonnement exposé en détail dans la communication du Japon. Le Brésil demande en particulier au Groupe spécial de prendre note du fait que les effets des méthodes incompatibles avec les règles de l'OMC appliquées par les États-Unis affectent tous les réexamens administratifs effectués par le DOC et pas uniquement les réexamens à l'extinction contestés par le Japon.

ANNEXE B-2

COMMUNICATION DU CHILI EN TANT QUE TIERCE PARTIE

I. INTRODUCTION

1. Le Chili remercie le Groupe spécial de cette occasion qui lui est donnée d'exposer son point de vue dans le présent différend, conformément à l'article 10:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Le Chili a un intérêt systémique dans l'interprétation et l'application correcte des disciplines en matière de droits antidumping telles qu'elles sont définies par le GATT de 1994 et par l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (l'"Accord antidumping") afin d'éviter que les mesures antidumping ne soient utilisées de manière abusive comme obstacles au commerce, ce qui serait contraire à la lettre et à l'esprit des disciplines susmentionnées.

2. Dans le présent différend, le Japon conteste la compatibilité avec les obligations dans le cadre de l'OMC de la politique, de la législation, de la réglementation et de la pratique des États-Unis dans le domaine des réexamens à l'extinction ou, selon les termes du Japon, de la législation et de la pratique des États-Unis qui permettent de maintenir à perpétuité les droits antidumping plutôt que de les supprimer au bout de cinq ans.[1]

3. Le Chili s'associe à bon nombre des arguments avancés par le Japon dans sa première communication écrite. Toutefois, dans la présente communication en tant que tierce partie, le Chili ne souhaite pas se prononcer sur l'application de ces politique, législation, réglementation et pratique au cas spécifique de l'examen des droits antidumping visant les importations de produits plats en acier traité contre la corrosion en provenance du Japon, étant donné que cela aurait impliqué une étude plus détaillée de l'enquête initiale et du réexamen en question. Dans la présente communication, le Chili souhaite aborder quelques questions que, selon lui, le Groupe spécial devrait prendre en compte pour se prononcer sur les allégations formulées par le Japon. Ces questions se regroupent en quatre points.

i) L'article 11.3 de l'Accord antidumping établit que les droits antidumping ont une durée maximale de cinq ans.

ii) Le réexamen prévu à l'article 11.3 n'est pas pareil à l'enquête qui doit être réalisée par les autorités nationales pour déterminer l'existence d'un dumping et le niveau de dommage, même si l'effet ou les conséquences des deux procédures sont identiques.

iii) Sans préjudice de ce qui précède, les critères appliqués par les autorités au cours du réexamen ne peuvent pas être inférieurs aux critères appliqués au cours de l'enquête. En d'autres termes, les disciplines prévues par l'Accord antidumping doivent servir de point de référence pour ces deux critères.

iv) L'absence de disciplines en la matière préoccupe les Membres de l'OMC qui ont identifié cet aspect comme une des dispositions qui devront être "clarifiées et améliorées" dans le cadre du processus de négociation en cours.

A. LES DROITS ANTIDUMPING SONT SUPPRIMÉS APRÈS CINQ ANS

4. Conformément à l'article 11.3 de l'Accord antidumping, tout droit antidumping définitif sera supprimé (*shall be terminated*) au plus tard dans un délai de cinq ans. L'utilisation du futur indique que cette disposition est impérative. En d'autres termes, tout droit antidumping vient à expiration ou

[1] Première communication écrite du Japon, paragraphe 1.

est supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé. Ceci est encore confirmé par la deuxième partie de la disposition conformément à laquelle l'autorité pourra décider que la mesure devrait rester en vigueur si elle détermine qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé.

5. L'article 11.3, à titre d'exception à la règle générale ("à moins que"), permet à l'autorité de maintenir la mesure si elle détermine, avant l'expiration de la mesure, qu'il est probable que le dommage et le dumping subsisteront ou se reproduiront du fait de sa suppression. Cette détermination doit être le résultat d'un réexamen.

6. Le libellé de l'Accord antidumping est très différent de celui d'autres Accords de l'OMC. Par exemple, l'article 7 de l'Accord sur les sauvegardes se réfère à la prorogation de la période d'application d'une mesure de sauvegarde; l'article 5:3 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce prévoit que le Conseil du commerce des marchandises pourra proroger la période de transition prévue pour l'élimination des MIC. Seul l'Accord sur les subventions utilise un libellé similaire à celui de l'Accord antidumping (article 21).

7. Ceci est particulièrement important pour définir la nature du réexamen prévu à l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Cet article n'établit certainement pas le droit à une prorogation ou une extension, qu'elle soit automatique ou non. Si cela avait été le cas, les négociateurs auraient utilisé un libellé semblable à celui des autres accords.

B. LE RÉEXAMEN PRÉVU À L'ARTICLE 11.3 N'EST PAS ÉQUIVALENT À L'ENQUÊTE QUI DOIT ÊTRE EFFECTUÉE PAR L'AUTORITÉ NATIONALE POUR DÉTERMINER L'EXISTENCE D'UN DUMPING ET LE NIVEAU DE DOMMAGE. NÉANMOINS, L'EFFET DU RÉEXAMEN POURRAIT ÊTRE LE MÊME QUE CELUI DE L'ENQUÊTE INITIALE.

8. Comme le fait observer le Japon, les réexamens au titre de l'article 11.3 ne sont pas exactement pareils à des enquêtes initiales mais sont analogues.[2] Tant le titre de l'article 11 que le libellé de son paragraphe 3 se réfèrent à un réexamen et non à une enquête comme c'est le cas tout au long de l'Accord antidumping, par exemple à l'article premier et à l'article 5. La conclusion qu'il faut en tirer est qu'il s'agit de deux processus différents qui ont des objectifs différents. Nonobstant ce qui précède, il faut tenir présent à l'esprit que leur effet pourrait être le même, à savoir l'application d'une mesure antidumping.

9. Dans le cas des enquêtes, l'objectif est de déterminer l'existence d'un dumping, et son importance et le niveau du dommage subi ainsi que le lien de causalité entre ces deux aspects. La conséquence en est l'application, ou la non-application, de droits antidumping (ou d'engagements en matière de prix). D'un autre côté, le réexamen prévu à l'article 11.3 a pour objet de déterminer s'il est probable que le dommage et le dumping subsisteront ou se reproduiront si le droit antidumping est supprimé ou s'il vient à expiration. Ses conséquences sont la suppression ou non du droit antidumping.

10. La différence la plus importante est peut-être que le réexamen à l'extinction présuppose l'existence préalable d'une enquête. En fait, sans cette enquête préalable qui détermine qu'il y a effectivement un dumping (supérieur aux niveaux *de minimis*) et que ce dumping cause un dommage à la branche de production nationale, il n'y aurait pas de droit antidumping. Sans droit, il n'y a rien qui puisse être supprimé après cinq ans et rien qui puisse faire l'objet d'un réexamen à l'extinction.

11. Qui plus est, il a fallu que l'article 11.4 signale expressément que les dispositions en matière de preuve et de procédure de l'article 6 de l'Accord antidumping s'appliquaient aux réexamens au titre de l'article 11.3.

[2] Première communication écrite du Japon, paragraphe 178.

12. Contrairement à ce qui se passe pour une enquête, l'article 11.3 exige une analyse prospective permettant à l'autorité de parvenir à une conclusion sur le point de savoir s'il est probable que le dommage et le dumping subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. En d'autres termes, l'autorité doit analyser, en se fondant sur des éléments de preuve concrets, si l'importateur, une fois le droit supprimé, continuera ou recommencera à "pratiquer le dumping". Pour réaliser une telle analyse, il ne suffit pas d'élaborer de simples conjectures ni d'analyser le passé et encore moins d'examiner uniquement les renseignements pris en compte lors de l'enquête initiale. Il ne fait pas de doute que l'imposition de droits antidumping pendant cinq ans a produit certains effets sur le marché et sur les producteurs. En d'autres termes, elle a modifié la réalité. Ces éléments ne peuvent pas être rejetés par l'autorité chargée de l'enquête.

13. En ce qui concerne la législation et la pratique des États-Unis, ce qui importe pour l'analyse (sauf dans des circonstances très précises et rarement présentes) est de savoir 1) si le dumping existe encore ou non et 2) quelle est l'évolution des importations. En outre, ce n'est que si le dumping a été éliminé et que les importations ont été stables ou ont augmenté que l'autorité sera en principe convaincue qu'il est peu probable que le dumping se reproduise si le droit est supprimé. Nous nous demandons par exemple comment les autorités des États-Unis tiennent compte du fait qu'une grève des arrimeurs dans les grands ports des États-Unis entraîne une chute des importations, et qu'il serait donc impossible de satisfaire à la deuxième prescription à respecter pour déterminer s'il convient ou non de supprimer un droit antidumping?

14. Le critère appliqué par les autorités des États-Unis est tellement absurde qu'il est contraire au libellé de l'article 11.3. En fait, l'article 11.3 prévoit que le réexamen à l'extinction a pour objet de déterminer s'il est probable que le dommage et le dumping subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. En d'autres termes, il envisage deux scénarios, l'un dans lequel le dumping existe toujours (et pourrait subsister) et le second, dans lequel il n'y a plus de dumping (mais le dumping pourrait se reproduire). Dans les deux cas, le droit devrait être supprimé à moins qu'il ne soit déterminé que le dumping pourrait subsister ou se reproduire. La législation et le règlement des États-Unis cependant n'envisagent pas la première possibilité c'est-à-dire que le dumping existe et que le réexamen permet de déterminer si ce dumping subsistera ou non. La seule possibilité envisagée par la législation et le règlement des États-Unis est que le dumping doit avoir été éliminé (c'est-à-dire que le réexamen à l'extinction se limite à déterminer si le dumping se reproduira).

15. Outre cette analyse prospective, la pratique de l'autorité établit la présomption que le dumping subsistera ou se reproduira et qu'il appartient aux importateurs de prouver que cela ne sera pas le cas. Ceci est contraire au rôle actif et de bonne foi que toute autorité chargée de l'enquête, objective et impartiale, devrait assumer, conformément à l'esprit et à la lettre de l'Accord antidumping.

16. Même si la législation et la pratique permettent aux importateurs de présenter des renseignements et de démontrer qu'il existe des raisons valables pour que l'autorité prenne en considération d'autres facteurs, les précédents montrent que ces dispositions ne sont pas reflétées dans la réalité. Dans l'affaire Tôles en acier au carbone coupées à longueur en provenance du Canada[3], le DOC a conclu qu'il n'était pas nécessaire de prendre en considération d'autres facteurs si le dumping existait toujours après la publication de l'ordonnance antidumping car cela prouverait qu'il était possible que le dumping subsiste ou se reproduise. Ceci est confirmé par l'affaire Ciment Portland gris et ciment Clinker en provenance du Venezuela[4] dans laquelle le DOC a été encore plus clair, concluant que, à l'exception de cas très isolés, il ne voyait pas de "raisons valables" d'examiner d'autres facteurs sauf dans le cas d'engagements en matière de prix. En conséquence, la question que nous nous posons est la suivante: Si la suppression du droit n'est appropriée que lorsqu'il n'y a plus de dumping (et que les importations se sont maintenues ou ont augmenté), dans quelles circonstances le

[3] Annexe 24b du Japon.
[4] Annexe 25k du Japon.

DOC acceptera-t-il l'analyse d'autres facteurs? Ou, en d'autres termes, quand existe-t-il des "raisons valables" de l'avis du DOC?

17. La réponse aux questions qui précèdent semble être donnée par l'affaire Sucre et sirops en provenance du Canada.[5] Dans cette affaire, le DOC non seulement a estimé qu'il n'y avait pas de "raisons valables" d'accepter d'autres facteurs présentés par la branche de production nationale, mais voyant que les conditions étaient réunies pour supprimer la mesure, dans la détermination finale il a examiné d'autres facteurs pour conclure que le dumping n'avait pas été éliminé et que par conséquent la mesure antidumping devait être maintenue. En d'autres termes, l'autorité considère qu'il y a ou non des "raisons valables" et utilise ou non d'autres facteurs lorsque le fait de le faire ou de ne pas le faire lui permet d'arriver toujours à la même conclusion: qu'il ne convient pas de supprimer le droit antidumping. Ainsi, l'autorité agit non seulement contrairement à ses obligations dans le cadre de l'OMC mais également contrairement à sa propre législation et à son propre règlement.

C. LES CRITÈRES QU'APPLIQUENT LES AUTORITÉS DANS LE RÉEXAMEN NE PEUVENT PAS ÊTRE INFÉRIEURS AUX CRITÈRES APPLIQUÉS AU COURS DE L'ENQUÊTE

18. Considérant que l'effet de l'enquête et du réexamen est le même - c'est-à-dire l'application/le maintien ou la suppression du droit antidumping -, ce n'est pas parce qu'un réexamen n'est pas exactement pareil à une enquête qu'il faut ignorer l'incidence qu'a l'application pour le réexamen de critères moins stricts que ceux dans le réexamen utilisés au cours de l'enquête. Ceci est particulièrement vrai pour les aspects de l'Accord antidumping qui ont été soulignés et qui sont appliqués de manière incompatible avec les règles de l'OMC, ce qui peut entraîner des abus dans la majorité des cas.

19. Pour illustrer ce qui précède, nous mentionnerons quelques-unes des incompatibilités relevées par le Japon dans sa première communication écrite.

20. *De minimis*. Aucune justification ni aucune logique ne permettent de soutenir que l'utilisation de marges *de minimis* inférieures à 2 pour cent est autorisée dans le cadre des réexamens. Accepter cela aboutirait à inclure ou prendre en compte pour un réexamen des marges qui ne l'ont pas été dans la détermination initiale parce qu'elles étaient inférieures au seuil fixé. Ainsi, des exportateurs qui antérieurement n'étaient pas soumis à des droits parce que leurs marges étaient *de minimis*, y seraient soumis après le réexamen. L'établissement d'une marge *de minimis* de 2 pour cent est le résultat d'une négociation, reflétée dans l'Accord antidumping. L'idée est que les marges de dumping inférieures à 2 pour cent ne causent pas de dommage et qu'il n'est par conséquent pas nécessaire d'appliquer un droit antidumping dont l'objectif est de contrebalancer le dumping qui cause un dommage à la branche de production nationale. Un raisonnement semblable s'applique aux *importations négligeables*.

21. *Sur la base de l'ordonnance dans son ensemble*. Le réexamen à l'extinction doit porter sur des entreprises spécifiques. Pour ce qui est de la mesure initiale, et à plus forte raison du réexamen à l'extinction, il ne serait pas adéquat d'appliquer ou de continuer à appliquer un droit antidumping aux entreprises qui ne pratiquent pas le dumping. Bien que cela ne soit pas explicitement précisé à l'article 11.3, en principe, la mesure antidumping devrait prendre fin au bout de cinq ans pour toutes les entreprises, l'exception à cette règle étant que le droit sera maintenu uniquement pour les entreprises concernant lesquelles il "est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront" si le droit est supprimé.

22. *Communication à l'USITC de marges de dumping calculées initialement.* S'il n'y a pas eu d'importations pendant la période considérée, la pratique du DOC consiste à communiquer à l'USITC les marges initiales. Après cinq ans ou plus d'application d'une mesure antidumping, la réalité a changé. Comment l'autorité chargée de l'enquête s'assure-t-elle que le droit antidumping ne restera en

[5] Annexe 25m du Japon.

vigueur que dans la mesure nécessaire pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage? Aux fins d'un réexamen au titre de l'article 11.3, l'autorité ne peut pas recourir à nouveau aux marges initiales.

23. Cela est encore plus vrai lorsque les marges initiales ont été calculées selon des méthodes obsolètes (c'est-à-dire antérieures à l'entrée en vigueur de l'Accord antidumping) ou incompatibles avec les règles de l'OMC. On peut ainsi aboutir à une situation absurde, à savoir que le DOC communique à l'USITC des marges calculées sur des bases dont un Groupe spécial ou l'Organe d'appel de l'OMC ont conclu qu'elles étaient incompatibles avec les règles de l'OMC (comme la réduction à zéro ou autres pourcentages *de minimis*).

D. LA QUESTION DES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION FAIT PARTIE DU PROCESSUS DE NÉGOCIATION EN COURS, CE QUI MONTRE L'INTÉRÊT QUE LES MEMBRES PORTENT À CETTE QUESTION

24. Le paragraphe 28 de la Déclaration ministérielle de Doha prévoit la tenue de "négociations visant à clarifier et à améliorer les disciplines" de l'Accord antidumping. En outre, il précise que "[d]ans la phase initiale des négociations, les participants indiqueront les dispositions, y compris les disciplines concernant les pratiques ayant des effets de distorsions des échanges, qu'ils cherchent à clarifier et à améliorer dans la phase ultérieure".

25. Deux contributions présentées devant le Groupe de négociation sur les règles font référence à la question des réexamens. Le document TN/RL/W/10 indique que l'absence de règles explicites ne peut pas entraîner l'introduction arbitraire, par les autorités, de procédures et de méthodes qui diffèrent de manière sensible de celles appliquées lors des enquêtes initiales. En d'autres termes, bien que les dispositions relatives aux réexamens en général et aux réexamens à l'extinction en particulier ne définissent pas de normes explicites, ceci ne doit pas aboutir à ce que les autorités chargées de l'enquête établissent chacune leurs propres procédures dans ce domaine. Lorsque les procédures relatives à l'enquête initiale prévues par l'Accord antidumping sont applicables aux réexamens, les autorités devraient se référer à ces dispositions. Lorsqu'elles ne sont pas applicables, les autorités doivent chercher de nouveaux critères qui, comme nous l'avons montré plus haut, devraient être plus élevés que ceux utilisés dans l'enquête initiale. Les négociations produiront probablement des directives plus précises sur ce dernier aspect.

26. D'autre part, le document TN/RL/W/6 se réfère explicitement au réexamen à l'extinction et pose les questions suivantes: "Un tel droit antidumping devrait-il être maintenu? Comment l'absence d'exportations peut-elle être réputée établir que les exportations dommageables risquent de reprendre dans l'avenir? Une simple allégation ou une faible probabilité suffisent-elles? Dans ces conditions, quand l'ordonnance serait-elle jamais révoquée? Et si elle ne l'est jamais, à quoi sert une procédure d'extinction?" Ce sont précisément les réponses à ces questions que nous souhaiterions voir préciser lors des négociations sur les règles.

II. CONCLUSION

27. Compte tenu de ce qui précède, le Chili demande au Groupe spécial de prendre en considération les éléments indiqués ci-dessus et de conclure en définitive que le réexamen à l'extinction envisagé à l'article 11.3 de l'Accord antidumping est un réexamen exceptionnel qui permet aux autorités de maintenir un droit antidumping dans des circonstances très précises. Sinon, ce droit serait supprimé de toute manière cinq ans au plus tard après avoir été imposé. L'absence de règles précises ne permet pas à une autorité chargée de l'enquête d'imposer ou d'appliquer des critères différents de ceux qui existent dans l'Accord antidumping et en aucune manière, d'utiliser des critères inférieurs à ceux utilisés au cours de l'enquête initiale car, même si le réexamen à l'extinction et l'enquête ne sont pas exactement semblables, leurs effets le sont.

ANNEXE B-3

COMMUNICATION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN TANT QUE TIERCE PARTIE

I. INTRODUCTION

1. Les Communautés européennes (ci-après dénommées "les CE") se félicitent de cette occasion d'exposer leur point de vue concernant la procédure engagée par le Japon à propos de la compatibilité avec les articles VI et X de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (ci-après dénommé le "GATT de 1994"), et avec les articles 2, 3, 5, 6, 11, 12 et 18 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (ci-après dénommé l'"*Accord antidumping*"), ainsi qu'avec l'article XVI:4 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommé l'"*Accord sur l'OMC*") à la fois de la décision prise par les États-Unis de ne pas mettre fin à l'imposition de droits antidumping sur les importations d'acier traité contre la corrosion en provenance du Japon et des dispositions, procédures et pratiques des États-Unis sur lesquelles cette décision a été fondée.

2. Les CE ont décidé d'intervenir en tant que tierce partie dans la présente affaire parce qu'elles ont un intérêt systémique dans l'interprétation correcte de l'*Accord antidumping*. L'intérêt de la présente affaire va en fait bien au-delà de cette mesure et couvre l'interprétation et l'application par les États-Unis de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne les réexamens à l'extinction. Les grandes lignes des procédures similaires engagées par les CE contre les États-Unis démontrent une crainte profonde que les lois[1], réglementations[2] et procédures et pratiques administratives[3] des États-Unis en matière de réexamens à l'extinction des droits antidumping et des droits compensateurs, ainsi que la manière dont ils sont appliqués, soient contraires à plusieurs dispositions des Accords de l'OMC.

3. Bon nombre des points litigieux ont trait à des questions de fait sur lesquelles les CE ne sont pas en mesure de formuler des observations. En conséquence, elles se limiteront à quelques points d'interprétation du droit soulevés par certaines allégations du Japon et qui présentent un intérêt particulier pour les CE. Ce faisant, les CE suivront l'ordre des allégations telles qu'elles sont présentées dans la communication du Japon.

A. LES CRITÈRES EN MATIÈRE DE PREUVE ÉTABLIS PAR L'ARTICLE 5.6 EN CE QUI CONCERNE L'ENGAGEMENT DES RÉEXAMENS À L'INITIATIVE DES AUTORITÉS S'APPLIQUENT ÉGALEMENT AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION (ALLÉGATION 1 DU JAPON)

4. Le Japon a fait observer au Groupe spécial que la législation des États-Unis et le règlement sur les réexamens à l'extinction, en particulier l'article 751 c) 1) et 2) de la Loi et l'article 351.218 a) et c) 1) du règlement sont incompatibles avec les articles 11.1, 11.3, 12.1, 12.3 et 5.6 de l'Accord antidumping parce qu'ils exigent que le DOC engage automatiquement des réexamens à l'extinction sans aucun élément de preuve. Le Japon a en particulier fait valoir que le sens ordinaire du texte de l'article 11.3, lu dans son contexte, c'est-à-dire les articles 11.1, 12.1, 12.3 et 5.6 de l'Accord

[1] Loi douanière de 1930 (ci-après dénommée la "Loi"), telle qu'amendée et codifiée dans 19 USC, § 1202 à 1677n.

[2] Règlement d'application sur les droits antidumping et les droits compensateurs publié par le Département du commerce des États-Unis (ci-après dénommé le "DOC"), qui est maintenant l'article 351 du Titre 19 CFR (ci-après dénommé le "*Règlement sur les réexamens à l'extinction*").

[3] Politiques relatives à la réalisation des réexamens après cinq ans ("réexamens à l'extinction") des ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs (ci-après dénommé le "*Sunset Policy Bulletin*").

antidumping, et à la lumière de son objet et de son but, exige des éléments de preuve suffisants pour justifier l'engagement d'un réexamen à l'extinction.[4]

5. Dans le droit et la pratique des États-Unis, les réexamens à l'extinction sont toujours engagés automatiquement cinq ans après la date de publication d'une ordonnance en matière de droits antidumping; d'un avis de suspension d'enquête; d'une détermination de l'existence d'un dommage dans un réexamen administratif; ou d'une détermination visant à maintenir un droit antidumping établie à l'issue d'un réexamen à l'extinction.[5] L'article 751 c) 2) de la Loi prescrit au DOC de publier un "avis d'engagement" au Federal Register "au plus tard 30 jours avant le cinquième anniversaire" de l'une de ces dates. La même obligation est énoncée à l'article 351.218 c) 1) du règlement sur les réexamens à l'extinction:

> Au plus tard 30 jours avant le cinquième anniversaire d'une ordonnance ou de la suspension d'une enquête (voir article 751 c) 1) de la Loi), le Secrétaire publiera un avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction (voir article 751 c) 2) de la Loi).

6. Les CE sont d'accord avec l'argument avancé par le Japon selon lequel l'engagement automatique de réexamens à l'extinction par les États-Unis de leur propre initiative entraîne inévitablement une violation de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

7. Il est bien établi que les règles fondamentales de l'interprétation des traités ont été exprimées de la manière la plus succincte dans les articles 31 et 32 de la Convention de Vienne qui font autorité et ont acquis le statut de règles de droit international coutumier ou général.[6] Ces règles supposent qu'il faut interpréter de manière globale le texte et le contexte ainsi que l'objet et le but[7] et respecter le principe de l'interprétation de bonne foi qui découle directement du principe du *pacta sunt servanda* consacré par l'article 26 de la Convention de Vienne et enjoint à l'interprète de préférer l'interprétation qui permet au traité de remplir son objet et son but, c'est-à-dire une interprétation utile.[8]

8. Dans cette optique, le Japon a raison de procéder à une analyse du texte et du contexte de l'article 11.3 ainsi que de l'objet et du but de l'Accord antidumping.

9. En particulier, les CE estiment que, même si l'article 11.3 ne comporte aucune référence explicite à des prescriptions en matière de preuve concernant l'engagement des réexamens à l'extinction, il prescrit aux autorités nationales d'engager un examen pour "déterminer" qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit antidumping était supprimé. On considère généralement que le verbe "déterminer" signifie trouver, donner pour certain, établir ou, en termes plus clairs, réaliser toutes les activités nécessaires pour parvenir à une décision, c'est-à-dire enquêter et décider. Ainsi, dans cette optique, le texte même de l'article 11.3 contient déjà une indication claire et précieuse des activités de fond à entreprendre dans un réexamen à l'extinction et par conséquent du contexte pertinent pour cet examen.

10. En particulier, le contexte immédiat de l'article 11.3, c'est-à-dire l'article 11.1, définit une obligation fondamentale à savoir qu'un droit antidumping ne restera en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage. L'article 11.2 et 11.3

---

[4] Section A (paragraphes 45 et suivants) de la première communication écrite du Japon.

[5] 19 USC § 1675 c) 1) A) et B).

[6] Voir le rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules* ("*États-Unis – Essence*"), WT/DS2/AB/R adopté le 20 mai 1996, page 16, et le rapport de l'Organe d'appel, *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques* ("*Japon – Boissons alcooliques*"), WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R adopté le 1er novembre 1996, page 11.

[7] Voir les commentaires de la CDI sur les projets d'articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne* (qui étaient alors les articles 69 et 70), ACDI 1966.

[8] Voir le rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules* ("*États-Unis – Essence*"), WT/DS2/AB/R adopté le 20 mai 1996, pages 23-24.

constitue en fait un développement de l'obligation énoncée à l'article 11.1. L'article 11.2 expose les modalités du respect de cette obligation au cours de la période d'application d'un droit antidumping, tandis que l'article 11.3 expose les modalités du respect de cette obligation à l'expiration de cette période. Ces deux dispositions soulignent l'objet et le but fondamentaux de l'imposition de droits antidumping, à savoir qu'ils ne peuvent être appliqués que lorsque le dumping cause ou menace de causer un dommage.

11. La conséquence directe de ce qui précède est donc que l'omission dans le texte de l'article 11.3 est justifiée par le fait qu'il semble évident d'après le contexte et la structure d'ensemble de l'Accord antidumping que les garanties établies avec tant de force concernant l'ouverture d'une enquête initiale en vue de l'imposition d'un droit antidumping s'appliquent également à l'engagement d'un réexamen à l'extinction qui, conformément à l'article 11.1, a lieu lorsqu'il est présumé que ce droit antidumping sera supprimé.

12. En outre, le Japon fait valoir à juste titre que les réexamens à l'extinction et les nouvelles enquêtes ont le même effet, c'est-à-dire qu'ils entraînent l'imposition de droits antidumping pour une période de cinq ans.[9] En fait, tant les nouvelles procédures que les procédures à l'extinction imposent aux autorités nationales un important travail d'enquête pour déterminer si des droits antidumping devraient être appliqués. Le rôle prévu à l'article 5.2 et 5.6 à la fois pour la branche de production nationale et les autorités nationales est un rôle actif pour lequel la charge de la preuve est précise. Puisque la charge de la preuve qui incombe à la branche de production nationale est explicitement rappelée à l'article 11.3, pourquoi devrait-elle être levée pour les autorités nationales mais uniquement au stade du réexamen à l'extinction?

13. Un autre élément textuel qui devrait être pris en considération est la lecture conjointe de l'article 12.1 et de l'article 12.3. L'article 12.1 prévoit ce qui suit:

> Lorsque les autorités seront convaincues que les éléments de preuve sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping en conformité avec l'article 5 ... les parties intéressées ... recevront une notification et un avis sera rendu public.
>
> L'article 12.3 quant à lui prévoit ce qui suit:
>
> Les dispositions du présent article s'appliqueront *mutadis mutandis* au commencement et à l'achèvement des réexamens effectués en conformité avec l'article 11 ...

14. Il ressort clairement des termes de l'article 12.3 que les garanties qui s'appliquent à l'ouverture d'une enquête initiale s'appliquent également à l'engagement d'un réexamen à l'extinction. En particulier, lu conjointement avec l'article 12.1, cet article prévoit clairement que même pour un réexamen à l'extinction les autorités nationales doivent être convaincues qu'elles disposent de suffisamment d'éléments de preuve pour engager des réexamens à l'extinction de leur propre initiative. Dans le cas contraire, et à moins qu'une demande valable n'ait été formulée par la branche de production nationale, elles devraient laisser les ordonnances en matière de droits antidumping devenir caduques.

15. En conclusion, une analyse appropriée du texte, du contexte et de l'objet et du but de l'article 11.3 révèle que toutes les dispositions de l'Accord antidumping sont potentiellement applicables *mutatis mutandis* à cet article, dans la mesure où elles sont pertinentes pour les réexamens à l'extinction et dans la mesure où leur application à l'article 11.3 ne crée pas une situation de conflit ou n'est pas spécifiquement exclue. La raison pour laquelle l'article 11.3 ne comporte pas de règles de

[9] Paragraphes 50 et suivants de la première communication écrite du Japon.

procédure détaillées est en fait que ces règles sont établies ailleurs dans l'Accord, par exemple à l'article 5.

B. CONFORMÉMENT À L'ACCORD ANTIDUMPING, IL DOIT ÊTRE DÉTERMINÉ QU'IL EST "PROBABLE" ET NON "IMPROBABLE" QUE LE DUMPING ET LE DOMMAGE SUBSISTERONT ET SE REPRODUIRONT (ALLÉGATION 2 DU JAPON)

16. Le Japon a fait observer au Groupe spécial que le règlement sur les réexamens à l'extinction et en particulier son article 351.222 i) 1) ii) ne sont pas conformes à l'article 11.3 de l'Accord antidumping.[10] Le Japon a fait valoir notamment que l'article 11.3 de l'Accord antidumping prescrit que les droits antidumping seront supprimés au plus tard cinq ans après leur imposition "à moins que les autorités ne déterminent [...] qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé"[11], mais que le règlement sur les réexamens à l'extinction prescrit au DOC d'appliquer en fait un critère "peu probable".

17. Les CE sont d'accord avec les positions juridiques du Japon sur ce point. Il convient de rappeler que l'article pertinent du règlement sur les réexamens à l'extinction est libellé comme suit:

> "[d]ans le cas d'un réexamen à l'extinction au titre de l'article 351.218, le Secrétaire abrogera une ordonnance ou mettra fin à une enquête suspendue: [...] ii) au titre de l'article 751 d) 2) de la Loi lorsque le Secrétaire déterminera qu'il est peu probable qu'une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire ou qu'un dumping subsiste ou se reproduise du fait de l'abrogation ou de la clôture."[12]

Il convient de rappeler également que le critère "peu probable" a été introduit en 1998 par un amendement de l'article 351.222 i) 1) du Règlement sur les réexamens à l'extinction prévoyant que "[d]ans le cas d'un réexamen à l'extinction au titre de l'article 351.218, le Secrétaire abrogera une ordonnance ou mettra fin à une enquête suspendue, à moins que: i) le Secrétaire ne détermine qu'il est probable qu'une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire ou qu'un dumping subsistera ou se reproduira du fait de l'abrogation ou de la clôture (voir article 752 b) et 752 c) de la Loi)" (non souligné dans l'original).

18. Les États-Unis font valoir que "l'article, 19 CFR 351.222 i) 1) ii), a un caractère ministériel et porte sur le moment où est effectuée l'abrogation après que le DOC a fait une détermination finale négative dans le cadre d'un réexamen à l'extinction au titre de l'article 751 d) 2)".[13] Cette déclaration est contredite par l'explication de certaines dispositions où il est dit à propos des amendements à l'article 351.222 i): "ces révisions sont destinées à éclaircir les circonstances dans lesquelles le Département abroge une ordonnance ou clôt une enquête suspendue, et la date à laquelle l'abrogation prend effet". (non souligné dans l'original).[14]

19. Une comparaison entre le libellé de l'article 351.222 i) 1) ii) et celui de l'article 11.3 de l'Accord antidumping montre que le critère de suppression d'un droit antidumping dans un réexamen à l'extinction conformément au règlement sur les réexamens à l'extinction est différent de celui que prescrit l'article 11.3. Ce dernier prévoit que le droit antidumping doit être abrogé ou supprimé à moins qu'il ne soit probable que le dumping et le dommage se reproduiront ou subsisteront de ce fait.

---

[10] Section B.1 (paragraphes 94 et suivants) de la première communication écrite du Japon.
[11] Non souligné dans l'original.
[12] 19 CFR § 351.222 i) 1) ii) (non souligné dans l'original).
[13] Paragraphe 101 de la première communication écrite des États-Unis.
[14] Politiques relatives à la réalisation des réexamens après cinq ans ("à l'extinction") des ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs, règles définitives intérimaires, 20 mars 1998, Federal Register n° 63 FR 13519.

Le règlement du DOC par contre prévoit que le droit antidumping sera abrogé s'il est peu probable que le dumping subsistera ou se reproduira de ce fait.

20. Selon les CE, ces différences ne sont en aucun cas strictement sémantiques. Au contraire, le règlement sur les réexamens à l'extinction prescrit au DOC d'appliquer un critère qui est manifestement plus exigeant que celui prévu par l'article 11.3 de l'Accord antidumping. La prescription selon laquelle il doit être "probable" que le dumping ou le dommage subsistera ou se reproduira implique un niveau plus élevé de probabilité que la prescription selon laquelle le droit doit être abrogé "lorsqu'il est peu probable" que le dumping subsiste ou se reproduise de ce fait. Dans le premier cas, le degré de certitude exigé est plus élevé que dans le second, où il suffit qu'il ne soit pas "improbable" que le dumping subsiste ou se reproduise.

21. Le fait qu'un critère "probable" implique un degré de certitude plus élevé qu'un critère "peu probable" a également été confirmé par le Groupe spécial dans *États-Unis – DRAM*, comme il est dit au paragraphe 96 de la première communication écrite du Japon. Comme ce groupe spécial l'a dit dans son rapport, il y a une différence conceptuelle entre établir quelque chose en faisant une constatation positive et ne pas établir quelque chose en faisant une constatation négative.[15]

22. En d'autres termes, une constatation selon laquelle il est probable que quelqu'un pratique le dumping implique toujours qu'il n'est pas "improbable" que la même personne pratique le dumping. Cependant, l'inverse n'est pas vrai: le fait qu'il ne soit "pas improbable" qu'une personne pratique le dumping n'implique pas nécessairement qu'il soit aussi "probable" qu'elle pratique le dumping.

23. Les Communautés européennes font observer que ce raisonnement, que le Groupe spécial a appliqué pour interpréter l'article 11.2 de l'Accord antidumping est parfaitement transposable à l'article 11.3. L'article 11.2 régit le réexamen, à l'initiative des autorités ou à la demande de toute partie intéressée au cours de la durée d'application normale d'un droit en vigueur, de la question de savoir si le maintien d'un droit antidumping demeure nécessaire. Par contre, la disposition relative à l'extinction de l'article 11.3, prévoit que tout droit antidumping définitif doit être supprimé au plus tard cinq ans à compter de la date à laquelle il aura été imposé, et ne permet qu'exceptionnellement aux autorités de maintenir ce droit lorsque les prescriptions de l'article 11.3 sont satisfaites.

24. En d'autres termes, alors que conformément à l'article 11.3 la suppression d'un droit est la règle et son maintien l'exception, cela n'est pas le cas au titre de l'article 11.2. Compte tenu du lien systématique existant entre l'article 11.2 et l'article 11.3, il n'est pas concevable que le critère pour l'abrogation des droits soit plus strict au titre de l'article 11.2 que dans le contexte d'un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3

25. C'est pourquoi de l'avis des Communautés européennes comme c'est le cas pour l'article 11.2 un critère "peu probable" est incompatible avec l'article 11.3. Par conséquent, l'article 351.222 i) 1) ii) du règlement sur les réexamens à l'extinction n'est pas compatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'*Accord antidumping*.

C. LA DÉTERMINATION DANS LE CADRE DES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION DOIT ÊTRE FONDÉE SUR UNE ANALYSE "PROSPECTIVE" (ALLÉGATION 3 DU JAPON)

26. Le Japon a fait observer que le DOC, pour ce qui est de la pratique des réexamens à l'extinction, ne "détermine" pas s'il est "probable" que le dumping se produira.[16] Il a fait valoir en particulier, que les déterminations du DOC ne sont pas fondées sur une analyse prospective

[15] Voir le rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de 1 mégabit ou plus, originaires de Corée ("États-Unis – DRAM")*, WT/DS99/R, adopté le 19 mars 1999, paragraphe 6.45.

[16] Section B.2 (paragraphes 107 et suivants) de la première communication écrite du Japon.

d'éléments de preuve positifs démontrant qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira.

27. Les CE sont d'accord avec l'argument du Japon selon lequel l'article 11.3 prescrit que la "probabilité" que le dumping subsistera ou se reproduira doit être établie sur une base prospective.[17] Par définition une évaluation de la "probabilité" que le dumping subsistera ou se reproduira exige que les autorités se prononcent sur des événements futurs. Un tel jugement sur des événements futurs ne peut pas être porté en supposant simplement que la situation actuelle se poursuivra sans modification ou que la situation antérieure à l'ordonnance en matière de droits antidumping se reproduira. Il sera plutôt nécessaire d'établir, sur la base de tous les renseignements actuels disponibles, le tour probable que les événements prendront à l'avenir.

28. La nécessité d'une analyse prospective plutôt que rétrospective a été confirmée par le Groupe spécial dans "*États-Unis – DRAM*".[18] Le Groupe spécial est certes parvenu à cette constatation dans le contexte de l'article 11.2 de l'Accord antidumping, mais comme les CE l'ont déjà fait observer, il n'est pas concevable que les critères relatifs au maintien des droits antidumping dans les réexamens à l'extinction soient en aucune manière moins stricts que ceux qui s'appliquent lors d'un réexamen au titre de l'article 11.2 lequel est effectué pendant la durée d'application initiale d'un droit antidumping.

29. Les CE sont également d'accord en principe avec le Japon sur le fait que la "détermination" de la probabilité que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront doit être fondée sur des éléments de preuve positifs.[19] Bien entendu, les CE reconnaissent que compte tenu du caractère "prospectif" de la détermination de la probabilité, qui concerne des événements futurs, les éléments de preuve pour une telle détermination ne peuvent jamais être totalement concluants et ne permettront pas une certitude totale. L'article 11.3 par conséquent n'exige pas une certitude absolue concernant le fait que le dumping subsistera ou se reproduira. Il prescrit par contre effectivement aux autorités de prendre en compte tous les éléments de preuve disponibles afin de déterminer s'il est "probable" que le dumping subsistera ou se reproduira. Une autorité ne satisferait pas à ce critère si, dans sa détermination dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, elle se fondait uniquement sur le fait que le dumping s'était produit dans le passé, sans examiner la question de savoir s'il est probable que le dumping se reproduira ou subsistera également à l'avenir.

30. Les CE ne sont pas en mesure de formuler des observations sur les déterminations du DOC concernant les producteurs japonais en cause. Elles estiment toutefois que la législation des États-Unis, pour ce qui est de déterminer la probabilité dans les réexamens à l'extinction des ordonnances antidumping, ainsi que la pratique générale du DOC fondée sur cette législation, telle qu'elle est décrite dans le Sunset Policy Bulletin[20] ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

31. Comme l'a dit le Japon, conformément à la section II.A.3 du Sunset Policy Bulletin, le DOC déterminera normalement qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira du fait de l'abrogation d'une ordonnance antidumping ou de la clôture d'une enquête antidumping suspendue si:

a) le dumping a subsisté à un niveau quelconque supérieur au niveau *de minimis* après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension, selon qu'il convient;

b) les importations de la marchandise visée ont cessé après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension, selon qu'il convient; ou

[17] Paragraphe 108 de la première communication écrite du Japon.
[18] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – DRAM*, cité plus haut, paragraphe 6.28; cité au paragraphe 110 de la première communication écrite du Japon.
[19] Paragraphe 112 de la première communication écrite du Japon.
[20] 63 Fed. Reg. 18871 (16 avril 1996) (pièce n° 6 du Japon).

c) le dumping a été éliminé après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension, selon qu'il convient, et le volume des importations de la marchandise visée a notablement diminué.

32. Conformément à la section II.A.4 du Sunset Policy Bulletin, le DOC déterminera normalement qu'il est peu probable que le dumping subsiste ou se reproduise du fait de l'abrogation d'une ordonnance antidumping ou de la clôture d'une enquête suspendue "si le dumping a été éliminé après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension, selon qu'il convient, et le volume des importations est demeuré stable ou a augmenté".

33. Enfin, la section II.C du Sunset Policy Bulletin prévoit que le DOC examinera d'"autres facteurs" uniquement s'il y a "des raisons valables" de le faire. En référence à l'Énoncé des mesures administratives, le Sunset Policy Bulletin indique que de tels autres facteurs pourraient inclure "la part de marché des producteurs étrangers visés par la procédure antidumping; l'évolution des taux de change, du niveau des stocks, de la capacité de production et de l'utilisation des capacités; toutes ventes antérieures inférieures au coût de production; des modifications dans la technique de fabrication dans le pays tiers; et les prix en vigueur sur les marchés pertinents". Le Sunset Policy Bulletin déclare ensuite que la partie intéressée a la charge de fournir des renseignements ou des éléments de preuve qui pourraient justifier l'examen des autres facteurs en question.

34. Incidemment, les CE estiment que ces facteurs sont déjà prédéterminés par la législation des États-Unis et en particulier par l'article 752 c) 1) et 2) de la Loi:

> 1) Règle générale – Dans un réexamen effectué en application de l'article 751 c), l'autorité administrante déterminera s'il est probable que les ventes de la marchandise visée à un prix inférieur à sa juste valeur subsistent ou se reproduisent du fait de l'abrogation d'une ordonnance en matière de droits antidumping ou de la clôture d'une enquête suspendue en vertu de l'article 734. L'autorité administrante prendra en considération A) la moyenne pondérée des marges de dumping déterminées dans le cadre de l'enquête et des réexamens ultérieurs, et B) le volume des importations de la marchandise visée pendant la période antérieure et la période postérieure à la date à laquelle l'ordonnance en matière de droits antidumping a été publiée ou l'accord de suspension accepté.
>
> 2) Prise en considération d'autres facteurs – Sur exposé de raisons valables, l'autorité administrante prendra aussi en considération les autres facteurs relatifs aux prix, aux coûts, au marché, ou facteurs économiques qu'elle jugera pertinents.

35. Les Communautés européennes estiment comme le Japon que cette politique générale du DOC, telle qu'elle est exposée dans le Sunset policy Bulletin, ne respecte pas le critère relatif à la détermination de la probabilité de l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Le deuxième et le troisième des trois cas dans lesquels le DOC détermine normalement que la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira existe, ne semblent manifestement pas adéquats pour établir cette probabilité. Le fait que les importations de la marchandise visée aient cessé après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension en tant que tel ne donne aucune indication sur le point de savoir si les producteurs du produit visé commenceront à nouveau à pratiquer le dumping lorsque le droit aura été supprimé. De même, on ne voit pas clairement pourquoi le fait que le dumping ait été éliminé après la publication de l'ordonnance et que le volume des importations de la marchandise visée ait notablement diminué, en tant que tel indiquerait que les producteurs pratiqueront à nouveau le dumping lorsque le droit aura été supprimé.

36. L'inadéquation du critère appliqué par le DOC devient encore plus évidente lorsque ce critère est formulé de manière positive. La prescription selon laquelle "le dumping a été éliminé après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension, selon qu'il convient, et le volume

d'importation est demeuré stable ou a augmenté" défie toutes les théories économiques. Il est clair que si un droit antidumping est imposé cela aura forcément un effet anticoncurrentiel sur les produits concernés. Si, nonobstant l'imposition d'une ordonnance antidumping, les importations demeurent stables ou augmentent et que le dumping cesse, cela doit être dû à des facteurs non liés au dumping. Toutefois, le scénario de la présente affaire n'est en aucun cas différent du scénario c) dans lequel le dumping cesse également ni du scénario b) dans lequel le fait que le dumping subsiste n'est pas pertinent.

37. Il est intéressant de noter qu'en ce qui concerne les réexamens à l'extinction dans les procédures relatives à des droits compensateurs, le Sunset Policy Bulletin ne fait pas référence au volume des importations au cours de la période pendant laquelle le droit compensateur est appliqué mais plutôt à la question du maintien du programme de subventions.[21] On ne voit pas clairement pourquoi l'évolution du volume des importations devrait avoir une importance décisive pour ce qui est des droits antidumping mais non des droits compensateurs. Il apparaît donc que la pratique des États-Unis à cet égard n'est pas seulement incompatible avec l'Accord antidumping mais qu'elle est également foncièrement incohérente.

38. De l'avis des CE, en accordant une importance primordiale à l'évolution du volume des importations, le DOC se fonde sur un facteur qui n'est pas fondamentalement lié au dumping et qui par conséquent ne permet pas d'établir de manière concluante la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Par contre, le DOC ne fait aucun effort pour examiner les stimulants économiques et autres faisant qu'il est probable ou improbable que les producteurs recourent à nouveau à des pratiques de dumping. Au contraire, en exigeant qu'il y ait des "raisons valables" d'examiner tous les autres facteurs, le DOC supprime la possibilité de déterminer la probabilité de manière valable.

39. En soumettant la détermination concernant la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira à ce que le Japon a appelé à juste titre un "scénario irréalisable d'un point de vue commercial"[22], le DOC impose aux producteurs une tâche quasiment impossible. Dans la pratique cette politique a pour effet de perpétuer les ordonnances antidumping. On peut résumer la politique du DOC comme suit "qui a pratiqué le dumping le pratiquera toujours". Cependant, cela n'est pas compatible avec les dispositions relatives à l'extinction de l'article 11.3 de l'Accord antidumping, lesquelles prévoient spécifiquement que les droits antidumping ne sont pas perpétuels et doivent en principe ne pas dépasser cinq ans.

40. Dans l'ensemble, la pratique du DOC, telle qu'elle est définie dans le Sunset Policy Bulletin ne semble pas compatible avec le critère "probable" de l'article 11.3.

D. LA PRESCRIPTION *DE MINIMIS* DE L'ARTICLE 5.8 S'APPLIQUE ÉGALEMENT DANS LE CONTEXTE D'UN RÉEXAMEN À L'EXTINCTION (ALLÉGATION 7 DU JAPON)

41. Le Japon a allégué que la prescription des États-Unis selon laquelle doivent être traitées comme *de minimis* dans les réexamens à l'extinction uniquement les marges inférieures à 0,5 pour cent est incompatible avec la règle *de minimis* de 2 pour cent énoncée aux article 5.8 et 11.3 de l'*Accord antidumping*.

42. Les CE sont d'accord avec l'allégation du Japon. Elles considèrent toutefois que ce comportement incompatible avec les règles de l'OMC est déjà prescrit par la législation des États-Unis.

[21] Section III.A.3.a.
[22] Paragraphe 124 de la première communication écrite du Japon.

43. Lorsqu'elles établissent une détermination préliminaire ou finale en matière de droits antidumping dans une enquête initiale, les autorités des États-Unis appliquent le critère *de minimis* défini à l'article 1673 b) b) 3) de la Loi.[23] Ce critère prévoit ce qui suit:

> Pour établir une détermination en application du présent alinéa, l'autorité administrante ne tient compte d'aucune marge moyenne pondérée de dumping qui est *de minimis*. Aux fins de la phrase précédente, une marge moyenne pondérée de dumping est *de minimis* si l'autorité administrante détermine qu'elle est inférieure à 2 pour cent *ad valorem* ou au taux spécifique équivalent pour la marchandise visée.

44. Dans les réexamens à l'extinction, l'article 1675 a) c) 4) B) de la Loi prévoit ce qui suit:

> Aux fins du présent paragraphe, l'autorité administrante appliquera les critères *de minimis* applicables aux réexamens effectués au titre des alinéas a) et b) de l'article 751. (non souligné dans l'original)

L'article 751 a) de la Loi prévoit un réexamen périodique du montant de tout droit antidumping et l'article 751 b) un réexamen de la détermination finale ou de l'accord de suspension si les circonstances ont changé.

45. L'article 351.106 c) 1) du Règlement sur les réexamens à l'extinction prévoit ce qui suit:

> Pour établir toute détermination autre qu'une détermination préliminaire ou finale ... en matière de droits antidumping, dans le cadre d'une enquête ..., le Secrétaire traitera comme *de minimis* toute marge moyenne pondérée de dumping ... qui est inférieure à 0,5 pour cent *ad valorem* ou au taux spécifique équivalent.

46. La section II.A.5 du Sunset Policy Bulletin prévoit ce qui suit:

> Conformément à l'article 752 c) 4) B) de la Loi et à l'article 19 CFR 351.106 c) 1), le Département traitera comme *de minimis* toute marge moyenne pondérée de dumping qui est inférieure à 0,5 pour cent *ad valorem* ou au taux spécifique équivalent.

47. Il découle de la description ci-dessus que la législation et la pratique administrative pertinentes des États-Unis prévoient l'application d'une règle *de minimis* de 2 pour cent dans les déterminations initiales de la marge de dumping et de manière générale, d'une règle *de minimis* de 0,5 pour cent dans tous les réexamens, y compris les réexamens à l'extinction. L'Énoncé des mesures administratives accompagnant la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay[24] expliquait ce qui suit:

> Les prescriptions de l'article 5.8 ne s'appliquent qu'aux enquêtes, non aux réexamens d'ordonnance en matière de droits antidumping ni aux enquêtes suspendues.
>
> L'Énoncé des mesures administratives expliquait également ce qui suit:
>
> L'administration souhaite que le Département du commerce poursuive sa pratique actuelle dans les réexamens qui consiste à ne pas percevoir les dépôts en espèce estimés si leur taux est inférieur à 0,5 pour cent *ad valorem*, critère réglementaire *de minimis* en vigueur.[25]

---

[23] Voir 19 USC § 1673 b) b) 3) et 1673 d) a) 4).

[24] Page 845.

[25] Le montant de 0,5 pour cent *ad valorem* était le seuil *de minimis* antérieur appliqué par le DOC pour les nouvelles enquêtes.

48. En ce qui concerne les dispositions parallèles relatives aux réexamens à l'extinction des droits compensateurs, le Groupe spécial *États-Unis – Acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* a confirmé que la législation des États-Unis en elle-même était contraire aux Accords de l'OMC.[26]

E. LES PRESCRIPTIONS DES ARTICLES 3.3 ET 5.8 CONCERNANT LE CUMUL DES EXPORTATIONS DANS LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE S'APPLIQUENT ÉGALEMENT DANS LE CONTEXTE D'UN RÉEXAMEN À L'EXTINCTION (ALLÉGATION 10 DU JAPON)

49. Le Japon a fait observer au Groupe spécial que la décision de l'USITC de cumuler les importations en provenance de divers pays dans le présent réexamen à l'extinction est incompatible avec les articles 3.3, 5.8 et 11.3 de l'*Accord antidumping*.

50. Les CE ne se considèrent pas en mesure de formuler des commentaires sur le point de savoir s'il est approprié d'inclure les importations en provenance du Japon dans le cumul.

51. Les CE sont toutefois d'accord avec le point de vue du Japon à savoir que les prescriptions des articles 3.3 et 5.8 concernant le cumul des exportations dans la détermination de l'existence d'un dommage s'appliquent également dans le contexte d'un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*.

52. Conformément à l'article 11.3, les droits antidumping seront supprimés à moins que les autorités ne déterminent qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront de ce fait. Le fait que le dommage subsiste ou se reproduise fait donc partie des conditions préalables au maintien d'un droit antidumping.

53. Comme le Japon l'a déjà dit dans sa communication, le terme dommage est défini, aux fins de tout Accord, à l'article 3 de l'*Accord antidumping*. Le paragraphe 3 de l'article 3 définit les conditions dans lesquelles les effets des importations en provenance de plus d'un pays peuvent faire l'objet d'une évaluation cumulative et précise, entre autres, que le volume des importations en provenance de chaque pays ne doit pas être négligeable. Le seul endroit où l'on trouve une définition des cas où le volume des importations faisant l'objet d'un dumping doit être considéré comme "négligeable" est l'article 5.8.

54. Les Communautés européennes ne voient nullement pourquoi ces dispositions ne devraient pas s'appliquer dans le contexte des réexamens à l'extinction. Les constatations du Groupe spécial *États-Unis – DRAM* ne sont pas pertinentes dans la présente affaire.[27] Ce groupe spécial a examiné la question de savoir si un critère *de minimis* s'appliquait dans la procédure d'évaluation d'un droit au titre de l'article 9.3 de l'Accord antidumping. Le Groupe spécial *États-Unis – Acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* a apporté une réponse positive à la question de savoir si un critère *de minimis* s'applique dans un réexamen à l'extinction (voir ci-dessus paragraphe 46). Le même Groupe spécial a également dit explicitement qu'une lecture littérale limiterait des dispositions comme celles de l'article 15.3 "par des contraintes qui porteraient atteinte au fonctionnement de l'Accord, en particulier pour les réexamens à l'extinction, chose que les rédacteurs ne sauraient avoir voulu".[28] L'article 15.3 est la disposition parallèle à l'article 3.3 de l'*Accord antidumping* dans l'*Accord SMC*.

[26] Rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/R, publié le 14 juin 2002, paragraphe 8.80.

[27] Paragraphe 185 de la première communication écrite des États-Unis.

[28] *Ibid*., note 27, paragraphes 8.16 et 9.20.

55. Par conséquent, les Communautés sont d'avis que les importations négligeables ne doivent pas être incluses dans une évaluation cumulative du dommage à moins que les autorités n'aient déterminé qu'il est probable que ces importations deviendront non négligeables si le droit est supprimé.

LISTE DES PIÈCES JOINTES

Pièce n° 1 des CE	Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay – Énoncé des mesures administratives – Extraits

ANNEXE B-4

COMMUNICATION DE LA CORÉE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

I. INTRODUCTION

1. À l'issue du Cycle d'Uruguay, l'adoption de l'article 11.3 de l'Accord antidumping, qui prévoyait la suppression des mesures antidumping au terme d'une période de cinq ans en l'absence de constatation selon laquelle le dumping et le dommage subsisteraient ou se reproduiraient si le droit était supprimé, a suscité une large adhésion. Cette "clause d'extinction" a été saluée comme étant une mesure fondamentale visant à empêcher le recours abusif aux mesures antidumping, qui pouvaient demeurer en vigueur alors qu'elles ne remplissaient plus depuis longtemps l'objectif qui leur était assigné. Toutefois, la mise en œuvre de la clause d'extinction au cours des sept dernières années n'a pas répondu aux attentes initiales, beaucoup constatant avec cynisme que cette disposition était en fait devenue non pas la règle, mais l'exception.

2. À cet égard, l'examen des archives du DOC est très révélateur. La Corée note que 305 réexamens à l'extinction ont été engagés aux États-Unis. Sur ce nombre, la mesure a été abrogée par le DOC dans 73 cas au motif que la branche de production nationale n'avait pas répondu à l'avis du Département concernant l'engagement d'un réexamen.[1] Dans la totalité des 232 autres affaires, le DOC a estimé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si la mesure était supprimée. Autrement dit, celui-ci a décidé de ne pas abroger la mesure chaque fois que cette suppression était contestée par la branche de production nationale.

3. De l'avis de la Corée, le déséquilibre manifeste des résultats de ces réexamens montre clairement l'incompatibilité de la réglementation sur les réexamens à l'extinction en soi - ou de la manière dont elle est appliquée dans des cas particuliers, ou des deux - avec l'Accord antidumping. Si la Corée approuve en général les arguments présentés par le Japon dans sa première communication, elle tient, dans le présent document, à approfondir les quatre points ci-après, examinés selon l'ordre chronologique:

- premièrement, l'engagement de réexamens à l'extinction par le DOC est automatique et ne satisfait pas aux prescriptions de l'Accord en matière d'éléments de preuve;
- deuxièmement, le DOC applique un critère "peu probable" à l'abrogation des ordonnances en matière de droits antidumping, contrairement au critère "probable" prévu à l'article 11.3;
- troisièmement, le DOC présume qu'il y a probabilité de dumping en s'appuyant sur des faits insuffisants et en utilisant des règles et hypothèses préétablies de manière arbitraire; et
- quatrièmement, le DOC maintient sa présomption et établit une détermination en imposant la charge extrêmement lourde et arbitraire de fournir des "raisons valables" aux entreprises interrogées qui présentent des faits contraires à ladite présomption.

4. Ainsi que la Corée le précise ci-après, les règles et procédures régissant chacune des étapes ci-dessus au cours des réexamens à l'extinction dénotent une grande partialité car elles privilégient le

[1] Voir Data Compilation of All Sunset Reviews Conducted by USDOC (pièce n° 31 du Japon).

maintien de la mesure antidumping. Cumulées, ces règles et pratiques ont créé un obstacle insurmontable pour toutes les parties intéressées qui ont cherché à obtenir du DOC qu'il établisse une détermination selon laquelle le dumping ne subsisterait pas si la mesure était supprimée. Le fait que le DOC n'a *jamais* constaté - *dans 233 affaires* – que le dumping ne se reproduirait pas si le droit était supprimé est en soi un élément de preuve *prima facie* montrant que les règles et pratiques du DOC ne sont pas compatibles avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC. Il convient de noter à cet égard que le DOC a établi ces 233 déterminations à un moment où l'économie américaine affichait une rigueur sans précédent et où les dépenses de consommation atteignaient des niveaux inconnus jusqu'alors.

5. Enfin, la Corée montrera ci-après que les disciplines s'appliquant aux enquêtes antidumping initiales doivent s'appliquer *mutatis mutandis* aux réexamens à l'extinction. En particulier, les disciplines sur la prévention de la réduction à zéro des marges négatives, figurant à l'article 2.4, et sur les normes *de minimis*, figurant à l'article 5.8, s'appliquent aux réexamens à l'extinction avec autant de force qu'elles s'appliquent aux enquêtes initiales.

II. ENGAGEMENT AUTOMATIQUE D'UN RÉEXAMEN À L'EXTINCTION SANS ÉLÉMENTS DE PREUVE SUFFISANTS

6. L'article 751 c) 1) de la Loi douanière de 1930, telle qu'elle a été modifiée (la "Loi")[2], prescrit que les autorités des États-Unis "*procèderont*" à un réexamen à l'extinction dans chaque cas et exige l'engagement automatique de ce réexamen sans imposer l'obligation de constater, au moyen d'éléments de preuve, que celui-ci est justifié ou nécessaire. Par ailleurs, l'Énoncé des mesures administratives indique expressément que le fait d'engager automatiquement le réexamen à l'extinction évitera "d'imposer une charge inutile à la branche de production nationale".[3] D'un point de vue textuel, cette disposition sur l'engagement automatique inverse la présomption - prévue à l'article 11 – que les mesures antidumping prennent normalement fin après une période de cinq ans. De plus, cette présomption est également mise à mal, de deux manières, par les conséquences pratiques de l'engagement automatique. Premièrement, l'engagement automatique supprime au moins partiellement la charge incombant aux parties favorables au maintien de la mesure d'établir que le dumping et le dommage subsisteraient si la mesure était abrogée en supprimant la démarche liminaire consistant à présenter des éléments de preuve à l'appui de cette probabilité. Deuxièmement, l'engagement automatique accroît la charge incombant aux parties qui souhaitent la suppression de la mesure en les contraignant à participer à des réexamens qui, autrement, n'auraient peut-être pas été engagés. Dans la présente section, la Corée fera valoir que l'engagement automatique est contraire aux obligations contractées par les États-Unis au titre des articles 11.3 et 12.1 de l'Accord antidumping.

A. ANALYSE TEXTUELLE DE L'ARTICLE 11.3

7. Le texte de l'article 11.3 prévoit que les autorités peuvent engager un réexamen à l'extinction de deux manières différentes: premièrement, "de leur propre initiative" *ou*, deuxièmement, "à la suite d'une demande dûment justifiée présentée par la branche de production nationale ou en son nom (...)". Concernant un réexamen engagé par les autorités de leur propre initiative, l'article 11.3 ne dit rien sur les éléments de preuve minimaux auxquels il conviendrait de satisfaire avant d'engager ce réexamen. Ainsi qu'il a été noté plus haut, les États-Unis interprètent cette absence d'indications comme signifiant qu'aucun élément de preuve minimal n'est requis et, comme il a été souligné, l'article 751 c) 1) de la Loi douanière et l'Énoncé des mesures administratives reflètent cette interprétation.[4]

---

[2] 19 USC. § 1675a) c) 1).
[3] Statement of Administrative Action Accompanying the Uruguay Round Agreements Act, page 879.
[4] Énoncé des mesures administratives, page 879.

8. L'article 11.3 ne prévoit pas l'obligation de procéder à un réexamen dans chaque cas. Au contraire, la première disposition de la première phrase dudit article prévoit que les mesures "ser[ont] supprimé[es]" après une période de cinq ans ... "à moins qu'[une]" constatation appropriée ne soit établie (pas de guillemets dans l'original). L'interprétation correcte de cette phrase est que les mesures seront normalement supprimées, sauf lorsqu'il est établi une autre détermination.[5] L'article 11.3 prévoit donc que les mesures peuvent prendre fin sans qu'il soit procédé à un réexamen. En prescrivant l'engagement automatique d'un réexamen dans chaque cas, la législation des États-Unis fait de ce réexamen la condition *sine qua non* de la suppression de la mesure, celle-ci ne pouvant donc prendre fin dans le cadre de l'application normale de l'article 11.3.

9. De plus, rien dans le texte de l'article 11.3 ne vient étayer la position des États-Unis, selon laquelle un réexamen peut être engagé *automatiquement* dans chaque cas. Contrairement à l'interprétation arbitraire des États-Unis, le texte ne prévoit pas que "les autorités procèderont à un réexamen tous les cinq ans". Dans ce sens, cet article peut être opposé à l'article 11.2, en vertu duquel les autorités *procèderont* à un réexamen "dans les cas où cela sera justifié". L'article 11.2 impose donc la charge positive de procéder à un réexamen dans certains cas, alors que l'article 11.3 ne prévoit aucune charge obligatoire de ce type. En affirmant le droit de procéder à un réexamen, engagé automatiquement dans chaque cas, la législation des États-Unis va bien au-delà de toute interprétation raisonnable des termes et du sens de l'article 11.3.

B. ANALYSE TEXTUELLE DE L'ARTICLE 12.1, QUI FOURNIT UN CONTEXTE POUR L'INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 11.3

10. Le texte de l'article 12.3 permet d'étayer plus avant l'interprétation de l'article 11.3 par la Corée; il dispose en effet que "les dispositions [de l']article s'appliqueront *mutatis mutandis* au commencement et à l'achèvement des réexamens effectués en conformité avec l'article 11". (non souligné dans l'original)

11. Concernant les disciplines régissant l'engagement des réexamens, l'article 12.1 dispose ce qui suit: "Lorsque les autorités seront convaincues que les *éléments de preuve sont suffisants* pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping en conformité avec l'article 5, le ou les Membres [...] recevront une notification et un avis sera rendu public". (pas d'italique et non souligné dans l'original) Il est à noter que l'article 12.1 ne vise en aucune manière à établir une distinction entre les réexamens engagés par les autorités de leur propre initiative *ou* ceux qui sont engagés à la demande de la branche de production nationale ou en son nom. L'obligation de disposer d'"éléments de preuve suffisants" avant d'engager un réexamen doit donc être considérée comme s'appliquant dans l'un et l'autre cas.

12. La législation des États-Unis n'est pas compatible avec l'article 12.1 à cet égard. En vertu de l'article 751 c) 1) de la Loi, le DOC *publiera* l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction au Federal Register au plus tard 30 jours avant le cinquième anniversaire de la date de l'ordonnance en matière de dumping. Cette prescription concernant la publication d'un avis d'engagement sans éléments de preuve à l'appui est manifestement incompatible avec l'article 12.1, en vertu duquel un avis ne peut être rendu public que "[l]orsque les autorités seront convaincues que les *éléments de preuve sont suffisants* pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping en conformité avec l'article 5".

13. De plus, l'article 12.1 s'appliquant à l'engagement de réexamens au titre de l'article 11, le fait qu'il ne soit pas fait mention d'"éléments de preuve suffisants" à l'article 11.3 ne peut en soi être interprété comme signifiant que les autorités peuvent engager automatiquement la procédure de

[5] Le premier sens du terme "à moins que" défini par le dictionnaire Webster est le suivant: "if it be not that, were it not the fact that; if not; except when; except that." ("à moins que": "si ce n'est que, si ce n'était le fait que; si ce n'est; sauf quand; sauf lorsque." *Voir* Webster's New Universal Unabridged Dictionary, 2nd Ed. (1983), page 2001.

réexamen sans disposer d'aucun élément de preuve. En conséquence, la législation des États-Unis est incompatible avec l'article 11.3 et avec l'article 12.1.

14. L'article 12.1.1 fournit également un précieux contexte pour l'interprétation des articles 11.3 et 12.1. L'article 12.1.1 dispose que "[t]out avis au public concernant l'ouverture d'une enquête contiendra des *renseignements adéquats* (...) sur les points suivants:". (pas d'italique et non souligné dans l'original) Les points sur lesquels il est nécessaire de disposer de renseignements adéquats sont notamment les suivants: la "base sur laquelle est fondée l'allégation de l'existence d'un dumping dans la demande" et un "résumé des facteurs sur lesquels est fondée l'allégation de l'existence d'un dommage". Si les autorités étaient autorisées à engager un réexamen à l'extinction automatiquement, sans avoir déterminé au préalable s'il existait des éléments de preuve suffisants, il n'y aurait aucune raison d'exiger que celles-ci fournissent, dans l'avis au public, des *renseignements adéquats* concernant la base sur laquelle est fondée l'allégation de l'existence d'un dumping ou d'un dommage. Là encore, l'article 12.1.1 s'appliquant à l'engagement de réexamens au titre de l'article 11, le fait qu'il ne soit pas fait mention d'"éléments de preuve suffisants" à l'article 11.3 ne peut être interprété comme signifiant que les autorités peuvent engager automatiquement la procédure de réexamen sans disposer d'aucun élément de preuve.

C. OBJET ET BUT DE L'ACCORD ANTIDUMPING

15. L'Accord antidumping a pour objet et but d'établir des disciplines multilatérales concernant l'application des mesures antidumping. L'article premier dudit Accord, intitulé "*Principes*", est donc libellé comme suit: "Les dispositions qui suivent *régissent* l'application de l'article VI du GATT de 1994". (pas d'italique dans l'original)

16. L'enquête initiale peut aboutir à l'adoption d'une ordonnance en matière de droits antidumping, qui reste en vigueur pendant cinq ans. L'Accord antidumping contient des règles détaillées et spécifiques s'appliquant à l'adoption de l'ordonnance antidumping, qui visent à instituer des disciplines multilatérales à cet égard. Le réexamen à l'extinction peut entraîner l'adoption d'une ordonnance instituant des droits antidumping, qui reste de nouveau en vigueur pendant cinq ans. L'objet et le but de l'Accord antidumping étant d'établir des disciplines multilatérales concernant l'application de l'article VI du GATT, le fait que l'article 11.3 ne contient pas de règles particulières sur le réexamen à l'extinction ne peut être interprété comme signifiant que les autorités chargées de l'enquête sont libres d'instituer leurs propres règles arbitraires en la matière et d'engager ce réexamen dans chaque cas sans disposer aucunement d'éléments de preuve suffisants.

17. Si l'on circonscrit la question, l'article 11.3 a pour objet et but d'établir une discipline multilatérale concernant le réexamen à l'extinction, la discipline étant qu'une ordonnance instituant des droits antidumping vient normalement à expiration après une période de cinq ans, *sauf quand (n° 4)* il existe de bonnes raisons de croire que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si la mesure est supprimée.

18. Dans l'affaire *États-Unis – Amendement Byrd*, un groupe spécial a souligné l'importance du principe de bonne foi comme règle de conduite générale dans les relations internationales et a déclaré que "[c]e principe [voulait] qu'une partie à un traité s'abstienne d'agir d'une manière qui réduirait à néant l'objet et le but du traité dans son ensemble ou de l'une de ses dispositions".[6] L'engagement automatique d'un réexamen à l'extinction, sans aucun élément de preuve, réduit à néant l'objet et le but de l'article 11.3 car il impose une charge additionnelle concernant l'extinction normale, sans aucune justification sous forme d'élément de preuve qui justifierait l'engagement du réexamen.

[6] WT/DS217,234/R, paragraphe 7.64.

III. CRITÈRE "PEU PROBABLE" DU DOC

19. L'article 351.222 i) 1) ii) du Règlement 19 C.F.R. énonce un critère "peu probable", concernant le réexamen à l'extinction, incompatible avec les Accords de l'OMC. Ainsi que l'a constaté un groupe spécial, établi dans l'affaire *États-Unis-DRAM*, une constatation selon laquelle un événement est "probable" implique une plus grande certitude que l'événement se produira que ne le fait une constatation selon laquelle l'événement n'est pas "peu probable". Comme l'a souligné ce même groupe spécial, ce n'est pas parce qu'un événement n'est pas "peu probable" qu'il est "probable".[7] Comme le règlement du DOC utilise le critère "peu probable" au lieu du critère "probable" de l'article 11.3, le critère du Département est entaché de partialité car il privilégie le maintien de l'ordonnance instituant des droits antidumping et il est donc incompatible avec les obligations contractées par les États-Unis dans le cadre de l'OMC.

20. Les États-Unis peuvent faire valoir que la différence entre "probable" et "peu probable" n'est qu'une simple question sémantique et qu'en réalité, le fait de ne pas constater qu'il est probable que le dumping subsistera revient au même que de constater qu'il est "peu probable" que le dumping subsistera. Toutefois, cette différence de terminologie modifie de manière déterminante la charge de la preuve imposée aux parties dans le cadre du réexamen à l'extinction. La disposition selon laquelle les mesures "ser[ont] supprimé[es]" et le critère "probable" énoncés à l'article 11.3 imposent aux autorités d'établir une détermination positive selon laquelle il est probable que le dumping subsistera. En adoptant un critère "peu probable", les États-Unis retournent en fait la charge de la preuve et imposent aux entreprises interrogées de faire la preuve que la suppression de la mesure ne conduira pas au maintien du dumping. On constate aisément ce renversement injustifié de la charge de la preuve dans les pratiques du DOC. Comme le montrera la section suivante, le DOC applique le critère - préétabli de manière arbitraire - prévu dans le *Sunset Policy Bulletin* et renverse de manière injustifiée la charge de la preuve découlant de l'article 11.3 en présumant qu'il est *probable* que le dumping subsistera. Le DOC exige donc des entreprises interrogées qu'elles prouvent qu'il est *peu probable* que le dumping subsistera, leur imposant ainsi un seuil extrêmement élevé.

21. Cette charge de la preuve inadmissible incombant aux entreprises interrogées est totalement injuste. À cet égard, la Corée rappelle la mise en garde de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud*, selon laquelle "en vertu de l'article 2.4, l'obligation d'assurer une "comparaison équitable" incombe aux autorités chargées de l'enquête, et non aux exportateurs".[8] Et si l'on suit la même logique, l'obligation énoncée à l'article 11.3 de *déterminer* s'il est probable que le dumping subsistera si le droit est supprimé incombe aussi aux autorités chargées de l'enquête et ne devrait pas être transférée aux exportateurs du fait d'une présomption injustifiée autorisée par le *Sunset Policy Bulletin.*

22. Dans l'affaire *États-Unis – DRAM*, les États-Unis ont accepté la constatation du groupe spécial, selon laquelle le critère "peu probable" n'était pas compatible avec le critère "probable" et ont modifié leur réglementation dans le cadre de l'article 11.2 de l'Accord antidumping.[9] Toutefois, s'ils ont bien modifié ce règlement, ils n'ont pas modifié d'autres règles et réglementations liées à la mise en œuvre du règlement modifié, dénaturant ainsi la mise en œuvre de la décision de l'ORD. Dans la présente affaire, il devrait être exigé des États-Unis qu'ils modifient non seulement le critère "peu probable" prévu par le règlement du DOC, mais aussi les autres règles et réglementations pertinentes, dont le *Sunset Policy Bulletin* susmentionné.

[7] États-Unis – DRAM, paragraphe 6.46.
[8] *États-Unis – Acier laminé à chaud*, WT/DS184/AB/R, paragraphe 178.
[9] Pièce n° 7 du Japon.

IV. LE DOC PRÉSUME LA "PROBABILITÉ" PAR L'APPLICATION DE SCÉNARIOS PRÉÉTABLIS DE MANIÈRE ARBITRAIRE

23. Le *Sunset Policy Bulletin* prescrit au DOC d'examiner si les faits afférents au réexamen à l'extinction considéré correspondent à l'un des quatre scénarios factuels établis. Si les faits relèvent de l'un des trois scénarios factuels identifiés ci-après, il est "probable" que le dumping subsistera ou se reproduira:

- le dumping a subsisté à un niveau supérieur au niveau *de minimis* (c'est-à-dire 0,5 pour cent) après l'adoption de l'ordonnance instituant des droits antidumping;

- les importations ont cessé après l'adoption de l'ordonnance instituant des droits antidumping; ou

- le dumping a cessé, mais les volumes importés ont baissé de manière sensible par rapport au niveau qui était le leur avant l'adoption de l'ordonnance.[10]

A. LES SCÉNARIOS DU DOC CRÉENT UNE PRÉSOMPTION IRRÉFRAGABLE

24. Comme le Japon l'a fait valoir à juste titre, la réalité commerciale est que, dans la pratique, ces scénarios couvrent chaque cas.[11] Le seul scénario dans le cadre duquel le dumping est présumé comme étant improbable n'est pas plausible sur le plan commercial – scénario *dans lequel* le dumping a été totalement éliminé et les volumes importés sont demeurés stables ou ont même augmenté, du point de vue de la part de marché relative, depuis l'adoption de l'ordonnance.[12] Le *Sunset Policy Bulletin* aboutit donc immanquablement à une présomption de probabilité de dumping injustifiée et effectivement irréfragable.

25. L'article 11.3 dispose que l'ordonnance instituant un droit antidumping sera abrogée, à moins que les autorités ne *déterminent* qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. Comme nous l'avons noté plus haut, si l'on applique la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, l'obligation d'établir cette détermination incombe aux autorités chargées de l'enquête. Celles-ci ne peuvent s'en acquitter de manière appropriée ou équitable si elles prédéterminent le résultat du réexamen en limitant les circonstances qui seront considérées comme justifiant une détermination positive à des scénarios arbitraires, préétablis et non plausibles sur le plan commercial et en limitant leur détermination à une analyse étroite de faits circonscrits (*c'est-à-dire*, la marge de dumping et l'évolution des volumes importés).

26. Concernant l'obligation découlant de l'article 4:2 de l'*Accord sur les sauvegardes*, l'Organe d'appel a déclaré que l'évaluation d'un groupe spécial comportait deux aspects. Premièrement, le groupe spécial doit examiner si les autorités compétentes ont, à titre de question *formelle*, évalué tous les facteurs pertinents et, deuxièmement, il doit examiner si celles-ci ont, à titre de question *de fond*, donné une explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayent leurs déterminations.[13]

27. La législation et la pratique des États-Unis ne satisfont pas à ces critères. Elles limitent l'obligation de réunir des faits positifs incombant aux autorités à l'examen de seuls deux de ces faits - la modification des marges de dumping et l'évolution des volumes importés. Elles remplacent le processus consistant à évaluer les faits de manière impartiale et objective par un examen de ces faits

[10] Pièce n° 6 du Japon.
[11] Première communication du Japon au Groupe spécial, paragraphe 120.
[12] *Ibidem*, paragraphe 124.
[13] *États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau*, WT/DS177, 178/AB/R, paragraphe 141.

limités, qui doivent correspondre à des scénarios préétablis de manière arbitraire afin d'étayer une détermination positive. La législation et les pratiques des États-Unis ne satisfont donc pas aux critères formels et aux critères de fond selon lesquels l'examen doit avoir lieu.

28. Les États-Unis pourraient objecter que les entreprises interrogées peuvent réfuter la présomption concernant la probabilité de dumping en présentant d'autres éléments de preuve. Cela ne supprime pas l'incompatibilité avec l'article 11.3. Premièrement, comme nous l'avons vu, cette prescription renverse la charge de la preuve: alors que l'article 11.3 prévoit expressément que ce sont les autorités qui devraient *déterminer* la probabilité du maintien du dumping, les règles du DOC énoncées dans le *Sunset Policy Bulletin* transfèrent cette charge aux entreprises interrogées. Deuxièmement, même si ces dernières peuvent présenter d'autres éléments de preuve, la politique du DOC montre clairement que, dans l'analyse, il sera accordé un plus grand poids à deux faits – la marge de dumping et l'évolution des volumes importés – qu'à tout autre fait pouvant être présenté par les entreprises interrogées. Enfin - ce qui est beaucoup plus important et sera explicité dans la section qui suit -, le DOC érige, à l'intention des entreprises interrogées, l'obstacle - arbitrairement élevé - des "raisons valables", les mettant ainsi pratiquement dans l'impossibilité de surmonter ledit obstacle pour réfuter la présomption.

B. L'OBSTACLE DES "RAISONS VALABLES" RENFORCE LA PRÉSOMPTION IRRÉFRAGABLE DU DOC

29. À la grande partialité de la législation et des réglementations des États-Unis, qui privilégient la constatation du maintien du dumping - exposée ci-dessus dans le détail en suivant la chronologie des réexamens à l'extinction - s'ajoute la charge extrêmement lourde et arbitraire imposée aux entreprises interrogées de fournir des "raisons valables" pour réfuter la présomption irréfragable - allant à l'encontre de la suppression de la mesure - instituée dans le *Sunset Policy Bulletin* - au moyen de scénarios préétablis.

30. La section II.C du *Sunset Policy Bulletin* indique que "le Département examinera d'autres facteurs dans le cadre du réexamen à l'extinction de mesures antidumping s'il détermine qu'il existe des raisons valables d'examiner ces autres facteurs. C'est à la partie intéressée qu'incombe la charge de fournir des renseignements ou des éléments de preuve qui justifieraient un examen des autres facteurs en question."[14] (pas de guillemets dans l'original)

31. Dans cette citation, l'expression "autres facteurs" désigne les facteurs autres que les deux faits privilégiés par le DOC, à savoir la modification de la marge de dumping et des volumes importés. Vu l'obligation qui lui incombe en vertu de l'article 11.3 de déterminer la probabilité du dumping, il n'y a aucune raison que le DOC n'examine pas dès le départ les autres facteurs – en fait tous les facteurs pertinents[15] - dans le cadre de son analyse. L'Accord antidumping ne contient aucun élément sur lequel le DOC puisse se fonder pour limiter de manière arbitraire la portée de son examen initial des faits. L'erreur du DOC est aggravée par le fait qu'il n'accepte tout simplement pas les éléments de preuve concernant d'autres facteurs à un stade ultérieur de la procédure, mais qu'il impose une charge additionnelle – qui ne repose pas non plus sur le texte de l'article 11.3 – aux entreprises interrogées, qui doivent fournir des "raisons valables" avant que les éléments de preuve concernant ces facteurs puissent être examinés. Le fait que le DOC n'accepte tout simplement pas tous les éléments de preuve pertinents présentés par les parties constitue donc un manquement systématique à l'obligation de satisfaire aux conditions *formelles* définies par l'Organe d'appel pour les autorités chargées de l'enquête. Les règles des États-Unis en matière d'extinction sont donc incompatibles avec les obligations qui leur incombent au titre de l'article 11.3.

[14] Pièce n° 6 du Japon.

[15] Voir, par exemple, l'article 3.4, qui requiert un examen de "tous les facteurs pertinents" aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage.

32. En outre, la pratique montre que la charge de la preuve imposée par l'obligation d'apporter des "raisons valables" est extrêmement lourde. Sur les 233 affaires ayant donné lieu à contestation examinées par le DOC, ce dernier n'a considéré s'il existait des "raisons valables" que dans 15 cas. Et, sur ces 15 affaires, le DOC n'a en fait constaté l'existence de "raisons valables" que dans cinq cas. Bien qu'il ait examiné les "autres facteurs" dans ces cinq affaires, il a estimé que ces autres faits étaient insuffisants pour réfuter les présomptions prescrites par le *Sunset Policy Bulletin*.[16] Le déséquilibre persistant de ces résultats montre d'une manière indéniable que les critères des États-Unis, énoncés dans la réglementation du DOC et dans le *Sunset Policy Bulletin*, imposent une charge de la preuve qui n'est pas prévue par le texte de l'Accord antidumping, limitent de manière injustifiée les éléments de preuve qui sont examinés et permettent de déterminer à l'avance, de manière inéquitable, le résultat du réexamen à l'extinction. Ces mesures ne sont donc pas compatibles avec les obligations incombant aux États-Unis au titre de l'article 11.3.

V. DISCIPLINES S'APPLIQUANT À L'ENQUÊTE INITIALE ET AU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION

33. Dans sa première communication au Groupe spécial, le Japon a fait valoir que les disciplines s'appliquant à l'enquête initiale sur le dumping devraient s'appliquer avec autant de force au réexamen à l'extinction. Il estime en particulier que la pratique consistant à "réduire à zéro" les marges de dumping négatives, interdite par l'article 2.4, est également interdite par l'article 11.3[17] et que l'utilisation d'un seuil de 2 pour cent pour la marge de dumping *de minimis*, prévu à l'article 5.8, s'applique aussi à l'article 11.3.[18]

34. La Corée appuie la position du Japon sur ces points. Dans cette dernière section, la Corée exposera son point de vue sur l'objet et le but de l'Accord antidumping et montrera à cet égard pour quelles raisons les disciplines s'appliquant à l'enquête initiale s'appliquent aussi *mutatis mutandis* au réexamen à l'extinction.

35. L'Accord antidumping contient des dispositions détaillées et complexes sur les règles s'appliquant aux diverses phases de la procédure antidumping. Une mesure antidumping ne peut être adoptée que si l'on établit de manière appropriée et l'on évalue de manière impartiale et objective ces faits détaillés et les arguments présentés par les requérants et les entreprises interrogées. Ces faits ayant un caractère très technique et étant normalement présentés sous une forme contradictoire, ils doivent être évalués conformément à des règles de procédure et de fond détaillées régissant l'adoption de mesures antidumping.

36. Si ces règles détaillées sont entachées de partialité dans un sens ou dans un autre ou manquent de clarté, le résultat de l'enquête antidumping, qu'il s'agisse de l'enquête initiale ou d'un réexamen ultérieur, pourra difficilement être équitable et cohérent. Les auteurs de l'Accord antidumping ont donc dû convenir de dispositions détaillées visant à empêcher et éliminer toute partialité dans les règles nationales et à instituer un contrôle multilatéral des mesures antidumping.

37. L'article 11.3 ne contient pas en soi de dispositions de fond détaillées régissant la procédure de réexamen à l'extinction. Pour que les autorités chargées de l'enquête puissent évaluer les faits et arguments détaillés présentés dans le cadre de ce réexamen, il convient donc *soit* d'appliquer à ce réexamen les dispositions détaillées prévues ailleurs dans l'Accord, *soit* de laisser à chaque autorité chargée de l'enquête la latitude d'élaborer à cette fin ses propres règles détaillées. Dans ce second cas, il est évident que 140 règles différentes seraient appliquées au réexamen à l'extinction, qui échapperaient ainsi complètement au contrôle multilatéral.

[16] Première communication du Japon, paragraphes 131 à 133.
[17] *Ibidem*, paragraphe 175.
[18] *Ibidem*, paragraphe 187.

38. La Corée ne croit pas que l'intention des auteurs de l'Accord antidumping ait été de créer cette seconde situation. À son avis, les dispositions de fond détaillées figurant ailleurs dans l'Accord devraient s'appliquer au réexamen à l'extinction de la même manière qu'elles s'appliquent à l'enquête initiale.

ANNEXE B-5

COMMUNICATION DE LA NORVÈGE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

I. INTRODUCTION

1. La présente affaire porte sur la question de savoir si la loi fondamentale en matière de droits antidumping des États-Unis, la Loi douanière de 1930 (ci-après dénommée la Loi), le règlement sur les réexamens à l'extinction et la pratique en la matière, le Sunset Policy Bulletin, et leur application concrète aux importations de certains produits en acier traité contre la corrosion en provenance du Japon sont incompatibles avec les obligations du gouvernement des États-Unis (ci-après dénommé les États-Unis) au regard de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (ci-après dénommé le "GATT de 1994"), de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (ci-après dénommé l'"Accord antidumping"), et de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommé l'"Accord sur l'OMC"). Il s'agit également de savoir si les lois et règlements des États-Unis mettant en œuvre les réexamens à l'extinction, tels qu'ils sont libellés et tels qu'ils sont appliqués, à la fois en tant que pratique générale et dans la présente affaire, sont incompatibles avec de nombreuses dispositions de fond de ces accords.

2. La Norvège a des intérêts systémiques dans l'interprétation et l'application des "dispositions relatives à l'extinction" de l'Accord antidumping, et a donc réservé ses droits de tierce partie dans la présente affaire au cours de la réunion de l'Organe de règlement des différends le 22 mai 2002.[1]

3. En tant que tierce partie, la Norvège souhaite examiner ce qui constitue, selon elle, des questions critiques. Ces questions seront présentées comme suit:

- Critère appliqué par les États-Unis pour l'engagement des réexamens à l'extinction (chapitre II)

- Critère appliqué par les États-Unis pour l'enquête ultérieure dans le cadre des réexamens à l'extinction (chapitre III)

- Critère relatif aux marges de dumping et prescription *de minimis* dans le cadre des réexamens à l'extinction des États-Unis (chapitre IV)

- Garantie de la conformité de la législation des États-Unis avec les obligations dans le cadre de l'OMC (chapitre V)

II. CRITÈRE APPLIQUÉ PAR LE DÉPARTEMENT DU COMMERCE DES ÉTATS-UNIS (LE DOC) POUR L'ENGAGEMENT DES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION – ENGAGEMENT AUTOMATIQUE ET CRITÈRE DES "ÉLÉMENTS DE PREUVE SUFFISANTS"

4. L'article 751 c) 1) et 2) de la Loi et l'article 351.218 a) et c) 1) du règlement du DOC prescrivent que ce dernier doit engager automatiquement tous les réexamens à l'extinction *sans exiger qu'il y ait des éléments de preuve suffisants pour justifier cet engagement.* Conformément à la Loi et à son règlement, le DOC a automatiquement engagé le réexamen à l'extinction dans la présente affaire. Ces dispositions de la Loi et du règlement, ainsi que leur application par le DOC de ces dispositions au présent réexamen à l'extinction, sont incompatibles avec les articles 11.1, 11.3, 12.1,

[1] WT/DS244/5.

12.3 et 5.6 de l'Accord antidumping, telles qu'elles sont libellées et telles qu'elles sont appliquées dans la présente affaire.

5. La Norvège exposera ci-dessous son analyse juridique des dispositions susmentionnées de l'Accord antidumping et des violations commises par les États-Unis.

A. 2.1 PRESCRIPTIONS DE L'ARTICLE 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING CONCERNANT LES ÉLÉMENTS DE PREUVE SUFFISANTS POUR ENGAGER UN RÉEXAMEN À L'EXTINCTION

6. Les parties pertinentes de l'article 11.3 de l'Accord antidumping prévoient ce qui suit:

> "... tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé ..., à moins que les autorités ne déterminent, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date, soit de leur propre initiative, soit à la suite d'une demande dûment justifiée présentée par la branche de production nationale ou en son nom, dans un laps de temps raisonnable avec cette date, qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé". (non souligné dans l'original)

7. La question qui se pose dans la présente affaire est de savoir quel critère en matière de preuve est applicable aux réexamens à l'extinction, étant donné que l'article 11.3 de l'Accord antidumping est muet sur ce point. Les États-Unis maintiennent qu'il n'y a pas de prescriptions, car rien n'est dit dans la disposition elle-même. Comme la Norvège le démontrera ci-dessous, cela n'est pas le cas, et le critère de l'article 5.6 s'applique également aux réexamens à l'extinction. En effet, toute disposition doit être interprétée conformément aux principes reconnus du droit international public en matière d'interprétation des traités, tels qu'ils apparaissent notamment dans la Convention de Vienne sur le droit des traités.

8. L'article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités exige que les dispositions des traités soient interprétées "suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la *lumière de son objet et de son but*".

1. Objet et but des dispositions relatives à l'extinction dans l'Accord antidumping

9. L'article 11.1 expose l'objectif général applicable à toutes les décisions de maintenir des droits antidumping – à savoir que les droits ne resteront en vigueur que le temps nécessaire pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage.

10. Conformément à l'article 11.3 de l'Accord antidumping, les Membres de l'OMC sont tenus de supprimer les droits antidumping cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle ils auront été imposés, à moins qu'il ne soit déterminé, au cours d'un réexamen, qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si les droits sont supprimés. Cela correspond au but de l'article 11.1 de l'Accord antidumping selon lequel les droits antidumping ne seront maintenus que le temps nécessaire pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage.

11. Il découle de l'article 11.3 qu'en règle générale les droits antidumping seront supprimés cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle ils auront été imposés, la présomption étant que le dumping est contrebalancé après une telle période.

12. Un réexamen n'est censé avoir lieu que dans des circonstances exceptionnelles lorsqu'une indication claire, fondée sur la situation existant au moment du réexamen, montre qu'il est probable que tant le dumping que le dommage subsisteraient ou se reproduiraient si le droit était supprimé. L'objet de l'"engagement" d'un réexamen à l'extinction, qui, comme cela a été mentionné, constitue un

événement exceptionnel, n'est donc pas seulement de commencer à analyser s'il est nécessaire de maintenir l'ordonnance, mais également de déterminer si l'"engagement" lui-même est nécessaire.

13. Par conséquent, l'objet et le but de l'article 11.3 exigent d'abord que l'autorité administrante prenne une décision liminaire sur le point de savoir s'il convient même d'engager un réexamen à l'extinction. L'engagement d'une procédure n'est pas une décision vide de sens ni automatique.

2. Contexte dans lequel l'article 11.3 de l'Accord antidumping s'applique

14. Comme nous l'avons dit plus haut, le fait que l'expression "éléments de preuve suffisants" ne figure pas à l'article 11.3 de l'Accord antidumping ne signifie pas qu'il n'y a pas de critère applicable à l'engagement des réexamens à l'extinction. L'absence de toute disposition spécifique à l'article 11.3 concernant la manière dont l'autorité administrante doit engager des réexamens à l'extinction ne prouve rien; cela confirme simplement qu'il faut chercher ces règles spécifiques ailleurs dans l'Accord. Cela est évident si l'on étudie l'objet et le but de la disposition de l'Accord antidumping relative à l'extinction.

15. En outre, le contexte textuel de la disposition prescrit clairement ce que doit être le critère en matière de preuve.

16. De nombreux éléments du contexte textuel confirment qu'un critère des "éléments de preuve suffisants" doit être appliqué avant qu'un réexamen à l'extinction puisse être engagé, comme c'est le cas pour l'enquête initiale. Une analyse appropriée du contexte de l'article 11.3 révèle qu'aucune disposition de l'Accord antidumping ne peut être lue isolément et que toutes les dispositions sont applicables *mutatis mutandis* à l'article 11.3 dans la mesure où elles sont pertinentes pour les réexamens à l'extinction. En outre, chaque disposition de l'Accord antidumping doit être interprétée dans le contexte de toutes les autres dispositions de l'Accord.

17. Il y a en particulier trois liens textuels que le gouvernement norvégien aimerait mentionner à l'appui de l'interprétation qu'il a donnée ci-dessus de la disposition, en se fondant sur son objet et son but et son contexte. Premièrement, le lien textuel à l'article 12.3 concernant l'application *mutatis mutandis* de l'article 12 à l'article 11, deuxièmement, la référence à l'article 5 faite dans l'article 12.1 et troisièmement, la note de bas de page 1 de l'Accord antidumping.

18. La Norvège estime que le libellé et la référence de l'article 12.1 et 12.3 reflètent l'argument contextuel selon lequel le critère des "éléments de preuve suffisants" s'applique à tout avis d'engagement d'une procédure par les autorités, et pas seulement aux avis concernant les enquêtes initiales.

19. Le texte et le contexte de l'article 12 exigent explicitement que les autorités disposent d'"éléments de preuve suffisants" pour engager des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. L'application *mutatis mutandis* de l'article 12.1 à l'article 11.3, conformément à l'article 12.3, établit que lorsque les autorités seront convaincues que "les éléments de preuve sont suffisants" pour justifier l'engagement, elles devront publier un avis d'engagement du réexamen à l'extinction. Pour donner à l'article 12 son juste sens, il faut par conséquent que les autorités aient respecté le critère des "éléments de preuve suffisants" pour engager les réexamens à l'extinction.

20. Puisque l'article 12 s'applique *mutatis mutandis* à l'article 11.3, l'expression "en conformité avec l'article 5" à l'article 12.1 exige que l'article 5.6 s'applique également aux réexamens à l'extinction. L'article 5.6 exige que le critère des éléments de preuve suffisants défini à l'article 5.2 s'applique également aux cas dans lesquels les autorités administrantes engagent une procédure de leur propre initiative. Ainsi, le texte et le contexte de l'article 5.6 exigent également que les autorités administrantes disposent d'"éléments de preuve suffisants" pour engager des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.

21. Conformément à l'article 5.6, les autorités n'ont pas carte blanche pour ouvrir automatiquement des enquêtes sans disposer d'abord d'"éléments de preuve suffisants". Il est illogique d'imaginer que l'Accord antidumping limite uniquement la capacité des autorités administrantes d'engager une procédure de leur propre initiative dans certains cas mais pas dans d'autres.

22. Troisièmement, nous aimerions également souligner que la note de bas de page 1 de l'Accord antidumping affirme ce qui suit:

> "le terme "ouverte" tel qu'il est utilisé dans le présent accord se réfère à l'action de procédure par laquelle un Membre ouvre formellement une enquête conformément à l'article 5."

23. Le terme "initiated" à l'article 11 doit donc être compris comme renvoyant à une action de procédure conforme à l'article 5. Ceci, selon nous, montre clairement que l'article 5.6 doit s'appliquer dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.

24. Par conséquent, la règle des "éléments de preuve suffisants" s'applique à tous les engagements à l'initiative des autorités, tant dans les enquêtes initiales que dans les réexamens à l'extinction.

3. 2.1.3 La décision du Groupe spécial antérieur sur l'article 21.3 de l'Accord SMC n'est pas convaincante

25. Avec tout le respect dû au Groupe spécial, la Norvège estime que dans l'affaire *États-Unis - Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*[2], il a interprété de manière erronée la compatibilité de l'engagement automatique des réexamens à l'extinction avec l'article 21.3 de l'Accord SMC, l'équivalent de l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Le présent Groupe spécial ne devrait pas s'aligner sur la décision du Groupe spécial antérieur.

26. Le Groupe spécial sur les droits compensateurs n'a pas examiné l'article 21.3 dans son véritable contexte, et à la lumière de son objet et de son but comme le prescrivent les principes reconnus du droit international public en matière d'interprétation des traités. En outre, le Groupe spécial sur les droits compensateurs n'a pas examiné, ni même mentionné, l'article 22.1 de l'Accord SMC (l'équivalent de l'article 12.1 de l'Accord antidumping), lequel énonce le critère des "éléments de preuve suffisants" et établit aussi un lien textuel avec les articles 21.3 à 22.7 de l'Accord SMC. Ce point est actuellement examiné par l'Organe d'appel qui a tenu son audience le 11 octobre 2002. La Norvège est convaincue que l'Organe d'appel corrigera cette erreur du Groupe spécial dans cette affaire.

B. 2.2 CONCLUSION

27. Pour les raisons exposées ci-dessus, l'interprétation appropriée de l'article 11.3, conformément à son contexte, son objet et son but, exige que les réexamens à l'extinction engagés par les autorités reposent sur des "éléments de preuve suffisants". Bien que le critère des "éléments de preuve suffisants" puisse varier d'une affaire à l'autre, l'engagement automatique à l'initiative des autorités sans aucun élément de preuve ne saurait entrer dans le cadre du critère des "éléments de preuve suffisants".

28. La Loi et le règlement prescrivant l'engagement automatique des réexamens à l'extinction sans aucun élément de preuve sont par conséquent incompatibles, tels qu'ils sont libellés, avec les articles 11.1, 11.3, 12.1, 12.3 et 5.6. En outre, l'engagement automatique par le DOC du réexamen à

[2] WT/DS213/R, adopté le 3 juillet 2002.

l'extinction dans la présente affaire, le 1er septembre 1999, en application de la Loi et du règlement est également incompatible avec ces dispositions de l'Accord antidumping.

III. CRITÈRE APPLIQUÉ PAR LE DÉPARTEMENT DU COMMERCE DES ÉTATS-UNIS (LE DOC) POUR L'ENQUÊTE ULTÉRIEURE DANS LE CADRE DES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION – CRITÈRE "PROBABLE"

A. 3.1 LE REFUS DU DOC DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION D'ENTREPRENDRE UN EXAMEN PROSPECTIF SÉRIEUX DE LA PROBABILITÉ D'UN DUMPING FUTUR, EN SE FONDANT SUR DES ÉLÉMENTS DE PREUVE POSITIFS EST INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 11.3, À PREMIÈRE VUE, EN TANT QUE PRATIQUE GÉNÉRALE ET DANS LA PRÉSENTE AFFAIRE

29. L'article 11.3 de l'Accord antidumping prévoit ce qui suit:

> "... tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé ..., à moins que les autorités ne déterminent, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date, soit de leur propre initiative, soit à la suite d'une demande dûment justifiée présentée par la branche de production nationale ou en son nom, dans un laps de temps raisonnable avec cette date, qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé." (non souligné dans l'original)

30. Cela représente une obligation positive pour les autorités nationales de "déterminer" la probabilité que le subventionnement subsistera ou se reproduira. Le critère "probable" énoncé à l'article 11.3 exige une "détermination" fondée sur une analyse prospective des éléments de preuve positifs montrant qu'il existe une probabilité, et non de lointaines possibilités, que le dumping subsistera ou se reproduira à l'avenir.

31. Dans l'affaire *États-Unis – Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth, laminés à chaud originaires du Royaume-Uni*, l'Organe d'appel a estimé que (dans le contexte d'un réexamen au titre de l'article 21.2 de l'Accord SMC, l'équivalent de l'article 11.2 de l'Accord antidumping)[3]:

> "afin d'établir la nécessité de maintenir les droits compensateurs, les autorités chargées de l'enquête devront établir une constatation de *subventionnement*, c'est-à-dire répondre à la question de savoir si oui ou non la subvention continue d'exister."

32. Lorsque de telles prescriptions s'appliquent à un réexamen au titre de l'article 21.1 de l'Accord SMC – et donc de l'article 11.2 de l'Accord antidumping – qui n'est pas obligatoire et a lieu au cours de la période d'application du droit initial, il devrait être clair qu'une constatation positive en matière de dumping est aussi nécessaire dans le contexte d'une enquête au titre de l'article 11.3.

33. Dans une enquête au titre de l'article 11.3, l'obligation de base est la suppression du droit initial, tandis que la possibilité de maintenir un droit après un réexamen à l'extinction constitue l'exception. De l'avis du gouvernement norvégien, pour maintenir un droit il faut entreprendre un réexamen impartial et indépendant des résultats de l'enquête initiale en pleine conformité avec toutes les prescriptions de procédure et de fond applicables à la détermination initiale de l'existence d'un dumping et d'un dommage énoncées aux articles premier et suivants. Il n'y a aucune raison de comprendre la prescription relative à la "détermination" en matière de dumping et de dommage d'une

[3] Voir le rapport du Groupe spécial WT/DS138/R, adopté le 7 juin 2000, paragraphe 6.18, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS138/AB/R, adopté le 7 juin 2000, paragraphe 51.

manière différente à l'article 11.3 par rapport notamment aux articles 3 et 5. Ce point de vue est également étayé par l'article 11.1 et l'objectif de l'Accord antidumping.

B. 3.2 RÈGLEMENT DES ÉTATS-UNIS

34. L'article 351.222 i) 1) ii) du règlement des États-Unis prescrit explicitement l'application d'un critère "peu probable", bien qu'un Groupe spécial antérieur dans l'affaire *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de 1 mégabit ou plus, originaires de Corée*[4], ait montré clairement qu'un critère "peu probable" ne satisfait pas au critère "probable" de l'article 11.

35. Nonobstant cette décision d'un Groupe spécial antérieur et le fait que les États-Unis eux-mêmes aient accepté cette décision, les États-Unis continuent à maintenir le critère "peu probable" dans le règlement en ce qui concerne les réexamens à l'extinction. Étant donné que le règlement des États-Unis prescrit la suppression d'un droit antidumping en se fondant sur le critère "peu probable", le règlement du DOC est donc incompatible avec l'article 11.3.

C. 3.3 SUNSET POLICY BULLETIN

36. L'incompatibilité avec les règles de l'OMC sur ce point ne se limite pas aux dispositions du règlement. Le *Sunset Policy Bulletin* exige de manière inadmissible que toute véritable enquête factuelle se limite à déterminer prospectivement s'il est "probable" que le dumping subsistera ou se reproduira, alors que les termes "probable" et "déterminer" à l'article 11.3 font obligation aux autorités de procéder à une analyse prospective des éléments de preuve positifs afin d'établir s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. Au lieu de considérer l'avenir, en tant que pratique générale, le DOC examine le passé.

37. Le DOC examine uniquement les marges de dumping et les volumes d'importation antérieurs. Le *Sunset Policy Bulletin* limite donc de façon inadmissible l'examen du DOC à une analyse rétrospective. Cette approche rétrospective, statique et restrictive crée la présomption irréfragable que le dumping subsistera ou se reproduira.

38. Selon la communication écrite du Japon, le DOC a appliqué cette pratique au réexamen à l'extinction pour déterminer qu'il est probable que le dumping subsistera dans la présente affaire. Pour établir sa détermination, le DOC a refusé de prendre en considération les renseignements communiqués par la société japonaise Nippon Steel Corporation (NSC). NSC a présenté des éléments de fait montrant qu'elle n'exporterait pas le produit visé à des prix de dumping et communiqué des renseignements montrant que le volume des exportations avait été abaissé parce que le produit visé était fabriqué par sa coentreprise aux États-Unis.

39. D'après la communication japonaise, le DOC avait connaissance de l'existence de ces éléments de fait depuis l'enquête initiale et les examens administratifs ultérieurs.

D. 3.4 CONCLUSION

40. Pour les raisons exposées ci-dessus, la Norvège estime que le DOC n'adopte pas l'approche prospective appropriée pour déterminer s'il est probable que le dumping subsistera, dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, et agit donc de manière incompatible avec l'article 11.3, en tant que pratique générale et dans la présente affaire.

[4] WT/DS99/R, adopté le 29 janvier 1999.

IV. CRITÈRE DES MARGES DE DUMPING ET RÈGLE *DE MINIMIS* DU DOC

A. 4.1 LE RECOURS DU DOC À DES MARGES DE DUMPING INCLUANT LA MÉTHODE DE LA "RÉDUCTION À ZÉRO" EST INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 2.2.1, 2.2.2, 2.4.2, 11.3 ET 18.3, EN TANT QUE PRATIQUE GÉNÉRALE ET TEL QU'IL EST APPLIQUÉ DANS LA PRÉSENTE AFFAIRE

41. L'article 2 énonce la définition fondamentale du "dumping" qui régit tout le reste de l'Accord antidumping. Par ailleurs, l'article 18.3 exige que chaque Membre réalise ses réexamens à l'extinction conformément aux dispositions de l'Accord antidumping. Par conséquent, les États-Unis sont soumis à l'obligation d'appliquer des marges de dumping compatibles avec l'article 2 dans leurs réexamens à l'extinction.

42. Conformément au *Sunset Policy Bulletin* toutefois, le DOC continue d'appliquer dans ses réexamens à l'extinction, y compris dans la présente affaire, des marges de dumping calculées au cours des enquêtes initiales avant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. Ces marges ont été calculées suivant des méthodes incompatibles avec l'article 2. Le DOC utilise ces marges de dumping incompatibles avec les règles de l'OMC pour déterminer la probabilité d'un dumping dans les réexamens à l'extinction sans même essayer de mettre ces marges en conformité avec l'article 2.

43. L'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Linge de lit*[5] a constaté que l'article 2.4 et 2.4.2 oblige les autorités à établir une détermination de l'existence d'un dumping sans "réduire à zéro" les marges de dumping négatives. Pourtant, en tant que pratique générale, le DOC calcule constamment les marges de dumping dans les enquêtes initiales et les réexamens ultérieurs en utilisant la méthode de la réduction à zéro depuis plus de 15 ans. En application du *Sunset Policy Bulletin*, il fonde sa détermination de la probabilité sur ces marges de dumping, contrairement aussi aux prescriptions de l'article 18.3 de l'Accord antidumping, lequel exige que l'Accord actuel soit appliqué dans tous les cas – y compris les réexamens – après la création de l'OMC.

1. 4.1.1 Conclusion

44. En appliquant ces marges de dumping incompatibles avec les règles de l'OMC, les États-Unis agissent de manière incompatible avec leurs obligations au titre des articles 2, 11.3 et 18.3, en tant que pratique générale et dans la présente affaire.

B. LE RÈGLEMENT DU DOC, QUI PRÉVOIT L'APPLICATION D'UN CRITÈRE *DE MINIMIS* DE 0,5 POUR CENT AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION PLUTÔT QUE LE CRITÈRE *DE MINIMIS* CONVENABLE DE 2 POUR CENT PRÉVU À L'ARTICLE 5.8, TEL QU'IL EST LIBELLÉ ET TEL QU'IL EST APPLIQUÉ DANS LA PRÉSENTE AFFAIRE, EST INCOMPATIBLE AVEC LES OBLIGATIONS DES ÉTATS-UNIS AU REGARD DES ARTICLES 5.8 ET 11.3

45. Comme cela a été dit plus haut, la Norvège estime que l'article 5 de l'Accord antidumping est aussi applicable aux réexamens à l'extinction. L'article 5 fait partie du contexte dans lequel fonctionne l'article 11.3. Une juste interprétation de l'article 11.3, conforme à son contexte et à son objet et à son but, ainsi qu'aux principes généraux du droit international public tels qu'ils sont énoncés entre autres à l'article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, aboutit à l'interprétation naturelle selon laquelle le même critère *de minimis* s'applique dans tous les cas.

46. L'article 5.8 de l'Accord antidumping prévoit, dans le contexte des enquêtes initiales que:

[5] WT/DS141/AB/R 2001.

> "... La clôture de l'enquête sera immédiate dans les cas où le montant du dumping est *de minimis* ... Aux fins du présent paragraphe, le montant de la subvention sera considéré comme *de minimis* si celle-ci est inférieure à 2 pour cent *ad valorem*."

47. Les États Membres de l'OMC sont convenus que le dumping en dessous de ce seuil ne permet pas de prendre une mesure compensatoire. Il n'y a aucune exception à cette règle et il y aura suppression immédiate dans de tels cas.

48. Conformément à la législation et à la pratique administrative pertinentes des États-Unis, une règle *de minimis* de 2 pour cent est appliquée dans les déterminations initiales de l'existence d'un dumping, comme l'exige l'Accord antidumping, mais en règle générale un critère *de minimis* de 0,5 pour cent est appliqué dans tous les réexamens, y compris les réexamens à l'extinction.

49. Le réexamen de la nécessité de maintenir un droit au titre de l'article 11.3, lu conjointement avec les articles 11.1 et 5.8, a les mêmes implications que le fait de déterminer si les conditions fondamentales initiales qui ont justifié l'imposition de droit à l'origine existent toujours.

50. Le critère *de minimis* dans l'Accord antidumping est fondé sur le fait qu'une marge de dumping inférieure à 2 pour cent est réputée incapable de causer un dommage. Si un tel dumping ne peut pas causer un dommage dans une enquête initiale, il est logique et juridiquement inévitable de conclure qu'il ne peut pas causer un dommage dans une enquête à l'extinction. Par conséquent, les États-Unis auraient dû supprimer les droits antidumping et porter à 2 pour cent le seuil *de minimis* dans tous les processus de réexamen.

51. Le Groupe spécial *États-Unis – Extinction des droits compensateurs sur l'acier en provenance d'Allemagne* appuie cette interprétation. Il a constaté que le même critère *de minimis* exposé à l'article 11.9 de l'Accord SMC devrait s'appliquer à la fois aux enquêtes initiales et aux réexamens à l'extinction des ordonnances en matière de droits compensateurs au titre de l'article 21.3 de l'Accord SMC. Le même raisonnement s'applique dans la présente affaire. En outre, le Groupe spécial *États-Unis – DRAM* maintient également qu'un critère *de minimis* de 2 pour cent s'applique aux réexamens à l'extinction.

52. Conformément aux éléments de fait communiqués par le Japon dans sa communication écrite dans la présente affaire, si le critère *de minimis* convenable était appliqué à des marges de dumping compatibles avec les règles de l'OMC dans le présent réexamen à l'extinction, il aurait été constaté que les entreprises interrogées sont *de minimis*, ce qui aurait abouti à la suppression du droit antidumping.

C. 4.2.1 CONCLUSION

53. En se fondant sur ce qui précède, la Norvège estime que le critère *de minimis* de 0,5 pour cent appliqué par les États-Unis dans les réexamens à l'extinction constitue une violation manifeste de l'article 11.3 de l'Accord antidumping lu conjointement avec l'article 5.8 de l'Accord antidumping, en tant que pratique générale, et tel qu'il est appliqué dans la présente affaire.

V. LA LÉGISLATION DES ÉTATS-UNIS EST INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 18.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING ET AVEC L'ARTICLE XVI:4 DE L'ACCORD SUR L'OMC

54. L'article 18.4 de l'Accord antidumping prévoit ce qui suit:

> "Chaque Membre prendra toutes les mesures nécessaires, pour assurer, au plus tard à la date où l'Accord sur l'OMC entrera en vigueur pour lui, la conformité de ses lois,

réglementations et procédures administratives avec les dispositions du présent accord."

55. En outre l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC exige que chaque Membre assure la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations telles qu'elles sont énoncées dans les Accords figurant en annexe.

56. Ainsi, la Loi, le règlement et les pratiques des États-Unis, étant incompatible avec l'article 11 et les articles connexes de l'Accord antidumping, en tant que tel et tels qu'ils sont appliqués aux produits en cause dans la présente affaire, sont également incompatibles avec l'article 18.4 de l'Accord antidumping et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

VI. CONCLUSION

57. Pour les raisons énoncées dans la présente communication, la Norvège demande au Groupe spécial de considérer que la Loi, le règlement et les pratiques des États-Unis sont incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre de l'article 11 et des articles connexes de l'Accord antidumping tels qu'ils s'appliquent dans un réexamen à l'extinction, de l'article 18.4 de l'Accord antidumping et de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

58. Enfin, la Norvège demande au Groupe spécial de recommander que les États-Unis mettent leur législation en conformité avec les accords visés correspondants.

ANNEXE C

Deuxièmes communications écrites des parties

Table des matières		Page
Annexe C-1	Résumé analytique de la deuxième communication écrite du Japon	C-2
Annexe C-2	Résumé analytique de la deuxième communication écrite des États-Unis	C-13

ANNEXE C-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DU JAPON

I. INTRODUCTION

1. La présente communication répond à la première communication écrite du gouvernement des États-Unis ("les États-Unis") qui a été remise au Groupe spécial le 7 octobre 2002 et à la déclaration orale des États-Unis faite lors de la première réunion du Groupe spécial.

II. PRATIQUE GÉNÉRALE

2. L'article 18.4 de l'Accord antidumping et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC exigent explicitement que chaque Membre de l'OMC assure la conformité de ses lois, réglementations et "procédures administratives" avec ses obligations dans le cadre de l'OMC. Par conséquent, l'Accord sur l'OMC et l'Accord antidumping envisagent des allégations relatives à la pratique générale concernant les procédures administratives incompatibles avec les règles de l'OMC appliquées par un Membre.

3. Les États-Unis font valoir que si une "procédure administrative" est facultative elle ne peut pas être contestée. Ils allèguent que le *Sunset Policy Bulletin* est une déclaration non contraignante de l'organisme gouvernemental qui a le même poids que d'autres déterminations précédentes de cet organisme. Ils ne tiennent toutefois opportunément pas compte des origines du *Sunset Policy Bulletin*. Celui-ci établit les règles applicables à la réalisation des réexamens à l'extinction et il a été élaboré précisément pour réduire le champ d'application des réexamens à l'extinction conformément à l'Énoncé des mesures administratives.

4. Le raisonnement des groupes spéciaux antérieurs étaye l'argument selon lequel le *Sunset Policy Bulletin* est soumis à l'examen du présent Groupe spécial en vertu de l'article 18.4 de l'Accord antidumping et de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC. Le Groupe spécial *États-Unis – Tôles en acier en provenance de l'Inde* a indiqué que les "règles préétablies" étaient des "procédures administratives" au titre de l'article 18.4 de l'Accord antidumping. Le *Sunset Policy Bulletin* a été publié le 16 avril 1998 dans le *Federal Register*, plus de deux mois avant l'engagement du premier réexamen à l'extinction par les États-Unis. En outre, comme d'autres règles du DOC établissant des "procédures administratives", le *Sunset Policy Bulletin* a invité le public à formuler des observations. Par conséquent, il ne pouvait être modifié, comme d'autres "procédures administratives" qu'en appliquant les prescriptions relatives à la notification et aux observations du droit administratif des États-Unis. Ces caractéristiques distinguent le *Sunset Policy Bulletin* d'une pratique ordinaire du DOC dont ce dernier pourrait s'écarter dans une procédure donnée en expliquant simplement son raisonnement. Le *Sunset Policy Bulletin* constitue une codification préétablie de la "pratique générale" du DOC.

5. En outre, le *Sunset Policy Bulletin* est un instrument opérationnel, concret et indépendant et par conséquent, conformément à l'interprétation du Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, il peut donner lieu, de manière indépendante, à une violation des obligations dans le cadre de l'OMC. Le DOC a appliqué de manière rigide le *Sunset Policy Bulletin* dans les 228 réexamens à l'extinction antérieurs auxquels la branche de production nationale a participé et a constaté qu'il était "probable" que le dumping subsisterait dans tous les cas sans exception. Ce fait démontre que les directives du *Sunset Policy Bulletin* sont essentiellement des dispositions impératives.

6. Le Groupe spécial *États-Unis – Mesures compensatoires* a constaté qu'il ne suffit pas qu'une loi semble conférer à l'exécutif un pouvoir discrétionnaire pour la rendre compatible avec les règles de l'OMC. "[C]e qui importe c'est la question de savoir si les pouvoirs publics ont la faculté discrétionnaire effective d'interpréter et d'appliquer la législation du pays d'une manière compatible avec les règles de l'OMC." Le fait que le DOC adhère constamment au *Sunset Policy Bulletin* montre l'absence totale de pouvoir discrétionnaire effectif pour le DOC.

7. Ce raisonnement est également étayé par les constatations du Groupe spécial *États-Unis – Article 301*. Dans cette affaire, le Groupe spécial a estimé que les procédures administratives pouvaient être incompatibles avec les règles de l'OMC même lorsque les dispositions réglementaires accordaient aux autorités le pouvoir discrétionnaire d'agir de manière compatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Par sa nature, le *Sunset Policy Bulletin* est identique aux procédures analysées par le Groupe spécial dans *États-Unis – Article 301*.

8. Enfin, l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Extinction des droits compensateurs* a implicitement dit que "les renseignements quant au nombre de réexamens à l'extinction effectués, la méthode suivie par le DOC dans d'autres réexamens et les résultats globaux de ces réexamens" permettent d'établir une "pratique constante" qui peut être contestée devant le Groupe spécial. Le Japon a satisfait à ces prescriptions.

III. ALLÉGATIONS DE FOND

A. ENGAGEMENT AUTOMATIQUE À L'INITIATIVE DES AUTORITÉS

9. Le Japon a montré dans sa première communication que la Loi et le règlement des États-Unis imposaient l'engagement automatique des réexamens à l'extinction sans aucun élément de preuve, et qu'ils étaient donc incompatibles avec l'article 11.3. Les États-Unis considèrent toutefois que l'article 11.3 ne comporte pas de telle prescription parce qu'il n'utilise pas explicitement l'expression "éléments de preuve suffisants" et ne renvoie pas directement à l'article 5.6. Cela est tout simplement faux. Les prescriptions relatives aux éléments de preuve suffisants de l'article 5.6 sont incorporées dans l'article 11.3 par l'article 12.1 et 12.3.

10. L'objectif principal de l'article 11.3 est de faire en sorte que tous les droits antidumping soient supprimés après cinq ans. L'article 11.3 n'autorise le maintien d'un droit antidumping que dans des circonstances exceptionnelles lorsqu'un réexamen à l'extinction est engagé et effectué de manière appropriée. L'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Extinction des droits compensateurs* a confirmé cette interprétation dans le contexte de l'article 21.3 de l'Accord SMC déclarant qu'"[au] cœur de cette disposition se trouve la suppression automatique, à l'échéance, de droits compensateurs en vigueur depuis cinq ans à compter de l'enquête initiale ou d'un réexamen approfondi subséquent. La suppression d'un droit compensateur est la règle, et son maintien l'exception".

11. Le lien textuel et contextuel le plus important et le plus explicite est peut-être l'article 12. Bien que l'article 12.1 en lui-même ne "crée" pas d'obligation de fond, son libellé reflète les obligations de fond imposées par l'article 5 à savoir de justifier l'ouverture d'une enquête en fournissant des "éléments de preuve suffisants".

12. Les États-Unis n'expliquent nullement en quoi la première clause de l'article 12.1 ne pourrait pas s'appliquer aux réexamens à l'extinction – comme le prévoit l'article 12.3 – sans qu'il soit fait référence au critère des éléments de preuve suffisants pour l'engagement de tels réexamens. Les États-Unis eux-mêmes, dans la première communication qu'ils ont soumise dans la présente affaire, reconnaissent que les dispositions de l'article 12 "s'appliqueront *mutatis mutandis* au commencement et à l'achèvement des réexamens effectués en conformité avec l'article 11".

13. Les États-Unis gomment toutefois la différence existant entre les "éléments de preuve suffisants" pour engager un réexamen à l'extinction et la base factuelle nécessaire pour établir la détermination finale. Selon l'interprétation des États-Unis, les autorités n'ont absolument pas besoin de présenter des éléments de preuve pour engager une procédure de réexamen à l'extinction. Les "éléments de preuve suffisants" indiquent simplement qu'il doit exister un seuil justifiant une action. La constatation selon laquelle il est *probable* que le dumping subsistera relève de la détermination finale dans un réexamen à l'extinction. Les articles 11.3 et 12 exigent toutefois des autorités qu'elles s'appuient sur une base factuelle pour engager un réexamen à l'extinction. L'engagement n'est pas une décision vide de sens ni automatique.

14. Les États-Unis tentent d'écarter le lien textuel explicite avec l'article 5, alléguant que la disposition "en conformité avec l'article 5" de l'article 12.1 n'incorpore pas l'article 5 dans l'article 12.3, nonobstant l'emploi de l'expression *mutatis mutandis*. Cela est faux. L'application *mutatis mutandis* d'une disposition exige des interprètes qu'ils appliquent toutes les obligations d'un article à l'autre. Cela n'a aucun sens de ne pas appliquer les obligations de l'article 5 à l'article 11.3 compte tenu du fonctionnement de l'article 12.3.

15. Les États-Unis ont concentré à mauvais escient leur interprétation de l'article 5.6 sur le contexte de l'article 5 en affirmant que l'utilisation du terme "enquête" à l'article 5.6 indique que les obligations énoncées dans cet article ne s'appliquent qu'aux enquêtes. Le libellé de l'article 12.1 et 12.3 indique cependant que l'article 5.6 s'applique bien aux réexamens à l'extinction en vertu de l'expression *mutatis mutandis* employée à l'article 12.3. Le Japon fait valoir que l'expression *mutatis mutandis* prouve l'existence du critère des "éléments de preuve suffisants" à l'article 11.3.

16. La note de bas de page 1 constitue un autre lien textuel entre l'article 5.6 et l'article 11.3 comme il est expliqué ci-dessous.

17. Les États-Unis tentent d'établir une distinction entre l'imposition de droits dans l'enquête initiale et le maintien des droits dans un réexamen à l'extinction. Toutefois, dans les deux cas, l'autorité décide si un droit devrait exister. La question dont est saisi le Groupe spécial est de savoir s'il est nécessaire d'établir un niveau minimal d'éléments de preuve avant d'ouvrir une enquête. Ainsi, la décision d'ouvrir une enquête, dans la procédure initiale et dans le réexamen à l'extinction, a la même fonction. Les États-Unis ne tiennent pas non plus compte du fait que l'enquête initiale, qui remonte maintenant à plus de cinq ans, n'est guère pertinente pour prédire l'avenir.

18. La décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Extinction des droits compensateurs* n'est pas déterminante dans la présente affaire. La décision de l'Organe d'appel concernant l'engagement automatique par les États-Unis de réexamens à l'extinction sans éléments de preuve suffisants ne s'est pas appuyée sur une analyse de la signification du renvoi de l'article 5 à l'article 11.3 dans la note de bas de page 1 de l'Accord antidumping (l'équivalent de la note de bas de page 37 de l'Accord SMC). Faute d'une telle analyse, l'Organe d'appel a constaté à tort que pour les rédacteurs de l'Accord SMC, les critères en matière de preuves applicables à l'ouverture des enquêtes à l'initiative des autorités ne s'appliquaient pas à l'engagement des réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités.

19. La note de bas de page 1 de l'Accord définit le terme "initiated" comme se référant aux procédures employées par un Membre conformément à l'article 5 pour engager une action. Elle prévoit également explicitement que cette définition du terme "initiated" s'applique à la totalité de l'Accord antidumping. L'article 11.3 prévoit ensuite qu'un réexamen à l'extinction est "a review initiated". Par conséquent, l'utilisation du terme "initiated" à l'article 11.3 démontre que l'Accord antidumping suppose qu'un réexamen à l'extinction doit être entrepris conformément aux prescriptions procédurales énoncées à l'article 5, y compris à la prescription relative aux éléments de preuve suffisants de l'article 5.6.

B. DÉTERMINATION PROSPECTIVE APPROPRIÉE DE LA PROBABILITÉ

20. Le règlement du DOC et le *Sunset Policy Bulletin* empêchent le DOC d'établir une détermination véritablement prospective. Le critère "probable" de l'article 11.3 requiert une "détermination" fondée sur une analyse prospective des éléments de preuve positifs. L'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Extinction des droits compensateurs* appuie cette conclusion. Le DOC se concentre pourtant sur les éléments de preuve rétrospectifs lorsqu'il établit ses déterminations dans les réexamens à l'extinction. Par conséquent, le DOC agit de manière incompatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'article 11.3.

1. Article 351.222 i) 1) ii) du règlement du DOC

21. Le Japon a démontré que l'article 351.222 i) 1) ii) du règlement du DOC est incompatible, tel qu'il est libellé, avec les obligations des États-Unis au titre de l'article 11.3. Des groupes spéciaux antérieurs ont déterminé que le terme "probable" à l'article 11.3 exige d'une autorité administrante qu'elle constate qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas de suppression. Le critère "probable" requiert un degré de certitude bien plus élevé qu'un critère exigeant qu'il soit "peu probable" que le dumping se produise à l'avenir. Malgré ces décisions de groupes spéciaux antérieurs et bien que les États-Unis eux-mêmes aient accepté la décision du groupe spécial, ils continuent à appliquer le critère "peu probable" énoncé dans le règlement du DOC pour ce qui est des réexamens à l'extinction.

22. Les États-Unis tentent de se retrancher complètement derrière le libellé de la loi. Ils font valoir que puisque la loi utilise le terme "probable", il n'y a pas de problème. Ils allèguent également que l'article 351.222 i) 1) ii) a un caractère ministériel. Ces arguments sont incompatibles avec la déclaration faite par les États-Unis eux-mêmes dans le règlement sur les réexamens à l'extinction "Procédures à suivre pour réaliser des réexamens après cinq ans ("réexamens à l'extinction")", le texte du règlement, et les explications données précédemment par les États-Unis. Le préambule et le texte du règlement démontrent que le DOC n'abroge une ordonnance antidumping que lorsqu'il détermine que le dumping est "peu probable". Aucune autre disposition du règlement sur les réexamens à l'extinction ne prévoit d'autres situations dans lesquelles le DOC révoquerait une ordonnance en matière de droits antidumping. Les États-Unis ont expliqué dans l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, au paragraphe 8.111, que le préambule du règlement du DOC est une preuve de la façon dont "un organisme gouvernemental comprend les règles qu'il propose au moment où il les propose" et qu'il "peut être consulté pour déterminer l'interprétation correcte du règlement d'un organisme gouvernemental". Le texte du règlement reflète cette intention. Le DOC a confirmé cela dans l'affaire *Brass Sheet and Strip from the Netherlands* (Tôles et bandes en laiton en provenance des Pays-Bas) déclarant que "le Département est tenu d'abroger une ordonnance si, en se fondant sur le dossier de la procédure, il détermine qu'il est peu probable que le dumping se reproduise".

23. Ce critère "peu probable" est intégré dans le *Sunset Policy Bulletin*. La section II.A.4 de ce dernier envisage un seul scénario dans lequel le DOC déterminera que le dumping est "peu probable" tandis que la section II.A.3 prévoit trois autres scénarios dans lesquels le DOC déterminera que le dumping est "probable". Aucun autre scénario n'est prévu dans le *Sunset Policy Bulletin*. Ces scénarios montrent que le DOC établit une distinction entre le critère "peu probable" et le critère "probable". Conformément au règlement, le scénario "peu probable" est le seul qui, s'il se réalise, aboutira à l'abrogation.

24. Le fait que l'article réglementaire 751 c) de la Loi utilise le terme "probable" ne met pas le règlement du DOC à l'abri d'une contestation devant l'OMC. Les États-Unis oublient de manière opportune comment ils ont toujours procédé en ce qui concerne les réexamens au titre de l'article 11.2 et de l'article 351.222 b) à propos de la détermination du Groupe spécial *États-Unis – DRAM*, où celui-ci avait constaté que le règlement "peu probable" du DOC était incompatible avec les règles de

l'OMC. Les États-Unis ont accepté la détermination du Groupe spécial et ont modifié leur règlement de manière à ce qu'il tienne compte du critère "probable".

2. Le Sunset Policy Bulletin

25. L'article 11.3 demande une analyse exacte et prospective de la probabilité d'un dumping à l'avenir. Tant le Groupe spécial que l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Extinction des droits compensateurs* ont confirmé que les autorités étaient tenues de jouer un rôle actif dans la collecte des éléments de preuve lors d'un réexamen à l'extinction. Toutefois, le *Sunset Policy Bulletin* impose *de facto* au DOC d'examiner les marges de dumping et les volumes d'importation antérieurs sans procéder à une analyse prospective. Le *Bulletin* adopte une approche rétrospective en limitant le DOC à de telles données historiques.

26. En prévoyant uniquement l'examen mécanique des antécédents et non la collecte ou l'examen d'autres éléments de preuve positifs, les dispositions du *Sunset Policy Bulletin* ne tiennent pas compte des obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC. Une détermination fondée sur des "éléments de preuve positifs" exige plus qu'un simple réexamen des volumes d'importation antérieurs d'une société interrogée et des marges de dumping calculées pour elle auparavant. Les trois scénarios prévus à la section II.A.3 du *Sunset Policy Bulletin*, basés uniquement sur le volume des importations et les marges de dumping, créent la "présomption" qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira, comme l'a reconnu le DOC. Le DOC ne prend même pas en considération les "éléments de preuve positifs", ou, comme les appellent les États-Unis, les "autres facteurs", à moins que les sociétés interrogées ne présentent des renseignements permettant d'établir des "raisons valables". En faisant retomber sur les sociétés interrogées la charge de réfuter la présomption puis en limitant de manière excessive la possibilité pour ces sociétés de présenter d'"autres facteurs" (ou de quelconques "éléments de preuve positifs"), le *Sunset Policy Bulletin* crée la présomption irréfragable qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira.

27. L'élément de preuve le plus révélateur est le nombre même de cas dans lesquels le DOC a constaté qu'il était probable que le dumping subsisterait. Dans chacun des 228 réexamens à l'extinction auxquels la branche de production nationale a participé activement, le DOC a constaté qu'il était "probable" que le dumping subsisterait ou se reproduirait. Dans tous ces cas, il a appliqué les dispositions du *Sunset Policy Bulletin*. Cela signifie également que pratiquement tous les cas correspondaient à l'un des trois scénarios factuels "probables". Cela confirme que les prescriptions concrètes et *de facto* contraignantes du DOC énoncées dans le *Sunset Policy Bulletin* ne permettent pas au DOC de s'écarter de cette présomption.

3. Application du *Sunset Policy Bulletin* dans la présente affaire

28. Comme dans les 228 autres réexamens à l'extinction, le DOC a agi de manière incompatible avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC parce qu'il a appliqué strictement le *Sunset Policy Bulletin* et le critère "peu probable" énoncé à l'article 351.222 i) 1) ii). Le DOC a fondé sa détermination uniquement sur les volumes d'importation et les marges de dumping antérieurs, sans même tenter de prendre en considération d'autres renseignements. Il a déclaré que "le fait que NSC a réduit ses marges de dumping alors que ses niveaux d'importation demeuraient stables ne nous amène pas à conclure qu'il est *improbable* que le dumping se produise à l'avenir". Les États-Unis ont fait valoir que même si le DOC avait pris en considération d'autres facteurs présentés par NSC, "les facteurs ne fournissent pas d'éléments de preuve suffisants pour montrer qu'il est *peu probable* que NSC pratique le dumping à l'avenir". Une telle affirmation n'atténue pas l'incompatibilité avec les règles de l'OMC de la pratique des États-Unis. En fait, elle montre que le DOC ferait abstraction de toute nouvelle circonstance et s'en tiendrait à la notion préétablie selon laquelle là où il y a eu dumping pendant les cinq années précédentes, il est probable que le dumping se poursuivra à l'avenir. Cette application du *Sunset Policy Bulletin*, qui est basée uniquement sur les volumes d'importation et

les marges de dumping antérieurs, sans tenir compte d'autres facteurs, est incompatible avec l'article 11.3.

4. Communication de tous les renseignements/arguments dans les 30 jours suivant l'engagement d'une procédure

29. Le Japon a fait valoir que la règle des 30 jours pour la communication de tous les arguments de fond, en sus des renseignements démontrant des "raisons valables", a réduit de manière inadmissible la possibilité pour les sociétés interrogées de défendre convenablement leurs intérêts dans ce réexamen à l'extinction et que cette prescription était par conséquent incompatible avec l'article 6.1, 6.2 et 6.6. En réponse à l'argument du Japon, les États-Unis ont fait valoir que le Japon avait disposé de "possibilités suffisantes" pour rassembler des renseignements et présenter son argumentation ainsi que les pièces justificatives éventuelles, y compris ses "raisons valables". Cet argument ne tient pas compte des faits de la cause et ne répond pas à l'argument du Japon selon lequel la règle des 30 jours est inutilement restrictive. En outre, la demande conditionnelle de renseignements du DOC qui ne précise pas quels renseignements sont suffisants pour démontrer des raisons valables est incompatible avec l'article 6.1.1 et avec la décision du Groupe spécial dans l'affaire *Carreaux en céramique*.

C. UTILISATION PAR LE DOC DE MARGES DE DUMPING INAPPROPRIÉES

1. Utilisation par le DOC de marges antérieures à l'Accord sur l'OMC

30. Les marges de dumping établies avant l'adoption de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay ont été calculées conformément à des méthodes qui ne sont plus compatibles avec les obligations actuelles des États-Unis et par conséquent ne constituent pas une base appropriée pour établir des déterminations dans les réexamens à l'extinction. Tous les réexamens à l'extinction ont été engagés par les États-Unis en 1998 ou à une date ultérieure. Par conséquent, tous les réexamens à l'extinction sont des "réexamens de mesures existantes" au titre de l'article 18.3. La détermination établie dans le cadre d'un réexamen à l'extinction doit donc être conforme à l'Accord en vigueur. Ainsi, une marge de dumping calculée conformément à ces vieilles méthodes ne peut pas être employée dans la détermination de la probabilité établie par le DOC.

31. Les États-Unis font valoir que l'article 11.3 n'exige pas que le DOC quantifie les marges de dumping. Nous ne sommes pas d'accord. L'article 2, applicable tout au long de l'Accord antidumping, établit les prescriptions à respecter lors du calcul des marges de dumping et définit la manière dont le dumping doit être déterminé. Conformément à l'article 2.1, un produit est considéré comme faisant l'objet d'un dumping si le prix à l'exportation est inférieur à sa valeur normale. La différence constitue la marge de dumping. L'existence d'un dumping ne pouvait pas être déterminée si les autorités ne calculaient pas une marge de dumping. Par conséquent, les autorités ne pouvaient pas constater un dumping sans quantifier la marge de dumping.

32. Les États-Unis tentent de réfuter l'application de l'article 18.3 aux réexamens à l'extinction en se fondant sur les constatations du Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – DRAM*. Le rapport du Groupe spécial dit spécifiquement que "l'Accord antidumping s'applique ... aux parties d'une mesure antérieure à l'OMC qui entrent dans le champ d'application d'un réexamen postérieur à l'OMC". Un réexamen à l'extinction détermine si un "dumping" et un "dommage" sont probables et c'est donc là son champ d'application. Ainsi, le Groupe spécial *États-Unis – DRAM* étaye la position du Japon selon laquelle la base de la détermination de la probabilité doit être compatible avec les règles de l'OMC.

33. L'affirmation des États-Unis selon laquelle l'article 18.3 n'est qu'une disposition relative au calendrier n'est pas fondée et elle est erronée. L'article 18.3 prévoit comment et dans quelle mesure les obligations de l'Accord antidumping seront applicables aux ordonnances en matière de droits

antidumping en vigueur. L'article 18.3.2, avec le texte introductif de l'article 18.3, exige qu'un Membre mette fin à l'imposition de tous les droits antidumping existants cinq ans après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, à moins que le Membre ne procède à des réexamens à l'extinction à l'expiration de ces mesures. En tant que telle, cette disposition a effectivement des aspects qui en font une disposition relative au calendrier pour la transition d'un régime à un autre, mais elle prévoit également des obligations de fond. L'article 18.3 visait à éviter que tous les droits antidumping existants ne deviennent incompatibles avec les règles de l'OMC lors de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. Il ne protège toutefois pas ces vieux droits antidumping à tout jamais.

2. La méthode de la réduction à zéro et les constatations dans l'affaire *CE – Linge de lit*

34. L'utilisation de marges de dumping dans lesquelles les marges négatives ont été "réduites à zéro" comme base des déterminations dans les réexamens à l'extinction est incompatible avec les articles 2.4 et 11.3. La pratique de la "réduction à zéro" consiste à calculer de manière sélective des marges uniquement pour les ventes de produits ayant une marge positive et à rejeter les ventes ayant des marges négatives. Cette méthode crée donc une marge artificiellement élevée.

35. L'Organe d'appel dans ses constatations dans l'affaire *CE – Linge de lit* a précisé que les autorités doivent établir toutes leurs déterminations en matière de dumping sans "réduire à zéro" les marges de dumping négatives. L'article 2.4 explique comment la comparaison devrait être faite entre le prix à l'exportation et la valeur normale pour établir la marge de dumping. L'article 2, y compris l'article 2.4, s'applique à toutes les déterminations en matière de dumping. Les marges de dumping dans toutes les procédures, y compris les réexamens à l'extinction, doivent donc être établies conformément à la prescription relative à la comparaison équitable énoncée à l'article 2.4.

36. L'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Linge de lit* a déclaré que "d'après le libellé [de l'article 2.1], il est clair pour nous que l'*Accord antidumping* concerne le dumping d'un *produit*". Le rapport du Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord dans l'affaire *CE – Linge de lit* a confirmé que "le calcul d'une marge de dumping conformément à l'article 2 constitue une détermination de l'existence d'un dumping". L'Organe d'appel a ensuite précisé que l'article 2.1 éclaire l'interprétation de l'article 2.4 ainsi que les prescriptions relatives à la "comparaison équitable" et à la "comparabilité des prix". Essentiellement, ces prescriptions signifient que le calcul des marges de dumping au titre de l'article 2.4 doit être fait grâce à une évaluation du produit considéré dans son ensemble et pas seulement d'une partie du produit. La pratique de la réduction à zéro pour l'établissement des marges de dumping est par conséquent incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping.

37. Le *Sunset Policy Bulletin* prescrit cependant en fait au DOC d'appliquer des marges de dumping incompatibles avec les règles de l'OMC calculées suivant la méthode de la réduction à zéro dans les enquêtes initiales et les réexamens ultérieurs. Comme nous l'avons démontré dans notre première communication, le DOC a appliqué la méthode de la réduction à zéro pour le calcul des marges de dumping dans les enquêtes initiales et dans les réexamens ultérieurs. Les marges de dumping utilisées par le DOC dans les réexamens à l'extinction pour établir sa détermination en matière de dumping et pour définir l'importance du dumping sont donc faussées par la réduction à zéro et n'offrent pas une "comparaison équitable" entre le prix à l'exportation probable à l'avenir et la valeur normale. Le *Sunset Policy Bulletin* est donc incompatible avec les articles 11.3 et 2.4.

38. Le point clé dans l'affaire *CE – Linge de lit* est que la constatation n'a que peu de rapport avec la question de savoir si la "comparaison équitable" est effectuée de moyenne à moyenne ou de moyenne à transaction. La réduction à zéro dans tous les types de comparaisons provoque des distorsions et n'offre pas une comparaison équitable.

39. Il est important de souligner que si la méthode de la réduction à zéro n'avait pas été appliquée dans la présente affaire, NSC se serait vu attribuer une marge de dumping négative dans le dernier

réexamen administratif, ce qui aurait affecté l'analyse de la probabilité réalisée par le DOC. Par conséquent, la détermination par les États-Unis de l'importance probable du dumping dans ce réexamen à l'extinction, fondée sur des marges de dumping comportant des marges négatives "réduites à zéro", est incompatible avec les articles 2, 11.3 et 18.3.

3. Le critère *de minimis*

40. Les États-Unis affirment que le critère *de minimis* de 2,0 pour cent n'est pas applicable aux réexamens à l'extinction parce qu'il n'y a pas de lien textuel direct entre l'article 5.8 et l'article 11.3. Les États-Unis considèrent à tort que l'article 5.8 et l'article 11.3 peuvent être lus isolément. Ils font abstraction de l'importance du contexte ainsi que de l'objet et du but des articles 5.8 et 11.3. L'article 11.3 se réfère à la fois au "dumping" et au "dommage". Étant donné que le critère *de minimis* est inséparable des notions de "dumping" et de "dommage" et que l'article 11.3 incorpore ces notions, le critère *de minimis* est incorporé dans l'article 11.3.

41. En outre, la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Extinction des droits compensateurs* n'influence pas la décision dans la présente affaire en raison du renvoi de l'article 5 à l'article 11.3 par l'intermédiaire de la note de bas de page 1, et des différences dans le texte et les caractéristiques du dumping et du subventionnement *de minimis* existant entre l'Accord SMC et l'Accord antidumping. Comme l'Organe d'appel l'a fait observer si souvent, des différences dans le texte doivent avoir une signification. Le fait que l'on trouve dans l'Accord SMC une expression restrictive que l'on ne trouve pas dans l'Accord antidumping et le fait que cette expression restrictive a été supprimée d'une manière affirmative dans l'Accord antidumping laissent fortement supposer que l'article 5.8 de l'Accord antidumping a un sens différent. La portée de la règle *de minimis* a donc été "examinée au cours des négociations" sur l'article 5.8 et une vaste portée a été adoptée d'une manière affirmative. La différence textuelle doit être respectée par le présent Groupe spécial.

42. Premièrement, le fait que l'expression restrictive "aux fins du présent paragraphe", qui apparaît à l'article 11.9 de l'Accord SMC, n'apparaît pas à la troisième phrase de l'article 5.8, distingue l'Accord antidumping de l'Accord SMC. L'historique de la négociation révèle que cette expression restrictive figurait dans plusieurs projets mais a finalement été supprimée d'une manière affirmative dans le texte final de l'Accord antidumping.

43. Deuxièmement, contrairement à l'Accord SMC, l'Accord antidumping n'a qu'un seul critère *de minimis* à l'article 5.8. Le critère des 2 pour cent dans l'Accord antidumping s'applique à toutes les sociétés interrogées dans tous les cas. L'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Extinction des droits compensateurs* a accordé de l'importance à l'article 27.10 et 27.11 de l'Accord SMC en déclarant que "cette conséquence déraisonnable laisse planer des doutes supplémentaires sur la "justification" attribuée par le Groupe spécial au critère *de minimis* de l'article 11.9". Le raisonnement de l'Organe d'appel ne s'applique pas à l'Accord antidumping.

44. Troisièmement, l'Organe d'appel n'a pas eu la possibilité de réexaminer la signification de la note de bas de page 37 de l'Accord SMC (qui correspond à la note de bas de page 1 de l'Accord antidumping). Comme nous l'avons vu plus haut, la définition du terme "initiated" à la note de bas de page 1 constitue un renvoi explicite à l'article 5 et aux réexamens à l'extinction "initiated" au titre de l'article 11.3. L'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Extinction des droits compensateurs* a toutefois conclu, sans avoir la possibilité de réexaminer la signification de la note de bas de page 37, qu'il attachait "une importance à l'absence de tout lien textuel entre les réexamens au titre de l'article 21.3 et le critère *de minimis* énoncé à l'article 11.9". (non souligné dans l'original) Dans la présente affaire, il y a un tel lien textuel.

45. Enfin, la définition de la note de bas de page 1 influence également l'interprétation appropriée du terme "cas" à l'article 5.8 de l'Accord antidumping. Le renvoi montre une fois de plus que ce terme signifie non seulement les enquêtes mais aussi les réexamens à l'extinction. Le rapport de l'Organe

d'appel dans l'affaire *États-Unis – Extinction des droits compensateurs* n'aborde pas la question du rôle de cette indication textuelle.

D. LE DOC A COMMUNIQUÉ À L'USITC DES MARGES INAPPROPRIÉES

46. Comme cela lui est effectivement prescrit par le S*unset Policy Bulletin*, le DOC ne communique jamais à l'USITC les marges de dumping probables à l'avenir pour sa détermination en matière de dommage dans les réexamens à l'extinction, y compris dans la présente affaire. Le DOC communique en général à l'USITC les marges de dumping de l'enquête initiale. Il est souligné dans le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Extinction des droits compensateurs* qu'il ne suffira pas que les autorités s'appuient simplement sur la détermination de l'existence d'un dommage faite dans le cadre de l'enquête initiale. Ces marges de dumping incompatibles avec les règles de l'OMC ternissent les déterminations en matière de dommage établies par l'USITC et sont incompatibles avec l'article 11.3.

47. Les États-Unis affirment qu'il n'y pas à l'article 11.3 de prescriptions limitant la manière dont la marge qui existera probablement doit être identifiée. Cet argument exigerait de l'USITC qu'elle détermine le dommage dans l'abstrait et il est directement contraire aux obligations découlant des articles 3 et 11.3. Conformément à la note de bas de page 9, l'article 3 s'applique à toutes les déterminations en matière de dommage. L'article 3.4 exige spécifiquement des autorités qu'elles examinent "l'importance de la marge de dumping" dans les déterminations en matière de dommage. Les autorités doivent trouver une base factuelle pour lier dans un cas spécifique l'importance du dumping au dommage subi. L'importance du dumping est par conséquent directement pertinente dans l'analyse par l'USITC des "effets" futurs du dumping dans un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3.

E. LE DOC ÉTABLIT SA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ SUR LA BASE DE L'ORDONNANCE DANS SON ENSEMBLE

48. Le Japon a fait observer que le DOC était tenu d'établir des déterminations en matière de dumping séparément par entreprise dans les réexamens à l'extinction. L'article 6.10 impose explicitement aux autorités de "déterminer[...] une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu". L'article 11.4 incorpore expressément cette obligation à l'article 11.3. Le *Sunset Policy Bulletin* prescrit toutefois expressément que le DOC "effectuera ses déterminations relatives à la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble". Le DOC suit cette instruction de manière rigide et établit toujours une détermination sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Par conséquent, la pratique générale du DOC d'établir sa détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, et son application dans la présente affaire, sont incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre de l'article 11.3.

49. Les États-Unis tentent de réfuter l'argument du Japon en alléguant que le texte de l'article 11.3 envisage uniquement un réexamen sur la base de l'ordonnance dans son ensemble et que les prescriptions "de fond" de l'article 6.10 ne s'appliquent pas à l'article 11. Toutes les dispositions de l'article 6 énoncent toutefois des types différents de prescriptions procédurales dans une certaine mesure. Les États-Unis en fait font valoir que, bien que toutes les dispositions de l'article 6 présentent divers aspects procéduraux, l'article 6.10 ne devrait pas s'appliquer aux réexamens à l'extinction parce que ses aspects procéduraux modifieront sensiblement la manière dont les États-Unis effectuent leurs réexamens à l'extinction. Contrairement à ce qu'avancent les États-Unis, le simple fait que certaines de ces prescriptions procédurales, lorsqu'elles sont appliquées à d'autres dispositions, ont des implications de fond ne les empêche pas d'avoir un effet au niveau des procédures.

50. Des groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel appuient la conclusion selon laquelle la détermination en matière de dumping doit être faite séparément par entreprise. L'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Extinction des droits compensateurs* a confirmé que les dispositions de l'article 6

s'appliquaient de manière générale aux réexamens à l'extinction. Le rapport du Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord dans l'affaire *CE – Linge de lit* a en outre précisé que la détermination en matière de dumping doit se faire séparément par entreprise.

51. Par ailleurs, les articles 9.2 et 11.1 apportent un soutien contextuel à cette conclusion. L'article 9.2 prévoit que les droits antidumping doivent être imposés sur les importations *de quelque source qu'elles proviennent* dont il aura été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping. L'article 11.1 bien entendu exige que les droits antidumping ne soient imposés que "dans la mesure nécessaire[...] pour contrebalancer le dumping". Contrairement à ce qu'allèguent les États-Unis par conséquent, en considérant conjointement ces deux dispositions, s'il n'y a aucune probabilité qu'une entreprise donnée pratique le dumping à l'avenir, le maintien de l'ordonnance en matière de droits antidumping n'est plus nécessaire pour compenser l'effet dommageable du dumping de cette entreprise.

F. DÉCISION DE L'USITC DE CUMULER LES IMPORTATIONS SANS ÉVALUER LEUR CARACTÈRE NÉGLIGEABLE

52. Le Japon a démontré dans sa première communication que les obligations énoncées aux articles 3.3 et 5.8 sont incluses dans les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. Les États-Unis accusent le Japon de donner une interprétation alambiquée. En fait, l'interprétation du Japon est tout à fait simple. Étant donné que l'article 3 est intitulé "Détermination de l'existence d'un dommage" et que la note de bas de page 9 exige que le terme "dommage" soit appliqué de manière uniforme tout au long de l'Accord, ce même concept doit s'appliquer aux réexamens à l'extinction. L'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Extinction des droits compensateurs* a confirmé notre position. L'analyse cumulative que l'USITC a effectuée sans se préoccuper de savoir si les importations japonaises étaient négligeables au titre des articles 3.3 et 5.8 était donc incompatible avec les obligations des États-Unis au titre des articles 3.3, 5.8 et 11.3.

53. Les États-Unis allèguent que l'application de l'article 3.3 est limitée aux enquêtes initiales. Cela est incorrect. L'article VI:1 du GATT de 1994 prévoit que les importations d'**un pays** peuvent être condamnables si de telles importations causent un dommage important à la branche de production nationale du pays importateur. L'idée de base est donc que la détermination de l'existence d'un dommage se fait individuellement par pays. L'article 3.1 de l'Accord antidumping le confirme. La seule exception à cette règle est constituée par les circonstances étroitement définies à l'article 3.3. Si l'article 3.3 ne s'applique qu'aux enquêtes, dans ce cas l'Accord antidumping n'autorise pas du tout les autorités à cumuler les importations dans les réexamens à l'extinction.

54. Les États-Unis allèguent qu'aucune quantification des volumes d'importation n'est exigée pour la détermination en matière de dommage dans les réexamens à l'extinction. Cet argument ne tient pas compte du fait que l'article 3.3 fait référence à "une évaluation des effets de ces importations". L'article 3.1 exige que la détermination de l'existence d'un dommage soit fondée sur le volume des importations faisant l'objet d'un dumping. L'article 3.4 impose également aux autorités de prendre en considération "l'importance du dumping" et "l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping". L'article 3.5 exige ensuite des autorités qu'elles examinent la question de savoir si les importations faisant l'objet d'un dumping causent un dommage à la branche de production nationale "par les effets du dumping". Ces notions sont inséparables et doivent être évaluées conjointement. D'ailleurs, comment les autorités pourraient-elles procéder à une évaluation cumulative des effets du dumping en provenance de multiples pays sans quantifier le volume des importations en provenance de chacun d'entre eux?

55. L'USITC dispose d'une expérience considérable pour ce qui est de rassembler et d'évaluer les données relatives à un dommage futur grâce à une détermination de l'existence d'une menace de dommage. Par conséquent, il n'y a aucune raison pour que l'USITC ne puisse pas également rassembler des données permettant d'évaluer de manière prospective si un caractère négligeable pourrait être attribué à un pays à l'avenir.

G. ARTICLE X:3 A) DU GATT DE 1994

56. Les incompatibilités ci-après avec l'article X:3 a) du GATT de 1994 sont apparues dans la manière dont l'administration des États-Unis applique la loi, le règlement et les règles relatives aux réexamens à l'extinction: 1) l'engagement automatique par le DOC des réexamens à l'extinction est à la fois "déraisonnable" et "partial" car il réduit la charge imposée aux parties nationales aux dépens des sociétés interrogées; 2) le refus du DOC d'accepter et de prendre en considération d'autres éléments de preuve en dehors de la réponse de fond d'une société interrogée était à la fois "déraisonnable" et "partial" car le DOC exige des sociétés interrogées qu'elles fournissent davantage de renseignements dans un délai plus bref; et 3) l'approche du DOC concernant les décisions d'abrogation au titre de l'article 11.2 et 11.3 est "non uniforme" car tant des groupes spéciaux antérieurs que les tribunaux des États-Unis ont reconnu qu'un même critère "probable" existe dans les deux réexamens.

57. Les États-Unis affirment que l'examen de mesures au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 se limite à l'application générale de ces mesures et non à leurs résultats spécifiques dans la procédure en cause. Le Japon ne fait toutefois pas valoir que les résultats de fond spécifiques dans le présent réexamen à l'extinction sont incompatibles avec l'article X:3 a). Le Japon a démontré dans sa première communication que les trois points à propos desquels il a formulé des allégations au titre de l'article X:3 a) portent tous sur l'application des règles de fond relatives aux réexamens à l'extinction.

IV. CONCLUSION

58. Pour ces raisons, le Japon demande au Groupe spécial: 1) de constater que des dispositions statutaires, des règlements et des déterminations spécifiques des États-Unis sont incompatibles avec les diverses dispositions qui ont été énumérées de l'Accord antidumping, du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC; 2) de recommander que l'Organe de règlement des différends demande aux États-Unis de modifier la Loi et le règlement relatifs à l'extinction ainsi que le *Sunset Policy Bulletin* pour se conformer à leurs obligations; et 3) de constater que le respect des règles de l'OMC impose aux États-Unis d'abroger l'ordonnance en matière de droits antidumping visant les produits en acier traité contre la corrosion en provenance du Japon.

ANNEXE C-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS

I. INTRODUCTION

1. Dans la présente communication, les États-Unis mettront en évidence les principales erreurs juridiques et factuelles qui sous-tendent les allégations du Japon. En outre, ils souligneront l'importance du récent rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* ("*Acier traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*"), dans lequel l'Organe d'appel a rejeté bon nombre d'arguments identiques à ceux présentés ici par le Japon.

2. Tout d'abord, les États-Unis répètent que le Japon se méprend sur la portée des réexamens au regard du droit et de la pratique de l'OMC. Le Japon allègue que le réexamen du présent Groupe spécial "s'étend aux procédures administratives qui ne tiennent pas compte des obligations pertinentes contractées dans le cadre de l'OMC" y compris à l'Énoncé des mesures administratives qui accompagne la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay et aux Politiques relatives à la réalisation des réexamens après cinq ans ("réexamens à l'extinction") des ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs (le "Sunset Policy Bulletin"). Le Japon considère qu'il s'agit d'allégations de "pratique générale". Les arguments du Japon à cet égard ne tiennent pas compte du principe bien établi selon lequel pour qu'une mesure en tant que telle viole une obligation découlant de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce et/ou de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("l'Accord antidumping"), cette mesure doit imposer une action incompatible avec les règles de l'OMC ou empêcher une action compatible avec les règles de l'OMC. Le Japon n'a fait aucun effort pour démontrer que les "pratiques générales" qu'il prétend identifier imposent une action incompatible avec les règles de l'OMC ou empêchent une action compatible avec les règles de l'OMC. Par conséquent, ces allégations ne peuvent pas être fondées.

3. La plupart des autres allégations du Japon sont sans fondement parce qu'elles reposent sur des obligations qui ne se trouvent pas à l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Le Japon affirme qu'il faut donner de l'article 11.3 une lecture qui inclut les obligations ci-après et les appliquer aux réexamens à l'extinction: 1) les critères d'engagement et la prescription *de minimis* de l'article 5 de l'Accord antidumping, 2) les restrictions concernant la méthode admissible pour le calcul de la somme des marges de dumping constatées par l'Organe d'appel dans l'affaire *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde* ("CE – Linge de lit"), et 3) l'évaluation strictement quantitative du caractère négligeable requise dans les enquêtes pour le cumul des importations. Ces affirmations ne sont toutefois pas étayées par l'Accord antidumping et font fi des principes de base d'interprétation des traités tels qu'ils sont énoncés à l'article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités ("la Convention de Vienne"), qui ne signifient pas "qu'il soit nécessaire ni justifiable d'imputer à un traité des termes qu'il ne contient pas". Le Groupe spécial devrait rejeter les allégations du Japon et refuser d'imputer à l'article 11.3 de l'Accord antidumping "des mots qui n'y figurent pas".

4. Le Japon a également tort pour ce qui est des allégations selon lesquelles 1) le règlement du Département du commerce ("le DOC") établit un critère "peu probable" en ce qui concerne la probabilité dans les déterminations en matière de dumping et 2) le DOC n'a pas respecté les prescriptions procédurales et de fond de l'Accord antidumping dans le réexamen à l'extinction en cause. En fait, le critère "probable" exigé par l'article 11.3 de l'Accord antidumping est parfaitement mis en œuvre dans la législation des États-Unis. En outre, pour déterminer qu'il était probable que le

dumping se poursuivrait ou se reproduirait en cas d'abrogation, le DOC a respecté les prescriptions procédurales et de fond de l'Accord antidumping. Il a constaté, en se fondant sur les résultats de deux réexamens concernant la fixation des droits qui ont été achevés, que les producteurs/exportateurs japonais avaient continué de pratiquer le dumping tout au long de la durée d'application de l'ordonnance et que le volume des importations était sensiblement inférieur à ce qu'il était avant l'application de l'ordonnance.

A. L'ENGAGEMENT DE RÉEXAMENS À L'EXTINCTION À L'INITIATIVE DES AUTORITÉS N'EST PAS INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

5. Le Japon allègue que les dispositions de la législation des États-Unis prévoyant l'engagement automatique des réexamens à l'extinction à l'initiative du DOC sont incompatibles avec l'Accord antidumping. L'Organe d'appel a cependant récemment confirmé le rejet par un groupe spécial d'une allégation similaire formulée par les CE selon laquelle les dispositions de la législation des États-Unis prévoyant l'engagement automatique de réexamens à l'extinction à l'initiative du DOC étaient incompatibles avec l'article 21.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("l'Accord SMC"). Cette affaire, *Acier traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, portait certes sur l'article 21.3 et d'autres dispositions de l'Accord SMC, mais les dispositions pertinentes de l'Accord antidumping sont pour l'essentiel identiques à celles de l'Accord SMC et le raisonnement de l'Organe d'appel est tout aussi valable dans la présente procédure.

6. Spécifiquement, l'Organe d'appel a constaté que "lorsqu'une disposition fait référence, sans restriction, à une action qu'un Membre peut entreprendre, cela indique qu'aucune limite n'est censée être imposée à la manière dont une telle action peut être entreprise ou aux circonstances dans lesquelles elle peut l'être". Les États-Unis notent que tant l'article 21.3 de l'Accord SMC que l'article 11.3 de l'Accord antidumping font référence, sans restriction, à l'engagement de réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités.

7. L'Organe d'appel a également fait référence à l'absence de tout renvoi explicite aux règles de la preuve relatives à l'engagement d'une procédure et a constaté que les négociateurs de l'Accord antidumping n'avaient pas eu l'intention de rendre de telles règles applicables à l'engagement de réexamens au titre de l'article 21.3 de l'Accord SMC à l'initiative des autorités. On peut en dire autant de l'article 11.3 de l'Accord antidumping, qui fait pendant à l'article 21.3 de l'Accord SMC et qui lui non plus ne contient aucun renvoi explicite aux règles de la preuve relatives à l'engagement d'une procédure.

8. Dans son analyse du contexte de l'article 21.3 de l'Accord SMC – l'article 21.2 et 21.4, qui fait pendant à l'article 11.2 et 11.4 de l'Accord antidumping –, l'Organe d'appel n'a constaté aucune raison d'appliquer des règles relatives à l'engagement dans le contexte des réexamens à l'extinction. Il a également examiné l'article 22 de l'Accord SMC et constaté qu'aucune de ses dispositions n'établit de critère en matière de preuve applicable à l'engagement des réexamens à l'extinction. Les États-Unis font observer que l'article 12 de l'Accord antidumping est parfaitement analogue à l'article 22 de l'Accord SMC et aucune de ses dispositions n'établit de critère en matière de preuve applicable à l'engagement des réexamens à l'extinction.

9. Enfin, l'Organe d'appel s'est penché sur l'article 11 de l'Accord SMC et n'a constaté aucune indication montrant l'intention d'appliquer des prescriptions en matière de preuve pour l'ouverture des enquêtes en ce qui concerne la possibilité pour les autorités d'engager des réexamens à l'extinction de leur propre initiative. La même conclusion s'applique à la disposition analogue de l'Accord antidumping, l'article 5.

10. Le Japon fait valoir que les autorités ne devraient pas pouvoir engager des réexamens de leur propre initiative à moins qu'elles n'aient d'abord satisfait aux prescriptions en matière de preuve

applicables à l'ouverture d'une enquête au titre de l'article 5, citant l'article 12.1, note de bas de page 1, et ce qui a un "sens". Cependant, comme cela a été signalé dans l'affaire *Acier traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, il n'y a pas de lien textuel entre l'article 11.3 et les critères relatifs à l'engagement de la procédure énoncés à l'article 5. En outre, comme l'a constaté l'Organe d'appel dans *Acier traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, il n'y a pas d'autre lien explicite ou implicite, avec un quelconque critère susceptible de limiter l'aptitude des autorités à engager des réexamens à l'extinction de leur propre initiative.

11. Le Japon part du principe que l'Accord antidumping a incorporé *indirectement* un lien entre les dispositions relatives aux enquêtes et celles relatives aux réexamens à l'extinction. Les Membres ont toutefois jugé nécessaire de créer un lien *direct et explicite* à l'article 11.4 entre l'article 6 et la réalisation des réexamens à l'extinction. En termes clairs, les Membres ont choisi de ne pas incorporer par référence à l'article 11.3 les prescriptions de l'article 5 relatives à l'engagement de la procédure. Le Groupe spécial devrait rejeter la demande du Japon visant à créer une obligation en matière de preuve pour les réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités réalisés conformément à l'article 11.3, obligation qui n'a aucune base dans le texte de l'Accord antidumping.

B. LA LÉGISLATION DES ÉTATS-UNIS EST COMPATIBLE AVEC L'OBLIGATION ÉNONCÉE À L'ARTICLE 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING DE DÉTERMINER S'IL EST PROBABLE QUE LE DUMPING SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA EN CAS D'ABROGATION

12. Le dispositif législatif régissant l'obligation de déterminer la probabilité d'un dumping dans les réexamens à l'extinction se trouve à l'article 751 c) de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée (la "Loi"). Son libellé est pour l'essentiel identique à celui de l'article 11.3 de l'Accord antidumping et il est par conséquent compatible avec cet article. En outre, le règlement des États-Unis sur les réexamens à l'extinction, en tant que tel, prévoit une détermination de la "probabilité" que le dumping subsistera ou se reproduira.

13. L'Organe d'appel dans *Acier traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* a constaté que les CE ne s'étaient pas acquittées de la charge qui leur incombait de montrer que la législation des États-Unis exige du DOC qu'il agisse de manière incompatible avec l'article 21.3 de l'Accord SMC ni que cette législation limite en aucune manière le pouvoir discrétionnaire du DOC d'établir une détermination compatible avec l'article 21.3. L'Organe d'appel a par conséquent confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la "loi [des États-Unis] n'est pas incompatible avec l'article 21.3 de l'Accord SMC en ce qui concerne l'obligation des autorités chargées de l'enquête de déterminer dans le cadre d'un réexamen à l'extinction qu'il est probable que le subventionnement subsistera ou se reproduira". Le Groupe spécial devrait de la même façon constater que la législation des États-Unis est compatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

14. Le Japon, citant le règlement 19 C.F.R. 351.222 i) 1) ii) du DOC, fait valoir que la législation des États-Unis en matière de réexamens à l'extinction exige l'application d'un critère "peu probable" et non d'un critère "probable". Il est certes vrai que l'article 351.222 i) 1) ii) prévoit l'abrogation "lorsque le Secrétaire détermine qu'il est peu probable que le dumping subsiste ou se reproduise du fait de l'abrogation ou de la clôture", mais cette disposition a un caractère strictement procédural et ne modifie en rien les prescriptions de fond de la Loi et du règlement.

15. La détermination finale à l'extinction dans la présente affaire a appliqué le principe défini dans le Sunset Policy Bulletin à savoir que le DOC déterminera normalement qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira du fait de l'abrogation d'une ordonnance antidumping si:

a) le dumping a subsisté à un niveau quelconque supérieur au niveau *de minimis* après la publication de l'ordonnance;

b) les importations de la marchandise visée ont cessé après la publication de l'ordonnance;

c) le dumping a été éliminé après la publication de l'ordonnance et le volume des importations de la marchandise visée a notablement diminué.

16. Si des éléments de preuve montrent que le dumping a subsisté malgré la discipline imposée sous la forme d'une ordonnance, il est raisonnable que le DOC conclue *normalement* que le dumping se poursuivra sans cette discipline. Cette conclusion n'équivaut pas à la présomption qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira dans tous les cas tant que le contraire n'aura pas été prouvé. Le DOC détermine plutôt raisonnablement, en se fondant sur des éléments de preuve du comportement des intéressés après l'imposition de l'ordonnance, que cette situation donne une indication du comportement des intéressés à l'avenir en l'absence d'une ordonnance.

17. Le Japon fait valoir que le DOC établit une détermination rétrospective et non prospective de la probabilité et que le critère des "raisons valables" appliqué pour la prise en considération des "autres facteurs" dans l'analyse de la probabilité empêche une analyse prospective. Aucune de ces déclarations ne constitue une représentation exacte des faits. Le DOC examine le comportement des producteurs/exportateurs et la question de savoir s'il est probable que ce comportement subsistera ou se reproduira. Dans la présente affaire, les producteurs/exportateurs japonais ont continué de pratiquer le dumping depuis l'imposition de l'ordonnance antidumping. Le Japon ne conteste pas ce fait fondamental. En outre, aucun élément de preuve n'étaye l'inférence selon laquelle les producteurs/exportateurs japonais cesseraient de pratiquer le dumping si la discipline imposée sous la forme d'une ordonnance était supprimée. Aucun élément de preuve de ce genre n'a été proposé par aucune des parties ou n'est apparu au DOC. Les arguments du Japon concernant le critère des "raisons valables" ne peuvent pas cacher cette lacune fondamentale dans les éléments de preuve présentés au DOC par les entreprises japonaises pas plus qu'ils ne peuvent cacher la pertinence des éléments de preuve sur lesquels s'est fondé le DOC, en particulier ceux qui ont trait à la poursuite du dumping pendant la durée d'application de l'ordonnance.

18. Au cours de la procédure de réexamen à l'extinction, Nippon Steel Corporation ("NSC"), l'un des producteurs/exportateurs japonais a bien fourni au DOC des éléments de preuve concernant la réduction des volumes d'importation. Ces éléments de preuve n'ont cependant pas été présentés dans la réponse de fond de NSC. NSC a au contraire attendu de soumettre son mémoire pour présenter les éléments de preuve et n'a jamais avancé de "raisons valables" pour en justifier l'examen, violant ainsi les deux prescriptions du 19 C.F.R 351.218 d) 3) iv). Le Japon laisse également entendre qu'il existait d'autres éléments de preuve dans les dossiers du DOC que celui-ci aurait dû prendre en considération en ce qui concerne la détermination de la probabilité. Les États-Unis, et le Groupe spécial, seraient curieux de savoir de quels éléments de preuve il pourrait bien s'agir.

19. En outre, le Japon laisse entendre que la question de savoir s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation est forcément dépendante de l'importance ou du niveau du dumping. En fait, cela n'est pas le cas. L'approche du DOC en ce qui concerne la détermination de la probabilité d'un dumping est qualitative et non quantitative. Une approche qualitative est parfaitement compatible avec les prescriptions de l'article 11.3.

C. LA LÉGISLATION DES ÉTATS-UNIS, EN TANT QUE TELLE ET TELLE QU'ELLE EST APPLIQUÉE PAR LE DOC, EST COMPATIBLE AVEC L'OBLIGATION ÉNONCÉE À L'ARTICLE 6 DE MÉNAGER AUX PARTIES INTÉRESSÉES D'AMPLES POSSIBILITÉS DE PRÉSENTER LES ÉLÉMENTS DE PREUVE QU'ELLES JUGENT PERTINENTS

20. Il ne fait aucun doute que les dispositions en matière de procédures et d'éléments de preuve de l'article 6 de l'Accord antidumping s'appliquent aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.

Chacune des prescriptions en matière de procédure et d'éléments de preuve de l'article 6 est donc reflétée dans les prescriptions des États-Unis relatives aux réexamens à l'extinction.

21. Le Japon maintient que le DOC a violé l'article 6 en imposant une charge procédurale déloyale à NSC. Le Japon conteste en particulier le rejet par le DOC d'une allégation de NSC concernant d'"autres facteurs" expliquant soi-disant, notamment, la réduction des niveaux d'importation depuis l'imposition de l'ordonnance en matière de droits antidumping. La contestation du Japon n'est pas fondée.

22. Premièrement, la promulgation par le DOC d'un délai de 30 jours pour la communication des réponses de fond est parfaitement compatible avec l'Accord antidumping. Deuxièmement, au lieu d'examiner les "autres facteurs" dans sa réponse de fond et d'expliquer en quoi il existait des "raisons valables" pour les prendre en considération – comme l'exige l'article 19 C.F.R. 351.218 d) 3) iv) – NSC a attendu de déposer son mémoire pour porter ses éléments de preuve à l'attention du DOC et, même à cette date tardive, n'a pas avancé de "raisons valables" pour justifier la prise en considération de ces éléments de preuve. Troisièmement, même si NSC n'était pas très sûre de ce qui constituait des "raisons valables" les faits de la cause sont qu'elle n'a fait *aucun effort* pour établir des motifs de prendre en considération sa communication relative aux "autres facteurs".

D. CONFORMÉMENT À L'ACCORD ANTIDUMPING, LE DOC COMMUNIQUE À LA COMMISSION DU COMMERCE INTERNATIONAL DES ÉTATS-UNIS ("USITC") L'IMPORTANCE DE LA MARGE DE DUMPING QUI EXISTERA PROBABLEMENT EN CAS D'ABROGATION, AUX FINS DE L'ANALYSE DU DOMMAGE

23. Conformément à la législation des États-Unis, pour établir sa détermination à l'extinction en matière de dommage, l'USITC "peut considérer l'importance de la marge de dumping". Afin que l'USITC ait la possibilité de le faire, le DOC doit lui communiquer la ou les marges de dumping qui existeront probablement en cas d'abrogation.

24. Dans la présente affaire, le DOC a constaté que le dumping s'était poursuivi pendant la durée d'application de l'ordonnance mais que le volume des importations avait diminué. Cette situation indiquait que l'évolution des prix due à l'imposition de l'ordonnance antidumping avait probablement eu une incidence négative sur le volume des ventes des exportateurs. Par conséquent, conformément à la législation des États-Unis il n'y avait aucune raison de communiquer à l'USITC les marges inférieures calculées plus récemment et le DOC a donc communiqué les marges de l'enquête initiale. Cette façon d'agir était compatible avec les obligations énoncées à l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Spécifiquement, aucune disposition de l'Accord n'impose à l'USITC de prendre en considération l'importance de la marge de dumping qui existerait probablement en cas d'abrogation ou ne l'empêche de le faire, et rien dans l'Accord ne limite la manière dont une telle marge peut être déterminée. Plus exactement, au titre de l'article 11.3, les autorités doivent simplement déterminer s'il est "probable que le dumping et le dommage subsisteront et se reproduiront si le droit est supprimé". Manifestement, l'article 11.3 n'impose pas la quantification d'une marge de dumping dans les réexamens à l'extinction et n'inclut aucune spécification concernant la ou les méthodes à employer dans de tels réexamens. Le DOC communique à l'USITC la marge qui existera probablement en cas d'abrogation, uniquement pour se conformer au droit interne des États-Unis.

25. L'allégation erronée du Japon concernant la quantification des marges de dumping constitue la base de son allégation relative à la "réduction à zéro". Le recours du Japon à l'affaire *CE – Linge de lit* n'est pas concluant pour trois raisons. Premièrement, et c'est la raison la plus importante, le Japon ne tient pas compte du fait que l'article 11.3 de l'Accord antidumping n'exige pas des autorités administrantes qu'elles calculent ou recalculent les marges de dumping dans le cadre des réexamens à l'extinction. Deuxièmement, le Japon suppose à tort que *l'importance* des marges de dumping dans l'enquête initiale et pendant la durée d'application de l'ordonnance antidumping avait une incidence sur l'analyse par le DOC de la probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait dans la

présente affaire. Enfin, l'affaire *CE – Linge de lit* portait sur 1) une *enquête* relevant de l'Accord antidumping, 2) des comparaisons de prix moyenne par moyenne au titre de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping et 3) l'examen de la méthode de calcul du dumping employé par les CE. *Aucune* de ces circonstances n'existait dans la présente affaire.

26. En résumé, les allégations du Japon concernant l'identification par le DOC de la marge qui existera probablement en cas d'abrogation n'ont aucune base dans l'Accord antidumping et devraient être rejetées par le Groupe spécial.

E. L'ACCORD ANTIDUMPING NE PRÉVOIT PAS DE CRITÈRE *DE MINIMIS* POUR LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

27. Le Japon allègue que le critère *de minimis* concernant les enquêtes antidumping de l'article 5.8 de l'Accord antidumping s'applique également aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. Dans l'affaire *Acier traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, l'Organe d'appel a rejeté une allégation similaire des CE selon laquelle le critère *de minimis* des enquêtes en matière de droits compensateurs était également applicable aux réexamens à l'extinction des droits compensateurs. L'Organe d'appel a ainsi infirmé la décision du Groupe spécial sur ce point parce qu'"une constatation ... selon laquelle le critère de *minimis* de l'article 11.9 est implicite dans les réexamens à l'extinction au titre de l'article 21.3 bouleverserait l'équilibre délicat des droits et obligations auquel sont parvenues les parties aux négociations, tel qu'il est consacré dans le texte final de l'article 21.3".

28. Dans son examen du libellé de l'article 21.3 de l'Accord SMC – qui fait directement pendant à celui de l'article 11.3 de l'Accord antidumping – l'Organe d'appel a reconnu que "le fait qu'une disposition particulière d'un traité est "muette" sur une question spécifique "a certainement un sens". Ainsi, l'absence de toute indication, dans le texte de l'article 21.3, selon laquelle un critère *de minimis* doit être appliqué dans le cadre des réexamens à l'extinction donne à penser, au moins au premier abord, qu'il n'existe aucune prescription de ce type. L'Organe d'appel a également examiné le texte de l'article 11.9 de l'Accord SMC – lequel fait pendant à celui de l'article 5.8 de l'Accord antidumping qui établit un critère *de minimis* pour les enquêtes antidumping – et a constaté que rien ne suggérait l'applicabilité de ce critère au-delà du stade de l'enquête.

29. L'Organe d'appel a constaté que l'absence de tout lien textuel entre les articles 21.3 et 11.9 de l'Accord SMC étayait également sa conclusion; de même, il n'y a pas de lien textuel entre les articles 11.3 et 5.8 de l'Accord antidumping. Dans l'analyse du contexte de l'article 21.3 de l'Accord SMC – à savoir l'article 21.1 et 21.4, auquel fait pendant l'article 11.1 et 11.4 de l'Accord antidumping – l'Organe d'appel a également constaté que rien n'indiquait que le critère *de minimis* applicable aux enquêtes est également applicable aux réexamens.

30. L'Organe d'appel a ensuite examiné l'objet et le but de l'Accord SMC et a conclu que "[p]ris dans leur ensemble, l'objet et le but principaux de l'Accord SMC sont d'accroître et d'améliorer les disciplines du GATT relatives à l'utilisation de subventions et de mesures compensatoires". Compte tenu de la similarité de structure et de libellé avec l'Accord antidumping, on peut en conclure que l'objet et le but de l'Accord antidumping sont d'accroître et d'améliorer les disciplines du GATT relatives à l'utilisation de droits antidumping. En outre, comme l'Organe d'appel l'a fait observer à propos de l'Accord SMC, on peut dire de même que l'Accord antidumping vise à établir un équilibre entre le droit d'imposer des droits antidumping et les obligations que les Membres doivent respecter pour ce faire, mais cette explication du but de l'Accord ne nous aide pas à résoudre la question de *de minimis*.

31. S'agissant de l'analyse du Groupe spécial, l'Organe d'appel a déclaré qu'il ne pensait pas "qu'il existe une "justification" claire à la base de la règle *de minimis* de 1 pour cent de l'article 11.9 qui doive aussi s'appliquer dans le contexte des réexamens effectués au titre de l'article 21.3." L'Organe

d'appel a également rejeté la constatation du Groupe spécial selon laquelle on aboutirait à des résultats irrationnels si le critère *de minimis* s'appliquait aux enquêtes mais non aux réexamens à l'extinction, en raison de la différence fondamentale existant entre le but d'une enquête initiale et celui d'un réexamen à l'extinction. Cette même analyse est applicable à l'Accord antidumping. Il n'existe pas de justification claire à la base de la règle *de minimis* de l'article 5.8 qui doive aussi s'appliquer dans le contexte des réexamens à l'extinction; aucun résultat irrationnel ne découle d'une interprétation de l'article 11.3 qui est conforme à son sens courant et n'extrapole pas un critère *de minimis*; et la détermination requise au titre de l'article 11.3 diffère par certains aspects essentiels de la nature de la détermination à établir dans une enquête initiale.

32. La fonction du critère *de minimis* à l'article 5.8 est de déterminer si le dumping justifie l'imposition de droits antidumping en premier lieu et non de réglementer les déterminations de la probabilité dans les réexamens à l'extinction. L'allégation du Japon selon laquelle il existe un critère *de minimis* pour les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping est sans fondement. En appliquant les règles coutumières d'interprétation des traités, le Groupe spécial devrait constater que l'Accord antidumping ne prévoit pas de critère *de minimis* pour les réexamens à l'extinction.

F. LA RÉALISATION DE RÉEXAMENS À L'EXTINCTION SUR LA BASE DE L'ORDONNANCE DANS SON ENSEMBLE EST COMPATIBLE AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING

33. Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur première communication écrite, le DOC établit la détermination de la probabilité d'un dumping sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Cette approche est parfaitement compatible avec les prescriptions relatives aux réexamens à l'extinction de l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Le texte de l'article 11.3 qui définit les prescriptions de fond concernant les réexamens à l'extinction des droits antidumping ne fait aucune référence à la détermination de la probabilité d'un dumping séparément par entreprise. D'ailleurs, le texte n'établit pas de distinction entre la spécificité exigée pour la détermination de la probabilité d'un dumping et la spécificité requise pour la détermination de la probabilité d'un dommage, et cette dernière détermination se fait, *par sa nature même*, sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. En outre, les dispositions de l'article 6 incorporées dans les réexamens au titre de l'article 11 par l'article 11.4 ne sont pas censées avoir une incidence sur les critères ou normes de fond à appliquer dans les réexamens à l'extinction. Ces dispositions sont uniquement censées avoir une incidence sur la *manière* dont les critères ou normes de fond sont appliqués. Par conséquent, rien dans l'article 11 ne suggère le moins du monde des critères ou normes pour la détermination de la probabilité d'un dumping - axée sur la probabilité que le dumping d'entreprises données subsiste ou se reproduise. L'approche sur la base de l'ordonnance dans son ensemble adoptée par le DOC est par conséquent compatible avec l'Accord antidumping.

34. Le Japon fait valoir qu'on ne peut pas établir une distinction nette entre les obligations en matière de procédure/d'éléments de preuve et les obligations de fond de l'article 6. L'argument du Japon est toutefois en contradiction avec les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *Acier traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*. Dans cette affaire, l'Organe d'appel a établi la distinction sur laquelle s'appuient ici les États-Unis, quoique dans le contexte de l'interprétation de l'article 12 de l'Accord SMC (qui fait pendant à l'article 6 de l'Accord antidumping). Comme l'Organe d'appel l'a constaté "[l]'article 12 énonce les obligations, *essentiellement* en matière de preuve et de procédure, qui s'appliquent à la conduite d'une *enquête*". De même l'article 11.4 de l'Accord antidumping est uniquement censé incorporer aux fins des réexamens au titre de l'article 11 les dispositions en matière de procédure et d'éléments de preuve de l'article 6 et non les dispositions de fond. La demande du Japon visant à incorporer l'article 6.10 par référence à l'article 11.4 pour des objectifs de fond devrait donc être rejetée par le présent Groupe spécial.

G. LA DÉCISION DE L'USITC DE CUMULER DES IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE DIVERS PAYS DANS LE PRÉSENT RÉEXAMEN À L'EXTINCTION EST COMPATIBLE AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING

35. Comme les États-Unis l'ont expliqué en détail dans leur première communication écrite, l'Accord antidumping n'exige pas l'application d'un critère relatif au caractère négligeable pour décider s'il convient de cumuler les importations dans les réexamens à l'extinction. Spécifiquement, les États-Unis ont souligné que si l'on applique les règles fondamentales d'interprétation des traités, ni le texte de l'Accord antidumping ni son objet et son but n'étayent l'affirmation du Japon selon laquelle l'Accord antidumping exige l'évaluation du caractère négligeable dans les réexamens au titre de l'article 11.3. L'Organe d'appel dans l'affaire *Acier traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* a d'ailleurs rejeté les conclusions du Groupe spécial qui étaient basées sur des arguments similaires à ceux formulés par le Japon dans le présent différend.

36. Dans sa déclaration orale lors de la première réunion avec le Groupe spécial, le Japon a réaffirmé que l'Accord antidumping exige la même évaluation quantitative rigoureuse dans les réexamens à l'extinction que dans les enquêtes initiales. En formulant cette affirmation, le Japon se base sur une interprétation des articles 3, 5.8 et 11 de l'Accord antidumping qui ne concorde pas avec le texte de ces dispositions. En outre, il propose des raisons peu convaincantes pour expliquer pourquoi il juge incorrecte la position des États-Unis.

37. Le Japon soutient que les déterminations à l'extinction au titre de l'article 11.3 sont également soumises aux dispositions de l'article 3, et en particulier aux conditions régissant le cumul au titre de l'article 3.3 et, par renvoi dans ce paragraphe, au critère du caractère négligeable au titre de l'article 5.8. Par conséquent, le Japon affirme que l'USITC était tenue d'examiner lors d'un réexamen à l'extinction la question liminaire de savoir si les importations en provenance de différents pays sont négligeables avant de se pencher sur la question du cumul.

38. L'Organe d'appel dans l'affaire *Acier traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* a constaté que le critère *de minimis* de l'article 11.9 de l'Accord SMC, la disposition équivalente à l'article 5.8 de l'Accord antidumping, ne s'appliquait pas à l'article 21.3, la disposition de l'Accord SMC relative aux réexamens à l'extinction. En appliquant le même raisonnement qui sous-tend le rapport de l'Organe d'appel, on parvient forcément dans la présente affaire à la conclusion que le critère du caractère négligeable de l'article 5.8 de l'Accord antidumping ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.

39. Le texte de l'article 11.3 tout d'abord, tel qu'il est libellé, ne comporte pas de critère du caractère négligeable, pas plus que de référence à la notion de caractère négligeable où que ce soit dans l'article 11. En outre, les termes mêmes de l'article 11 n'incorporent, ni implicitement ni explicitement, les dispositions relatives au caractère négligeable de l'article 3.3 ou de l'article 5.8. De même, ni l'article 3.3 ni l'article 5.8 ne comporte de renvoi à l'article 11.3.

40. Passant au contexte, l'Organe d'appel n'a rien trouvé à l'article 21.4 de l'Accord SMC indiquant que les rédacteurs aient voulu que les obligations énoncées à l'article 11 de l'Accord SMC s'appliquent aux réexamens à l'extinction des droits compensateurs au titre de l'article 21.3. De la même manière, rien dans l'article 11.4 de l'Accord antidumping n'indiquerait que les rédacteurs aient voulu que les obligations énoncées à l'article 5 de l'Accord SMC s'appliquent aux réexamens à l'extinction des droits antidumping au titre de l'article 11.3

41. À titre subsidiaire, le Japon soutient que le critère du caractère négligeable énoncé à l'article 5.8 est incorporé aux réexamens au titre de l'article 11.3 par le biais de la note de bas de page 9 à l'article 3. Dans l'affaire *Acier traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, l'Organe d'appel a constaté que le texte de l'article 15 de l'Accord SMC, y compris sa note de bas de page 45, qui est identique à la note de bas de page 9, n'étaye pas la conclusion selon laquelle une

subvention *de minimis* est intrinsèquement non dommageable. De même, l'article 3 et sa note de bas de page 9 ne font aucune référence à un niveau spécifique d'importations faisant l'objet d'un dumping, pas plus qu'aucune autre disposition de l'Accord antidumping. En outre, le texte de l'Accord antidumping dans son ensemble n'étaye nullement le point de vue selon lequel l'évaluation du caractère négligeable constitue une interprétation du dommage ou que les importations négligeables sont équivalentes à une absence de dommage.

42. L'Organe d'appel a également rejeté la conclusion du Groupe spécial selon laquelle une interprétation voulant que le même taux *de minimis* puisse être considéré comme dommageable au stade de l'enquête initiale mais non au stade du réexamen à l'extinction aboutirait à des résultats irrationnels et a fait observer que les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction étaient des processus distincts qui suivaient des buts différents, ce qui pouvait expliquer l'absence d'une prescription voulant qu'un critère *de minimis* spécifique soit appliqué dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.

43. Le critère du caractère négligeable énoncé à l'article 5.8 constitue simplement une règle convenue selon laquelle s'il est constaté que les importations sont négligeables dans une *enquête initiale*, les autorités sont obligées de mettre fin à l'enquête, ce qui a pour résultat qu'aucun droit antidumping n'est imposé sur de telles importations. L'argument du Japon selon lequel les prescriptions relatives au caractère négligeable de l'article 5.8 sont applicables aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 devrait être rejeté par le Groupe spécial.

44. Le Japon fait également valoir que puisque l'USITC ne procède pas à une évaluation quantitative du caractère négligeable dans les réexamens à l'extinction, elle ne procède à aucune analyse quantitative dans les réexamens à l'extinction. L'affirmation du Japon est déplacée.

45. Tout d'abord, dans le contexte du présent différend, le Japon a contesté la décision de l'USITC de cumuler les importations en provenance du Japon avec les importations en provenance d'autres pays visés dans le cadre du réexamen à l'extinction portant sur l'acier traité contre la corrosion. Par conséquent, toute allégation générale que le Japon pourrait formuler en ce qui concerne la réalisation des réexamens à l'extinction par l'USITC ou plus précisément le réexamen à l'extinction portant sur l'acier traité contre la corrosion, qui dépasse la décision de *cumuler* ne relève tout simplement pas du mandat du Groupe spécial et ne devrait pas faire l'objet d'une décision de fond par le présent Groupe spécial.

46. En outre, au niveau des faits, le Japon a tort lorsqu'il affirme que l'USITC ne procède à aucune analyse quantitative lorsqu'elle décide s'il convient de procéder à une évaluation cumulative de l'impact probable des importations faisant l'objet d'un dumping dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. Conformément à la législation des États-Unis, l'USITC "ne procède pas à une évaluation cumulative du volume et des effets des importations de la marchandise visée dans une affaire où elle détermine que ces importations n'auront probablement aucune incidence défavorable perceptible sur la branche de production nationale". Comme l'USITC l'a expliqué dans sa détermination en ce qui concerne la disposition "aucune incidence défavorable perceptible", elle examine à la fois le "*volume* probable des importations visées et l'incidence probable de ces importations sur la branche de production nationale". Pour décider s'il était probable que les importations en provenance du Japon et d'autres pays visés auraient "une incidence défavorable perceptible" sur la branche de production nationale, l'USITC a examiné le volume des importations visées et s'est reportée à un tableau qui identifiait la *quantité* des importations visées pour la période couverte par l'enquête initiale et pendant les années écoulées jusqu'au réexamen à l'extinction. Par conséquent, l'argument du Japon selon lequel l'USITC ne prend pas en considération le volume des importations pour déterminer s'il convient de cumuler les importations en provenance de divers pays est sans fondement.

H. LES ACTIONS DES ÉTATS-UNIS EN QUESTION ÉTAIENT COMPATIBLES AVEC L'OBLIGATION ÉNONCÉE À L'ARTICLE X:3 A) DU GATT DE 1994 D'APPLIQUER LEURS LOIS D'UNE MANIÈRE UNIFORME, IMPARTIALE ET RAISONNABLE

47. Les actions des États-Unis dans la présente affaire étaient compatibles avec l'article X:3 a) du GATT parce que le DOC et l'USITC ont mis en œuvre le régime relatif aux réexamens à l'extinction conformément *à ses termes et dispositions*.

48. Les États-Unis font observer que, dans la mesure où le Japon met en cause des lois, règlements et décisions d'application générale, et non leur application, la plainte du Japon n'est pas dûment fondée au titre de l'article X:3 a). Comme nous l'avons montré dans notre première communication écrite, l'article X:3 a) ne concerne que l'application de certains règlements, lois, décisions judiciaires et administratives d'application générale et non les lois, règlements et décisions administratives eux-mêmes.

II. CONCLUSION

49. En se fondant sur ce qui précède, les États-Unis demandent à nouveau au Groupe spécial de rejeter la plainte du Japon dans sa totalité.

ANNEXE D

Déclarations orales, première et deuxième réunions du Groupe spécial

Table des matières		Page
Annexe D-1	Résumé analytique de la déclaration orale du Japon - Première réunion	D-2
Annexe D-2	Résumé analytique de la déclaration orale des États-Unis d'Amérique - Première réunion	D-8
Annexe D-3	Déclaration orale du Brésil en tant que tierce partie	D-13
Annexe D-4	Déclaration orale du Chili en tant que tierce partie	D-18
Annexe D-5	Déclaration orale des Communautés européennes en tant que tierce partie	D-22
Annexe D-6	Déclaration orale de la Corée en tant que tierce partie	D-28
Annexe D-7	Déclaration orale de la Norvège en tant que tierce partie	D-32
Annexe D-8	Résumé analytique de la déclaration orale du Japon - Deuxième réunion	D-37
Annexe D-9	Résumé analytique de la déclaration orale des États-Unis d'Amérique - Deuxième réunion	D-43

ANNEXE D-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DU JAPON - PREMIÈRE RÉUNION

I. INTRODUCTION

1. Le Japon estime que la loi, le règlement et les "procédures administratives" des États-Unis concernant les réexamens à l'extinction sont incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre de diverses dispositions des Accords de l'OMC, y compris de l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Toutefois, avant d'exposer en détail nos allégations, il nous faut d'abord étudier trois questions clés d'interprétation dans la présente affaire: 1) l'interprétation fondamentale des traités; 2) le critère d'examen; et 3) les arguments du Japon sur la question de la pratique générale.

2. En ce qui concerne l'interprétation des traités, les parties ne sont pas d'accord sur ce que signifient les principes d'interprétation exposés à l'article 31 de la Convention de Vienne. Les États-Unis font valoir qu'en l'absence d'une précision donnée spécifiquement dans la disposition elle-même ou fournie par un renvoi explicite à une autre disposition, les autorités sont libres d'interpréter la disposition comme elles l'entendent. Le Japon est toutefois convaincu que l'interprétation correcte des traités exige que chaque disposition de l'Accord antidumping soit considérée dans le contexte de l'Accord dans son ensemble, en tenant aussi compte de l'objet et du but de l'Accord. Comme des groupes spéciaux antérieurs l'ont constaté, le silence n'a pas de valeur décisive. Le texte de la disposition ne représente que le début de l'analyse. Nulle part dans l'article 11 on ne trouve de règles détaillées de fond ou de procédure. Il faut donc chercher ces prescriptions ailleurs dans l'Accord antidumping.

3. Les parties ont également des positions divergentes en ce qui concerne le critère d'examen approprié. Le texte de l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping est clair. Le Groupe spécial doit examiner si: 1) "l'établissement des faits ... était correct"; 2) si l'évaluation était impartiale; et 3) si l'évaluation était objective. Il n'y a pas de déférence en ce qui concerne l'établissement des trois facteurs eux-mêmes. Toute conclusion factuelle des États-Unis dans la présente affaire doit être vue dans cette perspective.

4. Enfin, les États-Unis affirment que les allégations du Japon concernant la pratique générale à propos du Sunset Policy Bulletin sont inappropriées et que la décision du Groupe spécial devrait s'en tenir aux seuls faits de la cause. Le Japon n'est pas d'accord. L'article 18.4 de l'Accord antidumping et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC exigent explicitement que chaque Membre de l'OMC assure la conformité de ses lois, réglementations et "procédures administratives" avec ses obligations au regard de l'OMC. Le Japon estime que l'examen du présent Groupe spécial devrait s'étendre aux "procédures administratives" qui ne tiennent pas compte des obligations pertinentes au regard de l'OMC. Les "procédures administratives" qui sont suivies sont sans exception *de facto* "contraignantes". Le Sunset Policy Bulletin du DOC établit une "procédure administrative" rigide pour l'évaluation des réexamens à l'extinction et elle est suivie strictement par le DOC dans toutes les affaires, y compris la présente affaire. Ces faits font que les procédures administratives dans la présente affaire sont différentes d'autres lois et pratiques facultatives examinées dans des déterminations précédentes de groupe spécial.

A. ARGUMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES ALLÉGATIONS

5. Conformément à l'interprétation correcte de l'article 11.3 "la suppression doit avoir lieu". Après cette obligation fondamentale de suppression, le texte prévoit une exception possible à la règle fondamentale – le maintien, uniquement si un réexamen à l'extinction révèle qu'il est probable qu'un dumping dommageable se produira à l'avenir. La relation grammaticale entre ces deux concepts confirme qu'une phrase constitue la règle et l'autre l'exception. Lors de l'interprétation de l'article 11.3, il est donc crucial que l'exception ne soit pas autorisée à absorber la règle fondamentale.

1. Engagement automatique des réexamens à l'extinction

6. La première phrase de l'article 11.3 énonce la règle selon laquelle la constatation de l'existence d'un dumping dommageable dans l'enquête initiale n'est effective que pendant cinq ans. Après cinq ans, la constatation initiale a perdu sa pertinence factuelle et juridique, et l'ordonnance doit être abrogée. Procéder à un engagement automatique parce que la constatation positive initiale est toujours applicable permet à un Membre de réécrire totalement la règle concernant la période de validité de cinq ans pour prolonger cette période. Un résultat aussi déraisonnable ne peut pas témoigner d'une interprétation correcte.

7. Pour interpréter convenablement un traité, il faut examiner les liens textuels entre d'autres dispositions et l'article 11.3 ainsi que le contexte plus large dans lequel l'article 11.3 s'inscrit. Le Japon estime qu'il n'est tout simplement pas possible d'interpréter l'article 11.3 correctement sans lire les obligations explicitement énoncées à l'article 12. L'article 12.1 et 12.3 n'a aucun sens à moins que le critère des "éléments de preuve suffisants" ne s'applique également au réexamen à l'extinction.

8. Les États-Unis tentent de se soustraire à cette obligation en interprétant de manière erronée l'expression *mutatis mutandis* à l'article 12. Le sens ordinaire de cette expression est "les changements nécessaires ayant été réalisés". L'interprétation correcte consisterait simplement à remplacer le terme "enquête" par le terme "réexamen" à l'article 12.1, et tous les mots restants s'appliqueraient également à l'article 11.3.

9. En outre, dans la version anglaise, la note de bas de page 1 constitue un autre lien textuel entre l'article 5.6 et l'article 11.3. La note de bas de page définit le terme "initiated" comme se référant aux procédures employées par un Membre conformément à l'article 5 pour engager une action. L'article 11.3 prévoit ensuite qu'un réexamen à l'extinction est "a review initiated". Par conséquent, l'utilisation du terme "initiated" à l'article 11.3 démontre que l'Accord antidumping suppose qu'un réexamen à l'extinction est entrepris ("initiated") conformément aux prescriptions procédurales de l'article 5, y compris la prescription concernant les éléments de preuve suffisants énoncée à l'article 5.6.

10. Il est également nécessaire d'examiner l'objet et le but de l'article 11.3. La présomption de suppression examinée plus haut, associée à la prescription générale énoncée à l'article 11.1 – selon laquelle le droit antidumping ne restera en vigueur que le temps nécessaire – suppose que certains droits antidumping seront supprimés sans aucun réexamen à l'extinction. Lorsqu'il n'existe pas d'élément de preuve liminaire montrant la nécessité d'un réexamen, celui-ci ne devrait pas être entrepris. Par conséquent, l'article 11.3 exige d'abord que les autorités prennent une décision liminaire sur le point de savoir s'il convient d'engager un réexamen à l'extinction.

2. "Probabilité" que le dumping subsistera ou se reproduira

11. Le règlement du DOC et le Sunset Policy Bulletin créent une multitude d'incompatibilités avec les règles de l'OMC en empêchant quelque analyse prospective que ce soit. Le critère "probable" au titre de l'article 11.3 exige une "détermination" fondée sur une analyse prospective des éléments de preuve positifs. Pourtant le règlement du DOC exige explicitement l'application d'un critère "peu

probable" dont le Groupe spécial DRAM avait déjà constaté qu'il était incompatible avec les règles de l'OMC. Bien que les États-Unis aient accepté la décision du Groupe spécial DRAM, ils n'ont pas modifié leur règlement pour ce qui est des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. L'argument des États-Unis selon lequel puisque le texte utilise le mot "probable" il n'est pas incompatible avec les règles de l'OMC est spécieux. Le simple fait que le texte reprenne des termes compatibles avec les règles de l'OMC ne signifie pas que le règlement des États-Unis soit en conformité avec les obligations de ces derniers au regard de l'OMC. En outre, l'affirmation des États-Unis selon laquelle cette disposition a un caractère ministériel est totalement contredite par leur propre publication où il est dit que "ces révisions sont destinées à éclaircir les circonstances dans lesquelles le Département abroge une ordonnance".

12. Ce critère incompatible avec les règles de l'OMC apparaît également dans le Sunset Policy Bulletin. Ce dernier établit quatre scénarios afin de déterminer s'il est probable, ou improbable, que le dumping subsiste ou se reproduise. Cependant, tous ces scénarios factuels examinent uniquement les marges de dumping et les volumes d'importation antérieurs. Un seul de ces quatre scénarios juge "peu probable" que les entreprises interrogées pratiquent le dumping à l'avenir. Pourtant il est pratiquement impossible que ce scénario se réalise. Dans chacun des 228 réexamens à l'extinction auxquels la branche de production nationale a participé, le DOC a constaté que l'un des trois autres scénarios "probables" était applicable.

13. Si l'entreprise interrogée correspond à l'un des trois scénarios "probables", le règlement du DOC et le Sunset Policy Bulletin font qu'il est pratiquement impossible de réfuter la présomption selon laquelle il est "probable" que le dumping aura lieu à l'avenir en raison de la prescription relative aux "raisons valables". Le DOC ne trouve pratiquement jamais qu'il y a des "raisons valables" d'examiner d'autres éléments de preuve susceptibles de réfuter cette présomption. Par conséquent, le Sunset Policy Bulletin exerce une contrainte sur le DOC en l'obligeant à procéder à un examen mécanique des faits antérieurs uniquement tout en empêchant la collecte et l'analyse d'autres éléments de preuve prospectifs positifs. Les États-Unis n'abordent pas le fait que le DOC recoure au critère des "raisons valables" pour empêcher toute sorte d'analyse prospective.

14. La décision du Groupe spécial États-Unis – Extinction des droits compensateurs (DS213) étaye l'argument du Japon. Dans cette affaire, le Groupe spécial a constaté que les volumes d'importation et les taux de subventionnement antérieurs ne constituaient qu'une partie de l'analyse. Il est également approprié d'examiner les changements survenus dans le programme de subventions ainsi que les modifications d'ordre socioéconomique et politique. Dans la présente affaire toutefois, le DOC a appliqué de manière rigide le Sunset Policy Bulletin et n'a examiné que les volumes d'importation et les marges de dumping antérieurs puis a refusé d'examiner tout autre élément de preuve présenté.

15. L'allégation des États-Unis selon laquelle le Japon a disposé de "possibilités suffisantes" pour rassembler des renseignements et présenter des arguments et des pièces justificatives, y compris ses arguments relatifs aux "raisons valables" n'est pas pertinente. Les entreprises interrogées ne devraient pas avoir à consacrer le temps et l'argent nécessaires à la préparation de cette argumentation alors qu'il n'est même pas sûr que la branche de production nationale participera à la procédure. En fait, les entreprises japonaises interrogées n'ont disposé que de 15 jours à partir du moment où elles ont su que la branche de production nationale participerait à la procédure pour soumettre leur réponse de fond. En outre, on ne peut pas reprocher aux entreprises japonaises interrogées de ne pas avoir fourni des renseignements établissant des "raisons valables" parce que le règlement du DOC et le Sunset Policy Bulletin n'ont pas indiqué le type de renseignements nécessaires pour établir des "raisons valables".

3. Utilisation de marges de dumping incompatibles avec les règles de l'OMC et communication de ces marges à l'USITC aux fins de l'analyse du dommage

16. Les États-Unis déterminent d'abord s'il est "probable" que le dumping se produira à l'avenir sans calculer à quel taux. Le DOC choisit ensuite une marge de dumping à partir des résultats des procédures antérieures, d'ordinaire l'enquête initiale. Il signale ensuite cette marge de dumping à l'USITC aux fins de la détermination en matière de dommage conformément au Sunset Policy Bulletin. Le DOC ne communique jamais à l'USITC les marges de dumping probables à l'avenir.

17. La politique du DOC ne tient absolument pas compte de la situation actuelle du marché. Les États-Unis font valoir que la réalité actuelle du marché n'est pas pertinente pour ce qui est de prédire les niveaux de dumping futurs. La réalité actuelle du marché a toutefois une incidence plus grande sur l'évolution future du marché – et par voie de conséquence sur la question de savoir s'il est probable que les entreprises interrogées pratiqueront le dumping à l'avenir – qu'une marge de dumping vieille de cinq ans qui reflète uniquement les conditions antérieures du marché.

18. Les marges utilisées par le DOC constituaient de toute manière une base inappropriée pour ces déterminations. Toutes les marges de dumping établies avant l'adoption de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay, comme dans la présente affaire, ont été calculées suivant des méthodes incompatibles avec les règles de l'OMC. Néanmoins, conformément au Sunset Policy Bulletin, le DOC fonde sa détermination de la probabilité et calcule l'importance du dumping communiquée à l'USITC sur ces marges de dumping antérieures incompatibles avec les règles de l'OMC.

19. L'article 18.3 constitue plus qu'une disposition relative au calendrier. Tous les réexamens à l'extinction sont des "réexamens de mesures existantes" conformément à l'article 18.3. La détermination dans le cadre d'un réexamen à l'extinction doit donc être conforme à l'Accord en vigueur. Une marge de dumping ancienne datant d'une procédure antérieure à l'OMC constitue une base inappropriée pour établir une détermination et son utilisation est incompatible avec les obligations des États-Unis au regard de l'Accord antidumping.

20. En outre, la pratique générale du DOC qui consiste à calculer les marges de dumping dans les enquêtes initiales et les réexamens ultérieurs en réduisant à zéro les marges de dumping négatives est incompatible avec les règles de l'OMC. L'Organe d'appel dans l'affaire CE – Linge de lit a constaté que la réduction à zéro des marges de dumping négatives ne constitue pas une "comparaison équitable" au sens de l'article 2.4. D'ailleurs, tant les enquêtes antidumping que les réexamens à l'extinction déterminent si un produit visé, dans son ensemble fait l'objet d'un dumping ou s'il est probable qu'il fera l'objet d'un dumping. La réduction à zéro, qui ne tient pas compte de certaines ventes d'un produit pour créer une marge artificiellement élevée, ne peut pas être utilisée quelle que soit la méthode de calcul de la marge de dumping. Cette obligation par conséquent s'applique à toutes les déterminations en matière de dumping, pas uniquement aux enquêtes initiales.

21. Le DOC applique également un critère *de minimis* faux dans les réexamens à l'extinction. L'article 5.8 s'applique aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. L'utilisation des termes "dumping" et "dommage" à l'article 11.3 incorpore les concepts et les règles des articles 2 et 3 dans l'article 11.3. Lues conjointement, ces dispositions confirment que les autorités ne peuvent pas déterminer le "dumping" ou le "dommage" lorsqu'il est constaté que la marge de dumping est *de minimis*. Par conséquent, lorsque les États-Unis s'efforcent d'interpréter l'article 11.3 sans tenir compte des articles 2 et 3, ils ont tout simplement tort. En fait, le texte de l'article 5.8 lui-même indique que le critère *de minimis* s'applique aux "cas" et ne se limite pas aux "enquêtes" comme le pensent les États-Unis.

4. Le DOC établit sa détermination en matière de dumping sur la base de l'ordonnance dans son ensemble

22. Le Sunset Policiy Bulletin dit explicitement que le DOC fondera sa détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Par conséquent, il établit toujours sa détermination sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, y compris dans la présente affaire. Cette approche est incompatible avec l'évaluation des faits pour chaque entreprise exigée par l'article 6.10. Les articles 9.2 et 11.1 donnent également un appui contextuel à l'article 11.3. Les États-Unis font preuve d'hypocrisie lorsqu'ils tentent d'établir une distinction entre les applications procédurales et les applications de fond des obligations énoncées à l'article 6. Toutes les dispositions de l'article 6 établissent dans une certaine mesure des types différents de prescriptions procédurales. Le simple fait que ces prescriptions procédurales, lorsqu'elles s'appliquent à d'autres dispositions, ont des implications de fond n'exclut pas qu'elles aient un effet. Par conséquent, l'application prévue par l'article 11.4 des prescriptions en matière de preuve et de procédure énoncées à l'article 6 aux réexamens à l'extinction ne change pas cette analyse.

5. L'USITC procède à une évaluation cumulative des importations négligeables

23. La législation des États-Unis donne à l'USITC le pouvoir discrétionnaire de déterminer s'il faut ou non cumuler les importations en provenance des pays défendeurs pour établir une détermination en matière de dommage dans un réexamen à l'extinction. L'USITC a exercé ce pouvoir discrétionnaire dans la présente affaire lorsqu'elle a décidé de cumuler les importations. Toutefois, dans sa détermination, l'USITC n'a même pas abordé la question du caractère négligeable des importations, ni du volume d'importation, lorsqu'elle a décidé s'il fallait ou non cumuler les importations en provenance du Japon avec d'autres importations.

24. Cela est incompatible avec les obligations des États-Unis au titre des articles 3.3, 5.8 et 11.3. Les États-Unis estiment que l'article 3.3, par son libellé, ne vise que les enquêtes. Il faut toutefois tenir compte de l'interaction entre l'article 2 et l'article 3, qui identifie les "importations faisant l'objet d'un dumping" d'un pays donné aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage. La seule exception à cette règle est constituée par les circonstances précisément définies à l'article 3.3. Ces obligations sont ensuite incorporées à l'article 11.3 par le terme "dommage".

25. Toute disposition de l'Accord antidumping qui impose aux autorités d'évaluer le dommage doit faire référence aux obligations découlant de l'article 3, y compris le critère du caractère négligeable pour le cumul au titre de l'article 3.3. Par conséquent, l'argument des États-Unis selon lequel aucune analyse quantitative n'est exigée pour établir des déterminations de l'existence d'un dommage est faux. L'article 3.4 exige spécifiquement que les autorités examinent l'"importance du dumping" pour déterminer l'existence d'un dommage. L'article 3.5 exige également que les autorités évaluent si "les effets du dumping" ont causé un dommage. Par conséquent, ces articles exigent une quantification du volume des importations pour évaluer les effets cumulatifs du "dumping" afin de déterminer l'existence d'un dommage.

6. Les États-Unis n'effectuent pas les réexamens à l'extinction d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable

26. Pour les raisons examinées ci-dessous, les États-Unis, en tant que pratique générale et dans la présente affaire, n'effectuent pas les réexamens à l'extinction d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable, en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994. En exigeant du DOC qu'il engage automatiquement des réexamens à l'extinction, les États-Unis appliquent leurs réexamens à l'extinction d'une manière favorable à la branche de production nationale. Une telle application n'est pas impartiale. L'engagement automatique des réexamens à l'extinction, sans aucun motif, constitue également une application "déraisonnable" de la législation de fond concernant les réexamens à l'extinction.

27. En outre, l'application par le DOC de la règle des 30 jours pour les communications est à la fois déraisonnable et partiale. L'application de la règle des 30 jours constitue également une plus grande charge pour les entreprises interrogées qui doivent fournir des renseignements beaucoup plus approfondis et plus détaillés que la branche de production nationale dans les mêmes délais.

28. Enfin, le DOC traite les réexamens relatifs à l'abrogation au titre de l'article 11.2 et les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 de manière différente. Pourtant, les deux types de procédures prévoient le même critère "probable" pour déterminer si le dumping se produira à l'avenir. Par conséquent, en maintenant deux critères différents pour les procédures d'abrogation au titre de l'article 11.2 et les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3, le DOC n'applique pas ces deux procédures d'une manière uniforme comme l'exige l'article X:3 a) du GATT de 1994.

II. CONCLUSION

29. Pour les raisons ci-dessus, le Japon demande que le Groupe spécial: 1) constate que les dispositions statutaires, règlement et déterminations spécifiques des États-Unis sont incompatibles avec les diverses dispositions de l'Accord antidumping du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC qui ont été énumérées; 2) recommande que l'Organe de règlement des différends prie les États-Unis de modifier la Loi et le règlement relatifs à l'extinction ainsi que le Sunset Policy Bulletin afin de se conformer à leurs obligations; et 3) constate que le respect de leurs obligations au regard de l'OMC exige que les États-Unis rendent caduque l'ordonnance en matière de droits antidumping concernant le produit visé en provenance du Japon.

ANNEXE D-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE - PREMIÈRE RÉUNION

1. La présente procédure soulève essentiellement six questions fondamentales. Premièrement, les États-Unis ont-ils agi de manière incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (l'"Accord antidumping") en engageant de leur propre initiative un réexamen à l'extinction sans tenir compte des dispositions relatives aux éléments de preuve de l'article 5.6 de l'Accord antidumping? Deuxièmement, les États-Unis ont-ils agi de manière incompatible en n'appliquant pas le critère *de minimis* énoncé à l'article 5.8 dans les réexamens à l'extinction? Troisièmement, les États-Unis ont-ils appliqué un critère "peu probable" dans leur détermination de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira? Quatrièmement, les États-Unis ont-ils agi de manière incompatible avec l'article 11.3 en utilisant des marges de dumping antérieures aux Accords de l'OMC? Cinquièmement, les États-Unis ont-ils agi de manière incompatible avec l'article 11.3 en établissant leur détermination de la probabilité sur la base de l'"ordonnance dans son ensemble"? Enfin, les États-Unis ont-ils agi de manière incompatible avec l'article 11.3 en n'effectuant pas une analyse quantitative du caractère négligeable avant de cumuler les importations afin d'établir la détermination de la probabilité d'un dommage? La réponse à ces six questions est "non". Rien dans l'Accord antidumping n'étaye ces allégations pour une raison simple mais fondamentale: il est impossible d'agir de manière incompatible avec des obligations qui n'existent pas.

2. Premièrement, toutefois, nous examinons d'une manière générale les allégations du Japon concernant la détermination finale à l'extinction du Département du commerce des États-Unis (le "DOC") et le point de savoir si la détermination du DOC était fondée sur un réexamen mené de manière appropriée de tous les faits pertinents et dûment soumis. Une "évaluation objective" des constatations et des actions du DOC étaye une réponse affirmative.

3. L'article 11.3 de l'Accord antidumping définit le moment où les autorités doivent évaluer un droit ou le supprimer – c'est-à-dire tous les cinq ans. L'article 11.3 définit également les circonstances dans lesquelles le maintien d'un droit peut être jugé "nécessaire" – à savoir lorsqu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront. Cette décision d'une autorité de maintenir un droit doit être étayée par des éléments de preuve démontrant que les conditions requises sont réunies.

4. Qu'est-ce que cela veut dire de déterminer la probabilité que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront? Premièrement, examinons les mots qui définissent les circonstances dans lesquelles il peut être jugé nécessaire de maintenir un droit. Le terme "subsisteront" exprime une relation temporelle entre le passé et le futur; quelque chose qui est en train de se dérouler peut se poursuivre à l'avenir. Le terme "se reproduiront" exprime également une relation temporelle entre le passé et le futur; quelque chose qui s'est déroulé dans le passé peut se produire à nouveau à l'avenir.

5. Ces termes considérés ensemble indiquent que, pour établir une détermination de la probabilité que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront, l'autorité administrante doit déterminer quelles sont les possibilités qu'un dumping et un dommage se produisent à l'avenir. Sans la discipline du droit, est-il probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront? L'analyse exigée dans un réexamen à l'extinction a donc forcément un caractère prospectif.

6. Dans sa détermination finale à l'extinction, le DOC a constaté une probabilité fondée sur deux faits incontestés. Le premier est que les producteurs japonais ont continué de pratiquer le dumping

malgré l'imposition d'une discipline. Le second est qu'il est évident que le niveau des importations en provenance de ces producteurs japonais a nettement baissé après l'imposition de la discipline. En se fondant sur ces faits, le DOC a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait si le droit était supprimé.

7. Le Japon fait également valoir qu'il existe plusieurs vices de procédure et de fond dans la détermination à l'extinction du DOC. L'allégation principale du Japon en matière de procédure porte sur la question de savoir si "d'amples possibilités" de participer au réexamen à l'extinction correspondant ont été ménagées au producteur japonais, NSC.

8. Au lieu de démontrer que les constatations du DOC ou ses actions procédurales étaient incompatibles avec l'Accord antidumping, le Japon nous présente en fait une fable qui n'est pas étayée par le dossier. L'article 11 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le "Mémorandum d'accord") et l'article 17.6 de l'Accord antidumping demandent toutefois aux groupes spéciaux de procéder à une "évaluation objective" des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions. Cette "évaluation objective" doit nécessairement se concentrer sur la compatibilité du réexamen à l'extinction avec les articles 11.3 et 6 de l'Accord antidumping.

9. Le Japon n'a pas démontré en quoi les actions du DOC à cet égard sont incompatibles avec l'une quelconque des prescriptions en matière de preuve et de procédure de l'article 6. NSC était informée des prescriptions et des options pertinentes en matière de renseignements ainsi que des délais applicables, au moins 15 mois avant la date d'engagement du réexamen à l'extinction. Quinze mois constituent une "ample possibilité" de rassembler et de présenter les éléments de preuve que NSC jugeaient pertinents pour la détermination à l'extinction du DOC. En outre, quinze mois constituent un délai supérieur au délai normal prévu à l'article 11.4 pour mener et achever les réexamens à l'extinction. Le fait que NSC n'a pas profité de cette possibilité de présenter des éléments de preuve ne peut pas être imputé aux actions du DOC dans la présente affaire.

10. Ensuite, en ce qui concerne chacun des six points de droit soulevés par le présent différend, les arguments du Japon vont à l'encontre du principe fondamental selon lequel les règles coutumières d'interprétation des traités ne signifient pas qu'il soit nécessaire ni justifiable d'imputer à un traité des mots qui n'y figurent pas.

11. En ce qui concerne la question de l'engagement à l'initiative des autorités et la question *de minimis*, l'argument du Japon risque de nuire aux attentes légitimes des Membres dans leur ensemble telles qu'elles sont exprimées dans le texte convenu du traité. Selon le Japon, les prescriptions de l'article 5 de l'Accord antidumping sont applicables aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 parce que l'article 12.1 mentionne l'article 5 et que l'article 12.3 s'applique aux réexamens au titre de l'article 11. Apparemment, selon le Japon, la simple mention de l'article 5 à l'article 12 crée une obligation d'appliquer l'article 5 dans les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. Un traité ne s'interprète pas et ne peut pas s'interpréter ainsi. L'interprétation d'un traité doit au contraire être fondée sur le sens ordinaire de ses termes.

12. Dans l'Accord antidumping, les rédacteurs ont renvoyé à des dispositions données pour les rendre applicables dans le contexte des réexamens au titre de l'article 11. Si les Membres étaient effectivement convenus que diverses dispositions de l'article 5 devraient s'appliquer aux réexamens à l'extinction réalisés au titre de l'article 11, le texte refléterait cette décision, tout comme il le fait en ce qui concerne l'application de l'article 6 aux réexamens au titre de l'article 11. La condition préalable en matière d'éléments de preuve énoncée à l'article 5.6 ne s'applique tout simplement pas aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3, pas plus que le critère *de minimis* de l'article 5.8. C'est pourquoi les allégations du Japon concernant l'engagement à l'initiative des autorités et le critère *de minimis* doivent être rejetées.

13. En ce qui concerne le critère de la probabilité énoncé à l'article 11.3, le Japon a soulevé un certain nombre de questions concernant la manière dont les États-Unis déterminent s'il est probable que le dumping se poursuivra ou se reproduira. À cet égard, le Japon allègue que le règlement du DOC ne prévoit pas une détermination compatible avec les obligations découlant de l'article 11.3 et crée en fait un critère "peu probable" pour les réexamens à l'extinction. Le Japon a tort. La législation applicable des États-Unis, telle qu'elle est libellée, exige que le DOC détermine dans les réexamens à l'extinction s'il existe une probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Dans la présente affaire, le DOC a constaté d'une manière affirmative qu'il était probable que le dumping subsisterait si le droit était supprimé, en se fondant sur le fait incontesté que les producteurs japonais ont continué à pratiquer le dumping même lorsque le droit était appliqué.

14. En ce qui concerne le traitement par le DOC des marges antidumping dans le réexamen à l'extinction, l'analyse de la probabilité exigée par l'article 11.3 de l'Accord antidumping est une analyse qualitative et non quantitative. L'article 11.3 prescrit à l'autorité administrante de déterminer la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. L'article 11.3 n'impose pas le calcul de marges de dumping.

15. En outre, les États-Unis déterminent la probabilité d'un dumping sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, ce qui est compatible avec l'article 11.3. Ce dernier prévoit le réexamen du droit "définitif". Le droit définitif est imposé sur la base du produit dans son ensemble (c'est-à-dire sur la base de l'ordonnance dans son ensemble), et non séparément par entreprise. Cela est montré clairement par la référence faite à l'article 9.2 à "un produit quelconque". En outre, rien dans l'article 11.3 ne permet d'établir une distinction entre la spécificité requise de la probabilité dans la détermination de l'existence d'un dommage et la spécificité requise de la probabilité dans la détermination de l'existence d'un dumping. Ainsi, puisque la probabilité de l'existence d'un dommage est déterminée, par nécessité, sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, il s'ensuit que la probabilité de l'existence d'un dumping devrait être déterminée sur la même base. Le fait que l'article 11.4 rende les dispositions en matière de preuve et de procédure de l'article 6 applicables aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 ne crée pas une obligation de fond de déterminer la probabilité séparément par entreprise.

16. Enfin, en ce qui concerne la détermination en matière de dumping dans le présent réexamen à l'extinction, l'examen du texte des articles 11.3, 3.3 et 5.8 de l'Accord antidumping, ainsi que la structure de l'Accord antidumping dans son ensemble, montrent que cet accord n'impose aucune analyse quantitative du caractère négligeable dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. Pas plus que l'Accord antidumping, la législation des États-Unis n'impose l'application d'un critère quantitatif quant au caractère négligeable dans les réexamens à l'extinction.

17. D'après ses termes mêmes, l'article 11.3 ne contient pas de critère du caractère négligeable, pas plus qu'il n'incorpore les concepts relatifs au caractère négligeable de l'article 5.8 et de l'article 3.3. Tel qu'il est libellé, l'article 3.3 de l'Accord antidumping s'applique aux enquêtes. En outre, l'article 3.3 fait référence à des événements présents tandis que l'article 11 fait référence à des événements futurs ou probables. L'article 3.3 ne fait en aucune manière référence aux réexamens au titre de l'article 11.3. Là encore, les termes mêmes de l'article 5.8 indiquent qu'il ne s'applique qu'aux enquêtes.

18. Le fait que le Japon en appelle à la note de bas de page 9 à l'article 3 pour montrer que les prescriptions de l'article 3 sont, d'une manière ou d'une autre, applicables aux réexamens à l'extinction n'étaye pas son argument. Cette note de bas de page prévoit simplement que toute référence au terme "dommage" dans l'Accord antidumping incorpore la définition du dommage à l'article 3. Le fait que le "dommage" devrait être interprété conformément à l'article 3 ne signifie pas automatiquement que toutes les dispositions de l'article 3 sont applicables à l'article 11. En outre, le texte de l'Accord antidumping n'apporte aucun appui à l'idée selon laquelle la disposition prévoyant la clôture d'une

enquête lorsque les importations sont négligeables était fondée sur le principe que les importations négligeables ne sont pas dommageables.

19. Les prescriptions relatives au caractère négligeable énoncées à l'article 5.8 ne s'appliquent pas aux réexamens à l'extinction pour une bonne raison: l'objectif d'un réexamen au titre de l'article 11.3 est très différent de celui d'une enquête initiale au titre de l'article 3. Dans une enquête initiale, les autorités chargées de l'enquête examinent la situation dans laquelle se trouve à ce moment-là une branche de production qui a été exposée aux effets d'importations faisant l'objet d'un dumping et non soumises à limitation et doivent examiner la question de savoir si le volume de ces importations, leurs effets sur les prix et leur incidence indiquent un dommage ou un risque de dommage actuel. Par contre, dans un réexamen à l'extinction, pour décider s'il convient d'abroger l'ordonnance, les autorités chargées de l'enquête examinent le volume probable à l'avenir des importations auxquelles des limitations ont été imposées pendant cinq ans par une ordonnance en matière de droits antidumping et leur incidence probable à l'avenir sur la branche de production nationale qui opère sur un marché où l'ordonnance est en vigueur. En conséquence, le Japon n'a pas montré en quoi la Commission du commerce international des États-Unis ("l'USITC") a agi d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping lorsqu'elle a décidé de cumuler les importations en provenance de divers pays dans le présent réexamen à l'extinction.

20. Une autre façon d'aborder les arguments soulevés par le Japon et les tierces parties dans le présent différend est de les examiner à la lumière des quatre grandes théories qui les sous-tendent. La première théorie est que l'article 11.3 de l'Accord antidumping crée la présomption que les droits antidumping seront supprimés au bout de cinq ans et que toute prorogation constitue une exception à l'Accord. Cette théorie n'est pas étayée par les dispositions applicables de l'Accord antidumping lorsqu'elles sont interprétées correctement conformément aux règles coutumières d'interprétation des traités.

21. Comme cela a été mentionné plus haut, aucune limitation temporelle n'est prévue par les dispositions relatives aux droits antidumping de l'Accord antidumping concernant les mesures correctives contre les importations faisant l'objet d'un commerce déloyal. Au titre de l'article 11.3 il y aurait plutôt une limitation conditionnelle à l'application des mesures antidumping et l'article 11.3 accorde clairement aux autorités le choix de supprimer automatiquement les droits antidumping définitifs ou de faire le point de la situation en procédant à un réexamen pour déterminer s'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront. Rien dans l'article 11.3 ni dans le reste de l'Accord antidumping ne permet d'établir une présomption quant au laps de temps pendant lequel les droits antidumping peuvent demeurer nécessaires ni quant au résultat final d'un réexamen à l'extinction.

22. En outre, considérer un réexamen à l'extinction ou la prorogation d'une ordonnance antidumping au-delà de cinq ans comme une sorte d'"exception" ne modifie pas l'analyse de la disposition de l'Accord antidumping en cause ici. Tel qu'il est libellé, l'article 11.3 établit que les réexamens à l'extinction font partie de l'équilibre global des droits et obligations négociés au cours du Cycle d'Uruguay.

23. La deuxième théorie avancée par les arguments du Japon est essentiellement que toute disposition de l'Accord antidumping est potentiellement applicable *mutatis mutandis* à toute autre disposition de cet accord. Il s'agit là d'une approche téléologique de l'interprétation des traités qui souffre de plusieurs vices rédhibitoires. Premièrement, elle viole le principe de l'effet utile en rendant plusieurs renvois et termes définissant la portée de l'Accord antidumping redondants. Deuxièmement, cette approche de l'interprétation des traités inverse une règle coutumière d'interprétation énoncée à l'article 31 1) de la Convention de Vienne. Comme il a été noté plus haut, lorsque les Membres souhaitaient que des obligations énoncées dans une disposition de l'Accord antidumping s'appliquent dans un autre contexte, ils l'ont expressément fait. Si l'approche du Japon était adoptée elle annulerait les attentes des Membres telles qu'elles sont explicitement exprimées dans l'Accord antidumping.

24. La troisième théorie est qu'un volume d'importations *de minimis* ou négligeable est équivalent à "non dommageable". Cela est tout simplement faux. Le dumping et le dommage sont deux concepts distincts définis par l'Accord. En particulier, la question de savoir si en fait les importations faisant l'objet d'un dumping causent un dommage doit être examinée à la lumière des dispositions applicables relatives à la détermination de l'existence d'un dommage définies à l'article 3 de l'Accord antidumping.

25. La quatrième et dernière théorie est que l'approche viciée du Japon et des tierces parties en matière d'interprétation des traités n'annule pas simplement les attentes des Membres, elles les anéantit. Le fait est que les États-Unis ont modifié leur législation antidumping en 1995 afin d'inclure – pour la première fois – des dispositions relatives à la réalisation des réexamens à l'extinction des mesures antidumping; les États-Unis ont accepté ces nouvelles dispositions sous réserve des conditions qui étaient claires dans le texte à savoir que le nouveau critère *de minimis* serait limité aux enquêtes et que les réexamens à l'extinction pouvaient être automatiquement engagés à l'initiative des autorités. Le Japon et les tierces parties tentent de revenir sur cet accord sept ans après.

26. Enfin, bien que le Japon ait allégué le contraire dans sa déclaration orale, les États-Unis ont en fait abrogé 139 ordonnances antidumping au cours des réexamens à l'extinction réalisés à ce jour, soit près de la moitié des ordonnances antidumping soumises à des réexamens à l'extinction.

27. Pour les raisons examinées dans notre déclaration orale lors de la première réunion de fond du Groupe spécial et dans notre première communication écrite, nous demandons au Groupe spécial de rejeter toutes les allégations du Japon dans le présent différend.

ANNEXE D-3

DÉCLARATION ORALE DU BRÉSIL EN TANT QUE TIERCE PARTIE

I. INTRODUCTION

1. Je tiens à remercier le Groupe spécial de cette occasion de présenter le point de vue du Brésil en tant que tierce partie dans la présente procédure. Ce matin, j'aimerais souligner certains aspects des questions examinées en détail dans notre communication écrite en date du 14 octobre 2002.

2. Le Brésil est d'accord avec les arguments soulevés par le Japon et craint comme lui que la législation et la pratique des États-Unis en matière de réexamens à l'extinction ne soient contraires aux obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (le "GATT de 1994"), de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (l'"Accord antidumping") et de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (l'"Accord sur l'OMC").

3. Le Brésil craint en particulier que la pratique des États-Unis, en ce qui concerne les réexamens administratifs sur lesquels portent les allégations du Japon en matière de réexamens à l'extinction, n'aille bien au-delà des seuls réexamens à l'extinction engagés par le gouvernement des États-Unis. En fait, elle a un effet préjudiciable sur pratiquement toutes les procédures en matière de droits antidumping engagées par les États-Unis et a donc une incidence négative sur tous les partenaires commerciaux des États-Unis Membres de l'OMC. Spécifiquement, le critère de la marge *de minimis* de 0,5 pour cent et le recours à la méthode de la "réduction à zéro" de la part des États-Unis ont une incidence non seulement sur les réexamens à l'extinction effectués par les États-Unis mais également sur les réexamens relatifs à l'abrogation d'une ordonnance, par exemple dans le cadre d'un réexamen annuel. Le Brésil estime qu'en appliquant une marge *de minimis* de 0,5 pour cent et en recourant à la méthode de la réduction à zéro dans les calculs relatifs au dumping, les États-Unis violent les articles 2.4, 2.4.2, 5.8, 11 et 18.3 de l'Accord antidumping.

II. LE CRITÈRE *DE MINIMIS*

4. Dans les procédures de réexamen relatives à l'abrogation comme dans celles de réexamen à l'extinction, les États-Unis appliquent un seuil *de minimis* de 0,5 pour cent, bien que l'article 5.8 de l'Accord antidumping définisse explicitement la marge *de minimis* comme étant inférieure à 2 pour cent. Le fait que les dispositions relatives aux procédures de réexamen administratif et celles relatives aux procédures de réexamen à l'extinction sont contenues dans un article différent de l'Accord n'affecte pas cette définition.

5. Toutes les dispositions de l'Accord sont reliées par les obligations et principes fondamentaux concernant tous les aspects d'une mesure antidumping. Cela signifie qu'une disposition de l'Accord antidumping ne peut pas être lue isolément.

6. Comme nous l'avons mentionné, l'article 5.8 prévoit que "[l]a marge de dumping sera considérée comme *de minimis* si, exprimée en pourcentage du prix à l'exportation, elle est inférieure à 2 pour cent". D'après ses termes mêmes, la définition ne se limite pas à une situation ou à des *enquêtes* données. Il n'existe pas d'autre définition de "*de minimis*" où que ce soit ailleurs dans l'Accord antidumping. Puisque cette phrase est claire dans son sens ordinaire, elle ne requiert pas d'analyse contextuelle et elle n'est pas sujette à plusieurs interprétations.

7. Le Groupe spécial devrait considérer que l'argument soumis dans la présente affaire n'est pas le même que dans *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée* ("DRAM").[1] Dans cette affaire, le Groupe spécial a rejeté l'allégation de la Corée selon laquelle les États-Unis violaient l'article 5.8 en appliquant un critère *de minimis* de 0,5 pour cent dans le contexte des procédures de fixation des droits au titre de l'article 9.3.

8. Le Groupe spécial dans l'affaire DRAM a concentré son analyse sur l'interprétation de l'obligation imposée par la deuxième phrase de l'article 5.8 par rapport à l'article 9.3 plutôt que sur la définition de "*de minimis*" dans l'Accord antidumping. Le Groupe spécial DRAM a constaté que l'application de la disposition *de minimis* aux réexamens concernant la fixation des droits au titre de l'article 9.3 serait contraire à la note 22 de l'Accord, dans la mesure où cette dernière prévoit que la conclusion qu'aucun droit ne doit être perçu dans le cadre d'une procédure de fixation des droits au titre de l'article 9.3 "n'obligera pas" à supprimer le droit.[2] En se basant sur ce contexte, le Groupe spécial a conclu que "*la deuxième phrase* de l'article 5.8 [exigeant la clôture du "cas"] ne s'applique pas dans le contexte des procédures de fixation des droits au titre de l'article 9.3".[3]

9. Le raisonnement du Groupe spécial montre que sa décision était étroite et limitée. Il a seulement décidé que la clôture de l'enquête exigée par la deuxième phrase de l'article 5.8 ne s'appliquerait pas aux procédures de fixation des droits au titre de l'article 9.3. Les parties à l'affaire DRAM n'ont pas abordé la question de savoir si la définition du terme "*de minimis*" contenue à la *troisième phrase* de l'article 5.8 était applicable à des contextes autres que celui des enquêtes et des procédures de fixation des droits et le Groupe spécial ne l'a pas examinée. Comme nous l'avons vu plus haut, les termes mêmes de l'article 5.8 ne limitent pas la définition de *de minimis* à un contexte donné. Cependant, même si c'était le cas, la décision dans l'affaire DRAM ne ferait que s'opposer à son applicabilité aux procédures de fixation des droits qui sont différentes des réexamens à l'extinction ou des réexamens relatifs à l'abrogation qui aboutissent à l'abrogation de l'ordonnance.

10. L'Accord antidumping envisage bien d'autres procédures qui sont distinctes et différentes de la procédure de fixation des droits au titre de l'article 9.3 examinée dans l'affaire DRAM. À cet égard, les types de réexamens prévus à l'article 11 ont pour but de déterminer s'il est nécessaire de maintenir le droit. L'ordonnance en matière de droits antidumping peut être abrogée, en partie ou en totalité, à la suite d'un réexamen au titre de l'article 11, alors que cela ne serait pas le cas après une procédure au titre de l'article 9.3. En outre, le maintien des droits au titre de l'article 11 exige un "dumping qui cause un dommage" tandis qu'une simple procédure au titre de l'article 9 en elle-même ne porte pas sur la question du dommage. À cet égard, un réexamen au titre de l'article 11 est étroitement lié à l'article 5 dans la mesure où ces deux articles portent sur la question de savoir s'il convient même d'appliquer une ordonnance et prévoient des critères relatifs au dumping <u>*et*</u> au dommage.

11. Pour appliquer le principe de l'article 11.1 selon lequel "les droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage", il faut d'abord déterminer le sens de l'expression "dumping qui cause un dommage". Bien que l'article 11 ne fasse pas spécifiquement référence à l'article 5.8, l'expression "dumping qui cause un dommage" n'est examinée et définie que dans cet article. Par conséquent, l'article 11 doit être lu conjointement à l'article 5 pour lui donner tout son sens, parce que l'expression "dumping qui cause un dommage" à l'article 11 ne peut pas avoir un sens différent de celui qu'il a à l'article 5. Le fait que l'article 11 ne fasse pas explicitement référence à l'article 5.8 ne peut pas signifier que l'article 11 est indépendant des principes de l'Accord antidumping. Comme nous l'avons mentionné plus haut, les dispositions de l'Accord antidumping ne peuvent pas être lues isolément. Ainsi, les Parties doivent se tourner vers l'article 2 pour la définition du "dumping" bien que l'article 11 ne renvoie pas

[1] WT/DS99/R (19 janvier 1999).
[2] *Id.*
[3] *Id.* (pas d'italique dans l'original)

explicitement à l'article 2 pour de telles définitions. L'intention des Parties ne peut pas avoir été que chaque article repose sur une définition différente des termes communément utilisés.

12. L'article 5.8 exige "la clôture ... immédiate" dans les cas où la marge de dumping est inférieure à 2 pour cent. En conséquence, par définition, une marge de dumping *de minimis* inférieure à 2 pour cent ne peut pas causer un dommage. Une marge de dumping qui ne cause pas de dommage ne peut pas justifier l'imposition de mesures antidumping et ne justifie pas non plus le maintien de telles mesures.

13. Une interprétation contraire aboutit à des résultats illogiques. Cela n'a aucun sens de prescrire la clôture d'une enquête lorsque la marge de dumping est inférieure à 2 pour cent, mais d'autoriser simultanément le maintien de droits sur la base d'un montant encore inférieur. À titre d'exemple prenons deux exportateurs: l'exportateur A se voit attribuer une marge de 1,9 pour cent au cours de l'enquête tandis que l'exportateur B se voit attribuer une marge de 2,2 pour cent au cours de l'enquête. Conformément à la législation des États-Unis, l'exportateur A est exclu du champ d'application de l'ordonnance antidumping tandis que l'exportateur B est soumis au maintien des droits antidumping. Dans les réexamens ultérieurs, l'exportateur B se voit attribuer une marge de dumping de 1,0 pour cent, se voit fixer des droits du même montant et ne peut pas bénéficier de la suppression du droit. L'exportateur A quant à lui demeure libre de vendre ses produits sur le marché des États-Unis avec une marge de dumping de 1,9 pour cent. La pratique actuelle des États-Unis en substance autorise l'exportateur A à continuer de vendre ses produits à des *prix* encore *inférieurs* à ceux des exportateurs visés par l'ordonnance antidumping. Il n'est pas possible que les Parties aient eu l'intention de parvenir à ce résultat qui contredit le sens ordinaire des termes.

14. Conformément à l'article 351.106 c) de son règlement et conformément à sa pratique, les États-Unis considèrent qu'il n'y a pas de dumping lorsque la marge de dumping est inférieure à 0,5 pour cent, seuil qu'ils appliquent à tous les "réexamens" d'ordonnances en matière de droits antidumping, quel que soit le but de ce réexamen. Par conséquent, les États-Unis estiment qu'un "dumping qui cause un dommage" correspond à une marge inférieure à 0,5 pour cent lorsqu'il s'agit de déterminer la nécessité de maintenir les mesures antidumping et ils maintiennent des droits antidumping même lorsqu'il n'y a pas de dumping qui cause un dommage. En conséquence, l'article 351.106 du règlement des États-Unis, tel qu'il est libellé et tel qu'il est appliqué dans les réexamens à l'extinction et d'autres types de réexamens tels que les réexamens relatifs à l'abrogation mentionnés plus haut, est contraire à l'article 5.8 et à l'article 11 de l'Accord antidumping.

15. Nous notons que le Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*[4] a dû examiner la même question que dans la présente affaire dans le contexte des dispositions analogues de l'Accord sur les subventions, c'est-à-dire la question de savoir si la définition de *de minimis* donnée à l'article 11.9 de cet accord (l'équivalent de l'article 5.8 de l'Accord antidumping) s'appliquait aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 21.3 (l'équivalent de l'article 11.3 de l'Accord antidumping). Le Groupe spécial est convenu que le critère *de minimis* qui est contenu à l'article 11.9 était impliqué à l'article 21.3, en se fondant sur l'objet et le but de l'article 11.9, même si l'article 21.3 ne faisait pas spécifiquement référence à la définition de *de minimis* donnée à l'article 11.9 (paragraphe 8.61). L'Accord antidumping doit être interprété de la même manière, et ce d'autant plus que si l'article 11.9 de l'Accord sur les subventions définit un pourcentage *de minimis* "*[a]ux fins du présent paragraphe*", aucune condition de ce genre n'est énoncée à l'article 5.8 de l'Accord antidumping. Le fait que le libellé des deux dispositions est par ailleurs très similaire amène à conclure que l'omission de cette expression dans l'Accord antidumping constitue une nouvelle preuve que la troisième phrase de l'article 5.8 est une définition générale qui ne se rapporte pas uniquement aux enquêtes.

[4] WT/DS213/R (3 juillet 2002).

16. Un autre argument en faveur de la position du Brésil est donné par l'article 18.3 de l'Accord antidumping. Celui-ci prévoit que:

> Sous réserve des alinéas 3.1 et 3.2, les dispositions du présent accord s'appliqueront aux *enquêtes, et aux réexamens de mesures existantes*, engagés sur demande présentée à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour un Membre ou après cette date.

17. Le sens ordinaire de ce paragraphe n'établit pas de distinction entre les "dispositions" qui sont applicables aux réexamens et celles qui sont applicables aux enquêtes. Cette absence de différenciation indique que l'Accord n'était pas censé établir des règles différentes pour les réexamens et pour les enquêtes. Par conséquent, l'article 18.3 appuie également la conclusion selon laquelle le critère *de minimis* défini à l'article 5.8 est applicable à tous les segments d'une procédure antidumping.

III. RÉDUCTION À ZÉRO

18. En ce qui concerne la question de la réduction à zéro, les États-Unis continuent d'appliquer la méthode de la réduction à zéro des marges négatives dans toutes leurs procédures, malgré la décision du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde* ("*Linge de lit*") constatant que cette pratique violait l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping.[5]

19. Dans l'affaire Linge de lit, l'Organe d'appel a conclu qu'en ne tenant pas compte des comparaisons de marges qui aboutissaient à une marge négative, les Communautés européennes ne déterminaient pas le dumping sur la base de la comparaison de la valeur normale et de "toutes les transactions à l'exportation comparables", comme l'exige l'article 2.4.2. Il a également constaté que la pratique de la réduction à zéro, qui ne tient pas pleinement compte des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, viole l'article 2.4 qui exige une "comparaison équitable" entre le prix à l'exportation et la valeur normale.[6]

20. Les États-Unis recourent à cette même pratique de la "réduction à zéro" pour déterminer la marge de dumping tant dans les enquêtes que dans les réexamens et affirment que la "réduction à zéro" est exigée par la législation des États-Unis. Comme les Communautés européennes, les États-Unis, dans le cadre d'une enquête, comparent la moyenne pondérée des prix à l'exportation pour chaque "modèle" du produit visé par l'enquête avec la valeur normale moyenne pondérée d'un modèle similaire, puis écartent les comparaisons qui n'aboutissent pas à une marge positive.

21. Pour un réexamen administratif, la méthode de comparaison est similaire avec une légère différence. Au lieu de comparer la valeur normale moyenne pondérée et la moyenne pondérée des prix à l'exportation, dans un réexamen administratif la marge de dumping est en général déterminée par une comparaison entre le prix des transactions individuelles à l'exportation et la valeur normale moyenne pondérée. Cette différence entre les méthodes de comparaison ne dispense toutefois pas les États-Unis de respecter les obligations imposées par l'article 2.

22. Dans la mesure où la législation des États-Unis prévoit la réduction à zéro des marges négatives, elle aboutit à une marge de dumping globale qui n'est pas fondée sur "toutes les transactions comparables" comme l'exige l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping, ni sur une "comparaison équitable" entre le prix à l'exportation et la valeur normale comme l'exige l'article 2.4. Ainsi, la législation des États-Unis, telle qu'elle est libellée et telle qu'elle est appliquée dans toutes les procédures antidumping, est contraire à l'article 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping, comme l'a déterminé l'Organe d'appel.

---

[5] WT/DS141/AB/R (1er mars 2001).
[6] *Id.*

23. Le Brésil estime que les principes énoncés dans la décision dans l'affaire *Linge de lit* s'appliquent de la même manière aux enquêtes et aux réexamens, tels que réexamens à l'extinction, réexamens relatifs à l'abrogation ou réexamens administratifs, bien qu'il y ait une légère différence dans la méthode de comparaison utilisée par les États-Unis. Le principe de la "comparaison équitable" établi à l'article 2.4 est le même, que la comparaison soit effectuée sur la base de la moyenne de toutes les transactions ou de transaction à transaction. Par conséquent, ce principe s'applique de la même manière à un réexamen et à une enquête, quelle que soit la méthode de comparaison utilisée.

24. Dans un réexamen, le gouvernement des États-Unis effectue une comparaison entre les transactions individuelles à l'exportation et la valeur normale puis additionne les résultats de ces multiples comparaisons pour déterminer la marge moyenne pondérée de dumping. Dans cette opération, le gouvernement des États-Unis écarte les transactions à l'exportation ayant une marge négative. En fait, il affecte à ces transactions une valeur égale à la valeur normale bien que, dans la réalité, ces transactions aient une valeur supérieure à la valeur normale. Cette méthode est identique à celle appliquée par les Communautés européennes dont l'Organe d'appel a constaté qu'elle était contraire à l'article 2.4 dans sa décision dans l'affaire Linge de lit. En conséquence, la méthode de la "réduction à zéro" à laquelle recourent les États-Unis, qu'elle soit fondée sur une moyenne de toutes les transactions ou sur une comparaison de transaction à transaction dans le contexte d'un réexamen administratif, est contraire à l'article 2.4 de l'Accord. Si l'application de la réduction à zéro au cours de la phase de l'enquête fait gonfler de manière inadmissible la marge de dumping, il est tout aussi inadmissible de faire gonfler la marge de dumping d'une telle manière au cours des phases ultérieures de réexamen.

IV. CONCLUSION

25. Les effets des méthodes incompatibles avec les règles de l'OMC appliquées par les États-Unis ont un effet préjudiciable sur toutes les procédures antidumping engagées par les États-Unis à l'encontre de tous leurs partenaires commerciaux y compris le Brésil. Le Brésil demande au Groupe spécial de constater que les États-Unis violent les obligations découlant pour eux de l'Accord sur l'OMC et de l'Accord antidumping. Je vous remercie.

ANNEXE D-4

DÉCLARATION ORALE DU CHILI EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. Je souhaiterais tout d'abord vous remercier et remercier les membres du Groupe spécial de nous donner ici l'occasion d'exprimer notre point de vue sur cet important différend. Nous avons déjà présenté une communication écrite où sont exposés certains éléments dont il nous semble que le Groupe spécial devrait tenir compte lorsqu'il résoudra la question. En l'occurrence, nous ne voulons pas répéter ces arguments, mais formuler certaines observations générales sur la communication des États-Unis.

2. L'article 17.6 de l'Accord antidumping définit les critères de réexamen devant être appliqués par les groupes spéciaux lorsqu'ils examinent des différends concernant des droits antidumping. Nous ne contestons pas la portée et le sens de cette disposition, mais nous souhaiterions souligner l'obligation qu'ont les autorités chargées de l'enquête d'évaluer les faits de la cause dont elles sont saisies d'une manière impartiale et objective. Malheureusement, les autorités des États-Unis n'agissent pas d'une manière impartiale et objective au cours des réexamens à l'extinction, comme le Japon l'a montré dans la présente affaire et comme le prouvent les déterminations antérieures du DOC/de l'USITC.

3. Les États-Unis n'estiment pas, comme le font le Japon – et, par voie de conséquence, le Chili – que les réexamens à l'extinction sont analogues à l'enquête initiale et soutiennent qu'il s'agit d'une procédure à part entière. À notre avis, aucun élément ne justifie cette thèse puisque les effets de ces deux actes administratifs pourraient être les mêmes, c'est-à-dire l'application d'une mesure antidumping. Même si nous souscrivions à cette approche, elle ne peut constituer une justification pour adopter des législations et réglementations ou agir d'une manière qui n'est pas prévue par l'Accord antidumping - les États-Unis reconnaissent que l'article 11.3 contient des indications minimales - et qui est incompatible avec l'esprit et les fondements dudit accord.

4. Nous sommes frappés par la longueur des arguments des États-Unis concernant la manière dont le Japon a utilisé les principes de l'interprétation des traités pour montrer que l'article 11.3 de l'Accord antidumping ne devrait pas être lu isolément sans tenir compte du reste des dispositions dudit accord. Certaines de ces dispositions et les prescriptions de l'ensemble de l'Accord antidumping s'appliquent effectivement au réexamen à l'extinction. Si cette logique ne convenait pas aux États-Unis, ils auraient dû fournir au Groupe spécial une interprétation de l'article 11.3 qui justifie leur réglementation en matière de réexamen à l'extinction et la manière dont ils mènent ces réexamens. Non seulement ils ne l'ont pas fait, mais ils estiment qu'ils ont le droit d'appliquer des disciplines différentes de celles qui sont prévues dans l'Accord antidumping - et le plus souvent incompatibles avec elles - pour les enquêtes et autres réexamens.

5. La législation, les réglementations et la pratique des États-Unis sont fondées sur la conception selon laquelle le paragraphe 3 de l'article 11 donne aux autorités le choix de supprimer la mesure antidumping ou de ne pas le faire dans certains cas spécifiques. L'article 11 n'offre pas de choix, si ce n'est de supprimer la mesure dans un délai de cinq ans. Il prévoit expressément que les droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage (paragraphe 1) et que, si ces droits ne sont plus nécessaires, ils seront supprimés cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle ils auront été imposés (paragraphe 3). Si les autorités déterminent que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront, elles peuvent décider de ne pas supprimer la mesure.

6. Si le paragraphe 1 prime ("Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2"), quelle raison peut-il donc y avoir de prévoir une exception au paragraphe 3 si les droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps nécessaire pour contrebalancer le dumping? De toute évidence, ce que prévoit le paragraphe 3 est que, même si le dumping existe peut-être encore, la mesure sera supprimée au plus tard dans les cinq ans à moins que les autorités ne déterminent que le dumping subsistera si le droit est supprimé (ce qui renvoie à la règle générale du paragraphe 1).

7. En revanche, s'il n'y a plus de dumping et de dommage et que la mesure aurait dû être supprimée conformément au paragraphe 1 et, sans aucun doute, au paragraphe 3, pourquoi la mesure peut-elle être maintenue après un réexamen à l'extinction? Parce que les autorités peuvent décider que, compte tenu des éléments de preuve, il est possible que le dumping et le dommage se reproduisent.

8. Que signifie tout cela? Que les autorités ne peuvent se fonder exclusivement sur les faits, les éléments de preuve et les conclusions de l'enquête initiale, comme le font le DOC/l'USITC. Les dispositions de l'Accord antidumping sont claires concernant les conditions dans lesquelles une mesure antidumping doit être supprimée. Ainsi que les États-Unis l'indiquent dans leur communication, le réexamen à l'extinction concerne le comportement futur probable[1], ce dont nous convenons. C'est pourquoi nous ne partageons pas la conclusion selon laquelle les autorités peuvent utiliser des éléments de preuve antérieurs concernant le dumping, surtout lorsque ces éléments de preuve, ou l'enquête, sont peut-être entachés d'incompatibilités avec les Accords de l'OMC ou lorsqu'ils remontent à au moins cinq ans. La détermination établie par le DOC concernant le comportement futur sur la base d'un comportement antérieur ancien ne trouve aucun fondement dans l'Accord antidumping et ne repose sur aucune logique.

9. Permettez-moi de vous donner quelques exemples.

10. Le DOC se base sur les marges initiales en se fondant sur le fait qu'elles représentent mieux le comportement de l'exportateur lorsqu'il n'est soumis à aucune discipline. Cela est peut-être vrai du comportement antérieur, mais c'est assurément une présomption pour ce qui est du comportement futur car le DOC suppose que, en l'absence de droits antidumping, l'exportateur aura de nouveau recours au dumping – présomption irréfragable, même si ce même Département du commerce a pu calculer une marge différente lors d'un réexamen administratif ultérieur. La présomption ne peut être réfutée que si, parallèlement à la baisse des marges de dumping, les importations demeurent stables ou progressent. On pourrait convenir avec les États-Unis qu'un dumping antérieur pendant l'application d'une discipline peut être extrêmement probant quant au comportement des exportateurs lorsqu'ils ne sont soumis à aucune discipline[2], mais comme nous le prouve le passé, l'exportateur n'a aucune possibilité de prouver le contraire.

11. Le DOC peut faire état d'une marge plus faible, calculée plus récemment, si les marges de dumping ont diminué ou si le dumping a été supprimé après l'adoption de l'ordonnance et que les volumes importés sont demeurés stables ou ont progressé. Cette disposition du *Sunset Policy Bulletin* ne satisferait jamais au critère d'impartialité car c'est justement le seul cas dans lequel le DOC doit déterminer qu'il est peu probable que le dumping se reproduira et où la mesure doit être supprimée. Pourquoi donc le DOC devrait-il transmettre ces marges à l'USITC? Reconnaît-il par là que, même si la mesure devrait être supprimée, elle ne le sera jamais car il y aura toujours une raison d'établir une détermination de probabilité?

[1] Première communication écrite des États-Unis, note de bas de page 124.
[2] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 119.

12. Examen d'"autres facteurs". Comme nous l'avons indiqué dans notre communication écrite, les autorités des États-Unis n'acceptent d'examiner d'"autres facteurs" que pour éviter d'avoir à supprimer une ordonnance antidumping qui aurait été sinon supprimée par l'application de la réglementation des États-Unis. L'affaire *Sucre et sirops du Canada* en est le meilleur exemple. Bien que le DOC ait initialement conclu à l'absence de dumping, il a examiné d'autres facteurs pour conclure que le dumping n'avait pas été supprimé et que la mesure antidumping devrait donc être maintenue; et cela même si, dans leur première communication, les États-Unis affirment que "la réalité effective du marché" n'est pas pertinente lors d'un réexamen à l'extinction.

13. Le paragraphe 53 de la communication des États-Unis met très clairement en évidence l'attitude des autorités de ce pays, que nous venons de souligner. Même si le DOC avait examiné les "autres facteurs" présentés par NSC - ce qu'il n'a pas fait -, sa détermination finale en matière de réexamen à l'extinction n'aurait pas changé compte tenu des marges de dumping existantes. En clair, tant qu'il y a des marges de dumping, le DOC n'examinera pas les "autres facteurs". Est-ce là une autorité impartiale? Même si nous ne connaissons pas bien l'affaire du sucre canadien, la détermination du DOC a eu pour résultat le maintien de l'ordonnance antidumping malgré l'absence de dumping. Cette décision reposait sur une analyse indiquant que les producteurs ne pouvaient exporter du sucre de manière rentable même si l'on suppose que c'est ce qu'ils faisaient puisqu'il n'y avait pas de dumping.

14. Si vous me le permettez, M. le Président, je souhaiterais poser la question suivante aux États-Unis, par votre intermédiaire. Si le DOC détermine, en l'absence de dumping, qu'il est probable que le dumping se reproduira si la mesure est annulée – par exemple parce que les importations ont baissé –, communiquera-t-il tout de même les marges initiales à l'USITC? À titre d'exemple, dans l'affaire du sucre canadien où aucun dumping n'a été constaté, quelles marges le DOC a-t-il communiquées à l'USITC?

15. Enfin, un mot de l'article 18.3 de l'Accord antidumping. Les États-Unis indiquent à juste titre que les méthodes utilisées et les marges résultant des enquêtes effectuées avant l'entrée en vigueur de l'Accord antidumping ne peuvent être contestées. Mais les examens engagés à la date d'entrée en vigueur ou après cette date peuvent bien évidemment être contestés. Si les autorités ont décidé - à tort ou à raison - d'utiliser lors d'un réexamen des marges fondées sur des règles antérieures aux règles de l'OMC qui sont peut-être incompatibles avec ces dernières, alors la compatibilité de ces marges et méthodes, ainsi que du réexamen, peut être contestée. Sinon, le réexamen ne serait pas soumis aux règles de l'OMC.

16. Pour conclure, M. le Président, l'article 11.3 de l'Accord antidumping établit clairement que les mesures antidumping doivent être supprimées cinq ans au plus tard à compter de la date où elles ont été imposées. Les autorités chargées de l'enquête peuvent conclure qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si la mesure est supprimée (la mesure restera en vigueur tant qu'il y aura dumping et dommage). Ce n'est pas une tâche simple que d'établir une détermination de cet ordre, mais ce n'est pas non plus de la futurologie. Cela suppose une analyse du comportement futur qui ne peut se fonder uniquement sur les déterminations et les éléments de preuve antérieurs, surtout lorsqu'ils sont peut-être incompatibles avec les Accords de l'OMC.

17. Le Japon et les tierces parties ont clairement exposé la position selon laquelle les dispositions de l'Accord antidumping s'appliquaient effectivement lors du réexamen à l'extinction. L'article 11.3 ne peut être lu isolément mais doit être considéré dans le contexte fourni par les autres articles de l'Accord et en particulier ceux qui imposent aux autorités de faire preuve d'objectivité et d'impartialité. Les États-Unis soutiennent que rien dans l'article 11.3 et, a fortiori, dans l'Accord antidumping, n'impose aux autorités de mener les réexamens à l'extinction d'une certaine manière. Et ils ont donc édifié un système visant à maintenir perpétuellement les ordonnances en matière de droits antidumping, même si l'article 11.3 dispose que ces ordonnances devraient être abrogées cinq ans au plus tard après la date à laquelle elles ont été adoptées.

18. Les chiffres fournis par le Japon dans sa première communication montrent que la manière dont les États-Unis ont décidé de mener les réexamens a eu pour résultat – dans tous les cas – la prorogation de l'ordonnance en matière de droits antidumping. Le DOC n'a absolument jamais déterminé qu'il était peu probable que le dumping ou le dommage subsisterait ou se reproduirait. Le fait de remplacer des règles spécifiques inexistantes - qui n'aboutit qu'à un seul et même résultat - ôte tout intérêt pratique aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 11 et, par voie de conséquence, modifie de manière sensible l'équilibre des droits et obligations résultant du Cycle d'Uruguay.

ANNEXE D-5

DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN TANT QUE TIERCE PARTIE

I. INTRODUCTION

1. Les CE ont décidé d'intervenir en tant que tierce partie dans la présente affaire parce qu'elles ont un intérêt systémique dans l'interprétation correcte de l'*Accord antidumping*.

2. Les CE partagent le point de vue du Japon et des autres tierces parties à savoir que la législation et la pratique des États-Unis en ce qui concerne les réexamens à l'extinction ne sont pas conformes à l'*Accord antidumping*. Bon nombre de Membres de l'OMC craignent que la législation et la pratique des États-Unis en matière de réexamens à l'extinction n'aient en grande partie rendre inefficaces les dispositions des Accords de l'OMC limitant la durée des mesures commerciales défensives. Cette préoccupation est illustrée non seulement par la présente affaire, mais également par un certain nombre de procédures similaires qui ont été engagées contre les États-Unis tant par les CE que par d'autres parties.

3. Dans leur communication écrite, les CE ont formulé des observations sur certaines des allégations du Japon qui présentent un intérêt particulier pour elles. Ces allégations sont les suivantes:

a) les critères en matière de preuve prescrits par l'article 5.6 pour l'ouverture des enquêtes initiales à l'initiative des autorités s'appliquent également aux réexamens à l'extinction;

b) l'*Accord antidumping* exige une détermination selon laquelle il est "probable" et non "improbable" que le dumping et le dommage subsisteront et se reproduiront;

c) la détermination dans le cadre d'un réexamen à l'extinction doit être fondée sur une analyse "prospective";

d) la prescription *de minimis* énoncée à l'article 5.8 s'applique également dans le contexte d'un réexamen à l'extinction;

e) les prescriptions des articles 3.3 et 5.8 concernant le cumul des exportations pour la détermination de l'existence d'un dommage s'appliquent également dans le contexte des réexamens à l'extinction.

4. Les CE présenteront brièvement leur point de vue sur chacune de ces questions. Elles renvoient le Groupe spécial à leur communication écrite pour un raisonnement plus détaillé.

A. LES CRITÈRES EN MATIÈRE DE PREUVE ÉTABLIS PAR L'ARTICLE 5.6 EN CE QUI CONCERNE L'ENGAGEMENT DES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION À L'INITIATIVE DES AUTORITÉS S'APPLIQUENT ÉGALEMENT AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION (ALLÉGATION 1 DU JAPON)

5. Dans sa première allégation, le Japon a fait observer au Groupe spécial que la législation et la réglementation des États-Unis sont incompatibles avec l'*Accord antidumping* parce qu'elles exigent que le DOC engage automatiquement des réexamens à l'extinction sans aucun élément de preuve. À cet égard, les CE estiment comme le Japon que l'engagement automatique par les États-Unis des réexamens à l'extinction sans aucun élément de preuve constitue une violation de l'article 11.3 de

l'*Accord antidumping*. C'est ce qui découle d'une interprétation de l'article 11.3 conforme aux règles coutumières d'interprétation des traités tenant compte du texte, du contexte et de l'objet et du but de la disposition.

6. Il convient de rappeler que l'article 11.3 définit un principe fondamental, à savoir que les droits antidumping n'ont pas une durée illimitée mais doivent être supprimés au plus tard cinq ans après leur imposition. Conformément au libellé sans ambiguïté de l'article 11.3, un droit antidumping peut être maintenu au-delà de cette date uniquement si les autorités déterminent, soit de leur propre initiative soit à la suite d'une demande dûment justifiée présentée au nom de la branche de production nationale qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. En conséquence, la suppression des droits est la règle, alors que leur maintien est l'exception.

7. De l'avis des CE, le fait que les autorités puissent aussi engager un réexamen de leur propre initiative ne signifie pas qu'elles puissent automatiquement engager un réexamen dans absolument tous les cas. Les CE estiment comme le Japon que les prescriptions en matière de preuve énoncées à l'article 5.6 de l'*Accord antidumping* doivent également s'appliquer à l'engagement des réexamens à l'extinction. Les CE estiment que, même si l'article 11.3 ne comporte aucune référence explicite à des prescriptions en matière de preuve concernant l'engagement des réexamens à l'extinction, il prescrit aux autorités nationales d'engager un examen pour "déterminer" qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit antidumping était supprimé. On considère généralement que le verbe "déterminer" signifie trouver, donner pour certain, établir ou, en termes plus clairs, réaliser toutes les activités nécessaires pour parvenir à une décision, c'est-à-dire enquêter et décider. Ainsi, le texte même de l'article 11.3 indique déjà que la décision d'engager un réexamen à l'extinction n'est en aucun cas "automatique" mais exige qu'un certain critère en matière de preuve soit rempli.

8. Les CE aimeraient ajouter qu'il serait également difficile de comprendre pourquoi l'*Accord antidumping* exigerait que les demandes de la branche de production nationale soient "dûment justifiées" pour qu'une enquête initiale ou un réexamen à l'extinction soient engagés, alors que dans le cas d'un engagement à l'initiative des autorités, il établirait une distinction entre deux hypothèses: les autorités nationales peuvent engager de leur propre initiative une enquête initiale uniquement dans des "circonstances spéciales" et "si elles sont en possession d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité"; alors que dans le cas d'un réexamen à l'extinction, elles pourraient exercer un pouvoir discrétionnaire totalement arbitraire. Étant donné que du point de vue de l'exportateur, cela n'a pas d'importance que l'enquête soit ouverte à l'initiative de la branche de production nationale ou à celle des autorités, des critères similaires en matière de preuve devraient s'appliquer dans les deux cas.

9. Un autre élément contextuel qui renforce l'interprétation globale proposée par le Japon pour ce qui est des prescriptions en matière de preuve pour l'engagement des réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités est constitué par l'article 12 de l'*Accord antidumping*. Le paragraphe 1 de l'article 12 impose aux autorités nationales de notifier les parties intéressées et de publier un avis lorsque "les éléments de preuve sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping". Le paragraphe 3 du même article précise que cette disposition "s'appliquer[a] *mutatis mutandis* au commencement et à l'achèvement des réexamens effectués en conformité avec l'article 11".

10. Enfin, le Japon fait valoir à juste titre que les réexamens à l'extinction et les nouvelles enquêtes ont le même *effet*, à savoir qu'ils entraînent l'imposition de droits antidumping pour une période de cinq ans. Il convient également de noter que tant les nouvelles procédures que les réexamens à l'extinction imposent aux autorités nationales un important travail d'enquête pour déterminer si des droits antidumping devraient être appliqués. L'abrogation automatique des ordonnances antidumping prévue à l'article 11.3 est destinée à protéger l'exportateur d'enquêtes qui ne sont pas justifiées sur la base d'éléments de preuve suffisants. En engageant automatiquement de leur

propre initiative des réexamens à l'extinction dans chaque cas, les États-Unis suppriment les garanties procédurales établies par l'*Accord antidumping*.

11. En conclusion, une analyse appropriée du texte, du contexte et de l'objet et du but de l'article 11.3 révèle que le critère en matière de preuve énoncé à l'article 5.6 est applicable à l'engagement des réexamens à l'extinction. En conséquence, de tels examens ne devraient pas être engagés automatiquement mais uniquement lorsqu'il y a suffisamment d'éléments de preuve pour les justifier.

B. CONFORMÉMENT À L'*ACCORD ANTIDUMPING*, IL DOIT ÊTRE DÉTERMINÉ QU'IL EST "PROBABLE" ET NON "IMPROBABLE" QUE LE DUMPING ET LE DOMMAGE SUBSISTERONT ET SE REPRODUIRONT (ALLÉGATION 2 DU JAPON)

12. Dans sa deuxième allégation, le Japon a fait observer au Groupe spécial que le règlement sur les réexamens à l'extinction et en particulier son article 351.222 i) 1) ii) ne sont pas conformes à l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Le Japon a fait valoir notamment que l'article 11.3 de l'Accord antidumping prescrit que les droits antidumping seront supprimés "à moins que les autorités ne déterminent [...] qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé", mais que le règlement sur les réexamens à l'extinction prescrit au DOC d'abroger une ordonnance ou de clore une enquête suspendue lorsque le Secrétaire détermine qu'il est peu probable qu'une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires ou qu'un dumping subsistera ou se reproduira du fait de l'abrogation ou de la clôture.

13. Les États-Unis ont tenté d'expliquer cette disposition en disant dans leur communication écrite qu'elle avait seulement "un caractère ministériel". Cela n'est cependant pas conforme aux termes mêmes du règlement sur les réexamens à l'extinction qui est censé définir le critère à appliquer dans les réexamens à l'extinction. Comme les CE l'ont expliqué dans leur communication écrite, cette disposition est destinée à éclaircir les circonstances dans lesquelles le Département abroge une ordonnance ou clôt une enquête suspendue.

14. Les CE estiment, comme le Japon, que le critère défini par le règlement sur les réexamens à l'extinction est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Selon les CE, ces différences entre le critère "probable" et le critère "peu probable" ne sont en aucun cas strictement sémantiques. Au contraire, le règlement sur les réexamens à l'extinction prescrit au DOC d'appliquer un critère qui est manifestement plus exigeant que celui prévu par l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*. La prescription selon laquelle il doit être "probable" que le dumping ou le dommage subsistera ou se reproduira pour que le droit soit supprimé implique un niveau plus élevé de probabilité que la prescription selon laquelle le droit doit être abrogé "lorsqu'il est peu probable" que le dumping subsiste ou se reproduise de ce fait. Dans le premier cas, le degré de certitude exigé est plus élevé que dans le second, où il suffit qu'il ne soit pas "improbable" que le dumping subsiste ou se reproduise.

15. Le fait qu'un critère "probable" implique un degré de certitude plus élevé qu'un critère "peu probable" a également été confirmé par le Groupe spécial dans *États-Unis – DRAM*, comme il est dit au paragraphe 96 de la première communication écrite du Japon. Les Communautés européennes font observer que ce raisonnement, que le Groupe spécial a appliqué pour interpréter l'article 11.2 de l'*Accord antidumping* est parfaitement transposable à l'article 11.3.

16. C'est pourquoi les CE estiment qu'un critère "peu probable" est incompatible avec l'article 11.3.

C. LA DÉTERMINATION DANS LE CADRE DES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION DOIT ÊTRE FONDÉE SUR UNE ANALYSE "PROSPECTIVE" (ALLÉGATION 3 DU JAPON)

17. Dans se troisième allégation, le Japon a fait observer que le DOC, pour ce qui est de la pratique des réexamens à l'extinction, ne "détermine" pas s'il est "probable" que le dumping se produira. Il a fait valoir en particulier, que les déterminations du DOC ne sont pas fondées sur une analyse prospective d'éléments de preuve positifs démontrant qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira.

18. Les CE sont d'accord avec l'argument du Japon selon lequel l'article 11.3 prescrit que la "probabilité" que le dumping subsistera ou se reproduira doit être établie sur une base prospective. Par définition une évaluation de la "probabilité" que le dumping subsistera ou se reproduira exige que les autorités se prononcent sur des événements futurs. La nécessité d'une analyse prospective plutôt que rétrospective a été confirmée par le Groupe spécial dans "*États-Unis – DRAM*".

19. Les CE sont également d'accord en principe avec le Japon sur le fait que la "détermination" de la probabilité que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront doit être fondée sur des éléments de preuve positifs. Une autorité ne satisferait pas à ce critère si, dans sa détermination dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, elle se fondait uniquement sur le fait que le dumping s'était produit dans le passé, sans examiner la question de savoir s'il est probable que le dumping se reproduira ou subsistera également à l'avenir.

20. Les CE estiment que la législation et la pratique des États-Unis, pour ce qui est de déterminer la probabilité dans les réexamens à l'extinction des ordonnances antidumping, telles qu'elles sont reflétées par le Sunset Policy Bulletin ne satisfont pas aux prescriptions de l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*. Cependant, les CE aimeraient souligner qu'une analyse prospective est déjà exclue par l'article 752 c) 1) et 2) de la Loi, qui prescrit que les autorités des États-Unis doivent prendre en considération uniquement les marges de dumping et les volumes d'importation antérieurs, et n'autorise la prise en considération d'autres facteurs que si des "raisons valables" sont avancées. Par conséquent, le Sunset Policy Bulletin, qui limite essentiellement l'abrogation de l'ordonnance au scénario improbable prévoyant que "le dumping a été éliminé après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension, selon qu'il convient, et que le volume des importations est demeuré stable ou a augmenté", reflète fidèlement la législation des États-Unis applicable.

21. Les CE estiment comme le Japon que la législation et la pratique des États-Unis telles qu'elles sont reflétées par le *Sunset Policy Bulletin*, ne respectent pas le critère relatif à la détermination de la probabilité de l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*. Les critères appliqués par le DOC dans les déterminations de la probabilité ne sont manifestement pas adéquats pour établir cette probabilité. Le fait que les importations de la marchandise visée aient cessé après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension en tant que tel ne donne aucune indication sur le point de savoir si les producteurs du produit visé commenceront à nouveau à pratiquer le dumping lorsque le droit aura été supprimé. De même, on ne voit pas clairement pourquoi le fait que le dumping ait été éliminé après la publication de l'ordonnance et que le volume des importations de la marchandise visée ait notablement diminué, en tant que tel indiquerait que les producteurs pratiqueront à nouveau le dumping lorsque le droit aura été supprimé.

22. L'inadéquation du critère appliqué par le DOC devient encore plus évidente lorsque ce critère est formulé de manière positive. La prescription selon laquelle "le dumping a été éliminé après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension, selon qu'il convient, et le volume des importations est demeuré stable ou a augmenté" défie toutes les théories économiques. Il est clair que si un droit antidumping est imposé cela aura forcément un effet anticoncurrentiel sur les produits concernés. Si, nonobstant l'imposition d'une ordonnance antidumping, les importations demeurent stables ou augmentent et que le dumping cesse, cela doit être dû à des facteurs non liés au dumping.

23. La détermination concernant la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira étant soumise à ce que le Japon a appelé à juste titre un "scénario irréalisable d'un point de vue commercial", les producteurs sont confrontés à une tâche quasiment impossible pour obtenir la levée d'un droit antidumping. Par conséquent, la législation et la pratique des États-Unis, ne semblent pas compatibles avec les prescriptions de l'article 11.3.

D. LA PRESCRIPTION *DE MINIMIS* DE L'ARTICLE 5.8 S'APPLIQUE ÉGALEMENT DANS LE CONTEXTE D'UN RÉEXAMEN À L'EXTINCTION (ALLÉGATION 7 DU JAPON)

24. En ce qui concerne l'obligation *de minimis*, le Japon a fait valoir que la prescription des États-Unis exigeant que soient traitées comme *de minimis* dans le cadre des réexamens à l'extinction uniquement les marges inférieures à 0,5 pour cent est incompatible avec la règle des 2 pour cent énoncée aux articles 5.8 et 11.3 de l'Accord antidumping.

25. Les CE pensent comme le Japon, et toutes les autres tierces parties qui ont présenté des communications écrites, que l'application d'un critère *de minimis* inférieur à 2 pour cent dans les réexamens à l'extinction est incompatible avec l'Accord antidumping. Il serait en fait illogique de lire isolément l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Comme les autres tierces parties l'ont déjà souligné, le texte de l'article 11.3 emploie l'expression "le dumping subsistera ou se reproduira". Il ne s'agit pas là de "dumping" dans l'abstrait. La notion que le dumping "subsistera" ou "se reproduira" s'inscrit dans un contexte historique et renvoie à une constatation antérieure, c'est-à-dire à l'enquête initiale. Sur la base de ce texte, le seuil *de minimis* de 2 pour cent établi à l'article 5.8, en dessous duquel "la clôture sera immédiate", s'applique également à un réexamen à l'extinction.

26. L'argument des États-Unis en faveur d'un seuil *de minimis* de 0,5 pour cent dans le cadre d'un réexamen à l'extinction revient à dire qu'un dumping qui n'est pas dommageable dans une nouvelle enquête devient subitement dommageable dans un réexamen à l'extinction. Le Groupe spécial *États-Unis – Acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* a constaté concernant les dispositions parallèles relatives aux réexamens à l'extinction des droits compensateurs (paragraphe 8.67), que "[n]ous ne voyons pas pourquoi le seuil du subventionnement dommageable ... deviendrait inapplicable par la seule vertu de l'âge du droit compensateur". Des expressions telles que "dumping" et "dommage" ont la même signification tout au long de l'*Accord antidumping*. Lorsque les États-Unis examinent le "dommage" dans un réexamen à l'extinction, ils doivent déterminer si un "dommage important" subsistera ou se reproduira, c'est-à-dire au niveau qui serait requis dans une nouvelle enquête. Pourquoi, par conséquent, devraient-ils pouvoir constater qu'un dumping se situant au quart de celui requis pour une nouvelle enquête est suffisant pour causer un dommage dans un réexamen à l'extinction?

E. LES PRESCRIPTIONS DES ARTICLES 3.3 ET 5.8 CONCERNANT LE CUMUL DES EXPORTATIONS DANS LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE S'APPLIQUENT ÉGALEMENT DANS LE CONTEXTE D'UN RÉEXAMEN À L'EXTINCTION (ALLÉGATION 10 DU JAPON)

27. Enfin, dans sa dernière allégation, le Japon a fait observer au Groupe spécial que la décision de l'USITC de cumuler les importations en provenance de divers pays dans le présent réexamen à l'extinction est incompatible avec les articles 3.3, 5.8 et 11.3 de l'*Accord antidumping*.

28. Les CE sont d'accord avec le point de vue du Japon à savoir que les prescriptions des articles 3.3 et 5.8 concernant le cumul des exportations dans la détermination de l'existence d'un dommage s'appliquent également dans le contexte d'un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*.

29. Conformément à l'article 11.3, les droits antidumping seront supprimés à moins que les autorités ne déterminent qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se

reproduiront de ce fait. Le fait que le dommage subsiste ou se reproduise fait donc partie des conditions préalables au maintien d'un droit antidumping.

30. Comme le Japon l'a dit, le terme dommage est défini, aux fins de tout Accord, à l'article 3 de l'*Accord antidumping*. Le paragraphe 3 de l'article 3 définit les conditions dans lesquelles les effets des importations en provenance de plus d'un pays peuvent faire l'objet d'une évaluation cumulative et précise, entre autres, que le volume des importations en provenance de chaque pays ne doit pas être négligeable. Le seul endroit où l'on trouve une définition des cas où le volume des importations faisant l'objet d'un dumping doit être considéré comme "négligeable" est l'article 5.8.

31. Par conséquent, les Communautés sont d'avis que, dans un réexamen à l'extinction, les importations négligeables ne doivent pas être incluses dans une évaluation cumulative du dommage à moins que les autorités n'aient déterminé qu'il est probable que ces importations deviendront non négligeables si le droit est supprimé.

II. CONCLUSION

32. À titre de conclusion, les CE voudraient faire observer que, dans ses divers aspects, la présente affaire illustre la tendance générale de la législation et de la pratique des États-Unis en matière de réexamens à l'extinction, qui est de perpétuer les ordonnances antidumping plutôt que de les abroger. Les statistiques citées par le Japon et d'autres concernant la pratique des autorités des États-Unis dans les réexamens à l'extinction parlent d'elles-mêmes. En perpétuant les ordonnances antidumping sans exception à chaque fois que la branche de production nationale exprime un intérêt, les autorités des États-Unis font de la disposition de l'article 11.3 relative à l'extinction l'inverse de ce qu'elle était censée être. Comme l'Empire de Charles Quint, sur lequel le soleil ne se couchait jamais, le soleil semble ne jamais se coucher sur les ordonnances antidumping prises par les autorités des États-Unis. Les CE estiment que cela n'est pas conforme aux obligations des États-Unis au regard des Accords de l'OMC.

33. Monsieur le Président, Messieurs les Membres du Groupe spécial, je vous remercie de votre attention. Les CE sont disposées à répondre à toutes les questions que le Groupe spécial pourrait souhaiter leur poser.

ANNEXE D-6

DÉCLARATION ORALE DE LA CORÉE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

I. INTRODUCTION

1. Ce sur quoi la Corée souhaite attirer l'attention dans la présente affaire est le point de savoir si les règles appliquées par les États-Unis au réexamen à l'extinction sont compatibles avec l'Accord antidumping. Le DOC a à ce jour engagé 305 réexamens à l'extinction. Sur ce nombre, la mesure a été abrogée par le DOC dans 73 cas au motif que la branche de production nationale n'avait pas répondu à l'avis du Département concernant l'engagement d'un réexamen. Dans la totalité des 232 autres affaires, le DOC a estimé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si la mesure était supprimée. Autrement dit, celui-ci a décidé de ne pas abroger la mesure chaque fois que cette suppression était contestée par la branche de production nationale.

2. De l'avis de la Corée, le résultat de ces réexamens montre clairement que les règles des États-Unis en matière de réexamen à l'extinction sont incompatibles avec l'Accord antidumping.

A. ENGAGEMENT AUTOMATIQUE D'UN RÉEXAMEN À L'EXTINCTION SANS ÉLÉMENTS DE PREUVE SUFFISANTS

3. L'article 751 c) 1) de la Loi douanière de 1930, telle qu'elle a été modifiée, prescrit que les autorités des États-Unis "procéderont" à un réexamen à l'extinction dans chaque cas sans imposer l'obligation de constater, au moyen d'éléments de preuve, que celui-ci est justifié ou nécessaire. Cette disposition sur l'engagement automatique inverse la présomption – prévue à l'article 11 – que les mesures antidumping prennent normalement fin après une période de cinq ans. De plus, cette présomption est également mise à mal, de deux manières, par les conséquences pratiques de l'engagement automatique. Premièrement, l'engagement automatique supprime au moins partiellement la charge incombant aux parties favorables au maintien de la mesure d'établir que le dumping et le dommage subsisteraient si la mesure était abrogée en supprimant la démarche liminaire consistant à présenter des éléments de preuve à l'appui de cette probabilité. Deuxièmement, l'engagement automatique accroît la charge incombant aux parties qui souhaitent la suppression de la mesure en les contraignant à participer à des réexamens qui, autrement, n'auraient peut-être pas été engagés.

4. Le texte de l'article 11.3 prévoit que les autorités peuvent engager un réexamen à l'extinction de deux manières différentes: premièrement, "de leur propre initiative"; deuxièmement, "à la suite d'une demande dûment justifiée présentée par la branche de production nationale ou en son nom". Concernant un réexamen engagé par les autorités de leur propre initiative, l'article 11.3 ne dit rien sur les éléments de preuve minimaux auxquels il conviendrait de satisfaire avant d'engager ce réexamen. Les États-Unis interprètent cette absence d'indications comme signifiant qu'aucun élément de preuve minimal n'est requis.

5. L'article 11.3 ne prévoit pas l'obligation de procéder à un réexamen dans chaque cas. Au contraire, la première disposition de la première phrase dudit article prévoit que les mesures "ser[ont] supprimé[es]" après une période de cinq ans "à moins qu'[une]" constatation appropriée ne soit établie. L'interprétation correcte de cette phrase est que les mesures seront normalement supprimées, sauf lorsqu'il est établi une autre détermination. L'article 11.3 prévoit donc que les mesures peuvent prendre fin sans qu'il soit procédé à un réexamen. En prescrivant l'engagement automatique d'un réexamen dans chaque cas, la législation des États-Unis fait de ce réexamen la condition *sine qua non*

de la suppression de la mesure, celle-ci ne pouvant donc prendre fin dans le cadre de l'application normale de l'article 11.3.

6. De plus, rien dans le texte de l'article 11.3 ne vient étayer la position des États-Unis, selon laquelle un réexamen peut être engagé automatiquement dans chaque cas. Contrairement à l'interprétation arbitraire des États-Unis, le texte ne prévoit pas que "les autorités procèderont à un réexamen tous les cinq ans".

7. L'article 12.1 de l'Accord antidumping, par l'intermédiaire de l'article 12.3, fournit le contexte permettant d'interpréter l'article 11.3. L'article 12.3 dispose ce qui suit: "Les dispositions du présent article s'appliqueront *mutatis mutandis* au commencement et à l'achèvement des réexamens effectués en conformité avec l'article 11".

8. Concernant les disciplines régissant l'engagement des réexamens, l'article 12.1 dispose ce qui suit: "Lorsque les autorités seront convaincues que les éléments de preuve sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping en conformité avec l'article 5, le ou les Membres recevront une notification et un avis sera rendu public". Il est à noter que l'article 12.1 ne vise en aucune manière à établir une distinction entre les réexamens engagés par les autorités de leur propre initiative ou ceux qui sont engagés à la demande de la branche de production nationale ou en son nom. L'obligation de disposer d'"éléments de preuve suffisants" avant d'engager un réexamen doit donc être considérée comme s'appliquant dans l'un et l'autre cas.

9. La législation des États-Unis en matière de réexamen à l'extinction n'est pas compatible avec l'article 12.1 à cet égard. En vertu de l'article 751 c) 1) de la Loi, le DOC a l'obligation de publier l'avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction au Federal Register au plus tard 30 jours avant le cinquième anniversaire de la date de l'ordonnance en matière de dumping. Cette prescription concernant la publication d'un avis d'engagement sans éléments de preuve à l'appui est manifestement incompatible avec l'article 12.1, en vertu duquel un avis ne peut être rendu public que "[l]orsque les autorités seront convaincues que les éléments de preuve sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping en conformité avec l'article 5".

10. De plus, l'article 12.1 s'appliquant à l'engagement de réexamens au titre de l'article 11, le fait qu'il ne soit pas fait mention d'"éléments de preuve suffisants" à l'article 11.3 ne peut en soi être interprété comme signifiant que les autorités peuvent engager automatiquement la procédure de réexamen sans disposer d'aucun élément de preuve. En conséquence, la législation des États-Unis est incompatible avec l'article 11.3 et avec l'article 12.1.

11. En particulier, l'article 12.1.1 dispose que "[t]out avis au public concernant l'ouverture d'une enquête contiendra des renseignements adéquats", notamment sur la "base sur laquelle est fondée l'allégation de l'existence d'un dumping dans la demande" (article 12.1.1 iii)), et un "résumé des facteurs sur lesquels est fondée l'allégation de l'existence d'un dommage" (article 12.1.1 iv)). Si les autorités étaient autorisées à engager un réexamen à l'extinction automatiquement, sans avoir déterminé au préalable s'il existait des éléments de preuve suffisants, il n'y aurait aucune raison d'exiger que celles-ci fournissent, dans l'avis au public, des renseignements adéquats concernant la base sur laquelle est fondée l'allégation de l'existence d'un dumping ou d'un dommage. Là encore, l'article 12.1.1 s'appliquant à l'engagement de réexamens au titre de l'article 11, le fait qu'il ne soit pas fait mention d'"éléments de preuve suffisants" à l'article 11.3 ne peut être interprété comme signifiant que les autorités peuvent engager automatiquement la procédure de réexamen sans disposer d'aucun élément de preuve.

B. CRITÈRE "PEU PROBABLE" DU DOC

12. L'article 351.222 i) 1) ii) du Règlement 19 C.F.R. énonce un critère "peu probable", concernant le réexamen à l'extinction, incompatible avec les Accords de l'OMC. L'article 11.3 de

l'Accord antidumping prévoit qu'à moins que les autorités ne déterminent qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est abrogé, ce droit doit être supprimé après une période de cinq ans. En remplaçant le critère "probable" de l'article 11.3 par un critère "non probable", les États-Unis retournent en fait la charge de la preuve et imposent aux entreprises interrogées de faire la preuve que la suppression de la mesure ne conduira pas au maintien du dumping. L'utilisation d'un critère peu probable par le DOC est entachée de partialité car elle privilégie le maintien de l'ordonnance antidumping et est donc incompatible avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC. Ce renversement injustifié de la charge de la preuve se conjugue ensuite avec le critère préétabli de manière arbitraire par le Sunset Policy Bulletin, ce qui impose un seuil extrêmement élevé aux entreprises.

C. LE DOC PRÉSUME LA "PROBABILITÉ" PAR L'APPLICATION DE SCÉNARIOS PRÉÉTABLIS DE MANIÈRE ARBITRAIRE

13. Le Sunset Policy Bulletin prescrit au DOC d'examiner si les faits afférents au réexamen à l'extinction considéré correspondent à l'un des quatre scénarios factuels établis. Si les faits relèvent de l'un des trois scénarios factuels identifiés ci-après, il est "probable" que le dumping subsistera ou se reproduira:

- le dumping a subsisté à un niveau supérieur au niveau *de minimis* (c'est-à-dire 0,5 pour cent) après l'adoption de l'ordonnance instituant des droits antidumping;
- les importations ont cessé après l'adoption de l'ordonnance instituant des droits antidumping; ou
- le dumping a cessé, mais les volumes importés ont baissé de manière sensible par rapport au niveau qui était le leur avant l'adoption de l'ordonnance.

14. Comme le Japon l'a fait valoir à juste titre, la réalité commerciale est que, dans la pratique, ces scénarios couvrent chaque cas. Le seul scénario dans le cadre duquel le dumping est présumé comme étant improbable n'est pas plausible sur le plan commercial – scénario dans lequel le dumping a été totalement éliminé et les volumes importés sont demeurés stables ou ont même augmenté, du point de vue de la part de marché relative, depuis l'adoption de l'ordonnance. Le Sunset Policy Bulletin aboutit donc immanquablement à une présomption de probabilité de dumping injustifiée et effectivement irréfragable.

15. L'article 11.3 dispose que l'ordonnance instituant un droit antidumping sera abrogée, à moins que les autorités ne déterminent qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. L'obligation d'établir cette détermination incombe aux autorités chargées de l'enquête. Celles-ci ne peuvent s'en acquitter de manière appropriée ou équitable si elles prédéterminent le résultat du réexamen en limitant les circonstances qui seront considérées comme justifiant une détermination positive à des scénarios arbitraires, préétablis et non plausibles sur le plan commercial et en limitant leur détermination à une analyse étroite de faits circonscrits (c'est-à-dire, la marge de dumping et l'évolution des volumes importés).

D. L'OBSTACLE DES "RAISONS VALABLES" RENFORCE LA PRÉSOMPTION IRRÉFRAGABLE DU DOC

16. Ce qui est bien plus important, le DOC érige, à l'intention des entreprises interrogées, l'obstacle arbitrairement élevé des "raisons valables", les mettant ainsi pratiquement dans l'impossibilité de surmonter cet obstacle pour réfuter la présomption.

17. La section II.C du Sunset Policy Bulletin indique que "le Département examinera d'autres facteurs dans le cadre du réexamen à l'extinction de mesures antidumping s'il détermine qu'il existe des raisons valables d'examiner ces autres facteurs. C'est à la partie intéressée qu'incombe la charge

de fournir des renseignements ou des éléments de preuve qui justifieraient d'un examen des autres facteurs en question."

18. Par autres facteurs, on entend ici des facteurs autres que la modification de la marge de dumping et des volumes importés. Vu l'obligation qui lui incombe en vertu de l'article 11.3 de déterminer la probabilité du dumping, il n'y a aucune raison que le DOC n'examine pas dès le départ les autres facteurs pertinents dans le cadre de son analyse. L'Accord antidumping ne contient aucun élément sur lequel le DOC puisse se fonder pour limiter de manière arbitraire la portée de son examen initial des faits. L'erreur du DOC est aggravée par le fait qu'il n'accepte tout simplement pas les éléments de preuve concernant d'autres facteurs à un stade ultérieur de la procédure, mais qu'il impose une charge additionnelle aux entreprises interrogées, qui doivent fournir des "raisons valables" avant que les éléments de preuve concernant ces facteurs puissent être examinés. Cette charge additionnelle imposée aux entreprises interrogées n'est pas étayée par l'article 11.3.

E. DISCIPLINES S'APPLIQUANT À L'ENQUÊTE INITIALE ET AU RÉEXAMEN À L'EXTINCTION

19. Enfin, la Corée souhaiterait exposer son point de vue sur l'objet et le but de l'Accord antidumping et montrer à cet égard pour quelles raisons les disciplines s'appliquant à l'enquête initiale s'appliquent aussi *mutatis mutandis* au réexamen à l'extinction.

20. L'Accord antidumping contient des dispositions détaillées et complexes sur les règles s'appliquant aux diverses phases de la procédure antidumping. Une mesure antidumping ne peut être adoptée que si l'on établit de manière appropriée et l'on évalue de manière impartiale et objective ces faits détaillés et les arguments présentés par les requérants et les entreprises interrogées. Ces faits ayant un caractère très technique et étant normalement présentés sous une forme contradictoire, ils doivent être évalués conformément à des règles de procédure et de fond détaillées régissant l'adoption de mesures antidumping.

21. Si ces règles détaillées sont entachées de partialité dans un sens ou dans un autre ou manquent de clarté, le résultat de l'enquête antidumping, qu'il s'agisse de l'enquête initiale ou d'un réexamen ultérieur, pourra difficilement être équitable et cohérent. Les auteurs de l'Accord antidumping ont donc dû convenir de dispositions détaillées visant à empêcher et éliminer toute partialité dans les règles nationales et à instituer un contrôle multilatéral des mesures antidumping.

22. L'article 11.3 ne contient pas en soi de dispositions de fond détaillées régissant la procédure de réexamen à l'extinction. Pour que les autorités chargées de l'enquête puissent évaluer les faits et arguments détaillés présentés dans le cadre de ce réexamen, il convient donc soit d'appliquer à ce réexamen les dispositions détaillées prévues ailleurs dans l'Accord, soit de laisser aux autorités chargées de l'enquête de chaque Membre la latitude d'élaborer à cette fin leurs propres règles détaillées. Dans ce second cas, il est évident qu'un très grand nombre de règles différentes seraient appliquées au réexamen à l'extinction, qui échapperait alors complètement au contrôle multilatéral.

23. La Corée ne croit pas que l'intention des auteurs de l'Accord antidumping ait été de créer cette seconde situation. À son avis, les dispositions de fond détaillées figurant ailleurs dans l'Accord devraient s'appliquer au réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3 de la même manière qu'elles s'appliquent à l'enquête initiale.

ANNEXE D-7

DÉCLARATION ORALE DE LA NORVÈGE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

I. INTRODUCTION

1. Tout d'abord, j'aimerais vous remercier de me donner cette occasion de présenter les points de vue de la Norvège dans la présente affaire. Je m'appuierai sur la communication écrite que nous avons présentée en tant que tierce partie le 14 octobre 2002. Je m'appelle Mme Anniken Enersen. Je suis conseillère juridique au Ministère des affaires étrangères et je représenterai le gouvernement norvégien dans la présente affaire.

2. La Norvège a abordé dans sa communication en tant que tierce partie les trois points d'interprétation du droit qu'elle estime être les plus importants:

- le critère d'engagement des États-Unis dans les réexamens à l'extinction;
- le critère d'enquête des États-Unis dans les réexamens à l'extinction; et
- le critère *de minimis* applicable dans les réexamens à l'extinction des affaires antidumping.

3. Ces questions sont toutes très importantes pour le fonctionnement de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (que j'appellerai l'Accord antidumping). Elles sont également importantes pour les affaires de droits compensateurs et de sauvegardes. La série de recours similaires déposés contre les États-Unis montre à quel point la législation, la réglementation et la pratique administrative des États-Unis en matière de réexamens à l'extinction des droits antidumping et des droits compensateurs préoccupent les Membres de l'OMC et démontre que, de l'avis général, la manière dont elles sont appliquées violent plusieurs dispositions des Accords de l'OMC. Nul ici n'ignore, j'en suis sûre, que les mêmes questions ont été soulevées dans l'affaire DS/213 concernant l'Accord SMC, dont l'Organe d'appel est actuellement saisi.

4. M. le Président, nous croyons comprendre que l'article 11.3 de l'Accord antidumping concernant les réexamens des droits antidumping, y compris les réexamens à l'extinction, doivent être interprétés conformément aux principes reconnus du droit international public, tels qu'ils sont codifiés dans la Convention de Vienne sur le droit des traités.

5. L'article 31 de la Convention de Vienne exige que les dispositions d'un traité soient interprétées "*suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but*".

6. Les États-Unis interprètent chacune des dispositions de l'Accord antidumping de manière isolée par rapport aux autres dispositions tant qu'elles ne comportent pas de référence explicite à l'une des autres dispositions de l'Accord. Cela n'est pas conforme auxdits principes de la Convention de Vienne, conformément auxquels toutes les dispositions doivent être lues dans leur contexte textuel, c'est-à-dire que des renvois explicites ne sont pas nécessaires.

7. L'article 11.3 de l'Accord antidumping n'énonce pas des règles détaillées de fond ou de procédure. Il faut chercher ces obligations ailleurs dans l'Accord. Une juste analyse du contexte et du but de l'article 11.3 révèle qu'aucune disposition de l'Accord antidumping ne peut être lue isolément. En fait, toutes les dispositions de l'Accord sont applicables *mutatis mutandis* à l'article 11.3 dans la mesure où elles concernent les réexamens à l'extinction. Le gouvernement norvégien est convaincu

que c'est le cas pour le critère des "éléments de preuve suffisants" énoncé à l'article 5.6 et le critère "*de minimis*" énoncé à l'article 5.8.

A. LES CRITÈRES EN MATIÈRE DE PREUVE IMPOSÉS PAR L'ARTICLE 5.6 POUR L'OUVERTURE DES ENQUÊTES INITIALES À L'INITIATIVE DES AUTORITÉS S'APPLIQUENT ÉGALEMENT AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

8. Les États-Unis fondent leur position sur le fait que l'article 11 lui-même ne fait pas directement référence à un critère en matière de preuve. L'absence d'une telle référence ne signifie pas qu'aucun critère ne doit être appliqué.

1. Objet et but de l'article 11.3

9. L'objet et le but des droits antidumping sont définis à l'article 11.1: les droits ne doivent rester en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage.

10. Il découle de l'article 11.3 que, en règle générale, les droits antidumping seront supprimés cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle ils auront été imposés, la présomption étant que le dumping est contrebalancé après une telle période. Un réexamen n'est censé avoir lieu que dans des circonstances exceptionnelles lorsqu'une indication claire, fondée sur la situation existant au moment du réexamen, montre qu'il est probable que tant le dumping que le dommage subsisteraient ou se reproduiraient si le droit était supprimé.

11. Comme je viens de le dire, l'"engagement" d'un réexamen à l'extinction constitue un fait exceptionnel. Il ne s'agit donc pas seulement d'analyser si le maintien de l'ordonnance est nécessaire, mais également de déterminer si l'"engagement" lui-même est nécessaire.

12. La présomption que l'imposition d'un droit antidumping doit prendre fin au bout de cinq ans suppose que certains droits seront supprimés sans aucun réexamen. Par conséquent, l'objet et le but de l'article 11.3 exigent que l'autorité administrante prenne d'abord une décision liminaire sur le point de savoir s'il convient même d'engager un réexamen à l'extinction. L'engagement d'une procédure n'est pas une décision vide de sens ni automatique.

2. Le contexte de l'article 11.3

13. En outre, le contexte textuel de la disposition de l'article 11.3 indique clairement quel critère en matière de preuve est exigé. Le contexte textuel confirme amplement que le critère des "éléments de preuve suffisants" exigé par l'article 5.6 pour l'ouverture des enquêtes initiales à l'initiative des autorités s'applique également aux réexamens à l'extinction.

14. Il y a en particulier trois liens textuels que le gouvernement norvégien aimerait mentionner. Premièrement, le lien textuel à l'article 12.3 concernant l'application *mutatis mutandis* de l'article 12 à l'article 11, deuxièmement la référence faite à l'article 5 dans l'article 12.1 et troisièmement la note de bas de page 1 de l'Accord antidumping. Je renvoie ici à notre communication écrite pour plus de détails sur cette question.

15. Conformément à l'article 5.6, les autorités n'ont pas carte blanche pour ouvrir automatiquement des enquêtes sans disposer d'abord d'"éléments de preuve suffisants". Il est illogique d'imaginer que l'Accord antidumping limite uniquement la capacité des autorités administrantes d'engager une procédure de leur propre initiative dans certains cas mais pas dans d'autres.

16. C'est pourquoi, l'interprétation convenable de l'article 11.3, conformément à son contexte, son objet et son but exige qu'un réexamen à l'extinction engagé par les autorités soit fondé sur des "éléments de preuve suffisants".

17. Par conséquent, la loi et le règlement des États-Unis prescrivant l'engagement automatique des réexamens à l'extinction sans aucun élément de preuve sont incompatibles avec l'Accord antidumping, tels qu'ils sont libellés et tels qu'ils sont appliqués dans la présente affaire.

B. L'ACCORD ANTIDUMPING EXIGE QUE SOIT ÉTABLIE UNE DÉTERMINATION SELON LAQUELLE IL EST PROBABLE, ET NON IMPROBABLE, QUE LE DUMPING ET LE DOMMAGE SUBSISTERONT OU SE REPRODUIRONT, ET LA DÉTERMINATION DOIT ÊTRE FONDÉE SUR UNE ANALYSE "PROSPECTIVE"

18. Je passe maintenant au critère "probable" de l'article 11.3. Il représente une obligation positive pour les autorités nationales de "déterminer" la "probabilité" que le dumping subsistera ou se reproduira. Le critère "probable" de l'article 11.3 exige une "détermination", fondée sur une analyse prospective des éléments de preuve positifs montrant qu'il existe une probabilité, et non de lointaines possibilités, que le dumping subsistera ou se reproduira à l'avenir.

1. Règlement des États-Unis

19. Une comparaison du texte du règlement sur les réexamens à l'extinction des États-Unis avec celui de l'article 11.3 de l'Accord antidumping montre que le critère de suppression d'un droit antidumping n'est pas conforme avec les obligations dans le cadre de l'OMC. Une ordonnance antidumping devrait être abrogée à moins qu'il ne soit probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront de ce fait. Conformément au règlement des États-Unis, au contraire, le droit antidumping ne sera supprimé que lorsqu'il est peu probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait de ce fait.

20. Cette différence n'est en aucun cas strictement sémantique. Le critère "probable" implique un niveau plus élevé de certitude que la prescription selon laquelle le droit doit être supprimé "lorsque cela est peu probable". C'est également ce qu'a dit un Groupe spécial antérieur dans l'affaire États-Unis - DRAM. Le raisonnement suivi par le Groupe spécial dans l'interprétation de l'article 11.2 est parfaitement transposable à l'article 11.3. Il n'est pas concevable que le critère applicable pour la suppression des droits dans le cadre d'un réexamen au cours de la durée d'application normale du droit soit plus strict que dans le contexte d'un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3, qui contrairement à l'article 11.2 établit la suppression du droit comme étant la règle principale.

2. Sunset Policy Bulletin

21. L'incompatibilité avec les règles de l'OMC sur ce point ne se limite pas aux dispositions du règlement. Le Sunset Policy Bulletin exige de manière inadmissible que toute enquête factuelle réelle se limite à déterminer prospectivement s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. Le terme "probable" à l'article 11.3 fait obligation aux autorités de procéder à une analyse prospective des éléments de preuve positifs afin d'établir s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. En examinant uniquement les marges de dumping et les volumes d'importation antérieurs, le DOC, en tant que pratique générale, examine le passé au lieu de considérer l'avenir. Le Sunset Policy Bulletin limite donc de façon inadmissible l'examen du DOC à une analyse rétrospective. Cette approche crée la présomption irréfragable que le dumping subsistera ou se reproduira.

22. Par conséquent, le gouvernement norvégien estime que le DOC n'adopte pas, dans un réexamen à l'extinction, l'approche prospective qui convient afin de déterminer s'il est probable que le dumping subsistera. Par conséquent, nous estimons que le règlement et la pratique des États-Unis sont incompatibles avec l'article 11.3, en tant que pratique générale et tels qu'ils sont appliqués dans la présente affaire.

3. La prescription *de minimis* de l'article 5.8 s'applique également dans le contexte d'un réexamen à l'extinction

23. Comme je l'ai déjà dit, le droit international public, tel qu'il est codifié dans la Convention de Vienne exige que les dispositions d'un traité soient interprétées suivant leur contexte et leur objet et leur but. Le contexte immédiat de l'article 11.3 est l'article 11.1 qui énonce l'objet et le but d'un droit antidumping. Conformément à l'article 11.1, "les droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage". La notion de "dumping qui cause un dommage" est déterminante pour toutes les dispositions de l'Accord antidumping. Lorsque le dumping ne cause pas de dommage, l'Accord ne permet pas l'imposition de droits antidumping.

24. En outre, l'article 5.8 exige que les droits antidumping soient supprimés immédiatement lorsque la marge de dumping est *de minimis*, c'est-à-dire lorsqu'elle est inférieure à 2 pour cent. Il est donc interdit d'imposer des droits antidumping lorsque la marge de dumping est inférieure à ce seuil.

25. Il n'y a aucune raison pour laquelle ce critère *de minimis* ne devrait pas s'appliquer dans les réexamens à l'extinction. Les réexamens à l'extinction et l'enquête initiale ont le même objet et le même but, et toutes les impositions de droits antidumping doivent satisfaire aux mêmes prescriptions. Autoriser un pourcentage *de minimis* inférieur dans les réexamens à l'extinction équivaudrait à ne pas tenir compte de la substance même de l'Accord antidumping.

26. Comme je l'ai dit plus haut concernant la question de l'engagement automatique à l'initiative des autorités, le fait que l'article 11.3 est muet sur ce point n'est pas en lui-même concluant. Cela confirme simplement qu'il faut chercher ailleurs. Il ressort clairement de la structure d'ensemble de l'Accord antidumping que les concepts de base ne sont pas répétés une fois qu'ils ont été définis. Ainsi, ni le "dumping" ni le "dommage" ne sont définis à l'article 11 et il n'y est pas fait référence dans cet article car leurs critères ressortent de manière évidente des autres articles de l'Accord. C'est également le cas pour la règle *de minimis* qui est définie une seule fois, à l'article 5.8.

27. Le rapport du Groupe spécial dans l'affaire États-Unis – Extinction des droits compensateurs sur l'acier en provenance d'Allemagne appuie cette interprétation. Le Groupe spécial a constaté que le critère *de minimis* de l'article 11.9 de l'Accord SMC devrait s'appliquer à la fois dans les enquêtes initiales et dans les réexamens à l'extinction des ordonnances en matière de droits compensateurs au titre de l'article 21.3 de l'Accord SMC. La décision dans l'affaire États-Unis – DRAM va également dans le sens de l'application d'un critère *de minimis* de 2 pour cent dans les réexamens à l'extinction.

28. C'est pourquoi la Norvège est convaincue que le critère *de minimis* de 0,5 pour cent appliqué par les États-Unis dans les réexamens à l'extinction constitue une violation manifeste de l'article 11.3 lu conjointement avec l'article 5.8 de l'Accord antidumping, en tant que pratique générale et tel qu'il est appliqué dans la présente affaire.

29. Enfin, j'aimerais souligner l'importance de la décision à prendre qui a un grand intérêt non seulement pour la présente affaire, mais également pour la législation des États-Unis en tant que telle. Comme nous le savons tous, un certain nombre de réexamens à l'extinction ont été entrepris par les États-Unis sur le même modèle. Cela s'applique non seulement aux réexamens à l'extinction des droits antidumping mais également aux réexamens des droits compensateurs et des sauvegardes.

30. M. le Président, lors de l'examen de la législation des États-Unis, je vous demanderais de toujours tenir présent à l'esprit le fait que le recours à de telles mesures est exceptionnel et que leur application ne devrait donc être prolongée que dans des cas exceptionnels.

31. Merci de votre attention.

ANNEXE D-8

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DU JAPON - DEUXIÈME RÉUNION

I. INTRODUCTION

1. Il est nécessaire d'examiner d'abord sur quoi doit porter le réexamen au regard de la jurisprudence de l'OMC relative aux allégations du Japon concernant la pratique générale. En fait, les États-Unis font valoir que des procédures administratives qui, à première vue, sont facultatives sont exemptes de tout examen. Cette interprétation enlève toute signification aux obligations énoncées à l'article 18.4 de l'Accord antidumping et à l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC. Des mesures qui semblent à première vue facultatives mais qui sont en réalité traitées comme des obligations impératives par les autorités administrantes, et fonctionnent comme telles, peuvent donner lieu à une action. Ces procédures administratives qui sont *de facto* impératives sont tout aussi incompatibles avec les règles de l'OMC que les obligations impératives *de jure* citées par les États-Unis. Il ne suffit pas que le Sunset Policy Bulletin semble conférer à l'exécutif un pouvoir discrétionnaire pour le rendre compatible avec les règles de l'OMC. La question qui se pose au présent Groupe spécial est de savoir si le Sunset Policy Bulletin a une existence fonctionnelle propre et s'il définit des règles préétablies, incompatibles avec l'Accord antidumping et l'Accord sur l'OMC, pour la réalisation des réexamens à l'extinction. La réponse à cette question est positive.

2. Le Japon a démontré que le Sunset Policy Bulletin a été publié deux mois avant que le DOC ne commence à réaliser des réexamens à l'extinction. Le DOC a suivi les préceptes du Bulletin dans chacun des 227 réexamens à l'extinction et dans tous ces réexamens il a constaté qu'il était probable que le dumping subsisterait. Par conséquent, le Japon a établi une "pratique constante" de la part du DOC lorsque celui-ci procède à l'analyse de la probabilité.

3. Dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial, les États-Unis admettent que "la soi-disant "pratique" du Japon consiste simplement en déterminations spécifiques dans des procédures spécifiques à l'extinction". C'est précisément ce qui constitue une "pratique générale". Dans *Mechanical Transfer Presses from Japan*, le DOC a demandé aux parties de présenter des renseignements concernant le volume global des importations après l'expiration du délai de 30 jours. Le seul écart que l'on peut constater dans cette affaire est par rapport au délai de 30 jours pour les réponses de fond et non par rapport au Sunset Policy Bulletin.

4. Les États-Unis ont ensuite fait observer que pour satisfaire à l'obligation imposée par le critère "déterminer" à l'article 11.3, la détermination doit simplement être fondée sur des éléments de preuve suffisants. Le critère des éléments de preuve suffisants est toutefois le critère d'examen judiciaire des États-Unis. Ce critère est bien moins exigeant que le critère d'examen défini par l'Accord antidumping et l'Accord sur l'OMC.

II. ALLÉGATIONS DE FOND

5. Comme l'Organe d'appel l'a reconnu dans l'affaire *États-Unis - Extinction des droits compensateurs*, "[la] suppression d'un droit compensateur est la règle, et son maintien l'exception". Cette hypothèse de base devrait avoir une incidence sur la manière dont toutes les déterminations sont établies dans un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

A. INITIATION AUTOMATIQUE DES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION À L'INITIATIVE DES AUTORITÉS SANS ÉLÉMENTS DE PREUVE SUFFISANTS

6. La disposition de base de l'article 11.3, lue à la lumière des autres dispositions de l'Accord antidumping, révèle qu'il existe un critère en matière de preuve pour ce qui est de l'engagement d'une procédure dans cet article. Les critères en matière de preuve de l'article 5 sont explicitement mentionnés à la fois à l'article 12 et dans la note de bas de page 1 à l'Accord. L'article 12.1, par l'utilisation de l'expression *mutatis mutandis* à l'article 12.3 reflète l'existence de ce critère en matière de preuve à l'article 11.3. En ce qui concerne la note de bas de page 1, elle exige spécifiquement d'une autorité administrante qu'elle applique les critères en matière de preuve de l'article 5 lorsqu'elle engage une procédure au titre de l'Accord.

7. La décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Extinction des droits compensateurs* n'est pas déterminante dans la présente affaire. L'Organe d'appel n'a pas eu l'occasion d'examiner le renvoi explicite de la note de bas de page 37 à l'article 11 et à l'article 21.3 de l'Accord SMC, l'équivalent du renvoi de la note de bas de page 1 aux articles 5 et 11.3 de l'Accord antidumping.

8. Dans leur deuxième communication, les États-Unis semblent admettre que la note de bas de page 1 définit le terme "initiated", mais ils ne tiennent pas compte du sens plus large de cette note de bas de page. Celle-ci définit le terme "initiated" comme se rapportant aux procédures qu'un Membre est tenu de suivre lorsqu'il commence une enquête conformément à l'article 5. Plus important encore, la note de bas de page prévoit que la définition du terme "initiated" s'applique tout au long de l'Accord antidumping. L'article 11.3 prévoit que les réexamens à l'extinction sont "initiated" – terme dont la seule définition apparaît dans la note de bas de page 1. Par conséquent, les procédures en matière de preuve de l'article 5 s'appliquent également à l'engagement des réexamens à l'extinction.

9. Dans le Cycle d'Uruguay, la note de bas de page 1 a été modifiée afin d'incorporer les critères en matière de preuve de l'article 5. Par ailleurs, les Membres ont ajouté l'article 11.3. Ce faisant, ils ont veillé à ce que les enquêtes et les réexamens à l'extinction soient "initiated" conformément à l'article 5.

10. L'Organe d'appel a certes eu raison de constater que l'article 22.1 et 22.7 de l'Accord SMC prévoit un avis au public, mais il n'a pas vu que l'expression *mutatis mutandis* à l'article 22.1 et à l'article 22.7 de l'Accord SMC (qui correspondent respectivement à l'article 12.1 et à l'article 12.3 de l'Accord antidumping) reflète l'incorporation des critères en matière de preuve de l'article 11 à l'article 21.3 par le biais de la note de bas de page 37 de l'Accord SMC (l'équivalent de l'article 5 à l'article 11.3 par le biais de la note de bas de page 1 dans l'Accord antidumping). Sinon, l'expression *mutatis mutandis* de l'article 12 de l'Accord antidumping n'a aucun sens.

B. LE CRITÈRE ET LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ DU DOC NE SONT PAS COMPATIBLES AVEC LES RÈGLES DE L'OMC

11. Les États-Unis tentent de justifier leur utilisation d'un libellé incompatible avec les règles de l'OMC à l'article 351.222 i) 1) ii) de leur règlement. Ils interprètent mal la détermination de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Extinction des droits compensateurs*. En fait, l'Organe d'appel appuie la position du Japon. Il a dit que la réalisation d'un seul réexamen à l'extinction ne peut pas constituer un élément de preuve de la pratique du dumping. Il ne donne absolument pas son aval à la pratique générale du DOC pour ce qui est de la détermination de la probabilité.

12. L'Organe d'appel a ensuite ajouté qu'"en l'absence de renseignements quant au nombre de réexamens à l'extinction effectués, à la méthode suivie par le DOC dans d'autres réexamens, et aux résultats globaux de ces réexamens", il est difficile de constater une pratique générale des autorités. Le Japon a établi que dans chacune des 227 déterminations positives établies dans le cadre d'un

réexamen à l'extinction, le DOC a constaté que les sociétés interrogées correspondaient à l'un des trois scénarios de la section II.A.3 du Bulletin selon lesquels il était "probable" que le dumping subsiste. Par conséquent, à moins que le Sunset Policy Bulletin ne soit modifié, le DOC continuera d'appliquer aveuglément ses directives sans exception.

13. À l'article 351.222 i) 1) ii), qui énonce le critère "peu probable", les États-Unis auraient pu simplement inclure dans cette partie de leur règlement un libellé identique à celui de la Loi. En choisissant de ne pas le faire, les États-Unis montrent qu'ils ont l'intention d'appliquer un critère "peu probable" bien plus restrictif et incompatible avec les règles de l'OMC dans leurs réexamens à l'extinction.

14. Les États-Unis mettent la charrue avant les bœufs dans leur détermination de la probabilité. Dans leur deuxième communication, ils affirment que si des éléments de preuve montrent que le dumping a subsisté le moins du monde au cours des cinq années précédentes, le DOC conclura qu'avec l'abrogation de l'ordonnance, il est probable que le dumping subsistera. La position des États-Unis est contraire aux obligations énoncées à l'article 11.3.

15. Un réexamen à l'extinction est une procédure permettant de "déterminer" s'il est probable que le dumping "subsistera". Le terme "subsistera" et l'expression "nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2" à l'article 11.3 signifient que la probabilité du dumping doit être "déterminée" dans le cadre d'un réexamen à l'extinction même si le dumping se poursuit au moment de l'engagement du réexamen à l'extinction. L'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Extinction des droits compensateurs* a confirmé cette interprétation, constatant que le maintien des droits compensateurs doit être fondé sur un réexamen réalisé de manière appropriée et sur une détermination positive. Dans la même affaire, le Groupe spécial a constaté que les autorités avaient une obligation positive de recueillir des éléments de preuve positifs qui peuvent consister en éléments de preuve réunis au cours de l'enquête initiale, des réexamens intermédiaires et du réexamen à l'extinction lui-même. L'Organe d'appel a confirmé cette notion lorsqu'il a constaté que les réexamens au titre de l'article 21 doivent être de "véritables" réexamens "rigoureux". Néanmoins, les États-Unis allèguent que si le dumping "subsiste" le moins du monde depuis l'imposition de l'ordonnance cela entraînera une détermination positive. Dans aucune affaire, le DOC ne fonde sa détermination sur des éléments de preuve prospectifs positifs quels qu'ils soient. Ce type de réexamen n'est pas un véritable réexamen rigoureux.

16. Les États-Unis recourent au critère des "raisons valables" pour limiter encore davantage l'aptitude du DOC à établir une détermination prospective et renforcent la présomption irréfragable. Les États-Unis ont cité deux réexamens à l'extinction dans leur réfutation. Les déterminations finales du DOC dans les deux cas étaient toutefois fondées uniquement sur des marges et des volumes d'importation antérieurs comme l'exigent les sections II.A.3 et 4 du Sunset Policy Bulletin.

17. Si le DOC procédait à une détermination appropriée de la probabilité, il n'y aurait pas du tout de critère des "raisons valables". Le DOC accepterait et évaluerait simplement tous les éléments de preuve communiqués. La section II.C du Sunset Policy Bulletin fait toutefois retomber sur les sociétés interrogées la charge de réfuter la présomption et limite l'aptitude du DOC à incorporer d'autres renseignements dans sa détermination.

18. Dans la présente affaire, les États-Unis ont appliqué la même logique orientée vers les résultats comme dans toutes les autres affaires. Ils font valoir qu'aucun élément de preuve n'étaye l'inférence selon laquelle les producteurs/exportateurs japonais ne pratiqueraient plus le dumping si le droit était supprimé. Pourtant, en fait de tels éléments de preuve figuraient au dossier dans la présente affaire. Les États-Unis ont tout simplement rejeté les éléments de preuve et leur implication logique.

19. L'affirmation des États-Unis selon laquelle la détermination de la probabilité est qualitative est fausse. L'article 2 exige que toutes les déterminations en matière de dumping soient fondées sur

une analyse quantitative. En fait, l'approche des États-Unis n'est ni qualitative ni quantitative. Elle s'appuie simplement sur la présomption que tout dumping au cours des cinq années précédentes est suffisant pour maintenir l'ordonnance antidumping.

20. Les États-Unis interprètent la décision de l'Organe d'appel hors contexte. Contrairement à ce que les États-Unis affirment, l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Extinction des droits compensateurs* appuie la position du Japon, constatant que le montant de la subvention est pertinent pour la détermination de l'existence d'un dommage.

21. Le Groupe spécial *États-Unis – Extinction des droits compensateurs* appuie l'argument du Japon, déclarant que "À nos yeux, l'un des volets de l'analyse de la probabilité à faire dans un réexamen à l'extinction au titre de l'article 21.3 est une évaluation du taux probable de subventionnement." Récemment, le Groupe spécial *CE – Linge de lit* a également indiqué qu'une quantification est indispensable. D'ailleurs, sans une évaluation de l'importance de la marge probable de dumping, on ne peut pas déterminer la probabilité d'un "dumping". Une détermination en matière de "dumping" ne peut pas être faite dans l'abstrait.

22. Enfin, le rejet par le DOC de la communication d'une société interrogée, fondé sur la règle des 30 jours pour les communications, était incompatible avec l'article 6.1, 6.2 et 6.6. Le délai de 30 jours prévu à l'article 6.1.1 ne constitue pas la fin en soi de l'analyse, mais un minimum absolu pour les réponses initiales, comme l'a dit l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*. Une interprétation appropriée exige un examen des obligations plus vastes énoncées tout au long de l'article 6. L'article 6.1 énonce la règle fondamentale selon laquelle d'"amples possibilités" devraient être ménagées aux parties pour présenter tous leurs éléments de preuve et leurs arguments dans les délais imposés par l'article 11.4. Comme cela a été démontré dans l'affaire *Mechanical Transfer Presses from Japan*, le DOC est en mesure de ménager aux sociétés interrogées la possibilité de présenter des éléments de preuve avec leur mémoire dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. Conformément à l'article 6.1, le DOC doit le faire au moment du mémoire dans les autres réexamens à l'extinction. L'article 6.2 exige des autorités qu'elles ménagent pleinement aux sociétés interrogées la possibilité de défendre leurs intérêts. Dans ce contexte, conformément à l'article 6.9, les autorités doivent divulguer les faits essentiels examinés pour que les parties puissent défendre leurs intérêts. Le mémoire communiqué par NSC était la seule possibilité que cette société a eue de défendre ses intérêts après avoir pris connaissance des faits essentiels examinés. Par conséquent, le refus des États-Unis d'accepter le moyen de défense de NSC est contraire à leurs obligations au titre de l'article 6.2. Conformément à l'article 6.6, les autorités sont tenues de prendre en considération tous les renseignements au cours de la procédure. Comme l'Organe d'appel l'a dit dans l'affaire *Bismuth II*, les autorités ne sont pas libres de ne pas tenir compte des renseignements communiqués par les parties. En résumé, le rejet par le DOC de la communication de NSC était incompatible avec l'article 6.1, 6.2 et 6.6.

C. IMPORTANCE DE LA MARGE DE DUMPING QUI EXISTE PROBABLEMENT, PRATIQUE DE LA RÉDUCTION À ZÉRO, ET CRITÈRE *DE MINIMIS*

23. Le Japon a fait valoir que la communication à l'USITC de marges de dumping incompatibles avec les règles de l'OMC aux fins de l'analyse du dommage est incompatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'article 11.3. Contrairement à l'argument des États-Unis selon lequel "aucune disposition de l'Accord n'impose à l'USITC de prendre en considération l'importance de la marge de dumping ou ne l'empêche de le faire", les obligations énoncées à l'article 3.4 et 3.5 sont incorporées à l'article 11.3 par le biais de la définition du dommage donné dans la note de bas de page 9.

24. À moins qu'une affaire ne relève des exceptions limitées décrites dans les sections II.B.1 à II.B.3, le Sunset Policy Bulletin présume de manière irréfragable que les marges de dumping initiales seront à nouveau observées. Dans la présente affaire, le DOC a appliqué de façon mécanique la section II.B.1 du Sunset Policy Bulletin et a communiqué à l'USITC la marge de dumping de l'enquête

initiale, sans tenir compte de tous les autres faits présentés par une société interrogée. Cette pratique est exactement celle qui a été condamnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Extinction des droits compensateurs*.

25. L'application par le DOC de marges de dumping dans lesquelles les marges de dumping négatives ont été "réduites à zéro" au cours d'un réexamen à l'extinction est incompatible avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC. L'article 2 définit la manière dont le "dumping" est déterminé tout au long de l'Accord antidumping, y compris dans les réexamens à l'extinction. L'article 2.4 définit les règles du calcul de la marge de dumping et constitue la base de la détermination en matière de dumping. L'article 2.1 exige que la "comparaison équitable" de l'article 2.4 soit effectuée pour la totalité du produit examiné et non pour un sous-ensemble du produit. Une méthode de réduction à zéro exclut les marges de certains sous-ensembles du produit lors du calcul de la marge de dumping. Par conséquent, une détermination en matière de dumping qui s'appuie sur la méthode de la réduction à zéro n'est pas compatible avec les obligations au titre de l'article 2. Étant donné que le DOC utilise des marges de dumping qui "réduisent à zéro" les marges négatives pour déterminer si le "dumping" se produira à l'avenir et qu'il communique l'importance de cette marge, les États-Unis agissent de manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 11.3.

26. Le critère *de minimis* énoncé à l'article 5.8 en ce qui concerne les réexamens à l'extinction s'applique au paragraphe 11.3. Compte tenu de la différence de libellé, et en particulier de l'absence de l'expression "aux fins du présent paragraphe" à l'article 5.8 de l'Accord antidumping, et à la lumière de l'historique de la négociation, les critères *de minimis* de l'Accord SMC et de l'Accord antidumping ne sont pas identiques, et par conséquent, le raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Extinction des droits compensateurs* ne s'applique pas dans la présente affaire.

D. LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ DOIT ÊTRE FAITE SÉPARÉMENT PAR ENTREPRISE

27. En réponse à la question 25 c), les États-Unis ont affirmé de manière incorrecte que toutes les dispositions de l'article 6 comportent des éléments en matière de preuve et de procédure sous une forme ou une autre, mais que les éléments de fond de ces dispositions n'étaient pas incorporés dans l'article 11.3. En fait, l'historique de la négociation montre que toutes les dispositions de l'article 6 sont des dispositions en matière de procédure ou de preuve. En tant que telles, elles sont expressément incorporées dans l'article 11. Le fait que certaines de ces procédures puissent avoir des implications de fond ne les empêche pas d'avoir un effet au niveau des procédures.

28. L'article 6.10, qui énonce la règle selon laquelle la détermination en matière de dumping doit être établie séparément par entreprise, ne comporte aucune règle de fond quant à la manière dont il faut déterminer le "dumping" séparément par entreprise. De telles règles de fond sont énoncées à l'article 2. Les obligations contenues à l'article 6.10 ont un caractère procédural et sont par conséquent incorporées dans l'article 11.

E. LA DÉCISION DE L'USITC DE CUMULER LES IMPORTATIONS SANS ÉVALUER LEUR CARACTÈRE NÉGLIGEABLE EST INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 11.3

29. En réponse à la question 22, les États-Unis affirment que, du fait de l'utilisation du terme "enquêtes" à l'article 3.3, le critère relatif au caractère négligeable ne s'applique qu'aux enquêtes initiales. Contrairement à ce qu'affirment les États-Unis, l'article 3.3 qui fait référence à une "évaluation des effets de ces importations" pour déterminer l'existence d'un dommage, est inséparable de l'article 3.1, 3.4 et 3.5 et, conformément à la note de bas de page 9, ils doivent être évalués conjointement, que ce soit dans une enquête initiale ou dans un réexamen à l'extinction.

30. Il y a eu des désaccords entre les Membres sur le point de savoir si le Code antidumping du Tokyo Round permettait de procéder à une évaluation cumulative. Le nouvel article 3.3 ajouté dans

l'Accord antidumping issu du Cycle d'Uruguay et le terme "pourront" à l'article 3.3 ont résolu ce problème. Conformément à l'Accord antidumping actuel, l'évaluation cumulative n'est autorisée que lorsque certaines conditions énoncées à l'article 3.3 sont réunies.

31. Le Japon allègue, dans le cadre du mandat, que l'article 3.3 doit être respecté lors d'une évaluation cumulative dans les réexamens à l'extinction. Pour réfuter l'argument des États-Unis selon lequel l'article 3.3 ne s'applique pas à l'article 11.3, le Japon fait valoir qu'aucune évaluation cumulative ne serait autorisée si l'article 3.3 ne s'appliquait pas aux réexamens à l'extinction. L'argument du Japon relève donc du mandat.

32. Contrairement à ce que font valoir les États-Unis, l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Extinction des droits compensateurs* appuie l'allégation du Japon. L'Organe d'appel a noté que la note de bas de page 45 (qui est l'équivalent de la note de bas de page 9 dans l'Accord antidumping) indique que le terme "dommage" "sera interprété conformément aux dispositions de [l'article 15]". Étant donné que l'article 11.3 exige de l'USITC qu'elle détermine la probabilité d'un "dommage" futur, l'USITC doit respecter les obligations énoncées à l'article 3.

33. Les États-Unis ont fait valoir que l'USITC s'était penchée sur la question du volume des importations visées dans son rapport. En fait, aucune de ces deux sections, ni aucune autre section du rapport de l'USITC, ne tient compte du critère du caractère négligeable de 3/7 pour cent lorsqu'il a été décidé de cumuler les importations en provenance du Japon. En n'examinant pas la question de savoir si les importations en provenance du Japon étaient négligeables, l'USITC a agi de manière incompatible avec ses obligations dans le cadre de l'OMC.

F. CONFORMÉMENT À L'ARTICLE X:3 A) DU GATT DE 1994, LES ÉTATS-UNIS DOIVENT APPLIQUER LEURS LOIS D'UNE MANIÈRE UNIFORME, IMPARTIALE ET RAISONNABLE

34. Comme cette question a déjà été étudiée de manière approfondie, nous ne répéterons pas nos arguments ici. Nous notons toutefois que l'affirmation des États-Unis selon laquelle le Japon n'a présenté aucun élément de preuve à l'appui de ses allégations sur ce point est tout simplement fausse.

III. CONCLUSION

35. Pour ces raisons, le Japon demande que le Groupe spécial: 1) constate que les lois, règlements, procédures administratives et déterminations des États-Unis mentionnés ci-dessus sont incompatibles avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC et 2) recommande que les États-Unis prennent des mesures appropriées pour se conformer à leurs obligations.

ANNEXE D-9

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE - DEUXIÈME RÉUNION

1. Les allégations formulées par le Japon dans ses communications, portant sur les critères relatifs à l'engagement à l'initiative des autorités, une prétendue prescription *de minimis*, les prescriptions en matière de preuve et de procédure applicables dans le cadre des réexamens à l'extinction et une prétendue prescription quantitative stricte relative au caractère négligeable pour les réexamens à l'extinction sont sans fondement parce qu'elles reposent sur des obligations que l'on ne trouve pas dans l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Sur cette base, le Groupe spécial devrait rejeter les allégations du Japon et refuser d'imputer à l'article 11.3 "des mots qui n'y figurent pas".

2. Conformément à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et à la jurisprudence établie de l'OMC, les États-Unis ont fait valoir que le Groupe spécial devrait interpréter le texte de l'Accord antidumping, et en particulier de l'article 11.3 et 11.4, suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but. Cela devrait être simple étant donné que les termes sont dénués d'ambiguïté.

3. En termes simples, l'article 11.3 prévoit qu'un droit antidumping définitif doit être supprimé à moins que la constatation requise – à savoir la probabilité que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront – ne soit établie. Cette constatation est établie dans le contexte d'un réexamen à l'extinction qui, conformément aux termes explicites de l'article 11.3, peut être entrepris de deux manières – par les autorités "de leur propre initiative" *ou* à la suite d'une "demande dûment justifiée" présentée par la branche de production nationale ou en son nom. Rien dans le texte ni le contexte ne limite le droit pour les autorités d'engager une procédure "de leur propre initiative". Rien non plus dans l'article 11.3, ni ailleurs dans l'Accord antidumping, n'oblige les autorités à prendre en considération l'importance du dumping actuel pour déterminer la probabilité que, en l'absence de droit antidumping, le dumping subsisterait ou se reproduirait, ni même à quantifier les marges de dumping qui existeront probablement si le droit est supprimé. En outre, il n'est dit nulle part dans l'article 11.3, ni ailleurs dans l'Accord antidumping, que la détermination de la probabilité d'un dumping doit être établie séparément par entreprise. Il n'est pas dit non plus à l'article 11.3, ni ailleurs dans l'Accord antidumping, que les critères relatifs au caractère négligeable énoncés à l'article 5.8 s'appliquent à la détermination de la probabilité d'un dommage dans les réexamens à l'extinction. Enfin, aux termes de l'article 11.4, un réexamen à l'extinction doit être réalisé conformément aux prescriptions en matière de preuve et de procédure de l'article 6. La détermination à l'extinction établie par le DOC dans l'affaire de l'acier traité contre la corrosion en provenance du Japon respecte toutes les obligations imposées par les termes de l'Accord antidumping.

4. Contrairement aux États-Unis qui fondent leur analyse sur les textes, le Japon élabore des hypothèses concernant le "but" de diverses dispositions de l'Accord antidumping puis tente de tirer de ces prétendus buts des obligations que l'on ne trouve pas dans le texte. Cette approche bien entendu est à l'opposé du principe de base de l'interprétation des traités tel qu'il est exposé à l'article 31 de la Convention de Vienne.

5. Dans l'affaire récente *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*[1], l'Organe d'appel a rejeté l'approche interprétative préconisée par le Japon. Premièrement, l'Organe d'appel a rejeté une allégation des CE selon laquelle le critère *de minimis* applicable aux enquêtes en matière de droits compensateurs est également applicable aux réexamens à l'extinction des droits compensateurs en

[1] WT/DS213/AB/R, rapport de l'Organe d'appel, adopté le 19 décembre 2002.

vertu de l'article 21.3 de l'Accord SMC. Deuxièmement, l'Organe d'appel a confirmé le rejet par le Groupe spécial d'une allégation des CE selon laquelle les dispositions de la législation des États-Unis prévoyant l'engagement automatique des réexamens à l'extinction à l'initiative du DOC sont incompatibles avec l'article 21.3 de l'Accord SMC. Bien que l'affaire *Acier traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* porte sur l'article 21.3 et sur d'autres dispositions de l'Accord SMC, les dispositions pertinentes de l'Accord antidumping sont essentiellement identiques à celles de l'Accord SMC et le raisonnement de l'Organe d'appel est tout aussi convaincant dans la présente affaire.

6. Quatre exemples de ce raisonnement sont très révélateurs en ce qui concerne les allégations formulées par le Japon devant le présent Groupe spécial. Premièrement, l'Organe d'appel a commencé son analyse portant à la fois sur la question de l'engagement à l'initiative des autorités et sur la question de *de minimis* à partir du texte de l'article 21.3, la disposition de fond relative aux réexamens à l'extinction, afin de déterminer si ce texte comporte les mêmes prétendues obligations que celles dont le Japon allègue l'existence dans le présent différend. À cet égard, l'Organe d'appel a reconnu que 1) "le fait qu'une disposition particulière d'un traité est "muette" sur une question spécifique "a certainement un sens""[2] et 2) "lorsqu'une disposition fait référence, sans restriction, à une action qu'un Membre peut entreprendre, cela indique qu'aucune limite n'est censée être imposée à la manière dont une telle action peut être entreprise ou aux circonstances dans lesquelles elle peut l'être".[3] Deuxièmement, l'Organe d'appel a fait observer que l'article 21.3 de l'Accord SMC ne contient aucun renvoi explicite aux règles en matière de preuve relatives à l'engagement d'une procédure et il a ajouté que "[n]ous pensons que l'absence de tout renvoi de ce type a certaines conséquences étant donné que, comme nous l'avons vu ... les négociateurs de l'Accord SMC ont fait amplement usage de renvois, entre autres, pour appliquer des obligations relatives aux *enquêtes* aux procédures de réexamen".[4] Troisièmement, l'Organe d'appel a accordé une signification au fait que l'article 21.4 de l'Accord SMC fait expressément référence à l'article 12 (concernant les éléments de preuve), mais pas à l'article 11 (engagement de la procédure). L'absence de renvoi a été interprétée par l'Organe d'appel comme indiquant que "les rédacteurs entendaient que les obligations énoncées à l'article 12, mais pas celles qui sont énoncées à l'article 11, s'appliquent aux réexamens effectués au titre de l'article 21.3".[5] Enfin, l'Organe d'appel a prononcé des constatations concernant l'objet et le but de l'Accord SMC, concluant que "[p]ris dans leur ensemble, l'objet et le but principaux de l'Accord SMC sont d'accroître et d'améliorer les disciplines du GATT relatives à l'utilisation de subventions et de mesures compensatoires".[6]

7. Outre les questions juridiques générales déjà examinées, le Japon a également formulé des allégations spécifiques à la présente affaire concernant la détermination à l'extinction du DOC sur les produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon. La détermination du DOC – à savoir qu'il est probable que le dumping subsistera et se reproduira si l'ordonnance en matière de droits antidumping est abrogée – est fondée sur la *poursuite du dumping* pendant la durée d'application de l'ordonnance. Après avoir donné à toutes les parties intéressées d'amples possibilités de communiquer leur point de vue pour qu'il soit versé au dossier, ainsi que tous les renseignements qu'elles jugeraient pertinents, le DOC a raisonnablement conclu qu'en cas d'abrogation, il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait.

8. Comme les États-Unis l'ont exposé en détail dans leurs communications, l'Accord antidumping n'exige pas de l'USITC qu'elle procède à une évaluation du caractère négligeable pour décider s'il convient de cumuler les importations dans le cadre des réexamens à l'extinction. Spécifiquement, les États-Unis ont souligné que ni le texte de l'Accord ni son objet et son but n'étayaient l'affirmation du Japon. En fait, l'Organe d'appel, dans l'affaire *Acier traité contre la*

[2] *Id*., paragraphe 65.
[3] *Id*., paragraphe 104.
[4] *Id*., paragraphe 105 (italique dans l'original).
[5] *Id*., paragraphe 72.
[6] *Id*., paragraphe 73.

corrosion en provenance d'Allemagne, a récemment rejeté les conclusions du Groupe spécial qui reposaient sur des arguments semblables à ceux avancés ici par le Japon et a constaté que le critère *de minimis* de l'article 11.9 de l'Accord SMC ne s'appliquait pas aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 21.3. Si l'on applique ici le raisonnement sur lequel repose le rapport de l'Organe d'appel concernant l'article 11.9 de l'Accord SMC, on aboutit à la conclusion que, dans la présente affaire, les critères relatifs au caractère négligeable de l'article 5.8 de l'Accord antidumping pour ce qui est des enquêtes initiales ne s'appliquent pas aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.

9. Nonobstant le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Acier traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, le Japon continue de faire valoir que les critères relatifs au caractère négligeable de l'article 5.8 sont incorporés dans les réexamens au titre de l'article 11.3 par le biais de la note de bas de page 9 à l'article 3. L'Organe d'appel a toutefois constaté que le texte de l'article 15 de l'Accord SMC, y compris sa note de bas de page 45, qui est identique à la note de bas de page 9, n'étaye pas la conclusion selon laquelle une subvention *de minimis* n'est pas dommageable.[7] L'Organe d'appel a également rejeté la conclusion selon laquelle une interprétation voulant que le taux *de minimis* soit considéré comme dommageable lors de l'enquête initiale mais non lors du réexamen à l'extinction entraînerait des résultats irrationnels et il a fait observer que les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction constituaient des processus distincts ayant des buts distincts, ce qui pouvait expliquer l'absence d'une prescription exigeant qu'un critère *de minimis* spécifique soit appliqué dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.[8]

10. Tout simplement, si l'on applique à la présente affaire le raisonnement de l'Organe d'appel tel qu'il ressort de son rapport dans l'affaire *Acier traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, il est évident que le critère relatif au critère négligeable de l'article 5.8 est une règle convenue selon laquelle s'il est établi que les importations sont négligeables lors d'une *enquête initiale*, les autorités sont tenues de mettre fin à leur enquête, et par conséquent aucune ordonnance antidumping n'est imposée. Les affirmations du Japon devraient donc être rejetées.

---

[7] *Id*., paragraphe 79.
[8] *Id*., paragraphes 84 à 89.

ANNEXE E

Questions et réponses

Table des matières		Page
Annexe E-1	Réponse du Japon aux questions du Groupe spécial - Première réunion	E-2
Annexe E-2	Réponse du Japon à la question n° 27 du Groupe spécial - Première réunion	E-52
Annexe E-3	Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial - Première réunion	E-60
Annexe E-4	Observations du Japon concernant les réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial - Première réunion	E-102
Annexe E-5	Observations des États-Unis concernant les réponses du Japon aux questions du Groupe spécial - Première réunion	E-113
Annexe E-6	Réponses du Brésil en tant que tierce partie aux questions du Groupe spécial	E-120
Annexe E-7	Réponses des Communautés européennes en tant que tierce partie aux questions du Groupe spécial	E-123
Annexe E-8	Réponses de la Norvège en tant que tierce partie aux questions du Groupe spécial	E-135
Annexe E-9	Réponses du Japon aux questions du Groupe spécial - Deuxième réunion	E-138
Annexe E-10	Réponses dues États-Unis aux questions du Groupe spécial - Deuxième réunion	E-156
Annexe E-11	Observations du Japon concernant les réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial - Deuxième réunion	E-177
Annexe E-12	Observations des États-Unis concernant les réponses du Japon aux questions du Groupe spécial - Deuxième réunion	E-187

ANNEXE E-1

RÉPONSE DU JAPON AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL - PREMIÈRE RÉUNION

I. INSTRUMENTS JURIDIQUES IMPÉRATIFS ET FACULTATIFS

QUESTIONS POSÉES AUX DEUX PARTIES

1. Les États-Unis font valoir que certains des instruments juridiques des États-Unis cités par le Japon ont un caractère facultatif plutôt qu'impératif et ne peuvent donc pas être contestés en tant que tels au titre de l'Accord sur l'OMC.[1] Veuillez fournir au Groupe spécial des renseignements détaillés sur le statut juridique des instruments ci-après en droit américain, et sur leur relation éventuelle, et en particulier sur le point de savoir s'ils sont impératifs ou facultatifs. À la lumière des rapports pertinents publiés dans le cadre du règlement des différends de l'OMC, le Groupe spécial aimerait notamment savoir si chacun de ces instruments a une existence opérationnelle qui lui est propre en droit américain et si le DOC est tenu d'appliquer leurs dispositions dans le cadre des réexamens à l'extinction.

i) Loi douanière de 1930 (telle que modifiée par la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay);

ii) Énoncé des mesures administratives;

iii) règlement sur les réexamens à l'extinction; et

iv) Sunset Review Policy Bulletin (Bulletin d'orientation concernant les réexamens à l'extinction).

Réponse

1. La question ci-dessus donne une image juste de la hiérarchie des textes dans le système juridique des États-Unis. Que ces instruments aient une "existence fonctionnelle" qui leur est propre[2] dépend toutefois des faits sous-jacents et des circonstances entourant la disposition spécifique de l'instrument. Par exemple, pour ce qui est de l'engagement automatique, la Loi douanière de 1930 (la "Loi"), tant en elle-même que prise conjointement avec l'article 351.218 a) et c) du règlement sur les réexamens à l'extinction du DOC, impose l'engagement automatique de tous les réexamens à l'extinction.

2. L'Énoncé des mesures administratives dispose également expressément que le DOC doit automatiquement engager des réexamens à l'extinction. L'Énoncé donne de manière générale

[1] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 35 et 126.

[2] Le Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation* a expliqué qu'un instrument est soumis à un réexamen lorsque cet instrument a une "existence fonctionnelle qui lui est propre". Le groupe spécial a déclaré que "[p]our examiner si l'une ou la totalité des mesures, individuellement, peuvent entraîner un manquement aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC, la question centrale à laquelle il faut répondre est de savoir si chacune des mesures a certains effets concrets par elle-même. Nous voulons dire par là que chaque mesure devrait constituer un instrument ayant une **existence fonctionnelle** qui lui est propre, c'est-à-dire qu'elle devrait *faire* quelque chose de concret, indépendamment de tout autre instrument, pour pouvoir donner lieu indépendamment à un manquement aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC". (pas de caractère gras dans l'original). *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions*, WT/DS194/R paragraphe 8.85 (29 juin 2001) (ci-après dénommé "*États-Unis - Restrictions à l'exportation*").

l'interprétation officielle de la Loi.[3] Comme le Groupe spécial *États-Unis – Article 301* l'a dit, l'Énoncé des mesures administratives est "un élément important pour l'interprétation du dispositif législatif".[4] Le Japon n'affirme pas que l'Énoncé a une existence opérationnelle ou un statut indépendant de la Loi, du règlement ou du *Sunset Policy Bulletin*. Aucune des allégations du Japon ne repose exclusivement sur l'Énoncé. Par contre, le Japon affirme que l'Énoncé influence fortement la manière dont ces divers instruments sont appliqués par le DOC et par l'USITC.

3. Le règlement sur les réexamens à l'extinction du DOC est semblable à la Loi dans la mesure où la nature de l'allégation et les circonstances entourant ces allégations auront une incidence sur la question de savoir si une disposition spécifique du règlement a une "existence fonctionnelle" qui lui est propre. Dans ce cas, tant le critère "peu probable" de l'article 351.222 i) 1) ii) que le critère *de minimis* de l'article 351.106 c) 1) sont des prescriptions impératives énoncées dans le règlement. Ainsi, en ce qui concerne ces dispositions, le règlement sur les réexamens à l'extinction du DOC a bien une existence opérationnelle ou un statut indépendant de la Loi et il est donc incompatible en lui-même avec les règles de l'OMC.

4. Le Japon estime également que le *Sunset Policy Bulletin* en lui-même a une existence fonctionnelle ou un statut indépendant de la Loi, de l'Énoncé et du règlement sur les réexamens à l'extinction. Le *Sunset Policy Bulletin* fournit des "indications sur les questions méthodologiques ou analytiques qui ne sont pas explicitement visées par la Loi et les règlements".[5] La section II.A.2 du *Sunset Policy Bulletin* prescrit au DOC d'établir ses déterminations sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Les sections II.A.3 et 4 du *Sunset Policy Bulletin* exposent une méthode concrète qui a été régulièrement et fidèlement suivie par le DOC dans de nombreuses affaires. La meilleure manière d'évaluer l'"existence fonctionnelle" du *Sunset Policy Bulletin* est de se reporter à l'historique des déterminations à l'extinction du DOC. Il est difficile d'imaginer une série de décisions plus constantes. Dans les 228 réexamens à l'extinction auxquels la branche de production nationale a participé, le DOC a constaté qu'il était "probable" que le dumping subsisterait.[6] Les États-Unis tentent d'affirmer que le caractère facultatif conféré par des termes comme "normalement" implique que les prescriptions du *Sunset Policy Bulletin* ne sont pas juridiquement contraignantes. Le fait que le DOC a suivi fidèlement les directives du *Sunset Policy Bulletin* 228 fois sans exception réduit cependant à néant le caractère facultatif du terme "normalement". Ainsi, le *Sunset Policy Bulletin* a bien une "existence fonctionnelle" qui lui est propre et il peut être contesté devant le présent Groupe spécial.

2. En ce qui concerne la pratique des États-Unis en matière de réexamens à l'extinction, le Groupe spécial fait observer que, selon des groupes spéciaux antérieurs, cette pratique en tant que telle ne peut pas être contestée au regard du droit de l'OMC.[7] Compte tenu des constatations établies dans des rapports antérieurs relatifs au règlement des différends de

---

[3] *Voir* l'Énoncé des mesures administratives, page 656 (**pièce n° 2 du Japon, page 4040**) ("comme d'autres Énoncés des mesures administratives présentés au Congrès à propos des lois sur le commerce prévoyant une procédure accélérée, le présent Énoncé représente l'expression officielle de l'opinion de l'Administration sur l'interprétation et l'application des Accords du Cycle d'Uruguay").

[4] *Rapport du Groupe spécial, États-Unis – Article 301 de la Loi sur le commerce* (WT/DS152/R) (22 décembre 1999), paragraphe 7.133, tel que cité dans le *Rapport du Groupe spécial, États-Unis – Mesures compensatoires* (WT/DS212/R) (31 juillet 2002), note de bas de page 398.

[5] *Policies Regarding the Conduct of Five-year ("Sunset") Reviews of Antidumping and Countervailing Duty Orders; Policy Bulletin* 63 Fed. Reg. 18871, 18872 (16 avril 1998) (ci-après dénommé le "*Sunset Policy Bulletin*") (**pièce n° 6 du Japon**).

[6] *Voir* la pièce n° 31 du Japon.

[7] *Voir*, par exemple, le rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions* ("*États-Unis – Restrictions à l'exportation*"), WT/DS194/R et Corr.2, adopté le 23 août 2001, paragraphe 8.126. *Voir également* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde* ("*États-Unis – Tôles en acier*"), WT/DS206/R et Corr.1, adopté le 29 juillet 2002, paragraphe 7.20. Les parties sont priées de prendre en considération ***tous*** les rapports de règlement des différends pertinents.

l'OMC portant sur cette question, veuillez indiquer ce qui constitue la pratique des États-Unis dans les réexamens à l'extinction, dans quels textes on peut la trouver et si elle peut être contestée au regard du droit de l'OMC.

Réponse

5. Comme le Japon l'a démontré, les méthodes énoncées par le Sunset Policy Bulletin pour déterminer la probabilité d'un dumping dans le cadre des réexamens à l'extinction sont incompatibles avec les règles de l'OMC. En outre, comme le Japon l'a montré, la pratique suivie jusqu'à présent par le DOC montre que celui-ci n'a pas la faculté discrétionnaire de s'écarter des dispositions du Sunset Policy Bulletin. Ce dernier établit donc un ensemble de "procédures administratives" *de facto* impératives, en violation de l'Accord antidumping et de l'Accord sur l'OMC.

6. En outre, il y a une distinction importante entre les affaires mentionnées par le Groupe spécial et la présente affaire. Dans la présente affaire, le Sunset Policy Bulletin constitue une codification écrite effective de la pratique concrète du DOC. Dans aucune des deux affaires citées par le Groupe spécial, États-Unis – Restrictions à l'exportation ou États-Unis – Tôles en acier, les pratiques alléguées des États-Unis n'étaient codifiées dans un bulletin d'orientation officiel.

7. En fait, comme le Groupe spécial *États-Unis – Tôles en acier* l'a indiqué, les pratiques générales qui énoncent des règles préétablies pour la conduite de procédures antidumping peuvent donner lieu à une action en tant que "procédures administratives".[8] Dans cette affaire, le Groupe spécial a rejeté l'allégation de l'Inde selon laquelle la pratique du DOC de recourir aux "données de fait disponibles" avait une existence fonctionnelle qui lui était propre et pouvait donc donner lieu à une action.[9] Dans la présente affaire, toutefois, le Sunset Policy Bulletin représente une codification préétablie de la "pratique générale" du DOC, et porte sur la manière dont celui-ci doit procéder à tous les réexamens à l'extinction. Le Groupe spécial *États-Unis – Mesures compensatoires*[10] a déclaré que "nous sommes d'avis que l'existence d'une certaine forme de pouvoir discrétionnaire de l'exécutif ne suffit pas à elle seule pour rendre une loi compatible *prima facie* avec les règles de l'OMC; ce qui importe c'est la question de savoir si les pouvoirs publics ont la faculté discrétionnaire effective d'interpréter et d'appliquer la législation du pays d'une manière incompatible avec les règles de l'OMC". En outre, le Groupe spécial *États-Unis – Article 301 de la Loi sur le commerce*[11] a également déclaré que "ce critère n'a tout simplement pas comme corollaire, comme on le prétend parfois, que les lois conférant un pourvoir discrétionnaire ne peuvent jamais contrevenir à l'Accord sur l'OMC". Par conséquent, le caractère impératif du Sunset Policy Bulletin lui donne une existence opérationnelle indépendante de la Loi, de l'Énoncé des mesures administratives, ou du règlement sur les réexamens à l'extinction et permet une mesure incompatible avec les règles de l'OMC pouvant donner lieu à une action.

QUESTIONS POSÉES AU JAPON

3. Quelles sont les dispositions impératives des instruments juridiques des États-Unis contestées par le Japon dans le présent différend?

[8] *Voir États-Unis – Tôles en acier*, WT/DS206/R, paragraphe 7.22.
[9] *Voir id.*, paragraphe 7.23.
[10] *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS212/R, paragraphe 7.123 (31 juillet 2002).
[11] WT/DS152/R, paragraphe 7.54 (22 décembre 1999).

Réponse

8. Le Japon conteste les dispositions impératives ci-après de la Loi et du règlement sur les réexamens à l'extinction des États-Unis ainsi que les dispositions *de facto* impératives *du Sunset Policy Bulletin*:

a) l'article 751 c) 1) de la Loi conformément auquel "l'autorité administrante et la Commission procéderont à un réexamen" à propos de l'engagement automatique par le DOC des réexamens à l'extinction;

b) l'article 351.222 i) 1) ii) du règlement sur les réexamens à l'extinction qui établit le critère "peu probable" du DOC pour déterminer s'il convient d'abroger les ordonnances en matière de droits antidumping dans le cadre des réexamens à l'extinction;

c) l'article 351.106 c) du règlement du DOC sur les droits antidumping et les droits compensateurs, qui définit le critère *de minimis* de 0,5 pour cent pour les réexamens à l'extinction;

d) les procédures administratives *de facto* impératives du *Sunset Policy Bulletin* dans:

i) la section II.A.3 et 4 à propos de la détermination de la probabilité d'un dumping;

ii) la section II.A.1 à propos de l'utilisation de marges de dumping antérieures à l'OMC et de marges de dumping "réduites à zéro" comme base de la détermination en matière de dumping;

iii) la section II.B à propos de la détermination de l'importance de la marge de dumping qui existera probablement et de sa communication à l'USITC aux fins de l'analyse du dommage; et

iv) la section II.A.2 à propos de la détermination de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.

4. Le Japon peut-il expliquer ce qu'il entend par l'expression "impératif *de facto*" ou "contraignant *de facto*", et dire s'il peut trouver une référence spécifique à de telles mesures *de facto* dans l'Accord antidumping? Même dans ce cas, de telles mesures *de facto* sont-elles susceptibles d'être contestées? Veuillez vous référer à des rapports de règlement des différends de l'OMC pertinents.

Réponse

9. L'article 18.4 de l'Accord antidumping et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC exigent explicitement que chaque Membre assure la conformité de ses lois, réglementations et "procédures administratives" avec ses obligations dans le cadre de l'OMC. Ces deux articles utilisent l'expression "procédures administratives", ce qui signifie que l'Accord sur l'OMC et l'Accord antidumping envisagent des allégations concernant la pratique générale à propos des procédures administratives d'un Membre incompatibles avec les règles de l'OMC. Le texte de l'article 18.4 ne se limite pas aux "procédures administratives" qui imposent explicitement aux autorités d'engager certaines actions. L'article 18.4 envisage aussi des "procédures administratives" qui ont un caractère implicitement impératif et qui peuvent donc donner lieu à une action au titre de l'Accord sur l'OMC et de l'Accord antidumping. Par conséquent, l'affirmation qu'un instrument est facultatif est réfragable.

10. Les États-Unis tentent d'affirmer que les "procédures administratives" exposées dans le *Sunset Policy Bulletin* sont facultatives et ne peuvent donc pas donner lieu à une action au titre de l'Accord antidumping. Ils allèguent que, du fait de l'utilisation du terme "normalement" à la section II A.3 et 4, il est facultatif pour le DOC de déterminer la probabilité/l'improbabilité d'un dumping conformément au *Sunset Policy Bulletin*.[12] Des groupes spéciaux antérieurs ont cependant constaté que même des instruments facultatifs pouvaient donner lieu à une action en fonction de la nature des obligations énoncées dans leurs dispositions.[13] Le Groupe spécial *États-Unis – Mesures compensatoires* a constaté qu'il ne suffit pas qu'une loi semble conférer à l'exécutif un pouvoir discrétionnaire pour la rendre compatible avec les règles de l'OMC.[14] Dans cette affaire, l'Organe d'appel a estimé que "ce qui importe c'est la question de savoir si les pouvoirs publics ont la faculté discrétionnaire effective d'interpréter et d'appliquer la législation du pays d'une manière compatible avec les règles de l'OMC".[15] Par conséquent, la question qui se pose est de savoir si le *Sunset Policy Bulletin* confère au DOC un pouvoir discrétionnaire effectif ou si le *Sunset Policy Bulletin* énonce des obligations *de facto* impératives au sein des "procédures administratives du DOC". Les précédents dans le cadre de l'OMC reconnaissent que le fond est plus important que la forme pour déterminer le fonctionnement véritable de la mesure en cause.

11. Le Japon estime que, en appliquant constamment le *Sunset Policy Bulletin* et le critère des quatre facteurs qu'il établit, sans prendre en considération les "autres facteurs", le DOC démontre qu'il est dénué de tout "pouvoir discrétionnaire effectif". Le *Sunset Policy Bulletin* représente par conséquent une obligation *de facto* impérative qui empêche le DOC d'interpréter la législation d'une manière compatible avec les règles de l'OMC.

12. Le Japon utilise le terme "*de facto*" pour décrire une situation dans laquelle les "procédures administratives" nationales, comme celles codifiées dans le *Sunset Policy Bulletin*, semblent être facultatives alors qu'en réalité l'autorité administrante applique constamment les directives du *Sunset Policy Bulletin* comme si elles étaient impératives.[16] Dans la présente affaire, le DOC a suivi les directives du *Sunset Policy Bulletin* dans tous les réexamens à l'extinction - c'est-à-dire 228 fois. Il est difficile d'imaginer un meilleur exemple de mesure fonctionnant comme une règle impérative, quelle que soit l'étiquette qu'on lui applique.

5. Le Japon convient-il que le Sunset Policy Bulletin n'est pas un instrument impératif en droit américain, mais que le DOC, en mettant en œuvre ce Bulletin, a appliqué un critère qui est incompatible avec l'Accord? En d'autres termes, le Japon met-il en cause:

- **le Bulletin comme étant impératif en tant que tel;**

---

[12] Nous faisons observer, comme nous l'avons fait valoir dans nos première et deuxième communications, que les sections II A.1 et 2 ne contiennent même pas de termes suggérant un caractère facultatif comme l'expression "normalement".

[13] *Voir États-Unis – Articles 301 à 310 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur* ("*Article 301*"), WT/DS152/R, paragraphe 7.27 (22 décembre 1999):

> "même si le dispositif législatif en vertu duquel des pouvoirs particuliers sont accordés à un organisme public peut être compatible, à première vue, avec les règles de l'OMC, l'organisme compétent, compte tenu du pouvoir discrétionnaire qui lui est accordé, peut adopter des critères ou des procédures administratives internes qui sont incompatibles avec les obligations au regard de l'OMC, ce qui aura pour résultat de rendre l'ensemble de la loi incompatible avec ces obligations. *Id.*

[14] WT/DS212/R, paragraphe 7.123 (31 juillet 2002) (rapport du Groupe spécial).

[15] *Id.* (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Article 301*, WT/DS152/R, paragraphes 7.53 et 7.54).

[16] *Voir* le *New Shorter Oxford English Dictionary*, volume I, page 615 (1993), qui définit l'expression *de facto* comme signifiant "en fait; en réalité; réellement existant, en vigueur, en possession, à juste titre ou non".

- **le fait que le Bulletin, quoique non impératif, est cependant appliqué par le DOC d'une manière incompatible avec les règles de l'OMC et que le DOC ne s'écarte jamais de cette manière (en d'autres termes, le Japon dit-il que le Bulletin confère au DOC le pouvoir discrétionnaire d'agir d'une manière compatible avec les règles de l'OMC mais que la manière dont le DOC applique le Bulletin est toujours incompatible avec les règles de l'OMC); ou**

- **l'application du Bulletin par le DOC dans la présente affaire?**

Réponse

13. Le Japon conteste ce qui suit:

a) Le *Sunset Policy Bulletin* en tant qu'instrument impératif *de facto* exige que le DOC applique des méthodes incompatibles avec les règles de l'OMC dans ses déterminations en matière de dumping. Lorsque le DOC applique ces méthodes, il aboutit toujours à des déterminations incompatibles avec les règles de l'OMC. Le *Sunset Policy Bulletin* semble certes en théorie conférer au DOC un certain pouvoir discrétionnaire lui permettant de ne pas appliquer ces méthodes, mais le DOC en fait ne s'en est jamais écarté. En réalité, comme nous l'avons vu à la question n° 4, les termes du *Sunset Policy Bulletin* conférant ce pouvoir discrétionnaire sont dénués de signification et constituent une "procédure administrative" *de facto* impérative incompatible avec les règles de l'OMC.

b) En outre, l'application par le DOC du *Sunset Policy Bulletin* dans la présente affaire est également incompatible avec les obligations des États-Unis au regard de l'Accord antidumping.

6. Le Japon prétend-il que l'Énoncé des mesures administratives et/ou le Sunset Policy Bulletin constituent une "procédure administrative" au sens de l'article 18.4 de l'Accord antidumping? Si tel est le cas, pourquoi le Japon prétend-il cela et comment cette prétention doit-elle être comprise à la lumière des réponses du Japon aux questions n° 3 à 5 ci-dessus?

Réponse

14. Comme nous l'avons vu dans la réponse à la question n° 4, le Japon estime que le *Sunset Policy Bulletin* constitue une "procédure administrative" au sens de l'article 18.4. Selon son sens courant et ordinaire, l'expression "procédure administrative" désigne les méthodes et procédures d'un organisme administratif. Le *Sunset Policy Bulletin* déclare expressément qu'il donne des indications concernant "les méthodes et l'analyse lorsque celles-ci ne sont pas explicitement abordées dans la Loi et le règlement". Ainsi, par sa définition même, le *Sunset Policy Bulletin* est une "procédure administrative" au titre de l'article 18.4 de l'Accord antidumping et de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC. Le *Sunset Policy Bulletin* est par conséquent soumis à l'examen du présent Groupe spécial.

15. Nous faisons observer que le Japon ne conteste pas la compatibilité avec les règles de l'OMC de l'Énoncé des mesures administratives en lui-même.

8. En ce qui concerne le règlement sur les réexamens à l'extinction:

QUESTION POSÉE AU JAPON

a) Comment le Japon répond-il à l'argument des États-Unis selon lequel le DOC a un pouvoir discrétionnaire concernant l'application du critère "probable" par rapport au critère "peu probable" et selon lequel la disposition du règlement sur

les réexamens à l'extinction prônant le critère "peu probable" a un caractère ministériel et ne fait que désigner de manière abrégée une détermination négative à l'extinction plutôt que d'énoncer un critère que le DOC doit suivre?

Réponse

16. L'argument des États-Unis ne concorde pas avec ce qu'ils déclarent eux-mêmes dans le règlement sur les réexamens à l'extinction.[17] Premièrement, dans le préambule du règlement, le DOC dit explicitement, concernant l'article 351.222 i) 1), que "ces révisions sont destinées à éclaircir les circonstances dans lesquelles le Département abrogera une ordonnance".[18] Le DOC ajoute ensuite ce qui suit:

> Circonstances dans lesquelles le Secrétaire abrogera une ordonnance ou procédera à la clôture d'une enquête suspendue. … L'alinéa i) 1) ii) prévoit l'abrogation ou la clôture dans un délai de 240 jours (ou 330 jours lorsqu'un réexamen à l'extinction complet est entièrement prolongé) à compter de l'engagement du réexamen à l'extinction lorsque le Département détermine qu'il est peu probable que la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires ou le dumping, selon le cas, subsiste ou se reproduise du fait de l'abrogation ou de la clôture.

17. Les États-Unis ont expliqué dans l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation* que le préambule du règlement du DOC est une preuve de la façon dont "un organisme gouvernemental comprend les règles qu'il propose au moment où il les propose" et qu'il "peut être consulté, pour déterminer l'interprétation correcte du règlement d'un organisme gouvernemental".[19] Le préambule de l'article 351.222 i) 1) ii), selon la déclaration des États-Unis eux-mêmes, montre que le DOC abrogera une ordonnance en matière de droits antidumping lorsqu'il constatera qu'il est "peu probable" que le dumping subsiste ou se reproduise.

18. Cette intention a été incorporée dans le texte du règlement. Le paragraphe introductif de l'article 351.222 a) du règlement sur les réexamens à l'extinction fait observer ce qui suit:

> En règle générale, il ne peut y avoir abrogation ou clôture que lorsque le Département ou la Commission ont procédé à un ou plusieurs examens au titre de l'article 751 de la Loi. Le présent article énonce des règles concernant les conditions à remplir pour procéder à une abrogation ou à une clôture; il définit également les procédures que suivra le Département pour déterminer s'il convient d'abroger une ordonnance ou de clore une enquête suspendue.[20]

19. Les réexamens à l'extinction réalisés par les États-Unis font partie des procédures prévues pour l'abrogation des ordonnances en matière de droits antidumping à l'article 751 de la Loi. Par conséquent, les dispositions de l'article 351.222 du règlement du DOC contiennent des procédures de fond à suivre pour l'abrogation au titre de la Loi dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.

20. L'article 351.222 i) définit ensuite les conditions à remplir pour que le DOC puisse abroger une ordonnance en matière de droits antidumping au titre de la Loi:

> i) Circonstances dans lesquelles le Secrétaire abrogera une ordonnance ou procédera à la clôture d'une enquête suspendue. 1) Dans le cas d'un réexamen à

---

[17] *Voir Procedures for Conducting Five-year ("Sunset") Reviews of Antidumping and Countervailing Duty Orders*, 63 Fed. Reg. 13516, 13519 (20 mars 1998) (**pièce n° 5 du Japon**).

[18] *Id.*

[19] *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, paragraphe 8.111.

[20] 19 C.F.R. § 351.222 a) (**pièce n° 3 du Japon, page 230**).

> l'extinction au titre de l'article 351.218, le Secrétaire abrogera une ordonnance ou procédera à la clôture d'une enquête suspendue: … ii) au titre de l'article 751 d) 2) de la Loi, lorsque le Secrétaire détermine qu'il est peu probable que le droit compensateur ou le dumping subsiste ou se reproduise du fait de l'abrogation ou de la clôture …[21]

21. Le préambule et le texte du règlement démontrent que le DOC n'abroge une ordonnance en matière de droits antidumping que lorsqu'il détermine que le dumping est "peu probable". Aucune autre disposition du règlement sur les réexamens à l'extinction ne prévoit d'autres situations dans lesquelles le DOC abroge une ordonnance en matière de droits antidumping. Le DOC a confirmé cela dans l'affaire *Brass Sheet and Strip From the Netherlands*[22] (Tôles et bandes en laiton en provenance des Pays-Bas), déclarant que "le Département est tenu d'abroger une ordonnance si, en se fondant sur le dossier de la procédure, il détermine qu'il est peu probable que le dumping se reproduise".[23]

22. Ce critère "peu probable" est intégré dans le *Sunset Policy Bulletin*. La section II.A.4 de ce dernier envisage un seul scénario dans lequel le DOC déterminera que le dumping est "peu probable" tandis que la section II.A.3 prévoit trois autres scénarios dans lesquels le DOC déterminera que le dumping est "probable". Aucun autre scénario n'est prévu dans le *Sunset Policy Bulletin*. Ces scénarios montrent que le DOC établit une distinction entre le critère "peu probable" et le critère "probable". Conformément au règlement, le scénario "peu probable" est le seul qui, s'il se réalise, aboutira à l'abrogation.

23. En outre, cela n'a aucun sens de faire valoir que seul le libellé de l'article 351.222 i), intitulé "*Abrogation ou clôture sur la base d'un réexamen à l'extinction*", qui s'applique aux réexamens au titre de l'article 11.3, a un caractère ministériel par opposition à l'article 351.222 b), intitulé "*Abrogation ou clôture sur la base de l'absence de dumping*", qui s'applique aux réexamens au titre de l'article 11.2. Ces deux alinéas constituent des dispositions parallèles et énoncent des règles de fond applicables à ces deux types de réexamens. La disposition sur laquelle s'appuient les réexamens au titre de l'article 11.2 visant à l'abrogation, c'est-à-dire l'article 751 b) de la Loi[24], utilise également le terme "probable". Pourtant, le Groupe spécial *États-Unis – DRAM* a quand même constaté que le règlement du DOC était incompatible avec les règles de l'OMC.[25] À la suite du rapport du Groupe spécial *États-Unis – DRAM*, le DOC a modifié comme suit l'article 351 b) 1) ii):

> ii) Si le Secrétaire détermine, en se fondant sur ..., que l'ordonnance en matière de droits antidumping ou la suspension de l'enquête antidumping n'est plus justifiée, le Secrétaire abrogera l'ordonnance ou procédera à la clôture de l'enquête.[26]

24. Avant d'être amendé en 1999 à la suite de la détermination du Groupe spécial *États-Unis - DRAM*[27], l'article 351.222 b) disposait ce qui suit:

---

[21] 19 C.F.R. § 351.222 i) (**pièce n° 3 du Japon, page 234**).

[22] *Final Results of Full Sunset Review: Brass Sheet and Strip From the Netherlands*, 65 Fed. Reg. 735 (6 janvier 2000) (**pièce n° 251 du Japon**).

[23] *Id.*, 65 Fed. Reg., page 740.

[24] *Voir* 19 USC. § 1675 b) 2) ("Dans le cadre d'un réexamen mené au titre du présent alinéa, la Commission A) s'agissant d'une ordonnance en matière de droits compensateurs ou d'une ordonnance ou d'une constatation en matière de droits antidumping détermine s'il est **probable** que le dommage important subsistera ou se reproduira du fait de l'abrogation de l'ordonnance." (pas de caractère gras dans l'original)

[25] *Voir États-Unis – DRAM*, WT/DS99/R, paragraphe 6.46.

[26] *Voir Amended Regulations Concerning the Revocation of antidumping and Countervailing Duty Orders: Final Rule*, 64 Fed. Reg. 51236 (22 septembre 1999) (**pièce n° 7 du Japon**).

[27] *Voir id.* (citant la décision du Groupe spécial *États-Unis – DRAM*, WT/DS99/R). *Voir également États-Unis – DRAM*, paragraphe 2.8 (examinant l'article 353.25 a) 2) du règlement antérieur du DOC qui

> 1) Le Secrétaire pourra abroger une ordonnance antidumping ou clore une enquête antidumping suspendue s'il parvient à la conclusion que:
>
> i) ...
>
> ii) Il est peu probable que ces personnes vendent dans l'avenir la marchandise visée à un prix inférieur à sa valeur normale.

Le DOC a modifié son règlement parce qu'il a accepté la détermination du Groupe spécial selon laquelle "le fait de demander au Secrétaire de conclure qu'il est "peu probable" que les personnes demandant l'abrogation vendent à l'avenir à des prix de dumping des marchandises visées par une ordonnance en matière de droits antidumping ne met pas dûment en œuvre les dispositions de l'article 11.2 de l'Accord antidumping".[28] Dans la présente affaire toutefois, les États-Unis ne tiennent opportunément pas compte de précédents dans le cadre de l'OMC qui établissent une distinction entre l'utilisation de l'expression "probable" et de l'expression "peu probable", la première exigeant un degré de certitude plus élevé.

25. Dans la présente affaire, le fait que la disposition sur laquelle s'appuient les abrogations au titre de l'article 11.3 - à savoir l'article 751 c) de la Loi[29] - utilise l'expression "probable" ne met pas le règlement du DOC à l'abri d'une contestation devant l'OMC. Les États-Unis oublient de manière opportune comment ils ont toujours procédé en ce qui concerne les réexamens au titre de l'article 11.2 et de l'article 351.222 b) et font maintenant valoir que l'article 351.222 i) a seulement un caractère ministériel. Cet argument est en contradiction avec ce que les États-Unis ont déclaré auparavant dans le préambule de l'article 351.222, dans le *Sunset Policy Bulletin*, dans la détermination finale du réexamen à l'extinction en cause et dans des affaires antérieures de règlement des différends dans le cadre de l'OMC. Toutes ces déclarations démontrent que l'article 351.222 i) énonce des règles de fond, à savoir que le DOC n'abroge les ordonnances en matière de droits antidumping dans le cadre des réexamens à l'extinction que lorsqu'il constate que le dumping est "peu probable".

QUESTIONS POSÉES AUX DEUX PARTIES

> **b) En ce qui concerne la disposition 19 C.F.R. 351.222 i) du DOC (pièce n° 5 du Japon), les deux parties sont priées d'indiquer si ce règlement est impératif ou facultatif et pourquoi. Le Japon est invité à répondre à la prétention des États-Unis selon laquelle ce règlement n'est pas un règlement de fond et concerne le calendrier et, pour ce qui est de l'alinéa iii), est inapplicable.**

Réponse

26. Comme cela a été démontré dans la réponse à la question n° 8 a), cette disposition est impérative. Elle dispose explicitement que "le Secrétaire **abrogera** une ordonnance" (will revoke) (pas de caractère gras dans l'original). Comme nous l'avons montré dans notre première communication écrite[30], le terme anglais "will" dans le règlement du DOC est l'équivalent impératif du terme anglais "shall". En outre, le critère "peu probable" recouvre toutes les situations dans lesquelles il est possible que le DOC abroge une ordonnance. En fait, à l'exception d'un manque

---

établissait les procédures d'abrogation du DOC lors d'un réexamen au titre de l'article 11.2 avant la révision de 1997).

[28] *Id.*, pages 51236-27.

[29] *Voir* 19 USC. § 1675 c) ("l'autorité administrante et la Commission procèdent à un examen pour déterminer, ..., s'il est **probable** que le dumping ou la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires subsistera ou se poursuivra du fait de l'abrogation d'une ordonnance en matière de droits compensateurs ou de droits antidumping ou de la clôture de l'enquête suspendue en vertu de l'article 1671c ou 1673c"). (pas de caractère gras dans l'original)

[30] *Voir* la première communication écrite du Japon, paragraphe 104, n. 144.

d'intérêt de la part de la branche de production nationale, les seuls cas dans lesquels le DOC peut abroger une ordonnance sont ceux spécifiés dans le 19 C.F.R. 351.222 i).

c) S'il y a désaccord entre les États-Unis et le Japon quant à l'interprétation correcte du règlement ou quant au statut juridique du règlement en droit américain, comment le Groupe spécial devrait-il résoudre ce problème d'interprétation? Si le Groupe spécial a des doutes, cela signifie-t-il simplement que le Japon n'est pas parvenu à prouver le bien-fondé de son allégation?

Réponse

27. Comme nous l'avons montré dans nos première et deuxième communications écrites et dans nos réponses aux questions n° 8 a) et b) ci-dessus, conformément à l'article 351.222 i) 1) ii), le DOC ne supprimera le droit antidumping que lorsqu'il constate, dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, qu'il est peu probable que le dumping subsiste ou se reproduise du fait de l'abrogation ou de la suppression. Logiquement, par conséquent, le statut juridique de la disposition ne fait pas de doute. Elle énonce des obligations de fond et relève bien du mandat du Groupe spécial.

28. Étant donné que le Japon a établi *prima facie* le bien-fondé de sa plainte, la charge de réfuter l'argument du Japon retombe maintenant sur les États-Unis. Si les États-Unis ne réussissent pas à réfuter les arguments du Japon, le Groupe spécial devrait se prononcer en faveur du Japon.

II. CRITÈRES EN MATIÈRE DE PREUVE POUR L'ENGAGEMENT DES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION À L'INITIATIVE DES AUTORITÉS

QUESTIONS POSÉES AUX DEUX PARTIES

10. Supposons, pour les besoins de l'argumentation, que l'article 11.3 crée la présomption qu'un droit antidumping devrait être supprimé après cinq ans et que l'engagement d'un réexamen à l'extinction constitue une exception à cette présomption générale. Considérez-vous que le caractère automatique de l'engagement à l'initiative des autorités en droit américain a pour effet d'affaiblir ou d'infirmer cette présomption? Y a-t-il des situations dans lesquelles les États-Unis autoriseraient l'application de la règle générale énoncée à l'article 11.3 (c'est-à-dire que le droit soit supprimé au lieu qu'un réexamen à l'extinction soit engagé à l'initiative des autorités)? De manière plus générale, l'engagement à l'initiative des autorités est-il impératif en droit américain ou le DOC a-t-il le pouvoir discrétionnaire de ne pas engager un réexamen à l'extinction de sa propre initiative?

Réponse

29. L'engagement automatique des réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités est impératif en droit américain, ce qui infirme la présomption d'une suppression après cinq ans comme le prévoit l'article 11.3. L'engagement automatique prolonge la période d'application de la détermination dans l'enquête initiale qui est de cinq ans. Après cinq ans, la constatation initiale a perdu sa pertinence factuelle et juridique et l'ordonnance doit être abrogée. Procéder à un engagement automatique, fondé uniquement sur le fait que le droit antidumping est encore en vigueur, permet à un Membre de proroger le délai de cinq ans. L'engagement automatique des réexamens à l'extinction dans tous les cas a essentiellement pour résultat de maintenir l'imposition d'un droit antidumping pendant encore au moins un an jusqu'à l'achèvement du réexamen à l'extinction, ce uniquement sur la base de la décision prise dans l'enquête initiale.

30. L'article 751 c) de la Loi douanière prescrit explicitement que le DOC "procédera" à un réexamen à l'extinction. La Loi ne laisse au DOC aucune latitude lui permettant de ne pas engager de sa propre initiative un réexamen à l'extinction. L'Énoncé des mesures administratives, qui est

l'interprétation officielle de la Loi, explique que "le nouvel article 751 c) 1) prévoit l'engagement automatique de réexamens tous les cinq ans par le Département du commerce".[31] D'ailleurs, le DOC engage automatiquement tous les réexamens à l'extinction sans exception. En fait, les États-Unis admettent dans leur communication que la Loi prescrit au DOC d'engager automatiquement les réexamens à l'extinction sans élément de preuve d'un dumping futur. "Conformément à la Loi, le Département du commerce engage automatiquement un réexamen à l'extinction de sa propre initiative dans les cinq ans qui suivent la date de publication de l'ordonnance antidumping."[32] Par conséquent, les États-Unis eux mêmes admettent que l'engagement automatique à l'initiative des autorités est impératif en droit américain.

11. Supposons, pour les besoins de l'argumentation, que dans un réexamen à l'extinction donné les producteurs nationaux des États-Unis fassent savoir au DOC avant l'engagement de ce réexamen à l'extinction que cela ne les intéresse pas de poursuivre l'affaire. Cela serait-il une raison suffisante pour que le DOC n'engage pas ce réexamen à l'extinction de sa propre initiative ou cela constituerait-il simplement une base pour ne pas poursuivre le réexamen?

Réponse

31. La législation des États-Unis exige l'engagement à l'initiative des autorités indépendamment de toute expression d'intention. Le DOC peut éventuellement invoquer l'expression d'intention pour ne pas poursuivre la procédure, mais la législation des États-Unis ne l'autorise pas à ne pas engager de réexamen.

32. Pour le Japon, l'engagement automatique à l'initiative des autorités n'est jamais compatible avec les règles de l'OMC. Par conséquent, il ne peut pas y avoir de motifs pour lesquels il serait acceptable que le DOC engage de sa propre initiative un réexamen à l'extinction donné sans disposer d'éléments de preuve suffisants. Que la branche de production nationale ait ou non l'intention de participer à un réexamen à l'extinction donné ne devrait pas en soi constituer un élément de preuve suffisant pour engager une procédure. Bien que le Japon estime que cela aurait davantage de sens que le DOC, avant d'engager une procédure, demande à la branche de production nationale si elle a l'intention d'y participer, l'intention de la branche de production nationale ne dispense pas le DOC de l'obligation de recueillir et d'examiner des éléments de preuve prospectifs avant de décider d'engager une procédure.[33] Le fait que la branche de production nationale ait l'intention de participer n'est pas suffisant. Conformément à l'article 11.3, les autorités sont tenues de recueillir des éléments de preuve prospectifs montrant qu'il *pourrait* être probable que le dumping subsiste. La constatation selon

[31] *Voir* l'Énoncé des mesures administratives, page 879 (**pièce n° 2 du Japon page 4205**). (non souligné dans l'original)

[32] *Voir* la première communication des États-Unis dans *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon* (DS244), paragraphe 13 (7 octobre 2002) (ci-après dénommée la "première communication des États Unis"). (non souligné dans l'original)

[33] Le Groupe spécial *Guatemala – Ciment* a constaté qu'une autorité administrante doit prendre des mesures positives pour déterminer qu'il existe des éléments de preuve suffisants. *Voir Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, WT/DS60/R, paragraphe 7.53 (24 octobre 2000). Dans cette affaire, le Guatemala a tenté de faire valoir que l'ouverture d'une enquête était raisonnable parce qu'il avait fondé sa décision sur les renseignements communiqués par la branche de production nationale. La demande de la branche de production nationale était adéquate parce qu'elle contenait tous les renseignements dont elle pouvait raisonnablement disposer. Le Groupe spécial a cependant constaté que l'autorité administrante avait peut-être répondu aux prescriptions de l'article 5.2, mais que cela ne signifiait pas nécessairement qu'il avait été satisfait au critère des "éléments de preuve suffisants" de l'article 5.3. *Voir id.* Par conséquent, les autorités sont tenues de prendre des mesures positives pour déterminer s'il existe des éléments de preuve suffisants pour engager une procédure antidumping. Cette affaire porte sur une enquête initiale, mais le raisonnement du Groupe spécial est applicable à la présente affaire parce que les deux procédures relèvent de l'article 5 comme nous l'avons vu dans nos première et deuxième communications.

laquelle il *est* probable que le dumping subsiste relève du réexamen à l'extinction final. L'intention de la branche de production nationale n'a que peu de rapport avec la question de savoir s'il *pourrait* être probable que le dumping se produise à l'avenir.

33. En outre, le Groupe spécial n'a pas besoin d'examiner la question de savoir quels éléments de preuve seraient suffisants. Le fait que les États-Unis ne se sont pas explicitement fondés sur des éléments de preuve permet à lui seul de constater que leur décision est incompatible avec les règles de l'OMC. De plus, les renseignements antérieurs à eux seuls ne sont jamais suffisants. Les autorités doivent examiner, dans une certaine mesure, des éléments de preuve indiquant ce qui se passera probablement à l'avenir. L'importance des éléments de preuve peut être modeste; mais il faut qu'au moins certains de ces éléments de preuve soient prospectifs. Les autorités devraient examiner des types d'éléments de preuve semblables à ceux exigés pour ouvrir une enquête initiale. La constatation de l'existence d'un dumping dans l'enquête initiale ne suffirait jamais en elle-même à satisfaire au critère des éléments de preuve suffisants. Des éléments tels que les marges de dumping actuelles et des facteurs économiques montrant l'évolution des circonstances sont pertinents pour satisfaire au critère des "éléments de preuve suffisants".

34. Le Japon note également que, dans les réexamens au titre de l'article 11.2, le DOC accorde plus d'importance à l'état actuel du marché pour prédire l'avenir. En ce qui concerne les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 par contre, les États-Unis ont affirmé que l'état actuel du marché est dénué de pertinence. Le DOC fonde au contraire sa décision sur des marges de dumping vieilles de cinq ans. Nous estimons que les renseignements les plus récents disponibles constituent une meilleure indication des événements futurs et par conséquent une base plus appropriée pour trouver des éléments de preuve suffisants pour engager un réexamen à l'extinction.

12. L'article 11.3 se réfère aux réexamens "initiated" par les autorités chargées de l'enquête "de leur propre initiative".

a) Dans leur sens ordinaire, le terme "initiate" ou l'expression "prendre une initiative" exigent-ils qu'il y ait au moins une raison quelconque pour choisir de faire ou de ne pas faire quelque chose? Est-ce cela que signifie le terme "initiate" dans le contexte de l'article 11.3 (c'est-à-dire non un critère des éléments de preuve suffisants mais au moins un genre de critère de rationalité en vertu duquel on choisit d'engager ou non un réexamen à l'extinction)? Si c'est le cas, la législation des États-Unis satisfait-elle à cette condition?

Réponse

35. Le Japon estime que le critère des "éléments de preuve suffisants" énonce les prescriptions auxquelles il faut satisfaire pour justifier l'engagement d'un réexamen à l'extinction. En d'autres termes, la "raison" pour laquelle il y a engagement est le critère des "éléments de preuve suffisants". D'ailleurs, la note de bas de page 1 de l'Accord antidumping reconnaît ce fait en renvoyant explicitement aux obligations énoncées à l'article 5, lesquelles incluent le critère des "éléments de preuve suffisants".

36. Les États-Unis ne satisfont pas aux prescriptions qui régissent l'engagement d'un réexamen à l'extinction. Le terme "initiated" dans la version anglaise ou le terme "initiative" devraient être interprétés dans le contexte de la totalité de l'Accord antidumping. Comme nous l'avons vu dans notre première communication (paragraphes 63 à 69), l'article 12.1 reflète la prescription selon laquelle les autorités doivent disposer d'"éléments de preuve suffisants" pour engager un réexamen à l'extinction. Les termes "initiated" et "initiative" doivent être interprétés dans ce contexte. En outre, comme nous l'avons vu dans notre deuxième communication[34], la note de bas de page 1 de l'Accord antidumping

[34] *Voir* la deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 30 et 37 à 39.

définit le terme "initiated" comme se rapportant aux procédures employées par un Membre conformément aux diverses dispositions de l'Accord antidumping pour engager une action. Il est dit ensuite à l'article 11.3 qu'un réexamen à l'extinction est un "review initiated". Par conséquent, l'utilisation du terme "initiated" à l'article 11.3 démontre que l'Accord antidumping prévoit qu'un réexamen à l'extinction doit être engagé conformément aux prescriptions procédurales de l'article 5, y compris à la prescription relative aux "éléments de preuve suffisants" de l'article 5.6.

b) Le terme "initiation" dans la version anglaise de l'article 11.3 doit-il être lu comme ayant un sens strictement procédural? Ne doit-il pas y avoir une raison ou une prescription de fond pour l'engagement de la procédure (aussi mince soit-elle)? Si vous estimez que ce terme a un sens strictement procédural, veuillez expliquer pourquoi les rédacteurs ont utilisé l'expression "de leur propre initiative" à l'article 11.3? Cette expression a-t-elle également un sens strictement procédural? Dans ce cas, pourquoi était-il nécessaire d'ajouter ces mots? Cette expression exige-t-elle de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle ait une raison pour engager un réexamen de sa propre initiative?

Réponse

37. L'expression "de leur propre initiative" indique au minimum que les autorités doivent prendre une initiative ou une mesure positive quelconque afin de commencer un réexamen à l'extinction. Pour prendre une mesure positive afin de commencer un réexamen à l'extinction, les autorités doivent avoir une raison d'agir ainsi. L'engagement par conséquent n'est pas d'ordre strictement procédural. Pour prendre une mesure afin de commencer un réexamen à l'extinction, les autorités doivent respecter à la fois les règles procédurales et les règles de fond définies respectivement à l'article 12 et à l'article 5.

38. D'un point de vue procédural, les autorités sont tenues de publier un avis une fois convaincues qu'il existe des éléments de preuve suffisants conformément à l'article 5.6. Pour ce qui est du fond, afin de publier un avis d'engagement, les autorités doivent d'abord déterminer qu'il existe des éléments de preuve suffisants pour engager à bon droit un réexamen à l'extinction. Il est significatif de voir que la note de bas de page 1, qui renvoie explicitement aux obligations énoncées à l'article 5, incorpore le critère des "éléments de preuve suffisants" dans l'article 11.3. L'article 5.6 énonce en particulier les obligations que les autorités doivent respecter dans le cadre des mesures positives nécessaires pour engager un réexamen à l'extinction de leur propre initiative.

39. L'expression "de leur propre initiative" à l'article 11.3 doit être comprise dans ce contexte.

c) Le terme "initiate", tel qu'il est utilisé à l'article 11.3, a-t-il la même signification que dans la note de bas de page 1 de l'Accord? Engager un réexamen signifie-t-il la même chose qu'ouvrir une enquête?

Réponse

40. Oui, la note de bas de page 1 de l'Accord antidumping définit les prescriptions régissant l'engagement d'un réexamen à l'extinction. Comme les termes "dumping" et "dommage", le terme "initiated" est défini une seule fois et utilisé tout au long de l'Accord. La note de bas de page 1 montre que, pour les rédacteurs de l'Accord, une procédure devrait être "initiated" uniquement lorsqu'il a été satisfait aux obligations énoncées à l'article 5. La note de bas de page n'établit pas de distinction entre les procédures qui ont été engagées à l'initiative des autorités et celles qui l'ont été à la demande de la branche de production nationale. Elle dit simplement que les autorités doivent se conformer aux prescriptions de l'article 5. Par conséquent, dans le contexte de l'engagement à l'initiative des autorités, ces dernières doivent se conformer aux prescriptions de l'article 5.6. Comme cela se passe pour les demandes d'engagement formulées par la branche de production nationale,

l'article 5.6 exige que les autorités soient convaincues qu'il existe des "éléments de preuve suffisants" pour justifier l'engagement d'une procédure.

13. Au paragraphe 23 de sa déclaration orale, le Japon dit que: "l'article 11.3 exige d'abord que les autorités prennent une décision liminaire sur le point de savoir s'il convient d'engager un réexamen à l'extinction". Veuillez indiquer tout élément textuel ou contextuel dans l'article 11.3 ou ailleurs dans l'Accord étayant le point de vue selon lequel une autorité chargée de l'enquête doit prendre une décision sur le point de savoir s'il convient ou non d'engager un réexamen à l'extinction. Dans votre réponse, veuillez donner vos observations sur ce qui suit: i) le paragraphe 7 de la déclaration orale des CE en tant que tierce partie (selon lequel le terme "déterminer" à l'article 11.3 indique que la décision d'engager un réexamen à l'extinction exige qu'un critère en matière de preuve soit rempli); et ii) le paragraphe 11 de la déclaration orale de la Norvège en tant que tierce partie (selon lequel au titre de l'article 11.3, il ne s'agit pas seulement d'analyser si le maintien de l'ordonnance est nécessaire, mais également de déterminer si l'"engagement" lui-même est nécessaire).

Réponse

41. Comme nous l'avons vu plus haut, les articles 5.6, 12.1 et 12.3 ainsi que la note de bas de page 1 indiquent que, pour ouvrir une enquête de leur propre initiative, les autorités doivent d'abord déterminer qu'il existe des éléments de preuve suffisants avant de publier l'avis d'engagement d'une procédure. Une analyse contextuelle de l'article 11.1 et 11.3 étaye encore davantage cet argument. Les réexamens à l'extinction ne devraient être engagés que si les autorités trouvent des "éléments de preuve suffisants" montrant qu'il pourrait être nécessaire de maintenir l'ordonnance antidumping afin de contrebalancer le dumping. Ainsi, la question de savoir s'il convient même d'engager un réexamen à l'extinction constitue une décision liminaire exigée par l'article 11.1 et 11.3. L'article 11.3 décrit deux moyens différents d'engager un réexamen, soit l'engagement à l'initiative des autorités administrantes soit l'engagement à la demande de la branche de production nationale. Ces deux méthodes d'engagement exigent que les autorités déterminent d'abord à titre liminaire qu'il existe des "éléments de preuve suffisants" avant d'engager le réexamen à l'extinction.

42. Pour ce qui est du contexte, l'article 11.1 et la première phrase de l'article 11.3 étayent cette interprétation. La première phrase de l'article 11.3 établit la règle selon laquelle une constatation de l'existence d'un dumping dommageable dans l'enquête initiale n'est valable que cinq ans. Après cinq ans, la constatation initiale a perdu sa pertinence factuelle et juridique et il faut mettre fin à l'imposition des droits antidumping. L'article 11.3 exige par conséquent que les autorités prennent une décision pour savoir - pour "déterminer" - s'il convient de prolonger l'imposition du droit antidumping au-delà des cinq ans. L'article 11.1 établit la règle générale selon laquelle l'imposition d'un droit antidumping ne restera en vigueur que le temps "nécessaire" pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage. L'article 11.3 permet de maintenir en vigueur le droit antidumping jusqu'à la détermination finale dans le cadre du réexamen à l'extinction qui devrait normalement être achevé dans un délai de 12 mois. Ainsi, les autorités sont tenues de prendre une décision sur le point de savoir si l'imposition d'un droit antidumping au-delà de la première période de cinq ans est nécessaire.

43. Cette lecture du contexte ajoute encore à la crédibilité de la prescription relative aux "éléments de preuve suffisants". Puisque l'imposition du droit antidumping est censée prendre fin automatiquement dans les cinq ans, la décision de prolonger l'imposition en engageant un réexamen à l'extinction devrait être soumise à la nécessité d'avancer un minimum d'"éléments de preuve suffisants" pour prolonger l'imposition du droit antidumping.

44. Les États-Unis prolongent cependant automatiquement la période de cinq ans uniquement parce qu'ils ont établi une détermination positive dans le cadre de l'enquête initiale, bien que la période effective d'application des droits antidumping prenne fin. Une telle interprétation permet à un

Membre de ne tenir aucun compte de la règle prévoyant la suppression au bout de cinq ans. Par conséquent, la seule interprétation raisonnable, qui donne un sens cohérent à l'article 11.1 et à l'article 11.3, est que les autorités sont tenues de prendre une décision fondée sur des éléments de preuve suffisants concernant l'engagement d'un réexamen à l'extinction.

45. Les arguments avancés par les CE et la Norvège sont parfaitement conformes à cette interprétation. Nous comprenons l'argument des CE selon lequel les autorités devraient évaluer chacun des stades du processus de réexamen à l'extinction à la lumière de la prescription relative à la "détermination" de la probabilité d'un dumping au titre de l'article 11.3. Les CE font ainsi valoir que les autorités devraient être conscientes des décisions qu'elles prennent et les adopter en connaissance de cause. La Norvège a souligné qu'il faut être pleinement conscient de la règle générale énoncée à l'article 11.3 selon laquelle l'"engagement" d'un réexamen à l'extinction est une exception. Les arguments des États-Unis présupposent que les autorités peuvent agir mécaniquement sans que leurs décisions aient un fondement quelconque. Une interprétation aussi restrictive de l'article 11.3 est contraire au texte des articles 5.6, 11.3 et 12 et de la note de bas de page 1 ainsi qu'au contexte global de ces dispositions.

QUESTION POSÉE AU JAPON

14. Bien que le texte de l'article 11.3 exige qu'une demande de réexamen à l'extinction présentée par la branche de production nationale ou en son nom soit "dûment justifiée", il ne comporte aucune réserve explicite de ce type en ce qui concerne l'engagement des réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités. Supposons, pour les besoins de l'argumentation, que l'engagement d'un réexamen à l'extinction constitue une exception à la présomption de suppression prévue dans la première clause de l'article 11.3. Voyez-vous une quelconque différence entre ces deux prescriptions de fond pour l'engagement des réexamens à l'extinction? La disposition relative à la demande à présenter par la branche de production nationale comporte un critère. Considérez-vous que la prescription "dûment justifiée" à l'article 11.3 concernant les réexamens demandés s'applique également aux réexamens engagés à l'initiative des autorités? Pourquoi pensez-vous que les rédacteurs soient demeurés muets concernant le critère applicable à l'engagement des réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités dans l'article 11.3? Et si l'article 11.3 est muet sur le critère applicable à un réexamen à l'initiative des autorités, pourquoi le Japon estime-t-il que le critère applicable est celui des "éléments de preuve suffisants" plutôt qu'un critère "dûment justifiée"?

Réponse

46. "De leur propre initiative" et "à la suite d'une demande dûment justifiée présentée par la branche de production nationale ou en son nom" sont deux moyens différents d'engager des réexamens à l'extinction. Dans les deux cas, il faut toutefois établir la même détermination liminaire relative aux "éléments de preuve suffisants" avant l'engagement de la procédure. Une fois que les autorités sont convaincues que la prescription liminaire relative aux "éléments de preuve suffisants" a été respectée, elles doivent décider s'il convient d'engager un réexamen à l'extinction comme nous l'avons vu dans notre réponse à la question précédente. La prescription relative à une demande "dûment justifiée" est une prescription procédurale que les parties nationales doivent respecter pour faire une demande d'engagement de réexamen à l'extinction. Une demande "dûment justifiée" signifie simplement une demande convenablement étayée de manière que les autorités puissent déterminer à partir de la requête elle-même s'il existe des "éléments de preuve suffisants" pour engager un réexamen à l'extinction.

47. Le texte de l'article 11.3 est muet en ce qui concerne le point de savoir si la prescription "dûment justifiée" s'applique à l'engagement à l'initiative des autorités. Le fait que l'article soit muet sur ce point ne signifie toutefois pas que les autorités peuvent engager un réexamen à l'extinction sans aucun élément de preuve pour justifier l'engagement. Comme le Japon l'a démontré tout au long de la

présente affaire, les autorités ont l'obligation positive de recueillir des "éléments de preuve suffisants" pour déterminer s'il convient d'engager un réexamen à l'extinction de leur propre initiative.

III. CRITÈRE *DE MINIMIS* DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

QUESTIONS POSÉES AUX DEUX PARTIES

15. L'article 11.9 de l'Accord SMC prévoit que son critère *de minimis* est applicable "[a]ux fins du présent paragraphe". Cette expression toutefois ne se trouve pas dans l'article 5.8 de l'Accord antidumping. Pourquoi et dans quelle mesure cela est-il pertinent pour déterminer si le critère *de minimis* de l'article 5.8 s'applique ou non dans les réexamens à l'extinction au titre de l'Accord antidumping?

Réponse

48. Nous estimons que cette différence entre les textes est une des grandes raisons pour lesquelles les dispositions de l'Accord SMC et de l'Accord antidumping en ce qui concerne le critère *de minimis* doivent être interprétées différemment – à savoir spécifiquement que le critère *de minimis* au titre de l'article 5.8 s'applique dans tout l'Accord antidumping alors que l'application du critère au titre de l'article 11.9 est limitée.

49. L'absence de ce libellé restrictif est particulièrement importante si l'on considère l'historique de la négociation de l'article 5.8.[35] Le premier projet de négociation – le texte "Carliste I" – a introduit l'idée de marges *de minimis* accompagnée de l'expression "aux fins du présent code" - indiquant ainsi clairement une application large de cette notion. Dans le projet suivant – Carlisle II – cette phrase a été supprimée et remplacée par une formulation plus étroite "à quelque stade que ce soit de l'enquête". Dans le projet suivant – Nouvelle-Zélande I – cette expression restrictive a été supprimée, mais une note de bas de page a été ajoutée incluant l'expression "aux fins du présent paragraphe". Ce libellé restrictif a été maintenu dans les projets Nouvelle-Zélande II et Nouvelle-Zélande III. Mais dans l'avant-dernier projet Dunkel l'expression "aux fins du présent paragraphe" a été supprimée. Le texte final de l'Accord antidumping par conséquent ne contient pas cette expression restrictive.

50. Comme l'Organe d'appel l'a fait observer si souvent, des différences dans le texte doivent avoir une signification. Le fait que l'on trouve dans l'Accord SMC une expression restrictive que l'on ne trouve pas dans l'Accord antidumping et le fait que cette expression restrictive a été supprimée d'une manière affirmative dans l'Accord antidumping laissent fortement supposer que le critère *de minimis* à l'article 5.8 de l'Accord antidumping à une application plus large que dans l'Accord SMC. La différence textuelle doit être respectée par le présent Groupe spécial.

16. Comment répondez-vous à l'argument avancé par le Brésil au paragraphe 13 de sa déclaration orale selon lequel l'application de deux critères *de minimis* différents en droit américain aboutirait à des résultats incohérents, un exportateur ayant une marge de dumping élevée pouvant échapper à l'imposition du droit initial tandis qu'un autre exportateur ayant une marge de dumping inférieure au niveau *de minimis* pourrait être soumis au droit à tout jamais? Cela montre-t-il qu'il existe une incohérence interne dans la politique du DOC ou y a-t-il une autre explication?

[35] *Voir* James P. Durling ant Matthew R. Nicely, *Understanding the WTO Anti-Dumping Agreement: Negotiating History and Subsequent Interpretation*, pages 294 à 298 (2002) (résumant les divers textes).

Réponse

51. Oui, l'exemple du Brésil souligne la l'incohérence de la pratique du DOC qui consiste à appliquer des critères *de minimis* différents dans les enquêtes initiales et dans les réexamens à l'extinction. Il n'est pas raisonnable qu'un exportateur dont il a été constaté qu'il avait une marge de dumping de 1,9 pour cent dans l'enquête initiale ne soit pas soumis à l'ordonnance antidumping tandis qu'un exportateur, dans une situation semblable dont la marge de dumping était de 2,1 pour cent dans l'enquête initiale et de 0,6 pour cent dans un réexamen à l'extinction, continuerait à être soumis à ce droit antidumping à perpétuité. Une interprétation aussi déraisonnable n'est pas admissible au titre de l'article 11.3.

52. Une lecture convenable des articles 5.8, 11.1 et 11.3 à la lumière du contexte, de l'objet et du but de ces articles exige que le même critère *de minimis* s'applique dans les enquêtes initiales et dans les réexamens à l'extinction. L'article 5.8 prévoit qu'il y aura clôture immédiate des "cas", et par conséquent, aucune imposition de droit antidumping, lorsque les autorités constatent que la marge de dumping d'une société interrogée est égale ou inférieure à 2 pour cent. En outre, puisque l'article 5.8 s'applique aux "cas" les obligations qu'il énonce ne sont pas uniquement applicables aux enquêtes, mais le sont également aux réexamens à l'extinction. Conformément à l'article 11.1, les autorités peuvent continuer à imposer des droits antidumping uniquement lorsque le maintien de ces droits est nécessaire pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage. Une lecture conjointe de ces deux articles montre qu'il n'est pas nécessaire de continuer à imposer un droit antidumping uniquement lorsqu'il est probable que le dumping subsistera à des niveaux *de minimis* inférieurs à 2,0 pour cent. Veuillez vous reporter à notre réponse à la question n° 21 pour plus de détails sur ce point.

17. Une lecture de l'Accord antidumping qui n'imposerait pas de critère *de minimis* pour ce qui est des réexamens à l'extinction aboutirait-elle à une incompatibilité empêchant une interprétation cohérente de l'Accord antidumping? Expliquez votre réponse.

Réponse

53. Oui, l'Accord antidumping exige que le même critère *de minimis* soit appliqué à la fois dans les enquêtes initiales et dans les réexamens à l'extinction. Veuillez vous reporter à nos réponses aux questions n° 15, 16, 20 et 21 et à notre deuxième communication (paragraphes 118 à 145) pour plus de détails sur ce point.

QUESTIONS POSÉES AU JAPON

18. Comment, de l'avis du Japon, un critère quantitatif – comme le critère *de minimis* – peut-il être appliqué à bon droit dans le contexte des réexamens à l'extinction étant donné que ces derniers portent sur la probabilité future – et non passée ou présente – que le dumping (et le dommage) subsistera ou se reproduira? Est-ce pour cette raison qu'il a été omis du texte de l'article 11?

Réponse

54. Il est vrai que le caractère prospectif de la détermination de la "probabilité" à l'article 11.3 fait qu'il est impossible de prédire avec précision les marges de dumping futures. Néanmoins, cela ne signifie pas que les autorités n'ont pas l'obligation de calculer de manière approximative les marges de dumping futures "probables". Pour le Japon il ressort très clairement de l'article 11.3 que les autorités doivent quantifier le niveau de dumping qu'elles jugent probable à l'avenir. Comme le Groupe spécial

CE - Linge de lit[36] l'a expliqué, les dispositions de l'article 2 "régissent la détermination de l'existence d'un dumping en établissant des règles pour le calcul des marges de dumping"[37] et "le calcul d'une marge de dumping conformément à l'article 2 constitue une détermination de l'existence d'un dumping".[38] Les autorités ne seraient pas en mesure de déterminer la probabilité d'un dumping sans quantifier la marge de dumping. Pour que l'USITC puisse réaliser une analyse appropriée du dommage, il faut que le DOC quantifie le niveau de dumping futur. Comment sinon l'USITC peut-elle respecter l'obligation qui lui est faite à l'article 3.4 de prendre en considération l'"importance du dumping" lorsqu'elle établit sa détermination en matière de dumping? Comment l'USITC peut-elle déterminer s'il est probable que les "effets du dumping futur" causeront un dommage, comme l'exige l'article 3.5, si le DOC ne quantifie pas le niveau de dumping futur?

55. Cela soulève la question de savoir comment l'on quantifie une marge de dumping prospective. Le Japon est d'avis que les autorités peuvent procéder à une estimation raisonnable des marges de dumping futures probables en se fondant sur les marges de dumping actuelles. Les autorités administrantes devraient estimer la marge de dumping future probable: 1) en calculant la marge de dumping la plus récente; 2) en ajustant cette marge pour tenir compte de l'évolution des importations depuis l'enquête initiale et des implications futures probables de la situation actuelle du marché. Le critère *de minimis* devrait ensuite être appliqué à cette marge de dumping estimée. Par exemple, si la marge de dumping actuelle est de 1,5 pour cent et que les autorités constatent que la marge de dumping actuelle se maintiendra à son présent niveau ou diminuera à l'avenir, elles devraient mettre fin à l'imposition du droit antidumping parce que la marge de dumping future probable est *de minimis*.

56. Cela n'est certes pas une science exacte, mais en ajustant les marges de dumping actuelles, les autorités peuvent parvenir à une approximation satisfaisante des marges de dumping futures probables. Cette approche suppose au moins que l'on recueille des éléments de preuve et que l'on examine les tendances prospectives. Le Japon estime que la marge de dumping la plus récente reflète la réalité actuelle du marché et dépeint de manière plus fiable le degré de dumping susceptible de subsister ou de se reproduire à l'avenir. Par conséquent, ces marges permettent de mieux prédire le comportement futur que les marges de dumping anciennes utilisées par le DOC.

19. Le Groupe spécial note que le Japon attache une importance particulière à l'utilisation de l'expression "*mutatis mutandis*" à l'article 12.3. Quels changements, selon le Japon, sont nécessaires pour appliquer les dispositions de l'article 12 dans le contexte des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3? En particulier, quel est le sens du terme "nécessaire" à l'article 12.3 dans ce contexte? Par exemple, et en se référant au paragraphe 20 de la déclaration orale du Japon, le Japon est-il d'avis que, dans ce contexte, *mutatis mutandis* signifie que le terme "enquêtes" à l'article 12.3 peut ou doit être remplacé par le terme "réexamens"? L'expression "*mutatis mutandis*" doit-elle également être interprétée conformément au critère d'interprétation énoncé dans la Convention de Vienne? Dans ce cas, comment cela contribue-t-il à déterminer les changements nécessaires?

Réponse

57. Je Japon estime qu'il faut donner à l'expression "*mutatis mutandis*" son sens ordinaire dans le contexte de l'Accord antidumping, comme l'exige la *Convention de Vienne*. Conformément au sens ordinaire de cette expression, une disposition visant une situation donnée doit être appliquée dans un contexte différent en changeant les termes "nécessaires" pour l'adapter à la nouvelle situation. Selon le Black's Law Dictionary (cinquième édition), l'expression "*mutatis mutandis*" signifie que "les

[36] *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde, Recours de l'Inde à l'article 21.5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.* WT/DS141/RW (29 novembre 2002).

[37] *Id.*, paragraphe 6.128.

[38] *Id.*, paragraphe 6.130.

questions ou les choses sont généralement les mêmes, mais doivent être modifiées, lorsque cela est nécessaire".[39]

58. L'article 12 énonce certaines règles concernant les obligations de notification dans le cadre des enquêtes initiales. L'article 11.3 énonce les obligations auxquelles doivent satisfaire les autorités lorsqu'elles procèdent à des réexamens à l'extinction. En appliquant les obligations de l'article 12.1 *mutatis mutandis* aux réexamens à l'extinction, le terme "enquête" doit être remplacé par le terme "réexamen". C'est là l'interprétation la plus raisonnable de la disposition à la lumière du sens ordinaire de l'expression "*mutatis mutandis*" et conformément à la Convention de Vienne.

20. Comment concilier le fait que l'article 5.8 fait explicitement référence à des marges de dumping *de minimis* et des volumes d'importation négligeables et au dommage avec la thèse selon laquelle les marges de dumping *de minimis* sont non dommageables? Qu'est-ce qui dans le texte de l'Accord justifie ce point de vue?

Réponse

59. Comme nous l'avons vu dans notre réponse à la question n° 16, l'article 5.8 éclaire l'article 11.1 en précisant qu'aucun droit antidumping ne peut demeurer en vigueur lorsque l'importance du dumping est si faible qu'il n'est plus nécessaire de maintenir l'ordonnance pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage, c'est-à-dire lorsqu'elle est inférieure à 2 pour cent.

60. En outre, l'article 3 incorpore le critère *de minimis* dans la détermination de l'existence d'un dommage. L'article 3.4 exige des autorités qu'elles prennent en considération l'"importance de la marge de dumping" lorsqu'elles examinent si la branche de production nationale subit un dommage. L'article 3.5 exige en outre des autorités qu'elles examinent si les "effets" du dumping causent un dommage à la branche de production nationale. Conjointement à l'article 3, l'article 5.8 donne pour instruction aux autorités de clore immédiatement un "cas" lorsqu'elles constatent que le dumping est inférieur aux niveaux *de minimis*. Par conséquent, les autorités ne peuvent pas établir une détermination en matière de dommage lorsque la marge de dumping est inférieure aux niveaux *de minimis*.

21. Au paragraphe 67 de sa déclaration orale, le Japon met l'accent sur le terme "cas" à la deuxième phrase de l'article 5.8 et fait valoir que ce terme indique que cette disposition, et la notion *de minimis* qu'elle contient, ne vise pas uniquement les enquêtes, mais s'applique également aux réexamens à l'extinction. Ailleurs dans ses communications, le Japon semble toutefois faire valoir qu'il ne faudrait pas attacher trop d'importance aux variations sur le mot "enquêtes" auquel il est fait référence dans certains articles de l'Accord, en particulier aux articles 5 et 12. Comment, selon le Japon, le Groupe spécial devrait-il traiter les références spécifiques dans le texte de l'Accord aux "enquêtes" alors que le Japon voudrait que le Groupe spécial n'applique pas ce terme spécifique?

61. Le Japon ne fait pas valoir que le terme "enquête" à l'article 12.1 n'a pas de signification et ne s'applique qu'aux enquêtes. Il affirme par contre que l'expression "*mutatis mutandis*" à l'article 12.3 exige expressément le remplacement du terme "enquête" par le terme "réexamen". Veuillez vous reporter à notre réponse à la question n° 19 ci-dessus. À l'article 5.8, plutôt que d'utiliser l'expression "*mutatis mutandis*", les rédacteurs ont utilisé le terme plus général "cas" pour exiger explicitement l'application à des procédures multiples. Selon nous, l'utilisation du terme "cas" à l'article 5.8 au lieu du terme "enquête" signifie que l'article 5.8 vise non seulement les enquêtes initiales mais également d'autres procédures au cours desquelles il est déterminé s'il convient d'imposer ou de maintenir une ordonnance en matière de droits antidumping. Pour plus de détails sur ce point, veuillez vous référer à notre déclaration orale lors de la première réunion (paragraphes 62 à 68) et à notre deuxième

[39] Black's Law Dictionary, page 919 (5ème édition West Group 1979).

communication (paragraphes 127 à 132). Nous notons également que la décision de supprimer l'expression restrictive "aux fins du présent paragraphe" à l'article 5.6 (comme nous l'avons vu ci-dessus) renforce cette interprétation.

62. Nous faisons également valoir que l'objet et le but des réexamens à l'extinction exigent aussi que nous appliquions le critère d'engagement d'une procédure prévu à l'article 5. Comme nous l'avons vu dans notre première communication, l'objet et le but des réexamens à l'extinction sont analogues à ceux de l'enquête initiale. Par exemple, tant dans les réexamens à l'extinction que dans les enquêtes initiales il s'agit d'examiner s'il est approprié d'imposer des droits antidumping pendant les cinq années suivantes. Conformément à l'article 31 de la Convention de Vienne, par conséquent, l'"engagement" des réexamens à l'extinction doit être interprété de la même manière que l'ouverture des enquêtes initiales. Par conséquent, l'article 5, qui énonce textuellement les règles d'ouverture des enquêtes initiales, doit également s'appliquer *mutatis mutandis* aux réexamens à l'extinction.

63. De plus, la note de bas de page 1 appuie cette application implicite *mutatis mutandis* de l'article 5 à l'article 11.3. La note de bas de page 1 définit le sens du terme "initiated" tel qu'il est utilisé dans l'Accord antidumping et elle est par conséquent applicable à chaque fois que le terme "initiated" est utilisé dans l'Accord.

IV. CUMUL ET CARACTÈRE NÉGLIGEABLE DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

QUESTIONS POSÉES AUX DEUX PARTIES

22. Quel est la nature juridique et le rôle de l'expression "enquêtes antidumping" à la première phrase de l'article 3.3 de l'Accord? Cette expression a-t-elle pour effet de limiter la portée de l'application des dispositions de l'article 3.3 uniquement aux enquêtes? Veuillez répondre en détail à cette question notamment, dans la mesure pertinente, en vous référant à la note de bas de page 9 relative à l'article 3 et à la mention d'une "détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994" à l'article 3.1. Si l'article 3.3 n'est que partiellement applicable aux réexamens à l'extinction, quels sont alors les éléments spécifiques de l'article 3 (et de l'article 3.3) qui s'y appliquent?

Réponse

64. L'expression "enquêtes antidumping" à la première phrase de l'article 3.3 doit être interprétée dans le contexte plus large de l'article 3, et en particulier de la note de bas de page 9 et de l'article 3.1. Ces dispositions prévoient explicitement que toutes les dispositions de l'article 3 s'appliquent aux déterminations de l'existence d'un dommage, y compris aux déterminations en matière de dommage dans les réexamens à l'extinction. La première phrase de l'article 3.3 doit être comprise dans ce contexte.

65. La première phrase de l'article 3.3 permet aux autorités d'évaluer les effets des importations en provenance de pays multiples lorsque "les importations d'un produit en provenance de plus d'un pays feront simultanément l'objet d'enquêtes antidumping". Il y a deux façons possibles d'interpréter cette phrase: 1) les importations en provenance de plus d'un pays peuvent être évaluées de manière cumulative dans le cadre d'un réexamen à l'extinction lorsque ces importations ont simultanément fait l'objet d'enquêtes initiales; ou 2) ces importations peuvent être évaluées de manière cumulative lorsqu'elles font simultanément l'objet de réexamens à l'extinction. Les deux interprétations aboutissent toutefois à la même conclusion dans la présente affaire. Les importations évaluées de manière cumulative dans le présent réexamen à l'extinction sont les mêmes que les importations qui ont fait l'objet d'une évaluation cumulative lors des enquêtes initiales.

66. Nous faisons également observer que, si l'article 3.3 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction, les autorités ne peuvent pas évaluer de manière cumulative la question de savoir si les importations en provenance de plus d'un pays causent collectivement un dommage. L'article VI:1 du GATT prévoit que les importations en provenance d'un pays sont "condamnables" si elles causent un dommage important à une branche de production du pays importateur. Étant donné que l'article 3.1 de l'Accord antidumping cite "l'article VI du GATT de 1994" ce concept de base est par conséquent incorporé dans l'article 3. L'article 3.3 de l'Accord antidumping établit une exception à ce concept fondamental du GATT. Si cette exception n'est pas applicable aux réexamens à l'extinction, alors aucune évaluation cumulative des importations en provenance de pays multiples ne peut être autorisée dans le contexte d'un réexamen à l'extinction.

23. Pourquoi et de quelle manière un volume d'importation antérieur négligeable serait-il pertinent pour la "détermination" qui doit être faite au titre de l'article 11.3? Veuillez répondre en détail, à propos des allégations du Japon concernant l'application du critère du caractère négligeable dans les réexamens à l'extinction.

Réponse

67. Comme nous l'avons vu, les volumes d'importation antérieurs sont pertinents pour estimer les volumes d'importation futurs et par conséquent la question de savoir s'il convient de procéder à une évaluation cumulative des importations en provenance du Japon avec les importations en provenance d'autres pays pour la détermination de la "probabilité" d'un dommage. Le dossier montre que le volume des importations en provenance du Japon est négligeable au regard des prescriptions de l'article 5.8. L'historique de ces volumes d'importation constitue une bonne base pour examiner le volume "probable" des importations futures et la probabilité que les importations en provenance du Japon demeurent négligeables à l'avenir.

68. Nous notons que le Japon fait valoir dans le présent différend que l'USITC a agi de manière incompatible avec l'article 3.3 parce qu'elle n'a absolument pas examiné la question de savoir si les importations en provenance du Japon étaient négligeables dans le présent réexamen à l'extinction. L'USITC n'a pas examiné le caractère négligeable en dépit des éléments de preuve figurant au dossier qui montraient que les importations en provenance du Japon étaient négligeables ce qui indique qu'il est également probable que le volume des importations sera négligeable à l'avenir. Le Groupe spécial n'a pas besoin d'évaluer l'examen des éléments de preuve par l'USITC; l'USITC n'a rien examiné du tout.

QUESTION POSÉE AU JAPON

24. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Japon déclare ce qui suit:

> **L'ITC n'examine pas la question de savoir si les importations étaient négligeables au sens de l'article 5.8 de l'Accord antidumping lorsqu'elle détermine s'il faut cumuler les importations dans un réexamen effectué après cinq ans, à l'extinction de la mesure. En outre, l'ITC, dans la présente affaire, n'a jamais examiné si les importations étaient négligeables et si, en conséquence, elles devraient ou ne devraient pas être cumulées.[40]**

Au paragraphe 231 de sa première communication écrite, le Japon conteste l'application de la législation des États-Unis à propos de la question du cumul. Toutefois, même si, aux paragraphes 237 à 240, le Japon semble présenter des arguments attaquant la législation des États-Unis en tant que telle sur ce point, nulle part dans sa première communication, le Japon ne dit clairement que c'est ce qu'il est en train de faire. Le Groupe spécial doit-il donc

[40] WT/DS244/4, page 5.

comprendre que le Japon ne présente *pas* une allégation contestant la législation des États-Unis en tant que telle pour ce qui concerne le cumul dans les réexamens à l'extinction?

Réponse

69. Le Japon fait valoir que l'USITC a agi d'une manière incompatible dans la présente affaire parce qu'elle n'a pas examiné s'il était probable que les importations en provenance du Japon seraient négligeables à l'avenir. Le Japon ne fait pas valoir, sur ce point, que la législation des États-Unis en tant que telle est incompatible avec les obligations des États-Unis au regard de l'Accord sur l'OMC.

V. BASE DE LA DÉTERMINATION EN MATIÈRE DE DUMPING DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION (SUR LA BASE DE L'ORDONNANCE DANS SON ENSEMBLE OU SÉPARÉMENT PAR ENTREPRISE)

QUESTIONS POSÉES AUX DEUX PARTIES

25. L'article 11.4 de l'Accord antidumping précise que "[l]es dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure s'appliqueront à tout réexamen effectué au titre [de l'article 11]".

a) Comment interprétez-vous l'expression "concernant les éléments de preuve et la procédure" à l'article 11.4? Ce libellé ne fait-il que reprendre la teneur de l'article 6? Pourquoi, selon vous, les rédacteurs se sont-ils contentés dans d'autres cas de dire à quelle disposition spécifique ils renvoyaient, alors qu'à l'article 11.4 ils semblent avoir mentionné au moins une partie de la teneur de l'article 6 dans le renvoi?

Réponse

70. Toutes les dispositions de l'article 6 établissent des obligations en matière de procédure et de preuve. Comme nous le disons dans notre réponse à la question n° 25 c) ci-dessous, plusieurs dispositions ont été ajoutées à l'article 6 tandis que son titre n'a pas changé. Le libellé de l'article 11.4 indique que seuls les aspects relatifs à la procédure et aux éléments de preuve de l'article 6 devraient être incorporés dans les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. Cela ne signifie toutefois pas que les implications de fond d'une règle de procédure ne devraient pas être applicables à l'article 11.3. Le simple fait que certaines des prescriptions procédurales de l'article 6, lorsqu'elles sont appliquées à d'autres dispositions, ont des implications de fond ne les empêche pas d'avoir un effet au niveau des procédures. Par conséquent, toutes les dispositions de l'article 6 s'appliquent à l'article 11.3.

71. L'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Extinction des droits compensateurs* a confirmé que les dispositions de l'article 12 de l'Accord SMC – dont l'équivalent est l'article 6 de l'Accord antidumping – s'appliquent de manière générale aux réexamens à l'extinction. Il a dit que "l'article 12 énonce les obligations, essentiellement en matière de preuve et de procédure, qui s'appliquent à la conduite d'une *enquête*".[41] L'Organe d'appel a en outre ajouté que les rédacteurs entendaient que les obligations énoncées à l'article 12 "s'appliquent aux réexamens effectués au titre de l'article 21.3".[42] Les articles 12 et 21.3 de l'Accord SMC sont les équivalents respectivement des articles 6 et 11.3 de l'Accord antidumping. Le même concept s'applique par conséquent à l'Accord antidumping.

[41] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* ("*États-Unis – Extinction des droits compensateurs*"), WT/DS213/AB/R, paragraphe 72 (28 novembre 2002).

[42] *Id.*

b) Toutes les dispositions contenues à l'article 6 portent-elles sur les éléments de preuve et la procédure? Dans la négative, quelles dispositions de l'article 6 ne relèvent pas de cette catégorie, et pour quelle raison? Quels critères peuvent guider le Groupe spécial pour établir la distinction entre les dispositions en matière de preuve/de procédure et les autres dispositions (éventuelles) de l'article 6?

Réponse

72. Le Japon est d'avis que toutes les dispositions de l'article 6 énoncent des obligations en matière de preuve et de procédure et s'appliquent par conséquent à l'article 11.3.

c) Quelles sont les considérations textuelles et contextuelles qui appuieraient ou infirmeraient la thèse selon laquelle toutes les dispositions de l'article 6 portent sur les éléments de preuve et la procédure? À cet égard, en particulier, quelle est la nature juridique et le rôle du titre de l'article 6 ("Éléments de preuve") et le rôle de la référence aux "procédures" dans l'article 6.14? L'historique de la négociation suggère-t-il que toutes les dispositions de l'article 6 concernent les éléments de preuve et la procédure, ou que certaines de ces dispositions peuvent ne pas concerner les éléments de preuve ou la procédure?

Réponse

73. L'article 6.14 décrit explicitement les prescriptions de l'article 6 comme étant des "procédures". L'article 6.14 dispose explicitement ce qui suit:

> Les *procédures* énoncées ci-dessus n'ont pas pour but d'empêcher les autorités d'un Membre d'agir avec diligence pour ce qui est d'ouvrir une enquête, d'établir des déterminations préliminaires ou finales, positives ou négatives, ou d'appliquer des mesures provisoires ou finales, conformément aux dispositions pertinentes du présent accord. (pas d'italique dans l'original)

Au cours du Cycle d'Uruguay plusieurs nouvelles dispositions ont été ajoutées à l'Accord antidumping, y compris l'actuel article 6.10, tandis que d'autres dispositions de l'article 6 ont été révisées.[43] À l'origine, la disposition actuelle de l'article 6.14 était contenue dans l'article 6.9. L'actuel article 6.14 a modifié la construction antérieure de la disposition, passant des "dispositions du présent article" à l'expression actuelle "les procédures énoncées ci-dessus" dans le projet *Carlisle I*, le premier projet des négociations du Cycle d'Uruguay.[44] Aucune modification n'a été apportée à cette

[43] Au cours du Cycle d'Uruguay les dispositions ci-après ont été ajoutées à l'article 6: 6.1.1 à 6.1.3, 6.3, 6.6, 6.9 à 6.13 et notes de bas de page 15 et 16.

[44] Le Code du Tokyo Round était libellé ainsi:

> 6.9 Les dispositions du présent article n'ont pas pour but d'empêcher les autorités d'une Partie d'agir avec diligence, conformément aux dispositions pertinentes du présent code, concernant l'ouverture d'une enquête, l'établissement de constations préliminaires ou finales, positives ou négatives, ou l'application de mesures provisoires ou finales.

Le premier projet de l'Accord antidumping au cours de la négociation du Cycle d'Uruguay, le projet *Carlisle I* (document du GATT MTN.GNG/NG8/W/83/Add.5) (23 juillet 1990), a modifié le libellé de la disposition comme suit:

> 6.13 Les *procédures énoncées ci-dessus* n'ont pas pour but d'empêcher les autorités d'une Partie d'agir avec diligence, conformément aux dispositions pertinentes du présent code, concernant l'ouverture d'une enquête, l'établissement de *déterminations* préliminaires ou finales, positives ou négatives, ou l'application de mesures provisoires ou finales. (Les passages en italique sont ceux qui ont été modifiés par rapport au projet précédent.)

disposition, mais d'autres dispositions ont été ajoutées ou modifiées dans l'article 6.[45] Cela montre qu'il était entendu que toutes les dispositions de l'article 6 ont un caractère procédural.

74. Le titre de l'article 6 "Éléments de preuve" n'a toutefois pas été modifié par rapport à l'Accord antidumping précédent. Le titre de l'article demeure certes "Éléments de preuve" mais l'article actuel contient davantage que de simples règles en matière de preuve. Le fait que le titre de l'article 6 n'ait pas été modifié alors que diverses dispositions ont été ajoutées à cet article montre que les obligations énoncées dans cet article portent sur les procédures permettant d'obtenir et de présenter des "Éléments de preuve".

d) Peut-on tirer une indication en matière d'interprétation du fait que l'article 11 se réfère spécifiquement aux dispositions des articles 6 et 8?

Réponse

75. Il y a des renvois explicites à ces articles dans l'article 11 et ils sont donc incorporés dans l'article 11, mais cela ne signifie pas qu'aucune autre obligation dans l'Accord ne puisse être implicitement incorporée dans l'article 11. Les obligations énoncées aux articles 6 et 8 cependant ne sont pas implicitement liées. Étant donné que les obligations énoncées dans ces articles n'étaient pas implicitement liées, les rédacteurs ont dû les lier expressément à l'article 11.3.

76. Cela ne relève pas de l'intuition de dire que les prescriptions en matière de procédure et de preuve de l'article 6 doivent être automatiquement appliquées aussi aux réexamens à l'extinction ni que les engagements en matière de prix devraient aussi être examinés tous les cinq ans.

77. En outre, l'article 8.1 prévoit que des engagements en matière de prix pourront "suspendre" l'imposition de droits antidumping. Le terme "suspendre" indique qu'une enquête antidumping est en cours quand l'engagement en matière de prix prend effet. Certains Membres pourraient par conséquent alléguer qu'un engagement en matière de prix n'est pas soumis aux règles générales de l'article 11.1 ni à la règle de la suppression au bout de cinq ans énoncée à l'article 11.3 parce que la suspension d'une enquête ne constitue pas le début de la période de cinq ans. La période de cinq ans ne commence que lorsque la suspension a pris fin et que la procédure initiale est achevée. Pour éviter cette confusion, par conséquent, les rédacteurs ont expressément inclus un rappel à l'article 8 pour veiller à ce que les engagements en matière de prix soient aussi réexaminés tous les cinq ans.

VI. MARGES DE DUMPING DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

QUESTIONS POSÉES AUX DEUX PARTIES

27. Quelle méthode a constitué la base du calcul des marges de dumping dans les enquêtes initiales et dans les réexamens administratifs ultérieurs? Veuillez indiquer les parties pertinentes du dossier pour étayer votre réponse. Quel est le fondement juridique dans l'Accord permettant ou interdisant l'utilisation de telles méthodes ou régissant certains aspects de ces méthodes, dans un réexamen à l'extinction?

Réponse

78. Au cours des enquêtes initiales et des réexamens administratifs ultérieurs qui ont été effectués par les États-Unis avant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, les États-Unis ont adopté

Ce libellé n'a pas été modifié dans les projets suivants de l'Accord antidumping et il est par conséquent devenu l'actuel article 6.14. *Voir* James P. Durling and Matthew R. Nicely, *Understanding The WTO Anti-dumping Agreement: Negotiating History and Subsequent Interpretation*, pages 410 et 411 (2002).

[45] *Voir id.*

les méthodes ci-après pour calculer les marges de dumping. Ils continuent notamment de "réduire à zéro" les marges de dumping négatives tant dans les enquêtes initiales que dans les réexamens administratifs.[46] Ces méthodes, qui ont été examinées en détail dans la première communication du Japon[47], ne sont plus compatibles avec les obligations des États-Unis au regard de l'Accord sur l'OMC.

a) Réduction à zéro

i) Pratique des États-Unis avant et après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC

79. Le DOC réduit à zéro toutes les marges de dumping négatives lorsqu'il calcule la marge de dumping totale d'une société interrogée.[48] Il recourt encore aujourd'hui à cette pratique tant dans les enquêtes initiales que dans les réexamens administratifs.

ii) Pièces au dossier témoignant de cette pratique

80. Les pièces ci-après montrent l'application générale par le DOC de la méthode de la réduction à zéro et son application spécifique dans l'affaire *Produits plats en acier traité contre la corrosion en provenance du Japon*:

Application générale:	pièces n° 10a à 10c, 27a à 27i, 28a et 28b du Japon
Application spécifique:	
dans l'enquête initiale:	pièces n° 12f et 12.f.5 du Japon
dans le 4ème réexamen administratif:	pièces n° 14c, 14d, 14.d.1, 14.d.2, 14.d.3 et 32 du Japon
dans le 5ème réexamen administratif:	pièces n° 15c, 15d, 15.d.1, 15.d.2 et 32 du Japon

81. Nous fournissons également à l'Appendice I un guide sur l'application du langage de programmation. Nous nous excusons de présenter des documents quelque peu complexes, mais la difficulté qu'il y a à discerner ce que les États-Unis font dans les affaires de dumping fait partie de l'examen juridique.

Application générale

82. Le DOC calcule constamment les marges de dumping dans les enquêtes et les réexamens administratifs en utilisant la méthode de la réduction à zéro depuis plus de 15 ans. L'affaire *Certain Welded Carbon Steel standard Pipe and Tube From India* (Certains tubes et tuyaux standard en acier au carbone soudés, en provenance d'Inde) est l'une des premières dans lesquelles une société interrogée s'est élevée contre la pratique générale du DOC de réduire à zéro les marges négatives.[49] Plus tard, dans l'affaire *Certain Fresh Cut Flowers From Ecuador* (Certaines fleurs fraîches coupées en provenance de l'Équateur), le DOC a clairement dit que sa pratique générale consistait à recourir à la réduction à zéro en affirmant que "compte tenu de la pratique du Département qui est de traiter les

[46] Il convient de noter que le Japon ne met pas en cause la compatibilité avec les règles de l'OMC de l'application par les États-Unis de la méthode de comparaison moyenne pondérée à transaction dans les réexamens administratifs.

[47] *Voir* la première communication du Japon, paragraphes 14, 172 et 181; *voir également* (**pièces n° 1a, 12d, 12f.1-3 et 28a et b du Japon**).

[48] *Voir id.*, paragraphe 181 et **pièces n° 27a-i et 28a et b du Japon**.

[49] *Certain Welded Carbon Steel Standard Pipe and Tube From India; Final Determination of Sales at Less Than Fair Value*, 51 Fed. Reg. 9089, respondent's cmt. 3. (17 mars 1986) (**pièce n° 27a du Japon**).

ventes ne faisant pas l'objet d'un dumping comme ayant des marges nulles ...".[50] En outre, le programme SAS Standard que le DOC utilise pour calculer les marges de dumping individuelles fonctionne avec un langage de programmation qui exclut toutes les marges négatives et n'inclut que les marges positives lors du calcul de la marge totale de dumping.[51]

Application effective dans le présent réexamen à l'extinction

83. Le code de programmation SAS utilisé par le DOC tant dans l'enquête initiale que dans les réexamens administratifs ultérieurs montre l'application effective de la réduction à zéro dans la présente affaire.[52] Les mémoires du DOC sur le calcul de la marge montrent également que les marges de dumping dans la détermination finale sont basées uniquement sur les marges de dumping positives.[53] Étant donné que le langage de programmation et les calculs contiennent des renseignements exclusifs, nous avons fait de notre explication des résultats du fonctionnement de ce

[50] *Certain Fresh Cut Flowers From Ecuador; Final Determination of Sales at Less Than Fair Value*, 52 Fed. Reg. 2128, 2129 (20 janvier 1987) (**pièce n° 27b du Japon**). *Voir également Potassium Chloride From Israel; Final Determination of Sales At Not Less Than Fair Value*, 50 Fed. Reg. 4560 (31 janvier 1985) (**pièce n° 27c du Japon**); *Certain Iron Construction Castings From India; Final Determination of Sales at Less Than Fair Value*, 51 Fed. Reg. 9486 (19 mars 1986) (**pièce n° 27d du Japon**); *Standard Carnations From Chile; Final Determination of Sales at Less than Fair Value*, 52 Fed. Reg. 3152 (2 février 1987) (**pièce n° 27e du Japon**). Le USDOC a encore aujourd'hui pour pratique générale de réduire à zéro les marges de dumping négatives. *Voir Stainless Steel Wire Rod From India; Final Results of Antidumping Duty Administrative Review*, 67 Fed. Reg. 37391, Mémorandum non publié sur la décision, cmt. 5 (29 mai 2002) (**pièce n° 27f du Japon**); *Notice of Final Determination of Sales at Less Than Fair Value: Structural Steel Beams from Spain*, 67 Fed. Reg. 35482, Mémorandum non publié sur la décision, cmt. 15 (20 mai 2002) (**pièce n° 27g du Japon**); *Notice of Final Determination of Sales at Less than Fair Value: Structural Steel Beams from Luxembourg*, 67 Fed. Reg. 35488, Mémorandum non publié sur la décision, cmt. 13 (20 mai 2002) (**pièce n° 27h du Japon**); *Hot-Rolled Flat-Rolled Carbon-Quality Steel Products from Japan: Final Results of Antidumping Duty Administrative Review*, 67 Fed. Reg. 2408, Mémorandum non publié sur la décision, cmt. 5 (17 janvier 2002) (**pièce n° 27i du Japon**).

[51] *Voir* le calcul standard SAS de la marge de dumping effectué par le DOC tant dans les enquêtes que dans le cadre du programme de réexamen administratif; les lignes de programmation concernées sont indiquées et montrent la réduction à zéro proprement dite (**pièce n° 28a et b du Japon**). La marge spécifique par entreprise est calculée en divisant le total potentiel des droits antidumping non recouvrés ("PUDD") par le total de la valeur nette des ventes aux États-Unis. Les droits antidumping potentiels non recouvrés constituent la marge globale des ventes aux États-Unis, mesurée par la marge unitaire (c'est-à-dire la différence entre les prix unitaires) multipliée par la quantité des ventes aux États-Unis. Il y a réduction à zéro lorsque le DOC inclut les PUDD positifs (prix aux États-Unis moins la valeur normale) mais exclut les PUDD négatifs.

[52] Le total des marges de dumping positives (TOTPUDD) constituait la base du taux de la marge de dumping tel qu'il apparaît page 27 (voir page 26 "The Total of Positive Margins", colonne TOTPUDD) alors qu'il y avait un certain nombre de ventes aboutissant à des marges de dumping négatives (voir page 23 où apparaissent certaines de ces ventes). En fait, les listages de la page 27 montrent que la marge de dumping était négative pour plus de la moitié des transactions au cours de la période, en quantité et en valeur. (p**ièce n° 15.d.2 du Japon**).

Voir également le listage du calcul de la marge de dumping "*Total Of Positive Margins*" (Total des marges positives) (p**ièce n° 14d.1 du Japon**), qui montre qu'il y avait également des ventes aboutissant à une marge de dumping négative (*voir* le listage intitulé "*Margin by Saletype and Importer"* (Marge par type de vente et par importateur) (p**ièce n° 14.d.2 du Japon**).

[53] *Voir* le mémorandum destiné au dossier de Doreen Chen à Rick Johnson concernant *Analysis for Nippon Steel Corporation ("NSC") for the Final Results of the Administrative Review of Certain Corrosion-Resistant Carbon Steel from Japan*, page 1 (14 février 2000) (**pièce n° 15c du Japon**) (montrant que le DOC a calculé le taux de la marge de dumping de NSC en se fondant uniquement sur des marges de dumping positives tel que cela apparaît dans la **pièce n° 15.d.1 et d.2 du Japon**).

Voir également le mémorandum destiné au dossier de Doreen Chen à Rick Johnson concernant *Analysis for Nippon Steel Corporation ("NSC") for the Final Results of the Administrative Review of Certain Corrosion-Resistant Carbon Steel from Japan*, page 1 (8 mars 1999) (p**ièce n° 14c du Japon**) (montrant que la marge de dumping totale correspondait en fait aux marges positives totales tel que cela apparaît dans la **pièce n° 14.d.1 et d.2 du Japon**).

langage de programmation un Appendice I distinct. L'Appendice I fait partie intégrale de nos réponses aux questions du Groupe spécial.

iii) Texte interdisant l'utilisation d'une telle méthode

84. Comme l'Organe d'appel l'a précisé dans l'affaire *CE - Linge de lit*, une détermination en matière de dumping fondée sur une marge de dumping calculée suivant la méthode de la réduction à zéro est incompatible avec l'article 2.4. Veuillez vous reporter à nos réponses aux questions 31 à 33 pour plus de détails sur ce point.

b) Méthode de comparaison moyenne à transaction

i) Pratique des États-Unis avant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC

85. Le DOC calculait les marges de dumping en comparant la moyenne pondérée des ventes sur le marché intérieur aux ventes individuelles aux États-Unis dans les enquêtes initiales ouvertes avant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. Après l'entrée en vigueur de l'Accord antidumping, l'article 2 a interdit cette pratique dans les enquêtes initiales.[54]

ii) Pièces au dossier témoignant de cette pratique

86. Les pièces ci-après montrent l'application générale par le DOC de la méthode de comparaison moyenne à transaction et son application spécifique dans l'affaire *Produits plats en acier traité contre la corrosion en provenance du Japon*:

Application générale: pièces n° 1a et 2 du Japon

Application spécifique:
dans l'enquête initiale: pièces n° 12f, 12.f.2 et 12.f.3 du Japon

Application générale

87. Avant l'adoption de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay, le DOC calculait les marges de dumping en se fondant sur une comparaison entre les transactions individuelles aux États-Unis et la moyenne pondérée des prix sur le marché intérieur. L'Énoncé des mesures administratives a reconnu cette pratique établie en déclarant que "la pratique privilégiée par le Département du commerce consiste à comparer la valeur normale moyenne au prix individuel à l'exportation dans les enquêtes et les réexamens".[55] C'était là la pratique normale du DOC à l'époque, mais elle n'était pas expressément codifiée dans son règlement.[56] L'article 229 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay a donc ajouté un nouvel article 777A d) à la Loi, exigeant que le DOC mesure les marges de dumping soit par une comparaison moyenne à moyenne soit par une comparaison transaction par transaction, plutôt que par une comparaison moyenne à transaction.[57] Le nouvel article 777A d) autorise le DOC à recourir à une méthode moyenne par transaction pour mesurer le dumping uniquement lorsque

[54] Le Japon ne conteste pas la compatibilité avec les règles de l'OMC de l'application par les États-Unis de la méthode de comparaison moyenne pondérée à transaction dans les réexamens administratifs, bien que les États-Unis aient continué d'appliquer cette méthode dans leurs réexamens administratifs après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC.

[55] *Voir* l'*Énoncé des mesures administratives*, page 842 (pièce n° 2 du Japon, page 4177).

[56] Le listage SAS de l'enquête initiale (9 septembre 1993), aux pages 58 à 68 (Programme SAS - Marché intérieur) (**pièce n° 12.f.2 du Japon**) et aux pages 106 à 140 (Programme SAS - Marché américain), confirme que le DOC a en fait recouru à cette pratique standard dans la présente affaire (**pièce n° 12.f.3 du Japon**).

[57] *Voir* la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay, article 229, 108, Stat. 4889-90 (**pièce n° 1a du Japon**).

l'existence du dumping visé a été constatée.[58] Le paragraphe 2 de cet article dispose cependant que le DOC doit adopter la méthode traditionnelle de la comparaison entre les ventes individuelles sur le marché des États-Unis et la valeur normale moyenne pondérée pour calculer les droits antidumping dans les réexamens.

Application effective dans le présent réexamen à l'extinction

88. Le code du programme SAS utilisé dans l'enquête initiale montre que le DOC a effectivement recours à une comparaison entre la moyenne pondérée des ventes sur le marché intérieur et les ventes individuelles aux États-Unis.[59] Pour de plus amples explications concernant l'application du Programme SAS, veuillez vous reporter à l'Appendice I.

iii) Texte interdisant l'utilisation d'une telle méthode

89. Conformément à l'article 2.4.2 de l'actuel Accord antidumping, pendant la phase d'enquête, les marges de dumping doivent être établies en utilisant la méthode de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction. D'autres méthodes ne sont autorisées par l'article 2.4.2 que lorsque les autorités expliquent pleinement pourquoi il n'est pas possible de recourir à la méthode de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction. Par conséquent, l'application dans les réexamens à l'extinction de marges de dumping antérieures à l'OMC calculées dans le cadre des enquêtes initiales est incompatible avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC.

c) Ventes n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales

i) Pratique des États-Unis avant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC

90. Avant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, le DOC tenait compte de toutes les ventes sur le marché intérieur du pays exportateur pour déterminer la valeur normale uniquement lorsque moins de 10 pour cent de ces ventes étaient inférieures au coût de production. Par ailleurs, le DOC écartait auparavant toutes les ventes sur le marché intérieur et recourait à la valeur construite lorsque 90 pour cent ou plus de ces ventes étaient inférieures au coût de production. Lorsque plus de 10 pour cent et moins de 90 pour cent de toutes les ventes étaient inférieures au coût de production, le DOC utilisait généralement uniquement les ventes sur le marché intérieur supérieures au coût de production pour déterminer la valeur normale. Conformément à l'article 773 b) modifié de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay, le DOC ne peut maintenant écarter les ventes inférieures au coût que lorsque 20 pour cent de toutes ces ventes sont inférieures au coût de production pendant une période prolongée. Cet article a également supprimé le critère de 90 pour cent qui autorisait le rejet de toutes les ventes lorsque le seuil de 90 pour cent n'était pas atteint. Conformément à la loi actuelle, le DOC fonde la valeur normale sur le prix réel des ventes sur le marché intérieur du pays exportateur si une vente au moins satisfait au critère "inférieur au coût".[60]

ii) Pièces au dossier témoignant de cette pratique

91. Les pièces ci-après montrent l'application générale par le DOC du critère de 10/90 pour cent, et son application spécifique dans l'affaire *Produits plats en acier traité contre la corrosion en provenance du Japon*:

---

[58] *Voir id.* (**pièce n° 1a du Japon**); *voir également* l'Énoncé des mesures administratives, pages 842 et 843 (**pièce n° 2 du Japon, pages 4177 et 78**).

[59] *Voir* le listage SAS de l'enquête initiale (9 septembre 1993), pages 58 à 68 (Programme SAS – Marché intérieur) (p**ièce n° 12.f.2 du Japon**) et les pages 106 à 140 (Programme SAS - Marché américain) (**pièce n° 12.f.3 du Japon**).

[60] 19 USC. § 1677b b) 2) c) i).

Application générale: pièces n° 1a et 12d du Japon

Application spécifique:
dans l'enquête initiale: pièces n° 12d, 12.f et 12.f.1 du Japon

Application générale

92. L'application par le DOC de cette prescription était codifiée dans l'article 773 b) de la Loi douanière avant qu'elle ne soit modifiée par la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay.[61] Cette pratique a été appliquée dans les enquêtes initiales et dans les réexamens administratifs. En fait, le DOC a appliqué le "critère de 10/90 pour cent" dans l'enquête initiale dans la présente affaire pour déterminer quand et dans quelle mesure les ventes devraient être écartées comme étant inférieures au coût.[62]

Application effective dans le présent réexamen à l'extinction

93. Comme nous l'avons vu, le DOC a dit qu'il avait appliqué le critère de 10/90 pour cent dans la présente affaire.[63] Le code du programme SAS montre lui aussi que le DOC a effectivement appliqué le critère de 10/90 pour cent dans la présente affaire.[64] Pour une explication plus détaillée du programme SAS, veuillez vous reporter à l'Appendice I.

iii) Texte interdisant l'utilisation d'une telle méthode

94. Conformément à l'article 2.2.1 et à la note de bas de page 5 de l'Accord antidumping, les ventes inférieurs au coût sur le marché intérieur ne peuvent être écartées que lorsque pas moins de 20 pour cent de ces ventes sont inférieures au coût de production. L'article 2.2 de l'Accord antidumping prévoit également que la marge de dumping peut être déterminée à partir de la valeur construite uniquement "lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales". Par conséquent, les autorités ne peuvent pas écarter les ventes sur le marché intérieur si de telles ventes sont supérieures au coût de production. Les marges de dumping calculées au cours de l'enquête initiale étaient basées sur le "critère de 10/90 pour cent" et non sur le nouveau critère des 20 pour cent prévu par l'Accord antidumping. En fondant ses déterminations sur la probabilité dans les réexamens à l'extinction sur ces marges de dumping incompatibles avec les règles de l'OMC, calculées en appliquant le critère de 10/90 pour cent, le DOC agit de manière incompatible avec les obligations des États-Unis au regard de l'Accord antidumping.

d) Utilisation des bénéfices et des frais ACG pour le calcul de la valeur construite et du coût de production

i) Pratique des États-Unis avant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC

95. Avant l'entrée en vigueur de l'Accord antidumping, lorsqu'ils calculaient la valeur construite, les États-Unis appliquaient un minimum statutaire de 8 pour cent pour les bénéfices et de 10 pour cent pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général ("frais ACG") tant dans les enquêtes initiales que dans les réexamens administratifs.[65] Le DOC a utilisé les bénéfices et les frais ACG réels uniquement lorsque les taux des sociétés interrogées étaient

[61] *Voir* la Loi douanière, article 773 b) (avant adoption de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay) (**pièce n° 1a du Japon**).

[62] *Voir Original Final Determination*, pages 37155 et 56 (**pièce n° 12d du Japon**).

[63] *Voir id.*

[64] *Voir* le listage SAS des enquêtes initiales (9 septembre 1993), lignes 312 à 331 (Journal du programme SAS) (**pièce n° 12.f.1 du Japon**).

[65] *Voir* la Loi douanière, article 773 b) et 773 e) 1) B) ii) (avant adoption de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay).

supérieurs à ces minimums statutaires. La Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay a ajouté un nouvel article 773 e) 2) conformément auquel, pour le calcul de la valeur construite, les frais ACG et les bénéfices doivent être fondés sur les données réelles relatives aux ventes de la société interrogée sur le marché intérieur lorsque de telles données sont disponibles, comme l'exige l'article 2.2.2 de l'Accord antidumping. Conformément à l'article 773 b) 3), le DOC est également tenu d'utiliser les données réelles pour les frais ACG d'une société interrogée lorsqu'il calcule le coût de production.

ii) Pièces au dossier témoignant de cette pratique

96. Les pièces ci-après montrent l'application générale par le DOC de la règle du minimum de 10 pour cent pour les frais ACG et de 8 pour cent pour les bénéfices, et son application spécifique dans l'affaire *Produits plats en acier traité contre la corrosion en provenance du Japon*:

Application générale: pièces n° 1a et 12d du Japon

Application spécifique:
dans l'enquête initiale: pièces n° 12c, 12d, 12f et 12.f.4 du Japon

Application générale

97. Ces règles relatives aux minimums pour les frais ACG et les bénéfices sont des obligations statutaires et s'appliquent à toutes les enquêtes et tous les réexamens administratifs le cas échéant.[66] Au cours de l'enquête initiale dans la présente affaire, le DOC a déclaré qu'il appliquait les prescriptions statutaires "conformément à l'article 773 e) 1) B) ii) de la Loi".[67]

Application effective dans le présent réexamen à l'extinction

98. Le DOC a dit dans sa détermination finale dans le cadre de l'enquête initiale qu'il appliquait le minimum statutaire de 8 pour cent pour les bénéfices dans cette enquête.[68] Le DOC a ensuite spécifiquement précisé dans sa note sur la concurrence qu'il avait appliqué le minimum de 8 pour cent pour les bénéfices dans le calcul de la valeur construite pour NSC.[69] Le code du programme SAS montre que le DOC a effectivement appliqué le critère de 8 pour cent pour la valeur construite et de 10 pour cent pour les frais ACG dans la présente affaire.[70] Pour une explication plus détaillée du programme SAS, veuillez vous reporter à l'Appendice I.

iii) Texte interdisant l'utilisation d'une telle méthode

99. L'article 2.2.2 de l'Accord antidumping dispose que "les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices, seront fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par l'exportateur ou le producteur". L'article 2.2.2 interdit donc l'application d'un montant minimum statutaire en ce qui concerne les frais ACG et les bénéfices. Les marges de dumping initiales dans la présente affaire par exemple ont été calculées en utilisant de tels montants minimums pour les bénéfices. Le DOC a fondé ses déterminations de la probabilité dans les réexamens à l'extinction sur ces marges de dumping désormais incompatibles

[66] *Voir* la Loi douanière, article 773 b) et 773 e) 1) B) ii) (avant adoption de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay).

[67] *Voir Original Final Determination*, page 37156 (**pièce n° 12d du Japon**).

[68] *Voir Original Final Determination*, page 37156 (**pièce n° 12d du Japon**).

[69] *Voir Concurrence Memorandum* (21 juin 1993), page 26 (**pièce n° 12c du Japon**). Veuillez noter que dans cette affaire les frais ACG étaient fondés sur les frais ACG réels et non sur le minimum statutaire.

[70] *Voir* le listage SAS de l'enquête initiale (9 septembre 1993), lignes 358 à 360 (Journal du programme SAS) (**pièce n° 12.f.4 du Japon**).

avec les règles de l'OMC. Par conséquent, en utilisant ces marges de dumping, les États-Unis agissent de manière incompatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC.

28. L'article 18.3 de l'Accord dit notamment ce qui suit:

> **"... les dispositions du présent accord s'appliqueront aux enquêtes, et aux réexamens de mesures existantes, engagés sur demande présentée à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour un Membre ou après cette date. ...**
>
> > **18.3.2 Aux fins du paragraphe 3 de l'article 11, les mesures antidumping existantes seront réputées être imposées au plus tard à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour un Membre, sauf dans les cas où la législation intérieure d'un Membre en vigueur à cette date comprenait déjà une clause du type prévu dans ce paragraphe."**

QUESTIONS POSÉES AU JAPON

a) Comment le Japon répond-il à l'argument avancé par les États-Unis au paragraphe 137 de leur première communication écrite selon lequel en vertu de l'article 18.3 de l'Accord le calcul des marges de dumping initiales ne peut pas être contesté au titre des dispositions du présent Accord?

Réponse

100. L'argument avancé par les États-Unis au paragraphe 137 de leur première communication écrite est incorrect d'un point de vue logique. Essentiellement, les États-Unis affirment que, puisque l'enquête initiale a été ouverte avant l'entrée en vigueur de l'Accord antidumping, les dispositions de l'Accord antidumping ne s'appliquent pas à l'utilisation des marges de dumping dans le présent réexamen à l'extinction. L'article 18.3 constitue plus qu'une disposition relative au calendrier. L'article 18.3 prévoit comment et dans quelle mesure les obligations de l'Accord antidumping seront applicables aux ordonnances en matière de droits antidumping en vigueur. L'article 18.3.2 dispose qu'"[a]ux fins du paragraphe 3 de l'article 11, les mesures antidumping existantes seront réputées être imposées au plus tard à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour un Membre". L'article 18.3.2, avec le texte introductif de l'article 18.3, exige qu'un Membre mette fin à l'imposition de tous les droits antidumping existants cinq ans après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, à moins que le Membre ne procède à des réexamens à l'extinction à l'expiration de ces mesures conformément aux dispositions de l'Accord antidumping. En tant que telle, cette disposition a effectivement des aspects qui en font une disposition relative au calendrier pour la transition d'un régime à un autre, mais elle prévoit également des obligations de fond. Les réexamens à l'extinction de ces anciennes ordonnances en matière de droits antidumping doivent maintenant être conformes aux obligations imposées par l'Accord sur l'OMC. Par conséquent, lorsque le DOC utilise une marge de dumping antérieure à l'OMC aux fins de la détermination de la probabilité, cette marge doit être ajustée de manière à être conforme aux disciplines actuelles de l'OMC en matière de calcul de la marge de dumping. L'argument des États-Unis permet à une autorité de perpétuer indéfiniment l'utilisation de marges de dumping incompatibles avec les règles de l'OMC en dépit des termes explicites de l'article 18.

101. En outre, les États-Unis ont engagé tous les réexamens à l'extinction en 1998 ou ultérieurement. Par conséquent, tous les réexamens à l'extinction sont des "réexamens de mesures existantes" au titre de l'article 18.3. La détermination dans le cadre du réexamen à l'extinction établie par les États-Unis doit donc être conforme à l'Accord actuel. Pour que la détermination soit compatible avec l'Accord antidumping actuel, la base sur laquelle cette détermination est établie doit

être compatible avec les règles de l'OMC. Une marge de dumping qui a été calculée conformément à des méthodes incompatibles avec les règles de l'OMC ne constitue pas une base appropriée pour établir une détermination dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. L'utilisation de telles marges de dumping comme base de la détermination dans un réexamen à l'extinction est incompatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'Accord antidumping.

102. Il convient de noter que le Japon ne conteste pas, en soi, les marges de dumping constatées dans le cadre de l'enquête initiale ni les méthodes utilisées pour calculer ces marges de dumping initiales. Il conteste par contre l'emploi de ces marges dans la détermination de la probabilité établie par le DOC dans le cadre des réexamens à l'extinction, comme étant en fait imposé par le Sunset Policy Bulletin.

b) Comment le Japon concilie-t-il son argument selon lequel les dispositions de l'Accord actuel s'appliquent aux marges de dumping antérieures à l'OMC utilisées par le DOC avec la constatation du Groupe spécial *États-Unis – DRAM* à savoir que dans le cadre d'un réexamen administratif au titre de l'article 9.3 du nouvel Accord d'une mesure antérieure à l'OMC, les dispositions de l'Accord s'appliquent aux aspects de la mesure antérieure à l'OMC qui font l'objet du réexamen? [71]

Réponse

103. Comme nous l'avons dit dans notre déclaration orale, l'interprétation donnée par les États-Unis du rapport du Groupe spécial *États-Unis - DRAM* est déplacée.[72] Les constatations du Groupe spécial *États-Unis - DRAM* étayent en fait la position du Japon. Le Groupe spécial a spécifiquement dit dans son rapport que "l'Accord antidumping s'applique aux parties d'une mesure antérieure à l'OMC qui entrent dans le champ d'un réexamen postérieur à l'OMC".[73] Un réexamen à l'extinction détermine la probabilité d'un "dumping" et d'un "dommage" et c'est ce qui constitue par conséquent le champ de ce réexamen. Ainsi, la base du "dumping" et du "dommage" dans les réexamens à l'extinction, dans lesquels le DOC s'est appuyé sur des marges de dumping calculées antérieurement, doit être compatible avec les règles de l'OMC.

29. Le Japon dit au paragraphe 51 de sa déclaration orale que "... le DOC n'aurait pas besoin de recalculer les marges de dumping antérieures dans chaque réexamen à l'extinction exactement de la même manière au titre de l'article 2 que dans les enquêtes initiales". Quelles obligations régissent l'élément dumping d'un réexamen à l'extinction? Si toutes les obligations de l'article 2 ne s'appliquent pas, lesquelles s'appliquent et pourquoi? Quels critères contribuent à établir cette distinction?

Réponse

104. Nous avons dit que "le DOC n'aurait pas besoin de recalculer les marges de dumping antérieures dans chaque réexamen à l'extinction exactement de la même manière au titre de l'article 2 que dans les enquêtes initiales". (non souligné dans l'original) En d'autres termes, si le DOC veut fonder sa détermination en matière de dumping sur des marges de dumping antérieures à l'OMC, il est tenu d'éliminer les effets des méthodes incompatibles avec les règles de l'OMC dans ces marges. Le DOC n'est peut-être pas tenu de recalculer complètement chaque marge de dumping dès le départ pour se conformer aux prescriptions de l'article 2. Une marge de dumping qui a été calculée conformément

[71] Rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Droit antidumping sur les conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée* ("*États-Unis – DRAM*"), WT/DS99/R, adopté le 19 mars 1999, DSR 1999:II, page 521, paragraphe 6.14.

[72] *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 138.

[73] *États-Unis - DRAM*, paragraphe 6.14.

à des méthodes antérieures à l'OMC ne peut toutefois pas être utilisée comme base pour la détermination de la probabilité dans un réexamen à l'extinction si les effets des méthodes incompatibles avec les règles de l'OMC n'ont pas été éliminés.

105. Le DOC peut également choisir de ne pas fonder sa détermination en matière de dumping sur des marges de dumping antérieures. Dans ce cas, il doit calculer une marge de dumping actuelle conformément aux obligations énoncées à l'article 2. Dans ces deux scénarios toutefois, afin de veiller à ce que la marge de dumping soit véritablement prospective, le DOC doit alors ajuster la marge pour tenir compte de l'évolution probable du marché à l'avenir.

30. La détermination de la probabilité au titre de l'article 11.3 exige-t-elle que les marges de dumping antérieures soient calculées ou recalculées? Quelle pertinence cela pourrait-il avoir pour la question de savoir si les marges de dumping antérieures à l'OMC dans la présente affaire sont ou non soumises au réexamen du Groupe spécial?

Réponse

106. La détermination de la probabilité au titre de l'article 11.3 doit avoir un caractère prospectif. Ce qui est important par conséquent, c'est que quelles que soient les marges de dumping utilisées par le DOC, celles-ci doivent refléter le caractère prospectif de l'analyse.

107. La compatibilité avec les règles de l'OMC des marges de dumping antérieures à l'OMC est pertinente pour les déterminations établies par le DOC dans le cadre d'un réexamen à l'extinction parce que le DOC fonde sa détermination sur ces marges. Dans le réexamen à l'extinction dans l'affaire *Produits en acier traité contre la corrosion en provenance du Japon*, et dans tous les autres réexamens à l'extinction, le DOC a fondé sa détermination sur des marges de dumping antérieures qui avaient été calculées suivant des méthodes incompatibles avec les règles de l'OMC, conformément aux sections II.A.1 et II.B du *Sunset Policy Bulletin*. Le DOC a dit dans sa déclaration finale dans la présente affaire qu'il avait fondé sa détermination en matière de dumping sur des marges de dumping antérieures. Le DOC a également déterminé que l'on retrouverait les marges de dumping de l'enquête initiale si l'ordonnance était abrogée. Comme nous le voyons dans notre réponse à la question n° 43 ci-dessous, les marges de dumping antérieures sont pertinentes pour faire une détermination prospective appropriée. Ces renseignements ne constituent cependant qu'une partie de l'analyse. Ces déterminations n'ont pas le caractère prospectif que la détermination de la probabilité doit avoir conformément à l'article 11.3.

31. Comment le Japon répond-il à l'argument des États-Unis, à la note de bas de page 193 de leur première communication écrite, selon lequel l'article 2.4.2 de l'Accord ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction? À cet égard, quelle est la nature juridique et le rôle de l'expression "pendant la phase d'enquête" utilisée à l'article 2.4.2 de l'Accord, en ce qui concerne le point de savoir si ces obligations s'appliquent ou non aux réexamens à l'extinction?

Réponse

108. L'Organe d'appel dans l'affaire *CE - Linge de lit* a précisé l'interprétation correcte de l'article 2.4 de l'Accord antidumping. L'Organe d'appel dans cette affaire a constaté que les marges de dumping calculées suivant la méthode de la réduction à zéro étaient incompatibles avec les règles de l'OMC dans les procédures qui déterminent le "dumping", ce qui ne se limite pas aux enquêtes initiales. L'expression "pendant la phase d'enquête" à l'article 2.4.2 indique que les autorités doivent utiliser soit une méthode moyenne pondérée à moyenne pondérée soit une méthode transaction par transaction pour déterminer l'importance du dumping dans l'enquête initiale. Le Japon ne fait pas valoir que les prescriptions de l'article 2.4.2 s'appliquent directement aux réexamens à l'extinction. Il affirme par contre que si le DOC veut utiliser des marges de dumping antérieures à l'OMC datant de l'enquête initiale dans sa détermination de la probabilité, ces marges de dumping doivent être

compatibles avec les règles de l'OMC. En outre, puisque l'objet et le but des enquêtes initiales et des réexamens à l'extinction sont analogues et que les deux exigent l'examen du "dumping", les obligations de l'article 2.4.2 doivent également s'appliquer.

109. L'Organe d'appel a constaté que la réduction à zéro est incompatible non seulement avec les obligations énoncées à l'article 2.4.2, mais également avec la totalité de l'article 2.4 dans un sens bien plus large, et pas simplement pour ce qui concerne les enquêtes initiales. Pour de plus amples explications concernant l'incompatibilité avec les règles de l'OMC de la méthode de la "réduction à zéro" des marges de dumping au regard de l'article 2.4, veuillez vous reporter à notre deuxième communication écrite, paragraphes 103 à 113, et à la réponse aux questions ci-après.

110. Comme nous l'avons vu dans notre réponse à la question n° 29, le DOC ne peut pas utiliser, dans les réexamens à l'extinction, des marges de dumping qui sont incompatibles avec les règles de l'OMC. Par conséquent, le DOC a l'obligation soit de calculer la marge de dumping actuelle sans "réduire à zéro" les marges négatives soit au moins d'ajuster les marges anciennes de manière à prendre en compte les marges négatives "réduites à zéro".

32. Quel est le lien juridique entre l'obligation énoncée à l'article 2.4.2 et celle du texte introductif de l'article 2.4 qui est de veiller à procéder à une "comparaison équitable"? Si l'article 2.4.2 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction, la méthode de la "réduction à zéro" pourrait-elle être contestée uniquement sur la base de l'obligation de procéder à une "comparaison équitable" énoncée à l'article 2.4? Expliquez votre réponse. Dans votre réponse, veuillez commenter les paragraphes 21 à 24 de la déclaration orale du Brésil en tant que tierce partie concernant la question de l'application aux réexamens à l'extinction de la prescription relative à la "comparaison équitable" énoncée dans le texte introductif de l'article 2.4.

Réponse

111. Le Japon a dit dans sa première communication qu'il estimait que l'utilisation de marges de dumping dans lesquelles les marges de dumping négatives ont été "réduites à zéro" comme base des déterminations dans le cadre des réexamens à l'extinction est incompatible avec les articles 2.4 et 11.3. La pratique de la "réduction à zéro" consiste à calculer de manière sélective des marges uniquement pour les ventes de produits ayant des marges positives et écarter les ventes ayant des marges négatives. Cette méthode crée donc une marge artificiellement élevée. Les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE - Linge de lit*[74] obligent les autorités à établir des déterminations en matière de dumping sans "réduire à zéro" les marges de dumping négatives.[75] L'Organe d'appel a déterminé que l'article 2.4 exigeait que les autorités administrantes procèdent à une "comparaison équitable" entre toutes les transactions à l'exportation comparables.[76] Comme nous le voyons ci-dessous, l'existence de marges de dumping, qui est la base de la détermination en matière de "dumping" au regard de l'Accord antidumping, doit être établie en procédant à une "comparaison équitable" pour tous les types de produits en cause et non seulement pour certains de ces types.

112. L'article 2.4 expose la manière dont la comparaison devrait être effectuée entre le prix à l'exportation et la valeur normale pour établir la marge de dumping. Il dispose que la comparaison doit être équitable et qu'il doit être dûment tenu compte des différences affectant la comparabilité des prix entre le prix à l'exportation et la valeur normale. Les marges de dumping dans toutes les

[74] *Voir CE - Linge de lit*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 55.
[75] *Voir* la première communication du Japon, paragraphe 176.
[76] *Voir CE - Linge de lit*, paragraphe 55. "[N]ous estimons également qu'une comparaison entre un prix à l'exportation et une valeur normale qui ne tient pas dûment compte des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables – comme c'est le cas avec la pratique de la "réduction à zéro" qui est en cause dans le présent différend – n'est pas une "comparaison équitable" entre un prix à l'exportation et une valeur normale, comme l'exigent le paragraphe 2.4 et l'alinéa 2.4.2."

procédures, y compris dans les réexamens à l'extinction, doivent être établies conformément à cette comparaison équitable prévue à l'article 2.4.

113. La prescription relative à la "comparaison équitable" pour établir l'existence de marges de dumping, énoncée à l'article 2.4, doit être comprise dans le contexte des déterminations en matière de "dumping" dans toutes les dispositions de l'article 2. Dans ce contexte, l'article 2.1 dispose ce qui suit:

> Aux fins du présent accord, un *produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping*, c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale, si le prix à l'exportation de ce produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre, est inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur. (pas d'italique dans l'original)

114. L'Organe d'appel dans l'affaire *CE - Linge de lit* a dit que "[d]'après le libellé de cette disposition, il est clair pour nous que *l'Accord antidumping* concerne le dumping d'un *produit*".[77] Comme nous l'avons vu plus haut, l'article 2.1 définit un produit comme faisant l'objet d'un dumping si le prix à l'exportation est inférieur à sa valeur normale. La différence constitue la marge de dumping. L'existence d'un dumping par conséquent ne peut pas être déterminée si les autorités n'établissent pas dûment, c'est-à-dire ne calculent pas, la marge de dumping. Le Groupe spécial *CE – Linge de lit* a confirmé cela, disant qu'il lui "semble que le calcul d'une marge de dumping conformément à l'article 2 constitue une détermination de l'existence d'un dumping".[78] L'article 2.1 éclaire donc toutes les dispositions de l'article 2, à savoir que la détermination en matière de dumping doit être fondée sur une marge de dumping établie de manière appropriée.

115. Un "produit" au titre de l'article 2.1[79] incorpore tous les types de produits visés par un droit antidumping donné. L'article 2.1 dispose donc que le dumping doit être déterminé sur la base de tous les types du produit considéré dans son ensemble et non seulement de certains types du produit. Dans la présente affaire par exemple, la détermination en matière de dumping doit être fondée sur toutes les exportations de produits en acier traité contre la corrosion d'une société japonaise interrogée et non seulement sur une partie de ce produit. L'Organe d'appel dans l'affaire *CE - Linge de lit* a précisé ce point:

> Nous ne voyons rien dans l'article 2.4.2 ni dans aucune autre disposition de l'Accord antidumping qui prescrive l'établissement de "l'existence de marges de dumping" pour des types ou modèles du produit visé par l'enquête; au contraire, toutes les mentions de l'établissement de "l'existence de marges de dumping" renvoient au produit qui fait l'objet de l'enquête.[80] (non souligné dans l'original)

116. L'Organe d'appel a ensuite précisé que l'article 2.1 éclaire l'interprétation de l'article 2.4 et des prescriptions relatives à la "comparaison équitable" et à la "comparabilité des prix". Essentiellement, ces deux prescriptions signifient qu'il faut établir les marges de dumping au titre de l'article 2.4 en évaluant le produit considéré dans son ensemble et pas seulement une partie de ce produit. L'Organe d'appel dans l'affaire *CE - Linge de lit* a déclaré ce qui suit:

---

[77] *CE - Linge de lit*, paragraphe 51.

[78] *CE - Linge de lit, Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/RW, paragraphe 6.128 (29 novembre 2002).

[79] Un "produit" est également décrit comme étant un "produit considéré" à l'article 2.2 et 2.6 ou un "produit visé par l'enquête" à l'article 6.

[80] *CE – Linge de lit*, WT/DS141/AB/R, paragraphe 53.

> Les Communautés européennes font valoir, en s'appuyant sur l'exigence qui est faite à l'article 2.4 de "dûment ten[ir] compte des différences dans les caractéristiques physiques", que des distinctions peuvent être faites entre différents types ou modèles de linge de lit en coton lorsque l'on se prononce sur la "comparabilité". Mais, ici encore, nous ne voyons pas comment les Communautés européennes pourraient être autorisées à considérer les caractéristiques physiques du linge de lit en coton d'une certaine manière à certaines fins et d'une autre manière à d'autres fins.[81]

117. La pratique de la "réduction à zéro" des marges de dumping négatives lors du calcul des marges de dumping est par conséquent incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping.

33. Le raisonnement de l'Organe d'appel concernant la "réduction à zéro" dans l'affaire *Communautés européennes – Linge de lit* est-il transposable aux réexamens à l'extinction? Expliquez votre réponse.

Réponse

118. Comme nous l'avons vu plus haut, tant les enquêtes antidumping que les réexamens à l'extinction doivent déterminer si un produit considéré, dans son ensemble, fait l'objet d'un dumping ou s'il est probable qu'il fera l'objet d'un dumping, d'après l'importance du dumping. Là encore, le fait que la définition du "dumping" ne figure pas à l'article 11.3 ne signifie pas que ce terme n'est pas défini aux fins des réexamens à l'extinction. Le concept de base du "dumping" s'applique tant dans les enquêtes antidumping que dans les réexamens à l'extinction, quelles que soient les méthodes de calcul de la marge de dumping. Comme l'a dit l'Organe d'appel, toute détermination en matière de "dumping" y compris dans les réexamens à l'extinction doit être établie sans réduction à zéro.

119. Les États-Unis affirment que le Japon ne s'appuie pas à bon droit sur l'affaire *CE - Linge de lit* pour étayer son argument relatif à la réduction à zéro parce que cette affaire ne concernait pas un réexamen à l'extinction et ne portait que sur la réduction à zéro dans une comparaison de moyenne à moyenne et non de moyenne à transaction comme c'était le cas dans l'enquête et les réexamens administratifs en question dans le présent réexamen à l'extinction.[82] Là encore, l'argument des États-Unis ne tient pas. Le fait que l'affaire *CE - Linge de lit* ne portait pas sur un réexamen à l'extinction et concernait une comparaison des transactions de moyenne à moyenne n'est pas décisif. Le point important est que l'Organe d'appel a constaté que la réduction à zéro ne permet pas une "comparaison équitable" entre le prix à l'exportation et la valeur normale lors du calcul du niveau de dumping. Cela n'a que peu de rapport avec la question de savoir si la "comparaison équitable" est effectuée de moyenne à moyenne ou de moyenne à transaction. La réduction à zéro dans ces deux types de comparaison provoque des distorsions et ne permet pas une comparaison équitable.

120. En outre, les États-Unis n'ont pas tenu compte de l'argument du Japon concernant le fait que le dumping est défini une seule fois à l'article 2 et que cette définition s'applique ensuite à tout l'Accord. Par conséquent, les dispositions pertinentes exigeant que le DOC utilise des marges de dumping dans sa détermination de la probabilité dans le cadre d'un réexamen à l'extinction doivent refléter une "comparaison équitable" entre le prix à l'exportation et la valeur normale. Nous notons également que les États-Unis ne parlent pas de la pratique de la réduction à zéro qu'ils suivent de longue date.

34. Veuillez spécifier les pratiques (soi-disant) incompatibles avec les règles de l'OMC qui selon vous ont été employées par l'autorité des États-Unis chargée de l'enquête dans l'enquête initiale. Veuillez citer les parties pertinentes du dossier pour étayer votre réponse. Le Japon fait-il valoir que dans son calcul du dumping dans le présent réexamen à l'extinction le DOC a

---

[81] *Id.*, paragraphe 60.
[82] *Voir* la première communication des États-Unis, paragraphes 144 et 145.

recouru à ces pratiques, ou fait-il valoir que les marges initiales étaient fondées sur ces pratiques et que le fait que le DOC a recouru à ces marges dans le présent réexamen à l'extinction rend la détermination établie à l'issue du réexamen incompatible avec l'article 11.3?

Réponse

121. Prière de vous reporter à la réponse du Japon à la question n° 27 et à l'Appendice I pour un examen plus détaillé des méthodes incompatibles avec les règles de l'OMC employées par le DOC pour calculer la marge de dumping dans les enquêtes initiales et les réexamens administratifs, ainsi qu'aux parties pertinentes des pièces jointes du Japon.

122. Le Japon fait valoir que l'utilisation par le DOC de ces marges de dumping rend ses déterminations, dans les réexamens à l'extinction en général et dans la présente affaire en particulier, incompatibles avec les règles de l'OMC.

VII. OBLIGATION DE DÉTERMINER LA PROBABILITÉ QUE LE DUMPING SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA

A. "PROBABLE" ET "PEU PROBABLE"

QUESTIONS POSÉES AUX DEUX PARTIES

35. Conformément à l'article 11.3 de l'Accord antidumping, tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé à moins que l'autorité chargée de l'enquête ne détermine qu'il est "probable" que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date.

a) La notion de "probable" ou de "probabilité", telle qu'elle apparaît à l'article 11.3, se réfère-t-elle à un éventail de probabilités?

b) Sur la base d'une échelle de probabilité allant de zéro à 100, êtes-vous d'accord pour dire que "peu probable" va de zéro à 50, tandis que "probable" va de 50 à 100?

c) Le terme "probable" signifie-t-il simplement que quelque chose a plus de chance de se produire que de ne pas se produire et le terme "improbable" signifie-t-il que quelque chose a moins de chance de se produire que de ne pas se produire?

d) Existe-t-il des événements futurs dont la possibilité qu'ils se produisent peut être classée comme n'étant ni "probable" ni "improbable"? Peut-il y avoir un événement futur dont il est à la fois "probable" et "improbable" qu'il se produise? Êtes-vous d'accord avec la thèse selon laquelle un état de chose jugé probable ne peut pas en même temps être jugé improbable?

Réponse

123. La notion de "probable" ou de "probabilité" à l'article 11.3 se réfère à un éventail de probabilités ou plus précisément à un spectre de certitudes. À un bout du spectre, on trouve le critère "probable" de l'article 11.3 et à l'autre, le critère "peu probable" incompatible avec les règles de l'OMC. Entre les deux extrémités de ce spectre se trouvent divers degrés de certitude.

124. Il est cependant impossible de quantifier avec précision où s'arrête le "peu probable" et où commence le "probable" dans ce spectre. D'un point de vue pratique, il est impossible de déterminer

s'il est sûr à 49, 50 ou 51 pour cent qu'une société interrogée pratiquera le dumping à l'avenir. Néanmoins, le point qui sépare le "peu probable" et le "probable" ne se situe pas à 50/50. Comme le Groupe spécial *États-Unis – DRAM* l'a fait observer, le terme "probable" implique un degré de certitude bien plus élevé – une probabilité n'est pas la même chose qu'une possibilité.

> Nous considérons que cela correspond à l'usage courant des termes pertinents. Une constatation selon laquelle un événement est "probable" implique une plus grande certitude que l'événement se produira que ne le fait une constatation selon laquelle l'événement n'est pas "peu probable". Par exemple, dans le langage courant, si l'on dit qu'il est "probable" qu'il pleuvra cela implique une plus grande probabilité de pluie que si l'on dit qu'il n'est pas improbable, ou qu'il n'est pas "peu probable", qu'il pleuve. De même, si l'on dit qu'il est "probable" qu'un cheval gagnera une course cela implique une plus grande probabilité de victoire que si l'on dit qu'il n'est pas improbable, ou qu'il n'est pas "peu probable", que ce même cheval gagne. La différence entre les concepts de "probable" et de "peu probable" apparaît peut-être plus clairement si l'on interprète le terme "probable" selon son sens ordinaire. Il s'agit alors de savoir si ne pas être "peu probable" équivaut à être "probable". À notre avis, ce n'est pas parce qu'un événement n'est pas "peu probable" qu'il est "probable".[83]

125. Cela indique que le "probable" occupe une extrémité du spectre de certitudes et le "peu probable" l'autre. Qu'un événement ne soit pas "peu vraisemblable" ne signifie pas qu'il soit "vraisemblable". La différence entre le fait qu'un événement est vraisemblable ou qu'il est possible ne constitue pas une proposition "soit, soit". Par conséquent, pour que les autorités déterminent s'il est "probable" qu'une société interrogée pratiquera le dumping à l'avenir, elles doivent déterminer que la société interrogée se situe à l'extrémité "probable" du spectre. Si les autorités ne savent pas avec précision à quel point du spectre la société interrogée se situe, elles ne peuvent pas constater qu'il y a probabilité d'un dumping à l'avenir. Pour constater qu'un événement est vraisemblable l'autorité doit vérifier de manière définitive qu'il existe un niveau suffisant de certitude qu'un événement est "probable"/vraisemblable. En d'autres termes, les autorités doivent constater que l'événement se situe manifestement à l'extrémité "probable"/vraisemblable du spectre. La règle générale énoncée à l'article 11.3, selon laquelle il faut supprimer un droit antidumping[84] exige par conséquent que s'il y a la moindre incertitude quant à la probabilité d'un dumping futur, les autorités doivent se prononcer en faveur des sociétés interrogées. Comme le Groupe spécial *États-Unis – DRAM* l'a fait observer, si l'on constate que quelque chose est "probable", cette chose ne peut pas en même temps être "improbable".

126. Le DOC doit donc constater qu'il y a un degré élevé de certitude que la société interrogée pratiquera le dumping à l'avenir. Pourtant, le règlement du DOC et le *Sunset Policy Bulletin* créent un critère "peu probable" qui implique un degré de certitude bien moins élevé.

36. Conformément à l'article 11.3 de l'Accord antidumping, tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé à moins que l'autorité chargée de l'enquête ne détermine qu'il est "probable" que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date, alors que le Règlement des États-Unis sur les réexamens à l'extinction déclare que le Secrétaire abroge une ordonnance uniquement lorsque le Secrétaire détermine

---

[83] *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques ("DRAM") de un mégabit ou plus, originaires de Corée*, WT/DS99/R, paragraphe 6.46 (19 mars 1999).

[84] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Extinction des droits compensateurs*, dans lequel il est dit à propos du réexamen à l'extinction des droits compensateurs au titre de l'article 21.3 de l'Accord SMC (l'équivalent de l'article 11.3 de l'Accord antidumping) ("l'obligation principale qui figure dans l'article 21.3 n'est pas, en soi, d'effectuer un réexamen mais plutôt de *supprimer* un droit compensateur à *moins qu'*une détermination spécifique ne soit faite dans le cadre d'un réexamen" (non souligné dans l'original), paragraphe 108.

qu'il est peu probable que le dumping subsiste ou se reproduise du fait de l'abrogation. Les États-Unis sont-ils d'accord avec cette description? Du fait de l'application du critère "improbable" pour l'abrogation, la charge de la preuve imposée aux exportateurs est-elle plus lourde que ce qui est compatible avec les prescriptions de l'article 11.3?

Réponse

127. Le Groupe spécial a fait observer à bon droit que le règlement sur les réexamens à l'extinction du DOC crée un critère "peu probable" inadmissible. Le critère "improbable" alourdit la charge de la preuve pour les exportateurs et il est incompatible avec les prescriptions de l'article 11.3. En fait, en utilisant l'expression "peu probable" l'article 351.222 i) 1) ii) implique un degré de certitude bien moins élevé. D'ailleurs, le *Sunset Policy Bulletin*, conformément à l'article 351.222 i) 1) ii) du règlement sur les réexamens à l'extinction du DOC établit des critères d'abrogation qui sont pratiquement impossibles à réfuter, faisant ainsi de tout critère "probable" énoncé dans la Loi un critère "peu probable" incompatible avec les règles de l'OMC dans le règlement sur les réexamens à l'extinction. Veuillez vous reporter à nos réponses à la question n° 8 ci-dessus pour plus de détails sur ce point.

QUESTIONS POSÉES AU JAPON

38. Le Groupe spécial prend note de l'allégation formulée par le Japon au paragraphe 105 de sa première communication écrite à savoir que le DOC a appliqué le critère "peu probable" – et non le critère "probable" – dans le réexamen à l'extinction en cause. Le Groupe spécial note également que le Japon a cité la note du DOC relative à la décision finale dans le réexamen à l'extinction à cet égard. Le Groupe spécial observe qu'à la page 6 de cette note, bien que le terme "improbable" soit utilisé dans le cadre de l'examen par le DOC de certaines objections soulevées par NSC, la conclusion semble se référer explicitement au critère "improbable". Le Groupe spécial relève également que l'avis de maintien de l'ordonnance antidumping dans le réexamen à l'extinction en cause, tel qu'il est libellé, annonce que le critère appliqué est le "critère probable".[85] Sur quelle base le Japon fait-il valoir que le DOC a appliqué le critère "peu probable" dans la présente affaire? Veuillez citer les parties pertinentes du dossier. Le Japon conteste-t-il l'adoption du critère "peu probable" comme étant une prescription impérative de la législation des États-Unis ou conteste-t-il plutôt l'application de ce critère, en tant que critère facultatif, dans la présente affaire?

Réponse

128. Le Japon conteste la prescription impérative "peu probable" dans le règlement sur les réexamens à l'extinction, la pratique générale du DOC d'appliquer un critère "peu probable" dans tous les réexamens à l'extinction et l'application par le DOC d'un critère "peu probable" dans la présente affaire. Comme nous l'avons vu dans nos réponses aux questions n° 8 et 36, le règlement sur les réexamens à l'extinction du DOC oblige celui-ci à appliquer un critère "peu probable". Cela en soi est incompatible avec l'article 11.3. Par ailleurs, pour mettre en œuvre les prescriptions énoncées dans ce règlement, le DOC a adopté le *Sunset Policy Bulletin*. Par conséquent, le *Sunset Policy Bulletin* explique de quelle manière le règlement sur les réexamens à l'extinction du DOC, et plus spécifiquement son article 351.222 i) 1) ii), s'applique aux différents réexamens à l'extinction.

129. En suivant les préceptes énoncés dans le règlement sur les réexamens à l'extinction du DOC, le *Sunset Policy Bulletin* crée une présomption irréfragable qu'il est "probable" que le dumping subsistera. Les sections II.A.3 et 4 du *Sunset Policy Bulletin* donnent pour instruction au DOC d'examiner la question de savoir si les faits dans un réexamen à l'extinction donné relèvent de l'un des

[85] Notice of Continuation of Antidumping and Countervailing Duty Orders on Certain Steel Products from Japan, 65 FR 78469 (**pièce n° 5 des États-Unis**).

quatre scénarios factuels. Ces quatre scénarios factuels toutefois découragent tout examen de faits autres que les marges de dumping antérieures et l'évolution des importations. Le *Sunset Policy Bulletin* regroupe ces quatre scénarios factuels en deux catégories: 1) les événements antérieurs qui indiquent qu'il est "probable" que le dumping subsistera ou se reproduira; et ii) les événements antérieurs qui indiquent qu'il est "peu probable" que le dumping subsiste ou se reproduise. Trois des quatre scénarios factuels prévus dans la section II.A.3 relèvent de la catégorie "probable" et le quatrième scénario factuel de la section II.A.4 relève de la catégorie "peu probable". Ces scénarios montrent que le DOC établit une distinction entre le critère "peu probable" et le critère "probable". Conformément au règlement, le scénario "peu probable" est le seul qui, s'il se réalise, aboutira à l'abrogation. Si les faits de la cause dans une affaire donnée relèvent de la catégorie "probable", cela établit la présomption que la société interrogée pratiquera le dumping à l'avenir. Les sociétés interrogées ne peuvent réfuter cette présomption qu'en plaçant d'"autres éléments de preuve" au dossier, mais le DOC recourt au critère des "raisons valables" pour empêcher tout examen d'"autres éléments de preuve" susceptibles de réfuter cette présomption.

130. Par conséquent, puisque le *Sunset Policy Bulletin* crée une présomption irréfragable et empêche toute analyse prospective véritable, il applique en fait le critère "peu probable" énoncé dans le règlement du DOC. Le DOC suit les directives du *Sunset Policy Bulletin* dans toutes les affaires, perpétuant ainsi le critère "peu probable" pour en faire une pratique générale.

131. Le DOC a également appliqué ce critère "peu probable" dans le présent réexamen à l'extinction. Il a constaté que puisque "le dumping avait continué de se produire tout au long de la durée d'application de l'ordonnance et que le volume des importations était sensiblement inférieur à ce qu'il était avant l'application de l'ordonnance", il était "probable" que le dumping subsisterait à l'avenir.[86] En suivant strictement les obligations énoncées dans le *Sunset Policy Bulletin* dans la présente affaire, le DOC a en fait appliqué un critère analytique qui est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Comme nous l'avons vu ci-dessus, le *Sunset Policy Bulletin* a renforcé l'application du critère "peu probable" dans les réexamens à l'extinction. L'application du *Sunset Policy Bulletin* dans la présente affaire équivaut par conséquent à l'application du critère "peu probable".

132. En outre, la déclaration du DOC dans sa détermination finale a démontré qu'il a effectivement appliqué le critère "peu probable". Le DOC a dit que "le fait que NSC a réduit ses marges de dumping alors que ses niveaux d'importation demeuraient stables ne nous amène pas à conclure qu'il est *improbable* que le dumping se produise à l'avenir".[87] Le DOC a ajouté que, même s'il avait pris en considération d'autres facteurs présentés par NSC, "ces facteurs ne constituaient pas des éléments de preuve suffisants montrant qu'il était *peu probable* que NSC pratique le dumping à l'avenir".[88] Ce n'est pas parce que le Mémorandum sur la décision du DOC utilisait le mot magique "probable" que le DOC avait en fait appliqué ce critère dans la pratique.

39. Le Japon a prétendu que les scénarios factuels prévus dans le Bulletin aboutissent à des présomptions contraires aux prescriptions de l'Accord.

a) Le Japon prétend-il que l'établissement de toute présomption est en soi contraire à l'article 11.3, et dans l'affirmative, pourquoi?

b) Ou le Japon prétend-il que les scénarios spécifiques appliqués par les États-Unis sont contraires à l'article 11.3, et dans l'affirmative pourquoi?

---

[86] *Voir Final Sunset Decision Memo*, pages 5 et 6 (**pièce n° 8e du Japon**).

[87] *Id. Voir également* la première communication du Japon, paragraphe 140.

[88] *Final Sunset Decision Memo*, page 6 (**pièce n° 8e du Japon**) (pas d'italique dans l'original). *Voir également* la première communication du Japon, paragraphe 105.

Réponse

133. Le Japon fait valoir que la présomption du *Sunset Policy Bulletin* est incompatible avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC. Le Japon ne fait pas valoir que l'établissement d'une présomption est en soi incompatible avec l'article 11.3.

134. La présomption du *Sunset Policy Bulletin* est incompatible avec les obligations des États-Unis au regard de l'article 11.3. Les facteurs sur lesquels s'appuie cette présomption dans le *Sunset Policy Bulletin* ne concernent que les marges de dumping et les volumes d'importation antérieurs. Le *Sunset Policy Bulletin* n'incorpore aucun facteur portant sur l'évolution récente de la situation économique du marché. La présomption irréfragable du *Sunset Policy Bulletin* empêche tout examen prospectif. La présomption empêche le DOC de prendre en considération tout autre facteur pertinent et par conséquent empêche toute analyse prospective au cas par cas d'un dumping futur. Pour être compatible avec les règles de l'OMC, le Sunset Policy Bulletin ne doit pas définir des scénarios préconçus aussi rigides pour déterminer s'il est "probable" que le dumping subsistera ou se reproduira.

B. NATURE DE L'OBLIGATION DE "DÉTERMINER" LA PROBABILITÉ QUE LE DUMPING ET LE DOMMAGE SUBSISTERONT OU SE REPRODUIRONT

QUESTIONS POSÉES AUX DEUX PARTIES

40. L'article 11.3 prescrit que tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé à moins que l'autorité chargée de l'enquête ne "détermine" qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date. Quel est le sens et la teneur du mot "déterminer" à l'article 11.3? Quelles obligations éventuelles impose-t-il à l'autorité chargée de l'enquête dans le cadre d'un réexamen à l'extinction? Plus spécifiquement, entraîne-t-il des obligations pour l'autorité chargée de l'enquête quant aux mesures qu'elle doit prendre pour s'informer afin d'établir sa détermination?

Réponse

135. Le terme "déterminer" à l'article 11.3 prescrit aux autorités de fonder leurs constatations en matière de probabilité sur des éléments de preuve positifs, ce qui leur impose de prendre des mesures positives pour rassembler des éléments de preuve. Le sens ordinaire du terme "déterminer" est "conclure à partir d'un raisonnement ou d'une enquête, déduire ou vérifier de manière définitive".[89] Le sens ordinaire du terme "déterminer" exige donc des autorités qu'elles prennent des mesures positives pour parvenir à une conclusion.

136. L'obligation de "déterminer" au titre de l'article 11.3 doit également être lue dans le contexte de la prescription relative au caractère "nécessaire" à l'article 11.1. Lorsqu'elle est lue conjointement à la notion de "nécessaire", l'obligation de "déterminer" constitue une lourde charge. L'autorité doit "déterminer" qu'il est probable que le dumping subsistera du fait de l'abrogation de l'ordonnance, en se fondant, d'après les termes du Groupe spécial *États-Unis – DRAM*, sur "les éléments de preuve positifs fournis", "comme une notion adaptée aux circonstances d'un raisonnement pratique inhérent à un processus de réexamen". Le Groupe spécial *États-Unis – Extinction des droits compensateurs* est parvenu à une conclusion semblable à celle du Groupe spécial *États-Unis – DRAM* et a constaté que le terme "déterminer", à l'article 21.3, qui est l'équivalent de l'article 11.3 de l'Accord antidumping, exige que toute détermination établie par les autorités dans le cadre de l'Accord SMC doit être

[89] *Voir* le New Shorter Oxford English Dictionary, page 651 (**pièce n° 23 du Japon**).

convenablement étayée par des faits pour être justifiée en droit.[90] En outre, l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Barres en plomb* a interprété le terme "déterminer" dans l'article 21.2 de l'Accord comme exigeant de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle fonde sa "détermination" sur des éléments de preuve positifs montrant qu'il est nécessaire de continuer à appliquer un droit compensateur".[91]

137. Par conséquent, le texte et le contexte de l'article 11.3 font reposer sur les autorités la charge d'établir grâce à des éléments de preuve positifs et sur une base prospective qu'il est vraisemblable que le dumping subsistera ou se reproduira. En outre, les mots "déterminer" et "probable" s'associent pour obliger les autorités à prendre des mesures positives pour rassembler les éléments de fait nécessaires à une analyse prospective et à ne pas simplement fonder leurs constatations sur des hypothèses découlant d'évaluations antérieures.

138. Ainsi, le fait que le DOC se base sur des marges de dumping et des volumes d'importation antérieurs est incompatible avec l'article 11.3, conformément auquel les autorités doivent fonder leur détermination sur les éléments de preuve positifs qu'elles ont recueillis en prenant des mesures positives.

41. Aux paragraphes 34 et 35 de sa communication orale, le Japon fait valoir qu'une autorité chargée de l'enquête dans un réexamen à l'extinction devrait prendre en considération des éléments de preuve positifs additionnels pour procéder à une analyse prospective. Quels "autres facteurs" une autorité chargée de l'enquête devrait-elle ou doit-elle considérer outre les faits antérieurs? Où dans l'Accord trouvez-vous le fondement juridique de votre point de vue?

Réponse

139. Comme nous l'avons vu plus haut, les facteurs historiques peuvent être pertinents pour la détermination prospective des autorités, mais ils ne sont pas décisifs. Lors de l'examen des "autres facteurs", les autorités devraient prendre en considération à la fois la situation économique du marché et la situation des différentes sociétés interrogées. La situation économique inclurait des facteurs tels que: la force ou les faiblesses des marchés pertinents du produit considéré; le principal intrant du produit considéré; et toute fluctuation éventuelle du taux de change. Les renseignements relatifs à la situation des différentes sociétés interrogées devraient porter sur leurs processus de production, leur capacité de production et l'utilisation de la capacité, leurs ventes et leur situation financière. Tous ces "autres facteurs" peuvent être pertinents pour voir s'il est probable qu'une société interrogée pratiquera le dumping à l'avenir.

140. Le Groupe spécial *États-Unis – Extinction des droits compensateurs* constitue une bonne base pour examiner les facteurs pertinents dans une analyse du dumping "probable". Le Groupe spécial a constaté que lors de l'évaluation de la probabilité d'un subventionnement à l'avenir les volumes d'importation et les taux des droits compensateurs antérieurs ne constituaient qu'une partie de l'analyse. Il a constaté qu'il était approprié d'examiner l'évolution des programmes de subvention ainsi que celle de la situation socioéconomique et politique.[92] Le Groupe spécial a constaté que les facteurs économiques dénotant une évolution depuis l'époque de l'enquête initiale étaient pertinents pour la détermination de la probabilité au titre de l'article 11.3. L'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Extinction des droits compensateurs* a confirmé cela, déclarant que "Le maintien d'un droit

[90] *Voir* le rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Droits compensateurs visant certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* ("*États-Unis – Extinction des droits compensateurs*"), WT/DS213/R, paragraphe 8.92 (3 juillet 2002).

[91] *Voir États-Unis – Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb ou bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni*, WT/DS138/AB/R, paragraphe 54 (7 juin 2000).

[92] *Voir id.*

compensateur doit dont être fondé sur un réexamen effectué à bon escient et sur une détermination positive selon laquelle "[i]l est probable que le subventionnement et le dommage subsisteront ou se reproduiront" si le droit est abrogé."[93] Il a ajouté qu'"[i]l ne suffira pas que les autorités s'appuient simplement sur la détermination de l'existence d'u dommage faite dans le cadre de l'enquête initiale".[94]

141. Dans un contexte quelque peu différent, le Groupe spécial *États-Unis – DRAM* a confirmé que le caractère prospectif des réexamens au titre de l'article 11 exigeait que les "déterminations" soient fondées sur des éléments de preuve positifs déclarant ce qui suit:

> En conséquence, nous devons évaluer le caractère essentiel de la nécessité prévue en cas de maintien d'un droit antidumping. Nous notons que la nécessité de la mesure est fonction de l'existence de certaines conditions objectives, autrement dit, la question est de savoir si les circonstances exigent le maintien du droit antidumping. Cela étant, ce maintien doit à notre avis être essentiellement subordonné, et par conséquent attribuable, à un fondement constitué par des éléments de preuve positifs établissant que les circonstances l'exigent. En d'autres termes, la nécessité du maintien du droit doit être démontrable sur la base des éléments de preuve fournis.[95]

142. Par conséquent, comme nous l'avons vu ci-dessus, le caractère prospectif de l'article 11.3 exige que les autorités fondent leurs "déterminations" sur des éléments de preuve positifs.

QUESTIONS POSÉES AU JAPON

42. En ce qui concerne l'obligation pour les autorités chargées de l'enquête, énoncée à l'article 11.3, de déterminer dans le cadre des réexamens à l'extinction la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira, en quoi croyez-vous que le DOC n'a pas respecté l'obligation positive décrite par le Japon concernant la nature des déterminations en matière de dumping?

Réponse

143. Le DOC n'a pris en considération aucun des facteurs énumérés dans la réponse à la question précédente. Le DOC s'est fondé uniquement sur des marges de dumping et des volumes d'importation antérieurs. Il n'a même pas pris en considération l'évolution générale révélée par ces données. Il n'a pas non plus rassemblé de renseignements qui faciliteraient une analyse prospective. Au contraire, le DOC a limité le type de renseignements que les parties présentent, y compris leurs arguments relatifs aux "raisons valables", en exigeant que tous les arguments soient communiqués dans les 30 jours suivant l'engagement de la procédure. Le DOC n'a pas pris de mesures positives pour recueillir d'autres renseignements. Au contraire, il a appliqué la prescription relative aux "raisons valables" dans son règlement pour exclure toute possibilité de procéder à une analyse prospective. Dans la présente affaire, le DOC a même refusé de prendre en considération des renseignements que NSC a communiqués plus de deux mois avant la détermination finale.

43. Le Japon souligne la nature prospective de la détermination à établir au titre de l'article 11.3. Accepte-t-il aussi que l'analyse des données antérieures peut également faire partie des éléments de preuve qu'une autorité chargée de l'enquête peut prendre en considération pour établir une détermination prospective, même si ces données peuvent ne pas constituer une base suffisante pour sa détermination? En cas de réponse affirmative, le Japon estime-t-il que si le comportement antérieur est certes pertinent, une procédure fondée sur des présomptions factuelles du genre de celles que l'on trouve dans la législation des États-Unis est

[93] *Id.*, paragraphe 88.
[94] *Id.*, paragraphe 88.
[95] *États-Unis – DRAM*, paragraphe 6.42 (non souligné dans l'original).

irrationnelle ou indûment restrictive pour l'enquête? Dans l'affirmative, pourquoi? Dans quelle mesure cela est-il incompatible avec les dispositions pertinentes de l'Accord antidumping?

Réponse

144. Oui, le Japon estime que les volumes d'importation et les marges de dumping antérieurs, qui doivent être calculés suivant des méthodes compatibles avec les règles de l'OMC, sont pertinents pour une détermination prospective appropriée. De tels renseignements ne constituent toutefois qu'une partie de l'analyse. Suivant la méthode de la présomption irréfragable du *Sunset Policy Bulletin*, le DOC n'examine pourtant que les volumes d'importation et les marges de dumping antérieurs, et cette méthode est par conséquent indûment restrictive. Le DOC ne prend même pas en considération l'évolution que montrent ces données.

145. En outre, comme nous l'avons vu dans notre réponse à la question n° 18, la détermination en matière de dumping exige des autorités qu'elles fondent leurs constatations en la matière sur des éléments de preuve positifs. Au titre de l'article 11.3 par conséquent, la détermination de la probabilité d'un dumping doit être établie par les autorités sur la base d'un dumping futur probable. Le DOC n'a cependant jamais quantifié les marges de dumping probables.

146. L'article 2 énonce les prescriptions relatives au calcul des marges de dumping et définit la manière dont le dumping devrait être déterminé. L'article 2.1 prévoit qu'un produit est considéré comme faisant l'objet d'un dumping si le prix à l'exportation est inférieur à sa valeur normale. La différence constitue la marge de dumping. L'existence d'un dumping ne peut pas être déterminée si les autorités ne quantifient pas une marge de dumping. Les autorités par conséquent ne peuvent pas constater l'existence d'un dumping sans quantifier les marges de dumping. Le Groupe spécial *CE - Linge de lit* a confirmé cela déclarant: "[i]l nous semble que le calcul d'une marge de dumping conformément à l'article 2 constitue une détermination de l'existence d'un dumping".[96]

147. Les dispositions de l'article 2 s'appliquent à toutes les déterminations en matière de "dumping" au titre de l'Accord antidumping. L'article 2.1 de l'Accord antidumping définit le dumping "aux fins du présent accord". Le Groupe spécial *CE – Linge de lit* a également expliqué que les dispositions de l'article 2 "régissent la détermination de l'existence d'un dumping en établissant des règles pour le calcul des marges de dumping".[97] La méthode employée par le DOC pour déterminer la probabilité d'un dumping, fondée uniquement sur les marges de dumping et les volumes d'importation antérieurs sans que le DOC ne quantifie les marges de dumping futures, est par conséquent incompatible avec les déterminations de la probabilité d'un "dumping" au titre de l'article 11.3, auxquelles l'article 2 s'applique.

148. En outre, comme nous l'avons vu dans notre réponse à la question n° 41, la prescription relative à l'analyse prospective à l'article 11.3 exige des autorités qu'elles jouent un rôle actif dans la collecte d'éléments de preuve positifs. De tels éléments de preuve incluent la situation économique du marché ainsi que la situation économique des différentes sociétés interrogées.

44. En ce qui concerne la communication de renseignements par NSC dans son mémoire le 11 mai 2000, quelles étaient la nature et la teneur des renseignements fournis par NSC dans cette communication qui, selon le Japon, n'a pas été prise en considération par le DOC? Le Japon a-t-il présenté des arguments préconisant que le DOC accepte et prenne en considération ces renseignements sur la base de "raisons valables"?

---

[96] *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde, recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord*, WT/DS141/RW, paragraphe 6.128 (29 novembre 2002).

[97] *Id.*, paragraphe 6.128.

Réponse

149. NSC a présenté les renseignements ci-après dans son mémoire du 11 mai 2000:

- Avant l'enquête initiale, NSC a créé une coentreprise avec Inland Steel, établissant I/N/Kote, dans l'État d'Indiana. Cette coentreprise assure la production d'acier galvanisé par immersion à chaud et par électrozingage. Elle a commencé à fonctionner à l'automne 1991 et était toujours dans sa phase de lancement lors de la réalisation de l'enquête initiale. NSC a expliqué qu'elle avait réduit ses exportations vers les États-Unis à mesure qu'I/N/Kote avait augmenté sa production.

  - NSC a également expliqué que si l'on tenait compte de la réduction des niveaux d'exportation due à la production de I/N/Kote, les exportations de NSC étaient demeurées relativement constantes, tandis que ses marges de dumping avaient diminué au cours de l'application de l'ordonnance antidumping.

  - NSC a fait observer qu'elle avait une clientèle stable aux États-Unis et que par conséquent ses exportations étaient demeurées stables au cours de cette période.

  - NSC a ensuite fait valoir que les renseignements ci-dessus et la diminution sensible de ses marges de dumping n'amènent pas à la conclusion qu'il est probable qu'elle pratiquera le dumping à l'avenir.[98]

150. Tous ces renseignements tendaient à démontrer pourquoi le volume des expéditions vers les États-Unis n'était pas lié à l'existence de marges de dumping pendant cette période.[99] Au lieu d'accepter ces renseignements portant sur l'avenir, le DOC a refusé de les prendre en considération.

45. Compte tenu de l'argument des États-Unis selon lequel les renseignements additionnels fournis par NSC dans son mémoire du 11 mai 2000 étaient connus de NSC avant le réexamen à l'extinction et que les délais étaient connus de toutes les parties intéressées 15 mois avant l'engagement du réexamen à l'extinction, veuillez expliquer pourquoi NSC a attendu jusqu'au 11 mai 2000 pour présenter ces renseignements additionnels au DOC?

Réponse

151. Comme nous l'avons vu dans la déclaration orale du Japon, la règle des 30 jours établie par le DOC est inutilement restrictive. Conformément au règlement sur les réexamens à l'extinction du DOC, les sociétés interrogées disposent de 30 jours pour communiquer leurs réponses de fond après la publication de l'avis d'intention. Cependant, les sociétés interrogées, pendant les 15 jours qui suivent la publication de l'avis d'intention, ne savent pas si la branche de production nationale participera au réexamen. Si la branche de production nationale choisit de ne pas participer, le DOC constatera que la branche de production nationale ne souhaite pas voir maintenir l'ordonnance antidumping et l'abrogera. Dans la présente affaire, la branche de production nationale a publié son avis d'intention de participer 15 jours après l'engagement de la procédure.[100] Par conséquent, NSC n'a disposé que de 15 jours – et non de 15 mois – à partir du moment où elle a su qu'elle était obligée de présenter une

[98] *Voir* le mémoire de Nippon Steel Corporation dans *Sunset Review of Antidumping Duty Order on Corrosion Resistant Carbon Steel Flat Producers From Japan*, Case No. A-588-826, pages 14 à 19 (11 mai 2000) (**pièce n° 19c du Japon**).

[99] *Voir id.*

[100] *Voir* la **pièce n° 33 du Japon** (présentée à la première réunion du Groupe spécial).

réponse de fond. Les sociétés interrogées ne devraient pas avoir à consacrer le temps et l'argent nécessaires à préparer des arguments de fond, ainsi que des arguments présentant des "raisons valables" lorsqu'elles ne savent même pas si la branche de production nationale va véritablement participer.

152. Rien dans le règlement sur les réexamens à l'extinction du DOC ni dans l'avis d'intention n'explique quel type de renseignements est nécessaire pour établir des "raisons valables". Dans sa détermination préliminaire, le DOC n'a pris en considération aucun des renseignements relatifs à la coentreprise de NSC bien qu'ils aient figuré au dossier des procédures antérieures. En conséquence, le mémoire représentait pour NSC la dernière possibilité de présenter des arguments avant la détermination finale du DOC.

46. Compte tenu du fait qu'un réexamen à l'extinction constitue une action nouvelle, estimez-vous raisonnable de supposer que les renseignements placés au dossier au cours de l'enquête initiale et des réexamens administratifs ultérieurs peuvent être utilisés ou seront utilisés par l'autorité chargée de l'enquête dans le cadre d'un réexamen à l'extinction? Estimez-vous que la société interrogée est d'une certaine manière spécifiquement responsable de porter ces renseignements à l'attention de l'autorité chargée de l'enquête dans le cadre d'un réexamen à l'extinction?

Réponse

153. Le Japon estime que la nature même des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 exige que l'autorité administrante examine les renseignements et les éléments de preuve présentés au cours des procédures antérieures dans le cadre de sa détermination prospective. L'article 11.3 exige que les autorités fassent véritablement un effort pour recueillir des éléments de preuve positifs sur lesquels fonder leur détermination prospective.

154. En outre, l'article 11.3 prévoit que les autorités doivent déterminer la probabilité que le dumping "subsistera" ou "se reproduira" dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. Conformément à ces termes, les autorités doivent examiner s'il est probable que les cas antérieurs de dumping subsisteront ou se reproduiront à l'avenir. Les procédures antérieures, dans lesquelles des cas antérieurs de dumping ont été constatés, sont donc pertinentes pour les réexamens à l'extinction. Le DOC n'examine cependant que les marges de dumping et les volumes d'importation antérieurs constatés lors d'enquêtes et de réexamens administratifs antérieurs. Le DOC n'a pris en compte aucun autre renseignement versé au dossier au cours de la présente procédure. Nous aimerions également souligner que les autorités sont parfaitement en mesure d'accéder à ces renseignements étant donné qu'ils figurent déjà dans leurs dossiers. En résumé, les autorités sont obligées de réexaminer les dossiers des procédures antérieures dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.

155. Dans ce contexte, nous ajoutons que le DOC peut transférer certains renseignements des procédures antérieures à une procédure ultérieure ou même à une procédure différente. Le DOC a le pouvoir discrétionnaire de procéder à de tels transferts pour ce qui est des renseignements non confidentiels.[101]

[101] *Voir Antidumping Duties; Countervailing Duties; Notice of Proposed Rulemaking and Request for Comments*, 61 Fed. Reg. 7308, 7325, RIN 0625-AA45 (27 février 1996) (proposant des amendements au 19 C.F.R., articles 351, 353 et 355, conformément à la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay et à l'Énoncé des mesures administratives) ("Le Département peut verser des rapports publics tirés des segments antérieurs de la procédure au dossier de la procédure en cours, mais il n'est pas tenu de le faire."); *Voir également Fresh Cut Flowers from Mexico; Preliminary Results and Partial Termination of Antidumping Duty Administrative Review, and Intent to Revoke Antidumping Duty Order in Part*, 61 Fed. Reg. 28166, 28167 (4 juin 1996) (déclarant que, lorsqu'il recourt aux "données de fait disponibles par ailleurs", le DOC peut se servir de "renseignements tirés de la demande, de la détermination finale, d'un réexamen administratif précédent ou

156. Comme nous l'avons vu, la charge initiale de rassembler les renseignements nécessaires incombe aux autorités. Celles-ci peuvent demander des renseignements aux sociétés interrogées. Les autorités doivent toutefois être spécifiques. Elles ne peuvent pas simplement demander "tous les renseignements pertinents"[102], comme le fait le DOC en exigeant des sociétés interrogées qu'elles présentent leur réponse de fond et leurs arguments concernant les "raisons valables" en même temps. Même sans présenter de tels renseignements spécifiques, NSC s'est acquittée de sa responsabilité en présentant tous les renseignements pertinents plus de deux mois avant la détermination finale du DOC.

47. La détermination finale dans le réexamen à l'extinction en cause indique que les renseignements additionnels présentés par NSC le 11 mai 2000 ne changeraient pas la conclusion ultime du DOC concernant la probabilité que le dumping subsistera. En quoi l'article 11.3 (ou toutes autres dispositions applicables de l'Accord invoquées par le Japon) est-il pertinent pour ce qui est d'examiner la compatibilité de l'hypothèse "même si" du DOC dans la détermination avec les obligations énoncées dans l'Accord antidumping?

Réponse

157. Le fait que le DOC a inclus l'expression "même si" dans sa détermination finale ne signifie pas qu'il a effectivement examiné les renseignements présentés par NSC, qu'ils aient ou non été présentés à temps. La détermination du DOC énonce une conclusion, mais sans la justifier:

> Nous sommes d'accord avec les parties nationales intéressées pour dire que NSC n'a pas démontré de raisons valables pour lesquelles le Département devrait prendre en considération d'autres facteurs, y compris la question de savoir si l'usine de galvanisation contrôlée à 50 pour cent par NSC produisait à pleine capacité ou si NSC disposait d'une clientèle stable. Comme il est précisé dans le 19 C.F.R. § 351.218 d) 3) iv), si une partie intéressée souhaite que le Département prenne en considération d'autres facteurs au cours d'un réexamen à l'extinction, elle doit présenter des éléments de preuve démontrant des raisons valables dans sa réponse de fond. Étant donné que NSC n'a pas présenté les renseignements additionnels dans sa réponse de fond, nous ne pensons pas qu'il y ait des raisons valables d'examiner d'autres facteurs dans le cadre du présent réexamen. En outre, comme les parties nationales intéressées l'ont fait observer, même si le Département prenait en considération ces facteurs, ils auraient moins de poids que les éléments de preuve relatifs à la marge et au volume des importations figurant au dossier. Les facteurs ne constituent pas des éléments de preuve suffisants pour montrer qu'il est peu probable que NCS pratique le dumping à l'avenir.[103]

Le DOC ne dit pratiquement pas pourquoi ces éléments de preuve ne satisfaisaient pas aux critères des "raisons valables" ni pourquoi les volumes d'importation et les marges de dumping antérieurs pesaient davantage que ces éléments de preuve. L'absence de toute évaluation d'éléments de preuve prospectifs montre que le DOC n'a en fait sérieusement évalué ces éléments de preuve dans

---

d'autres renseignements versés au dossier"), disponibles à l'adresse suivante: http://ia.ita.doc.gov/frn/frnjun96/a201601.html; *Voir également Notice of Final Determination of Sales Less Than Fair Value; Stainless Steel Sheet and Strip in Coils from Taiwan*, 64 Fed. Reg. 30592, 30599 (8 juin 1999) ("(*voir* ... le rapport de vérification [d'une société interrogée] en date du 28 janvier 1999 dans l'affaire "Tôles de Taïwan", qui a été versé au dossier de la présente enquête)"), disponible à l'adresse suivante: http://ia.ita.doc.gov/frn/9906frn/99-608a.txt.

[102] *Voir* la déclaration orale du Japon, paragraphes 44 et 45 et la deuxième communication du Japon, paragraphe 78 pour plus de détails sur ce point.

[103] *Voir Corrosion-Resistant Carbon Steel Flat Products From Japan; Final Results of Full Sunset Review of Antidumping Duty Order*, 65 Fed. Reg. 47380, Mémorandum sur la décision, cmt. 1 (2 août 2000) (**pièce n° 8e du Japon**) (non souligné dans l'original).

sa détermination finale. Par conséquent, ce n'est pas en ajoutant simplement l'expression "même si" que le DOC remédiera à cette lacune.

48. Quel fondement juridique éventuel le Japon trouve-t-il dans l'Accord pour sa thèse selon laquelle la communication par le DOC à l'ITC de la marge de dumping probable dans le cadre du réexamen à l'extinction constitue une obligation distincte au regard de l'Accord? Le Japon formule-t-il une allégation de violation distincte à cet égard? Dans l'affirmative, le Japon pourrait-il préciser cette allégation?

Réponse

158. Le Japon formule une allégation distincte selon laquelle la détermination faite par le DOC concernant "l'importance du dumping" est incompatible avec ses obligations au regard de l'article 11.3.

159. Ce n'est qu'après avoir déterminé qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira, sans avoir quantifié les marges de dumping probables, que le DOC choisit une marge de dumping dans les résultats des procédures antérieures, en général l'enquête initiale. Le DOC communique cette marge de dumping à l'USITC aux fins de la détermination en matière de dommage, conformément au *Sunset Policy Bulletin*. Cette détermination de l'importance du dumping constitue une mesure distincte pouvant donner lieu à une action, et elle est incompatible avec l'obligation faite aux États-Unis dans le cadre de l'OMC de déterminer si un dommage futur est "probable" au titre de l'article 11.3 et distincte de la détermination "peu probable" en matière de dumping établie par le DOC.

160. Comme nous l'avons vu dans les réponses aux questions n° 18, 20 et 43, puisque l'article 11.3 prescrit aux autorités d'évaluer s'il est probable que le "dumping" et le "dommage" subsisteront ou se reproduiront, le DOC doit quantifier le niveau de dumping pour que l'USITC puisse procéder à son analyse du dommage. Il n'est pas possible pour l'USITC de déterminer s'il est probable que les "effets" du dumping causeront un dommage à la branche de production nationale sans connaître les marges de dumping "probables". Par conséquent, la détermination par le DOC de l'importance du dumping entache la détermination en matière de dommage de l'USITC, et cette détermination en matière de dommage est donc incompatible avec l'article 11.3.

VIII. AUTRES QUESTIONS

QUESTION POSÉE AU JAPON

75. Dans quel sens les allégations du Japon au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 concernant l'engagement automatique d'un réexamen à l'extinction à l'initiative des autorités, la prescription imposant aux exportateurs de fournir des renseignements et la différence de procédure entre les réexamens administratifs et les réexamens à l'extinction concernent-elles l'application de la législation des États-Unis plutôt que sa teneur de fond? Une mesure ou une pratique facultative peut-elle être contestée au titre de l'article X:3? Quel est le fondement juridique de votre point de vue?

Réponse

161. Il existe de nombreuses situations dans lesquelles une mesure donnée entraîne une violation de différentes dispositions de l'OMC, due à des aspects particuliers de cette mesure. C'est le cas de l'article X:3 a) du GATT. Dans une affaire donnée, ce sont les faits de la cause qui déterminent si une mesure est incompatible avec plus d'une disposition de l'Accord sur l'OMC.

162. Dans la présente affaire, l'engagement automatique à l'initiative des autorités, la règle des 30 jours et les réexamens au titre de l'article 11.2 plutôt que de l'article 11.3 présentent des aspects de fond et des aspects administratifs. Les aspects de fond de ces mesures sont visés par d'autres allégations du Japon. Ces mesures ont cependant également des implications administratives et par conséquent elles compromettent aussi les avantages découlant pour le Japon de l'article X:3 a) du GATT.

163. Le Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs* a précisé que l'examen des règles administratives au titre de l'article X:3 a) est admissible à condition que les règles aient un caractère administratif.[104] Le Japon a démontré dans sa première communication que ces trois mesures ont aussi un caractère administratif et qu'en les appliquant les États-Unis ne respectent pas leurs obligations au titre de l'Accord antidumping.[105]

164. En ce qui concerne l'engagement automatique, l'Énoncé des mesures administratives confirme que l'engagement automatique à l'initiative des autorités a un caractère administratif. L'Énoncé déclare que ces règles sont destinées à "éviter d'imposer une charge inutile à la branche de production nationale et à promouvoir l'efficacité de l'application".[106] Le DOC a fondé son rejet des renseignements présentés par NSC sur la règle des 30 jours énoncée dans son règlement.[107]

165. La règle des 30 jours du DOC régit les délais imposés aux parties pour présenter leurs arguments dans un réexamen à l'extinction. Cette règle a un caractère strictement administratif. Cela ne signifie toutefois pas que son application n'ait pas des conséquences de fond pour les parties concernées.

166. Enfin, l'approche non uniforme adoptée pour les réexamens au titre de l'article 11.2 et de l'article 11.3 a également un caractère administratif. Le Japon ne fait pas valoir que ces deux procédures doivent être identiques ni que les États-Unis ont violé une obligation de fond énoncée à l'article 11.3 parce que ces deux procédures ne sont pas identiques. Il affirme en revanche que, puisqu'un seul de ces réexamens procède à une analyse prospective appropriée, bien que des critères "probables" semblables soient appliqués, les États-Unis agissent de manière incompatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Les réexamens au titre de l'article 11.3 devraient suivre des procédures administratives semblables entraînant une analyse prospective semblable. Pourtant, les procédures administratives au titre de l'article 11.3 sont tout à fait opposées à toute analyse prospective quelle qu'elle soit.

167. Le Japon estime que les allégations relatives à la pratique générale au titre de l'article X:3 a) sont appropriées, dans la mesure où une telle pratique ne peut être appliquée que d'une manière incompatible avec l'Accord sur l'OMC. Comme nous l'avons vu dans les réponses aux questions n°1, 2 et 4, le Japon considère que l'aspect de fond des "procédures administratives" relevant de

---

[104] *Argentine – Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis*, WT/DS155/R, paragraphe 11.71 (rapport du Groupe spécial adopté le 16 février 2001).

[105] *Voir* la première communication du Japon, paragraphes 244 à 277.

[106] Énoncé des mesures administratives, page 879 (non souligné dans l'original) (**pièce n° 2 du Japon, page 4205**).

[107] 19 C.F.R. § 351.218 d) 3) iv) dispose ce qui suit: "Une partie intéressée peut communiquer des renseignements ou des éléments de preuve montrant des raisons valables pour lesquelles les Secrétaire devrait prendre en compte d'autres facteurs au titre de l'article 752 b) c) (droits compensateurs) ou de l'article 752 c) 2) (droits antidumping) de la Loi et du paragraphe e) 2) ii) du présent article. De tels renseignements ou éléments de preuve doivent être communiqués dans la réponse de fond de la partie à l'avis d'engagement d'une procédure au titre du paragraphe 3 d) du présent article." En ce qui concerne la date appropriée pour cette communication, l'article 351.218 d) 3) i) dispose qu'"une réponse de fond complète à l'avis d'engagement d'une procédure, déposée au titre du présent article, doit être communiquée au Département au plus tard 30 jours après la date de publication au Federal Registrer de l'avis d'engagement d'une procédure" (**pièce n° 3 du Japon, pages 223 à 225**).

l'article 18.4 peut être contesté au titre de l'Accord antidumping. Le caractère administratif de ces "procédures administratives" par conséquent doit aussi pouvoir être contesté au titre de l'article X:3 a) du GATT. L'article X:3 a) du GATT concerne directement l'application de bonne foi des règles administratives. Par conséquent, les aspects administratifs des "procédures administratives" en tant que pratique générale peuvent donner lieu à une action au titre de l'article X:3 a) du GATT.

QUESTION POSÉE AUX DEUX PARTIES

76. Compte tenu de la complexité des questions soulevées par la branche de production nationale dans un réexamen à l'extinction, l'octroi d'un délai de cinq jours pour les réfutations suffit-il à satisfaire au critère relatif au "caractère raisonnable" auquel l'article X:3 du GATT de 1994 fait référence?

Réponse

168. Le délai de cinq jours est certes relativement court, mais le caractère raisonnable de la disposition devrait être examiné à la lumière de l'ensemble de la procédure. Dans les procédures de réexamen à l'extinction du DOC, une partie intéressée peut présenter des observations additionnelles dans son mémoire pour réfuter la réponse de fond des autres parties à l'avis d'engagement d'une procédure. Le Japon ne conteste donc pas le caractère raisonnable du délai accordé pour la réfutation.

ANNEXE E-2

RÉPONSE DU JAPON À LA QUESTION N° 27 DU GROUPE SPÉCIAL - PREMIÈRE RÉUNION

Appendice I

RÉPONSE À LA QUESTION N° 27 DU GROUPE SPÉCIAL EXPLICATION DU CALCUL EFFECTIF DANS LE PROGRAMME SAS

27. Quelle méthode a constitué la base du calcul des marges de dumping dans les enquêtes initiales et dans les réexamens administratifs ultérieurs? Veuillez indiquer les parties pertinentes du dossier pour étayer votre réponse. Quel est le fondement juridique dans l'Accord permettant ou interdisant l'utilisation de telles méthodes ou régissant certains aspects de ces méthodes, dans un réexamen à l'extinction?

a) Réduction à zéro

i) Application de la méthode de la réduction à zéro dans l'enquête initiale

1. L'utilisation par le Département du commerce des États-Unis (le "DOC") de la réduction à zéro pour le calcul de la marge dans l'enquête initiale relative à NSC est présentée dans le calcul de la marge figurant dans la **pièce n° 12 f) du Japon**. La **pièce n° 12 f) du Japon** est une reproduction du journal du programme SAS concernant NSC. Concrètement, le programme montre de manière explicite que le DOC additionne seulement les marges positives (à l'exclusion des marges négatives) et divise le total obtenu par la valeur nette totale des ventes réalisées aux États-Unis correspondant à toutes les ventes.

2. Dans un premier stade, aux lignes 987 à 989, la valeur nette totale des ventes aux États-Unis est calculée.

```
987    PROC MEANS NOPRINT DATA=MARGIN
988    VAR VALUE QTY
989    OUTPUT OUT=ALLVAL SUM=TOTVAL TOTQTY
```

3. Ici, le fichier "MARGIN" est le fichier d'entrée. Il contient un calcul de la marge pour chaque vente aux États-Unis, correspondant au montant dont chaque valeur normale excède le prix aux États-Unis. (Voir les lignes 882 à 878, où la marge est calculée pour chaque vente aux États-Unis.) Ainsi, le fichier "MARGIN" contient un calcul vente par vente de la marge totale correspondant à chaque vente aux États-Unis.

4. Le pas de programmation "PROC MEANS" et l'instruction "VAR" aux lignes 987 et 988 servent à calculer la valeur nette totale (VALUE) et la quantité totale (QTY) correspondant à toutes les ventes faites aux États-Unis. Ces totaux sont ensuite sauvegardés dans le fichier "ALLVAL" sous les colonnes "TOTVAL" et "TOTQTY", respectivement (ligne 989). En d'autres termes, ce fichier "ALLVAL" contient une ligne de données indiquant la valeur totale et la quantité totale correspondant à toutes les ventes aux États-Unis.[1]

[1] La note du journal qui suit ce pas explique que le fichier "WORK.ALLVAL" créé ci-dessus comporte une observation, ou rangée de données, comportant quatre variables, ou colonnes. Outre la valeur totale

5. La réduction à zéro proprement dite des marges négatives est effectuée aux lignes 999 à 1002, comme suit:

```
999   PROC MEANS NOPRINT DATA=MARGIN
1000  WHERE EMARGIN GT 0
1001  VAR EMARGIN QTY VALUE
1002  OUTPUT OUT=ALLPUDD SUM=TOTPUDD MARGQTY MARGVAL
```

6. Une fois encore, le fichier d'entrée est "MARGIN". Ce fichier contient un calcul effectué vente par vente de la marge totale pour chaque vente aux États-Unis dans la colonne "EMARGIN". Cette "EMARGIN" est la marge "étendue", c'est-à-dire la marge de dumping totale, pour chaque vente aux États-Unis, calculée en multipliant la marge unitaire relative à chaque vente particulière aux États-Unis par la quantité totale de cette vente.

7. Ici, le pas de programmation PROC MEANS et l'instruction "VAR" aux lignes 999 et 1001, respectivement, servent à calculer le chiffre total de la marge étendue (EMARGIN), de la quantité (QTY) et de la valeur nette totale (VALUE) pour les ventes aux États-Unis. Le pas de programmation "WHERE EMARGIN GT 0" à la ligne 1000 limite le groupe des ventes qui doivent être assujetties à l'instruction "VAR" à celles qui présentent des marges étendues supérieures à ("GT" – *greater than* – dans le langage SAS) zéro. Les totaux obtenus pour les marges étendues, la quantité et la valeur nette correspondant aux ventes aux États-Unis présentant des marges positives sont appelés "TOTPUDD", "MARGQTY", et "MARGVAL", et sont introduits dans le fichier "ALLPUDD" à la ligne 1002.

8. TOTPUDD, le total des marges étendues positives, sert alors de numérateur dans le calcul de la marge moyenne pondérée aux lignes 1004 à 1009.

```
1004  DATA ANSWER
1005  MERGE ALLVAL ALLPUDD
1006  PERTMARQ=(MARGQTY/TOTQTY)*100
1007  PERTMARV=(MARGVAL/TOTVAL)*100
1008  WTAVMARG=TOTPUDD/TOTVAL
1009  WTAVPERC=WTAVMARG*100
```

9. Ici, les fichiers ALLVAL, créé à la ligne 989, et ALLPUDD sont fusionnés, pour créer une seule ligne de données qui indique, entre autres données, TOTVAL, qui est la valeur totale de toutes les ventes aux États-Unis, et TOTPUDD, qui est la marge étendue positive totale à l'exclusion des ventes aux États-Unis qui présentent des marges négatives.

10. À la ligne 1008, les marges étendues positives totales calculées aux lignes 999 à 1002 (TOTPUDD) sont divisées par la valeur nette totale de toutes les ventes aux États-Unis, calculée aux lignes 987 à 989 (TOTVAL) pour obtenir la marge moyenne pondérée (WTAVMARG). Cette fraction est ensuite multipliée par 100 à la ligne 1009 pour être convertie en un pourcentage.

11. Les résultats, sortie du fichier "ANSWER" (ligne 1004), sont alors imprimés aux lignes 1011 et 1012, comme le montre la page 142 de la sortie du programme. *Voir* **pièce n° 12 f) 5) du Japon**. La valeur totale des marges positives de NSC (TOTPUDD) est divisée par la valeur nette totale (TOTVAL) correspondant à toutes les ventes aux États-Unis de NSC pour obtenir une marge moyenne pondérée exprimée en pourcentage (WTAVPERC) de 36,1422 pour cent.

(TOTVAL) et la quantité totale (TOTQTY), ce fichier contient aussi deux variables normales du système (_FREQ_ _TYPE_) qui n'ont pas de rapport avec le calcul.

ii) Application de la méthode de la réduction à zéro dans les réexamens administratifs

12. La même méthode de calcul a été appliquée dans les réexamens administratifs subséquents. La **pièce n° 14 d) du Japon** aux lignes 763 à 789 après le message "CALCULATE OVERALL MARGIN" et la **pièce n° 15 d) du Japon** aux lignes 808 à 844 font apparaître les mêmes calculs. Les **pièces n° 14 d) 3) et 15 d) 2) du Japon** présentent les résultats de ces calculs en ce qui concerne le quatrième et le cinquième réexamens administratifs, respectivement. Dans ces réexamens administratifs, le taux de dumping a été fondé sur le total des marges de dumping positives (TOTPUDD). *Voir* la **pièce n° 14 d) 3) du Japon** et la **pièce n° 15 d) 2) du Japon, page 27**. Or, il y avait un certain nombre de ventes qui présentaient des marges négatives, lesquelles n'ont jamais été prises en compte dans ce total. *Voir* la **pièce n° 14 d) 2) du Japon**, et la **pièce n° 15 d) 2) du Japon, page 23**. De fait, dans le cinquième réexamen, par exemple, plus de la moitié des ventes de NSC faisaient apparaître des marges de dumping négatives et n'ont jamais été prises en compte. **Pièce n° 15 d) 2) du Japon**. *Voir* aussi *Memorandum for the File from Doreen Chen through Rick Johnson regarding Analysis for Nippon Steel Corp. ("NSC") for the Final Results of Administrative Review of Certain Corrosion-Resistant Carbon Steel from Japan, page 1* (14 février 2000) (**pièce n° 15 c) du Japon**).

2) Méthode de comparaison de moyenne à transaction

13. La comparaison effectuée par le DOC de transactions individuelles aux États-Unis avec la moyenne pondérée des prix sur le marché intérieur est présentée par la programmation SAS qui commence à la ligne 369 de la **pièce n° 12 f) du Japon**. Ici, deux ensembles de moyennes de prix de comparaison sur le marché intérieur sont calculés, d'abord par CONNUM[2] *et* par niveau commercial aux lignes 369 à 373, puis par CONNUM *seulement* aux lignes 381 à 385. En d'autres termes, la moyenne des prix sur le marché intérieur est calculée sur la base de deux critères différents de groupement. La raison des deux méthodes différentes de calcul de la moyenne est que le programme s'efforce ensuite de comparer ces prix sur le marché intérieur à des ventes réelles aux États-Unis, d'abord pour les CONNUM vendus au même niveau commercial. Si l'on ne trouve pas d'équivalent au même niveau commercial, on s'efforce d'effectuer la comparaison avec toutes les ventes du CONNUM particulier sans tenir compte du niveau commercial.

14. Pour plus de commodité, les lignes 369 à 373 sont incluses ici:

```
369     PROC MEANS NOPRINT DATA=HMSALES
370     BY CONNUMH CUSTLOTH
371     VAR NETPRIH COMH TAXH MLVH
372     WEIGHTH QTYH
373     OUTPUT OUT=HM1 SUM= FMV COMH TAXH MLVH
```

15. Le fichier HMSALES contient toutes les transactions individuelles réalisées sur le marché intérieur qui ont satisfait au critère du coût. La ligne 370 indique que le calcul de la moyenne devrait être réalisé pour les ventes de chaque CONNUM à chaque niveau commercial (CUSTLOTH). L'instruction "VAR" à la ligne 371 indique quelles variables il convient de pondérer pour établir la moyenne; NETPRIH est le nom du champ qui contient le prix unitaire net pour chaque transaction. La ligne 372 indique que les moyennes devraient être pondérées par la quantité (QTYH) de ventes prises en compte dans le calcul. Les moyennes pondérées obtenues sont incluses dans un nouveau fichier appelé "HM1" à la ligne 373, où un nom est donné aux variables obtenues; la moyenne pondérée des prix nets obtenue est appelée "FMV".

[2] "CONNUM" est un terme utilisé par le programme SAS du DOC pour désigner un numéro de contrôle, qui représente un type du produit à l'examen.

16. Les lignes 381 à 385 effectuent un même calcul de la moyenne des prix pour toutes les ventes de chaque CONNUM, quel que soit le niveau commercial:

```
369     PROC MEANS NOPRINT DATA=HMSALES
370     BY CONNUMH
371     VAR NETPRIH COMH TAXH MLVH
372     WEIGHTH QTYH
373     OUTPUT OUT=HM2 SUM= FMV COMH TAXH MLVH
```

17. Les fichiers obtenus HM1 et HM2 sont alors comparés aux différentes transactions réalisées aux États-Unis aux lignes 652 à 674:

```
652     DATA MARGIN1 NOFMV1 (DROP=FMV COMH TAXH MLVH)
653     MERGE US (IN=A) HM1 (IN=B)
654     BY CONNUMH CUSTLOTH
655     IF A & B THEN DO
656     INDDOL=INDH*EXRATE
657     IND2DOL=INDH2*EXRATE
658     COMDOL=COMH*EXRATE
659     FLAG='HM WITH LT'
660     OUTPUT MARGIN1
661     END
662     ELSE IF A & NOT B THEN OUTPUT NOFMV1
663
664     DATA MARGIN2 NOFMV2 (DROP=FMV COMH TAXH MLVH)
665     MERGE NOFMV1 (IN=A) HM2 (IN=B)
666     BY CONNUMH
667     IF A & B THEN DO
668     INDDOL=INDH*EXRATE
669     IND2DOL=INDH2*EXRATE
670     COMDOL=COMH*EXRATE
671     FLAG='HM W/O LT'
672     OUTPUT MARGIN2
673     END
674     ELSE IF A & NOT B THEN OUTPUT NOFMV2
```

18. Dans le premier ensemble de lignes de programme, aux lignes 652 à 662, le DOC compare chaque transaction réalisée aux États-Unis (telle qu'elle figure dans le fichier "US") avec les prix moyens sur le marché intérieur par CONNUM *et* par niveau commercial (ligne 653). Les ventes aux États-Unis qui, selon ce critère, coïncident de manière satisfaisante avec la moyenne des prix sur le marché intérieur sont incluses dans le fichier MARGIN1. Les ventes aux États-Unis qui ne coïncident pas de manière satisfaisante avec la moyenne des prix sur le marché intérieur lorsque l'on utilise le CONNUM *et* le niveau commercial, sont incluses dans le fichier "NOFMV1" à la ligne 662. En ce qui concerne les ventes aux États-Unis pour lesquelles il n'a pas été trouvé d'équivalent, le programme s'efforce de les comparer à la moyenne des prix sur le marché intérieur calculée par CONNUM *seulement* (figurant dans le fichier "HM2") à la ligne 665. Les transactions réalisées aux États-Unis qui coïncident de manière satisfaisante lorsque l'on utilise uniquement le CONNUM sont incluses dans le fichier MARGIN2.

19. Ces deux bases de données (MARGIN1 et MARGIN2) sont ensuite combinées à la ligne 823 (avec également le fichier CV qui contient les ventes aux États-Unis comparées à la valeur construite) pour calculer les marges effectives transaction par transaction. Aux lignes 823 à 878, les prix moyens sur le marché intérieur indiqués dans la variable FMV sont ajustés et convertis en dollars des États-Unis (sur la base de divers critères) pour obtenir le prix unitaire étranger en dollars des

États-Unis (FUPDOL). FUPDOL, le prix moyen sur le marché intérieur exprimé en dollars des États-Unis, est alors comparé au prix aux États-Unis correspondant à chaque transaction (USPR) à la ligne 881 pour calculer la marge unitaire (UMARGIN), comme cela apparaît imprimé à la page 140, dernière page de la **pièce n° 12 f) 3) du Japon**. Ainsi, les prix correspondant aux différentes transactions aux États-Unis sont comparés aux prix moyens sur le marché intérieur.

3) Ventes non réalisées au cours d'opérations commerciales normales

20. L'application par le DOC du "critère 10/90" pour déterminer quand et dans quelle mesure les ventes sur le marché faisant l'objet de la comparaison devraient être rejetées comme étant réalisées à un prix inférieur au coût est présentée dans la **pièce n° 12 f) 1) du Japon** aux lignes 312 à 331 du journal du programme SAS, comme suit:

```
312    DATA HMSALES HMBELOW
313    MERGE HMCOP (IN=A) COPTEST (IN=B)
314    BY CONNUMH
315    IF A
316
317    IF PCTQABOV GT 90 OR ((10 LE PCTQABOV LE 90) AND
       COPTEST='ABOVE') THEN DO
318    OUTPUT HMSALES
319    END
320
321    IF PCTQABOV LT 10 THEN DO
322    IF ((MONBELOW GT 1) OR (MONSOLD=1 AND MONSOLD=MONBELOW))
323    THEN OUTPUT HMBELOW
324    ELSE OUTPUT HMSALES
325    END
326
327    IF ((10 LE PCTQABOV LE 90) AND COPTEST='BELOW') THEN DO
328    IF (MONBELOW GT 1) OR (MONSOLD=1 AND MONSOLD=MONBELOW)
329    THEN OUTPUT HMBELOW
330    ELSE OUTPUT HMSALES
331    END
```

21. Ici, le fichier COPTEST à la ligne 313 est une liste récapitulative des résultats de la comparaison de chaque prix de vente avec le coût moyen de production pour le CONNUM correspondant. Une sortie imprimante de ce fichier est incluse à la page 35 de la section résultats de la **pièce n° 12 f) du Japon**. Cette sortie imprimante montre que, pour chaque CONNUM, le DOC a déterminé, entre autres données, la quantité totale des ventes réalisées à un prix supérieur au coût (QTYABOVE), la quantité totale des ventes réalisées à un prix inférieur au coût (QTYBELOW), et le pourcentage des ventes, par quantité, réalisées à un prix supérieur au coût (PCTQABOV). La variable MONSOLD indique le nombre de mois pendant lesquels le CONNUM particulier a été vendu, tandis que le variable MONBELOW indique le nombre de mois pendant lesquels au moins une vente à un prix inférieur au coût a été réalisée. Les variables PCTQABOV, MONSOLD et MONBELOW sont importantes parce qu'elles constituent le critère selon lequel les différentes ventes sont considérées comme réalisées à un prix supérieur ou inférieur au coût dans la programmation, aux lignes 312 à 331.

22. Le fichier HMCOP, qui figure à la ligne 313, est une liste des différentes ventes sur le marché intérieur qui doivent être considérées comme réalisées à un prix supérieur ou inférieur au coût de production. Comme on l'a décrit plus haut, COPTEST est le fichier contenant, entre autres données, le pourcentage des ventes de chaque CONNUM qui sont réalisées à un prix supérieur au coût. Les instructions "MERGE" à la ligne 313 et "BY CONNUMH" à la ligne 314 attribuent à chaque vente les pourcentages pertinents et autres données résumées correspondant à un CONNUM spécifique

(comme cela apparaît imprimé à la page 35 de la section résultats de la **pièce n° 12 f) du Japon**) en fonction du CONNUM vendu. (Par exemple, si le fichier COPTEST montre que 92 pour cent des ventes d'un CONNUM donné sont réalisées à un prix supérieur au coût, ce chiffre correspondant à un CONNUM spécifique est attribué à chacune des ventes sur le marché intérieur de ce CONNUM.) Pour déterminer si une vente donnée satisfait ou ne satisfait pas au critère, chaque vente du fichier HMCOP est alors jugée selon les critères indiqués aux lignes 317 à 331 et transférée soit au fichier HMSALES (ventes qui satisfont au critère du coût), soit au fichier HMBELOW (ventes qui ne satisfont pas au critère du coût).

23. Le critère "90/10" est appliqué aux lignes 317 à 331. Tout d'abord, les ventes sont examinées selon les deux ensembles de conditions suivants:

i) Si le pourcentage des ventes d'un CONNUM particulier qui satisfont au critère du coût est supérieur ("GT") à 90 pour cent des ventes totales de ce CONNUM, toutes les ventes de ce CONNUM satisfont au critère.

ii) Si:

a) le pourcentage des ventes d'un CONNUM particulier qui satisfont au critère du coût est inférieur ("LT") ou égal ("=") à 90 pour cent des ventes totales de ce CONNUM; *et*

b) le pourcentage des ventes de ce CONNUM qui satisfont au critère du coût est supérieur ou égal à 10 pour cent de la quantité totale des ventes de ce CONNUM; *et*

c) le prix net auquel est réalisée cette vente particulière est supérieur au coût moyen (indiqué dans le cas où la variable COPTEST est égale à "ABOVE"),

alors, cette vente particulière satisfait au critère du coût. Ces trois conditions doivent toutes être remplies pour qu'une vente donnée satisfasse au critère et soit incluse dans le fichier HMSALES. Si l'une quelconque de ces trois conditions n'est pas remplie, la vente ne satisfait pas au critère du coût.

Deuxièmement, si les ventes ne remplissent aucun des ensembles de conditions mentionnés ci-dessus, elles sont évaluées aux lignes 321 à 325. Ici, les ventes de CONNUM pour lesquelles moins de 10 pour cent des ventes sont réalisées à un prix supérieur au coût moyen (ligne 321) (PCTQABOV LT 10) sont examinées afin de déterminer à la ligne 322 si elles satisfont aux critères suivants:

i) si le nombre de mois pendant lesquels les ventes ont été réalisées à un prix supérieur au coût est supérieur à un; ou

ii) dans les cas où les ventes de ce CONNUM n'ont été réalisées que pendant un seul mois, si des ventes à un prix inférieur au coût ont été réalisées pendant ce mois.

Si les ventes remplissent l'une des deux conditions mentionnées, la vente ne satisfait pas au critère du coût et est incluse dans le fichier HMBELOW. Si les ventes ne remplissent aucune des deux conditions, l'instruction "ELSE" à la ligne 324 fait que ces ventes satisfont au critère du coût et doivent être incluses dans le fichier HMSALES. En résumé, s'agissant des CONNUM pour lesquels moins de 10 pour cent des ventes ont été faites à un prix supérieur au coût, toutes les ventes de ce CONNUM peuvent encore satisfaire au critère si ces ventes ont été faites pendant des mois multiples (plus d'un) et si les ventes à un prix inférieur au coût n'ont pris place que pendant un seul mois.

25. Enfin, les lignes 327 à 331 effectuent le même type d'évaluation pour les ventes concernant des CONNUM pour lesquels a) le pourcentage des ventes à un prix supérieur au coût est supérieur ou égal à dix mais inférieur ou égal à 90, et b) la vente particulière évaluée est réalisée à un prix inférieur au coût moyen. Comme dans les lignes 321 à 325, les ventes de ce type ne satisfont pas au critère du coût si le nombre de mois pendant lesquels des ventes à un prix inférieur au coût ont pris place est supérieur à un, ou si les ventes sont réalisées au cours d'un seul mois et que ce mois inclue des ventes à un prix inférieur au coût.[3] Les ventes qui ne satisfont pas au critère sont incluses dans le fichier HMBELOW. Si les ventes de ce type ne satisfont pas à la condition du "nombre de mois", elles sont soumises au critère du coût et sont incluses dans le fichier HMSALES (conformément à l'instruction "ELSE" à la ligne 330).

26. De cette manière, le critère "90/10" a été appliqué. En résumé, plus de 90 pour cent des ventes d'un CONNUM devaient avoir été réalisées à un prix supérieur au coût pour que toutes les ventes de ce CONNUM satisfassent au critère du coût sans autre examen fondé sur des critères additionnels. Si une proportion comprise entre 10 et 90 pour cent (les deux chiffres étant inclus) des ventes sont réalisées à un prix supérieur au coût, le prix de vente de chacune est alors examiné pour déterminer s'il est supérieur ou inférieur au coût. Seuls les prix correspondant à des ventes particulières qui sont supérieurs au coût sont utilisés, sans examen supplémentaire. Toutes les ventes particulières réalisées à des prix inférieurs au coût, pour lesquelles le CONNUM est compris entre 10 et 90 pour cent, sont utilisées si ce CONNUM satisfait au critère du "nombre de mois". Enfin, si pour un CONNUM donné, la proportion est inférieure à 10 pour cent, même les ventes particulières réalisées à un prix supérieur au coût doivent satisfaire au critère du "nombre de mois" pour être acceptées.

4) Bénéfices utilisés pour calculer la valeur construite

27. Le DOC établit une limite plus faible concernant le taux de rentabilité utilisé pour calculer la valeur construite (CVPROFIT) aux lignes 356 à 361 du journal du programme SAS. *Voir* la **pièce n° 12 f) 4) du Japon**. Ici, le taux de rentabilité effectif de l'entreprise est calculé à la ligne 359:

359 PRORATIO=PROFIT/TOTHMCOP

28. La variable PROFIT représente le montant total effectif dont le revenu (TOTSLVAL) excède le coût total (TOTHMCOP); le calcul correspondant apparaît à la ligne 358. Ce taux de rentabilité calculé est évalué à la ligne 360 pour déterminer s'il est supérieur à 8 pour cent.

360 IF PRORATIO GT 0.08 THEN CVPROF=PRORATIO

29. Littéralement, cette ligne indique que si le taux de rentabilité calculé est supérieur à 8 pour cent, le taux de rentabilité de la valeur construite (CVPROF) doit être fixé à un chiffre égal au taux de rentabilité calculé. La ligne 361 indique ensuite que si tel n'est pas le cas (c'est-à-dire, si le taux de rentabilité calculé n'est pas supérieur à 8 pour cent), le DOC fixera le taux de rentabilité de la valeur construite à 8 pour cent.[4] Plus loin dans le programme, à la ligne 800, la variable CVPROF sert ensuite à calculer le bénéfice unitaire dans la valeur construite, qui est ajouté, à la ligne 801, au coût total de fabrication et de conditionnement pour obtenir la valeur construite totale (TOTCV).

[3] Nous notons que cette dernière évaluation relative aux CONNUM vendus pendant un seul mois n'est pas pertinente puisque la programmation évalue ici les ventes particulières faites à un prix inférieur au coût. Par définition, si une vente à un prix inférieur au coût est faite et si des ventes de ce CONNUM prennent place pendant un seul mois, il y aura pendant ce mois une vente à un prix inférieur au coût.

[4] La reproduction de la pièce n° 12 f) 4) du Japon n'est pas claire, mais le DOC a indiqué ce calcul dans le *Concurrence Memorandum* (21 juin 193), page 26, pièce n° 12 c) du Japon.

30. Le DOC n'a pas utilisé le seuil inférieur de 10 pour cent pour calculer les frais de caractère général et les frais d'administration dans l'enquête initiale pour la seule raison que les frais de caractère général et les frais d'administration et effectifs étaient supérieurs à ce seuil, comme le montre la ligne 220:

220 GNA=COM*[**]

Ici, les frais de caractère général et frais d'administration (GNA) sont calculés comme représentant [**] pour cent du coût de fabrication (COM).

ANNEXE E-3

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL - PREMIÈRE RÉUNION

I. INSTRUMENTS JURIDIQUES IMPÉRATIFS ET FACULTATIFS

Question n° 1

Les États-Unis font valoir que certains des instruments juridiques des États-Unis cités par le Japon ont un caractère facultatif plutôt qu'impératif et ne peuvent donc pas être contestés en tant que tels au titre de l'Accord sur l'OMC. Veuillez fournir au Groupe spécial des renseignements détaillés sur le statut juridique des instruments ci-après en droit américain, et sur leur relation éventuelle, et en particulier sur le point de savoir s'ils sont impératifs ou facultatifs. À la lumière des rapports pertinents publiés dans le cadre du règlement des différends de l'OMC, le Groupe spécial aimerait notamment savoir si chacun de ces instruments a une existence opérationnelle qui lui est propre en droit américain et si le DOC est *tenu* d'appliquer leurs dispositions dans le cadre des réexamens à l'extinction.

i) Loi douanière de 1930 (telle que modifiée par la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay)

Réponse

1. La Loi douanière de 1930, telle que modifiée (la loi ou "la Loi") est une loi des États-Unis et, s'il est vrai qu'elle est impérative, elle comporte des dispositions qui sont de caractère facultatif. Le Département du commerce des États-Unis (le "DOC") est légalement tenu de faire en sorte qu'il soit satisfait aux critères énoncés par cette Loi. La loi a donc une existence opérationnelle qui lui est propre et constitue la base opérationnelle des activités du DOC en ce qui concerne les mesures antidumping.[1]

2. Le libellé des dispositions pertinentes à l'examen indique si telle ou telle disposition est impérative ou facultative (par exemple, par l'emploi de "shall" ou de "will", et par l'utilisation d'adverbes, comme "normalement"). Dès lors qu'il n'y a pas de libellé à caractère facultatif dans une disposition donnée, les dispositions de la Loi antidumping des États-Unis sont impératives.

ii) Énoncé des mesures administratives

Réponse

3. De manière générale, "Énoncé des mesures administratives" (ou "Énoncé") est requis lorsque l'Exécutif soumet au Congrès un texte législatif portant application d'un accord commercial qui sera examiné dans le cadre des procédures dites "accélérées".[2] La Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay ayant été soumise au Congrès dans le cadre des procédures "accélérées", un Énoncé était requis. Dans le cas de l'Énoncé qui accompagnait la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay, la fonction de l'Énoncé est exposée dans l'Énoncé lui-même, comme suit:

---

[1] *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions*, WT/DS194/R, rapport du Groupe spécial, adopté le 29 juin 2001 ("*États-Unis – Restrictions à l'exportation*"), paragraphe 8.91.

[2] Dans le cadre des procédures "accélérées", le Congrès ne peut pas amender le texte législatif en question; il ne peut que l'approuver ou le rejeter.

> Le présent Énoncé donne une description de mesures administratives importantes envisagées pour mettre en œuvre les Accords du Cycle d'Uruguay. Il contient en outre deux exposés requis au titre de l'article 1103: 1) une explication de la manière dont le projet de loi d'application et les mesures administratives envisagées modifieront la loi existante ou auront des effets sur cette loi; et 2) un exposé indiquant les raisons qui font que le projet de loi d'application et les mesures administratives envisagées sont nécessaires ou appropriées pour appliquer les Accords du Cycle d'Uruguay.
>
> Comme d'autres énoncés des mesures administratives soumis au Congrès à propos de textes législatifs prévoyant des procédures accélérées, le présent Énoncé représente une expression officielle par l'Administration de son opinion sur l'interprétation et l'application des Accords du Cycle d'Uruguay, tant aux fins des obligations internationales des États-Unis qu'aux fins de leur droit interne. En outre, les Administrations suivantes respecteront et appliqueront les interprétations et les engagements énoncés ici. De plus, comme cet énoncé sera approuvé par le Congrès au moment où celui-ci mettra en œuvre les Accords du Cycle d'Uruguay, cela donne un poids particulier aux interprétations de ces accords qui y sont exposés. [3]

4. En d'autres termes, l'Énoncé relève de l'historique de la législation. Aux États-Unis, l'historique de la législation est fréquemment examiné en vue de déterminer la signification d'une loi, mais il ne peut changer la signification de la loi à laquelle il se rapporte, ni prévaloir sur cette loi. Il constitue une directive impérative en matière d'interprétation s'agissant de la loi et, en règle générale, l'Énoncé l'emporte sur toute autre élément de l'historique de la législation.[4] Le statut juridique exceptionnel conféré à l'Énoncé a trait, toutefois, à sa valeur en matière d'interprétation *s'agissant de* la loi. Ainsi, l'Énoncé n'a d'effet qu'en conjonction avec la Loi antidumping des États-Unis (et en tant qu'instrument d'interprétation officielle de cette loi), et ne peut être contesté indépendamment comme étant incompatible avec les règles de l'OMC.[5]

iii) Règlement sur les réexamens à l'extinction

Réponse

5. Le Règlement du DOC fait loi aux États-Unis et, s'il est vrai qu'il est impératif, il contient des dispositions qui sont de caractère facultatif. Il a force et effet de loi et doit être observé lorsque le libellé de la disposition considérée ne laisse aucune latitude d'appréciation. Il comporte, toutefois, de nombreuses dispositions qui prévoient l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire par le décideur compétent. Le Règlement est publié conformément aux procédures qui régissent l'élaboration des règles par les organismes gouvernementaux fédéraux des États-Unis et il a devant les tribunaux des États-Unis un poids déterminant à moins qu'il ne soit arbitraire, inconséquent ou manifestement contraire à la loi. Ainsi, le Règlement a une existence opérationnelle indépendante qui lui est propre.[6]

[3] Énoncé, page 656. La référence à "l'article 1103" renvoie à l'article 1103 de la Loi générale de 1988 sur le commerce extérieur et la compétitivité ("Loi de 1988"). Entre autres choses, la Loi de 1988 habilitait l'Administration à négocier les Accords du Cycle d'Uruguay en prévoyant leur approbation dans le cadre de procédures accélérées.

[4] *Voir supra* note 1.

[5] *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, paragraphes 8.98 à 8.100.

[6] *États-Unis – Restrictions à l'importation*, paragraphes 8108 à 8113.

iv) Sunset Review Policy Bulletin (Bulletin d'orientation concernant les réexamens à l'extinction)

Réponse

6. Selon le droit des États-Unis, le *Sunset Policy Bulletin* est considéré comme une déclaration non contraignante indiquant la manière dont le DOC comprend des questions ayant trait à l'extinction dont la Loi et le Règlement ne traitent pas explicitement.[7] À cet égard, le *Sunset Policy Bulletin* a un statut juridique comparable à celui de précédent d'un organisme administratif. Dans tel ou tel cas particulier, le DOC peut s'écarter de son bulletin d'orientation comme d'un précédent administratif, pour autant qu'il en donne les raisons.[8] Le *Sunset Policy Bulletin* se borne à donner au DOC et au public des indications quant à la manière dont le DOC peut, dans tel ou tel cas, interpréter et appliquer la Loi et le Règlement s'y rapportant. En dehors d'une application à un cas particulier et en liaison avec les dispositions législatives et réglementaires des États-Unis applicables aux réexamens à l'extinction, le *Sunset Policy Bulletin* ne fait pas "quelque chose de concret" qui pourrait l'exposer à une mise en cause juridique indépendante en vertu des Accords de l'OMC.

Question n° 2

En ce qui concerne la pratique des États-Unis en matière de réexamens à l'extinction, le Groupe spécial fait observer que, selon des groupes spéciaux antérieurs, cette pratique en tant que telle ne peut pas être contestée au regard du droit de l'OMC. Compte tenu des constatations établies dans des rapports antérieurs relatifs au règlement des différends de l'OMC portant sur cette question, veuillez indiquer ce qui constitue la pratique des États-Unis dans les réexamens à l'extinction, dans quels textes on peut la trouver et si elle peut être contestée au regard du droit de l'OMC.

Réponse

7. Le Japon a vu dans l'Énoncé et le *Sunset Policy Bulletin* "la pratique et les procédures" établissant la "présomption irréfragable" alléguée en violation de l'article 11.3 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("Accord antidumping").[9]

8. Ce que le Japon désigne par le terme "pratique" ne consiste en rien d'autre que des applications individuelles de la législation antidumping des États-Unis dans le contexte des réexamens à l'extinction. Si le DOC, comme de nombreux autres organismes administratifs des États-Unis, utilise le terme "pratique" pour désigner collectivement ses précédents, lesdits précédents ne lient *pas* le DOC et ne sont donc pas pertinents aux fins d'un règlement de différends dans le cadre de l'OMC. La "pratique" alléguée par le Japon consiste tout simplement en déterminations particulières dans des procédures à l'extinction particulières. Une "pratique" comme celle alléguée par le Japon ne constitue pas une mesure au sens du *Mémorandum d'accord sur les règles et les procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord"), et pour cette seule raison, le Groupe spécial devrait rejeter les allégations du Japon concernant la "pratique" des États-Unis.

---

[7] *Sunset Policy Bulletin*, 63 FR, page 18871 ("Le présent bulletin donne des *indications* concernant la conduite des réexamens à l'extinction. Comme cela est indiqué ci-dessous, les directives proposées sont censées compléter les dispositions législatives et réglementaires applicables en fournissant des *indications* sur des questions de méthode ou d'analyse dont la loi et les règlements ne traitent pas explicitement.") (Pas d'italique dans l'original.) (Pièce n° 6 du Japon.)

[8] Selon le droit administratif des États-Unis, la pratique du DOC ne peut pas être contraignante en ce sens que le DOC n'est pas tenu de suivre ses propres précédents, à condition qu'il explique pourquoi il s'en écarte. Ainsi, en droit, la pratique du DOC ne peut transformer une mesure facultative en une mesure impérative.

[9] Première communication du Japon, paragraphes 118 et suivants.

9. L'Organe de règlement des différends ("ORD") (comme les groupes spéciaux dont il adopte les rapports) est habilité à rendre des déterminations contraignantes seulement à l'égard de parties bien précises à un différend dont il est saisi et seulement en ce qui concerne *ce différend bien précis*. Il ne peut pas – et ne devrait pas – tenter de dire comment les Accords de l'OMC pourraient s'appliquer à d'éventuels différends futurs. Comme le Groupe spécial l'a noté dans le rapport *Restrictions à l'exportation*, les organismes administratifs sont libres, en vertu du droit des États-Unis, de s'écarter de la "pratique" antérieure pour autant qu'ils en donnent une explication motivée[10], et la "pratique" des États-Unis n'a donc pas le "statut opérationnel indépendant" qui peut donner lieu indépendamment à une violation des règles de l'OMC.[11]

10. L'Organe d'appel a exprimé des vues semblables dans les affaires *Chemises de laine*[12] et *États-Unis – Mesures à l'importation*[13], constatant que les groupes spéciaux ne doivent régler que le différend précis dont ils sont saisis. D'ailleurs, il ne serait pas sage de formuler des constatations quant à une éventuelle pratique future. Comme l'a noté le groupe spécial chargé de l'affaire *CE – Bandes audio en cassettes*[14], "il ne serait pas approprié de formuler des constatations sur une "pratique" *in abstracto* lorsque [le groupe spécial] avait déterminé que les mesures prises dans une enquête donnée n'étaient pas incompatibles avec l'Accord et que la "pratique" ne découlait pas d'une législation impérative".

11. Plus fondamentalement, la "pratique future" d'un Membre ne peut simplement pas être considérée comme une "mesure" soumise à la procédure de règlement des différends parce qu'elle est purement hypothétique. C'est pourquoi le Mémorandum d'accord ne s'applique qu'aux mesures "prises", et non aux mesures "qui pourraient être prises à l'avenir".[15]

Question n° 7

En ce qui concerne l'Énoncé des mesures administratives:

a) Le libellé du troisième paragraphe de la partie introductive de l'Énoncé indique-t-il que ce dernier donne simplement l'interprétation officielle du sens de la Loi?

Réponse

12. Oui; selon la législation des États-Unis, l'Énoncé est considéré comme une expression officielle par les États-Unis concernant l'interprétation et l'application des Accords du Cycle d'Uruguay et de la Loi antidumping dans le cadre de toute procédure judiciaire dans laquelle une question se pose concernant une telle interprétation ou application.[16]

---

[10] *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, paragraphe 8.126.

[11] Voir *id*.

[12] *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/AB/R, rapport de l'Organe d'appel, adopté le 23 mai 1997 ("*Chemises et blouses de laine*"), pages 21 et 22.

[13] *États-Unis – Mesures à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS165/AB/R, rapport de l'Organe d'appel, adopté le 10 janvier 2001 ("*États-Unis – Mesures à l'importation*"), paragraphe 92.

[14] *CE - Droits antidumping sur les bandes audio en cassettes originaires du Japon*, ADP/136, rapport du Groupe spécial, remis le 28 avril 1995 (non adopté), paragraphe 365.

[15] Articles 3:3 et 4:2 du Mémorandum d'accord; voir aussi le rapport *États-Unis – Mesures à l'importation*, paragraphe 70, où pour constater qu'une mesure particulière ne relevait pas du mandat du groupe spécial, l'Organe d'appel a pris en considération, entre autres choses, le fait que la mesure n'avait pas encore été prise à l'époque où les Communautés européennes avaient demandé l'ouverture de consultations.

[16] 19 U.S.C. §3512 d).

b) Que signifie l'expression "poids particulier" dans le même paragraphe introductif de l'Énoncé?

Réponse

13. L'expression "poids particulier" signifie qu'il faut accorder à l'Énoncé plus de poids qu'à des éléments ordinaires de l'historique de la législation, tels que rapports de la Chambre ou du Sénat, lorsque l'on interprète une disposition ambiguë de la Loi.

c) Si le libellé de la Loi elle-même était différent de celui de l'Énoncé, ce dernier déterminerait-il d'une manière ou d'une autre la teneur de la Loi?

Réponse

14. Non. Le texte de la Loi l'emporte toujours. Comme on l'a dit plus haut, l'Énoncé est simplement l'instrument officiel d'interprétation de la Loi, mais il ne peut l'emporter sur des dispositions claires de la Loi ou les modifier.

d) L'Énoncé sert-il seulement à donner des indications en matière d'interprétation au cas où la Loi est ambiguë, ou l'Énoncé est-il appliqué par le DOC même en l'absence de toute ambiguïté? Si c'est le cas, le DOC est-il obligé d'appliquer l'Énoncé pour l'une des deux raisons suivantes:

i) parce que l'Énoncé a une teneur impérative; ou

Réponse

15. L'Énoncé sert seulement à donner des indications en matière d'interprétation. Lorsque la disposition législative pertinente ne présente aucune ambiguïté textuelle, le texte même de la Loi est appliqué. L'Énoncé n'a pas force de loi et ne peut se suffire à lui-même.

ii) parce que l'Énoncé définit une politique contraignante dont le DOC ne peut s'écarter sans avis préalable, lequel n'a pas été donné.

Réponse

16. L'Énoncé donne des indications en matière d'interprétation de la Loi. Ce n'est pas un exposé de principes directeurs, contraignant ou non contraignant.

e) Dans les réexamens à l'extinction, le DOC applique-t-il les dispositions de l'Énoncé comme donnant une interprétation faisant autorité de la Loi?

Réponse

17. Le DOC procède aux réexamens à l'extinction conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables. Dans certains cas, l'Énoncé donne des indications supplémentaires qui viennent compléter lesdites dispositions. Le DOC prend, bien sûr, ces indications en considération lorsqu'il fait des déterminations à l'extinction.

f) Si le DOC devait s'écarter d'une disposition donnée de l'Énoncé, quel processus devrait-il suivre et sur quelle autorité devrait-il s'appuyer? Si le DOC s'écartait de l'Énoncé, pourrait-il avec succès être mis en cause au regard de la législation des États-Unis, ou comment une telle dérogation serait-elle considérée au regard

de la législation des États-Unis par exemple en termes d'attentes légitimes des parties intéressées?

Réponse

18. L'Énoncé ne contient pas de "dispositions" légales, il n'est pas contraignant et ne crée aucune obligation indépendante de celles qui figurent dans la Loi antidumping. Une partie ne peut donc avoir aucune attente concernant l'Énoncé parce que les obligations concernant les réexamens à l'extinction se trouvent dans la Loi, non dans l'Énoncé. Toute détermination faite dans tout réexamen à l'extinction, y compris la décision ultime concernant la probabilité, s'appuie sur les faits versés au dossier administratif présenté dans le cadre de tout réexamen à l'extinction. Le critère d'examen appliqué par les tribunaux américains pour la révision des réexamens à l'extinction auxquels procède le DOC exige que la détermination finale soit conforme à la Loi et étayée par des éléments de preuve substantiels figurant au dossier administratif.

Question n° 8

En ce qui concerne le Règlement sur les réexamens à l'extinction:

b) Les États-Unis pourraient-ils expliquer de manière précise ce qu'ils entendent par le terme "ministériel" pour décrire la référence au critère "peu probable" dans le Règlement sur les réexamens à l'extinction?

Réponse

19. Dans le Règlement, le terme "ministériel" signifie que l'autorité administrante (le Secrétaire au commerce) doit accomplir quelque acte de procédure conformément à la disposition réglementaire et que cette disposition réglementaire ne contient aucune obligation de fond. Un acte de caractère ministériel est un acte dont l'accomplissement ne requiert ni l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire, ni les services spécialisés d'un organisme. Par exemple, l'article 351.222 i) 1) ii) dispose que lorsque le Secrétaire a fait une détermination de la probabilité négative (ce que l'on appelle une détermination "peu probable"), il doit publier au *Federal Register* l'avis d'abrogation de l'ordonnance 240 jours au plus tard après l'engagement du réexamen à l'extinction. L'article 351.222 i) 1) ii) énonce simplement le délai dans lequel le DOC est tenu de publier l'avis de la détermination de fond déjà faite.

c) En ce qui concerne la disposition 19 CFR 351.222 i) du DOC (pièce n° 5 du Japon), les deux parties sont priées d'indiquer si ce règlement est impératif ou facultatif et pourquoi. Le Japon est invité à répondre à la prétention des États-Unis selon laquelle ce règlement n'est pas un règlement de fond et concerne le calendrier et, pour ce qui est de l'alinéa iii), est inapplicable.

Réponse

20. L'article 351.222 ne contient aucune obligation de fond. Certaines parties de cet article sont impératives. En particulier, les obligations énoncées aux alinéas i) 1) i) à iii) sont de caractère procédural et font obligation au DOC d'abroger une ordonnance antidumping dans un délai donné dans des circonstances données.

21. Plus précisément, l'article 351.222 i) 1) i) est de caractère impératif et procédural, et exige que le DOC abroge une ordonnance si aucune partie intéressée nationale ne dépose un avis d'intention ou si l'avis n'est pas adéquat, 90 jours au plus tard après la date de publication au *Federal Register* de l'avis d'engagement du réexamen à l'extinction.

22. L'article 351.222 ii) 1) ii) est impératif et de caractère procédural et exige que le DOC abroge l'ordonnance s'il fait une détermination de probabilité négative, 240 jours au plus tard (ou 330 jours lorsque le réexamen est entièrement prolongé) après la date de publication au *Federal Register* de l'avis d'engagement du réexamen à l'extinction.

23. L'article 351.222 iii) est également de caractère impératif et procédural et exige que le DOC abroge une ordonnance antidumping si la Commission du commerce international des États-Unis ("USITC" ou "Commission") fait une détermination de probabilité négative dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, sept jours au plus tard après la date de publication au *Federal Register* de l'avis concernant la détermination de l'USITC qui met fin au réexamen à l'extinction. De plus, l'article 351.222 i) 1) iii) ne pourrait imposer aucune obligation de fond à l'USITC, parce qu'il s'agit là d'un règlement du DOC et que l'USITC est un organisme administratif indépendant, qui a ses propres règlements, au sein de l'Exécutif. Le DOC n'est pas habilité à prendre des règlements imposant des obligations à l'USITC.

d) S'il y a désaccord entre les États-Unis et le Japon quant à l'interprétation correcte du règlement ou quant au statut juridique du règlement en droit américain, comment le Groupe spécial devrait-il résoudre ce problème d'interprétation? Si le Groupe spécial a des doutes, cela signifie-t-il simplement que le Japon n'est pas parvenu à prouver le bien-fondé de son allégation?

Réponse

24. Il ressort du texte et du contexte de l'article 351.222 i) du Règlement du DOC que cette disposition est de nature procédurale et ne prescrit aucune obligation de fond. La partie de ce règlement dans laquelle se trouve l'article 351.222 a été ajoutée en 1998 pour mettre en œuvre les dispositions de la législation des États-Unis applicables aux réexamens à l'extinction. Les dispositions réglementaires, y compris les modifications à l'article 351.222, sont de nature procédurale et l'avis publié au *Federal Register* annonçant ces dispositions est intitulé "Procedures for Conducting ("Sunset") Reviews of Anti-Dumping and Countervailing Duty Orders."[17] (Réexamen ("à l'extinction") des ordonnances imposant des droits antidumping ou compensateurs: procédures à suivre.) Le Japon n'a pas démontré que l'explication donnée par les États-Unis quant à leur propre règlement est incorrecte ou que l'interprétation de la disposition donnée par le Japon est correcte. Si le Groupe spécial est dans le doute, le Japon n'est pas parvenu à prouver le bien-fondé de son allégation.

25. Il est un principe admis, c'est que les questions concernant le sens du droit interne sont des questions de fait qui doivent être prouvées.[18] De même, il est également bien établi que le droit interne ne comprend pas seulement les dispositions à l'examen, mais aussi les principes juridiques internes qui régissent l'interprétation de ces dispositions.[19] Certes, le Groupe spécial n'est pas tenu d'accepter l'interprétation présentée par les États-Unis, mais les États-Unis peuvent raisonnablement espérer qu'il se montrera plein de déférence pour leurs propres vues quant au sens de leurs propres dispositions législatives et réglementaires.[20]

---

[17] *Procedures for Conduction ("Sunset") Reviews of Anti-Dumping and Countervailing Duty Orders*, 54 Fed. Reg. 13516 (20 mars 1998).

[18] *Voir, par exemple, Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, WT/DS50/AB/R, rapport adopté le 16 janvier 1998, paragraphes 64, 73 et 74, et les affaires et autorités citées dans ce rapport.

[19] *Voir, par exemple, États-Unis – Articles 301 à 310 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur*, WT/DS152/R, rapport du Groupe spécial, adopté le 27 janvier 2000 ("*États-Unis – Article 301*"), paragraphe 7.108 et note 681.

[20] *États-Unis – Article 301*, paragraphe 7.19.

Question n° 9

Pour ce qui est du Sunset Policy Bulletin:

a) Quelle est l'implication en droit des mots introductifs de la partie 1 sous le titre "Règle générale": "conformément à l'article 752 c) 1) de la Loi, pour déterminer si l'abrogation d'une ordonnance antidumping ..."? Le DOC agit-il en application de la Loi, de l'Énoncé des mesures administratives, du Règlement ou du Bulletin, ou d'une combinaison de ces textes?

Réponse

26. Comme on l'a vu plus haut, le *Sunset Policy Bulletin* contient des indications quant à la manière de mener les réexamens à l'extinction. Pour plus de transparence, le DOC a utilisé le *Sunset Policy Bulletin* pour regrouper les dispositions et indications pertinentes qui figurent dans la loi, dans le Règlement et dans l'historique de la législation. À cette fin, la partie I.A.1 du *Sunset Policy Bulletin* intitulée "Règles générales" reproduit les dispositions légales pertinentes.

27. Comme on l'a vu plus haut, le DOC doit agir conformément aux prescriptions de la loi et du Règlement. L'Énoncé donne seulement au DOC des indications à suivre en matière d'interprétation lorsqu'il agit en application d'une disposition légale. Par ailleurs, le DOC applique normalement les méthodes esquissées dans le *Sunset Policy Bulletin*, mais peut agir différemment dans un cas particulier à la condition d'en donner les raisons.[21]

b) En droit américain, le DOC est-il autorisé à ne pas appliquer les dispositions du Sunset Policy Bulletin dans les cas où il le juge nécessaire? Y a-t-il eu des cas dans lesquels il s'en est ainsi écarté?

Réponse

28. L'objet du *Sunset Policy Bulletin* est de donner, de manière aussi complète que possible, des indications quant aux réexamens à l'extinction et à la manière dont le DOC doit les mener, en s'attachant à la fois aux questions de forme et aux questions de fond qui peuvent se poser. De ce fait, le DOC n'"applique" pas les dispositions du *Sunset Policy Bulletin*; bien plutôt, il examine les faits dans chaque cas, à la lumière des dispositions législatives et réglementaires et compte tenu des indications données dans le *Sunset Policy Bulletin* quant aux questions de méthode ou d'analyse qui ne sont pas expressément visées par la loi ou le Règlement.

29. En ce qui concerne l'analyse de la probabilité du dumping dans un réexamen à l'extinction, le Japon admet que le *Sunset Policy Bulletin* du DOC examine l'ensemble limité de scénarios pratiques qui pourraient se présenter dans la période suivant l'imposition de l'ordonnance – c'est-à-dire, continuation du dumping, absence de dumping mais régression du volume des importations, cessation totale des exportations et absence de dumping et maintien du volume des importations à un niveau égal ou proche du niveau antérieur à l'ordonnance. Le fait que ces scénarios sont prévus dans le *Sunset Policy Bulletin* ne veut pas dire que le résultat est prédéterminé, même si les faits dans une affaire donnée correspondent à l'un des scénarios. Dans chaque affaire, le résultat est déterminé par les faits de la cause et doit être étayé par les éléments de preuve figurant au dossier du réexamen à l'extinction en cause. Chaque détermination à l'extinction faite par le DOC est donc fondée sur le dossier factuel de l'affaire en cause et, par conséquent, il n'est pas possible de caractériser cette

[21] Par exemple, le DOC a le pouvoir discrétionnaire de faire exception à sa pratique concernant la communication d'informations. *Voir, par exemple, Preliminary Results of Full Sunset Review; Mechanical Transfer Presses from Japan*, 65 Fed. Reg. 753, 759 (6 janvier 2000) (Le DOC avait demandé la communication d'informations factuelles dans les mémoires).

détermination finale comme étant nécessairement soit une détermination "conforme aux" dispositions du *Sunset Policy Bulletin*, soit une détermination "s'écartant de" ces dispositions.[22]

c) Compte tenu de l'utilisation de l'expression "peu probable" à la section 4 du Bulletin, le DOC est-il libre d'adopter un critère "probable" dans ses déterminations en matière de dumping dans les réexamens à l'extinction? Pour que le DOC puisse s'écarter des dispositions du Bulletin dans certaines circonstances, est-il nécessaire que les dispositions pertinentes du Bulletin soient modifiées ou le Bulletin, tel qu'il est libellé, permet-il au DOC de s'écarter de ces règles sans qu'une telle modification soit nécessaire?

Réponse

30. D'abord et surtout, le DOC applique le critère de la probabilité énoncé dans la Loi antidumping. L'emploi de l'expression "peu probable" dans le *Sunset Policy Bulletin* ne vise pas à établir et n'établit pas une obligation de fond en matière de réexamen à l'extinction. C'est un raccourci désignant une détermination à l'extinction négative. Le *Sunset Policy Bulletin* donne au DOC des indications quant à la manière de mener les réexamens à l'extinction. Il n'exige pas que le DOC agisse de telle ou telle manière, mais indique plutôt comment le DOC procéderait normalement à l'analyse de la probabilité dans une gamme de situations factuelles.

d) Si le DOC s'écarte des dispositions du Bulletin dans un réexamen à l'extinction donné, de quelle protection disposerait-il contre une partie intéressée qui alléguerait qu'elle avait des attentes légitimes, fondées sur le Policy Bulletin, que le DOC agirait d'une manière donnée dans le cadre de ce réexamen à l'extinction? Conformément à la législation des États-Unis, le DOC doit-il informer à l'avance les parties intéressées de son intention de s'écarter de certaines dispositions du Bulletin dans un réexamen à l'extinction donné et leur donner la possibilité de formuler des observations?

Réponse

31. Le *Sunset Policy Bulletin* est un exposé de principes directeurs et sert de cadre à la conduite des réexamens à l'extinction par le DOC. Le DOC a publié le *Sunset Policy Bulletin* pour s'efforcer d'être aussi transparent que possible quant à sa manière d'aborder les réexamens à l'extinction. Dans un domaine dans lequel la loi (sans parler de l'Accord antidumping) accorde aux autorités un pouvoir discrétionnaire extrêmement large, les États-Unis ont jugé utile de donner aux parties intéressées des indications quant à l'approche que le DOC retiendrait probablement dans des circonstances données. L'autre solution possible, nettement moins souhaitable, serait un système moins transparent dans lequel les parties à un réexamen à l'extinction n'auraient qu'une faible idée – ou pas d'idée du tout – de la manière dont l'autorité administrante examinerait les questions soulevées dans les réexamens à l'extinction.

32. Une partie intéressée s'attendrait que le DOC ne soit pas arbitraire ou inconséquent lorsqu'il applique la loi et analyse des situations de fait identiques ou similaires. Si le DOC décidait de changer son analyse et que cette décision revienne à s'écarter de la pratique antérieure, il expliquerait la détermination faite dans l'affaire et ménagerait normalement aux parties la possibilité de présenter des observations sur cette modification avant de rendre une détermination finale. Dans la

[22] Le Tribunal du commerce international des États-Unis a estimé ce qui suit: "Pourvu que le DOC expose correctement ses raisons et que sa pratique soit raisonnable et autorisée par la loi, la pratique du DOC peut et devrait continuer à changer et à évoluer." *Rhodia, Inc.* c. *United States*, Consol. Court No. 00-08-00407, Slip. Op. 2000-109 (CIT 9 septembre 2002) page 15; *voir aussi*, *Zenith Electronics. Corporation* c. *United States*, 77 F.3d 426, 430 (Fed. Cir. 1996).

détermination finale, le DOC examinerait alors les observations présentées par une partie sur cette question.

II. CRITÈRES EN MATIÈRE DE PREUVE POUR L'ENGAGEMENT DES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION À L'INITIATIVE DES AUTORITÉS

Question n° 10

Supposons, pour les besoins de l'argumentation, que l'article 11.3 crée la présomption qu'un droit antidumping devrait être supprimé après cinq ans et que l'engagement d'un réexamen à l'extinction constitue une exception à cette présomption générale. Considérez-vous que le caractère automatique de l'engagement à l'initiative des autorités en droit américain a pour effet d'affaiblir ou d'infirmer cette présomption? Y a-t-il des situations dans lesquelles les États-Unis autoriseraient l'application de la règle générale énoncée à l'article 11.3 (c'est-à-dire que le droit soit supprimé au lieu qu'un réexamen à l'extinction soit engagé à l'initiative des autorités)? De manière plus générale, l'engagement à l'initiative des autorités est-il impératif en droit américain ou le DOC a-t-il le pouvoir discrétionnaire de ne pas engager un réexamen à l'extinction de sa propre initiative?

Réponse

33. Qu'une telle présomption existe ou non, le texte même de l'article 11.3 prévoit l'engagement d'un réexamen à l'extinction à l'initiative des autorités. Comme l'Organe d'appel l'a indiqué dans l'affaire *Acier en provenance d'Allemagne* (lorsqu'il a examiné la disposition parallèle relative à l'extinction qui figure dans l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* ["Accord SMC"], l'article 21.3), "[L]'obligation principale qui figure dans l'article 21.3 n'est pas, en soi, d'effectuer un réexamen, mais plutôt de *supprimer* un droit compensateur *à moins qu'*une détermination spécifique ne soit faite dans le cadre d'un réexamen."[23]

34. Les États-Unis engagent de leur propre initiative un réexamen à l'extinction dans chaque cas conformément à l'article 751 c) 2) de la Loi.

Question n° 11

Supposons, pour les besoins de l'argumentation, que dans un réexamen à l'extinction donné les producteurs nationaux des États-Unis fassent savoir au DOC avant l'engagement de ce réexamen à l'extinction que cela ne les intéresse pas de poursuivre l'affaire. Cela serait-il une raison suffisante pour que le DOC n'engage pas ce réexamen à l'extinction de sa propre initiative ou cela constituerait-il simplement une base pour ne pas poursuivre le réexamen?

Réponse

35. Si les producteurs nationaux des États-Unis faisaient savoir au DOC par écrit que la branche de production n'a plus d'intérêt au maintien d'une ordonnance antidumping particulière, le DOC n'engagerait pas d'examen à l'extinction et abrogerait l'ordonnance.

Question n° 12

L'article 11.3 se réfère aux réexamens "initiated" par les autorités chargées de l'enquête "de leur propre initiative".

---

[23] *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, AB-2002-4, WT7DS213/AB/R, rapport distribué le 28 novembre 2002, paragraphe 108 (italique dans l'original).

a) Dans leur sens ordinaire, le terme "initiate" ou l'expression "prendre une initiative" exigent-ils qu'il y ait au moins une raison quelconque pour choisir de faire ou de ne pas faire quelque chose? Est-ce cela que signifie le terme "initiate" dans le contexte de l'article 11.3 (c'est-à-dire non un critère des éléments de preuve suffisants mais au moins un genre de critère de rationalité en vertu duquel on choisit d'engager ou non un réexamen à l'extinction)? Si c'est le cas, la législation des États-Unis satisfait-elle à cette condition?

Réponse

36. L'article 11.3 exige seulement que l'autorité administrante prenne les mesures nécessaires pour engager le réexamen à l'extinction. Il n'exige pas que l'autorité administrante ait une raison d'engager le réexamen à l'extinction de sa propre initiative, et il n'y pas non plus d'autre critère en matière de preuve qui soit prescrit pour l'engagement d'office d'un réexamen à l'extinction.[24]

b) Le terme "initiation" dans la version anglaise de l'article 11.3 doit-il être lu comme ayant un sens strictement procédural? Ne doit-il pas y avoir une raison ou une prescription de fond pour l'engagement d'une procédure (aussi mince soit-elle)? Si vous estimez que ce terme a un sens strictement procédural, veuillez expliquer pourquoi les rédacteurs ont utilisé l'expression "de leur propre initiative" à l'article 11.3? Cette expression a-t-elle également un sens strictement procédural? Dans ce cas, pourquoi était-il nécessaire d'ajouter ces mots? Cette expression exige-t-elle de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle ait une raison pour engager un réexamen de sa propre initiative?

Réponse

37. L'engagement ("initiation" dans la version anglaise) est un acte procédural. L'emploi de l'expression "de leur propre initiative" décrit simplement l'engagement du réexamen à l'initiative de l'autorité administrante, par opposition à l'engagement fondé sur une demande dûment motivée émanant de la branche de production nationale. L'article 11.3 n'exige pas que l'autorité administrante ait une raison d'engager le réexamen à l'extinction de sa propre initiative, et il n'y pas non plus d'autre critère en matière de preuve qui soit prescrit pour l'engagement d'office d'un réexamen à l'extinction.[25]

c) Le terme "initiate", tel qu'il est utilisé à l'article 11.3, a-t-il la même signification que dans la note de bas de page 1 de l'Accord? Engager un réexamen signifie-t-il la même chose qu'ouvrir une enquête?

Réponse

38. Non. Le terme "initiate" figurant dans la version anglaise à la note de bas de page 1 est seulement applicable aux enquêtes "[ouvertes] conformément à l'article 5". Engager un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3 n'est pas la même chose qu'ouvrir une enquête au sens de l'article 5, parce que les critères à respecter pour pouvoir mettre en route ces deux procédures sont différents. Par exemple, l'article 11.3 n'énonce aucun critère pour ce qui est de l'engagement d'un réexamen à l'extinction; une autorité administrante ne peut ouvrir une enquête de sa propre initiative au titre de l'article 5.6 que s'il y a des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité.

[24] *Voir Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 116.
[25] *Voir Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 116.

39. Dans l'affaire *Acier en provenance d'Allemagne*, l'Organe d'appel, examinant la disposition relative à l'extinction figurant à l'article 21.3 et la disposition relative aux enquêtes figurant à l'article 11 de l'Accord SMC indiquait ce qui suit: "notre examen du contexte de l'article 21.3 de l'Accord SMC ne fait ressortir aucun élément indiquant que la capacité des autorités d'engager d'office un réexamen à l'extinction au titre de cette disposition est subordonnée au respect des critères en matière de preuve énoncés à l'article 11 de l'Accord SMC relatifs à l'ouverture des enquêtes".[26] De même, l'article 11.3 de l'Accord antidumping n'impose aucune obligation de respecter les prescriptions en matière de preuve énoncées à l'article 5 de l'Accord antidumping concernant les enquêtes.

Question n° 13

Au paragraphe 23 de sa déclaration orale, le Japon dit que: "l'article 11.3 exige d'abord que les autorités prennent une décision liminaire sur le point de savoir s'il convient d'engager un réexamen à l'extinction". Veuillez indiquer tout élément textuel ou contextuel dans l'article 11.3 ou ailleurs dans l'Accord étayant le point de vue selon lequel une autorité chargée de l'enquête doit prendre une décision sur le point de savoir s'il convient ou non d'engager un réexamen à l'extinction. Dans votre réponse, veuillez donner vos observations sur ce qui suit: i) le paragraphe 7 de la déclaration orale des CE en tant que tierce partie (selon lequel le terme "déterminer" à l'article 11.3 indique que la décision d'engager un réexamen à l'extinction exige qu'un critère en matière de preuve soit rempli); et ii) le paragraphe 11 de la déclaration orale de la Norvège en tant que tierce partie (selon lequel au titre de l'article 11.3, il ne s'agit pas seulement d'analyser si le maintien de l'ordonnance est nécessaire, mais également de déterminer si l'"engagement" lui-même est nécessaire).

Réponse

40. La seule décision que l'autorité administrante ait à prendre est celle d'engager ou non de sa propre initiative le réexamen à l'extinction. Le terme "déterminer" signifie simplement que l'autorité administrante doit se prononcer sur la question de la probabilité et que cette détermination doit reposer sur une base factuelle suffisante, c'est-à-dire sur l'évaluation des éléments de preuve qu'elle a réunis à l'occasion de l'enquête initiale, des réexamens intermédiaires et du réexamen à l'extinction.[27] Les rédacteurs ont choisi de prescrire à l'article 11.3 un critère en matière de preuve pour l'engagement de réexamens à l'extinction fondé sur une demande émanant de la branche de production nationale, mais n'ont pas choisi de le faire pour les cas d'engagement à l'initiative de l'autorité administrante.

41. Suggérer que l'article 11.3 exige une détermination sur le point de savoir si l'engagement est "nécessaire" est illogique car cela suppose le résultat connu. En d'autres termes, pour déterminer si un réexamen à l'extinction est lui-même nécessaire, l'autorité administrante devrait déterminer s'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront. L'article 11.3 n'exige pas que l'autorité administrante ait une raison ou des raisons de prendre sa décision d'engager un réexamen à l'extinction de sa propre initiative.

III. CRITÈRE *DE MINIMIS* DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

Question n° 15

L'article 11.9 de l'*Accord SMC* prévoit que son critère *de minimis* est applicable "[a]ux fins du présent paragraphe". Cette expression toutefois ne se trouve pas dans l'article 5.8 de l'*Accord antidumping*. Pourquoi et dans quelle mesure cela est-il pertinent pour déterminer si le

[26] *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 116 et discussion aux paragraphes 114 et 115.
[27] *Voir Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 137.

critère *de minimis* de l'article 5.8 s'applique ou non dans les réexamens à l'extinction au titre de l'Accord antidumping?

Réponse

42. L'inclusion du membre de phrase "aux fins du présent paragraphe" à l'article 11.9 de l'Accord SMC n'est pas pertinente pour l'analyse au titre de l'Accord antidumping. L'article 5 est intitulé "engagement de la procédure et enquête ultérieure" et le critère *de minimis* s'agissant des enquêtes est mentionné à l'article 5.8. Il n'est pas mentionné de critère *de minimis* à l'article 11 de l'Accord antidumping de façon générale, et il n'est pas mentionné de critère *de minimis* à l'article 11.3 de l'Accord antidumping en particulier.

Question n° 16

Comment répondez-vous à l'argument avancé par le Brésil au paragraphe 13 de sa déclaration orale selon lequel l'application de deux critères *de minimis* différents en droit américain aboutirait à des résultats incohérents, un exportateur ayant une marge de dumping élevée pouvant échapper à l'imposition du droit initial tandis qu'un autre exportateur ayant une marge de dumping inférieure au niveau *de minimis* pourrait être soumis au droit à tout jamais? Cela montre-t-il qu'il existe une incohérence interne dans la politique du DOC ou y a-t-il une autre explication?

43. Les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction sont des processus distincts dont les buts sont différents. La nature de la détermination à faire dans le cadre d'un réexamen à l'extinction diffère à certains égards essentiels de la nature de la détermination à faire dans le cadre d'une enquête initiale. Par exemple, dans un réexamen à l'extinction, les autorités administrantes sont appelées à axer principalement leur enquête sur ce qui se produirait si un droit compensateur existant devait être supprimé. En revanche, dans une enquête initiale, les autorités administrantes doivent examiner l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué afin de déterminer s'il y a un dumping et s'il cause un dommage à la branche de production nationale de telle sorte qu'il justifie l'imposition d'un droit. Comme l'a indiqué l'Organe d'appel dans l'affaire *Acier en provenance d'Allemagne* (à propos de l'examen de l'article 21.3 de l'Accord SMC): "Ces différences qualitatives peuvent aussi expliquer l'absence d'une prescription voulant qu'un critère *de minimis* spécifique soit appliqué dans le cadre d'un réexamen à l'extinction."[28]

44. Le fait que les États-Unis ont prévu dans leur législation nationale un critère *de minimis* à appliquer dans le cadre des réexamens à l'extinction ne crée aucune obligation au titre de l'article 11.3 ou de l'Accord antidumping.

Question n° 17

Une lecture de l'*Accord antidumping* qui n'imposerait pas de critère *de minimis* pour ce qui est des réexamens à l'extinction aboutirait-elle à une incompatibilité empêchant une interprétation cohérente de *l'Accord antidumping*? Expliquez votre réponse.

Réponse

45. Non. Les Membres de l'OMC sont convenus dans l'Accord antidumping de critères *de minimis* pour ce qui est des enquêtes et n'ont pas prévu de critère *de minimis* pour ce qui est des réexamens. L'objet d'une enquête initiale et celui d'un réexamen à l'extinction sont différents. L'enquête initiale doit déterminer s'il y a lieu même d'imposer une discipline. Le réexamen à l'extinction doit déterminer si cette discipline devrait être maintenue. Dans une enquête, l'analyse vise

[28] *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 87.

à déterminer s'il y a ou non dumping et dommage au moment présent; le montant présent du dumping (c'est-à-dire le dumping pendant la période couverte par l'enquête) est facile à quantifier. Dans un réexamen à l'extinction, l'analyse est nécessairement tournée vers l'avenir et prospective; elle est, par conséquent, intrinsèquement qualitative.[29]

IV. CUMUL ET CARACTÈRE NÉGLIGEABLE DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

Question n° 22

Quel est la nature juridique et le rôle de l'expression "enquêtes antidumping" à la première phrase de l'article 3.3 de l'Accord? Cette expression a-t-elle pour effet de limiter la portée de l'application des dispositions de l'article 3.3 uniquement aux enquêtes? Veuillez répondre en détail à cette question notamment, dans la mesure pertinente, en vous référant à la note de bas de page 9 relative à l'article 3 et à la mention d'une "détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994" à l'article 3.1. Si l'article 3.3 n'est que partiellement applicable aux réexamens à l'extinction, quels sont alors les éléments spécifiques de l'article 3 (et de l'article 3.3) qui s'y appliquent?

Réponse

46. Comme cela est bien expliqué dans la première communication des États-Unis, l'expression "enquête antidumping" à la première phrase de l'article 3.3 de l'Accord limite l'application des prescriptions de l'article 3.3 aux seules enquêtes initiales.

> L'article 3.3 de l'Accord antidumping est libellé comme suit:
>
> > Dans les cas où les importations d'un produit en provenance de plus d'un pays feront simultanément l'objet d'*enquêtes* antidumping, les autorité s chargées des enquêtes ne pourront procéder à une évaluation cumulative des effets de ces importations que si elles déterminent a) que la marge de dumping établie en relation avec les importations en provenance de chaque pays est supérieure au niveau *de minimis* au sens du paragraphe 8 de l'article 5 et que le *volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable*, et b) qu'une évaluation cumulative des effets des importations est appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les produits importés et des conditions de concurrence entre les produits importés et le produit national similaire. (Pas d'italique dans l'original.)

47. Tel qu'il est libellé, l'article 3.3 est applicable aux enquêtes, non aux réexamens. De fait, l'article 3.3 est la seule disposition de l'article 3 qui vise spécifiquement les enquêtes. De plus, contrairement à l'article 11, l'article 3.3 renvoie au présent ("*est* supérieure au niveau *de minimis*"; "n'*est* pas négligeable") (pas d'italique dans l'original). Au contraire, l'article 11 fait référence à des événements "probables" ou futurs. De plus, il n'y a dans l'article 3.3 aucune référence aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3, ou à tout autre réexamen au titre de l'article 11.

48. Très simplement, étant donné le sens ordinaire des termes de l'article 3.3, rien n'autorise à soutenir que les notions liées au cumul figurant à l'article 3.3 soient applicables hors du contexte d'une enquête initiale.

49. De plus, contrairement à d'autres dispositions de l'article 3, l'article 3.3 ne contient aucune référence au dommage. Par ailleurs, dans la définition du dommage contenue à la note de bas de page 9 relative à l'article 3, il n'est pas fait référence aux critères énoncés à l'article 3.3 en ce qui

[29] *Voir id.*

concerne le caractère négligeable et le volume *de minimis* du dumping. De fait, dans l'affaire *Acier en provenance d'Allemagne*, l'Organe d'appel a récemment conclu que le dommage n'était pas défini par référence à la notion de subventionnement, ni, par analogie, à celle de dumping.

50. Pour un examen de la signification juridique de la note de bas de page 9 relative à l'article 3, les États-Unis prient le Groupe spécial de se reporter à leur deuxième communication.

Question n° 23

Pourquoi et de quelle manière un volume d'importation antérieur négligeable serait-il pertinent pour la "détermination" qui doit être faite au titre de l'article 11.3? Veuillez répondre en détail, à propos des allégations du Japon concernant l'application du critère du caractère négligeable dans les réexamens à l'extinction.

Réponse

51. Comme les États-Unis l'ont souligné dans diverses communications, le critère des importations négligeables énoncé à l'article 3.3 de l'Accord n'est pas applicable dans le cas des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.

52. Le réexamen à l'extinction dont le Groupe spécial est maintenant saisi a trait à une enquête initiale qui a été menée avant la date d'entrée en vigueur des Accords du Cycle d'Uruguay. Si une nouvelle enquête devait être menée maintenant, en 2002, et que les importations en provenance du Japon visées soient négligeables, il serait mis fin à l'enquête en ce qui concerne ces marchandises. Toutefois, étant donné que l'article 11.3 n'énonce pas de critère du caractère négligeable, rien n'exige que l'ordonnance concernant les importations en provenance du Japon soit abrogée en raison de leur caractère négligeable. Néanmoins, selon la législation des États-Unis, le fait que les importations en provenance du Japon sont d'un volume relativement modeste serait pris en considération dans le cadre de l'analyse relative à l'incidence défavorable perceptible. Dans cette analyse, l'USITC examine s'il est probable que les importations en provenance de chaque pays incluses dans un réexamen à l'extinction auront une incidence défavorable perceptible sur la branche de production nationale produisant le produit similaire. Si tel n'est pas le cas, l'USITC ne cumulera pas, dans un réexamen à l'extinction, l'incidence de ces importations avec celle d'importations en provenance d'autres pays.

53. Les États-Unis ont bien expliqué dans leurs communications que le seul fait que le volume des importations ait pu tomber à un niveau inférieur au seuil au-dessous duquel elles sont considérées comme négligeables dans le cadre d'une enquête suivant l'imposition d'une ordonnance n'aboutit pas et ne devrait pas aboutir à ce qu'il soit automatiquement mis fin à un réexamen. De fait, si le Japon avait raison d'affirmer que l'autorité est tenue d'abroger une ordonnance du seul fait que le niveau actuel des importations peut être considéré comme négligeable au titre de l'article 5.8, cela conduirait à un résultat pervers. L'objet de l'ordonnance imposant des droits antidumping était de réduire le dommage causé par des actes déloyaux sur le marché ou d'exiger un ajustement des prix pour supprimer le dumping et le dommage. Il se peut que, du fait de l'ordonnance, les importations faisant l'objet d'un dumping aient diminué ou disparu entièrement du marché, ou si elles restent présentes sur le marché, que leur prix soit plus élevé qu'il ne l'était pendant la période couverte par l'enquête initiale, alors qu'elles entraient sur le marché sans avoir à supporter de droits additionnels. Selon l'argument du Japon, parce que certaines importations ne peuvent soutenir la concurrence sur le marché alors qu'elles subissent les contraintes imposées par l'ordonnance, c'est-à-dire en l'absence d'un dumping, et sont maintenant à des niveaux faibles, il faudrait abroger l'ordonnance de manière à permettre à nouveau le dumping.

V. BASE DE LA DÉTERMINATION EN MATIÈRE DE DUMPING DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION (SUR LA BASE DE L'ORDONNANCE DANS SON ENSEMBLE OU SÉPARÉMENT PAR ENTREPRISE)

Question n° 25

L'article 11.4 de l'*Accord antidumping* précise que "[l]es dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure s'appliqueront à tout réexamen effectué au titre [de l'article 11]".

a) Comment interprétez-vous l'expression "concernant les éléments de preuve et la procédure" à l'article 11.4? Ce libellé ne fait-il que reprendre la teneur de l'article 6? Pourquoi, selon vous, les rédacteurs se sont-ils contentés dans d'autres cas de dire à quelle disposition spécifique ils renvoyaient, alors qu'à l'article 11.4 ils semblent avoir mentionné au moins une partie de la teneur de l'article 6 dans le renvoi?

Réponse

54. Selon l'article 11.4 de l'Accord antidumping, les dispositions de l'article 6 "concernant les éléments de preuve et la procédure" s'appliquent aux réexamens au titre de l'article 11. Ainsi, toutes les dispositions de l'article 6 ne sont pas applicables aux réexamens au titre de l'article 11; au contraire, seules les dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure leur sont applicables. Cette incorporation par référence visait de toute évidence à empêcher d'invoquer l'article 6 pour imposer l'application de critères de décision de fond dans les examens au titre de l'article 11, précisément ce que le Japon demande au Groupe spécial de faire en l'espèce.

b) Toutes les dispositions contenues à l'article 6 portent-elles sur les éléments de preuve et la procédure? Dans la négative, quelles dispositions de l'article 6 ne relèvent pas de cette catégorie, et pour quelle raison? Quels critères peuvent guider le Groupe spécial pour établir la distinction entre les dispositions en matière de preuve/de procédure et les autres dispositions (éventuelles) de l'article 6?

Réponse

55. Les différents paragraphes de l'article 6 peuvent comporter uniquement des dispositions en matière de preuve/de procédure ou à la fois des dispositions de fond et des dispositions en matière de preuve/de procédure. Pour déterminer s'il y a des éléments de fond dans un paragraphe de l'article 6, la question décisive est de savoir s'il inclut ou délimite les critères qui peuvent être employés dans les procédures auxquelles l'article 6 est applicable. Ainsi, par exemple, l'article 6.2 contient la disposition de fond selon laquelle "l'absence [à une rencontre] ne sera pas préjudiciable à [la] cause [de cette partie]," et l'article 6.5.2 dispose que, dans certaines circonstances, "les autorités ... pourront ne pas tenir compte de [certains] renseignements".

c) Quelles sont les considérations textuelles et contextuelles qui appuieraient ou infirmeraient la thèse selon laquelle toutes les dispositions de l'article 6 portent sur les éléments de preuve et la procédure? À cet égard, en particulier, quels sont la nature juridique et le rôle du titre de l'article 6 ("Éléments de preuve") et le rôle de la référence aux "procédures" dans l'article 6.14? L'historique de la négociation suggère-t-il que toutes les dispositions de l'article 6 concernent les éléments de preuve et la procédure, ou que certaines de ces dispositions peuvent ne pas concerner les éléments de preuve ou la procédure?

Réponse

56. Comme on l'a indiqué plus haut, s'il est vrai que chacun des différents paragraphes de l'article 6 comporte quelques éléments en matière de preuve/de procédure, plusieurs d'entre eux comprennent aussi un élément de fond. Ce qui est de la plus haute importance, c'est que l'on ne peut pas incorporer des critères de fond dans l'article 11.4 du fait de la référence qui s'y trouve à l'article 6. À notre connaissance, il n'y a rien dans l'historique de la négociation qui éclaire cette question.

d) Peut-on tirer une indication en matière d'interprétation du fait que l'article 11 se réfère spécifiquement aux dispositions des articles 6 et 8?

Réponse

57. Non. Le libellé de l'article 11 incorporant par référence l'article 6 est substantiellement différent du libellé de l'article 11 qui incorpore par référence l'article 11 à l'article 8.

Question n° 26

Les États-Unis affirment au paragraphe 162 de leur première communication écrite que, conformément à leur législation, les déterminations en matière de dumping dans les réexamens à l'extinction doivent être établies sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Cependant, ils semblent également estimer, au paragraphe 167 de leur première communication écrite, que les déterminations en matière de dumping dans le réexamen à l'extinction en cause ont été établies séparément par entreprise.

a) Comment les États-Unis concilient-ils ces deux thèses?

Réponse

58. Dans le présent réexamen à l'extinction, la probabilité du dumping en cas d'abrogation a été déterminée par le DOC sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. En revanche, les marges de dumping qui s'établiraient probablement en cas d'abrogation ont été communiquées à l'USITC séparément par entreprise, pour examen aux fins de la détermination de la probabilité du dommage.

b) Supposons, pour les besoins de l'argumentation, que l'Accord exige des autorités chargées de l'enquête, dans les réexamens à l'extinction, qu'elles établissent leurs déterminations en matière de dumping séparément par entreprise. Les États-Unis estiment-ils suffisant que le DOC communique à l'ITC les marges de dumping calculées dans le cadre de l'enquête initiale pour satisfaire à cette prescription?

Réponse

59. Comme on l'a indiqué plus haut, les marges qui s'établiraient probablement en cas d'abrogation ont été communiquées à l'USITC séparément par entreprise.

c) Les marges de dumping communiquées par le DOC à l'ITC reflètent-elles le résultat de déterminations individuelles de la probabilité établies par le DOC pour chacun des exportateurs japonais au cours du réexamen à l'extinction en cause? Ou le DOC a-t-il procédé à ses déterminations de la probabilité sur la base de l'ordonnance dans son ensemble en communiquant néanmoins les marges de dumping individuelles à l'ITC? Veuillez citer les parties pertinentes du dossier.

Réponse

60. L'obligation de communiquer les marges de dumping n'est imposée que par la législation des États-Unis. Dans le cadre d'un réexamen au titre de l'Accord antidumping, il n'y a pas d'obligation de quantifier les marges de dumping qui s'établiraient probablement. Comme on l'a indiqué plus haut, dans le présent réexamen à l'extinction, la probabilité du dumping en cas d'abrogation a été déterminée par le DOC sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. *Voir* Final Results of Sunset Review, 65 Fed. Reg. page 47381.

VI. MARGES DE DUMPING DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

Question n° 27

Quelle méthode a constitué la base du calcul des marges de dumping dans les enquêtes initiales et dans les réexamens administratifs ultérieurs? Veuillez indiquer les parties pertinentes du dossier pour étayer votre réponse. Quel est le fondement juridique dans l'Accord permettant ou interdisant l'utilisation de telles méthodes ou régissant certains aspects de ces méthodes, dans un réexamen à l'extinction?

Réponse

61. Le seul paragraphe de l'Accord régissant les critères à employer dans les réexamens à l'extinction est l'article 11.3. Ce paragraphe ne prescrit pas la méthode ou les méthodes à employer dans de tels examens. En vertu de l'Accord antidumping, l'autorité compétente n'est pas tenue de calculer une marge de dumping. L'analyse est nécessairement une analyse qualitative, et non quantitative.

62. Dans les enquêtes antidumping ouvertes aux États-Unis sur la base de demandes déposées avant l'entrée en vigueur de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay, la méthode ordinaire du DOC consistait à procéder à des comparaisons en matière de dumping entre les valeurs moyennes sur les marchés étrangers et les prix de transactions individuelles aux États-Unis (c'est-à-dire "de moyenne à transaction").[30] Selon cette méthode, aucun droit antidumping – positif ou négatif – n'était calculé pour les ventes aux États-Unis qui n'étaient pas effectuées à des prix de dumping.[31] En l'espèce, l'enquête antidumping a été ouverte sur la base d'une demande présentée avant la date d'entrée en vigueur de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay[32], c'est-à-dire avant le 1er janvier 1995 (date à laquelle l'Accord sur l'OMC est aussi entré en vigueur pour les États-Unis). Pour calculer les marges de dumping aux fins de la détermination finale concernant le prix inférieur à sa juste valeur, le DOC a donc utilisé les comparaisons de moyenne à transaction. L'article 777A d) 2) de la Loi douanière de 1930, telle qu'elle a été modifiée, fait obligation au DOC de comparer, dans les réexamens administratifs au titre de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay, les "prix à l'exportation (ou les prix à l'exportation construits) de transactions individuelles au prix moyen pondéré des ventes du

[30] *Voir* 19 C.F.R. 353.44 (1994).

[31] Cette pratique était entièrement compatible avec les accords en vigueur à l'époque. Dans l'affaire *CE – Cassettes audio*, paragraphes 347 à 366, le Japon a contesté en se fondant sur l'article 2.1 et 2.6 du Code antidumping la méthode de moyenne à transaction employée à l'époque par les CE, au motif qu'elle comportait une "réduction à zéro". Le Groupe spécial *CE – Cassettes audio* a rejeté l'argument du Japon, faisant observer que le Code antidumping autorisait à percevoir des droits antidumping au titre de chaque transaction faisant l'objet d'un dumping.

[32] *Voir Final Determinations of Sales at Less Than Fair Value: Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products, Certain Cold-Rolled Carbon Steel Flat Products, and Certain Corrosion-Resistant Carbon Steel Flat Products from Japan*, 58 Fed. Reg. 37154 (9 juillet 1993).

produit similaire étranger ..."[33] En conséquence, les marges déterminées dans les deux réexamens administratifs achevés en l'espèce étaient fondées sur des comparaisons de moyenne à transaction.[34]

Question n° 28

L'article 18.3 de l'Accord dit notamment ce qui suit:

"... les dispositions du présent accord s'appliqueront aux enquêtes, et aux réexamens de mesures existantes, engagés sur demande présentée à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour un Membre ou après cette date …

18.3.2 Aux fins du paragraphe 3 de l'article 11, les mesures antidumping existantes seront réputées être imposées au plus tard à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour un Membre, sauf dans les cas où la législation intérieure d'un Membre en vigueur à cette date comprenait déjà une clause du type prévu dans ce paragraphe."

a) Étant donné que le DOC se fonde sur les marges de dumping initiales pour déterminer la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira dans le cadre des réexamens à l'extinction, sur quel fondement juridique les États-Unis s'appuient-ils pour faire valoir que les dispositions du présent Accord ne sont pas applicables à l'élément dumping du réexamen à l'extinction en cause, mais que l'Accord est applicable à d'autres aspects du réexamen?

Réponse

63. Les États-Unis n'admettent pas le postulat sur lequel repose la question. Dans le présent réexamen à l'extinction, les marges de dumping initiales n'ont pas servi de base pour déterminer s'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait. Au contraire, le DOC a constaté qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait en se fondant sur l'existence d'un dumping et sur la baisse notable des importations de la marchandise visée après l'imposition de l'ordonnance. Au titre de l'article 11.3, le DOC n'est pas tenu 1) de procéder à une nouvelle enquête, 2) de quantifier les marges de dumping actuelles ou passées, ou 3) d'employer une méthode donnée pour examiner les marges de dumping. Par conséquent, et en conformité avec ses obligations au regard de l'Accord, le DOC dans la présente affaire s'est raisonnablement appuyé sur les éléments de preuve concernant le dumping et le volume des importations pendant la durée d'application de l'ordonnance.

VII. OBLIGATION DE DÉTERMINER LA PROBABILITÉ QUE LE DUMPING SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA

A. "PROBABLE" ET "PEU PROBABLE"

Question n° 35

Conformément à l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*, tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé à moins

[33] 19 U.S.C. § 1677f-1.

[34] *Voir Certain Corrosion-Resistant Carbon Steel Flat Products from Japan: Final Results of Anti-Dumping Duty Administrative Review*, 64 Fed. Reg. 12951 (16 mars 1999); *Certain Corrosion-Resistant Carbon Steel Flat Products from Japan: Final Results of Anti-Dumping Duty Administrative Review*, 65 Fed. Reg. 8935 (23 février 2000).

que l'autorité chargée de l'enquête ne détermine qu'il est "probable" que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date.

a) La notion de "probable" ou de "probabilité", telle qu'elle apparaît à l'article 11.3, se réfère-t-elle à un éventail de probabilités?

Réponse

64. Le terme "likely" doit être examiné selon son sens ordinaire. Comme le montrent les définitions données par le dictionnaire, le terme "likely" a divers sens courants, y compris celui de "plausible" aussi bien que celui de "probable". Les négociateurs ont choisi à dessein le terme "likely" plutôt que celui de "probable" ou d'"éventail de probabilités". Le choix délibéré de ce terme ne peut pas être considéré comme fait par inadvertance. Tandis que le terme "likely" renvoie à quelque chose qui relève du domaine de la crédibilité ou de la plausibilité[35], le terme anglais "probable" peut connoter un certain degré de certitude mathématique[36], particulièrement lorsqu'il est employé dans l'expression "éventail de probabilités".

65. Lu à la lumière de l'objet et du but de l'article 11.3, le terme "probable" ("likely") ne peut pas être lu comme signifiant "un éventail de probabilités". Pour déterminer s'il est probable que le dumping ou le dommage subsistera ou se reproduira, les autorités doivent faire une analyse de nature hypothétique – elles doivent décider de l'incidence future probable des importations en se fondant sur un changement important dans le statu quo – l'abrogation de l'ordonnance et l'élimination de ses effets limitatifs. Le but de l'article 11.3 est donc de définir le cadre d'une évaluation qui est par nature prospective et ne peut être réduite à une définition mathématique significative. Corriger l'expression "would be likely" dans un sens exigeant la réduction à un chiffre mathématique irait à l'encontre de ce but.

b) Sur la base d'une échelle de probabilité allant de zéro à 100, êtes-vous d'accord pour dire que "peu probable" va de zéro à 50, tandis que "probable" va de 50 à 100?

Réponse

66. Non. Pour les raisons données dans la réponse à la question n° 35 a), la question de savoir s'il est probable qu'une chose se produira, en particulier dans le contexte d'un réexamen à l'extinction, ne peut être réduite à des chiffres mathématiques.

c) Le terme "probable" signifie-t-il simplement que quelque chose a plus de chance de se produire que de ne pas se produire et le terme "improbable" signifie-t-il que quelque chose a moins de chance de se produire que de ne pas se produire?

Réponse

67. Non. La notion de "probable" utilisée à l'article 11.3 ne suppose pas d'analyse comparative.

d) Existe-t-il des événements futurs dont la possibilité qu'ils se produisent peut être classée comme n'étant ni "probable" ni "improbable"? Peut-il y avoir un événement futur dont il est à la fois "probable" et "improbable" qu'il se produise? Êtes-vous d'accord avec la thèse selon laquelle un état de chose jugé probable ne peut pas en même temps être jugé improbable?

[35] *Webster's II New Riverside University Dictionary* (1994).
[36] *Voir id*.

Réponse

68. Le terme "likely" doit être examiné selon son sens ordinaire et selon les définitions du dictionnaire. Le terme "likely" pourrait avoir des sens allant du "possible" au "probable". Ainsi, "likely" peut signifier quelque chose de plus qu'une simple possibilité, mais quelque chose de moins qu'une "probabilité". En d'autres termes, sur une échelle de certitude relative, le sens du terme "likely" se situe quelque part entre le sens des termes anglais "possible" et "probable".

Question n° 36

Conformément à l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*, tout droit antidumping définitif *sera supprimé* cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé *à moins que* l'autorité chargée de l'enquête ne détermine qu'il est "probable" que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date, alors que le Règlement des États-Unis sur les réexamens à l'extinction déclare que le Secrétaire *abroge* une ordonnance *uniquement lorsque* le Secrétaire détermine qu'il est *peu probable* que le dumping subsiste ou se reproduise du fait de l'abrogation. Les États-Unis sont-ils d'accord avec cette description? Du fait de l'application du critère "improbable" pour l'abrogation, la charge de la preuve imposée aux exportateurs est-elle plus lourde que ce qui est compatible avec les prescriptions de l'article 11.3?

Réponse

69. Non. L'emploi du terme "improbable" dans le Règlement n'établit pas d'obligation de fond. C'est une référence à une détermination de la probabilité négative. Comme on l'a vu plus haut, le Règlement qui utilise l'expression "peu probable" est de nature procédurale et les références à la détermination de la probabilité négative visent à indiquer quand le délai alloué pour publier l'avis d'abrogation commence à courir, selon le Règlement, et quand il se termine. La Loi antidumping, en son article 751 c) 1), spécifie l'obligation de fond dans les réexamens à l'extinction et indique que le DOC doit procéder à un réexamen à l'extinction pour déterminer s'"il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira" si l'ordonnance est abrogée.

Question n° 37

Dans quel sens le Règlement sur les réexamens à l'extinction et le Policy Bulletin des États-Unis utilisent-ils l'expression "peu probable" alors que la Loi utilise le terme "probable"? Compte tenu du lien juridique existant en droit américain entre la Loi et le Règlement, comment le DOC applique-t-il ces deux critères?

Réponse

70. Dans le Règlement comme dans le *Sunset Policy Bulletin*, l'expression "peu probable", dans le contexte d'une détermination à l'extinction, est employée pour désigner une détermination de la probabilité négative. Ni le Règlement ni le *Sunset Policy Bulletin* n'utilisent l'expression "peu probable" pour énoncer un quelconque critère à employer pour faire une détermination à l'extinction. En ce qui concerne les réexamens à l'extinction, le critère de la probabilité est mentionné dans la Loi antidumping à l'article 751 c) 1). Il n'y a donc pas conflit entre le critère de la probabilité énoncé dans la Loi et l'expression "peu probable" utilisée dans le Règlement et dans le *Sunset Policy Bulletin* s'agissant d'une détermination de la probabilité négative.

Question n° 40

L'article 11.3 prescrit que tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé à moins que l'autorité chargée de l'enquête ne "détermine" qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date. Quel est le sens et la teneur du mot "déterminer" à l'article 11.3? Quelles obligations éventuelles impose-t-il à l'autorité chargée de l'enquête dans le cadre d'un réexamen à l'extinction? Plus spécifiquement, entraîne-t-il des obligations pour l'autorité chargée de l'enquête quant aux mesures qu'elle doit prendre pour s'informer afin d'établir sa détermination?

Réponse

71. Le sens donné au mot "déterminer" à l'article 11.3 est son sens ordinaire – "décider" quelque chose. Dans le contexte de l'article 11.3, l'autorité compétente doit décider s'il est ou non probable que le dumping et le dommage subsisteront et se reproduiront si le droit est supprimé. La seule obligation tient au fait qu'il doit y avoir dans le dossier des éléments de preuve suffisants pour étayer la décision de l'autorité administrante.

Question n° 41

Aux paragraphes 34 et 35 de sa communication orale, le Japon fait valoir qu'une autorité chargée de l'enquête dans un réexamen à l'extinction devrait prendre en considération des éléments de preuve positifs additionnels pour procéder à une analyse prospective. Quels "autres facteurs" une autorité chargée de l'enquête devrait-elle ou doit-elle considérer outre les faits antérieurs? Où dans l'Accord trouvez-vous le fondement juridique de votre point de vue?

Réponse

72. L'analyse effectuée dans un réexamen à l'extinction doit nécessairement être orientée vers l'avenir parce que le but d'un réexamen au titre de l'article 11.3 est de prédire le comportement futur des exportateurs visés par un droit antidumping si la discipline imposée par l'ordonnance est supprimée. Ainsi, l'examen des facteurs qui ont servi à faire progresser cette analyse prospective peut être pertinent pour l'enquête. D'autres facteurs qui peuvent être pris en considération sont les données relatives aux coûts, aux prix, au marché ou données économiques que l'autorité administrante juge pertinentes pour l'enquête relative à la probabilité.

Question n° 49

Au paragraphe 25 de leur déclaration orale, les États-Unis exposent leur vue de la nature qualitative de la détermination par le DOC de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira, dans le cadre des réexamens à l'extinction.

a) Les États-Unis considèrent-ils l'analyse de la probabilité concernant l'élément dumping dans un réexamen à l'extinction comme étant strictement qualitative – par opposition à une analyse quantitative? Si les États-Unis la considèrent comme strictement qualitative, comment établissent-ils la distinction entre "probable" et "peu probable"?

Réponse

73. Dans un réexamen à l'extinction, l'analyse est par nature une analyse qualitative – on cherche à savoir s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira à l'avenir. Le montant ou l'ampleur du dumping ne sont pas importants pour ce qui est de savoir si le dumping subsistera ou se

reproduira en l'absence de la discipline. Selon la conclusion à laquelle l'Organe d'appel est parvenu dans l'affaire *Acier en provenance d'Allemagne*, il n'y a pas de prescription *de minimis* dans le contexte d'un réexamen à l'extinction.[37] Il n'est donc pas nécessaire de quantifier la marge de dumping pour cette raison, et rien dans l'article 11.3 n'indique que la quantification de la marge de dumping soit nécessaire pour toute autre raison. Pour faire une détermination de la probabilité positive, l'article 11.3 exige seulement une détermination sur le point de savoir s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira, non une détermination établissant qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira à un niveau précis.

74. En ce qui concerne la question de savoir si le terme "likelihood", tel qu'il est employé à l'article 11.3, est fondé sur des notions liées au calcul des probabilités, les États-Unis ont insisté sur la distinction entre les notions de "likelihood" et de "probability". De plus, quand bien même le Groupe spécial constaterait que des notions liées au calcul des probabilités sont incluses dans le terme "likelihood", cela n'impliquerait aucune obligation de quantifier le dumping de manière précise aux fins des réexamens à l'extinction. De fait, cela n'impliquerait même pas une obligation de chiffrer des probabilités précises aux fins de tels examens. À la connaissance des États-Unis, il n'y a pas de Membre qui ait cherché à chiffrer des probabilités précises dans le contexte de déterminations de la probabilité à l'extinction.

b) Dans ce cas, comment les États-Unis concilient-ils leur point de vue avec l'expression "dans la mesure nécessaire" utilisée à l'article 11.1 de l'Accord antidumping, qui pourrait être comprise comme exigeant qu'un quelconque critère quantitatif s'applique à la détermination de la probabilité d'un dumping?

Réponse

75. L'article 11.1 n'énonce aucune obligation de quantifier le dumping lorsque l'on fait une détermination sur le point de savoir si un droit antidumping devrait rester en vigueur. L'article 11.1 énonce simplement une obligation générale en vertu de laquelle, après l'imposition d'un droit antidumping, le maintien en vigueur de ce droit est assujetti à certaines disciplines. La règle générale de l'article 11.1 souligne la prescription voulant que les droits antidumping soient périodiquement réexaminés et met en lumière les facteurs qui doivent éclairer ces réexamens.[38] Comme l'article 11.1, l'article 11.3 n'énonce aucune obligation de fond de faire une détermination sur une base quantitative. Bien plutôt, l'article 11.3 exige que l'autorité administrante fasse une détermination en se fondant sur la probabilité du dumping futur, une analyse intrinsèquement prospective et qualitative.

c) Comment les États-Unis concilient-ils ce point de vue qualitatif avec leur utilisation de facteurs quantitatifs tels que l'évolution des volumes d'importation et l'existence de marges de dumping?

Réponse

76. Le DOC utilise l'*existence* des marges de dumping pour faire son analyse qualitative, mais ne prend pas en considération l'*importance* des marges lorsqu'il fait cette analyse. L'analyse qualitative effectuée par le DOC s'attache essentiellement aux facteurs qui indiquent s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira à l'avenir. Les principaux éléments de l'analyse du comportement passé effectuée par le DOC – pour savoir s'il y a du dumping ou si les exportateurs peuvent faire des expéditions du même volume qu'avant l'ordonnance – sont des indicateurs extrêmement probants du comportement futur des exportateurs. Ces indicateurs sont de nature qualitative.

[37] *Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 92.
[38] *Voir Acier en provenance d'Allemagne*, paragraphe 70.

77. Le DOC impose bien son propre critère *de minimis* dans les réexamens à l'extinction, mais ce critère *de minimis* n'est pas imposé en vertu de quelque obligation internationale. L'importance du dumping à l'époque de l'analyse n'entre pas en ligne de compte lorsqu'il s'agit de déterminer si le dumping subsistera ou se reproduira à l'avenir. L'article 11.3 dispose que les autorités administrantes doivent déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. Une marge de dumping égale à zéro au moment du réexamen n'est pas nécessairement déterminante lorsqu'il s'agit de savoir si le dumping se reproduira. D'ailleurs, l'Accord antidumping reconnaît ce fait par sa note de bas de page 22.

78. Le volume des importations est important parce qu'il peut être une indication probante de l'aptitude d'un exportateur à vendre lorsque la discipline imposée par une ordonnance est en vigueur et de l'effet que cette ordonnance peut avoir sur le comportement futur. Si, lorsque l'ordonnance est en vigueur, un exportateur ne peut pas vendre aux États-Unis au même volume qu'avant l'imposition de l'ordonnance, même s'il ne pratique pas le dumping, ce fait peut indiquer que si la discipline était supprimée, cet exportateur ne pourrait pas, sans pratiquer de dumping, vendre aux mêmes volumes qu'avant l'imposition de l'ordonnance. Le DOC ne fait pas porter l'essentiel de son analyse sur l'importance des modifications intervenues dans les volumes importés, mais bien plutôt sur le fait que les volumes ont diminué de façon notable et sont restés à ces niveaux plus faibles depuis l'imposition du droit. En d'autres termes, l'absence de dumping peut n'être due qu'au fait que les volumes des importations sont faibles, et l'on peut donc s'attendre que ces importations retrouveront leur niveau antérieur à l'imposition de l'ordonnance une fois l'ordonnance abrogée.

d) Les États-Unis font également observer que, selon eux, l'existence d'un dumping actuel est très probante du fait que ce dumping subsistera. Les États-Unis pourraient-ils identifier et expliquer les facteurs qualitatifs éventuels que le DOC prend en considération dans ses déterminations en matière de dumping dans le cadre d'un réexamen à l'extinction?

Réponse

79. Le DOC se fonde essentiellement sur les éléments de preuve de l'existence d'un dumping pendant la période antérieure au réexamen à l'extinction ainsi que des effets que l'ordonnance a eus sur le niveau des importations depuis qu'elle a été imposée. Lorsque des éléments de preuve convaincants et des "raisons valables" sont avancés, les facteurs tenant à la capacité de production, aux débouchés et aux coûts, ainsi que d'autres données économiques sont également pris en considération. Le DOC peut aussi examiner d'autres éléments de preuve pertinents pour sa détermination de la probabilité, tels que l'annonce de leurs projets d'avenir faite au public par les exportateurs.

80. L'exportateur est la seule partie qui puisse faire la lumière sur ce qu'il croit devoir être son comportement en matière d'établissement des prix à l'avenir, parce que seul l'exportateur sait ce que sont ses projets d'avenir. Si l'exportateur pratique le dumping lorsque la discipline imposée par une ordonnance est en place, il est le seul à pouvoir expliquer comment son comportement changerait si l'ordonnance était abrogée. Dans un réexamen à l'extinction, l'exportateur peut présenter tous éléments de preuve de nature, selon lui, à montrer s'il est probable que le dumping pratiqué par cet exportateur subsistera ou se reproduira.

e) Le Groupe spécial note que l'évolution des volumes d'importation est un des facteurs utilisés par le DOC pour établir sa détermination de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Le DOC considère-t-il qu'il réalise une analyse de la probabilité que des importations fassent l'objet d'un dumping ou une analyse de la probabilité d'un dumping ou les deux, et peut-il expliquer ses motifs? Le DOC convient-il que la probabilité d'un dumping dans un réexamen à l'extinction est généralement régie par l'article 2 qui prévoit une évaluation

quantitative de la différence entre le prix à l'exportation et la valeur normale? Dans ce cas, comment concilie-t-il cela avec son point de vue – si c'est bien son point de vue – à savoir que l'évaluation de la probabilité au titre de l'article 11.3 est une évaluation qualitative?

Réponse

81. Le DOC établit par son analyse s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira en l'absence de la discipline. Une analyse de la probabilité au titre de l'article 11.3 n'exige pas une détermination de l'importance de la marge de dumping parce que le montant du dumping n'entre pas en ligne de compte lorsqu'il s'agit de savoir si le dumping subsistera ou se reproduira si la discipline est supprimée. En d'autres termes, dans le cadre d'un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3, la question n'est pas de savoir *dans quelle mesure* les exportateurs pourraient pratiquer le dumping à l'avenir, mais simplement s'ils pratiqueront le dumping à l'avenir dans le cas où l'ordonnance serait abrogée. Étant donné qu'il n'y a pas d'obligation au titre de l'article 11.3 de calculer une marge de dumping, les dispositions de l'article 2 relatives au calcul d'une marge de dumping ne sont pas applicables aux réexamens à l'extinction.

f) Veuillez préciser si ce point de vue sur la nature de la détermination concerne uniquement l'élément dumping d'un réexamen à l'extinction ou s'il concerne également l'élément dommage dans les réexamens à l'extinction.

Réponse

82. L'analyse de la probabilité requise par l'article 11.3 de l'Accord antidumping est essentiellement une analyse qualitative, étant donné la nature prospective et prédictive de l'enquête. Bien que l'analyse de la probabilité soit une analyse qualitative, elle n'est pas dépourvue de certains éléments quantitatifs. Selon l'article 11.3, l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer s'il est probable que le dommage important se maintiendra ou se reproduira si les ordonnances sont abrogées, ce qui exige l'évaluation du volume probable, des effets sur les prix ainsi que de facteurs relatifs à la branche de production pertinents. Pour ce faire, elle examine des renseignements statistiques portant sur des facteurs comme les volumes d'importation, les effets sur les prix et les indicateurs financiers relatifs à la branche de production nationale avant et après l'imposition de l'ordonnance.

Question n° 50

Au paragraphe 42 de sa déclaration orale, le Japon fait valoir que dans le réexamen à l'extinction en cause, les sociétés japonaises interrogées n'ont en fait disposé que de 15 jours pour soumettre leurs réponses de fond. Comment les États-Unis répondent-ils à cette affirmation?

Réponse

83. Le 14 mai 1998, le DOC a publié au *Federal Register* le calendrier final des réexamens à l'extinction des "Ordonnances transitoires", c'est-à-dire des ordonnances antérieures à l'Accord sur l'OMC.[39] Cet avis indiquait qu'il était prévu d'engager le réexamen à l'extinction concernant l'acier résistant à la corrosion en provenance du Japon en septembre 1999. Par la suite, avant d'engager le réexamen, le DOC a écrit à toutes les parties qui avaient participé aux procédures antérieures concernant l'acier résistant à la corrosion en provenance du Japon pour les informer à l'avance de l'engagement du réexamen à l'extinction. Le Japon et les producteurs japonais, y compris NSC, savaient donc plus de 15 mois avant la date prévue pour l'engagement du réexamen à l'extinction

[39] *Sunset Initiation Schdule*, 63 FR 29372. Pièce n° 18 du Japon.

portant sur l'acier résistant à la corrosion en provenance du Japon quand ce réexamen devait être engagé.

84. L'allégation formulée par le Japon dans sa déclaration orale, selon laquelle il n'avait disposé que de 15 jours "après avoir été informé" d'avoir à verser au dossier une réponse de fond est incorrecte. Les exportateurs japonais ont su qu'ils auraient à verser au dossier une réponse de fond lorsque le DOC a publié son calendrier de réexamen à l'extinction 15 mois avant l'engagement du réexamen en cause. Le Japon allègue qu'il ne le savait pas jusqu'à 15 jours avant la date limite parce que c'est alors que la branche de production nationale américaine a publié son avis d'intention de participer. Il apparaît donc que les exportateurs japonais ont fait dépendre de la participation de la banche de production américaine leur décision de préparer ou non une réponse de fond. Rien dans le Règlement du DOC n'obligeait les exportateurs japonais à attendre que les producteurs américains aient déposé leur avis d'intention de participer. Dans le réexamen en question, l'obligation de présenter une réponse de fond imposée aux exportateurs japonais par le Règlement du DOC est née dès que le DOC a engagé le réexamen à l'extinction. Le fait que les exportateurs japonais ont attendu pour établir leur réponse de fond le quinzième jour après l'engagement de la procédure relevait du choix de chaque entreprise.

Question n° 51

Veuillez indiquer les règles concernant les délais pour la communication des renseignements dans un réexamen à l'extinction en droit américain et expliquer si NSC a respecté ces délais dans le réexamen à l'extinction en cause.

Réponse

85. Les délais de procédure imposés pour les réexamens à l'extinction figurent dans le Règlement du DOC aux articles 351.218, 351.309 et 351.310. NSC a présenté en temps utile sa réponse de fond et sa réponse à titre de réfutation, ainsi que ses mémoire et contre-mémoire. Dans le réexamen à l'extinction en cause, NSC a demandé un délai supplémentaire pour présenter son mémoire et le DOC a accordé cette prorogation pour les mémoires et contre-mémoires de toutes les parties.

Question n° 52

En droit américain, l'avis d'intention qui doit être publié par les producteurs nationaux dans les réexamens à l'extinction contient-il des arguments de fond relatifs au dumping ou expose-t-il simplement l'intention des producteurs nationaux? Dans ce dernier cas quand, au cours du réexamen à l'extinction, les producteurs nationaux doivent-ils présenter leurs communications de fond au DOC?

Réponse

86. L'article 351.218 d) 1) ii) du Règlement du DOC énonce les prescriptions relatives à un avis d'intention émanant des parties intéressées nationales. Conformément à l'article 351.218 d) 3) i) du Règlement, les parties intéressées nationales et les parties intéressées défenderesses doivent présenter leurs communications de fond le trentième jour après l'engagement du réexamen.

Question n° 53

En droit américain, si une partie intéressée dans un réexamen à l'extinction souhaite présenter des renseignements de fond additionnels outre ceux qu'elle a présentés dans sa réponse de fond au questionnaire, doit-elle démontrer des "raisons valables" avant que ces points ne soient pris en considération?

Réponse

87. En son article 351.218 d) 3) iv) B), le Règlement du DOC ménage aux parties la possibilité de présenter tout renseignement qu'elles souhaitent voir le Secrétaire prendre en considération dans le réexamen à l'extinction. La Loi en son article 752 c) 2) et le Règlement en son article 351.218 d) 3) iv) exigent que la partie qui présente les renseignements concernant d'"autres facteurs" fasse la démonstration de "raisons valables" pour que le DOC prenne ces renseignements en considération dans un réexamen à l'extinction.

Question n° 54

Le Groupe spécial a-t-il raison de comprendre que, comme cela se passe généralement en vertu de la législation des États-Unis, dans le réexamen à l'extinction en cause, tant les producteurs nationaux que les sociétés japonaises interrogées ont présenté simultanément leurs communications de fond le trentième jour du réexamen à l'extinction et qu'aucune de ces parties intéressées n'a eu la possibilité de formuler des observations sur les questions de fond après cette date en l'absence de "raisons valables"?

Réponse

88. La réponse est non. Après avoir déposé leurs réponses de fond le trentième jour au plus tard, les parties peuvent par la suite présenter des observations quant au fond à titre de réfutation jusqu'au trente-cinquième jour. C'est ce qu'ont fait les producteurs américains et la NSC dans le réexamen en cause. De plus, les parties peuvent présenter des mémoires et des contre-mémoires contenant leurs observations sur n'importe laquelle des questions soulevées pendant le réexamen à l'extinction, et elles peuvent demander une audience publique. Dans le réexamen en cause, NSC et les producteurs nationaux ont présenté des mémoires et des contre-mémoires. Enfin, le Règlement du DOC en son article 351.302 dispose qu'une partie peut demander la prorogation de tout délai.

Question n° 55

Selon vous, est-il raisonnable d'attendre d'une partie intéressée qu'elle soit consciente de toutes les questions de fond susceptibles d'affecter le résultat du réexamen à l'extinction dans les 30 premiers jours de ce réexamen, sans savoir ce que les producteurs nationaux pourraient présenter au DOC, afin de pouvoir soumettre des renseignements de fond pertinents à ce dernier?

Réponse

89. La loi, le Règlement du DOC relatif aux réexamens à l'extinction et le *Sunset Policy Bulletin* sont autant de documents publics, publiés. Ces documents contiennent l'intégralité des renseignements dont les parties ont besoin de disposer pour savoir comment le DOC procédera au réexamen à l'extinction et quelles sont les questions de fond de nature à influer sur le résultat du réexamen à l'extinction. De plus, les parties intéressées ont la possibilité de réfuter les communications déposées par d'autres parties. Enfin, le Règlement prévoit la prorogation de tout délai sur demande.[40]

Question n° 56

Compte tenu de la durée d'un réexamen à l'extinction et du caractère prospectif de l'analyse qu'il peut entraîner, est-il possible qu'au cours du réexamen certaines questions susceptibles d'être pertinentes pour les déterminations de la probabilité du dumping par le

[40] *Voir* l'article 351.302 du Règlement du DOC.

DOC puissent être soulevées? Dans de tels cas, la législation des États-Unis prévoit-elle que les parties intéressées doivent démontrer des raisons valables afin que ces points soient pris en compte par le DOC ou le DOC prendra-t-il ces éléments en compte de sa propre initiative?

Réponse

90. Oui, il est possible qu'au cours d'un réexamen à l'extinction certaines questions susceptibles d'être pertinentes pour les déterminations de la probabilité du dumping par le DOC soient soulevées. De façon générale, une partie doit démontrer qu'elle a des "raisons valables" pour que des questions ou renseignements concernant d'autres facteurs relatifs aux prix, aux coûts, au marché ou à d'autres facteurs économiques soient pris en considération. Il est, toutefois, possible de démontrer l'existence de "raisons valables" en montrant que la question est "pertinente au regard des déterminations de la probabilité par le DOC". De plus, le DOC peut prendre en compte des questions et renseignements dont il a déterminé qu'ils sont pertinents pour le réexamen à l'extinction sans qu'il y ait démonstration de "raisons valables" par une partie intéressée. Il dépend des faits de chaque cause que le DOC prenne ou non en considération une question ou un renseignement.

Question n° 57

Conformément à l'article 6.2 de l'*Accord antidumping*: "*Pendant toute la durée* de l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts" (pas d'italique dans l'original).

a) L'article 6.2 de l'Accord s'applique-t-il aux réexamens à l'extinction, compte tenu du renvoi à l'article 6 que comporte l'article 11.4?

Réponse

91. Oui.

b) Supposons, pour les besoins de l'argumentation, que l'article 6.2 s'applique aux réexamens à l'extinction. Le Groupe spécial croit comprendre que, en droit américain, les réponses de fond aux questionnaires dans le cadre d'un réexamen à l'extinction doivent être communiquées dans les 30 premiers jours du réexamen. Étant donné qu'un réexamen complet à l'extinction dure bien plus longtemps que cela, cette approche est-elle conforme à l'article 6.2 de l'Accord?

Réponse

92. L'article 6.1.1 exige que les parties se voient ménager un délai de 30 jours pour répondre à un questionnaire. Le DOC a publié son "questionnaire" dans le Règlement à l'article 351.218 de façon générale et accorde l'intégralité des 30 jours pour répondre à ce questionnaire conformément à l'article 6.1.1. Le Règlement du DOC prévoit aussi que les parties, outre leurs réponses de fond, peuvent communiquer des réponses de fond à titre de réfutation, des mémoires, des contre-mémoires, et demander une audience publique. Par ailleurs, les parties peuvent demander une prorogation de tout délai.[41]

Question n° 58

En ce qui concerne la nature juridique et la teneur du critère des "raisons valables" appliqué par les États-Unis dans le cadre des réexamens à l'extinction:

[41] *Voir* l'article 351.302 du règlement du DOC.

a) Dans quel(s) instrument(s) ce critère est-il exposé? En quoi et dans quelle mesure s'agit-il d'un critère impératif ou facultatif?

Réponse

93. Le critère des "raisons valables" est exposé dans la loi à l'article 752 c) 2) et dans le Règlement du DOC à l'article 351.218 d) 3) iv). Ce critère est de nature à la fois impérative et facultative. La loi dispose que le DOC est tenu de prendre en compte les "autres facteurs" tels que prix, coûts, marché ou autres conditions, lorsqu'"il est fait état de raisons valables". La loi prévoit aussi que le DOC déterminera s'il existe des "raisons valables" ou si les autres facteurs sont pertinents pour la détermination de la probabilité. Ainsi, tandis que la loi fait obligation au DOC de prendre en compte d'autres facteurs lorsqu'il est fait état de raisons valables, elle lui laisse le pouvoir discrétionnaire de déterminer, pour commencer, si des "raisons valables" ont été démontrées.

b) Veuillez expliquer la notion de "raisons valables" et comment ces raisons valables peuvent être démontrées dans la pratique en droit américain. Veuillez vous référer à tout instrument juridique pertinent sur ce point.

Réponse

94. Selon l'article 752 c) 2) de la Loi, la prescription relative aux "raisons valables" est une prescription minimale à laquelle une partie doit satisfaire pour que le DOC prenne en considération d'autres facteurs dans sa détermination de la probabilité. La loi laisse à la discrétion du DOC le soin de déterminer si des "raisons valables" ont été démontrées. Dans les réexamens à l'extinction, le DOC détermine l'existence de "raisons valables" au cas par cas. Les renseignements relatifs aux "autres facteurs" doivent concerner ou expliquer le fait que les éléments que le DOC prend "normalement" en considération dans un réexamen à l'extinction (existence d'un dumping et faibles niveaux d'importation) peuvent ne pas être déterminants dans un cas particulier.

95. Par exemple, dans *Sugar & Syrups from Canada*[42], le DOC a initialement déterminé que la branche de production nationale n'avait pas démontré de "raisons valables" justifiant que le DOC prenne en considération une question d'établissement des prix dans le réexamen à l'extinction. Le DOC a reconsidéré sa décision et constaté des "raisons valables" d'examiner la question parce que tant la branche de production américaine que l'exportateur canadien ont fait valoir de façon convaincante que la question de l'établissement des prix sur le marché à l'époque considérée et des coûts pour la marchandise visée était pertinente en ce qui concernait la probabilité d'un dumping futur. De même, dans l'affaire *Brass Sheet & Strip from the Netherlands*[43], le DOC a déterminé qu'il avait été fait état de "raisons valables" parce que l'exportateur a fait valoir de manière convaincante que les renseignements concernant sa position sur le marché des États-Unis étaient tout à fait particuliers et pouvaient servir à expliquer pourquoi l'exportateur n'avait plus atteint les niveaux d'importation antérieurs à l'ordonnance depuis que l'ordonnance avait été imposée. Le DOC détermine donc qu'il existe des "raisons valables" lorsqu'une partie peut démontrer que les renseignements communiqués concernent ou expliquent le fait que l'existence d'un dumping ou de faibles niveaux d'importation ne sont pas nécessairement déterminants s'agissant de savoir s'il est probable que le dumping se maintiendra ou se reproduira.

c) Le Groupe spécial a-t-il raison de considérer que la prescription relative aux raisons valables en droit américain n'est pas un critère qui s'applique de manière indépendante? Le critère primaire est plutôt la détermination de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira, sur la base des marges de dumping et des volumes d'importation antérieurs et le critère des "raisons

[42] 64 Fed. Reg. 48362 (3 septembre 1999). Pièce n° 25 m) du Japon.
[43] 65 Fed. Reg. 735 (6 janvier 2000). Pièce n° 25 l) du Japon.

valables" est un critère additionnel limité ou conditionnel qui ne s'applique qu'en relation avec l'examen secondaire d'éventuels "autres facteurs" susceptibles d'être pertinents pour la détermination primaire.

Réponse

96. Oui; la prescription relative aux raisons valables contenue à l'article 752 c) 2) n'est pas un critère qui s'applique de manière indépendante. Tout exposé de "raisons valables" justifiant la prise en considération d'autres facteurs dans un réexamen à l'extinction doit concerner les éléments que le DOC considère comme ayant une valeur probante élevée aux fins de la détermination de la probabilité, à savoir l'existence de marges de dumping et le faible niveau des importations.

d) Comment les États-Unis répondent-ils à l'argument du Japon selon lequel la prescription relative aux raisons valables limite en fait la possibilité pour les parties intéressées de défendre pleinement leurs intérêts dans le cadre d'un réexamen à l'extinction?

Réponse

97. Comme on l'a examiné à fond dans le *Sunset Policy Bulletin*, le DOC fait normalement sa détermination de la probabilité en se fondant sur l'existence de marges de dumping et sur la régression des volumes d'importation. Le critère des "raisons valables" exige simplement que les parties démontrent à titre liminaire que leurs communications concernant les "autres facteurs" seront probablement nécessaires et pertinentes pour l'examen raisonné par le DOC de la question de la probabilité, étant donné les éléments que le DOC prend en considération en vertu de la loi. En conséquence, bien que les parties puissent présenter tous les renseignements qu'elles souhaitent, l'examen des renseignements relatifs aux "autres facteurs" n'est requis que dans la mesure où ils contribuent à expliquer que l'existence d'un dumping ou la régression des volumes d'importation n'indiquent pas qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira.

e) Le paragraphe 2 de l'article 1675 c) de la Loi des États-Unis, sous le titre "Considération d'autres facteurs", prévoit que si des raisons valables sont démontrées, l'autorité chargée de l'enquête prendra aussi en considération d'autres facteurs qu'elle juge pertinents. Pensez-vous que ce libellé est restrictif dans la mesure où il n'est pas conforme à la prescription concernant la "détermination" de l'article 11.3 parce qu'il exige que des raisons valables soient démontrées pour que ces autres éléments soient pris en compte et parce qu'il peut créer une limite artificielle à la prise en considération des autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur la détermination de la probabilité?

Réponse

98. Ni l'article 11.3, ni aucune autre disposition de l'Accord antidumping n'énoncent les facteurs que l'autorité administrante doit prendre en considération lorsqu'elle fait la détermination de la probabilité. Néanmoins, si les "autres facteurs" ont une incidence sur la détermination de la probabilité, c'est-à-dire s'il est probable qu'ils sont nécessaires à un examen raisonné de la question de la probabilité, alors les "raisons valables" auront été démontrées et le renseignement sera pris en considération.

f) Pourquoi la législation des États-Unis contient-elle une prescription liminaire relative aux "raisons valables" pour tenir compte de certains facteurs qui pourraient dans certaines circonstances, à première vue, sembler pertinents sans que des raisons valables soient démontrées?

Réponse

99. Ni l'article 11.3, ni aucune autre disposition de l'Accord antidumping n'énoncent les facteurs à prendre en considération dans l'établissement d'une détermination de la probabilité. La prescription relative aux "raisons valables" vise à limiter l'examen d'"autres facteurs" aux cas dans lesquels il est déterminé que les facteurs sont pertinents pour la détermination de la probabilité.

Question n° 59

Quelles étaient la nature et la teneur des renseignements additionnels fournis par NSC dans son mémoire du 11 mai 2000? NSC a-t-elle présenté des arguments pour convaincre le DOC d'accepter ces renseignements au titre du critère des "raisons valables"? Dans ce cas, quelle était la nature de ces arguments?

Réponse

100. NSC a tenté d'expliquer la baisse du niveau des importations de la marchandise visée depuis l'imposition de l'ordonnance en affirmant que l'existence de niveaux plus faibles n'était pas un élément important que le DOC devait prendre en considération dans sa détermination de la probabilité. NSC a expliqué qu'elle avait aux États-Unis une clientèle stable et qu'elle détenait un intérêt majoritaire dans une entreprise américaine de galvanisation qui fabriquait la marchandise visée. NSC a fait valoir que cette filiale américaine approvisionnerait les clients de NSC aux États-Unis et que NSC n'aurait pas besoin d'augmenter ses importations dans le cas où l'ordonnance serait abrogée.

101. NSC a fourni ces renseignements et cet argument pour la première fois dans son mémoire présenté à titre de réfutation. Elle n'a présenté aucun argument en faveur de l'examen de ces renseignements au titre du critère des "raisons valables", ni à l'époque où les renseignements ont été communiqués, ni plus tard. NSC n'a pas demandé non plus de prorogation du délai de présentation des renseignements, ni alors, ni plus tard. Par ailleurs, NSC n'a ni expliqué pourquoi ces renseignements et cet argument étaient présentés à un stade aussi tardif du réexamen à l'extinction, ni comment ces renseignements neutraliseraient le fait que NSC avait continué de pratiquer le dumping après l'imposition de l'ordonnance.

Question n° 60

La détermination finale dans le réexamen à l'extinction en cause indique que les renseignements additionnels présentés par NSC le 11 mai 2000 ne modifieraient pas la conclusion ultime du DOC concernant la probabilité que le dumping subsisterait. Pourquoi et comment le DOC a-t-il étendu sa détermination de manière à prendre en considération le scénario "même si", étant donné que le critère des raisons valables existait déjà en droit américain et supposant que le DOC se fondait sur ces critères? Quel poids éventuel le Groupe spécial devrait-il attacher à cette thèse "même si"?

Réponse

102. Le DOC a fait une détermination selon laquelle même si les renseignements avaient été pris en considération, cela n'aurait pas eu d'influence sur la détermination à l'extinction positive finale. Cette détermination subsidiaire a été faite pour répondre à toute décision défavorable qu'un tribunal ou un groupe spécial appelé à examiner les déterminations du DOC pourrait prendre au motif que le DOC aurait dû accepter ces renseignements et les prendre en considération pour la détermination à l'extinction finale. Pour le cas où un tel tribunal ou groupe spécial constaterait que la détermination du DOC rejetant les renseignements en question n'était pas conforme au droit ou n'était pas étayée par des éléments de preuve substantiels, le DOC a déjà indiqué la détermination qu'il ferait en cas de

renvoi de l'affaire après examen des renseignements, et le tribunal ou le groupe spécial devrait considérer la détermination subsidiaire comme étant la détermination du DOC.

Question n° 61

Une fois que le DOC a décidé qu'il n'allait pas accepter les renseignements fournis par NSC dans son mémoire le 11 mai 2000, quand et comment a-t-il informé NSC de sa décision?

Réponse

103. Le DOC a informé NSC dans la détermination à l'extinction finale et dans le Mémorandum relatif à la décision qui l'accompagnait, établie le 27 juillet 2000 et publiée dans le *Federal Register* le 2 août 2000.

Question n° 62

Sur quel fondement juridique le DOC s'appuie-t-il pour refuser de prendre en considération les renseignements additionnels communiqués par NSC le 11 mai 2000?

a) Le DOC a-t-il refusé de prendre en considération ces renseignements parce que NSC n'a pas respecté le délai? Ou le Groupe spécial doit-il comprendre que, bien que le délai pour la communication de ces renseignements n'ait pas été respecté, le DOC a néanmoins appliqué le critère des raisons valables et constaté qu'il n'y avait pas de raisons valables?

Réponse

104. Dans le Mémorandum relatif à la décision finale, le DOC a déterminé que NSC n'avait pas communiqué d'éléments de preuve de "raisons valables" dans sa réponse de fond comme l'exige l'article 351.218 d) 3) iv) du Règlement. De fait, NSC n'a présenté à aucun moment aucun argument en faveur de la communication de renseignements pendant le réexamen à l'extinction. En conséquence, le DOC a déterminé qu'il n'y avait pas de "raisons valables" d'examiner les autres facteurs présentés par NSC.

b) Le DOC était-il tenu d'expliquer *pourquoi* la communication n'avait pas été faite dans les délais (et non simplement de dire qu'elle n'était pas dans les délais)? Dans ce cas, quel en est le fondement juridique?

Réponse

105. Oui; dans le Mémorandum relatif à la décision finale, le DOC a expliqué que NSC n'avait pas fourni les renseignements pertinents dans sa réponse de fond, comme l'exigeait le Règlement du DOC.

c) Est-il possible en droit américain que le DOC accepte des renseignements additionnels au-delà du trentième jour dans un réexamen à l'extinction? Dans ce cas, veuillez citer l'instrument juridique pertinent.

Réponse

106. Oui; les parties peuvent demander une prorogation de tout délai prescrit dans le Règlement du DOC.[44] Par exemple, dans le réexamen en cause, NSC a demandé le 5 mai 2000 une prorogation

[44] *Voir* l'article 351.302 du Règlement du DOC.

du délai imparti pour présenter les mémoires. Le DOC a accédé à cette demande et prorogé les délais à la fois pour le mémoire et pour le contre-mémoire.

107. Par ailleurs, l'article 351.301 du Règlement du DOC dispose que le DOC peut demander des renseignements à tout moment pendant une procédure administrative, y compris un réexamen à l'extinction.

d) Êtes-vous d'accord avec la thèse selon laquelle ce n'est pas la même chose de décider qu'un renseignement donné n'est pas pertinent pour déterminer que le dumping subsistera et de décider que ce renseignement est pertinent pour la détermination mais qu'il n'en détermine pas le résultat?

Réponse

108. Oui.

e) Êtes-vous d'accord pour dire que même si une autorité chargée de l'enquête peut penser que les renseignements communiqués n'ont pas plus de poids que les éléments de preuve dont elle dispose, cela ne détermine pas la pertinence de ces renseignements?

Réponse

109. Oui.

f) Êtes-vous d'accord pour dire qu'en établissant un lien entre la prescription relative aux raisons valables et la présentation en temps utile de la communication de fond, le DOC peut en fait établir des déterminations qui ne tiennent pas compte de certains faits susceptibles d'être pertinents dans le réexamen à l'extinction?

Réponse

110. En l'espèce, NSC a d'abord présenté des renseignements et arguments concernant les "autres facteurs" dans son mémoire présenté à titre de réfutation. En vertu de l'article 351.218 d) 3) iv) du Règlement du DOC, ces renseignements et arguments doivent être communiqués dans la réponse de fond de la partie. NSC ne l'a pas fait. En tout cas, la question de savoir si la prescription relative à la présentation en temps utile a empêché l'examen des autres facteurs présentés par NSC est sans intérêt en l'espèce parce que NSC n'a pas demandé de prorogation du délai ni présenté aucun argument concernant les "raisons valables" pendant le réexamen à l'extinction.

111. Il pourrait arriver que le DOC fasse une détermination à l'extinction sans prendre en considération certains faits pertinents parce que la partie qui a présenté ces faits ne l'a pas fait en temps utile. Néanmoins, en pratique, les autorités administrantes doivent pouvoir fixer et faire respecter des délais pour pouvoir mener à bien les réexamens à l'extinction conformément aux obligations imposées par l'Accord antidumping. Selon les dispositions législatives et réglementaires américaines, les parties intéressées ont toutes les possibilités de défendre leurs intérêts exigées par les obligations résultant de l'Accord antidumping. De plus, l'article 351.302 du Règlement du DOC dispose qu'une partie peut demander la prorogation de tout délai et l'article 351.301 du même règlement dispose que le DOC peut demander des renseignements à tout moment pendant une procédure administrative.

g) Supposons que dans un réexamen à l'extinction donné, le DOC a considéré qu'un renseignement donné serait pertinent dans ses déterminations mais que ce renseignement a été communiqué en dehors des délais. En vertu de la législation

des États-Unis, le DOC serait-il obligé de refuser de prendre en considération ce renseignement ou aurait-il le pouvoir discrétionnaire de s'en servir?

Réponse

112. L'article 351.302 du Règlement du DOC dispose que le DOC a le pouvoir discrétionnaire d'autoriser une dérogation à l'un quelconque des délais réglementaires prévus par sa procédure ou de proroger l'un quelconque de ces délais. En vertu de l'article 351.302 c), une partie peut demander la prorogation d'un délai particulier et, en vertu de l'article 351.302 b), le DOC peut, à moins que ce ne soit expressément exclu par la loi, proroger, pour des raisons valables, tout délai fixé par son Règlement.

h) S'il existe des cas dans lesquels le DOC a pris en considération des renseignements bien qu'ils aient été communiqués après le délai, pourriez-vous fournir des copies des documents pertinents montrant que le DOC a agi de cette manière?

Réponse

113. De façon générale, le DOC peut, dans ses procédures administratives, accepter des communications après le délai réglementaire et il l'a déjà fait. Par exemple, dans l'enquête antidumping *Certain Hot-Rolled Carbon Steel from Ukraine* (66 Fed. Reg. 50401, 3 octobre 2001), le DOC a accepté des renseignements factuels additionnels émanant d'un exportateur présentés trois jours après l'expiration du délai fixé pour présenter une réponse au questionnaire supplémentaire. Le DOC a autorisé le versement au dossier de ces renseignements parce qu'il n'a pas jugé déraisonnable de les examiner compte tenu du délai imparti pour achever l'enquête.

114. Dans l'enquête antidumping *Certain Hot-Rolled Carbon Steel from South Africa* (66 Fed. Reg. 37002, 37004, 16 juillet 2001), la majorité des réponses au questionnaire fournies par un exportateur ont été fournies après la date limite. Dans cette affaire, le DOC a reçu les communications de l'exportateur avec un retard qui pouvait aller de un à 18 jours. Ces réponses et les renseignements qui les accompagnaient ont de même été notifiés avec retard aux autres parties à la procédure. En de nombreuses occasions, néanmoins, le DOC a accepté de telles communications et autorisé l'exportateur à remédier aux lacunes que présentaient ses réponses au questionnaire.

115. Dans le réexamen à l'extinction en cause, NSC a présenté des renseignements plus de sept mois après l'expiration du délai, alors que dans les cas cités ci-dessus, les auteurs des communications étaient en retard de quelques jours ou de quelques semaines. De plus, NSC avait eu 15 mois pour préparer sa réponse de fond, y compris les renseignements qui ont été présentés après l'expiration du délai.

Question n° 63

En refusant de prendre en considération les renseignements communiqués par NSC le 11 mai 2000, le DOC a-t-il en fait recouru aux "données de fait disponibles" au sens de l'article 6.8 de l'Accord? Dans ce cas, le DOC a-t-il pris en considération les dispositions de l'article 6.8 et celles de l'Annexe II de l'Accord?

Réponse

116. Non, le DOC n'a pas recouru aux "données de fait disponibles" parce qu'il avait dans le dossier tous les renseignements nécessaires pour faire la détermination à l'extinction finale.

Question n° 64

Le Groupe spécial note que les États-Unis ont fait référence au délai de 30 jours comme étant compatible avec l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping*. Veuillez expliquer les similarités et les différences éventuelles des prescriptions applicables aux États-Unis à la communication des renseignements dans les réexamens à l'extinction, les réexamens administratifs et les enquêtes. Dans les réexamens administratifs et les enquêtes, les parties sont-elles autorisées à fournir des renseignements autres que les renseignements de fond fournis (ou des renseignements additionnels) uniquement les 30 premiers jours? Un critère des "raisons valables" s'applique-t-il dans les réexamens administratifs et les enquêtes? Dans ce cas, est-il le même que le critère appliqué dans les réexamens à l'extinction? Si cela n'est pas le cas, veuillez expliquer les différences éventuelles.

Réponse

117. Dans le système américain, une "procédure" commence à la date du dépôt d'une demande et se termine à la révocation d'une ordonnance, entre autres choses.[45] Une procédure en matière de droits antidumping se compose d'un ou de plusieurs "segments".[46] Un "segment" est une partie de la procédure qui peut faire l'objet indépendamment d'une révision judiciaire. Par exemple, une enquête en matière de droits antidumping, un réexamen administratif ou un réexamen à l'extinction constitueraient chacun un segment d'une procédure.[47]

118. Chaque segment a un commencement (mise en route) et une fin (détermination finale ou résultats finals). Chaque segment a son propre dossier administratif distinct. Pour chaque segment de la procédure, il y a des délais différents pour la présentation de renseignements factuels et de moyens. Chaque détermination finale est fondée uniquement sur les renseignements versés et figurant au dossier administratif correspondant à ce segment. La détermination finale, et le dossier distinct sur lequel elle est fondée, peuvent faire l'objet d'un réexamen judiciaire.

119. Dans toute procédure menée par le DOC, qu'il s'agisse d'une enquête, d'un réexamen administratif ou d'un réexamen à l'extinction, les parties peuvent communiquer tous les renseignements qui leur paraissent présenter de l'intérêt pour l'examen effectué par le Secrétaire dans cette procédure. Elles peuvent demander la prorogation des délais réglementaires fixés par le DOC.

120. De façon générale, les parties à des enquêtes et à des réexamens administratifs annuels peuvent présenter des renseignements supplémentaires après les 30 premiers jours prévus pour répondre au questionnaire. Bien que le DOC ait mis au point un formulaire générique de questionnaire pour les enquêtes et les réexamens administratifs annuels, ce questionnaire est notablement modifié dans chaque cas en fonction de la complexité du produit et d'autres facteurs.

121. Les délais sont spécifiquement conçus pour laisser à une entreprise interrogée suffisamment de temps pour établir des réponses à des demandes de renseignements détaillées, et pour laisser au DOC suffisamment de temps pour analyser et vérifier ces renseignements, dans les limites des délais imposés par la loi pour mener à bien les enquêtes et les réexamens administratifs annuels. Le DOC reconnaît que les parties peuvent avoir des difficultés à respecter certains délais dans le cours d'une enquête ou d'un réexamen, et a pris un règlement spécifique applicable aux demandes de prorogation de délais particuliers (par exemple, 19 CFR 351.302 c)).

122. D'autre part, dans chaque enquête ou réexamen administratif annuel, le DOC envoie normalement un ou plusieurs questionnaires additionnels, supplémentaires, afin de donner aux parties

[45] 19 CFR 351.102 (définition de "procédure").
[46] 19 CFR 351.102 (définition du "segment de procédure").
[47] *Voir* 19 CFR 351.102 (définition du "segment de procédure", exemples au paragraphe 2).

une possibilité de combler les lacunes de leurs réponses au questionnaire initial. La complexité des questions et des tâches requises dans le cadre d'une enquête ou d'un réexamen administratif annuel pour collecter et analyser les données (par exemple, les renseignements relatifs aux coûts et à l'établissement des prix et les dossiers financiers des entreprises) et pour calculer les marges de dumping exige que les délais de présentation soient plus étendus qu'il ne semblerait nécessaire dans le cas des réexamens à l'extinction.

123. Le critère des "raisons valables" n'est imposé par la loi que dans le cas des réexamens à l'extinction.

Question n° 65

Le Groupe spécial croit comprendre que dans le présent réexamen à l'extinction, puisque le DOC a constaté qu'il y avait dumping et que le volume des importations avait diminué à la suite de l'imposition de la mesure, il a conclu qu'il était probable que le dumping subsisterait. Dans ce processus, le DOC a-t-il également pris en considération d'"autres facteurs" éventuels sur la base de sa propre expérience ou sur la base des renseignements communiqués par les parties intéressées?

Réponse

124. Dans la détermination à l'extinction finale, le DOC n'a pas pris en considération d'"autres facteurs". Néanmoins, il a aussi déterminé que, s'il avait pris en considération l'allégation de NSC relative à d'"autres facteurs" concernant le volume des importations, cela n'aurait pas modifié le résultat final parce qu'il a déterminé, se fondant sur l'existence d'un dumping depuis l'imposition de l'ordonnance, qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait.

Question n° 66

Le Sunset Policy Bulletin indique que le DOC déterminera normalement qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira du fait de la suppression du droit lorsque certaines tendances sont évidentes en ce qui concerne le dumping et le volume des importations. Êtes-vous d'accord avec la thèse selon laquelle, si une autorité chargée de l'enquête supprime un droit antidumping après cinq ans, les exportateurs du produit visé peuvent augmenter leur prix à l'exportation afin qu'il n'y ait peut-être plus de dumping? Expliquez votre réponse.

Réponse

125. Les raisons pour lesquelles un exportateur peut ou non augmenter son prix à l'exportation ne sont connues que de lui. En l'absence de la discipline imposée par l'ordonnance, il est possible aussi que l'exportateur soit incité à relever le niveau du dumping. S'il est vrai, théoriquement, qu'un exportateur peut relever son prix lorsqu'un droit antidumping est supprimé, en l'espèce, le DOC a déterminé qu'un tel effet n'était pas probable parce que les exportateurs japonais ont continué de pratiquer le dumping malgré l'imposition de l'ordonnance.

Question n° 67

Le Groupe spécial doit-il comprendre que, de l'avis des États-Unis, une fois que l'autorité chargée de l'enquête a constaté que le dumping a subsisté et que le volume des importations a diminué après l'imposition du droit, cela constitue une raison suffisante de conclure qu'il est probable que le dumping subsistera? Ou le DOC poursuit-il son analyse au-delà de ces deux faits antérieurs?

Réponse

126. Conformément à la loi et comme cela est décrit dans le *Sunset Policy Bulletin*, lorsque le DOC a constaté que le dumping s'est poursuivi et que le volume des importations est resté faible pendant la période suivant l'imposition du droit, il détermine *normalement* qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. Les explications et arguments concernant ces éléments sont pris en considération et d'"autres facteurs" peuvent l'être aussi. Dans chaque réexamen à l'extinction, toutefois, la détermination à l'extinction finale est établie en fonction des faits de l'affaire particulière en cause.

127. En l'espèce, le DOC a constaté que les exportateurs japonais avaient pratiqué le dumping et que le volume des importations avait diminué et était resté faible depuis l'imposition de l'ordonnance. NSC a tenté bien tard d'expliquer en quoi la faiblesse du volume des importations ne donnait pas d'indication quant à son comportement futur, mais aucun autre renseignement n'a été présenté pendant le réexamen à l'extinction concernant le comportement futur des exportateurs japonais. En conséquence, le DOC a déterminé que l'existence d'un dumping de la part des producteurs japonais et la baisse notable du volume des importations depuis l'imposition de l'ordonnance démontraient qu'il était probable que ces importateurs pratiqueraient le dumping si l'ordonnance était abrogée.

Question n° 68

Pour établir sa détermination de la probabilité, le DOC cherche-t-il à voir s'il existe un lien de causalité entre la mesure imposant une discipline et le comportement des exportateurs? Cherche-t-il à savoir s'il existe une autre raison qui pourrait expliquer le comportement des exportateurs? Sur ce point, le DOC applique-t-il un critère "en l'absence de" (c'est-à-dire que le volume des importations ne diminuerait pas si la mesure n'était pas maintenue ou qu'"en l'absence" du maintien de la mesure le dumping se reproduirait ou subsisterait) pour comprendre si c'est le droit qui a motivé le comportement des exportateurs ou si un autre facteur est intervenu? Quel est selon vous le critère approprié et où se trouve-t-il dans la législation des États-Unis?

Réponse

128. Lorsqu'il fait une détermination de la probabilité, le DOC ne procède pas à une enquête hypothétique. L'exportateur est la seule partie qui puisse expliquer son comportement en matière d'établissement des prix et, dans le cadre d'une procédure de réexamen à l'extinction, il se voit ménager la possibilité d'expliquer, s'il choisit de le faire, son comportement actuel et son comportement futur possible. En l'espèce, NSC a tenté d'expliquer pourquoi le volume des importations était resté faible et pourquoi cette faiblesse n'était pas un élément de preuve convaincant d'un comportement futur. Ce qui est significatif, toutefois, c'est que NSC n'a jamais expliqué ou tenté d'expliquer pourquoi, alors même qu'elle avait pratiqué le dumping depuis l'imposition de l'ordonnance, elle cesserait de le faire si l'ordonnance était abrogée.

Question n° 69

Quels facteurs se rapportant spécifiquement à l'imposition d'un droit antidumping *ad valorem* déterminent le comportement des exportateurs en termes d'établissement des prix, et par conséquent en termes de marge de dumping une fois qu'un droit antidumping en pourcentage a été appliqué (droit dont on peut supposer qu'il est acquitté par les importateurs au moment de l'importation)? Pour quelle raison le DOC croit-il que c'est l'imposition du droit qui détermine le comportement des exportateurs après que le droit a été imposé et non d'autres facteurs? Dans la présente affaire, bien qu'il ait été constaté que les marges de dumping des exportateurs japonais avaient sensiblement baissé après l'imposition de la mesure, le DOC a néanmoins communiqué les marges de dumping initiales à l'ITC. Cela ne montre-t-il pas que le

DOC part du principe que les taux déterminés dans les réexamens administratifs ne s'appliquent pas parce que l'imposition du droit a affecté les taux calculés dans le cadre du réexamen administratif? Si cela n'est pas le cas, pourquoi alors le DOC n'a-t-il pas communiqué à l'ITC les taux les plus récents?

Réponse

129. Seuls les différents exportateurs savent pourquoi ils établissent leurs prix comme ils le font. Le DOC part du principe que l'imposition de l'ordonnance modifie le comportement des exportateurs et, si les exportateurs pratiquent le dumping alors qu'une ordonnance est en vigueur, ils pratiqueront le dumping s'il n'y a pas d'ordonnance en vigueur. Dans un réexamen à l'extinction, les parties peuvent présenter des renseignements et des moyens établissant que ce principe est dénué de fondement et inapplicable en l'espèce parce que d'autres facteurs montrent que l'exportateur cessera de pratiquer le dumping une fois l'ordonnance abrogée.

130. Comme on l'a expliqué ci-dessus, l'analyse à l'extinction est une analyse qualitative plutôt que quantitative. Dans un réexamen à l'extinction, l'enquête est axée essentiellement sur le comportement futur des exportations en l'absence de la discipline imposée par l'ordonnance. L'ampleur actuelle de la marge de dumping est sans intérêt pour l'enquête visant à déterminer s'il est probable que les exportateurs pratiqueront le dumping, à quelque niveau que ce soit, si l'ordonnance est abrogée. De fait, la question de savoir *pourquoi* les exportateurs pratiquent le dumping n'est ni requise ni examinée dans aucun type de procédure, qu'il s'agisse de l'enquête initiale, d'un réexamen administratif annuel ou d'un réexamen à l'extinction, parce que ou bien un exportateur pratique le dumping, ou bien il ne le fait pas. Par conséquent, en l'absence de quelque autre explication connue seulement de l'exportateur lui-même, la simple existence d'un dumping après l'imposition de l'ordonnance est un élément de preuve extrêmement convaincant du comportement de cet exportateur en l'absence de la discipline imposée par l'ordonnance.

131. *Normalement*, le DOC communique à l'ITC la marge de dumping établie à l'issue de l'enquête initiale parce que son taux est celui qui reflète le plus raisonnablement le comportement des exportateurs en l'absence de la discipline. Toutefois, lorsque les marges de dumping se sont réduites et que le volume des importations a augmenté ou est resté stable après l'imposition de l'ordonnance, le DOC peut conclure qu'il est probable que les exportateurs continueront à pratiquer le dumping aux taux plus faibles constatés dans un réexamen administratif plus récent.

132. Dans le réexamen à l'extinction en cause, le DOC a communiqué les marges de dumping établies à l'issue de l'enquête initiale parce que le volume des importations a diminué de façon appréciable après la publication de l'ordonnance, a continué de diminuer pendant toute la période où l'ordonnance était en vigueur et a diminué pendant les deux réexamens administratifs. Ainsi, les taux constatés lors de l'enquête initiale avaient une plus haute valeur probante du comportement des exportateurs en l'absence de la discipline imposée par l'ordonnance que les marges de dumping déterminées plus récemment.

Question n° 70

L'article 1675 c) de la Loi des États-Unis prévoit que l'autorité administrante doit prendre en considération les marges de dumping moyennes pondérées déterminées au cours de l'enquête et des réexamens ultérieurs. Veuillez expliquer quels sont ces réexamens ultérieurs et ce qui vous lie pour ce qui est des éléments que vous êtes tenus de prendre en considération au titre de cette disposition.

Réponse

133. L'article 752 c) de la Loi (19 U.S.C. § 1675 c)) exige que le DOC prenne en considération les marges de dumping déterminées au cours de l'enquête et des réexamens administratifs ultérieurs. Les réexamens ultérieurs sont les réexamens administratifs de l'éventuelle ordonnance instituant les droits antidumping, effectués après la publication de l'ordonnance. La disposition citée exige simplement que le DOC prenne en considération les marges de dumping constatées au cours de ces procédures pour faire sa détermination de la probabilité. Dans le réexamen à l'extinction en cause, le DOC a pris en considération le fait qu'il avait été constaté, lors des réexamens administratifs portant sur les périodes 1996-1997 et 1997-1998, que les exportateurs japonais pratiquaient le dumping.

Question n° 71

La législation des États-Unis autorise-t-elle l'ITC à rejeter ou à modifier la marge de dumping communiquée par le DOC dans un réexamen à l'extinction? Comment la marge communiquée par le DOC affecte-t-elle les déterminations de l'ITC en matière de dommage?

Réponse

134. L'"importance du dumping" que doit utiliser la Commission pour procéder à des enquêtes dans le cadre des réexamens effectués au bout de cinq ans est définie par la loi comme étant "la ou les marges de dumping déterminées par l'autorité administrante au titre de l'article 1675a c) 3) du présent titre".[48] L'ITC ne peut modifier la marge de dumping communiquée par le DOC.

135. L'article 752 a) 6) de la loi dispose que "la Commission *peut* prendre en considération l'importance de la marge de dumping" pour faire sa détermination dans le cadre d'un réexamen effectué au bout de cinq ans.[49] L'importance de la marge de dumping figure donc sur la liste des facteurs que l'ITC peut prendre en considération lorsqu'elle détermine l'incidence probable de la marchandise visée sur les producteurs nationaux du produit similaire.

Question n° 72

La première phrase de l'article 3.5 de *l'Accord antidumping* dispose que: "Il devra être démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causent*, par les effets du dumping,* ... un dommage ..." (pas d'italique dans l'original) L'USITC considère-t-elle le dumping comme une question quantitative dans son analyse du dommage, y compris dans son examen de la question de savoir s'il est probable qu'il y aura sous-cotation des prix, baisse des prix ou empêchement de hausse des prix? Comment l'ITC utilise-t-elle les marges de dumping communiquées par le DOC dans son analyse du dommage et de la question de savoir si le dumping cause un dommage ou s'il est probable qu'il causera un dommage?

Réponse

136. L'article 3.5 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit en ce qui concerne les enquêtes: "[i]l devra être démontré que les *importations faisant l'objet d'un dumping* causent, par les effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4, un dommage au sens du présent Accord". (Pas d'italique dans l'original.) D'après les termes mêmes de l'article 3.5, ce qu'il faut démontrer avant de pouvoir imposer un droit antidumping, c'est que ce sont les importations faisant l'objet d'un dumping qui causent un dommage. Bien plus, l'Accord donne des indications précises par référence aux paragraphes 2 et 4 de l'article 3.5 concernant la manière dont les effets des importations faisant l'objet d'un dumping doivent être évalués. Le paragraphe 3.2 fait obligation aux autorités chargées de

[48] 19 U.S.C. § 1677 35) C) iv).
[49] 19 U.S.C. § 1675a a) 6) (pas d'italique dans l'original).

l'enquête d'examiner l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les volumes et sur les prix. Le paragraphe 3.4 indique quels facteurs économiques pertinents l'autorité chargée de l'enquête doit prendre en considération pour évaluer l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping. L'importance que l'Accord attache aux effets sur les volumes et les prix des importations faisant l'objet d'un dumping dans la détermination de l'existence d'un dommage important est soulignée par l'article 3.1 lui-même, qui dispose que la détermination de l'existence d'un dommage "se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif a) du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et b) de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits".

137. Selon la législation des États-Unis, l'USITC doit, dans les réexamens à l'extinction, prendre en considération l'importance de la marge de dumping pour évaluer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira. L'accent reste mis, néanmoins, sur les effets probables sur les volumes et sur les prix des importations faisant l'objet d'un dumping. Rien dans l'Accord antidumping ne fait obligation à l'autorité de prendre en considération l'importance de la marge de dumping éventuelle lorsqu'elle effectue un réexamen à l'extinction.

Question n° 73

Dans les réexamens à l'extinction, comment les États-Unis traitent-ils les concepts de "dumping qui cause un dommage" et de "dumping probable en raison duquel il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira"? Une analyse du lien de causalité est-elle requise? Dans ce cas, quelle est la nature de l'analyse du lien de causalité réalisée par l'USITC dans un réexamen à l'extinction?

Réponse

138. Le membre de phrase "dumping probable en raison duquel il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira" n'apparaît pas dans ces termes à l'article 11. Le texte du Groupe spécial semble être une paraphrase de l'avant-dernière phrase de l'article 11.3, qui dispose qu'il sera mis fin à une ordonnance instituant des droits antidumping à moins qu'"il ne [soit] probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé". En lui-même, l'article 11.3 énonce les conditions nécessaires au maintien de l'ordonnance antidumping, à savoir qu'il soit probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si l'ordonnance est abrogée.

139. Même s'il n'y a qu'une différence subtile entre le texte employé par le Groupe spécial dans sa question et le libellé de l'Accord, cette différence est importante. Le texte du Groupe spécial suppose qu'il est approprié que la détermination de la probabilité concernant le dommage effectuée dans le cadre d'un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3 porte essentiellement sur l'élimination du dumping en tant que tel. En réalité, ce sont la suppression du droit ou l'abrogation de l'ordonnance imposant des droits antidumping et leurs effets que l'Accord invite l'autorité chargée de l'enquête à prendre en considération lorsqu'elle détermine s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira. Le dumping peut fort bien subsister après la suppression du droit. En vertu de la législation des États-Unis, l'USITC n'établit sa détermination concernant la probabilité d'un dommage que lorsque le DOC a fait une détermination selon laquelle il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira.

Question n° 74

Les obligations énoncées à l'article 3, et notamment à l'article 3.3, 3.4 et 3.5, s'appliquent-elles dans les réexamens à l'extinction?

Réponse

140. Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur réponse à la question n° 22 du Groupe spécial et dans des communications antérieures, les obligations énoncées à l'article 3.3 de l'Accord antidumping ne s'appliquent pas aux réexamens à l'extinction effectués au titre de l'article 11.3 de l'Accord.

141. Le critère en matière de dommage au titre de l'article 11.3 n'est pas le même que le critère en matière de dommage dans les enquêtes initiales, bien que l'un et l'autre aient certains éléments en commun. Dans une enquête initiale, la détermination de l'existence d'un dommage est régie par les dispositions de l'article 3 de l'Accord. L'article 3.1 de l'Accord indique même expressément quels facteurs les autorités chargées de l'enquête doivent prendre en considération pour établir "[une] détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994".

142. Le but de l'examen au titre de l'article 11.3 est de déterminer s'il est probable que par suite de la suppression du droit compensateur, le dommage subsistera ou se reproduira. La note de bas de page 9 relative à l'article 3 indique que le terme *dommage* employé dans l'ensemble de l'Accord "sera interprété conformément aux dispositions de cet article". Quant à l'article 3, il indique expressément trois critères généraux – le volume, l'effet sur les prix et l'incidence sur la branche de production nationale – qui sont pertinents pour toute détermination de l'*existence d'un dommage* au titre de l'Accord.

143. Ce qui est au centre d'un examen au titre de l'article 11.3, toutefois, diffère de ce qui est au centre d'une enquête initiale au titre de l'article 3. La nature et les nécessités pratiques des deux types d'enquête montrent bien que les critères ne peuvent pas être identiques pour l'une et l'autre. Dans une enquête initiale, les autorités chargées de l'enquête examinent la situation d'une branche de production nationale qui a été exposée aux effets des importations faisant l'objet d'un dumping. Dans cette enquête, l'autorité examine le rapport entre facteurs liés aux importations (tels qu'augmentations relatives et absolues du volume des importations et sous-cotation et autres effets sur les prix) et facteurs liés à la branche de production (données relatives aux échanges, à la situation financière et à l'emploi qui influent sur la situation de la branche de production et peuvent être l'indication d'un dommage actuel ou d'une menace imminente de dommage).[50] Cinq années plus tard, sous l'effet du droit compensateur, les importations faisant l'objet d'un dumping peuvent avoir diminué ou disparu du marché, ou encore si elles y restent présentes, peuvent l'être à un prix plus élevé que lors de l'enquête initiale, lorsqu'elles entraient sur le marché sans avoir à supporter de droits additionnels.

144. Ainsi, l'enquête envisagée dans un réexamen effectué au titre de l'article 11.3 est de nature hypothétique et suppose l'application d'un critère différent en ce qui concerne les volumes, les prix et les facteurs relatifs à la branche de production pertinents. L'autorité doit décider de l'incidence probable d'un futur changement du statu quo, c'est-à-dire de l'abrogation de l'ordonnance imposant le droit antidumping et de la suppression de ses effets restrictifs sur le volume et le prix des importations.

VIII. AUTRES QUESTIONS

Question n°76

Compte tenu de la complexité des questions soulevées par la branche de production nationale dans un réexamen à l'extinction, l'octroi d'un délai de cinq jours pour les réfutations suffit-il à satisfaire au critère relatif au "caractère raisonnable" auquel l'article X:3 du GATT de 1994 fait référence?

[50] *Voir* l'article 3.2 et 3.4 de l'Accord antidumping.

Réponse

145. L'article X:3 a) traite uniquement de l'*administration* de certains règlements, lois, décisions judiciaires et administratives d'application générale, *non* des règlements, lois et décisions administratives eux-mêmes.[51] L'article X:3 a) exige l'uniformité de traitement en ce qui concerne les personnes se trouvant dans la même situation.[52] L'article 351.218 d) 4) du Règlement du DOC dispose que toutes les parties doivent présenter des réfutations aux réponses de fond dans un délai de cinq jours à compter du dépôt des réponses de fond (avec possibilité de prorogation conformément à l'article 351.302). Le DOC a appliqué cette disposition de manière uniforme et constante dans l'administration de ses réexamens à l'extinction.

146. Avant la mise en œuvre du Règlement concernant les réexamens à l'extinction, les parties ont présenté leurs observations à propos du délai de cinq jours prévu à l'article 351.218 d) 4) pour la présentation de mémoires à titre de réfutation. La crainte était qu'une période de cinq jours ne soit insuffisante. Aussi, chaque avis d'engagement d'un réexamen à l'extinction, y compris l'avis d'engagement concernant le réexamen à l'extinction en cause[53], indique expressément que les demandes de prorogation du délai de cinq jours émanant des parties intéressées seront examinées conformément à l'article 351.218 d) 4) du Règlement du DOC.

[51] *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/R, rapport du Groupe spécial, adopté le 23 août 2001 ("*Acier laminé à chaud en provenance du Japon*"), paragraphe 7.267.

[52] États-Unis – Mesures antidumping visant les tôles d'acier inoxydable en rouleaux et les feuilles et bandes d'acier inoxydable en provenance de Corée, WT/DS179/R, rapport du Groupe spécial, adopté le 1er février 2001 ("Acier inoxydable en provenance de Corée").

Voir Initiation of Five Year Sunset Reviews of Anti-Dumping and Countervailing Duty Orders, 64 Fed. Reg. 47767, 47769 (1er septembre 1999).

[53] *Voir Initiation of Five Year Sunset Reviews of Anti-Dumping and Countervailing Duty Orders*, 64 Fed. Reg.47767, 47769 (1er septembre 1999).

ANNEXE E-4

OBSERVATIONS DU JAPON CONCERNANT LES RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL - PREMIÈRE RÉUNION

I. INTRODUCTION

1. Dans le présent document, le Japon réfute certaines réponses fournies par le gouvernement des États-Unis ("Les États-Unis") aux questions posées par le Groupe spécial à propos de la première réunion. À cette occasion, le Japon se limitera principalement à réfuter les arguments qui n'ont pas encore été considérés ou ceux par lesquels les États-Unis n'ont pas répondu de manière appropriée aux questions du Groupe spécial, notre deuxième communication et nos propres réponses aux questions du Groupe reflétant déjà dans une large mesure nos réfutations des réponses apportées par les États-Unis. En outre, dans le présent document, le Japon n'examine pas chacune des réponses aux différentes questions. Mais il examine les réponses à des problèmes particuliers soulevés dans le cadre des questions posées par le Groupe spécial.

2. Par ailleurs, le Japon réserve son droit de présenter des réfutations additionnelles des réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial à sa deuxième réunion.

II. INSTRUMENTS JURIDIQUES IMPÉRATIFS ET FACULTATIFS

A. LE SUNSET POLICY BULLETIN PEUT DONNER LIEU À UNE ACTION EN TANT QUE PRATIQUE GÉNÉRALE

3. Cherchant à faire valoir que le *Sunset Policy Bulletin* est facultatif, les États-Unis affirment qu'il s'agit d'une déclaration du DOC, non contraignante, qui fournit des "indications" générales sur la manière dont il mène ses réexamens à l'extinction.[1] Les États-Unis affirment qu'ils peuvent toujours s'écarter du *Sunset Policy Bulletin* dans la mesure où ils motivent cette décision.[2] C'est tout simplement inexact. Comme nous l'avons indiqué dans notre deuxième communication, le *Sunset Policy Bulletin* est en fait un instrument opérationnel, concret et indépendant qui a une "existence fonctionnelle" propre.[3]

4. En vertu des principes du droit administratif américain, les énoncés de principes généraux tels que le *Sunset Policy Bulletin* ont un caractère contraignant lorsque l'organisme considéré fonde ses "mesures d'application sur les principes et interprétations formulés dans le document".[4] Le DOC a suivi les préceptes du *Sunset Policy Bulletin* dans la totalité des 228 déterminations à l'extinction pour lesquelles il y a eu participation de la branche de production nationale.[5] Dans la totalité de ces cas, le DOC a observé les préceptes que représentent les scénarios factuels établis dans le *Sunset Policy Bulletin* pour déterminer s'il convenait de proroger l'application de droits antidumping. Aucune autre disposition – que ce soit dans la Loi, le Règlement sur les réexamens à l'extinction ou l'Énoncé des mesures administratives – n'établit avec précision de quelle manière le DOC effectue son analyse. Lors des réexamens à l'extinction, celui-ci fonde ses déterminations entièrement sur les instructions du

---

[1] *Voir* Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, paragraphe 6 (11 décembre 2002) (réponse à la question n° 1).

[2] *Voir id.*, paragraphes 6 et 31 (réponses aux questions n° 1 et n° 9).

[3] *Voir* Deuxième communication du Japon, paragraphes 7 à 15 (11 décembre 2002).

[4] *Voir id.*, note 17 (citant *Appalachian Power Co. v. Environmental Protection Agency*, 208 F.3d 1015, 1021 (D.C. Cir. 2000)).

[5] *Voir* pièce n° 31 du Japon.

Sunset Policy Bulletin ou les établit conformément audit bulletin. En conséquence, en vertu du droit administratif des États-Unis et à des fins pratiques, le *Sunset Policy Bulletin* a un caractère contraignant.

5. La déclaration faite par les États-Unis en réponse à la deuxième question du Groupe spécial, selon laquelle les "pratiques", en particulier les "pratiques futures", d'un Membre ne peuvent donner lieu à une action est dénuée de fondement.[6] Comme nous l'avons expliqué en détail dans notre deuxième communication[7], il ne fait aucun doute qu'un instrument opérationnel, concret et indépendant que le DOC a observé dans la totalité des 228 déterminations à l'extinction peut donner lieu à une action dans le cadre du Groupe spécial.

6. En outre, en avançant l'argument concernant la pratique future, les États-Unis cherchent désespérément à minimiser l'observation systématique et totale, par le DOC, du *Sunset Policy Bulletin*. En fait, lorsque le Groupe spécial a demandé aux États-Unis à la question n° 9 b), s'ils pouvaient citer des cas dans lesquels ils n'avaient pas suivi le *Sunset Policy Bulletin*, ils n'ont pu fournir un seul exemple.[8] Les États-Unis prétendent au contraire que les 228 cas dans lesquels le *Sunset Policy Bulletin* a été appliqué ne sont "rien d'autre que des applications individuelles de la législation antidumping des États-Unis".[9] Ils affirment aussi que le DOC ne "suit" pas les dispositions du *Bulletin*, mais qu'il se contente simplement d'évaluer les faits de la cause en question à la lumière des "indications" fournies par le *Sunset Policy Bulletin*.[10]

7. Contrairement à ce que soutiennent les États-Unis, ces déterminations à l'extinction positives sont bien plus que de simples "applications individuelles" du *Sunset Policy Bulletin*. Les États-Unis font abstraction du fait que le DOC s'est spécifiquement référé aux scénarios factuels du *Sunset Policy Bulletin* – ce qui est très commode pour eux – et a expliqué en quoi, pour la totalité de ces déterminations positives, les entreprises interrogées relevaient de l'un des trois scénarios "probables" de la section II.A.3. Le DOC examine rarement d'autres facteurs qui permettraient de réfuter la présomption, fondée sur ces scénarios, qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira.[11] De ce fait, le DOC n'a absolument jamais établi de détermination négative lors d'un réexamen à l'extinction lorsque la branche de production nationale avait choisi d'y participer. Aucun autre fait ne montre mieux que le *Sunset Policy Bulletin* a une "existence fonctionnelle" propre.

---

[6] *Voir* Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, paragraphes 7 à 11 (réponse à la question n° 2).

[7] *Voir* Deuxième communication du Japon, paragraphes 8 à 14.

[8] *Voir* Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, paragraphes 28 et 29 (réponse à la question n° 9 b)).

[9] *Voir id.*, paragraphe 7.

[10] *Voir id.*, paragraphe 28.

[11] Les États-Unis font valoir qu'ils ont demandé aux parties de présenter des renseignements factuels dans leur mémoire, dans l'affaire *Mechanical Transfer Presses from Japan*. *Voir* Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, note 21. Dans ce cas, toutefois, le DOC a demandé la présentation non pas d'autres facteurs, mais de renseignements sur les volumes d'importation antérieurs. Il a demandé que lui soient fournis des "éléments de preuve concernant la part de marché *avant* et après l'imposition de l'ordonnance". *Preliminary Results of Full Sunset Review; Mechanical Transfer Presses from Japan*, 65 Fed. Reg. 757. La part de marché antérieure fait partie des renseignements sur les volumes d'importation antérieurs que – selon le *Sunset Policy Bulletin* - le DOC doit réunir dans le cadre de l'application des quatre scénarios. *Voir* section II.A.4 du *Sunset Policy Bulletin*. Le DOC s'est donc efforcé de recueillir les renseignements prescrits lorsqu'il a examiné les quatre scénarios prévus par le *Bulletin*. Dans la détermination positive finale établie dans cette affaire, le DOC a constaté qu'il n'était pas satisfait au critère "peu probable", en indiquant ce qui suit: "nous ne sommes pas convaincus, sur la base des éléments de preuve au dossier, que la part de marché des entreprises interrogées se soit maintenue". *Final Results of Full Sunset Review: Mechanical Transfer Presses from Japan*, 65 Fed. Reg. 25705, *Issues and Decision Memo*, cmt. 1 (3 mai 2000). Peut être consulté sur le site suivant: http://ia.ita.doc.gov/frn/summary/japan/00-10926-1.txt.

8. Le *Sunset Policy Bulletin* est donc un instrument impératif *de facto* incompatible avec les règles de l'OMC, qui a une "existence fonctionnelle" propre. Il peut donc donner lieu à une action en vertu de l'Accord antidumping.

B. L'ARTICLE 351.222 I) 1) II) DU RÈGLEMENT SUR LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION DU DOC CONSTITUE UNE OBLIGATION IMPÉRATIVE ET N'A PAS SIMPLEMENT UN CARACTÈRE MINISTÉRIEL

9. Répondant à la question du Groupe spécial sur le point de savoir si l'article 351.222 i) du Règlement sur les réexamens à l'extinction du DOC était impératif ou facultatif, les États-Unis ont affirmé que "l'article 351.222 ne cont[enait] aucune obligation de fond".[12] Cette affirmation semble plutôt curieuse, ainsi qu'en a pleinement débattu le Japon dans sa deuxième communication écrite.[13] De plus, les États-Unis cherchent à répondre d'une manière équivoque en affirmant que 1'article 351.222 i) 1) ii) est à la fois impératif et procédural, ce qui n'est pas vraiment exact. Comme nous l'avons vu dans notre deuxième communication, cette disposition est impérative et a des implications tant sur le plan de la procédure que sur le plan du fond.[14]

10. En outre, l'affirmation des États-Unis selon laquelle le Groupe spécial devrait observer une déférence considérable à l'égard de leur point de vue sur le sens de leur propre législation et réglementation est erronée.[15] La déférence que le Groupe spécial devrait avoir n'est pas illimitée. Comme l'a constaté l'Organe d'appel dans l'affaire *Inde – Protection conférée par un brevet*[16], la déférence observée par le groupe spécial se termine dès lors qu'un Membre établit *prima facie* le bien-fondé de son argumentation.[17] Dès lors que les éléments de preuve et l'argumentation ont été présentés et établissent que la mesure contestée est incompatible avec les obligations contractées par un Membre dans le cadre de l'OMC, la charge de la preuve est renversée et c'est au Membre dont la mesure est contestée qu'il incombe de réfuter l'allégation *prima facie*. Dans la présente affaire, le Japon a clairement formulé une allégation *prima facie*, selon laquelle l'article 351.222 i) 1) ii) n'était pas compatible avec les règles de l'OMC.[18]

11. De surcroît, le seul fait qu'un groupe spécial observe une déférence à l'égard d'un Membre lorsqu'il explique le sens de sa propre législation ne signifie pas qu'il acceptera tout simplement toute explication fournie par ce Membre. Un groupe spécial doit "examiner" la nature de la législation nationale qui est mise en cause et ne se contentera pas d'accepter en bloc l'explication que le Membre donne concernant le sens de cette législation. Les constatations du Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Loi antidumping de 1916*[19] viennent étayer cette conclusion. Dans cette affaire, le Groupe spécial a déclaré ce qui suit:

> Dans ces conditions, nous interprétons le terme "examen", tel que l'emploie l'Organe d'appel, dans ce sens que les groupes spéciaux n'ont pas nécessairement à accepter au pied de la lettre la qualification que le défendeur retient pour caractériser sa loi. Un

---

[12] Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, paragraphe 20 (réponse à la question n° 8 c)).

[13] *Voir* Deuxième communication du Japon, paragraphes 43 à 53.

[14] *Voir id.*, paragraphes 50 à 53.

[15] *Voir* Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, paragraphe 25 (réponse à la question n° 8 d)).

[16] *Voir* Rapport de l'Organe d'appel, *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, WT/DS50/AB/R, paragraphes 73 et 74 (19 décembre 1997) (affaire ci-après dénommée "*Inde – Protection conférée par un brevet*").

[17] *Voir id*.

[18] *Voir* Première communication du Japon, paragraphes 95 à 101; *voir aussi* Deuxième communication du Japon, paragraphes 43 à 53.

[19] *Voir* Rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Loi antidumping de 1916*, WT/DS136/R, paragraphe 6.51 (31 mars 2000).

groupe spécial pourra analyser l'application de la législation nationale et déterminer si le fonctionnement de la loi, tel que l'expose le défendeur, cadre avec la structure du système juridique de ce Membre. De la sorte, il sera en mesure de déterminer si cette loi, telle qu'elle est appliquée, est ou non en conformité avec les obligations du Membre considéré dans le cadre de l'Accord sur l'OMC.[20]

III. CRITÈRES EN MATIÈRE DE PREUVE POUR L'ENGAGEMENT DES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION À L'INITIATIVE DES AUTORITÉS

A. L'ENGAGEMENT AU TITRE DE L'ARTICLE 751 C) 1) ET 2) EST IMPÉRATIF

12. La déclaration des États-Unis selon laquelle le DOC n'engagerait pas de réexamen à l'extinction si la branche de production nationale ne manifestait aucun intérêt pour le maintien du droit antidumping[21] semble incompatible avec les autres réponses de ce pays et est, de toute façon, inexacte. Dans leur réponse à la question n° 1, les États-Unis indiquent que les dispositions légales où figurent les termes "shall" ou "will" sont obligatoires.[22] Dans sa première communication, le Japon souligne que l'article 751 c) 1) et 2) de la Loi douanière de 1930 (la "Loi") impose au DOC – par l'emploi des termes "shall conduct" et "shall publish", respectivement – d'engager automatiquement des réexamens à l'extinction de sa propre initiative.[23] Comme les États-Unis le font observer, ces dispositions sont impératives car elles ne contiennent aucun terme modificatif conférant un pouvoir discrétionnaire, comme le terme "normally". Les États-Unis confirment cette interprétation dans leur réponse à la question n° 10, lorsqu'ils affirment qu'ils engagent automatiquement tous les réexamens à l'extinction conformément à l'article 751 c) 2) de la Loi.[24] Pourtant, dans le paragraphe qui suit, dans la réponse à la question n° 11, les États-Unis se contredisent en reconnaissant que, si une partie nationale l'avisait par écrit que la branche de production nationale n'était plus intéressée par le maintien de l'ordonnance, le DOC n'engagerait pas automatiquement le réexamen à l'extinction.[25] En fait, les États-Unis n'ont pu mettre en évidence aucune ordonnance en matière de droits antidumping qui serait venue à expiration du fait d'un non-engagement – car il n'en existe aucune.

13. La réponse des États-Unis à la question n° 11 est donc elle aussi de nature à induire en erreur. Selon cette réponse, il semblerait que le DOC a le pouvoir discrétionnaire d'engager un réexamen à l'extinction de sa propre initiative. Comme le montrent les propres déclarations des États-Unis, ce n'est pourtant pas le cas. L'engagement automatique à l'initiative des autorités au titre de l'article 751 c) 1) et 751 c) 2) de la Loi est obligatoire.

IV. OBLIGATION DE DÉTERMINER LA PROBABILITÉ QUE LE DUMPING SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA

A. LE CRITÈRE "LIKELY" (PROBABLE) APPROPRIÉ EXIGE QUE LE DUMPING SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA "PROBABLY" (VRAISEMBLABLEMENT)

14. Dans leur réponse à la question n° 35 du Groupe spécial concernant la nature du critère de la "probabilité" et le niveau de certitude que celui-ci implique, les États-Unis allèguent que, "sur une échelle de certitude relative, le sens du terme "likely" se situe quelque part entre le sens des termes anglais "possible" et "probable"".[26] L'affirmation des États-Unis selon laquelle le terme "likely" ne

[20] *Id.*

[21] *Voir* Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, paragraphe 35 (réponse à la question n° 11).

[22] *Voir id.*, paragraphe 2 (réponse à la question n° 1).

[23] *Voir* Première communication du Japon, paragraphe 15.

[24] *Voir* Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, paragraphe 34 (réponse à la question n° 10).

[25] *Voir id.*, paragraphe 35 (réponse à la question n° 11).

[26] États-Unis *id.*, paragraphe 68 (réponse à la question n° 35 d)).

peut être interprété comme signifiant qu'un événement est "probable" (vraisemblable) est diamétralement opposée non seulement aux déterminations de groupes spéciaux antérieurs[27], mais aussi aux arrêts de leurs propres tribunaux nationaux. Le Tribunal du commerce international des États-Unis (ci-après dénommé "USCIT") a estimé expressément que le terme "likely" signifiait "probable" dans le contexte des réexamens à l'extinction concernant des droits compensateurs:

> Le DOC ne peut se contenter d'indiquer simplement qu'il existe une possibilité que les avantages soient encore conférés dans le cadre du programme. Il doit en fait faire des constatations de fait qui indiqueraient si ces avantages seraient "probable" (vraisemblables) en examinant quelle serait probablement leur importance ou s'ils subsisteraient pendant une période de temps notable après la fin du réexamen à l'extinction.[28]

15. En conséquence, l'affirmation des États-Unis selon laquelle le sens du terme "likely" se situe entre "possible" et "probable" est manifestement incompatible avec l'interprétation acceptée de ce terme dans la jurisprudence tant de l'OMC que des États-Unis. Il n'y a pas de sens intermédiaire comme l'affirment les États-Unis.

16. En outre, les États-Unis indiquent dans leur réponse à la question n° 49 que le DOC n'examine que l'existence des marges de dumping dans son analyse qualitative de la "probabilité" et ne prend pas en considération l'importance de ces marges.[29] Cette réponse montre exactement en quoi l'analyse, par le DOC, de la "probabilité" est en fait incorrecte. Premièrement, le fait de déterminer l'existence d'un "dumping" sans analyse quantitative est contraire à l'article 2 de l'Accord antidumping, comme nous l'avons vu dans nos précédentes communications.[30] Deuxièmement, le DOC n'effectue même pas une analyse quantitative ou qualitative de la "probabilité" d'un dumping. Le strict respect, par le DOC, du *Sunset Policy Bulletin* exclut tout examen de l'importance probable des marges de dumping sur la base des faits essentiels de l'affaire considérée. Pour ce dernier, les marges de dumping et les volumes d'importations antérieurs constituent le début et la fin de l'analyse; vu la manière systématique dont le DOC a décidé de proroger les ordonnances lors des réexamens à l'extinction, son analyse est littéralement dénuée de sens. Une pratique de ce type est contraire à l'obligation de procéder à une analyse prospective pour "déterminer" s'il est "probable" que le dumping se produira à l'avenir.[31]

B. LE DÉLAI DE 30 JOURS POUR LA COMMUNICATION DES RÉPONSES DE FOND LIMITE DE MANIÈRE DÉRAISONNABLE LA CAPACITÉ DE L'ENTREPRISE INTERROGÉE À PRÉSENTER UNE DÉFENSE EFFECTIVE

17. La réponse des États-Unis à la question n° 50 déforme la réalité et est de nature à induire en erreur. Les États-Unis affirment que NSC disposait de plus de 15 mois pour se préparer au réexamen à l'extinction et que cette société n'aurait pas dû "parier" sur la non-participation de la branche de

---

[27] *Voir* Deuxième communication du Japon, paragraphe 43, note 49 (citant les déterminations des groupes spéciaux dans l'affaire *États-Unis – DRAM*, WT/DS99/R, paragraphe 6.45 et l'affaire *Mexique – SHTF*, WT/DS132/R, paragraphe 7.177).

[28] *Voir AG def Dillinger*, Slip Op. 02-107, page 18 (pas d'italique dans l'original) (citant *Usinor Industeel, S.A. v. United States*, Slip Op. 02-39, page 13 (Tribunal du commerce international (2002), qui a été d'avis que, dans le contexte des déterminations de l'existence d'un dommage faites par l'USITC, le terme "likely" signifiait "probable" et non "possible").

[29] *Voir* Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, paragraphe 76.

[30] *Voir* Deuxième communication du Japon, paragraphes 87 à 91 et 109 et 110; *voir aussi* Réponses du Japon aux questions du Groupe spécial, paragraphes 54 et 145 à 147.

[31] *Voir* Deuxième communication du Japon, paragraphes 54 à 61 (où le Japon examine de manière plus approfondie l'analyse rétrospective de la probabilité – incompatible avec les règles de l'OMC – effectuée par le DOC).

production nationale.[32] Les États-Unis font ensuite observer que rien dans leur réglementation n'impose à l'entreprise interrogée d'attendre que la branche de production nationale ait fait part de son intention de participer au réexamen.[33] Les États-Unis continuent de ne pas saisir le sens véritable de l'argument du Japon.

18. Comme nous l'avons vu dans notre deuxième communication[34], les entreprises interrogées ne devraient pas être obligées de consacrer du temps et de l'argent à élaborer une réponse de fond lorsque cela n'est peut-être pas nécessaire. Elles devraient au moins ne pas avoir la charge d'élaborer une réponse de fond avant de recevoir le questionnaire, *c'est-à-dire* l'avis d'engagement dans la procédure de réexamen à l'extinction aux États-Unis.[35] En vertu de l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping, les autorités sont tenues d'accorder aux entreprises interrogées un délai bien défini de 30 jours pour répondre à leur questionnaire. Elles ne peuvent considérer, comme le laissent entendre les États-Unis, qu'une entreprise interrogée sera pleinement préparée à présenter à tout moment sa réponse de fond. En outre, le délai de 30 jours prévu à l'article 6.1.1 n'autorise pas les autorités à subordonner la réponse d'une partie aux actions d'une autre partie. Une partie doit disposer des 30 jours complets pour mettre au point sa réponse et ne doit pas être contrainte à passer une partie de cette période à attendre l'action d'une autre partie. La règle des 30 jours prescrite par le DOC est incompatible avec l'article 6.1.1.

19. Pour atténuer l'incompatibilité avec les règles de l'OMC, concernant non seulement l'article 6.1.1 mais aussi l'article 6.1, 6.2 et 6.6, les États-Unis se fondent sur le fait que NSC aurait pu demander une prorogation du délai prescrit pour la présentation de la réponse de fond.[36] La prorogation du délai initial de 30 jours constitue toutefois une obligation distincte pour les autorités, à côté de la règle des 30 jours prévue à l'article 6.1.1. De surcroît, le fait d'invoquer la possibilité de prorogation du délai de 30 jours n'est pas un bon moyen de défense lorsqu'il s'agit de répondre à l'allégation du Japon selon laquelle le DOC n'a pas satisfait à ses obligations dans le cadre de l'OMC en ne donnant pas aux entreprises interrogées d'amples possibilités de présenter des éléments de preuve. La question est de savoir si le délai dont dispose l'entreprise interrogée pour présenter ses renseignements de fond aux fins de sa défense peut, en vertu de l'article 6.1, 6.2 et 6.6, être limité à la période initiale de 30 jours.

20. Lorsqu'il leur a été demandé dans quels cas – le cas échéant – le DOC avait accepté et examiné des renseignements communiqués après le délai initial, les États-Unis ont cité l'exemple non pas de réexamens à l'extinction, mais de deux enquêtes initiales.[37] Les enquêtes citées sont dénuées de pertinence pour les réexamens à l'extinction car l'article 351.301 b) 1) du Règlement du DOC fixe un délai uniquement pour les enquêtes initiales, et non pour les réexamens à l'extinction. De plus, la période pendant laquelle des éléments de preuve peuvent être présentés en vertu de l'article 351.301 b) 1) va bien au-delà de la date à laquelle la réponse au questionnaire initial doit être communiquée aux autorités.[38] Cet article dispose ce qui suit:

{A} Les renseignements factuels doivent être communiqués au plus tard:

---

[32] *Voir* Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, paragraphe 84 (réponse à la question n° 51).

[33] *Voir id.*

[34] *Voir* Deuxième communication du Japon, paragraphes 74 à 76.

[35] *Voir id.*

[36] *Voir* Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, paragraphes 84 et 88 (réponses aux questions n° 51 et n° 54).

[37] *Voir id.*, paragraphes 113 et 114 (réponse à la question n° 62).

[38] *Voir* 19 C.F.R. § 351.301 b) 1). Selon le calendrier type des enquêtes initiales en matière de droits antidumping, le délai de présentation des renseignements est de 161 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête, ou de 28 jours après la date de la détermination préliminaire. Ce délai sera prorogé si la date de la détermination préliminaire est reportée. *Voir* Annexe III de la Partie 351 – Deadlines for Parties in Antidumping Investigations, 19 C.F.R. Pt. 351, Annexe III.

> 1) Pour une détermination finale dans le cadre d'une enquête en matière de droits compensateurs ou de droits antidumping, sept jours avant la date à laquelle la vérification concernant toute personne devrait normalement commencer; toutefois, les renseignements factuels exigés d'une personne par les autorités chargées de la vérification devront habituellement être communiqués au plus tard sept jours après la date à laquelle la vérification concernant cette personne sera achevée.[39]

21. En revanche, le Règlement sur les réexamens à l'extinction du DOC ne contient pas de dispositions semblables. Il autorise uniquement la communication des éléments de preuve et de l'argumentation de fond durant les 30 premiers jours qui suivent l'engagement du réexamen.[40] Le DOC a appliqué scrupuleusement ce délai de 30 jours à la présente affaire.

22. La réponse des États-Unis à la question n° 64 est extrêmement éloquente. Dans cette question, le Groupe spécial demande si le DOC exige que tous les renseignements de fond, dans les enquêtes et les réexamens administratifs, soient communiqués dans les 30 premiers jours qui suivent l'ouverture de l'enquête ou l'engagement du réexamen et s'il est prévu un critère des "raisons valables" dans le cadre de ces procédures. La réponse est négative, mais les États-Unis éludent la question. Dans leur réponse, ils passent sous silence l'article 351.301 b) du Règlement du DOC, ce qui est très commode, et citent à la place l'article 351.302 qui prévoit des prorogations.[41] Comme nous l'avons vu plus haut, dans les enquêtes initiales, par exemple, le DOC acceptera habituellement des renseignements nouveaux au plus tard une semaine avant la date prévue pour la vérification, conformément à l'article 351.301 b), ou au plus tard 28 jours après la date de la détermination préliminaire, selon son calendrier type.[42] Lorsque le DOC a refusé d'autoriser la présentation d'informations communiquées tardivement, l'Organe d'appel a constaté que celui-ci devait accepter les renseignements même si les entreprises interrogées avaient dépassé la date limite prescrite à l'article 351.301 b) 1).[43] Le délai de 30 jours lors des réexamens à l'extinction est donc loin d'être raisonnable compte tenu des propres critères d'enquête du DOC et du précédent de l'Organe d'appel.

23. Les États-Unis citent une seule affaire de réexamen à l'extinction – *Transfer Presses from Japan* – dans laquelle ils ont autorisé la présentation de renseignements nouveaux après l'expiration du délai de 30 jours.[44] Les États-Unis se gardent toutefois de reconnaître que c'est le DOC qui a en fait demandé ces renseignements. De plus, les renseignements demandés concernaient les parts de marché antérieures.[45] Paradoxalement, la seule raison pour laquelle le DOC a demandé ces

---

[39] 19 C.F.R. § 351.301 b) 1).

[40] *Voir* 19 C.F.R. § 351.218 d) 3) iii).

[41] *Voir* Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, paragraphes 117 à 123 (réponse à la question n° 64).

[42] *Voir* 19 C.F.R. Pt. 351, Annexe III.

[43] L'Organe d'appel a déterminé que le DOC devait accepter les données communiquées par NSC après la date limite prévue à l'*article* 351.301 b), en disant que "si les autorités chargées de l'enquête détermin[aient] que les renseignements [avaient] été communiqués dans un délai raisonnable, l'article 6.1.1 exige[ait] la prorogation des délais fixés pour la communication des renseignements". *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R (24 juillet 2001), paragraphe 83.

[44] *Voir* Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, note 21, citant Preliminary Results of Full Sunset Review; Mechanical Transfer Presses from Japan 65. Fed. Reg. 753, 758 (6 janvier 2000) (le DOC a demandé que les renseignements factuels soient communiqués dans le mémoire) (affaire ci-après dénommée "Mechanical Transfer Presses from Japan").

[45] *Voir Mechanical Transfer Presses from Japan*, 65. Fed. Reg. 757. *Voir aussi, supra*, la note de bas de page 11.

renseignements est que le *Sunset Policy Bulletin* lui impose spécifiquement d'examiner les volumes d'importation antérieurs du point de vue des parts de marché.[46]

24. Dans la présente affaire, le DOC n'a ni demandé ni accepté la communication de renseignements de fond après la période initiale de 30 jours. Il a expressément refusé d'examiner les renseignements communiqués dans le mémoire. Une dichotomie aussi manifeste entre, d'une part, le régime applicable aux enquêtes initiales et, d'autre part, le présent réexamen à l'extinction, montre précisément combien le rejet, par le DOC, des renseignements communiqués par NSC était partial et subjectif. L'argument par lequel les États-Unis tentent de justifier le délai de 30 jours et selon lequel "les délais sont spécifiquement conçus pour laisser ... au DOC suffisamment de temps pour analyser et vérifier ces renseignements"[47] est dénué de tout fondement raisonnable.

25. Le fait que les États-Unis reconnaissent eux-mêmes, dans leur réponse à la question n° 64, que la prescription relative aux "raisons valables", en tant que condition préalable à la présentation d'autres éléments de preuve, n'existe dans aucune autre procédure dont le DOC a la charge vient encore étayer notre argumentation.[48] Il n'y a aucune raison plausible pour que le DOC restreigne la communication des éléments de preuve dans les réexamens à l'extinction alors qu'il ne le fait dans aucune autre procédure. Dans les réexamens à l'extinction en particulier, le DOC devrait être d'autant plus soucieux d'accepter d'autres éléments de preuve que la prescription relative aux déterminations figurant à l'article 11.3 a un caractère prospectif. L'intégralité du régime en matière de réexamens à l'extinction du DOC, du *Sunset Policy Bulletin* à la règle des 30 jours, démontre qu'il existe un dessein systémique, de la part des États-Unis, de maintenir indéfiniment l'application des droits antidumping. La pratique du DOC est donc de ce fait tout à fait incompatible avec l'article 11.3.

C. LA PRESCRIPTION RELATIVE AUX "RAISONS VALABLES" RENFORCE LA PRÉSOMPTION IRRÉFRAGABLE DU DOC ET EST INCOMPATIBLE AVEC LES RÈGLES DE L'OMC

26. Dans la réponse à la question n° 58 b), les États-Unis affirment que le réexamen à l'extinction de l'ordonnance en matière de droits antidumping, par le DOC, dans l'affaire *Sugar & Syrups from Canada* représente un cas dans lequel ce dernier a reconsidéré sa détermination préliminaire initiale et a constaté l'existence de "raisons valables" pour examiner la question présentée.[49] L'interprétation que les États-Unis donnent de cette affaire est de nature à induire en erreur. Dans les résultats finals du réexamen à l'extinction la concernant, le DOC a tout simplement déterminé que l'existence de marges de dumping au cours d'une période récente indiquait qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait à l'avenir.[50] Le DOC avait initialement constaté que le requérant n'établissait pas l'existence de "raisons valables" sur la base de l'argument concernant le volume des ventes[51], et avait donc rejeté les autres "éléments de preuve" présentés par ce dernier, selon lesquels il était probable

---

[46] *Voir Sunset Policy Bulletin*, section II.A.4.

[47] *Voir* Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, paragraphe 121 (réponse à la question n° 64).

[48] *Voir id.*, paragraphe 123 (réponse à la question n° 64).

[49] *Voir id.*, paragraphe 95 (réponse à la question n° 58 b)).

[50] *Voir Final Results of Full Sunset Review: Sugar and Syrups from Canada*, 64 Fed. Reg. 48362, 48363-64 (3 septembre 1999) (pièce n° 25m du Japon).

Dans l'affaire *Brass Sheet & Strip from the Netherlands*, que les États-Unis citent également dans leur réponse à la question n° 58 b) (paragraphe 95), le DOC a finalement rejeté l'argument des raisons valables et les éléments de preuve présentés par l'entreprise interrogée. *Voir Final Results of Full Sunset Review; Brass Sheet & Strip from the Netherlands*, 65 Fed. Reg. 735, 738 (6 janvier 2000) (pièce n° 25l du Japon).

[51] *Voir Preliminary Results of Full Sunset Review: Sugar and Syrups from Canada*, 64 Fed. Reg. 20253, 20254 (26 avril 1999) l'Association des producteurs de sucre de betterave des États-Unis (USBSA) n'a pas considéré le point de savoir si le dumping se maintenait à un niveau quelconque au-dessus du niveau *de minimis* après l'adoption de l'ordonnance antidumping. Elle a en fait fait valoir que les importations des marchandises visées avaient considérablement diminué immédiatement après l'adoption de l'ordonnance en 1980") (pièce n° 26 du Japon).

que l'entreprise interrogée poursuivrait le dumping.[52] Dans les résultats préliminaires, le DOC n'a pas pris en considération les renseignements concernant les coûts communiqués par l'entreprise interrogée dans sa réponse présentée à titre de réfutation.[53] Toutefois, dans les résultats finals, il a décidé d'accepter les allégations du requérant concernant l'existence de marges de dumping dans le mémoire et a utilisé les renseignements communiqués par l'entreprise interrogée pour confirmer l'existence de ces marges - comme le prescrit le *Sunset Policy Bulletin* -, justifiant ainsi le maintien des droits antidumping.[54] Cette affaire illustre là encore l'utilisation, par le DOC, du critère relatif aux "raisons valables" pour donner scrupuleusement effet à la présomption du *Sunset Policy Bulletin.* Elle ne permet pas de réfuter l'idée selon laquelle le DOC a besoin de restreindre la capacité des entreprises interrogées à présenter d'autres éléments de preuve prospectifs qui permettraient sans cela d'établir l'absence de probabilité de dumping à l'avenir.

27. Les réponses des États-Unis à la question n° 58 indiquent clairement que les quatre scénarios du *Sunset Policy Bulletin* constituent le principal critère utilisé par le DOC pour déterminer la probabilité d'un dumping et que tous les autres facteurs sont secondaires. Les États-Unis reconnaissent aussi que les entreprises interrogées doivent réfuter la présomption – dès lors que la probabilité d'un dumping est établie conformément aux trois scénarios décrits à la section II.A.3 du *Sunset Policy Bulletin* – en exposant des "raisons valables". Le critère des "raisons valables" est une prescription liminaire à laquelle il doit être satisfait pour que les autres facteurs puissent être examinés.[55] Les États-Unis affirment par ailleurs que les "autres facteurs" ne seront examinés que dans les cas où les renseignements montrent que le DOC ne peut fonder sa détermination à l'extinction sur le maintien du dumping ou sur une régression du volume des importations – c'est-à-dire des éléments de preuve antérieurs.

28. C'est précisément ce que veut dire le Japon. Premièrement, le *Sunset Policy Bulletin*, en énonçant le critère principal, ne permet pas au DOC de prendre des mesures positives pour réunir des renseignements pertinents aux fins d'une analyse prospective. Les mesures positives du DOC se limitent exclusivement au recueil d'informations sur les marges de dumping et les volumes d'importation antérieurs. La prescription relative aux raisons valables dictée par le *Sunset Policy Bulletin* restreint donc indûment la capacité du DOC à examiner d'autres renseignements.

29. Deuxièmement, le *Sunset Policy Bulletin* institue la présomption préétablie que l'existence d'un dumping, quelle qu'en soit l'importance, conduira le DOC à établir une détermination positive lors des réexamens à l'extinction. Autrement dit, le DOC ne procède à aucun examen cas par cas effectif lors de ces réexamens. Le résultat final d'un réexamen à l'extinction est prédéterminé au moment où celui-ci débute car le fondement même de l'engagement d'un réexamen est le maintien des droits antidumping en vigueur depuis l'enquête initiale. En conséquence, il est logique que la totalité des 228 réexamens à l'extinction antérieurs auxquels la branche de production nationale a pris part ait relevé de l'un des trois scénarios "probables".

30. Enfin, le *Sunset Policy Bulletin* crée une charge de la preuve déraisonnablement lourde pour les entreprises interrogées tenues de réfuter la présomption. Il exclut tout examen effectif d'autres facteurs.

31. Les déterminations de la probabilité d'un dumping conformément au *Sunset Policy Bulletin* ne sont donc nullement compatibles avec les prescriptions de l'article 11.3. Comme nous l'avons vu dans nos précédentes communications, il ne devrait pas y avoir de prescription liminaire, à laquelle il

---

[52] *Voir id.*, 64 Fed. Reg. 20255-57.

[53] *Voir Final Results of Full Sunset Review: Sugar and Syrups from Canada*, 64 Fed. Reg. 48362, 48363 (3 septembre 1999).

[54] *Voir id.*, 64 Fed. Reg. 48363-64.

[55] *Voir* Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, paragraphe 97 (réponse à la question n° 58 d)).

convient de satisfaire pour que les autres éléments de preuve puissent être examinés. Le caractère prospectif des réexamens à l'extinction exige que le DOC examine tous les renseignements pertinents.

32. Aux paragraphes 101 et 127 de leurs réponses, les États-Unis allèguent que, NSC n'ayant présenté aucune argumentation additionnelle qui aurait permis d'accepter ces éléments de preuve et n'ayant communiqué aucun autre renseignement au cours du réexamen à l'extinction concernant le comportement futur de la société, le rejet, par le DOC, des autres éléments de preuve était justifié.[56] Là encore, le fait que l'entreprise interrogée doit présenter une argumentation exposant les raisons pour lesquelles le DOC devrait en fait accepter les éléments de preuve est incompatible avec l'obligation d'établir une détermination prospective au titre de l'article 11.3.[57] De plus, l'allégation des États-Unis selon laquelle des éléments de preuve supplémentaires sur le comportement futur de la société étaient nécessaires pour obliger le DOC à examiner les "autres éléments de preuve" de NSC est stupéfiante. On a du mal à imaginer quels éléments de preuve supplémentaires sont nécessaires pour établir que l'existence de la coentreprise fait qu'il n'est pas possible que NSC veuille poursuivre le dumping à l'avenir.

33. Nous vous prions par ailleurs de noter que la mention, par les États-Unis, du "mémoire présenté [par NSC] à titre de réfutation", aux paragraphes 101 et 110, est inexacte. NSC a communiqué d'"autres éléments de preuve" dans son mémoire, et non dans un "mémoire présenté à titre de réfutation".

D. LE FAIT QUE LE DOC COMMUNIQUE À L'USITC DES MARGES DE DUMPING INCOMPATIBLES AVEC LES RÈGLES DE L'OMC AUX FINS DE L'ANALYSE DU DOMMAGE EST INCOMPATIBLE AVEC LES OBLIGATIONS CONTRACTÉES PAR LES ÉTATS-UNIS AU TITRE DE L'ARTICLE 11.3

34. Dans leur réponse à la question n° 73, les États-Unis n'ont pas indiqué si l'USITC était tenue de constater l'existence d'un lien de causalité entre le dumping probable et le dommage futur dans son analyse de la "probabilité" d'un dommage au titre de l'article 11.3. Au lieu de cela, les États-Unis allèguent que l'USITC se contente d'évaluer s'il est probable que la suppression du droit antidumping causera un dommage. Ils déclarent que celle-ci ne tient pas compte dans son analyse des effets que le dumping futur pourrait avoir sur la branche de production nationale. Ils expliquent que "[l]e dumping peut fort bien subsister après la suppression du droit. En vertu de la législation des États-Unis, l'USITC n'établit sa détermination concernant la probabilité d'un dommage que lorsque le DOC a fait une détermination selon laquelle il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira".[58] Il s'agit là d'une interprétation totalement erronée de la nature de l'analyse du dommage.

35. Dès l'instant où le DOC constate qu'il est probable que le dumping subsistera et où il communique à l'USITC la marge qui existera probablement si le droit est supprimé, celle-ci doit évaluer s'il est probable que le dumping futur, au taux communiqué, causera un dommage à l'avenir.[59] Comme nous l'avons vu dans notre deuxième communication, l'importance du dumping présente un intérêt direct pour l'analyse du dommage effectuée par l'USITC.[60]

36. Les États-Unis affirment toutefois que les obligations énoncées à l'article 3 concernant la détermination de l'existence d'un dommage ne s'appliquent pas aux réexamens à l'extinction au titre de

---

[56] *Voir id.*, paragraphes 101 et 127 (réponses aux questions n° 59 et n° 67).

[57] *Voir* Deuxième communication du Japon, paragraphes 63 à 65.

[58] Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, paragraphe 139 (réponse à la question n° 73).

[59] Comme les États-Unis le reconnaissent dans leur réponse à la question n° 71, l'USITC doit accepter le taux communiqué par le DOC aux fins de l'analyse du dommage. *Voir* Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, paragraphe 134. L'USITC ne peut effectuer une analyse indépendante de l'importance des marges de dumping qui existeront probablement – et ne l'a pas fait en l'espèce.

[60] *Voir* Deuxième communication du Japon, paragraphes 150 à 152.

l'article 11.3.[61] Les États-Unis estiment que seul un nombre minimum de critères concernant l'existence d'un dommage – c'est-à-dire le volume, l'effet sur les prix et l'incidence sur la branche de production nationale – s'appliquent aux réexamens à l'extinction.[62] Il s'agit là d'une interprétation totalement erronée de la signification de la note de bas de page 9 et du reste de l'article 3. Les "critères généraux", présentés par les États-Unis comme figurant à l'article 3.1[63], sont décrits de manière plus détaillée dans le reste des dispositions énoncées à l'article 3.3, 3.4 et 3.5. Pour un examen détaillé de l'interprétation appropriée de l'article 3 et de son incidence sur l'analyse du dommage par l'USITC, il y a lieu de se reporter à notre deuxième communication.[64]

V. CONCLUSION

37. Comme nous l'avons indiqué plus haut, les réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial sont dénuées de justification et dénuées de fondement ou, à d'autres égards, ne répondent pas à la question qui était posée. Nous demandons instamment au Groupe spécial de prendre en considération les observations présentées ci-dessus par le Japon à titre de réfutation lorsqu'il examinera les réponses communiquées par les États-Unis.

[61] *Voir* Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, paragraphes 140 et 141.
[62] *Voir id.*, paragraphe 142.
[63] *Voir id.*, paragraphes 142 et 143.
[64] *Voir* Deuxième communication du Japon, paragraphes 89 à 92 et 150 à 152.

ANNEXE E-5

OBSERVATIONS DES ÉTATS-UNIS CONCERNANT LES RÉPONSES DU JAPON AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL - PREMIÈRE RÉUNION

1. Les États-Unis ne se proposent pas de présenter des observations sur chacune des réponses du Japon aux questions du Groupe spécial, en particulier lorsque les questions soulevées ont été traitées dans des communications antérieures des États-Unis. Ils présenteront de brèves observations concernant les réponses particulières pour lesquelles il est justifié d'apporter des précisions supplémentaires ou d'insister davantage.

I. INSTRUMENTS JURIDIQUES IMPÉRATIFS ET FACULTATIFS

2. En ce qui concerne les questions n° 1 et 2, le *Sunset Policy Bulletin* n'a pas d'existence fonctionnelle qui lui soit propre. L'affirmation du Japon selon laquelle le *Sunset Policy Bulletin* est la pratique américaine "codifiée" est une présentation erronée de la législation des États-Unis. Le *Sunset Policy Bulletin* n'est "codifié" en aucune manière; ce n'est ni une loi, ni un règlement. Il n'a pas force et effet de loi. Le *Sunset Policy Bulletin* donne des indications pour la conduite des réexamens à l'extinction par le Département du commerce des États-Unis (le "DOC") et, par conséquent, le DOC peut s'en écarter à condition d'expliquer le changement de pratique.

3. En ce qui concerne la question n° 8, le Japon une fois encore définit mal le Règlement du DOC sur les réexamens à l'extinction en disant que ce règlement énonce les critères de fond que le DOC doit appliquer pour mener à bien les réexamens. Le Règlement sur les réexamens à l'extinction est de nature et d'application procédurales. L'acte qui consiste à abroger une ordonnance antidumping exige un processus et ce règlement, en particulier en son article 351.222 i) 1) ii), énonce le mécanisme procédural et les délais à respecter pour mettre en œuvre une détermination de la probabilité négative en abrogeant l'ordonnance antidumping. Le Règlement est impératif en ce sens que le DOC abrogera l'ordonnance antidumping dans les délais spécifiés si une détermination de la probabilité négative est faite. Il n'y a pas d'élément de fond dans cette partie du règlement.

II. CRITÈRE *DE MINIMIS*

4. En ce qui concerne les questions n° 15, 16 et 18, les réponses du Japon ne tiennent aucun compte de la différence fondamentale existant entre les enquêtes, pour lesquelles un critère *de minimis* est imposé en vertu de l'article 5.8 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("Accord antidumping"), et les réexamens à l'extinction. Dans le contexte de l'article 5.8, la fonction du critère *de minimis* est de déterminer si un produit est introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale, justifiant ainsi en premier lieu l'imposition d'une ordonnance antidumping. Par exemple, dans une enquête, si l'autorité chargée de l'enquête a constaté qu'un produit est vendu avec une marge de dumping supérieure à 2 pour cent, l'imposition d'un droit antidumping est justifiée s'il est constaté que les importations faisant l'objet du dumping causent un dommage.

5. Au contraire, le réexamen à l'extinction s'attache essentiellement à l'avenir. D'autres facteurs pourraient justifier le maintien du droit au-delà de cinq ans, *même* s'il a été déterminé que la marge de dumping était présentement égale à *zéro*, comme cela est indiqué dans la note de bas de page 22 de l'Accord antidumping, parce qu'il peut être probable que le dumping se reproduira si la discipline imposée par le droit est supprimée. Cette distinction entre le but d'une enquête et le but d'un réexamen à l'extinction étaye la conclusion selon laquelle en l'absence d'une indication contraire

expresse, rien ne permet d'assumer ou d'inférer que l'intention était que le critère *de minimis* applicable aux enquêtes soit applicable dans les réexamens à l'extinction.[1]

6. En ce qui concerne la question n° 19, les États-Unis font observer que la réponse du Japon suppose un principe général voulant que toute disposition de l'Accord antidumping soit potentiellement applicable *mutatis mutandis* à toute autre disposition de l'Accord antidumping. Cette manière d'envisager l'interprétation des traités revient à inverser les règles coutumières d'interprétation des traités.

7. Dans l'affaire *Acier traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, l'Organe d'appel a examiné l'article 22 de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* ("Accord SMC") intitulé "Avis au public et explication des déterminations" et constaté que ni l'article 22.1 (qui énonce des obligations en matière de notification et d'avis au public), ni l'article 22.7 (qui indique que les dispositions de l'article 22 sont applicables "*mutatis mutandis*" au commencement et à l'achèvement des réexamens effectués en conformité avec l'article 21 ainsi qu'aux décisions d'appliquer des droits à titre rétroactif) n'établit de critères en matière de preuve applicables à l'engagement des réexamens à l'extinction.[2] L'article 12 de l'Accord antidumping est parfaitement analogue à l'article 22 de l'Accord SMC. Ni l'article 12.1 (qui établit des prescriptions en matière de notification et d'avis au public), ni l'article 12.3 (qui indique que les dispositions de l'article 12.2 s'appliqueront "*mutatis mutandis*" au commencement et à l'achèvement des réexamens effectués en conformité avec l'article 11 ainsi qu'aux décisions d'appliquer des droits à titre rétroactif) de l'Accord antidumping n'établit de critères en matière de preuve applicables à l'engagement des réexamens à l'extinction, y compris la référence à l'article 5 contenue à l'article 12.1.

III. CUMUL ET CARACTÈRE NÉGLIGEABLE

8. En ce qui concerne la question n° 22, le Japon, prétendant expliquer la nature juridique et le rôle de l'expression "enquêtes antidumping" à l'article 3.3 de l'Accord antidumping ne tient, en fait, aucun compte de l'emploi de cette expression. L'expression "enquêtes antidumping" limite l'application de l'article 3.3 aux seules enquêtes. De fait, l'article 3.3 est la seule disposition de l'article 3 qui mentionne expressément les "enquêtes". Ce choix de termes ne peut pas être considéré comme fait par inadvertance. L'article 3.3 renvoie au présent; l'article 11, au contraire, renvoie à des événements probables ou futurs. De plus, il n'est fait mention nulle part dans l'article 3.3 des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3, ou de tout autre réexamen au titre de l'article 11. Cette absence de renvoi est particulièrement significative étant donné le grand nombre de renvois figurant tout au long de l'Accord antidumping.[3] Très simplement, étant donné le sens ordinaire des termes de l'article 3.3, il n'y a rien dans le texte qui puisse étayer l'affirmation selon laquelle les notions de cumul figurant à l'article 3.3 sont applicables hors du contexte des enquêtes initiales.

9. Le Japon maintient que la note de bas de page 9 et l'article 3.1 de l'Accord antidumping indiquent expressément que toutes les dispositions de l'article 3 sont applicables à la détermination de l'existence d'un dommage. Or, rien dans l'article 3 ni dans aucune autre disposition de l'Accord antidumping ne contient d'énoncé indiquant expressément que toutes les dispositions de l'article 3 sont applicables à toutes les déterminations de l'existence d'un dommage. La note de bas de page 9 indique simplement que chaque fois que le terme "dommage" est employé, il a le même sens. La note de bas de page 9 n'est donc pas applicable s'agissant de l'article 3.3, parce que l'article 3.3 ne contient pas le mot "dommage". Cela n'est pas surprenant puisque l'évaluation relative à un volume négligeable et à des marges *de minimis* visée à l'article 3.3 doit être réalisée avant l'examen relatif au dommage. De

[1] Voir *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traités contre la corrosion en provenance d'Allemagne ("Acier traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne")*, WT/DS213/AB/B, rapport de l'Organe d'appel distribué le 28 novembre 2002 (non adopté), paragraphe 87.

[2] *Acier traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, paragraphes 110 à 112.

[3] Voir *Acier traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, paragraphe 82.

plus, le libellé très général de la note de bas de page 9 ne peut l'emporter sur le libellé particulier limitant l'application de l'article 3.3 aux enquêtes.

10. Par ailleurs, on ne peut inférer l'existence d'une référence au "dommage" en faisant valoir que l'"existence d'un dommage" ou l'"absence de dommage" est impliquée dans les expressions "marges *de minimis*" ou "importations négligeables". Dans l'affaire *Acier traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, l'Organe d'appel a constaté que des marges *de minimis* ne sont pas nécessairement "non dommageables", et ce raisonnement est également applicable aux importations négligeables. De plus, puisque l'article 5.8 dispose qu'une enquête sera close si le dommage est négligeable, on ne peut interpréter la référence à des importations négligeables contenue dans le même paragraphe comme signifiant "absence de dommage" sans priver de sens la référence au dommage négligeable. Une telle interprétation serait contraire aux règles coutumières d'interprétation des traités. La note de bas de page 9 ne vient donc pas étayer l'argument du Japon selon lequel toutes les prescriptions de l'article 3 sont applicables aux réexamens à l'extinction en raison de la note de bas de page 9.

11. S'efforçant de donner plus de force à son argument, le Japon soutient pour la première fois que si l'article 3.3 de l'Accord antidumping ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction, les autorités ne peuvent pas évaluer de manière cumulative la question de savoir s'il est probable que les importations en provenance de ce seul pays causeront collectivement un dommage en cas d'abrogation des ordonnances. Selon le Japon, l'article VI:1 du GATT prévoit que les importations en provenance d'un pays sont "condamnables" si elles causent un dommage important à la branche de production du pays importateur; de plus, l'article VI:1 du GATT est incorporé dans l'article 3 tout entier par l'article 3.1 de l'Accord antidumping. Le Japon soutient que l'article 3.3 est une exception expresse à la "prescription" du GATT selon laquelle le dommage doit être évalué eu égard aux importations en provenance d'un seul pays. Il affirme ensuite que si l'exception expresse à l'article VI:1 figurant à l'article 3.3 n'est pas applicable aux réexamens à l'extinction, l'évaluation cumulative n'est pas autorisée dans les réexamens à l'extinction. L'allégation du Japon devrait être rejetée.

12. Comme le Japon l'indique clairement dans sa réponse à la question n° 24, la seule contestation qu'il formule à l'égard de la détermination faite par la Commission du commerce international des États-Unis ("USITC") est que celle-ci n'a pas examiné, pour cumuler les importations en provenance de divers pays, si les importations étaient négligeables. Le Japon n'a jamais contesté l'*aptitude* de l'USITC à procéder à un cumul, au motif qu'elle serait incompatible avec l'Accord antidumping. Ainsi, tous arguments portant sur la question de savoir si le cumul est autorisé dans le contexte des réexamens à l'extinction sont en dehors du mandat du Groupe spécial et ne devraient pas faire l'objet d'une décision quant au fond du Groupe spécial.

13. De plus, le Japon n'a pas indiqué les fondements de son assertion selon laquelle l'article 3.3 de l'Accord antidumping est applicable aux réexamens à l'extinction. Par ailleurs, le postulat du Japon selon lequel l'article VI:1 du GATT interdit aux Membres de prendre en considération la présence simultanée d'importations en provenance de plus d'un pays lorsqu'ils font leur détermination de l'existence d'un dommage est erronée; l'article VI:1 du GATT énonce simplement le principe admis selon lequel "le dumping, qui permet l'introduction des produits d'un pays sur le marché d'un autre pays ... est condamnable s'il cause" un dommage important à une branche de production nationale. Les accords ultérieurs et le comportement des signataires du GATT, dont le Japon, étayent cette conclusion. L'article 8 du Code antidumping négocié pendant le Tokyo Round et adopté par 25 pays, dont le Japon, indiquait ce qui suit:

> Si plusieurs fournisseurs *d'un ou de plusieurs pays sont impliqués*, des droits antidumping pourront être institués en ce qui concerne les importations du produit en question *provenant du ou des pays en cause* dont il est constaté qu'elles ont fait l'objet d'un dumping et qu'elles causent un préjudice[.]

Cela indique que, contrairement à l'assertion du Japon, le libellé de l'article VI du GATT n'interdit pas de constater l'existence d'un dommage en provenance de pays multiples. De plus, de nombreux pays partageaient l'opinion selon laquelle les déterminations de l'existence d'un dommage fondées sur l'examen de nombreux pays étaient à la fois envisagées et admissibles. De fait, plusieurs Membres (les CE, l'Australie et le Canada, par exemple) avaient, dans leur droit interne, des dispositions relatives au cumul avant le Cycle d'Uruguay.

14. Si le Japon avait raison d'affirmer que l'article VI du GATT exige que les déterminations de l'existence d'un dommage soient faites uniquement sur la base d'un seul pays, le cumul ne serait admissible en aucun cas. Les articles 3.3 et 5.8 de l'Accord antidumping indiquent clairement que l'article VI du GATT n'exige pas que les déterminations de l'existence d'un dommage soient effectuées uniquement sur la base d'un seul pays.

15. Enfin, le seul fait que l'article 11 de l'Accord antidumping ne dise rien de la question du cumul ne signifie pas que le cumul ne soit pas admissible dans un réexamen à l'extinction; cela indique au contraire que le cumul est facultatif.

16. En ce qui concerne la question n° 23, les États-Unis insistent à nouveau sur le fait que le critère des importations négligeables énoncé à l'article 3.3 de l'Accord antidumping n'est pas applicable dans le cas de réexamens à l'extinction effectués conformément à l'article 11.3. De ce fait, l'affirmation du Japon selon laquelle les volumes d'importation antérieurs doivent être employés pour estimer les volumes d'importation futurs aux fins d'une évaluation du *caractère négligeable* est incorrecte. Si le terme "antérieurement" renvoie à l'époque de l'enquête initiale, des marges négligeables auraient abouti à une clôture de l'enquête sans évaluation de l'existence d'un dommage et sans ordonnance en vigueur à réexaminer. Si "antérieurement" les importations sont tombées à des niveaux négligeables après l'entrée en vigueur d'une ordonnance, cette diminution des importations traduirait probablement les effets restrictifs de l'ordonnance et aurait une pertinence faible ou nulle pour la détermination du niveau auquel les importations s'établiraient si les effets restrictifs étaient levés.

IV. MARGES DE DUMPING

17. En ce qui concerne la question n° 27, dans les enquêtes antidumping menées aux États-Unis sur la base de requêtes déposées avant l'entrée en vigueur de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay, la méthode type employée par le DOC consistait à procéder à des comparaisons entre les valeurs moyennes sur le marché étranger et les prix correspondant à des transactions individuelles aux États-Unis (c'est-à-dire, "de moyenne à transaction").[4] Selon cette méthode, aucun droit antidumping – positif ou négatif – n'est calculé pour les ventes faites aux États-Unis à des prix ne faisant pas l'objet d'un dumping.[5]

[4] *Voir* 19 C.F.R. 353.44 (1994).

[5] Cette pratique était entièrement compatible avec les accords en vigueur à l'époque. Dans l'affaire *CE – Droits antidumping sur les bandes audio en cassettes originaires du Japon*, ADP/136, rapport du Groupe spécial (28 avril 1995), (non adopté) ("*CE – Cassettes audio*"), paragraphes 347 à 366, le Japon a contesté en vertu de l'article 2.1 et 2.6 du Code antidumping la méthode de moyenne à transaction employée à l'époque par les CE au motif qu'elle comportait une "réduction à zéro". Le Groupe spécial *CE – Cassettes audio* a rejeté la plainte du Japon, faisant observer que l'Accord antidumping autorisait le recouvrement de droits antidumping concernant chaque transaction faisant l'objet d'un dumping.

18. En l'espèce, l'enquête antidumping a été ouverte sur la base d'une requête déposée avant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour les États-Unis[6], c'est-à-dire avant le 1er janvier 1995.[7] Le DOC a donc utilisé les comparaisons de moyenne à transaction pour calculer les marges de dumping aux fins de la détermination finale de l'existence de prix inférieurs à leur juste valeur.

19. Dans les réexamens administratifs effectués en vertu de la législation américaine actuelle, l'article 777A d) 2) de la Loi douanière de 1930[8], exige que le DOC compare "les prix à l'exportation (ou prix à l'exportation construits) de transactions individuelles à la moyenne pondérée des prix de vente du produit similaire étranger[.]" Par conséquent, les marges déterminées dans le cadre des deux réexamens administratifs achevés concernant la présente affaire étaient fondées sur des comparaisons de moyenne à transaction. Contrairement à l'affirmation du Japon dans sa réponse à la question n° 27[9], ces réexamens ont été effectués après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC.

20. Dans le réexamen à l'extinction, pour déterminer qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait en cas d'abrogation, le DOC a constaté que les producteurs/les exportateurs japonais avaient continué à pratiquer le dumping pendant toute la durée de validité de l'ordonnance et que les volumes d'importation étaient nettement inférieurs aux volumes antérieurs à l'ordonnance.[10] Le DOC a ensuite conclu que les marges établies à l'issue de l'enquête initiale indiquaient au mieux le taux de dumping qui s'établirait probablement en cas d'abrogation, expliquant que les taux de dumping initiaux étaient l'indication la plus probante du comportement futur en matière de dumping, parce qu'ils indiquaient "le comportement des exportateurs en l'absence de la discipline imposée par une ordonnance".[11] Ainsi, conformément à ses politiques et pratiques, le DOC a communiqué les marges initiales de dumping à l'USITC pour utilisation pendant la phase du réexamen portant sur le dommage.

21. En ce qui concerne la manière dont la marge qui s'établira probablement en cas d'abrogation est généralement déterminée, l'*Énoncé des mesures administratives* ("*l'Énoncé*") explique à titre d'indicatif que l'"Administration compte que le DOC choisira normalement le taux établi à l'issue de l'enquête, parce que c'est le seul taux calculé qui reflète le comportement des exportateurs et des gouvernements étrangers en l'absence de la discipline imposée par une ordonnance".[12] De même, le *Sunset Policy Bulletin* indique que "[s]ous réserve des dispositions des paragraphes II.B.2 et II.B.3, le DOC communiquera normalement à l'[USITC] la marge qui a été déterminée dans la détermination finale dans le cadre de l'enquête initiale," et que, "le DOC communiquera normalement la marge entreprise par entreprise établie à l'issue de l'enquête menée pour chaque entreprise[.]"[13] Le DOC peut communiquer une marge plus faible, calculée plus récemment pour une entreprise donnée si "les marges de dumping ont diminué ou le dumping a été éliminé après la publication de l'ordonnance ou

[6] *Voir Final Determinations of Sales at Less Than Fair Value: Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products, Certain Cold-Rolled Carbon Steel Flat Products, and Certain Corrosion-Resistant Carbon Steel Flat Products from Japan*, 58 Fed. Reg. 37154 (9 juillet 1993).

[7] *Voir États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée*, WT/DS99/R, rapport du Groupe spécial adopté le 19 mars 1999, paragraphe 6.12.

[8] 19 U.S.C. 1677f-1.

[9] *Voir* Réponses du Japon aux questions posées par le Groupe spécial le 8 novembre 2002 à propos de la première réunion de fond du Groupe spécial, paragraphe 78.

[10] Voir *Commerce Issues and Decision Memorandum for the Full Sunset Review of Corrosion-Resistant Carbon Steel Flat Products From Japan, Final Results*, page 6 (2 août 2000).

[11] *Id.*, page 8.

[12] *Énoncé*, page 890 (220).

[13] *Sunset Policy Bulletin*, 63 Fed. Reg., page 18873.

de l'accord de suspension, selon le cas, et que le volume des importations soit demeuré stable ou ait augmenté".[14]

22. En ce qui concerne les questions n° 27 et 31, 32 et 33, l'article 11.3 de l'Accord antidumping n'exige pas que les autorités administrantes calculent ou recalculent les marges de dumping lors des réexamens à l'extinction. L'*importance* des marges de dumping établis dans l'enquête initiale et pendant la durée de l'ordonnance antidumping ne joue aucun rôle dans l'analyse faite par le DOC en l'espèce pour établir s'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait. De fait, les marges de dumping initiales ne servent pas de base à la détermination de la probabilité du dumping. Et s'il est vrai que les constatations établies dans le cadre de réexamens d'évaluation effectués après l'entrée en vigueur de l'ordonnance peuvent servir de base à cette détermination, l'importance des marges de dumping constatées après l'entrée en vigueur de l'ordonnance ne joue absolument aucun rôle dans une analyse. Enfin, l'affaire *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde* n'est pas pertinente pour le présent différend, parce qu'elle comportait 1) une *enquête* relevant de l'Accord antidumping, 2) des comparaisons de prix de moyenne à moyenne au titre de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping, et 3) l'examen des méthodes de calcul des CE en matière de dumping. *Aucune* de ces circonstances n'était présente en l'espèce.

V. PROBABILITÉ ET OBLIGATION DE "DÉTERMINER"

23. En ce qui concerne les questions n° 38, et n° 39, le Japon présente de manière erronée les scénarios exposés dans le *Sunset Policy Bulletin* en affirmant à plusieurs reprises que ces scénarios constituent des "présomptions irréfragables". Les scénarios ne sont ni "irréfragables" ni des présomptions. Ils énoncent simplement la méthode suivie par le DOC dans des circonstances particulières pour procéder à un réexamen à l'extinction et indiquent comment le DOC déterminerait *normalement* la probabilité. Par ailleurs, le Règlement du DOC ménage aux parties intéressées des possibilités de communiquer tous renseignements qu'elles jugent pertinents pour le réexamen à l'extinction, y compris des renseignements pertinents pour les scénarios esquissés dans le *Sunset Policy Bulletin*.

24. En ce qui concerne les questions n° 39, 41 et 42, le Japon affirme à tort dans ses réponses que le critère des "raisons valables" empêche le DOC d'examiner d'"autres facteurs" et que le DOC n'a "jamais" examiné d'"autres facteurs" pour faire une détermination de la probabilité. En vertu des préceptes du droit administratif américain, tout organisme faisant une détermination et disposant pour cela d'un dossier administratif, comme le DOC dans les procédures antidumping, doit examiner toutes les questions et tous les renseignements présentés à l'appui pour faire sa détermination finale. Le critère des "raisons valables" garantit que les renseignements présentés par les parties intéressées qui doivent être examinés dans la procédure administrative seront pertinents pour la détermination qui doit être faite – établissant s'il est probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si l'ordonnance était abrogée.

25. La législation antidumping américaine laisse au DOC le pouvoir discrétionnaire de déterminer quand il est satisfait au critère des "raisons valables". Le DOC a constaté des "raisons valables" dans au moins deux affaires - *Sugars & Syrups from Canada* et *Brass Sheet & Strip from the Netherlands*. Dans les deux cas, le DOC a examiné les renseignements concernant d'"autres facteurs" pour faire sa détermination de la probabilité.

26. En ce qui concerne la question n° 40, les États-Unis souscrivent à la référence au Groupe spécial *Acier traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* que fait le Japon en ce qui concerne le critère que les autorités administrantes doivent appliquer pour "déterminer" la probabilité dans le cadre d'un réexamen à l'extinction. Certes, dans l'affaire citée, la détermination à l'extinction

[14] *Id.*

portait sur un droit compensateur, mais l'article 21.3 de l'Accord SMC est une disposition parallèle de la disposition relative aux réexamens à l'extinction contenue à l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Dans l'affaire *Acier traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont l'un et l'autre constaté que la législation des États-Unis était compatible [avec les règles de l'OMC] en ce qui concernait l'obligation de déterminer la probabilité dans un réexamen à l'extinction.

ANNEXE E-6

RÉPONSES DU BRÉSIL EN TANT QUE TIERCE PARTIE AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL

7. Le Groupe spécial prend note de ce que dit le Brésil au paragraphe 6 de sa déclaration orale à savoir que les termes mêmes de l'article 5.8 suggèrent que le critère *de minimis* s'applique aux réexamens à l'extinction. Selon vous, peut-on donner de l'article 5.8 une lecture qui soit axée sur une phrase? Quelle lecture donnez-vous de la troisième phrase de l'article 5.8 à laquelle vous attachez de l'importance compte tenu des première et deuxième phrases? Plus précisément, comment comprenez-vous l'utilisation du terme "enquête" dans la première phrase et du terme "cas" dans la deuxième, compte tenu du fait qu'aucun terme similaire n'a été utilisé dans la troisième phrase sur laquelle vous semblez vous appuyer à cet égard?

Réponse

1. Le Brésil pense qu'aucune disposition de l'Accord antidumping ne devrait être interprétée à partir d'une seule phrase. Comme il l'a dit dans sa déclaration orale, aucune disposition de l'Accord antidumping ne devrait être lue isolément. Toutes les dispositions de l'Accord antidumping sont liées les unes aux autres, le fil conducteur étant constitué par certains principes fondamentaux relatifs aux mesures antidumping. En conséquence, la définition de "*de minimis*", à la troisième phrase de l'article 5.8 ne perd pas sa signification en dehors de l'article 5.8 mais a des implications pour d'autres dispositions de l'Accord, comme l'article 11. Le fait que les termes "enquête" et "cas" ne figurent pas à la troisième phrase de l'article 5.8 étaye l'interprétation du Brésil selon laquelle la définition de *de minimis* ne se limite pas aux enquêtes ni à un seul type de procédure.

2. L'utilisation du terme "cas" dans la deuxième phrase, plutôt que du terme "enquête" comme dans la première phrase, démontre que les rédacteurs avaient l'intention d'étendre l'obligation aux procédures suivant la phase d'enquête (c'est-à-dire aux réexamens à l'extinction). En exigeant la clôture immédiate dans les "cas" dans lesquels la marge est *de minimis*, l'article 5.8 démontre que la définition de "*de minimis*" établit le seuil à partir duquel il y a "dumping qui cause un dommage". Cette définition doit donc s'appliquer dans le contexte des réexamens au titre de l'article 11 dont le but est de déterminer s'il convient de supprimer les droits.

3. La constatation du Groupe spécial *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée* ("DRAM")[1] selon laquelle le terme "cas" utilisé dans la deuxième phrase n'incluait pas les procédures de fixation des droits au titre de l'article 9.3 n'est pas pertinente dans la présente affaire. Le raisonnement du Groupe spécial dans l'affaire DRAM était étroit et limité aux procédures de fixation des droits au titre de l'article 9.3, dans lesquelles la suppression du droit n'est pas exigée. En revanche, l'article 11, comme l'article 5, porte sur la clôture des "cas".

16. Le Groupe spécial prend note de ce que dit le Brésil aux paragraphes 21 à 24 de sa déclaration orale sur la question de la réduction à zéro, et plus généralement sur les méthodes de calcul des marges de dumping.

a) L'article 2.4.2 s'applique-t-il à l'élément dumping du réexamen à l'extinction dans la présente affaire? L'utilisation de l'expression "phase d'enquête" à l'article 2.4.2 de l'Accord a-t-elle une incidence sur votre point de vue

[1] WT/DS99/R (19 janvier 1999).

concernant l'application des mêmes méthodes pour le calcul du dumping dans les enquêtes et dans les réexamens à l'extinction? Dans l'affirmative, comment?

Réponse

4. Nonobstant l'utilisation de l'expression "phase d'enquête", le Brésil estime que l'article 2.4.2 s'applique à l'élément dumping des réexamens à l'extinction et des réexamens administratifs lorsqu'il est considéré dans le contexte de l'ensemble de l'Accord antidumping. Premièrement, l'article 2 est la seule disposition de l'Accord antidumping définissant la manière dont le dumping doit être calculé. Ainsi, les principes énoncés dans toutes les dispositions de l'article 2 visent tous les types de procédures antidumping et pas seulement les enquêtes. Deuxièmement, l'article 2.4.2, qui porte sur l'utilisation des prix moyens pondérés, n'affecte pas la portée du principe de la comparaison équitable énoncé à l'article 2.4. Par conséquent, la prescription selon laquelle le calcul de la marge doit inclure "toutes les transactions comparables" s'applique aux réexamens administratifs et aux réexamens à l'extinction, de même qu'aux enquêtes, en vertu de l'article 2.4.

5. Deux autres dispositions de l'Accord vont dans le sens de l'application de l'article 2.4.2 aux réexamens à l'extinction et aux réexamens administratifs. L'article 18.3 de l'Accord prévoit que "les dispositions du présent accord s'appliqueront aux *enquêtes, et aux réexamens de mesures existantes*, engagés sur demande présentée à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour un Membre ou après cette date". Selon son sens ordinaire, ce paragraphe n'établit pas de distinction entre les "dispositions" qui sont applicables aux réexamens et celles qui sont applicables aux enquêtes. Cette absence de différenciation indique que l'Accord n'était pas censé établir des règles différentes pour les réexamens et pour les enquêtes.

6. Deuxièmement, l'article 9.3 dispose que "[l]e montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2". L'article 9.3 dit donc clairement que la détermination de l'existence d'un dumping au cours de la phase de fixation du droit doit être faite suivant les méthodes exposées à l'article 2. Il s'ensuit que la marge de dumping déterminée au cours d'un réexamen administratif doit être équivalente ou inférieure à la marge de dumping calculée au cours de la phase d'enquête. S'il est inadmissible que l'application de la méthode de la réduction à zéro au cours de la phase d'enquête gonfle la marge de dumping, il est tout aussi inadmissible que la marge de dumping soit gonflée de la même manière au cours de la phase de fixation du droit. L'article 9.3 montre donc que les principes de l'article 2.4.2 ne s'appliquent pas seulement aux enquêtes.

b) Le Groupe spécial doit-il comprendre que, selon le Brésil, la prescription relative à la "comparaison équitable" dont il est fait mention dans le texte introductif de l'article 2.4 s'applique aux réexamens à l'extinction même si l'article 2.4.2 ne s'y applique pas? La méthode de la "réduction à zéro" va-t-elle à l'encontre de l'obligation de procéder à une comparaison équitable? Dans l'affirmative, comment?

Réponse

7. Oui. Même si le Groupe spécial détermine que l'article 2.4.2 concerne uniquement les enquêtes, l'article 2.4 s'applique clairement à tous les segments d'une procédure antidumping. Comme nous l'avons dit plus haut, les dispositions de l'article 2, intitulées "Détermination de l'existence d'un dumping", énoncent les principes et les obligations à respecter pour établir l'existence d'un dumping. L'Accord antidumping ne contient aucun autre ensemble distinct de dispositions applicables à la détermination de l'existence d'un dumping dans les réexamens administratifs. En tant que telles, les obligations énoncées à l'article 2 visent la détermination de l'existence d'un dumping dans tous les aspects des mesures antidumping, quel que soit le segment de la procédure concerné.

8. En outre, les articles 9.3 et 18.2, pour les raisons examinées aux paragraphes 5 et 6 ci-dessus, vont également dans le sens de l'application de l'article 2.4 aux réexamens à l'extinction et aux réexamens administratifs.

9. La méthode de la "réduction à zéro" qu'elle soit utilisée dans le cadre d'une enquête ou d'un réexamen est contraire à l'article 2.4 essentiellement parce qu'elle ne tient pas compte des comparaisons qui n'aboutissent pas à une marge positive. Comme l'Organe d'appel l'a fait observer dans l'affaire *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde* ("Linge de lit")[2], cela équivaut à modifier le prix des marchandises pour les transactions ayant une marge de dumping négative et à considérer que ce prix était égal à la valeur normale alors qu'en réalité il était supérieur à la valeur normale. Le fait de rejeter délibérément certaines transactions ou de modifier le prix réel d'une transaction viole clairement les règles relatives à la comparaison équitable énoncées à l'article 2.4, que cette méthode soit utilisée dans le cadre d'une enquête ou dans le cadre d'un réexamen.

c) L'article 11.3, ou toute autre disposition de l'Accord, exige-t-il que l'autorité chargée de l'enquête calcule ou recalcule la marge de dumping? Sur quel fondement juridique dans l'Accord votre réponse s'appuie-t-elle?

Réponse

10. Selon le Brésil, les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 11 exigent tous trois que l'autorité chargée de l'enquête calcule ou recalcule la marge de dumping. La prescription centrale énoncée dans ces articles est que les autorités chargées de l'enquête doivent procéder à un "réexamen" pour déterminer s'il est nécessaire de maintenir le droit. L'article 11.1 dispose que "[l]es droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage". Par conséquent, au titre de l'article 11.2 et 11.3, l'autorité chargée de l'enquête est tenue de réexaminer à la fois l'importance du dumping et celle du dommage au moment où elle procède au "réexamen". Par définition, le "réexamen" a lieu après la période d'enquête. Le réexamen au titre de l'article 11.3 notamment peut avoir lieu jusqu'à cinq ans après l'enquête. Un réexamen au titre de l'article 11.2 et 11.3 n'aurait aucun sens si le dumping et le dommage ne sont pas réexaminés à la suite de l'analyse faite au cours de la phase d'enquête.

[2] WT/DS141/AB/R (1er mars 2001).

ANNEXE E-7

RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN TANT QUE TIERCE PARTIE AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL

I. INSTRUMENTS JURIDIQUES IMPÉRATIFS ET FACULTATIFS

QUESTION POSÉE À TOUTES LES TIERCES PARTIES

Question n° 1

En ce qui concerne la pratique des États-Unis en matière de réexamen à l'extinction, le Groupe spécial fait observer que, selon des groupes spéciaux antérieurs, cette pratique en tant que telle ne peut pas être contestée au regard du droit de l'OMC.[1] Compte tenu des constatations établies dans des rapports antérieurs relatifs au règlement des différends de l'OMC portant sur cette question, veuillez indiquer ce qui constitue la pratique des États-Unis dans les réexamens à l'extinction, dans quels textes on peut la trouver et si elle peut être contestée au regard du droit de l'OMC.

Réponse

Les CE ne pensent pas que cette question soit pertinente en ce qui concerne les allégations à propos desquelles elles ont formulé des observations. Toutes les allégations du Japon à propos desquelles les CE ont formulé des observations dans la présente affaire reposent en fait sur l'incompatibilité de la législation des États-Unis avec les règles existantes et pas seulement sur l'incompatibilité d'une pratique dont le DOC pourrait s'écarter, comme c'était le cas dans les exemples cités par le Groupe spécial dans la note de bas de page 1 de ses questions. Dans la présente affaire, ce sont les dispositions de la Loi douanière et du règlement des États-Unis qui imposent clairement aux autorités administratives des États-Unis un comportement incompatible avec les règles de l'OMC. En particulier:

- l'article 751 c) 1) et 2) de la Loi douanière et l'article 351.218 a) et c) 1) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction* imposent au DOC d'engager automatiquement les réexamens à l'extinction;

- l'article 351.222 i) 1) ii) du *Règlement sur les réexamens à l'extinction* impose un critère "peu probable";

- l'article 752 c) 1) et 2) de la Loi douanière énumère les facteurs qui peuvent être pris en compte dans la détermination établie dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, imposant ainsi un réexamen qui n'a pas un caractère prospectif;

- les articles 752 c) 4) B) et 751 a) et b) de la Loi douanière imposent, pour les réexamens à l'extinction, le même critère *de minimis* que pour les réexamens administratifs, c'est-à-dire 0,5 pour cent.

[1] Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions* ("*États-Unis – Restrictions à l'exportation*"), WT/DS194/R et Corr.2, adopté le 23 août 2001, paragraphe 8.126. Voir également le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde* ("*États-Unis – Tôles en acier*"), WT/DS206/R et Corr.1, adopté le 29 juillet 2002, paragraphe 7.20.

Selon les CE, les sections II.A.3 et II.A.4 du Sunset Policy Bulletin, qui décrivent les scénarios dans lesquels le DOC déterminera qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira du fait de l'abrogation ou de la suppression d'une ordonnance et que le Japon a attaquées dans sa troisième allégation, peuvent être considérées comme une transposition fidèle des critères énoncés à l'article 752 c) 1) et 2) de la Loi douanière et à l'article 351.218 du *Règlement sur les réexamens à l'extinction*. Par conséquent, ces sections du Sunset Policy Bulletin peuvent être considérées comme décrivant une pratique constante imposée par la législation des États-Unis.

Cela dit, pour les CE, la jurisprudence établie par des groupes spéciaux antérieurs, selon laquelle cette pratique ne peut pas être contestée au regard du droit de l'OMC, n'est pas valable et ne devrait donc pas être suivie. Aucun principe dans les textes de l'OMC auxquels se réfère le Groupe spécial ne dit qu'une législation non impérative, et par conséquent une "pratique", ne pourrait généralement pas faire l'objet d'une procédure de règlement des différends. Les CE pensent que la portée des obligations dans le cadre de l'OMC et les possibilités de les invoquer à l'encontre de mesures appliquées par des Membres doivent être déterminées pour chaque obligation sur la base du sens ordinaire de son libellé lu dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but de la disposition.

Le principe selon lequel une législation impérative peut être incompatible avec les règles du GATT/de l'OMC est justifié par le fait qu'une telle législation a des effets préjudiciables sur les possibilités de concurrence commerciale et sur les décisions des opérateurs économiques (*États-Unis – Fonds spécial*, paragraphe 5.2.2). Depuis l'entrée en vigueur des Accords de l'OMC, cette justification est codifiée dans l'article 3:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends qui définit le système de règlement des différends comme "un élément essentiel pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral". D'aucuns font valoir que "cette justification peut être prise en compte même pour ce qui est des contestations portant sur des législations facultatives "(Bhuiyan, *Journal of International Economic Law* (2002), pages 571 à 604). Cela tient au fait que certains types de législations, qui officiellement laissent un certain pouvoir discrétionnaire à l'administration, produisent, compte tenu de la façon dont elles sont rédigées et régulièrement appliquées, les mêmes effets incompatibles avec les règles de l'OMC sur les activités économiques des individus que des législations impératives.

Cette question a été examinée en détail par le Groupe spécial *États-Unis – Article 301*:

> Bien que cette question soit au centre […] le fait de trancher la question de savoir quel type de lois, *dans l'abstrait*, peut constituer un manquement aux obligations au regard de l'OMC ne présente pas d'intérêt dans le cadre de l'examen du type d'allégations dont nous sommes saisis. À notre avis, la méthode indiquée dans des affaires comme celle-ci consiste à examiner avec soin la nature de l'obligation en cause et à évaluer la mesure en question à la lumière de cet examen. Après avoir interprété correctement l'obligation spécifique en cause, la question qui se pose est celle de savoir si la prohibition frappe uniquement les lois nationales impératives ou si elle frappe également les lois nationales discrétionnaires. Nous rejetons la thèse selon laquelle il n'y aurait qu'une seule règle inflexible applicable à l'ensemble de la législation nationale. Après tout, est-il si peu vraisemblable que les concepteurs de l'Accord sur l'OMC, dans leur sagesse, aient élaboré des obligations qui rendraient illégales jusqu'aux lois discrétionnaires et élaboré d'autres obligations prohibant uniquement les lois impératives?[2] La question de savoir si l'article 304 contrevient ou

[2] Le Groupe spécial poursuit ainsi son raisonnement dans une note de bas de page:
"Imaginons, par exemple, une loi qui disposerait que toutes les importations, y compris celles en provenance de Membres de l'OMC, doivent faire l'objet d'une inspection douanière, et qui donnerait à l'administration le droit de frapper à son gré toutes ces marchandises de droits de douane supérieurs à ceux autorisés aux termes de la liste de concessions tarifaires du Membre concerné. Le fait qu'aux termes de cette loi l'administration nationale ne serait pas obligée

> non à l'article 23 dépend donc, d'abord et avant tout, des obligations précises énoncées à l'article 23.[3]

Les Communautés européennes souscrivent à cette approche. Elles aimeraient ajouter que le prétendu principe selon lequel des mesures facultatives ne peuvent pas faire l'objet d'une procédure de règlement des différends en tant que telles est également contredit par les termes de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC, conformément auquel:

> Chaque Membre assurera la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations telles qu'elles sont énoncées dans les Accords figurant en annexe. (non souligné dans l'original)

Il faut donner un sens à cette disposition et le seul sens possible est que les Membres ne doivent pas se contenter de veiller à ce qu'aucune mesure spécifique incompatible avec les règles de l'OMC ne soit prise – ils doivent également veiller à ce que leurs législations n'autorisent pas ou n'envisagent pas spécifiquement des mesures incompatibles avec les règles de l'OMC. Ce nouveau principe introduit par l'Accord sur l'OMC est fondamental[4] et, en vertu de l'article XVI:3 de cet accord, il constitue une règle supérieure aux dispositions des accords figurant en annexe. En outre, dans le cas de l'Accord antidumping, cela est spécifiquement réaffirmé à l'article 18.4, qui interdit l'existence de lois antidumping incompatibles en soi avec les règles de l'OMC.

II. CRITÈRES EN MATIÈRE DE PREUVE POUR L'ENGAGEMENT DES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION À L'INITIATIVE DES AUTORITÉS

QUESTIONS POSÉES À TOUTES LES TIERCES PARTIES

Question n° 2

De nombreuses tierces parties ont déclaré que l'article 11.3 n'énonce pas explicitement de critère en matière de preuve pour l'engagement des réexamens à l'extinction. L'expression "demande dûment justifiée" utilisée à l'article 11.3 à propos de l'engagement des réexamens à l'extinction sur la base d'une demande présentée par les producteurs nationaux indique-t-elle que l'article 11.3 comporte en fait certains critères en matière de preuve pour l'engagement des réexamens à l'extinction?

Réponse

Oui. Les CE estiment que la référence à une "demande dûment justifiée" à l'article 11.3 énonce un critère implicite en matière de preuve, applicable à un réexamen à l'extinction engagé à la suite d'une demande présentée par la branche de production nationale ou en son nom. Le sens concret de ce critère en matière de preuve peut être dérivé, avec les ajustements nécessaires dans le contexte

---

> d'imposer des droits de douane qui vont au-delà de l'obligation au regard de l'OMC mettrait-il hors de cause à lui seul la loi en question? Pour en arriver à pareille conclusion, ne faudrait-il pas examiner minutieusement les obligations énoncées dans certaines dispositions de l'Accord sur l'OMC, par exemple à l'article II du GATT et dans la liste de concessions du Membre concerné?"

[3] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Articles 301 à 310 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur*, WT/DS152/R, 22 décembre 1999 (*États-Unis – Article 301*), paragraphe 7.53.

[4] L'article XVI:4 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (l'"Accord sur l'OMC"), qui impose à tous les Membres de l'OMC une obligation fondamentale de nature générale, dispose que chaque Membre assurera la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations telles qu'elles sont énoncées dans l'*Accord sur l'OMC*. (voir *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, Arbitrage au titre de l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, WT/DS11/13, 14 février 1997, paragraphe 9).

d'un réexamen à l'extinction, des dispositions relatives à l'ouverture des enquêtes à la demande de la branche de production nationale ou en son nom, en particulier à l'article 5.2, 5.3 et 5.7. Cela est vrai également de la définition de l'expression "par la branche de production nationale ou en son nom", expression utilisée à l'article 11.3 mais dont la définition se trouve à l'article 5.4.

Les CE aimeraient ajouter que, comme elles l'ont déjà fait valoir dans leur communication écrite[5], le fait qu'un critère spécifique en matière de preuve doit s'appliquer dans un réexamen à l'extinction engagé à la demande de la branche de production nationale ou en son nom étaye leur thèse selon laquelle un critère semblable en matière de preuve doit également s'appliquer aux enquêtes ouvertes par les autorités de leur propre initiative. Il serait difficile de comprendre pourquoi un critère spécifique en matière de preuve devrait s'appliquer uniquement dans le premier cas mais pas dans le second. Ainsi, si un critère implicite en matière de preuve est accepté pour les enquêtes à l'extinction ouvertes à la demande de la branche de production nationale, il devrait également être accepté pour les enquêtes à l'extinction ouvertes par les autorités de leur propre initiative.

Question n° 3

L'article 11.3 fait référence aux réexamens "initiated" par les autorités chargées de l'enquête "de leur propre initiative".

a) Dans son sens ordinaire, le terme "initiate" ou l'expression "prendre une initiative" exige-t-il qu'il y ait une raison quelconque pour choisir de faire ou de ne pas faire quelque chose? Est-ce cela que signifie le terme "initiate" dans le contexte de l'article 11.3 (c'est-à-dire non un critère des éléments de preuve suffisants mais au moins un genre de critère de rationalité en vertu duquel on choisit d'engager ou non un réexamen à l'extinction)? Si c'est le cas, la législation des États-Unis satisfait-elle à cette condition?

Réponse

Le terme "to initiate" est généralement compris comme signifiant "commencer, introduire, lancer, avoir son origine dans".[6] Il convient également de noter que c'est un verbe transitif, c'est-à-dire qu'il doit être utilisé à la fois avec un sujet (le sujet procédant à l'engagement de la procédure) et un objet (c'est-à-dire le processus ou l'action à engager). Le verbe "to initiate" implique clairement une action réalisée par son auteur sur l'objet. Par conséquent, dans le langage courant, le verbe "to initiate" est clairement utilisé pour désigner un acte conscient. Contrairement à certaines formes intransitives (comme dans la phrase "le printemps a commencé"), il n'est pas communément utilisé pour désigner quelque chose qui se passe automatiquement, ou naturellement.

Les Communautés souhaiteraient ajouter que ce sens est encore plus manifeste dans la version française de l'article 11.3, qui utilise le terme "entrepris". Selon l'usage courant, il semblerait que ce terme implique clairement un choix conscient de la part de l'auteur de l'action, l'"entrepreneur".[7]

Les Communautés font observer que la législation des États-Unis n'est pas conforme à cette interprétation du verbe "to initiate" comme exigeant une décision consciente et rationnelle. Comme les Communautés l'ont déjà dit dans leur communication écrite, l'engagement des réexamens à l'extinction en droit américain est tout à fait automatique.[8] En conséquence, étant donné que le Congrès a prescrit qu'un réexamen à l'extinction devait être réalisé dans tous les cas sans exception,

[5] Communication écrite des CE en tant que tierce partie, paragraphe 12.
[6] The New Shorter Oxford English Dictionary, 1993, volume 1, page 1370.
[7] Le terme "iniciado" dans la version espagnole semble correspondre étroitement au terme anglais "initiated".
[8] Communication écrite des CE en tant que tierces parties, paragraphe 5.

on ne peut pas dire que le DOC prenne la décision consciente et rationnelle d'ouvrir ("to initiate") l'enquête. Son rôle se limite en fait à publier l'avis d'engagement d'une procédure. Par conséquent, la législation des États-Unis ne respecte pas les prescriptions minimales concernant le choix rationnel implicite dans le terme "to initiate".

L'avis d'engagement d'un réexamen qui doit être publié, conformément à l'article 12.1 et 12.3, peut au contraire être qualifié d'"automatique". La publication est cependant manifestement différente de l'engagement du réexamen et manifestement n'exige pas le même genre de décision consciente. En réduisant le rôle du DOC à la publication de l'avis, la législation des États-Unis ne tient pas compte de la prescription distincte énoncée à l'article 11.3 exigeant une décision d'engager ("to initiate") le réexamen.

b) Le terme "initiation" dans la version anglaise de l'article 11.3 doit-il être lu comme ayant un sens strictement procédural? Ne doit-il pas y avoir une raison ou une prescription de fond pour l'engagement d'une procédure (aussi mince soit-elle)? Si vous estimez que ce terme a un sens strictement procédural, veuillez expliquer pourquoi les rédacteurs ont utilisé l'expression "de leur propre initiative" à l'article 11.3. Cette expression a-t-elle également un sens strictement procédural? Dans ce cas, pourquoi était-il nécessaire d'ajouter ces mots? Cette expression exige-t-elle de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle ait une raison pour engager un réexamen de sa propre initiative?

Réponse

Comme les CE l'ont dit dans leur réponse à la question n° 3 a), le terme "to initiate" de même que l'expression "de leur propre initiative" impliquent un acte de choix conscient, qui à son tour implique un niveau minimum de rationalité. Par conséquent, on ne peut pas dire que quelque chose qui se passe automatiquement, indépendamment d'un choix, ait été "initiated".

En revanche, les CE ne considèrent pas comme décisif que cette expression soit considérée comme ayant un sens "procédural" ou non. En fait, le terme "procédural" signifie "relatif à une procédure".[9] Ce terme, en tant que tel, peut porter soit sur une étape d'une procédure qui est le résultat d'un choix conscient (par exemple un jugement, une ordonnance) soit quelque chose qui ne l'est pas (l'expiration d'un délai).

Les CE aimeraient souligner que, même si elles conviennent que le terme "to initiate" implique un certain degré de choix conscient, il s'agit là d'une prescription purement minimale implicite dans ce terme. En outre, les Communautés maintiennent que la décision d'engager un réexamen à l'extinction doit également être conforme aux prescriptions en matière de preuve de l'article 5.6.[10]

c) Le terme "initiate", tel qu'il est utilisé à l'article 11.3, a-t-il la même signification que dans la note de bas de page 1 de l'Accord? Engager un réexamen signifie-t-il la même chose qu'ouvrir une enquête?

Réponse

Les CE sont d'avis que le terme "initiate", tel qu'il est utilisé à l'article 11.3, a la même signification que dans la note de bas de page 1 de l'Accord. Cela semble découler clairement de l'expression "tel qu'il est utilisé dans le présent accord" qui semble indiquer que la note de bas de page

[9] The New Shorter Oxford English Dictionary, volume 2, 1993, page 2363.
[10] Voir ci-dessous les réponses aux questions n° 9 et 10.

était censée préciser le sens du terme dans tous les cas dans lesquels il est utilisé dans l'Accord, y compris à l'article 11.3.

Dans ce contexte, les CE aimeraient souligner que la note de bas de page 1 définit le terme "initiated" comme se référant à "l'action de procédure par laquelle un Membre ouvre formellement une enquête conformément à l'article 5" (non souligné dans l'original). Cette référence à l'article 5 dans la note de bas de page 1 doit avoir un sens dans la pratique. De l'avis des CE, cela signifie dans la pratique que les prescriptions en matière de preuve pour l'ouverture des enquêtes, énoncées à l'article 5, devraient s'appliquer tout au long de l'Accord et par conséquent devraient également s'appliquer à l'engagement des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.

Question n° 4

Une lecture de l'Accord antidumping qui n'imposerait pas de critère *de minimis* pour ce qui est des réexamens à l'extinction aboutirait-elle à une incompatibilité empêchant une interprétation cohérente de l'Accord antidumping? Expliquez votre réponse.

Réponse

Les CE considèrent qu'une lecture de l'Accord antidumping qui n'imposerait pas de critère *de minimis* pour ce qui est des réexamens à l'extinction aboutirait à une incompatibilité empêchant une interprétation cohérente de l'Accord lui-même.

Les CE pensent qu'un des objectifs fondamentaux de l'Accord antidumping est de garantir un équilibre entre les droits et obligations dans l'imposition et l'application de ce type de mesures de défense commerciale. Cela ressort notamment de l'obligation faite à l'article 11.1 de ne maintenir en vigueur des droits antidumping "que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage" et, de toute manière, d'y mettre fin "cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle [le droit] aura été imposé", à moins que certaines conditions spécifiques ne soient réunies, c'est-à-dire que "le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé". La notion que le droit et le dommage "subsisteront ou se reproduiront" fait référence au passé. Le terme "subsister" est défini comme "l'action de subsister ("se poursuivre, maintenir, persister à, ne pas cesser, etc.")"; tandis que le terme "se reproduire" est défini comme "se reproduisant ("arriver à nouveau"); événement fréquent ou périodique".[11] Ces deux termes se réfèrent à une définition ou à une constatation antérieure, c'est-à-dire à la détermination initiale.

Sur cette base, les CE considèrent qu'une interprétation cohérente et systémique de l'Accord antidumping exige l'application aux réexamens à l'extinction de toutes les dispositions de l'Accord qui sont pertinentes pour la détermination initiale. Cela semblerait être confirmé par la structure schématique de l'article 11.3 qui n'aurait aucun sens, quant au fond et à la procédure, s'il n'était pas lu conjointement avec un certain nombre d'autres dispositions.

Question n° 5

Comment concilier le fait que l'article 5.8 fait explicitement référence à des marges de dumping *de minimis* et des volumes d'importation négligeables et au dommage avec la thèse selon laquelle les marges de dumping *de minimis* sont non dommageables? Qu'est-ce qui dans le texte de l'Accord justifie ce point de vue?

[11] The New Shorter Oxford English Dictionary, 1993, volume 1, pages 494 et 495 et volume 2, page 2510.

Réponse

Les CE ne voient aucune contradiction entre le texte de l'article 5.8 et la thèse selon laquelle les marges de dumping *de minimis* ne sont pas dommageables. Les CE pensent en fait qu'un des deux cas dans lesquels le dommage causé est négligeable est lorsque les marges de dumping sont *de minimis*. Cette interprétation est confirmée par le texte de divers articles de l'Accord antidumping. L'article 5.8 définit ce qui constitue une "marge de dumping *de minimis*" et un "volume des importations négligeable", mais il est totalement muet sur ce qui est un "dommage négligeable". L'article 3.3 de l'Accord, lorsqu'il réglemente la "détermination de l'existence d'un dommage", autorise le cumul des importations en provenance de plus d'un pays uniquement si deux conditions sont réunies, à savoir que la marge de dumping des importations en provenance de chacun des pays est supérieure au niveau *de minimis* et que le volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable, en d'autres termes dans les deux cas dans lesquels le dommage, pour chaque pays, est - par définition - non "négligeable". L'article 3.4 de l'Accord inclut également l'importance de la marge de dumping parmi les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de la branche de production. L'article 3 quant à lui relie clairement le volume des importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage (article 3.1, 3.2, 3.7 et note de bas de page 10). Tout cela donne à penser que les volumes d'importation négligeables dont il est question à l'article 5.8 peuvent raisonnablement être interprétés comme étant des importations non dommageables et que la référence spécifique à un dommage négligeable à l'article 5.8 peut être conciliée avec l'interprétation de la marge de dumping *de minimis* et des volumes d'importation négligeables comme étant non dommageables.

QUESTION POSÉE AUX COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Question n° 6

Le Groupe spécial prend note de ce que disent les CE concernant l'engagement à l'initiative des autorités, au paragraphe 7 de leur déclaration orale dans lequel les CE examinent la définition et l'importance du terme "déterminer". Selon les CE, cette obligation relative à la "détermination" s'applique-t-elle non seulement à la nature du réexamen à l'extinction mais également à la nature de la décision d'engager ou non un réexamen à l'extinction?

Réponse

Les CE aimeraient préciser que la détermination à laquelle il est fait référence à l'article 11.3 est postérieure à l'ouverture de l'enquête et soumise à des critères différents. Par conséquent, les CE ne souhaitent pas donner à entendre que les critères relatifs à la détermination énoncés à l'article 11.3 devraient être transposés à l'ouverture d'une enquête. Elles aimeraient cependant souligner que lorsqu'une procédure est susceptible de conduire à une action spécifique, qui est soumise à certaines conditions, il est normal que l'ouverture de l'enquête soit soumise au minimum à une évaluation *prima facie* de la question de savoir s'il y a du moins une vague possibilité que ces conditions soient remplies. La législation des États-Unis, conformément à laquelle l'engagement des réexamens à l'extinction est automatique, reporte l'étude de toutes les questions de fond au stade de la détermination et vide ainsi le stade de l'engagement de toute signification dans la pratique.

III. CRITÈRE *DE MINIMIS* DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

QUESTIONS POSÉES AUX COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Question n° 8

L'argumentation des CE concernant l'application du critère *de minimis* aux réexamens à l'extinction sur la base du libellé de l'article 5.8 repose-t-elle sur la présomption que le terme "enquête" utilisé à la première phrase de cet article couvre également les réexamens?

Réponse

Comme nous l'avons mentionné ci-dessus dans notre réponse à la question n° 3 c), les CE sont d'avis que la disposition claire de la note de bas de page 1 de l'Accord étend l'applicabilité des règles de fond et de procédure relatives aux enquêtes de l'article 5 à tous les cas dans lesquels le terme "initiated" est utilisé dans l'Accord et par conséquent également aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. Cela dit toutefois, les CE estiment qu'il existe également plusieurs autres facteurs dont l'examen amène à la conclusion que le critère *de minimis* de l'article 5.8 devrait être applicable aux réexamens à l'extinction. Elles ont déjà mentionné ci-dessus dans leur réponse à la question n° 4 qu'il fallait donner une interprétation cohérente et systémique de l'Accord antidumping. Il mérite également d'être mentionné que l'article 12.3 renvoie explicitement à l'article 12.1, lequel à son tour fait référence aux prescriptions de l'article 5. Enfin, il y a également la prescription énoncée à l'article 11.3 selon laquelle les autorités nationales "déterminent" qu'il est probable que le dumping dommageable subsistera ou se reproduira si le droit antidumping est supprimé. Comme les CE l'ont déjà mentionné dans leur communication écrite[12], on considère généralement que le verbe "déterminer" signifie trouver, donner pour certain, établir ou, en termes plus clairs, réaliser toutes les activités nécessaires pour parvenir à une décision, c'est-à-dire enquêter et décider. Le Groupe spécial *États-Unis - Acier traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*[13] définit le verbe "déterminer" dans la disposition parallèle de l'Accord SMC de la manière suivante:

> Entre autres définitions, c'est régler ou décider (un différend, une controverse, etc., ou une sentence, une conclusion, une question, etc.) en qualité de juge ou d'arbitre.

Il ajoute plus précisément en ce qui concerne la détermination dans le cadre d'un réexamen à l'extinction:

> La détermination établie par l'autorité chargée de l'enquête de la probabilité que le subventionnement subsistera ou se reproduira devrait reposer sur l'évaluation des éléments de preuve qu'elle a réunis à l'occasion de l'enquête initiale, des réexamens intermédiaires et finalement du réexamen à l'extinction.

Plus loin, il précise que:

> dans le cadre d'un réexamen à l'extinction au titre de l'article 21.3 de l'Accord SMC, l'autorité compétente devrait recueillir les données de fait pertinentes et faire reposer son analyse de la probabilité sur ces données de fait.

Compte tenu de ce qui précède, les CE estiment que ce n'est pas le terme "enquête" qui couvre également un réexamen, mais les termes "réexamen" et "détermination" tels qu'ils sont utilisés à l'article 11.3 qui couvrent également la phase d'"enquête" telle qu'elle est décrite à l'article 5 de l'Accord.

[12] Paragraphe 10.
[13] Paragraphes 8.90, 8.95 et 8.115.

Question n° 9

Le Groupe spécial prend note de la prétention des CE exprimée au paragraphe 8 de leur déclaration orale, à savoir que la non-application du critère en matière de preuve, lors de l'engagement des réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités chargées de l'enquête conférerait à ces dernières "un pouvoir discrétionnaire totalement arbitraire". En supposant que le critère des éléments de preuve suffisants auquel les CE font référence ne soit pas applicable à l'engagement des réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités, s'ensuit-il nécessairement que l'engagement est arbitraire? En d'autres termes, l'expression "de leur propre initiative" utilisée à l'article 11.3 signifie-t-elle que l'autorité chargée de l'enquête devrait ou doit avoir une raison de bonne foi pour engager un réexamen à l'extinction de sa propre initiative? Est-il possible de donner cette teneur indépendante à cette expression de l'article 11.3?

Réponse

Dans l'abstrait, il est concevable pour les CE d'appliquer un critère en matière de preuve qui ne serait pas aussi exigeant que le critère des "éléments de preuve suffisants" énoncé à l'article 5.6, mais qui ne laisserait pas non plus un pouvoir discrétionnaire total à l'autorité chargée de l'enquête.

Concrètement, dans le cas de l'Accord antidumping cependant, les CE ne jugent pas nécessaire d'élaborer un tel critère intermédiaire en matière de preuve. En fait, l'article 5.6 contient un critère en matière de preuve pour l'ouverture des enquêtes à l'initiative des autorités qui est parfaitement transposable à l'article 11.3. En outre, la note de bas de page 1 de l'Accord antidumping fait spécifiquement référence à l'article 5 à propos de la définition du terme "to initiate". Du point de vue du système, il semblerait donc plus approprié d'appliquer le critère de l'article 5.6 à l'ouverture des enquêtes à l'extinction, plutôt que d'élaborer un critère en matière de preuve différent pour chaque type d'enquête.

Les CE aimeraient ajouter que même si le Groupe spécial constatait qu'un tel critère intermédiaire devrait s'appliquer, la législation des États-Unis ne serait en aucun cas conforme à ce critère étant donné qu'elle prévoit que l'engagement des réexamens à l'extinction est automatique. Par exemple, l'engagement d'un réexamen à l'extinction par le DOC ne pourrait en aucun cas être jugé "de bonne foi" étant donné que le DOC ne fait que mettre en œuvre une loi qui prescrit l'engagement d'un réexamen dans absolument tous les cas.

Question n° 10

Le Groupe spécial prend note de l'argument des CE selon lequel, puisque l'article 11.3 est muet quant aux critères en matière de preuve applicables à l'engagement des réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités, les dispositions de l'article 5 devraient s'appliquer. Le Groupe spécial note également que, bien que l'article 11 comporte plusieurs renvois à d'autres articles de l'Accord, aucun renvoi n'a été fait à l'article 6. Selon les CE, que peut-on en déduire de l'intention des rédacteurs?

Réponse

Les CE ne pensent pas que l'absence de renvoi à l'article 5 soit concluante. Comme l'Organe d'appel l'a dit, des omissions dans différents contextes peuvent avoir des sens différents et peuvent donc être interprétées de manière différente.[14]

[14] Rapport de l'Organe d'appel *Canada - Certaines mesures concernant l'industrie automobile*, WT/DS142/AB/R, adopté le 19 juin 2000, paragraphe 138.

De l'avis des CE, il est impossible d'interpréter la disposition relative à l'extinction de l'article 11.3 de manière isolée sans prendre en compte le contexte du reste de l'Accord. En fait, l'article 11.3 comporte de nombreux termes auxquels d'autres dispositions de l'Accord donnent un sens. Pour ne citer qu'un exemple, l'article 11.3 utilise l'expression "branche de production nationale", dont la définition se trouve à l'article 4. Il ne semble pas concevable de donner à cette expression un sens différent à l'article 11.3 uniquement parce qu'il n'y a pas de renvoi à cette disposition.

Le fait que l'article 11.4 comporte un renvoi à l'article 6 n'est pas non plus concluant dans le présent contexte. Il se peut que les rédacteurs, pour des raisons relatives au contexte des négociations, aient souhaité préciser l'applicabilité de l'article 6. Cela n'implique cependant pas nécessairement qu'ils aient souhaité exclure l'applicabilité d'autres dispositions de l'Accord.

Il convient également de noter que même si l'article 11.3 ne renvoie pas explicitement à l'article 5 on trouve un tel renvoi dans l'article 12. L'article 12.3 prévoit que les dispositions de l'article 12 s'appliqueront aussi *mutatis mutandis* à l'engagement des réexamens au titre de l'article 11. L'article 12.1 fait spécifiquement référence aux cas où "les autorités seront convaincues que les éléments de preuve sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping en conformité avec l'article 5" (non souligné dans l'original). Étant donné que cette référence s'applique également, en vertu de l'article 12.3, à l'engagement des réexamens à l'extinction, il faut considérer qu'elle rend aussi les prescriptions en matière de preuve de l'article 5.6 applicables aux réexamens à l'extinction.

Enfin, il convient de noter que l'on trouve dans la note de bas de page 1 de l'Accord antidumping une référence spécifique à l'article 5 qui définit le terme "to initiate". Cela montre que les rédacteurs n'ont nullement eu l'intention d'exclure l'applicabilité de l'article 5, mais semblent plutôt être partis du principe que cette disposition s'appliquerait à tous les types d'engagement au titre de l'Accord.

Question n° 11

Les CE font valoir que pour engager un réexamen à l'extinction l'autorité chargée de l'enquête doit disposer d'éléments de preuve, y compris d'éléments de preuve relatifs au dumping. Comment cette thèse peut-elle être conciliée avec le point de vue exprimé par certaines tierces parties selon lequel les autorités ne devraient pas s'appuyer sur les marges de dumping antérieures? Pourquoi pensez-vous que des marges de dumping qui sont *de minimis* seraient probantes tandis que d'autres marges de dumping antérieures ne seraient pas probantes quant au comportement futur des exportateurs?

Réponse

Les CE n'ont jamais maintenu que les autorités nationales ne devaient pas du tout s'appuyer sur les marges de dumping antérieures. Au contraire, comme nous l'avons expliqué ci-dessus, elles estiment que la notion même selon laquelle "le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront" renvoie à la constatation antérieure faite dans le cadre de l'enquête initiale. Les CE contestent cependant les prescriptions légales énoncées à l'article 752 c) 1) et 2) de la Loi douanière des États-Unis conformément auxquelles les autorités doivent s'appuyer uniquement sur les "marges moyennes pondérées de dumping déterminées dans le cadre de l'enquête et des réexamens ultérieurs" et prendre également en considération d'autres facteurs tels que "prix, coûts, marché, ou facteurs économiques" seulement "sur exposé de motifs valables". Selon les CE, les autorités nationales peuvent commencer à établir leur détermination que "le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront" en examinant les marges de dumping antérieures, mais elles doivent ensuite analyser également tous les autres facteurs pertinents pour une analyse prospective du dumping. Dans les CE par exemple, une détermination est établie concernant la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira si les mesures sont abrogées, et concernant le niveau de ce dumping. Ainsi, même si la marge de dumping constatée lors de la réalisation de l'enquête à l'extinction est *de minimis*, cela n'est

pas concluant pour définir si les mesures devraient être maintenues ou abrogées. Dans les CE, pour que la mesure ne soit pas abrogée il faut établir que la marge qui existera probablement est supérieure au niveau *de minimis*.

Par ailleurs, les CE n'ont jamais dit que "des marges de dumping qui sont *de minimis* seraient probantes tandis que d'autres marges de dumping antérieures ne seraient pas probantes quant au comportement futur des exportateurs".

Question n° 12

Les CE sont-elles d'avis qu'une autorité chargées de l'enquête devrait déterminer les marges de dumping futures dans un réexamen à l'extinction? Une autorité chargée de l'enquête peut-elle à bon droit conclure qu'il est probable que le dumping se poursuivra dans les cas où la marge de dumping constatée lors du dernier réexamen administratif était inférieure au niveau *de minimis*? Ou est-elle liée par ces données antérieures et devrait-elle par conséquent conclure qu'il n'y a pas de probabilité?

Réponse

Comme les CE l'ont déjà dit dans leur communication écrite[15], elles estiment que la probabilité que le dumping dommageable subsistera ou se reproduira, dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, devrait être établie grâce à une analyse prospective fondée sur des éléments de preuve positifs.

Les marges de dumping constatées dans le cadre des derniers réexamens administratifs peuvent constituer l'un de ces éléments de preuve positifs, mais elles ne peuvent pas être le facteur décisif dans les deux hypothèses formulées par le Groupe spécial dans sa question. Les CE estiment qu'une autorité nationale ne satisferait pas au critère établi par l'article 11.3 si elle s'appuyait uniquement sur le fait qu'il y a eu dumping dans le passé.

En outre, on ne peut pas exclure que, même s'il a été constaté au cours du dernier réexamen administratif que les marges de dumping étaient *de minimis*, l'autorité chargée de l'enquête, en se fondant sur tous les éléments de preuve disponibles, conclue que les marges de dumping dont il est probable qu'elles se reproduiront seront supérieures au niveau *de minimis*. Dans ce cas, l'autorité chargée de l'enquête ne serait pas tenue de supprimer le droit. Toutefois, si l'autorité chargée de l'enquête constate qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira à un niveau inférieur au niveau *de minimis*, elle est alors tenue de supprimer le droit.

IV. OBLIGATION DE DÉTERMINER LA PROBABILITÉ QUE LE DUMPING SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA

QUESTION POSÉE AUX COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET À LA NORVÈGE

Question n° 15

Le Groupe spécial prend note des paragraphes 14 et 15 de la déclaration orale des CE et du paragraphe 18 de la déclaration orale de la Norvège. Les deux tierces parties font référence au critère "probable" comme à une question relative à la probabilité. Êtes-vous d'accord avec la thèse selon laquelle le critère "probable" et le critère "peu probable" sont deux critères distincts qui s'excluent mutuellement? En quoi cela est-il pertinent pour l'examen par le Groupe spécial de la question dont il est saisi?

[15] Paragraphes 25 et suivants.

Réponse

Les CE sont d'accord avec la thèse selon laquelle le critère "probable" et le critère "peu probable" sont deux critères distincts qui s'excluent mutuellement.

Les CE aimeraient toutefois préciser que la comparaison ne devrait pas se faire entre "probable" et "peu probable", mais entre "probable" et "pas improbable". En effet, si l'article 11.3 dispose que le droit antidumping doit être supprimé ou abrogé, à moins qu'il ne soit probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront de ce fait, le règlement du DOC prévoit que le droit antidumping sera supprimé lorsqu'il est peu probable que le dumping subsiste ou se reproduise de ce fait. En d'autres termes, conformément à la législation des États-Unis, le droit sera maintenu s'il n'est pas improbable que le dumping et le dommage subsistent ou se reproduisent, alors que cela n'est autorisé au titre de l'article 11.3 que si cela est probable.

Le fait de dire que quelque chose est "probable" implique une probabilité sensiblement supérieure à 50 pour cent. Par contre, dire que quelque chose est "improbable" implique une probabilité sensiblement inférieure à 50 pour cent. Par conséquent, pour que quelque chose ne soit "pas improbable", il suffit qu'il y ait une probabilité sensiblement inférieure à 50 pour cent que cet événement se produise.

En d'autres termes, étant donné que, conformément à la législation des États-Unis, le droit peut être maintenu s'il n'est pas improbable que le dumping et le dommage subsistent ou se reproduisent, le niveau de probabilité exigé est nettement inférieur à celui exigé à l'article 11.3 conformément auquel il doit être probable que cet événement se produise.

Les CE aimeraient ajouter que l'incompatibilité avec les règles existantes du critère de probabilité des États-Unis est parfaitement illustrée par le critère appliqué par le DOC dans les réexamens à l'extinction, tel que le décrit le *Sunset Policy Bulletin*[16], conformément auquel le DOC déterminera normalement qu'il est peu probable que le dumping subsiste ou se reproduise du fait de l'abrogation d'une ordonnance antidumping ou de la clôture d'une enquête suspendue "si le dumping a été éliminé après la publication de l'ordonnance ou de l'accord de suspension, selon qu'il convient, et si le volume des importations est demeuré stable ou a augmenté".[17] Les CE seraient prêtes à admettre qu'il serait improbable que, dans ce scénario, la partie concernée ait à nouveau recours au dumping étant donné qu'elle était parvenue à augmenter ses importations même sans pratiquer le dumping et en dépit des effets d'un droit antidumping. Il y a cependant des cas dans lesquels il peut ne pas être "improbable" dans ce sens que le dumping et le dommage se reproduisent ou subsistent, mais dans lesquels il n'y a pas suffisamment de renseignements ou d'éléments de preuve pour considérer que cela est "probable". Dans un tel cas, alors que l'autorité chargée de l'enquête n'est pas en mesure de prévoir de manière sûre qu'il est probable que le dumping et le dommage se reproduiront, la législation des États-Unis exige des autorités qu'elles maintiennent le droit antidumping. Cela est contraire à l'article 11.3.

Les réexamens à l'extinction réalisés par les États-Unis entre juillet 1998 et novembre 2002 parlent d'eux-mêmes. Le DOC n'a jamais abrogé une ordonnance en matière de droits antidumping ni procédé à la clôture d'une enquête antidumping suspendue en déterminant qu'il était improbable que le dumping subsiste ou se reproduise.

[16] Comme les CE l'ont déjà dit ci-dessus (réponse à la question n° 1), le *Sunset Policy Bulletin* décrit une pratique imposée par la législation des États-Unis.

[17] Voir la communication des CE en tant que tierces parties, paragraphes 30 et 31.

ANNEXE E-8

RÉPONSES DE LA NORVÈGE EN TANT QUE TIERCE PARTIE AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL

I. CRITÈRE *DE MINIMIS* DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

1. Le Groupe spécial note qu'au paragraphe 25 de la déclaration orale de la Norvège, celle-ci dit ne voir aucune raison pour laquelle le critère *de minimis* qui s'applique dans les enquêtes initiales ne devrait pas s'appliquer dans les réexamens à l'extinction. Sur quel fondement juridique dans l'Accord la Norvège s'appuierait-elle pour justifier ce point de vue? Au paragraphe 26 de sa déclaration orale, la Norvège fait référence aux définitions de termes tels que "dumping" et "dommage" et fait valoir que, une fois formulées, ces définitions s'appliquent au reste de l'Accord et que, par conséquent, le *de minimis* devrait également s'appliquer tout au long de l'Accord. Le libellé de l'article 2 et de la note de bas de page 9 à l'article 3 semble indiquer que ces définitions sont, en général, applicables tout au long de l'Accord. Toutefois, dans l'Accord antidumping, on trouve le critère *de minimis* à l'article 5.8 et non dans les articles 2 ou 3 et on ne trouve pas de libellé similaire concernant la notion de *de minimis* à l'article 5.8. Sur quel fondement juridique la Norvège s'appuie-t-elle pour étayer son point de vue?

Réponse

L'article 11.3 de l'Accord antidumping qui porte sur les réexamens, y compris les réexamens à l'extinction, est "muet" en ce qui concerne le seuil *de minimis*. Cela nous laisse deux possibilités: soit nous appliquons *le même* seuil *de minimis* que pour l'imposition initiale d'un droit antidumping, défini à l'article 5.8, soit *un seuil différent*. Le gouvernement norvégien estime qu'il convient d'adopter la première de ces deux possibilités pour les raisons exposées ci-dessous.

Conformément à l'article 5.8 de l'Accord antidumping, l'imposition initiale d'un droit antidumping n'est pas autorisée si la marge de dumping est *de minimis* - c'est-à-dire inférieure à 2 pour cent. Si la marge de dumping est inférieure à ce seuil, elle ne peut pas donner lieu à des mesures compensatoires simplement parce que le dumping est considéré comme incapable de causer un dommage.

En outre, il ressort clairement du *libellé* de l'article 11.3 de l'Accord antidumping que la *règle principale* est qu'un droit antidumping devrait être supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé[1] et que la prolongation de l'application du droit constitue par conséquent une *exception*.[2]

Comme nous l'avons dit ci-dessus, une marge de dumping inférieure au seuil *de minimis* dans le cadre d'une enquête initiale ne peut pas donner lieu à des mesures compensatoires simplement parce qu'elle n'est pas jugée capable de causer un dommage. Si l'on tient compte du fait que la prolongation de l'application d'un droit antidumping constitue une exception, on aboutit logiquement à la conclusion qu'un seuil *de minimis* applicable dans le cadre d'un réexamen à l'extinction doit être supérieur ou au moins identique à celui de l'enquête initiale. Compte tenu du fait que la prolongation de l'application d'un droit antidumping constitue une exception, il ne peut pas être "plus facile" de prolonger l'application que de l'imposer au départ.

[1] *Nonobstant* les dispositions des paragraphes 1 et 2 ... .
[2] *À moins que* les autorités ne déterminent ... .

Par conséquent, il ne peut pas être correcte d'interpréter l'Accord comme voulant que le seuil pour la prolongation de l'application soit inférieur à ce qu'il était pour l'imposition initiale.

Le but des rédacteurs lorsqu'ils ont rédigé l'article 11.3 de l'Accord antidumping était d'éviter que les droits antidumping ne se perpétuent. Les rédacteurs n'ont pas pu vouloir l'application d'un critère *de minimis* inférieur au critère appliqué pour l'imposition initiale.

Par conséquent, le fait que les rédacteurs n'aient pas précisé un critère minimal à l'article 11 ni renvoyé explicitement à l'article 5.8 ne peut pas signifier qu'un critère *de minimis* inférieur doit être appliqué dans le contexte d'un réexamen à l'extinction.

Le gouvernement norvégien fonde sa position, d'un point de vue juridique, sur les principes reconnus du droit international public tels qu'ils sont codifiés dans l'article 31 de la Convention de Vienne, conformément auquel les dispositions d'un traité doivent être interprétées dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but.

II. OBLIGATION DE DÉTERMINER LA PROBABILITÉ QUE LE DUMPING SUBSISTERA OU SE REPRODUIRA

1. Le Groupe spécial prend note de ce que dit la Norvège au paragraphe 21 de sa déclaration orale concernant l'utilisation de données antérieures dans les réexamens à l'extinction. La Norvège est-elle d'avis que le DOC ne devrait pas du tout tenir compte des données antérieures dans un réexamen à l'extinction, ou que d'autres bases factuelles (par exemple les volumes d'importations actuels ou futurs) doivent former la base de la détermination au titre de l'article 11.3? Dans ce deuxième cas, où dans l'Accord la Norvège trouve-t-elle une justification de son point de vue?

Réponse

L'article 11.3 de l'Accord antidumping dispose que "tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé à moins que les autorités ne déterminent, au cours d'un réexamen ..., qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé". Il découle de cette disposition qu'une évaluation est nécessaire. En outre, les événements ultérieurs à l'enquête initiale peuvent être pertinents pour cette évaluation et ne peuvent en tout cas pas être exclus à priori, entre autres, pour ce qui est de l'évolution des importations et d'autres facteurs. Si les événements nouveaux ne sont pas pris en compte, il est impossible pour le DOC de satisfaire au critère "probable" de l'article 11.3.

Nous nous référons à cet égard à la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, (WT/DS213/AB/R):

> "88. En même temps, nous souhaitons souligner l'idée maîtresse de l'article 21.3 de l'*Accord SMC*. Au cœur de cette disposition se trouve la suppression automatique, à l'échéance, de droits compensateurs en vigueur depuis cinq ans à compter de l'enquête initiale ou d'un réexamen approfondi subséquent. La suppression d'un droit compensateur est la règle, et son maintien l'exception. Le maintien d'un droit compensateur doit donc être fondé sur un réexamen effectué à bon escient et sur une détermination positive selon laquelle "il est probable que le subventionnement et le dommage subsisteront ou se reproduiront" si le droit est abrogé. Lorsque le niveau de subventionnement au moment du réexamen est très faible, il doit y avoir des éléments de preuve convaincants montrant que l'abrogation du droit entraînerait néanmoins un dommage pour la branche de production nationale. Il ne suffira pas que les autorités s'appuient simplement sur la détermination de l'existence d'un dommage faite dans le

> cadre de l'enquête initiale. Il faudra plutôt une nouvelle détermination, fondée sur des éléments de preuve crédibles, pour établir que le maintien du droit compensateur est justifié afin de supprimer le dommage causé à la branche de production nationale." (non souligné dans l'original; note de bas de page omise)

Cette déclaration concerne un autre accord mais nous estimons que le raisonnement devrait également s'appliquer dans la présente affaire et que les autorités compétentes devraient procéder à une nouvelle détermination fondée sur des éléments de preuve crédibles liés aux circonstances actuelles et au dommage actuel. Enfin, pour étayer une constatation selon laquelle il est "probable" que "le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront", les États-Unis doivent également réexaminer les événements survenus depuis l'enquête initiale.

QUESTIONS POSÉES AUX COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET À LA NORVÈGE

1. Le Groupe spécial prend note des paragraphes 14 et 15 de la déclaration orale des CE et du paragraphe 18 de la déclaration orale de la Norvège. Les deux tierces parties font référence au critère "probable" comme à une question relative à la probabilité. Êtes-vous d'accord avec la thèse selon laquelle le critère "probable" et le critère "peu probable" sont deux critères distincts qui s'excluent mutuellement? En quoi cela est-il pertinent pour l'examen par le Groupe spécial de la question dont il est saisi?

Réponse

Le gouvernement norvégien estime que le critère "probable" et le critère "peu probable" sont deux critères distincts qui doivent s'exclure mutuellement. La conséquence doit en être que les États-Unis n'ont pas dûment respecté l'obligation qui leur est faite dans le cadre de l'OMC à l'article 11.3 de l'Accord antidumping et que par conséquent ils ont également violé l'article 18.4 de l'Accord antidumping et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

ANNEXE E-9

RÉPONSES DU JAPON AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL - DEUXIÈME RÉUNION

I. GÉNÉRALITÉS

QUESTIONS POSÉES AU JAPON

77. Le Japon peut-il confirmer que le tableau récapitulatif figurant au début de sa première communication écrite constitue toujours une description précise de ses allégations dans le présent différend? Dans le cas contraire, quelles modifications le Japon souhaiterait-il apporter à ce tableau pour l'actualiser? Où peut-on trouver ces modifications, le cas échéant, dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon?

Réponse

1. Oui, le tableau récapitulatif figurant au début de la première communication écrite du Japon représente toujours une description précise des allégations du Japon dans le présent différend.

78. Le Groupe spécial rappelle le paragraphe 7 de la déclaration orale du Japon à la deuxième réunion du Groupe spécial, où celui-ci affirme que le Groupe spécial "doit évaluer: 1) si l'établissement des éléments de preuve a été correct; 2) si l'évaluation a été impartiale; et 3) si l'évaluation a été objective". Le Japon pourrait-il exposer dans le détail quel est le fondement juridique de cet argument et, en particulier, préciser s'il repose sur l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping? Le Japon affirme-t-il que l'établissement des faits par le DOC n'a pas été correct, que l'évaluation des faits n'a pas été impartiale ou objective, ou les deux? Dans l'affirmative, de quelle manière précise? Cette allégation figure-t-elle dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon? Dans l'affirmative, à quel endroit?

Réponse

2. Le Japon s'est contenté de rappeler quel était le critère de réexamen à respecter pour réexaminer les faits dans le présent différend, critère qui repose entièrement sur l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping. Soulignons par ailleurs qu'au paragraphe 7 de notre déclaration orale à la deuxième réunion de fond, nous répondions aux arguments des États-Unis concernant les obligations créées par le terme "déterminent" à l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

3. Répondant à notre argument sur ce point, les États-Unis avaient affirmé qu'ils devaient uniquement montrer au Groupe spécial qu'ils disposaient d'éléments de preuve suffisants pour étayer leur constatation selon laquelle il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait. Mais en fait, le critère énoncé à l'article 17.6 i) est beaucoup plus rigoureux puisqu'il impose au Groupe spécial de s'assurer que l'établissement des éléments de preuve par les autorités a été correct et que leur évaluation de ces éléments de preuve a été impartiale et objective. Les États-Unis ne peuvent donc se contenter de dire ou même de montrer qu'ils disposaient d'éléments de preuve suffisants à l'appui de leur décision; le Groupe spécial doit examiner si le DOC a établi et évalué les faits conformément au critère prévu à l'article 17.6 i) lorsqu'il a formulé sa détermination.

4. L'allégation du Japon selon laquelle le DOC n'a pas déterminé s'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait lors du réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance de ce pays fait

l'objet du point 2 b) de la demande d'établissement d'un groupe spécial.[1] Le Japon allègue aussi au point 3, que le DOC n'a pas établi de manière correcte l'ampleur de la marge de dumping aux fins de l'analyse du dommage.[2] En contestant ces aspects, le Japon a invoqué par définition le critère relatif à l'examen des faits énoncé à l'article 17.6 i). Il n'était donc pas nécessaire de mentionner spécifiquement dans la demande d'établissement quelle était la partie de l'article en vertu de laquelle la décision du DOC était incorrecte. Nous avons cependant expliqué dans notre première communication en quoi l'établissement des faits de la cause était incorrect et l'évaluation partiale et non objective – tel que cela est inscrit dans le Sunset Policy Bulletin et que cela a été appliqué dans le présent réexamen à l'extinction des droits antidumping imposés aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon.[3]

II. INSTRUMENTS JURIDIQUES IMPÉRATIFS ET FACULTATIFS/"PRATIQUE"

QUESTIONS POSÉES AUX DEUX PARTIES

79. Le Groupe spécial note la déclaration de l'Organe d'appel, reproduite ci-après, dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*:

> **Ainsi, la législation d'un Membre défendeur sera considérée comme étant compatible avec les règles de l'OMC jusqu'à preuve évidente du contraire. Il incombe à la partie affirmant que la législation nationale d'une autre partie, en tant que telle, est incompatible avec les obligations conventionnelles pertinentes d'apporter des éléments de preuve quant à la portée et au sens de ladite législation pour étayer cette affirmation. De tels éléments de preuve seront habituellement constitués par le texte de la législation ou des instruments juridiques pertinents, qui pourra être étayé, selon que de besoin, par des éléments de preuve de l'application constante de cette législation, les arrêts des tribunaux nationaux concernant le sens de cette législation, les opinions des experts juridiques et les écrits de spécialistes reconnus. La nature et la portée des éléments de preuve exigés pour s'acquitter de la charge de la preuve varieront d'une affaire à l'autre.**[4]

Le Groupe spécial note par ailleurs que, dans l'affaire *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, l'Organe d'appel a examiné la constatation du Groupe spécial concernant la compatibilité d'une certaine méthode (appelée "pratique administrative"), en tant que telle, utilisée par le DOC lors des enquêtes en matière de droits compensateurs, avec les obligations contractées par les États-Unis dans le cadre de l'OMC.[5] Dans ce même rapport, l'Organe d'appel a déclaré qu'il "n'exclu[ait] pas, par implication, la possibilité qu'un Membre puisse manquer à ses obligations dans le cadre de

---

[1] *Voir* Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon (WT/DS244/4) (5 avril 2002) ("De ce fait, il n'y a strictement aucune tentative de "déterminer" s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. Les procédures et la pratique des États-Unis à cet égard, en tant que pratique générale *et telles qu'elles sont appliquées dans la présente affaire*, sont incompatibles avec les obligations découlant de l'article 11.3 de l'Accord antidumping et de l'article X:3 du GATT de 1994.") (pas d'italique dans l'original).

[2] *Voir id.*, point 3.

[3] *Voir, par exemple*, Première communication du Japon, paragraphe 148.

[4] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* ("*États-Unis – Acier au carbone*"), WT/DS213/AB/R et Corr.1, 28 novembre 2002, paragraphe 157.

[5] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes ("États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes"*), WT/DS212/AB/R, 9 décembre 2002, paragraphes 129 et 146.

l'OMC en promulguant une législation qui accorde à ses autorités le pouvoir discrétionnaire d'agir en violation de ses obligations dans le cadre de l'OMC".[6]

À votre avis:

a) Quelles sont, le cas échéant, les implications de ces constatations de l'Organe d'appel sur la question de savoir si la "pratique" en tant que telle peut être contestée au titre de l'Accord de l'OMC?

Réponse

5. Le Japon estime que les deux affaires citées par le Groupe spécial viennent appuyer l'affirmation selon laquelle les allégations concernant la "pratique générale" peuvent faire l'objet d'un examen par le présent groupe spécial en vertu de l'Accord antidumping. Dans l'affaire *États-Unis - Acier au carbone*, citée par le Groupe spécial, l'Organe d'appel a accepté explicitement que les allégations concernant la "pratique générale" pouvaient donner lieu à une procédure. En fait, l'Organe d'appel a simplement constaté en l'espèce qu'un seul réexamen à l'extinction n'était pas suffisant pour prouver qu'il existait une "pratique générale".[7]

6. Ultérieurement, dans l'affaire *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, l'Organe d'appel a examiné la question de savoir si certaines pratiques administratives utilisées pour le calcul des droits compensateurs étaient compatibles avec l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC). Il a indiqué ce qui suit:

> "Ainsi, suivant la méthode de la "même personne", lorsque le DOC détermine qu'aucune personne morale nouvelle n'a été créée à la suite de la privatisation, il conclura d'après cette détermination, *sans pousser plus loin l'analyse*, et indépendamment du prix payé par les nouveaux propriétaires pour l'entreprise nouvellement privatisée, que celle-ci continue de recevoir l'avantage découlant d'une contribution financière antérieure. Cette approche est contraire à l'obligation prévue à l'article 21.2 de l'*Accord SMC* selon laquelle l'autorité chargée de l'enquête doit prendre en compte dans un réexamen administratif "des données positives [justifiant] la nécessité d'un tel réexamen". Il pourrait s'agir de données se rapportant à des faits nouveaux concernant la subvention, ou la privatisation effectuée dans des conditions de pleine concurrence et à la juste valeur marchande, ou d'autres renseignements. La méthode de la "même personne" empêche le DOC de s'acquitter de son obligation d'examiner si un "avantage" pouvant donner lieu à une mesure compensatoire continue d'exister dans une entreprise après le changement de propriété de cette entreprise. En conséquence, nous constatons que la méthode de la "même personne", *en tant que telle*, est incompatible avec les obligations relatives aux réexamens administratifs prévues à l'article 21.2 de l'*Accord SMC*."[8]

---

[6] *Ibid.*, note 334.

[7] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* (*"États-Unis – Acier au carbone*"), WT/DS213/AB/R, paragraphe 148 (28 novembre 2002) ("Nous ne sommes pas persuadés que la réalisation d'un seul réexamen à l'extinction puisse constituer un élément de preuve concluant de la pratique du DOC et, par conséquent, du sens de la législation des États-Unis").

[8] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS212/AB/R (9 décembre 2002), paragraphe 146 (note de bas de page omise).

7. En conséquence, l'Organe d'appel a expressément constaté que les pratiques générales, ou pratiques administratives, pouvaient faire l'objet d'une procédure. La seule question qui reste encore à résoudre est donc de savoir si le Membre formulant l'allégation a fait la preuve que cette procédure administrative avait un effet obligatoire *de facto*.

b) En quoi ces constatations - et votre réponse au point a) - revêtent-elles de l'importance, le cas échéant, dans le cadre de la présente procédure?

Réponse

8. Comme nous l'avons expliqué dans la réponse à la partie a) ci-dessus, l'Organe d'appel ayant précisé dans ses récentes constatations que les procédures administratives pouvaient faire l'objet d'une action, la question est alors de savoir si le Membre a fait la preuve que la procédure administrative était obligatoire *de facto*. Dans la présente affaire, le Japon a présenté de nombreux éléments de preuve montrant que, dans la totalité des 227 réexamens à l'extinction auxquels des requérants avaient pris part, le DOC avait suivi les préceptes du Sunset Policy Bulletin.[9] Dans la totalité de ces affaires, le DOC a suivi les scénarios factuels préétablis imposés par le Sunset Policy Bulletin pour déterminer s'il convenait de maintenir les droits antidumping. Le Japon a aussi prouvé que la prescription relative aux "raisons valables" prévue par le Sunset Policy Bulletin empêchait le DOC d'examiner réellement tout élément de preuve prospectif. Aucune autre disposition, que ce soit dans la Loi, dans la Réglementation concernant les réexamens à l'extinction ou dans l'Énoncé des mesures administratives, n'établit avec précision de quelle manière le DOC devrait effectuer son analyse. Pour le réexamen à l'extinction, celui-ci fonde ses déterminations uniquement sur les instructions contenues dans le Sunset Policy Bulletin.

III. CRITÈRES EN MATIÈRE DE PREUVE POUR L'ENGAGEMENT DES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

QUESTION POSÉE AU JAPON

83. Concernant les arguments exposés par le Japon aux paragraphes 10 et 11 de sa déclaration orale à la deuxième réunion du Groupe spécial, en quoi ce pays considère-t-il la référence à l'"article 5" (et non pas l'article 11.3) figurant dans la note de bas de page 1 de l'Accord antidumping comme étayant ses allégations sur les critères en matière de preuve applicables à l'engagement? Le Japon serait-il d'avis que, en se référant aux enquêtes (et non aux réexamens), la note de bas de page 1 restreint elle-même son champ d'application? Si tel n'est pas le cas, veuillez expliquer pourquoi.

Réponse

9. La note de bas de page 1 donne la définition du terme anglais ""initiated" tel qu'il est utilisé dans le présent accord" (non souligné dans l'original). Elle ne dit pas "tel qu'il est utilisé dans le présent accord pour les enquêtes". La définition est beaucoup plus large. Elle s'applique chaque fois que le terme est utilisé dans l'Accord, y compris pour les réexamens à l'extinction de l'article 11.3. Vu l'acception plus large d'"initiated" à la note de bas de page 1, le terme utilisé à l'article 11.3 est défini par cette note. Le Japon note que l'expression "conformément à l'article 6, paragraphe 6" qui figurait auparavant dans le Code antidumping du Tokyo Round (l'article 12.1 actuel) a été remplacée par l'expression "conformément à l'article 5" lors du Cycle d'Uruguay. Cette modification textuelle montre que les procédures en matière d'éléments de preuve prévues à l'article 5 s'appliquent aux actions de procédure dès lors qu'elles sont "initiated". Compte tenu de ce qui précède, nous ne pouvons qu'adopter l'interprétation raisonnable selon laquelle le terme "enquête" utilisé dans la note de bas de page 1 doit englober au moins les réexamens à l'extinction.

[9] *Voir* **pièce n° 31 du Japon**.

10. Il importe de noter que l'interprétation que fait le Japon de la note de bas de page 1 est parfaitement compatible avec une interprétation correcte de l'article 12. L'article 12.3 explique que les dispositions de l'article 12 s'appliquent *mutatis mutandis* à l'article 11. L'article 12.1 précise donc que les autorités doivent être convaincues que les éléments de preuve sont suffisants pour justifier, conformément à l'article 5, l'ouverture d'une enquête et l'engagement d'un réexamen ("initiation" dans la version anglaise). En définissant le terme "initiation" "tel qu'il est utilisé dans le présent accord," ce qui inclut l'article 11.3, la note de bas de page 1, combinée à l'article 11.3, présentent effectivement une similitude avec les articles 12.1 et 12.3 – autrement dit les mêmes critères s'appliquent aux enquêtes et aux réexamens à l'extinction.

QUESTIONS POSÉES AUX ÉTATS-UNIS

84. Le Groupe spécial note l'argument exposé au paragraphe 8 de la déclaration orale du Japon à la deuxième réunion du Groupe spécial concernant la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, selon laquelle "la suppression d'un droit compensateur est la règle et son maintien l'exception". Compte tenu de cette déclaration, de quelle manière les États-Unis concilient-ils l'engagement automatique des réexamens à l'extinction imposé par la loi et l'obligation, pour les autorités, d'engager un réexamen de leur propre initiative prévue à l'article 11.3 de l'Accord antidumping? En particulier, l'application de la législation des États-Unis ôte-t-elle nécessairement toute possibilité de sens à la "règle" énoncée à l'article 11.3 ou lui enlève-t-elle toute possibilité d'être appliquée? L'expression "de leur propre initiative" figurant à l'article 11.3 veut-elle dire que les autorités elles-mêmes sont tenues d'examiner les faits d'une procédure spécifique pour décider s'il convient ou non d'engager un réexamen? De quelle manière les États-Unis répondraient-ils à l'affirmation selon laquelle, vu l'emploi de l'expression "de leur propre initiative" à l'article 11.3, il devrait être accordé ou doit impérativement être accordé aux autorités le pouvoir discrétionnaire de ne pas engager un réexamen à l'extinction de leur propre initiative lorsque les circonstances factuelles le justifient, et selon laquelle, en prescrivant l'engagement à l'initiative des autorités dans chaque cas, la législation des États-Unis ne respecte pas cette prescription? Concernant le paragraphe 37 de votre réponse aux questions du Groupe spécial après la première réunion, l'expression "de leur propre initiative" peut-elle simplement être utilisée pour mettre en opposition un réexamen engagé par les autorités de leur propre initiative et un réexamen engagé pour donner suite à une demande? Dans l'affirmative, sur quelle base?

Réponse

11. Le Japon répond à cette question pour laisser aux États-Unis des possibilités suffisantes de formuler des observations sur les points exposés ci-après.

12. Le Groupe spécial souligne à juste titre que l'expression "de leur propre initiative" figurant à l'article 11.3 autorise un Membre à accorder aux autorités administratives le pouvoir discrétionnaire d'engager un réexamen à l'extinction sans qu'une branche de production nationale ait présenté une demande justifiée. Toutefois, l'engagement automatique auquel procèdent les États-Unis conformément à leur législation ne confère aux autorités aucun pouvoir discrétionnaire lorsqu'elles engagent un réexamen à l'extinction de leur propre initiative et n'est donc pas conforme aux termes de l'article 11.3.

13. Dans le contexte de l'article 11.3, le terme "leur" se rapporte aux "autorités". Cette expression est équivalente à l'expression "de {la} propre initiative {des autorités}. À la note de bas de page 3 de l'Accord antidumping, le terme "autorités" est défini comme s'entendant des "autorités d'un niveau supérieur approprié". Cette définition précise donc que l'expression "les autorités" désigne un organe administratif - d'un certain niveau - du pouvoir exécutif du Membre. En conséquence, ce membre de phrase indique que l'engagement d'un réexamen à l'extinction sans demande de la part d'une branche de production nationale doit avoir lieu à l'initiative du pouvoir exécutif.

14. Le terme "own" ("propre" dans la version française) étaye également l'interprétation selon laquelle l'initiative doit relever de l'appréciation du pouvoir exécutif. Le sens ordinaire du terme anglais est le suivant: "of or belonging to oneself or itself" (qui est à ou appartient à quelqu'un ou à quelque chose).[10] L'"initiative" doit donc être un acte du pouvoir exécutif lui-même. Si cet acte est prescrit par les autres pouvoirs, le pouvoir exécutif ne peut être considéré comme ayant agi de sa "propre" initiative.

15. Le sens du terme anglais "initiative" est le suivant: "the action of initiating something or of taking the first step or the lead" (action d'engager quelque chose ou d'être à l'origine de quelque chose ou d'en prendre la conduite).[11] L'expression "de leur propre initiative" signifie donc que l'organe administratif du pouvoir exécutif doit engager le réexamen à l'extinction "on its own" (lui-même), sans aucune instruction émanant des autres pouvoirs.

16. Le sens idiomatique de l'expression "de sa propre initiative" renforce encore cette interprétation. L'expression idiomatique anglaise "on one's own initiative" a le sens suivant: "without being prompted by others" (sans y être incité par d'autres).[12] Si on applique cela au contexte de l'article 11.3, l'expression considérée indique que l'action consistant pour le pouvoir exécutif à engager un réexamen à l'extinction ne peut pas se faire à l'incitation d'autres pouvoirs, comme le pouvoir législatif ou le pouvoir judiciaire.

17. L'imposition automatique, par les États-Unis, de la totalité des ordonnances en matière de droits antidumping en vigueur, sans exception, dans le cadre de l'application des dispositions impératives de la législation des États-Unis n'est donc pas compatible avec le sens ordinaire de l'expression "de leur propre initiative" figurant à l'article 11.3. Ainsi que l'affirme le Japon, les autorités d'un niveau supérieur du Département du commerce ne disposent pas du pouvoir discrétionnaire de décider s'il convient ou non d'engager un réexamen. La législation impérative des États-Unis est donc incompatible avec l'article 11.3.

18. Nous notons que l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) ne contient pas de définition du terme "autorités", comme celle qui figure à la note de bas de page 3 de l'Accord antidumping. C'est là un facteur supplémentaire montrant que la présente affaire se différencie de l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* et de la décision de l'Organe d'appel à son sujet concernant l'engagement automatique des réexamens à l'extinction pour les droits compensateurs.

86. Le Japon présente-t-il un argument sur ce point (examiné dans le cadre de la question n° 85 ci-dessus) de l'article 11.3 concernant l'engagement automatique à l'initiative des autorités [des autorités] (et qui ne porte pas spécifiquement sur les critères en matière de preuve)? Dans l'affirmative, où cet argument est-il exposé dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon?

Réponse

19. Oui, le Japon estime que le sens de l'expression "de leur propre initiative" figurant à l'article 11.3 n'est pas respecté lorsque la loi et la réglementation prescrivent au DOC d'engager le réexamen. Dans la première allégation exposée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon, celui-ci indique clairement que l'engagement automatique résultant dans la présente affaire et dans toute autre affaire de l'application de l'article 751 c) 1) et 2) de la Loi et l'article 351.218 a) du Règlement du DOC est incompatible avec l'article 11.3. Le fait - mis en avant par le Japon - que le DOC n'a pas obtenu d'éléments de preuve suffisants avant d'engager le réexamen constitue une des manières dont la Loi et le Règlement sont incompatibles avec l'Accord antidumping

[10] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, volume 2, page 2059.
[11] *Id.*, volume 1, page 1370.
[12] *Id.*

et le GATT de 1994 car ils ne laissent même pas à ce dernier le pouvoir discrétionnaire d'entreprendre une analyse sur le point de savoir si un réexamen devrait en fait être engagé.

IV. CRITÈRE *DE MINIMIS* DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

QUESTIONS POSÉES AUX DEUX PARTIES

87. Le Groupe spécial note l'argument du Japon selon lequel la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* n'est pas pertinente – pour plusieurs raisons – dans la présente affaire pour ce qui est de l'applicabilité du critère *de minimis* au réexamen à l'extinction. À cet égard, veuillez répondre aux questions suivantes:

a) Concernant l'argument du Japon selon lequel le fait que le membre de phrase "[a]ux fins du présent paragraphe", figurant à l'article 11.9 de l'Accord SMC, est absent de l'article 5.8 de l'Accord antidumping crée une distinction à cet égard entre le second accord et le premier[13], veuillez expliquer si, à votre avis, l'Organe d'appel a fondé sa décision – dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* – sur ce membre de phrase ou plutôt sur la position selon laquelle les enquêtes et les réexamens représentaient des procédures distinctes?

Réponse

20. La phrase citée montre que la constatation de l'Organe d'appel sur la distinction entre les enquêtes et les réexamens à l'extinction ne s'applique pas à l'Accord antidumping. Dans sa décision, l'Organe d'appel indique qu'"aucun terme de l'article 11.9 {de l'Accord SMC} ne donne à penser que le critère *de minimis* qu'il contient est applicable au-delà du stade de l'enquête".[14] Cela est peut-être compréhensible vu la présence, à l'article 11.9, du membre de phrase restrictif "[a]ux fins du présent paragraphe". Le fait que ce membre de phrase n'apparaisse pas à l'article 5.8 de l'Accord antidumping (correspondant à l'article 11.9 de l'Accord SMC), donne toutefois à penser que les rédacteurs ont choisi de donner un champ d'application plus large à la règle *de minimis*.

21. Il se peut que l'Organe d'appel ait pris sa décision concernant l'Accord SMC compte tenu des différences entre les enquêtes et les réexamens. La décision de donner un champ d'application plus large au critère *de minimis* a toutefois été adoptée dans le contexte des droits antidumping, les Membres ayant alors supprimé le membre de phrase "[a]ux fins du présent paragraphe" de l'Accord antidumping.

b) Concernant le paragraphe 82 du rapport de l'Organe d'appel, le fait que l'Accord antidumping ne contienne qu'un seul critère *de minimis* signifie-t-il nécessairement que la logique des constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire États-Unis – Acier au carbone n'est pas transférable au présent différend?

Réponse

22. Ce fait donne évidemment à penser que les deux accords n'ont pas été construits de la même manière et que les suppositions concernant le sens textuel et contextuel de l'Accord SMC ne peuvent s'appliquer à l'Accord antidumping.

c) S'agissant de la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire États-Unis – Acier au carbone et concernant le rapport du Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire

[13] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 134.
[14] *Voir États-Unis – Acier au carbone*, WT/DS213/AB/R, paragraphe 68.

États-Unis – DRAM, le terme "cas" utilisé à l'article 5.8 englobe-t-il aussi les réexamens à l'extinction?

Réponse

23. Le champ d'application de l'article 5.8 de l'Accord antidumping étant plus large que celui de l'article 11.9 de l'Accord SMC, le terme "cas" a donc un sens renforcé. Dans l'affaire *États-Unis - Acier au carbone*, l'Organe d'appel n'a pas estimé que l'emploi du terme "cas" élargissait le champ d'application de l'article 11.9 à d'autres procédures. Toutefois, le fait que le membre de phrase restrictif "[a]ux fins du présent paragraphe" n'apparaisse pas à l'article 5.8 montre que l'application de cet article a été élargie. Si le critère *de minimis* de l'article 5.8 ne s'appliquait qu'aux "enquêtes", les rédacteurs n'auraient pas utilisé le terme "cas". En fait, le Groupe spécial *États-Unis – DRAM* a également indiqué que le terme "cas" revêtait un sens plus large que les seules "enquêtes".[15]

24. Pour les raisons qui précèdent, le Groupe spécial devrait constater que le critère *de minimis* prévu dans l'Accord antidumping englobe des procédures bien plus diverses que les simples enquêtes initiales. En conséquence, le Groupe spécial ne devrait pas suivre le raisonnement de l'Organe d'appel dans la détermination concernant l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*.

V. DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ D'UN DUMPING/DES MARGES DE DUMPING DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

A. NATURE DE LA DÉTERMINATION À L'EXTINCTION

QUESTION POSÉE AU JAPON

88. Le Groupe spécial note l'argument présenté par le Japon aux paragraphes 26 à 28 de sa déclaration orale à la deuxième réunion du Groupe spécial, selon lequel l'article 11.3 exige de quantifier la marge de dumping probable et l'"article 2 exige que toutes les marges de dumping soient fondées sur une analyse quantitative", ainsi que la déclaration au paragraphe 48 selon laquelle les règles de fond en matière de dumping "sont énoncées à l'article 2". Le Groupe spécial rappelle aussi que le Japon a fait valoir qu'il n'était pas exigé de recalculer complètement la marge de dumping lors d'un réexamen à l'extinction. Ce pays peut-il clarifier son argument et préciser dans quelle mesure les obligations énoncées à l'article 2 s'appliquent aux déterminations en matière de réexamen à l'extinction?

Réponse

25. Le dumping est défini par l'article 2 de l'Accord antidumping, l'article 2.1 commençant par les termes "{a}ux fins du présent accord". Le terme "dumping" figurant à l'article 11.3 est donc défini par l'article 2. La notion de dumping n'existe pas dans l'abstrait, mais résulte d'un calcul, effectué selon les critères énoncés à l'article 2. Dans toute évaluation du "dumping", il convient donc d'établir la marge de dumping spécifique conformément à l'article 2.

---

[15] *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée* ("*États-Unis – DRAM*"), WT/DS99/R, paragraphe 6.87 (29 janvier 1999) ("le terme "case" (procédure) figurant dans la première phrase doit au moins englober les notions de "demande" et d'"enquête". À notre avis, il serait sans intérêt que le terme "case" (procédure) figurant dans la première phrase englobe également le concept d'une procédure de fixation des droits au titre de l'article 9.3.") (non souligné dans l'original). Le Groupe spécial déclare ensuite:

> "[D]ans le contexte de l'article 5.8, la fonction du critère *de minimis* est de déterminer si un exportateur est soumis ou non à une ordonnance antidumping. Dans le contexte des procédures de fixation des droits au titre de l'article 9.3, par contre, la fonction de tout critère *de minimis* appliqué par les Membres est de déterminer si un exportateur devrait ou non acquitter un droit." *Id*., paragraphe 690.

26. Un réexamen à l'extinction exige en outre d'analyser la "probabilité" d'un "dumping". Elle suppose donc une évaluation des marges de dumping futures, sur la base des marges de dumping calculées conformément à l'article 2.

27. Le Japon a déclaré précédemment que "le DOC n'aurait pas besoin de recalculer les marges de dumping antérieures dans chaque réexamen à l'extinction *exactement de la même manière* au titre de l'article 2 que dans les enquêtes initiales" (pas d'italique dans l'original). Le Japon estime que, si le DOC se fonde sur les marges de dumping antérieures pour évaluer les marges de dumping futures, il est tenu d'éliminer les effets des méthodes incompatibles avec les règles de l'OMC dans ces marges de base. En procédant de la sorte, il n'aura peut-être pas à recalculer complètement dès le début chaque marge de dumping pour satisfaire aux prescriptions de l'article 2. Par exemple, il peut être remédié à l'anomalie que représente la réduction à zéro en déduisant les marges négatives totales des marges positives totales conformément aux résultats des calculs antérieurs. Toutefois, si le DOC ne peut trouver un moyen d'éliminer les effets de l'utilisation de méthodes incompatibles avec les règles de l'OMC dans les marges de dumping calculées antérieurement, il ne devrait pas se fonder sur ces marges pour établir une détermination de la probabilité dans les réexamens à l'extinction.

QUESTION POSÉE AUX DEUX PARTIES

91. À votre avis, les réexamens fondés sur un "changement de circonstances" au titre de l'article 11.2 et les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 de l'Accord exigent-ils que les autorités usent de degrés de rigueur différents? Dans l'affirmative, pour quelles raisons et à quels égards?

Réponse

28. Le Japon n'estime pas que ces deux types de réexamen exigent nécessairement des degrés de rigueur différents, même si les réexamens au titre de l'article 11.3 doivent évidemment être au moins aussi rigoureux que les réexamens au titre de l'article 11.2 car ces articles énoncent tous les deux le critère "probable" en ce qui concerne la détermination. En outre, l'article 11.3 prévoit que la suppression des droits antidumping après une période de cinq ans est la règle et que leur maintien est l'exception. On peut donc affirmer que la charge incombant aux autorités est plus importante pour les réexamens au titre de l'article 11.3 que pour les réexamens en vertu de l'article 11.2.

QUESTIONS POSÉES AU JAPON

92. Le Groupe spécial note que, dans sa réponse à la question n° 48, le Japon semble affirmer que le fait que le DOC communique les marges de dumping initiales à l'ITC pour que celle-ci établisse une détermination de l'existence d'un dommage est incompatible avec l'obligation incombant aux États-Unis en vertu de l'article 11.3 de l'Accord de déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira. Le Groupe spécial relève également les déclarations faites par le Japon sur ce point aux paragraphes 39 et 40 de sa déclaration orale à la deuxième réunion du groupe spécial. À cet égard, le Groupe spécial doit-il comprendre sur la base de cette déclaration que le Japon formule une allégation distincte concernant la détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira dans la présente affaire? Dans l'affirmative:

i) Le Japon pourrait-il expliquer au Groupe spécial en quoi le fait que le DOC communique à l'ITC les marges de dumping qui existeront si le droit est supprimé constitue un élément distinct et quel est le fondement juridique de cette allégation dans l'Accord antidumping?

Réponse

29. Le Japon a présenté deux allégations distinctes sur l'utilisation, par le DOC, de marges de dumping antérieures dans les réexamens à l'extinction. D'une part, nous affirmons que cette utilisation n'est pas conforme à l'analyse de la *probabilité d'un dumping* qui doit être effectuée au titre de l'article 11.3.[16] D'autre part, nous affirmons, à titre d'allégation distincte, que l'utilisation de marges de dumping antérieures, qui proviennent généralement des enquêtes initiales, ne satisfait pas à la prescription relative à l'analyse de la *probabilité d'un dommage* prévue à l'article 11.3.[17]

30. Nous formulons cette allégation car, comme le Japon l'a expliqué précédemment, en particulier aux paragraphes 39 et 40 de sa déclaration orale à la deuxième réunion, l'analyse du dommage doit obligatoirement comporter un examen des marges de dumping. Le terme "dommage" "[p]our les besoins du présent accord" est défini à l'article 3, dans la note de bas de page 9. Les prescriptions de l'article 3.4 et 3.5 s'appliquent donc à l'analyse du dommage lors des réexamens au titre de l'article 11.3. L'analyse de la marge de dumping par le DOC fait donc partie de l'analyse du dommage effectuée par l'USITC. La communication de marges de dumping erronées à l'USITC a donc abouti à une détermination viciée de l'existence d'un dommage, qui est incompatible avec l'article 11.3. Le Japon a présenté les arguments qui précèdent, pour étayer sa demande, dans les documents suivants: première communication (paragraphes 212 et 213), déclaration orale à la première réunion de fond (paragraphes 48 et 49), deuxième communication (paragraphes 146 à 152) et déclaration orale à la deuxième réunion de fond (paragraphes 39 et 40).

31. Nous n'affirmons pas que l'USITC a agi de manière erronée dans le cadre de l'analyse du dommage, si ce n'est pour ce qui concerne notre allégation en matière de cumul. Nous soutenons plutôt que les calculs de la marge de dumping effectués par le DOC et communiqués à l'USITC sont contraires à l'article 2, ce qui se répercute à son tour sur l'analyse de la *probabilité d'un dommage* menée au titre de l'article 11.3. Il importe de souligner qu'en communiquant à l'USITC des marges de dumping dont il est probable qu'elles subsisteront ou se reproduiront en l'absence d'ordonnance en matière de droits antidumping, le DOC joue effectivement un rôle dans l'analyse du dommage. Bien que l'USITC soit chargée d'établir la détermination de l'existence d'un dommage, la démarche du DOC a une incidence importante sur cette analyse telle qu'elle est prescrite aux articles 3.4 et 3.5.

ii) Cette allégation relève-t-elle du mandat du Groupe spécial? Dans quelle partie de sa demande d'établissement d'un groupe spécial le Japon estime-t-il avoir mentionné cet aspect de son argumentation?

Réponse

32. Ces allégations sont présentées dans le détail au point 3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon.[18] Dans le texte introductif du point 3, par exemple, le Japon allègue que les marges de dumping communiquées à l'ITC "aux fins de l'analyse du dommage" sont incompatibles avec les obligations contractées par les États-Unis dans le cadre de l'OMC. Aux alinéas qui suivent, il est allégué que la communication de ces marges de dumping est incompatible avec l'article 11.3.

33. Il est à noter que l'alinéa 2 c) contient des allégations similaires, mais le Japon a pris soin de distinguer dans cette partie de sa demande ce qui concernait la probabilité d'un dumping (point 2 c)) et ce qui concernait la probabilité d'un dommage (point 3).

[16] *Voir* Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon (WT/DS244/4) (5 avril 2002), point 2.
[17] *Voir id.*, point 3.
[18] *Voir id.*

93. À propos de l'allégation du Japon concernant la prescription relative aux "raisons valables" prévue par la législation des États-Unis pour la communication d'éléments de preuve lors d'un réexamen à l'extinction, le Groupe spécial note la déclaration figurant à la page 3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial (DS244/4), reproduite ci-après:

> **Tant l'Énoncé des mesures administratives (page 890) que le Sunset Policy Bulletin (section II.A.3) établissent une présomption irréfutable selon laquelle il est probable que le dumping subsistera lorsque le volume des importations a diminué ou lorsque les marges de dumping demeurent après la publication de l'ordonnance. La prescription relative aux "raisons valables" qui figure dans le Règlement 19 C.F.R. § 351.218 d) du DOC n'atténue pas ce défaut car elle restreint de manière inacceptable la faculté des autorités administrantes d'examiner d'autres éléments de preuve.**

Le Japon pourrait-il préciser au Groupe spécial, compte tenu du tableau récapitulatif figurant au début de sa première communication écrite, quels instruments juridiques - dans la législation des États-Unis - il met en cause en tant que tels dans le cadre de son allégation concernant la prescription relative aux raisons valables prévue par cette législation? En particulier, met-il directement en cause le règlement du DOC dans ce contexte?

Réponse

34. Le Japon conteste la prescription relative aux "raisons valables" énoncée dans le Sunset Policy Bulletin en conjonction avec le critère de la probabilité. Le Japon ne conteste pas l'existence du critère relatif aux "raisons valables" indépendamment du critère de la probabilité.[19] Le Sunset Policy Bulletin ne permet pas au DOC d'effectuer une analyse prospective rigoureuse. Il lui impose de se fonder uniquement sur les marges de dumping et les volumes d'importation antérieurs au lieu d'examiner la situation effective du marché et il utilise ensuite le critère des "raisons valables" pour exclure toute analyse prospective. En outre, le DOC a appliqué le Sunset Policy Bulletin à la présente affaire, qui concerne les produits plats en acier au carbone résistant à la corrosion en provenance du Japon.

35. Le Japon ne conteste pas le Règlement 19 C.F.R. § 351.218 d) du DOC.

94. Le Groupe spécial note que la détermination finale dans le présent réexamen à l'extinction indique que les renseignements additionnels présentés par NSC, le 11 mai 2000, ne changeraient pas la conclusion ultime du DOC concernant la probabilité que le dumping subsisterait. Il note également la réponse du Japon à sa question n° 47 et la réponse des États-Unis à sa question n° 60. À votre avis:

QUESTION POSÉE AU JAPON

> **c) Le fait que le DOC a établi sa détermination de cette manière a-t-il une incidence sur le fait que le Japon conteste la compatibilité de ladite détermination avec l'article 11.3 et/ou l'article 6?**

[19] Toutefois, le Japon conteste bien l'application, par le DOC, du critère relatif aux "raisons valables" au présent réexamen à l'extinction pour refuser d'accepter d'autres éléments de preuve à l'expiration du délai de 30 jours. Le Japon affirme qu'elle est incompatible avec les obligations incombant aux États-Unis au titre de l'article 6 de l'Accord antidumping.

Réponse

36. L'emploi des termes "même si" dans la détermination à l'extinction du DOC ne supprime pas les incompatibilités avec les articles 11.3 et 6.

37. Ainsi qu'il a été débattu tout au long de la présente procédure, l'article 11.3 impose aux autorités d'évaluer de manière rigoureuse les éléments de preuve prospectifs lors de la détermination de la probabilité. Le DOC n'a fondé sa détermination sur aucun des éléments de preuve prospectifs fournis par NSC. Il a simplement rejeté cette information sans explication. Il s'est donc basé uniquement sur les marges de dumping et les volumes d'importation antérieurs pour formuler sa détermination. Ce n'est pas là une évaluation appropriée comme le prévoit l'article 11.3.

38. En outre, l'emploi des termes "même si" montre que, si NSC avait fourni les renseignements au cours de la période initiale de 30 jours, le DOC aurait uniquement examiné les informations présentées par cette société au regard du critère des "raisons valables" et n'aurait pas fondé sa détermination sur des éléments de preuve prospectifs. Autrement dit, le DOC n'aurait examiné que le point de savoir si les éléments de preuve de NSC permettaient de réfuter la présomption établie en vertu de la section II.A.3 du Sunset Policy Bulletin. En un mot, les termes "même si" montrent que le DOC aurait agi d'une manière incompatible avec l'article 11.3 même si les informations avaient été présentées dans le délai initial de 30 jours.

39. Concernant l'article 6, l'emploi des termes "même si" confirme que le DOC n'a pas accepté les renseignements de NSC et a donc agi d'une manière incompatible avec les articles 6.1 et 6.2. De plus, ces termes montrent que le DOC n'a pas évalué sérieusement les renseignements de NSC lors de sa détermination finale et a choisi à la place de les rejeter de manière arbitraire, agissant ainsi d'une manière incompatible avec l'article 6.6. Là encore, si le DOC avait accepté les renseignements et soupesé les éléments de preuve fournis sans aucun préjugé, il aurait dû procéder à un examen beaucoup plus approfondi des raisons pour lesquelles ces éléments de preuve ne permettaient pas de réfuter sa présomption. Il a rejeté les éléments de preuve en une seule phrase sans aucune analyse ou explication concernant sa motivation. En réalité, il ne les a jamais vraiment pris en considération. Il a en fait écarté les éléments de preuve prospectifs, ôtant ainsi à NSC, de manière arbitraire, toutes possibilités de défendre ses intérêts, ce qui reste incompatible avec les obligations contractées par les États-Unis au titre de l'article 6.

40. En l'absence de délai restrictif et de critère relatif aux "raisons valables", le DOC aurait évalué les renseignements présentés par NSC et autres renseignements sans leur accorder une valeur probante préétablie. Les termes "même si" employés par le DOC pour se justifier d'avoir rejeté les renseignements montrent donc en fait qu'il reconnaît lui-même qu'aucune information – d'aucune sorte – ne l'aurait détourné de la mission qu'il s'était fixé: proroger l'ordonnance en matière de droits antidumping s'appliquant aux produits en acier résistant à la corrosion en provenance du Japon conformément au Sunset Policy Bulletin, comme il le fait dans tous les réexamens à l'extinction auxquels des requérants prennent part.

QUESTIONS POSÉES AUX DEUX PARTIES

99. Le Groupe spécial note les déclarations du Japon aux paragraphes 26 à 28 de sa déclaration orale lors de la deuxième réunion avec les parties à propos du caractère quantitatif de la détermination de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira – par rapport à une détermination de caractère qualitatif – lors d'un réexamen à l'extinction. À cet égard, veuillez expliquer en quoi (si tel est le cas) et dans quelle mesure l'emploi du terme "dumping" à l'article 11.3 rend les obligations découlant de l'article 2 de l'Accord pour ce qui est du calcul des marges de dumping applicables aux réexamens à l'extinction?

Réponse

41. Le Japon estime qu'il a répondu à cette question dans la réponse à la question n° 88 ci-dessus.

100. Le Groupe spécial note la déclaration du Groupe spécial ayant examiné l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, reproduite ci-après:

> **À nos yeux, l'un des volets de l'analyse de la probabilité à faire dans un réexamen à l'extinction au titre de l'article 21.3 est une évaluation du taux probable de subventionnement. Nous ne considérons pas pour autant que l'autorité chargée de l'enquête doive, dans le réexamen à l'extinction, faire appel aux mêmes calculs du taux de subventionnement que dans l'enquête initiale. Ce qu'elle doit faire selon l'article 21.3, c'est apprécier s'il est probable que le subventionnement subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation du droit compensateur. C'est là, à l'évidence, une analyse intrinsèquement prospective. Il n'en faut pas moins qu'elle repose elle-même sur une base factuelle adéquate.[20]**

À votre avis, quel est, le cas échéant, l'incidence de cette constatation pour la présente procédure, en particulier concernant le caractère quantitatif de la détermination de la probabilité au titre de l'article 11.3 – par rapport à une détermination de caractère qualitatif – et concernant la question de savoir si l'article 11.3 impose d'établir quelle sera la marge de dumping probable (ou, au moins, d'évaluer s'il est probable que les prix à l'exportation seront inférieurs aux valeurs normales dans un futur prévisible)?

Réponse

42. Comme il est indiqué dans la réponse à la question n° 88, le Japon estime qu'une quantification est nécessaire pour – si l'on reprend les termes du Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* – disposer d'une "base [...] adéquate" afin de déterminer s'il est probable que les prix à l'exportation seront inférieurs aux valeurs normales dans un futur prévisible. Pour ce faire, les méthodes de calcul énoncées à l'article 2 doivent être appliquées de manière correcte. Il s'agit donc d'une analyse par nature quantitative.

B. "BASE DE L'ORDONNANCE DANS SON ENSEMBLE"

QUESTIONS POSÉES AUX DEUX PARTIES

101. En quoi – à supposer qu'il le soit – l'article 9.4 est-il pertinent lorsqu'il s'agit de savoir s'il convient d'établir les déterminations sur la base de l'ordonnance dans son ensemble ou séparément par entreprise dans le cadre des réexamens à l'extinction? Existe-t-il tout (autre) élément contextuel dans l'Accord qui permette de mieux comprendre la question?

Réponse

43. Si le Japon soutient que le DOC doit déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira séparément par entreprise, l'exception de l'article 6.10 et de l'article 6.10.2 continue de s'appliquer aux réexamens à l'extinction par le biais de l'article 11.4. Ces articles prévoient des exceptions à la prescription relative à la détermination par entreprise. Toutefois, cela ne signifie pas que le DOC peut établir une détermination sur la base de l'ordonnance dans son ensemble lors d'un réexamen à l'extinction. Ce dernier doit procéder à une détermination par entreprise pour les entreprises faisant l'objet du réexamen - ou, au minimum, celles qui cherchent à participer au réexamen.

[20] Rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 8.96.

44. À cet égard, une question légitime peut se poser concernant la manière dont il conviendrait de déterminer l'existence d'un dumping pour les producteurs non soumis au réexamen lors d'un réexamen à l'extinction, bien que cette question n'entre pas dans le cadre des allégations du Japon dans le présent différend. Le Japon estime que les autorités doivent établir leur détermination concernant l'existence d'un dumping pour les producteurs non soumis au réexamen en utilisant une méthode "valable d'un point de vue statistique" au sens de l'article 6.10, et non en appliquant les méthodes énoncées à l'article 9.4.[21] Nous notons que les États-Unis ont fait valoir précédemment que les dispositions de l'article 9.4 constitueraient une bonne base pour déterminer l'existence d'un dumping aux fins de l'analyse du dommage pour ce qui est des producteurs non soumis au réexamen.[22]

102. Comment réagissez-vous à l'interprétation faite ci-après des articles 11.3 et 6.10 en vertu du renvoi aux "dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure" figurant à l'article 11.4.

> **L'article 11.3 impose aux autorités chargées de l'enquête lors d'un réexamen à l'extinction d'établir une détermination concernant la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Les autorités chargées de l'enquête peuvent aussi entreprendre d'établir la marge de dumping qui existera probablement si un droit est supprimé. L'obligation énoncée à l'article 6.10, en vertu de laquelle "[e]n règle générale, les autorités détermineront une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête", s'applique lorsque celles-ci entreprennent d'établir la marge de dumping qui existera probablement.**

Réponse

45. S'il est exact que l'article 6.10 s'applique aux déterminations de la marge de dumping qui existera probablement, le libellé ci-dessus ne traduit pas pleinement l'application de l'article 6.10 à l'article 11.3. L'article 6.10 s'applique également à la détermination de l'existence d'un "dumping" au titre de l'article 11.3. Ainsi qu'il a été examiné dans les réponses du Japon aux questions qui précèdent et dans nos précédentes communications, les dispositions de l'article 2 énoncent les règles de fond sur la détermination de l'existence d'un dumping en vertu de l'article 11.3. L'article 6.10 édicte ensuite les règles de la preuve et les règles de procédure, selon lesquelles la détermination de l'existence d'un "dumping" doit se faire par entreprise. Le groupe spécial *CE – Linge de lit* appuie cette interprétation.[23]

C. "AMPLES POSSIBILITÉS"

QUESTION POSÉE AUX DEUX PARTIES

104. À votre avis, la prescription relative aux "raisons valables" applicable pendant un délai de 30 jours pour la communication de renseignements lors d'un réexamen à l'extinction est-elle conforme à la prescription de l'article 6.1 de l'Accord, selon laquelle les parties intéressées se verront ménager d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugeront pertinents? Veuillez motiver votre réponse.

---

[21] *Voir* le rapport du Groupe spécial dans l'affaire *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde; Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* (WT/DS141/RW) (29 novembre 2002), paragraphe 6.123.

[22] *Voir id.*, paragraphe 6.124.

[23] *Voir id.*, paragraphes 6.132 et 6.133. *Voir aussi* Deuxième communication du Japon, paragraphe 161.

Réponse

46. Non. Le délai de 30 jours ne fournit pas aux entreprises interrogées d'amples possibilités de défendre leurs intérêts. Comme nous l'avons examiné dans nos précédentes communications, une période de 30 jours représente le délai minimum qui doit être prévu pour répondre aux questionnaires initiaux au titre de l'article 6.1.1. Cet article ne fixe toutefois pas une période appropriée pendant laquelle le dossier devait rester ouvert pour la soumission de renseignements additionnels. En fait, si tous les renseignements doivent être présentés durant la période initiale de 30 jours - comme c'est le cas pour les réexamens à l'extinction du DOC -, la prescription de l'article 6.1, en vertu de laquelle les parties se verront ménager d'amples possibilités de défendre leurs intérêts, est vidée de son sens. En outre, les prescriptions exagérément restrictives pour la communication des éléments de preuve dans les réexamens à l'extinction illustrent bien le fait que le DOC refuse totalement d'établir une détermination prospective rigoureuse de la probabilité.

QUESTIONS POSÉES AU JAPON

105. Dans le cadre de son allégation au titre de l'article 6 de l'Accord, le Japon affirme-t-il que le DOC a agi d'une manière incompatible avec cet article parce que le délai prescrit par la législation des États-Unis pour la communication de ces renseignements (à savoir 30 jours) n'était pas raisonnable et/ou était incompatible avec ledit article ou parce qu'il a été demandé à l'exportateur japonais de fournir des raisons valables pour que les renseignements soient examinés par le DOC, ou les deux? Veuillez citer les parties pertinentes du dossier.

Réponse

47. Le Japon présente l'allégation selon laquelle l'application par le DOC de l'article 351.218 d) 3) iv) A)[24] de son règlement à la présente affaire, qui impose à l'entreprise interrogée d'établir des éléments de preuve et une argumentation pour satisfaire au critère des "raisons valables" dans un délai de 30 jours après l'engagement, est incompatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'article 6.1 et de l'article 6.2.[25] Le DOC a déclaré dans sa détermination finale que "[é]tant donné que NSC n'[avait] pas présenté les renseignements additionnels dans sa réponse de fond, [il] ne pens[ait] pas qu'il y ait des raisons valables d'examiner d'autres facteurs dans le cadre du présent réexamen".[26] Le délai prescrit pour la présentation d'éléments de preuve de cet ordre a restreint la capacité de NSC à défendre ses intérêts de manière effective. En outre, le fait que le DOC refuse d'accepter les renseignements présentés par NSC est incompatible avec l'article 6.6. Pour une analyse de l'emploi des termes "même si"[27], veuillez vous reporter à la réponse à la question n° 94 c) ci-dessus.

48. La prescription relative aux "raisons valables" elle-même est peut-être également incompatible avec l'article 6, car elle restreint de manière déraisonnable la capacité d'une entreprise

[24] L'article 351.218 d) 3) iv) A) du Règlement 19 C.F.R. dispose ce qui suit: "Une partie intéressée peut présenter des renseignements ou des éléments de preuve pour fournir au Secrétaire des raisons valables d'examiner d'autres facteurs au titre de l'article 752 b) c) (CVD) ou de l'article 752 c) 2) (AD) de la Loi et du paragraphe e) 2) ii) de la présente section. Ces renseignements ou ces éléments de preuve doivent être présentés dans la réponse de fond de la partie à l'avis d'engagement au titre du paragraphe d) 3) de la présente section." (**Pièce n° 3 du Japon, 224-225**).

[25] *Voir Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon*, WT/DS244/4, 5 avril 2002, point 2) e). *Voir aussi* Première communication du Japon, paragraphes 146 à 154.

[26] *Issues and Decision Memo for the Full Sunset Review of Corrosion-Resistant Carbon Steel Flat Products from Japan; Final Results* (2 août 2000), page 6 (**pièce n° 8e du Japon**). Ce Mémorandum sur la décision est incorporé dans l'avis concernant la détermination finale. *Voir Corrosion-Resistant Carbon Steel Flat Products from Japan; Final Results of Full Sunset Review of Antidumping Duty Order*, 65 Fed. Reg. 34380, 47381 (2 août 2000) (**pièce n° 8d du Japon**).

[27] *Voir id.* (**pièce n° 8e du Japon**).

interrogée de se défendre en restreignant indûment la présentation de renseignements prospectifs et elle a limité de manière déraisonnable la capacité du DOC d'examiner les renseignements communiqués par NSC. Toutefois, le Japon n'a pas inclus cette allégation dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

106. Le fait de présenter des informations sept mois après la date limite constitue-t-il un "délai raisonnable"?

Réponse

49. La question qui se pose ici est de savoir si le DOC a ménagé à NSC d'amples possibilités de présenter des éléments de preuve pour défendre ses intérêts dans la présente affaire, conformément à l'article 6.1 et à l'article 6.2. Autrement dit, le Groupe spécial devrait s'attacher à examiner si le délai de 30 jours, tel qu'il a été appliqué par le DOC dans la présente affaire, était compatible avec l'article 6.1 et l'article 6.2. Il ne s'agit pas ici de savoir si un délai de sept mois est raisonnable aux fins de la communication des éléments de preuve.

50. Le fait que NSC a communiqué les renseignements dans son mémoire est raisonnable, justifié et pratique au regard des dispositions de l'article 6.1 et de l'article 6.2. En vertu de l'article 6.1, les autorités doivent ménager aux entreprises interrogées "d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve". Concernant les réexamens à l'extinction, la pratique du DOC dans l'affaire *Mechanical Transfer Presses* montre bien que l'examen des renseignements communiqués dans le mémoire d'une partie ne compromet pas la capacité du Département à mener à terme le réexamen dans les délais prévus.[28] En outre, les autorités doivent fournir aux parties "toutes possibilités de défendre leurs intérêts" en vertu de l'article 6.2. Cette prescription relative à la nécessité de disposer de "toutes possibilités" doit être comprise dans le contexte de l'article 6.9. L'article 6.9 impose aux autorités de divulguer aux entreprises interrogées les faits essentiels sur lesquels elles fonderont leur détermination finale afin de permettre aux parties de défendre leurs intérêts. Dans le présent réexamen à l'extinction, le mémoire constituait la première et l'unique possibilité dont disposait NSC pour présenter sa défense après avoir pris connaissance des faits sur lesquels le DOC se fonderait dans sa détermination finale.[29] De plus, le volume des renseignements présentés était modeste.[30] Ces renseignements avaient été vérifiés par le DOC lors de réexamens administratifs antérieurs[31] et il n'avait donc pas à déployer des efforts supplémentaires pour en établir l'authenticité. De surcroît, ils présentaient de l'intérêt pour l'analyse prospective du DOC. Le fait que celui-ci a rejeté les renseignements a aussi gravement porté atteinte aux intérêts de NSC. En conséquence, en vertu de l'article 6.1 et de l'article 6.2, le DOC est tenu d'accepter et d'examiner les renseignements communiqués dans le mémoire de NSC.[32]

51. Dans ces conditions, le délai restrictif de 30 jours, appliqué par le DOC dans la présente affaire sur la base de son règlement, et la prescription relative aux "raisons valables" énoncée par le

---

[28] *Voir Preliminary Results of Full Sunset Review: Mechanical Transfer Presses from Japan*, 65 Fed. Reg. 753, 758 et 759 (6 janvier 2000) (**pièce n° 34 du Japon**); *Final Results of Full Sunset Review: Mechanical Transfer Presses from Japan*, 65 Fed. Reg. 25705, Mémorandum sur la décision, cmt. 1 (3 mai 2000) (**pièce n° 35 du Japon**).

[29] Comme le montre la Première communication du Japon, le DOC a divulgué pour la première et la dernière fois dans ses résultats préliminaires les faits essentiels sur lesquels il a fondé sa détermination finale. *Voir* Première communication du Japon, paragraphe 151, note de bas de page 198, et pièce n° 8b à 8e incluse du Japon.

[30] *Voir* **pièce n° 19c du Japon**.

[31] *Voir* Première communication du Japon, paragraphes 142 à 144, et pièces n° 14c et 19c du Japon.

[32] *Voir Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique*, WT/DS156/R, paragraphe 8.119 (24 octobre 2000). *Voir aussi* Déclaration orale du Japon à la deuxième réunion de fond, paragraphe 31.

Sunset Policy Bulletin sont loin d'être raisonnables et sont incompatibles avec l'article 6.1 et l'article 6.2.

52. Nous souhaiterions souligner que la prorogation adéquate du délai de réponse au questionnaire initial du DOC n'est pas appropriée dans le contexte de l'article 6.1 et de l'article 6.2, comme nous l'avons vu plus haut. Dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*[33], l'Organe d'appel a examiné le "délai raisonnable" à propos des réponses d'une partie intéressée au questionnaire des autorités au titre de l'article 6.1.1 et l'utilisation des données de fait disponibles au titre de l'article 6.8[34] et du paragraphe 1 de l'Annexe II[35] de l'Accord antidumping. Bien qu'il ne soit remis aucun questionnaire lors d'un réexamen à l'extinction, le Règlement du DOC, qui indique avec précision les informations exigées des parties, tient en fait lieu de questionnaire. Toutefois, les renseignements que NSC a présentés dans son mémoire n'étaient pas spécifiquement requis par ce règlement. Comme il n'a pas été demandé à NSC de présenter les renseignements dans des délais spécifiques, la communication desdits renseignements par cette société dans son mémoire ne relève pas des règles applicables aux réponses au questionnaire.[36] L'examen, par l'Organe d'appel, du "délai raisonnable" pour répondre au questionnaire initial ne s'applique donc pas à la question de la compatibilité de l'application, par le DOC, du délai de 30 jours - dans la présente affaire - avec les dispositions de l'article 6.1 et de l'article 6.2.[37]

---

[33] *États-Unis – Mesures antidumping sur certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R (24 juillet 2001), paragraphe 83. Nous notons que le Japon a mentionné cette décision de l'Organe d'appel dans sa *Réfutation des réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial* (18 décembre 2002), au paragraphe 22 et à la note de bas de page 44, pour illustrer l'application déraisonnable, par le DOC, du délai de 30 jours dans le présent réexamen à l'extinction, même compte tenu de la propre pratique de ce dernier dans d'autres procédures. Si cette décision revêt de l'importance lorsqu'il s'agit d'examiner si le délai de 30 jours est raisonnable en vertu de l'article 6.1.1, l'allégation du Japon sur cette question n'est pas limitée à l'article 6.1.1, mais concerne le contexte plus large de l'article 6.1, 6.2 et 6.6.

[34] L'article 6.8 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> Dans les cas où une partie intéressée refusera de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communiquera pas *dans un délai raisonnable*, ou entravera le déroulement de l'enquête de façon notable, des déterminations préliminaires et finales, positives ou négatives, pourront être établies sur la base des données de fait disponibles. Les dispositions de l'Annexe II seront observées lors de l'application du présent paragraphe. (pas d'italique dans l'original)

[35] Le paragraphe 1 de l'Annexe II dispose ce qui suit:

> Dès que possible après l'ouverture de l'enquête, les autorités chargées de l'enquête devraient indiquer de manière détaillée les renseignements que doit fournir toute partie intéressée et la façon dont elle devrait structurer les renseignements dans sa réponse. Les autorités devraient aussi faire en sorte que cette partie sache qu'au cas où ces renseignements ne seraient pas communiqués *dans un délai raisonnable*, elles seront libres de fonder leurs déterminations sur les données de fait disponibles, y compris celles que contient la demande d'ouverture de l'enquête émanant de la branche de production nationale. (pas d'italique dans l'original)

[36] Voir le rapport du Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie*, WT/DS189/R (28 septembre 2001), paragraphe 6.54 ("L'article 6.1 de l'Accord antidumping prescrit donc que les parties intéressées soient avisées des renseignements que les autorités exigent. À notre avis, il s'ensuit que, indépendamment du but dans lequel les renseignements ou les pièces sont demandés, l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas reprocher à une partie intéressée de ne pas communiquer des renseignements qu'il ne lui a pas été clairement demandé de présenter."). *Voir aussi* Déclaration orale du Japon à la première réunion de fond, paragraphe 43. En outre, comme nous l'avons noté plus haut, le paragraphe 1 de l'Annexe II dispose ce qui suit: "Dès que possible après l'ouverture de l'enquête, les autorités chargées de l'enquête devraient *indiquer de manière détaillée les renseignements* que doit fournir toute partie intéressée et la façon dont elle devrait structurer les renseignements dans sa réponse." (pas d'italique dans l'original).

[37] Même si le Groupe spécial n'accepte pas l'argument selon lequel les renseignements présentés par NSC n'entrent pas dans le cadre des informations demandées par le DOC dans son questionnaire initial, l'application par ce dernier du délai de 30 jours est tout de même déraisonnable et est donc incompatible avec

107. Le Japon reconnaît-il que les renseignements en question étaient en la possession de NSC pendant la période de 30 jours durant laquelle la réponse de fond devait être communiquée dans la présente affaire? Dans l'affirmative, pourquoi NSC ne les a-t-il pas présentés à ce moment-là? Selon vous, quelles autres possibilités les États-Unis auraient-ils dû raisonnablement accorder pour la communication de ces renseignements?

Réponse

53. S'il est vrai que NSC avait les renseignements en sa possession, il n'est spécifié nulle part dans le Règlement du DOC sur les réexamens à l'extinction ou dans l'avis d'engagement quel type de renseignements est nécessaire pour établir l'existence de "raisons valables". Ce règlement n'étant pas suffisamment spécifique sur les renseignements qui doivent être présentés, il ne peut être reproché à NSC d'avoir communiqué ces renseignements après le délai de 30 jours, ainsi que le Groupe spécial l'a affirmé dans l'affaire *Argentine – Carreaux de sol en céramique*.[38]

54. Dans sa détermination préliminaire, le DOC n'a examiné aucun des renseignements concernant la coentreprise de NSC, bien qu'il ait eu connaissance de ces renseignements[39], qui figuraient dans le dossier des réexamens administratifs concernant l'acier résistant à la corrosion en provenance du Japon. Le mémoire de NSC représentait donc la première occasion de présenter des renseignements et une argumentation après que NSC avait pris connaissance des données de fait que le DOC avait l'intention de prendre en considération dans sa détermination finale.

55. Comme il a été indiqué dans nos précédentes communications, les autorités doivent examiner les renseignements présentés dans la mesure où ils ont été communiqués de telle manière qu'elles disposent de suffisamment de temps pour les étudier. La pratique du DOC dans l'affaire *Mechanical Transfer Presses* montre bien que la communication de ces renseignements dans le mémoire d'une partie laisse à ce dernier d'amples possibilités de les examiner.[40] Le fait que le DOC a accepté les renseignements présentés dans le mémoire des parties dans l'affaire *Mechanical Transfer Presses* montre que le délai de 30 jours est arbitraire. Ce délai n'est utilisé que pour empêcher les parties de pouvoir défendre leurs intérêts de manière appropriée.

---

l'article 6.1.1 compte tenu de la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud, supra* (note 35).

[38] *Voir Argentine – Carreaux de sol en céramique*, WT/DS189/R, paragraphe 6.54.

[39] *Voir* Première communication du Japon, paragraphes 142 à 144 et pièces n° 14c et n° 19c du Japon.

[40] *Voir Preliminary Results of Full Sunset Review: Mechanical Transfer Presses from Japan*, 65 Fed. Reg. 753, 758 et 759 (6 janvier 2000) (**pièce n° 34 du Japon**); *Final Results of Full Sunset Review: Mechanical Transfer Presses from Japan*, 65 Fed. Reg. 25705, Mémorandum sur la décision, cmt. 1 (3 mai 2000) (**pièce n° 35 du Japon**).

ANNEXE E-10

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL - DEUXIÈME RÉUNION

I. INSTRUMENTS JURIDIQUES IMPÉRATIFS ET FACULTATIFS/"PRATIQUE"

QUESTIONS POSÉES AUX DEUX PARTIES

79. Le Groupe spécial note la déclaration de l'Organe d'appel, reproduite ci-après, dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*:

> **Ainsi, la législation d'un Membre défendeur sera considérée comme étant compatible avec les règles de l'OMC jusqu'à preuve évidente du contraire. Il incombe à la partie affirmant que la législation nationale d'une autre partie, en tant que telle, est incompatible avec les obligations conventionnelles pertinentes d'apporter des éléments de preuve quant à la portée et au sens de ladite législation pour étayer cette affirmation. De tels éléments de preuve seront habituellement constitués par le texte de la législation ou des instruments juridiques pertinents, qui pourra être étayé, selon que de besoin, par des éléments de preuve de l'application constante de cette législation, les arrêts des tribunaux nationaux concernant le sens de cette législation, les opinions des experts juridiques et les écrits de spécialistes reconnus. La nature et la portée des éléments de preuve exigés pour s'acquitter de la charge de la preuve varieront d'une affaire à l'autre.**[1]

Le Groupe spécial note par ailleurs que, dans l'affaire *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, l'Organe d'appel a examiné la constatation du Groupe spécial concernant la compatibilité d'une certaine méthode (appelée "pratique administrative"), en tant que telle, utilisée par le DOC lors des enquêtes en matière de droits compensateurs, avec les obligations contractées par les États-Unis dans le cadre de l'OMC.[2] **Dans ce même rapport, l'Organe d'appel a déclaré qu'il "n'exclu[ait] pas, par implication, la possibilité qu'un Membre puisse manquer à ses obligations dans le cadre de l'OMC en promulguant une législation qui accorde à ses autorités le pouvoir discrétionnaire d'agir en violation de ses obligations dans le cadre de l'OMC".**[3]

À votre avis:

a) Quelles sont, le cas échéant, les implications de ces constatations de l'Organe d'appel sur la question de savoir si la "pratique" *en tant que telle* peut être contestée au titre de l'Accord de l'OMC?

---

[1] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* ("*États-Unis – Acier au carbone*"), WT/DS213/AB/R et Corr.1, adopté le 19 décembre 2002, paragraphe 157.

[2] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes* ("*États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*"), WT/DS212/AB/R, adopté le 8 janvier 2003, paragraphes 129 et 146.

[3] *Id.*, note 334.

Réponse

1. La constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* montre bien que c'est à la partie plaignante qu'il incombe de produire des éléments de preuve quant à la portée et au sens d'une mesure contestée afin de démontrer que cette mesure est incompatible avec une obligation énoncée dans un accord. Il convient de déterminer cette portée et ce sens en se référant à la législation nationale du Membre qui est mis en cause. Cette constatation implique indirectement que la pratique administrative des États-Unis ne peut être considérée comme une mesure et ne peut donc être contestée en tant que telle. De plus, comme nous le verrons plus loin, la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, citée dans la question, n'a aucune pertinence dans le cadre de la question du Groupe spécial car l'Organe d'appel n'était pas saisi de la question de savoir si la pratique des États-Unis pouvait, en tant que telle, constituer une mesure et si elle pouvait prescrire une violation des obligations.

2. La pratique administrative du DOC ne constitue ni une "mesure" au sens des accords pertinents de l'OMC, ni une mesure à caractère "impératif" au sens de la distinction entre impératif et facultatif. Une "mesure" – qui peut donner lieu à une violation indépendante des obligations contractées dans le cadre de l'OMC – doit "constituer un instrument ayant une existence fonctionnelle qui lui est propre", c'est-à-dire qu'elle devrait "*faire* quelque chose de concret, indépendamment de tout autre instrument".[4] La "pratique" identifiée par le Japon dans la présente affaire ne consiste en rien d'autre que des applications individuelles de la législation antidumping des États-Unis dans le contexte des réexamens à l'extinction. Si le DOC, comme un grand nombre d'autres organismes administratifs des États-Unis, emploie le terme "pratique" pour désigner collectivement les précédents qui ont eu lieu dans le passé, cette "pratique" n'a pas d'"existence fonctionnelle qui lui est propre", ni ne fonctionne "indépendamment de tout autre instrument" car le terme ne se rapporte qu'à des applications individuelles de la Loi et du Règlement.[5] Contrairement à la Loi et au Règlement, qui fonctionnent clairement comme des "mesures", l'examen de la "pratique" ne permet pas de tirer de conclusions générales, *a priori*, sur le déroulement des réexamens à l'extinction dans le cadre de la législation américaine. La "pratique", dont le Japon allègue qu'elle est une mesure, consiste simplement en déterminations spécifiques lors de procédures à l'extinction spécifiques; le Japon n'a pas établi en quoi cette "pratique" constituait un instrument doté d'une existence fonctionnelle qui lui est propre.

3. En outre, même si la "pratique" pouvait être considérée comme une mesure (et les États-Unis estiment que ce n'est pas le cas), pour qu'on puisse constater qu'une mesure, en tant que telle, est incompatible avec les règles de l'OMC, celle-ci doit être "impérative", c'est-à-dire qu'elle doit prescrire une action qui est incompatible avec les règles de l'OMC ou empêcher une action qui est compatible avec lesdites règles.[6] L'Organe d'appel et plusieurs groupes spéciaux ont expliqué quelle était la distinction entre des mesures impératives et facultatives. Un Membre ne peut contester une mesure – et un groupe spécial de l'OMC ne peut constater son incompatibilité – que si celle-ci "prescrit" une action qui est incompatible avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC ou "empêche" une action compatible avec ces obligations.[7] Conformément aux règles usuelles de l'OMC

[4] Rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions* ("*États-Unis - Restrictions à l'exportation*"), WT/DS194/R, adopté le 23 août 2001, paragraphe 8.85.

[5] La définition de la "pratique" donnée par le Japon ne correspond pas au caractère que celle-ci revêt dans la législation des États-Unis. Le Japon décrit la pratique comme constituant des "procédures administratives", qu'il définit comme étant des "directives détaillées suivies par l'autorité administrante [sic] lorsqu'elle applique certaines lois et certains règlements". Première communication du Japon, paragraphe 8. Nous définissons les "procédures administratives" et les "directives" dans notre réponse à la question n° 82.

[6] *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, paragraphes 8.126 à 8.132.

[7] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 162; *États-Unis – Loi antidumping de 1916* ("*Loi de 1916*"), WT/DS136/AB/R, WT/DS162/AB/R, adopté le 26 septembre 2000,

sur l'attribution de la charge de la preuve, c'est à la partie plaignante qu'il incombe de démontrer que la mesure contestée prescrit une action incompatible avec les règles de l'OMC ou empêche une action compatible avec ces règles.[8] Comme nous l'avons expliqué dans nos communications, la "pratique" dont le Japon allègue qu'il s'agit d'une mesure ne revêt *pas* de caractère contraignant pour le DOC, et, en vertu du droit administratif des États-Unis, ce dernier peut s'écarter du précédent que constitue la pratique dans n'importe quel cas particulier, dans la mesure où il motive sa décision. En conséquence, cette "pratique" ne prescrit pas d'action incompatible avec les règles de l'OMC ou n'empêche pas d'action compatible avec lesdites règles. le Japon n'a pas non plus mis en évidence – et encore moins démontré – en quoi la "mesure" alléguée ferait l'un ou l'autre en droit interne américain.

4. Aucune des constatations de l'Organe d'appel citées plus haut n'implique de quelque autre manière la position des États-Unis selon laquelle la "pratique" en tant que telle alléguée par le Japon ne peut être contestée en vertu de l'Accord de l'OMC. Dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, les CE ont fait valoir que la législation des États-Unis en cause n'était pas "véritablement dispositive".[9] L'Organe d'appel n'a pas approuvé cet argument et a confirmé la constatation du Groupe spécial, selon laquelle la législation des États-Unis en tant que telle n'était pas incompatible avec l'obligation, prévue à l'article 21.3 de l'Accord SMC, de déterminer qu'il était probable que le subventionnement subsisterait ou se reproduirait dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.[10] Dans le paragraphe visé, l'Organe d'appel a examiné le type d'éléments de preuve qu'une partie contestant la compatibilité de la législation d'un autre Membre avec les règles de l'OMC pourrait présenter pour justifier son affirmation. Dans ce paragraphe, et dans d'autres parties de ses constatations[11], l'Organe d'appel a effectivement laissé entendre qu'il pourrait prendre en considération l'"application constante" ou la "pratique constante" – mais uniquement *en tant qu'éléments de preuve du sens de la législation mise en cause* – et non, comme le Japon le préconise, en tant que mesure pouvant être contestée en elle-même. De toute façon, si l'application constante d'une loi peut apporter des éléments de preuve quant à son sens, ce sens doit être déterminé en dernière analyse en fonction du droit interne. En droit interne américain, le précédent administratif, quelle qu'en soit la fréquence, n'a aucune existence fonctionnelle qui lui soit propre et ne prescrit rien – un organisme gouvernemental peut ne pas en tenir compte dans la mesure où il motive sa décision.

5. Dans l'affaire *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, il n'a pas été fait appel de la qualification retenue par le Groupe spécial dans ses constatations concernant la "méthode" du DOC et l'Organe d'appel n'a fait rien d'autre que d'accepter cette qualification. En outre, au stade du groupe spécial, la question n'avait pas non plus été contestée; les CE contestaient deux méthodes employées par le DOC concernant des privatisations dans 12 enquêtes spécifiques en matière de droits compensateurs et les États-Unis ont axé leur argumentation sur les questions de fond. Le fait que le Groupe spécial s'est référé à ces méthodes de cette façon, de même que – ultérieurement – l'Organe d'appel, ne fournit donc aucune indication sur la manière dont un groupe spécial ou l'Organe d'appel répondrait à la question de savoir si un précédent administratif non contraignant, ou une pratique, peut être contesté d'une manière indépendante en tant que mesure et pourrait prescrire une violation d'une obligation particulière. Au contraire, lorsque les groupes spéciaux ont été confrontés à cette question, ils ont uniformément

---

paragraphes 88 et 89; rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits*, WT/DS176/AB/R, adopté le 2 février 2002, paragraphe 259; *voir aussi États-Unis – Restrictions à l'exportation*, paragraphes 8.77 à 8.79; rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Article 129 c) 1) de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay*, WT/DS221/R, adopté le 30 août 2002, paragraphe 6.22.

[8] Rapport du Groupe spécial, *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Deuxième recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/RW/2, adopté le 23 août 2001, paragraphe 5.50.

[9] *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 155.

[10] *Id.*, paragraphes 162 et 163.

[11] *Id.*, paragraphes 147 et 148.

conclu que la pratique administrative des États-Unis ne pouvait, en tant que telle, être contestée[12] et l'Organe d'appel a appliqué de manière systématique la distinction entre impératif et facultatif, estimant que les mesures qui ne prescrivaient pas une violation d'une obligation ne constituaient pas une violation de cette obligation. La déclaration de l'Organe d'appel à la note 334 du rapport sur l'affaire *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes* ne représente rien d'autre que le truisme selon lequel les Membres pourraient, s'ils considéraient le libellé de l'Accord de l'OMC, imposer une obligation interdisant les législations conférant le pouvoir discrétionnaire d'agir d'une certaine manière. Il n'a pas été suggéré que les obligations en cause dans le présent différend s'appliquent de cette manière.

6. En conséquence, comme nous l'avons vu plus haut, les constatations établies dans l'affaire *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes* n'altèrent pas la position des États-Unis, selon laquelle la "pratique" alléguée par le Japon ne peut être contestée en vertu de l'Accord de l'OMC. Le Japon n'a pas identifié de "pratique" du DOC qui puisse être contestée en tant que mesure et a encore moins démontré qu'une telle "mesure" constituait une violation d'une obligation spécifique contractée dans le cadre de l'OMC.

b) En quoi ces constatations – et votre réponse au point a) – revêtent-elles de l'importance, le cas échéant, dans le cadre de la présente procédure?

Réponse

7. Comme nous l'avons vu plus haut, aucune des constatations de l'Organe d'appel – que nous venons de citer – ne modifie la conclusion selon laquelle la "pratique" en tant que telle ne peut être contestée en vertu de l'Accord de l'OMC.

8. Le Japon a affirmé dans diverses communications que l'Énoncé des mesures administratives et/ou le Sunset Policy Bulletin représentaient une pratique fixe et contraignante du DOC et constituaient des "mesures" incompatibles avec les règles de l'OMC. La constatation établie dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* indique à juste titre que c'est au Japon qu'incombe la charge de prouver tant la portée et la nature de cette "mesure" que son incompatibilité. Le Japon ne s'est pas acquitté de cette charge. Ni l'Énoncé des mesures administratives ni le Sunset Policy Bulletin ne peuvent être considérés comme des mesures donnant lieu à une violation indépendante des obligations contractées dans le cadre de l'OMC; et même si c'était le cas, ni l'un ni l'autre de ces textes n'impose une méthode ou pratique particulière qui prescrit une action incompatible avec les règles de l'OMC ou empêche une action compatible avec lesdites règles.

9. Comme les États-Unis l'ont précédemment démontré, l'Énoncé des mesures administratives est une sorte d'historique de l'élaboration de la législation qui, en droit américain, fournit des indications en matière d'interprétation qui font autorité pour ce qui est des lois. L'Énoncé des mesures administratives s'applique donc uniquement en conjonction avec la Loi antidumping (et en tant qu'outil d'interprétation de cette loi) et ne peut être contesté d'une manière indépendante comme étant incompatible avec les règles de l'OMC.

10. Par ailleurs, le Sunset Policy Bulletin ne peut lui non plus être contesté d'une manière indépendante comme constituant une violation des obligations souscrites dans le cadre de l'OMC. En droit américain, le Sunset Policy Bulletin représente un énoncé à caractère non contraignant, qui fournit des informations sur la manière dont le DOC conçoit les questions liées aux réexamens à

[12] Par exemple, rapport du Groupe spécial sur l'affaire *États-Unis – Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde*, WT/DS206/R, adopté le 29 juillet 2002, paragraphes 7.22 à 7.24; *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, paragraphes 8.126, 8.129 et 8.130.

l'extinction qui ne sont pas explicitement traitées par la Loi et le Règlement.[13] À cet égard, le Sunset Policy Bulletin a une valeur juridique comparable à celle des précédents des organismes gouvernementaux. Comme dans le cas des précédents administratifs, le DOC peut s'écarter du bulletin dans n'importe quel cas particulier dans la mesure où il motive sa décision. Le Sunset Policy Bulletin ne fait rien d'autre que de fournir au DOC et au public des indications sur la manière dont le Département peut interpréter et appliquer la Loi et les Règlements dans des cas particuliers. S'il n'est pas appliqué dans un cas particulier et en conjonction avec la législation et la réglementation en matière de réexamens à l'extinction, le Sunset Policy Bulletin ne "fait" pas "quelque chose de concret" pour lequel il pourrait donner lieu à une contestation indépendante – d'un point de vue juridique – en vertu des Accords de l'OMC.

QUESTION POSÉE AUX ÉTATS-UNIS

80. Comment répondez-vous à l'argument du Japon selon lequel le Sunset Policy Bulletin est une "procédure administrative" au sens de l'article 18.4 de l'Accord antidumping?

Réponse

11. Le Sunset Policy Bulletin n'est pas une "procédure administrative" au sens de l'article 18.4. C'est un énoncé de principes généraux, qui fournit un cadre au DOC pour la conduite des réexamens à l'extinction.

12. L'argument du Japon selon lequel le Sunset Policy Bulletin est une "procédure administrative" est fondé sur l'affirmation erronée d'après laquelle une "pratique" administrative peut devenir une "procédure" administrative (ou une "mesure") uniquement parce que le DOC a rendu un certain nombre de déterminations à l'extinction positives où il a tenu compte – pour la totalité d'entre elles – des indications énoncées dans le Sunset Policy Bulletin. Le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – Tôles en acier en provenance de l'Inde* a précisément examiné cette question et a constaté que le nombre de fois où un certain résultat se répétait ne transformait pas la succession répétée, ou la "pratique", en "mesure":

> La pratique contestée par l'Inde n'entre pas, à première vue, dans le champ des mesures qui peuvent être contestées au titre de l'article 18.4 de l'Accord antidumping. En particulier, nous ne partageons pas l'opinion selon laquelle la pratique est une "procédure administrative" au sens de l'article 18.4 de l'Accord. Il ne s'agit pas d'une règle préétablie pour la conduite des enquêtes antidumping. En fait, ... une pratique est une succession répétée de réactions semblables à une série de circonstances; autrement dit, elle est constituée par les décisions antérieures du DOC ... L'Inde fait valoir qu'à un moment donné la répétition transforme la pratique en une "procédure", et donc en une mesure. Nous ne sommes pas d'accord. Le fait qu'une réaction donnée à une série donnée de circonstances s'est répétée et que l'on peut prévoir qu'elle se répétera à l'avenir ne la transforme pas, à notre avis, en une mesure. Une telle conclusion laisserait imprécise et sujette à controverse elle-même la question de savoir ce qu'est une mesure, ce qui serait un résultat inacceptable selon nous. De plus, nous n'estimons pas que, du simple fait qu'il y a répétition, un Membre soit obligé de suivre sa pratique antérieure. Si un Membre était obligé de s'en tenir à sa pratique, il pourrait être possible de considérer cette pratique comme une mesure. Or

[13] Sunset Policy Bulletin, 63 Fed. Reg., page 18871 ("Le présent bulletin propose des *indications* concernant le déroulement des réexamens à l'extinction. Comme il est décrit plus loin, les principes proposés ont pour objet de compléter les dispositions législatives et réglementaires applicables en fournissant des *indications* sur les questions méthodologiques ou analytiques qui ne sont pas explicitement traitées par la Loi et le Règlement.") (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 6 du Japon).

> les États-Unis ont affirmé qu'en vertu des lois qui le régissent, le DOC peut modifier une pratique à condition de motiver sa décision.[14]

13. Le DOC a publié le Sunset Policy Bulletin car il cherchait à être aussi transparent que possible concernant sa façon d'aborder les réexamens à l'extinction. Dans un domaine où l'Accord antidumping et la législation des États-Unis confèrent aux autorités un pouvoir discrétionnaire extrêmement large, les États-Unis ont jugé utile de fournir aux parties intéressées des indications sur l'approche que le DOC adopterait probablement dans des circonstances données. L'autre approche, manifestement beaucoup moins souhaitable, serait un système moins transparent dans lequel les parties à un réexamen à l'extinction n'auraient aucune idée – ou qu'une idée infime – de la manière dont les autorités compétentes traiteraient les questions soulevées lors de ce réexamen.

QUESTION POSÉE AUX ÉTATS-UNIS

81. Comment répondez-vous au fait que le Japon fait référence (aux paragraphes 15 et 16 de sa déclaration orale à la deuxième réunion du Groupe spécial) à la déclaration de l'Organe d'appel dans son rapport sur l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* à propos de l'établissement éventuel d'une pratique pour le Sunset Policy Bulletin compte tenu du nombre de cas dans lesquels on observe un certain comportement lors des réexamens à l'extinction? Les chiffres présentés par le Japon à cet égard sont-ils exacts?

Réponse

14. Comme nous l'avons vu plus haut dans la réponse à la question n° 80, le nombre de fois où l'on observe un certain comportement lors des réexamens à l'extinction ne transforme pas ce comportement en "mesure". Contrairement à ce qu'affirme le Japon, les termes utilisés par l'Organe d'appel dans le rapport établi sur l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* étayent la thèse selon laquelle le nombre seul ne révèle rien sur le point de savoir si le précédent, ou la "pratique", devraient être considérés comme une mesure. C'est au Japon qu'incombe la charge d'établir qu'en droit interne américain, la fréquence d'un comportement revêt une signification d'un point de vue juridique. Mais il n'en est rien. Comme nous l'avons déjà expliqué, le DOC demeure libre de s'écarter des précédents ou du Sunset Policy Bulletin, dans la mesure où il motive sa décision. C'est là un fait irréfutable en droit américain et ce serait mal définir ce droit que de laisser entendre qu'il en est autrement. En outre, lorsqu'il a rejeté l'argument des CE concernant la "pratique" dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, l'Organe d'appel n'a rien fait d'autre que de conclure que les CE n'avaient pas fourni d'éléments de preuve concernant un comportement répété, et encore moins démontré que, si ces éléments de preuve avaient existé, ils auraient revêtu une signification d'un point de vue juridique. Là encore, la portée et la nature d'une prétendue mesure doivent être déterminées en référence au droit interne du Membre. Si un comportement répété peut peut-être fournir des éléments d'appréciation concernant le sens d'une loi ou d'un règlement – point de vue émis au paragraphe 148 du rapport sur l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, cela n'aurait pas pour effet de conférer à ce comportement répété une valeur juridique fonctionnelle qui lui soit propre. La répétition ne permet pas d'étayer la conclusion selon laquelle la "pratique" du DOC constitue une mesure qui prescrit une action incompatible avec les règles de l'OMC ou qui empêche une action compatible avec lesdites règles.

15. Il ne s'agit pas ici de savoir si les chiffres indiqués par le Japon sont exacts. Le fait est que, dans le cadre de la législation américaine, ils n'ont aucune pertinence. De toute façon, les chiffres du Japon sont incomplets, et, à notre avis, sont de nature à induire en erreur car ils ne prennent pas en considération les réexamens achevés (c'est-à-dire lorsque le DOC et l'USITC ont établi leurs

[14] Rapport du Groupe spécial sur l'affaire *États-Unis – Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde* ("*États-Unis – Tôles en acier en provenance de l'Inde*"), WT/DS206/R, adopté le 29 juillet 2002, paragraphe 7.22 (citation omise).

déterminations finales de la probabilité). Les États-Unis présentent ci-après une description plus complète de la situation.

16. En mai 1998, le DOC a publié un calendrier concernant le réexamen à l'extinction de 321 ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs et d'accords de suspension en vigueur au 1er janvier 1995, date effective de la mise en œuvre des Accords du Cycle d'Uruguay par les États-Unis.[15] Ce calendrier incluait l'ordonnance en matière de droits antidumping appliquée aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon qui est en cause dans la présente affaire.[16] Ces réexamens à l'extinction ont été engagés entre juillet 1998 et décembre 1999 et ont tous été menés à bien. Sur le nombre total de réexamens à l'extinction effectués et menés à leur terme[17], près de la moitié des ordonnances ont été abrogées. La répartition est la suivante:

- 150 ordonnances ont été abrogées par suite des réexamens à l'extinction:
  - 78 ont été abrogées en l'absence d'intérêt de la part de la branche de production nationale;
  - une (ordonnance en matière de droits compensateurs) a été abrogée, le DOC ayant établi une détermination négative de la probabilité;
  - 71 ont été abrogées, l'USITC ayant établi une détermination négative de la probabilité;
- 163 ordonnances ont été prorogées par suite du réexamen à l'extinction, le DOC et l'USITC ayant l'un et l'autre établi une détermination positive de la probabilité;
- un réexamen à l'extinction a été clos, l'ordonnance ayant été abrogée par suite du réexamen effectué par le DOC en raison d'un changement de circonstances;
- sept ordonnances ont été abrogées avant la date prévue pour l'engagement du réexamen à l'extinction (aucun réexamen n'a donc été engagé), l'USITC ayant établi une nouvelle détermination après sa détermination initiale de l'existence d'un dommage dans l'enquête.

QUESTION POSÉE AUX ÉTATS-UNIS

82. Veuillez exposer votre point de vue sur la distinction existant, le cas échéant, entre une procédure administrative, une pratique administrative, une "méthode" et une ligne directrice et exposer les raisons et les critères sur lesquels repose cette distinction.

Réponse

17. L'expression "procédures administratives" désigne les procédures par lesquelles un organisme gouvernemental applique la loi et ses propres règlements. Aux États-Unis, ces procédures sont en général énoncées dans le règlement de l'organisme considéré.

18. Les organismes administratifs des États-Unis utilisent le terme "pratique" pour désigner collectivement les précédents qu'ils ont eux-mêmes établis par le passé. Ces précédents n'ont *pas* de caractère contraignant. Le Tribunal du commerce international des États-Unis a estimé ce qui suit: "Dans la mesure où le DOC explique dûment ses raisons et où sa pratique est raisonnable et autorisée par la loi, ladite pratique peut continuer à changer et à évoluer et devrait continuer à le faire." *Rhodia, Inc.* c. *United States*, Consol. Court No. 00-08-00407, Slip. Op. 2000-109 (Tribunal du

[15] 63 Fed. Reg. 26779 (14 mai 1998).

[16] Le calendrier incluait aussi l'ordonnance en matière de droits compensateurs visée dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*.

[17] Il convient de noter que, sur les réexamens à l'extinction effectués et achevés, 116 ont été menés à bien de manière accélérée car les entreprises interrogées étrangères ont choisi soit de ne pas participer, soit de ne pas participer pleinement à la partie du réexamen effectuée par le DOC.

commerce international, 9 septembre 2002) page 15; *voir aussi Zenith Electronics Corp.* c. *United States*, 77 F.3d 426, 430 (Fed. Cir. 1996).

19. Le terme "méthode" ou "méthodologie", tel qu'il est utilisé par le DOC, désigne en règle générale l'analyse particulière d'une question spécifique, par exemple le calcul d'un montant. Une méthode peut être énoncée dans une loi ou un règlement ou être établie cas par cas.

20. Le terme "ligne directrice", tel qu'il est utilisé par le DOC, désigne en règle générale un énoncé de principes généraux.

II. CRITÈRES EN MATIÈRE DE PREUVE POUR L'ENGAGEMENT DES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

QUESTIONS POSÉES AUX ÉTATS-UNIS

84. Le Groupe spécial note l'argument exposé au paragraphe 8 de la déclaration orale du Japon à la deuxième réunion du Groupe spécial concernant la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, selon laquelle "la suppression d'un droit compensateur est la règle et son maintien l'exception". Compte tenu de cette déclaration, de quelle manière les États-Unis concilient-ils l'engagement automatique des réexamens à l'extinction imposé par la loi et l'obligation, pour les autorités, d'engager un réexamen *de leur propre initiative* prévue à l'article 11.3 de l'Accord antidumping? En particulier, l'application de la législation des États-Unis ôte-t-elle nécessairement toute possibilité de sens à la "règle" énoncée à l'article 11.3 ou lui enlève-t-elle toute possibilité d'être appliquée? L'expression "de leur propre initiative" figurant à l'article 11.3 veut-elle dire que les autorités *elles-mêmes* sont tenues d'examiner les faits d'une procédure spécifique pour décider s'il convient ou non d'engager un réexamen? De quelle manière les États-Unis répondraient-ils à l'affirmation selon laquelle, vu l'emploi de l'expression "de leur propre initiative" à l'article 11.3, il devrait être accordé ou doit impérativement être accordé aux autorités le pouvoir discrétionnaire de ne *pas* engager un réexamen à l'extinction de leur propre initiative lorsque les circonstances factuelles le justifient, et selon laquelle, en prescrivant l'engagement à l'initiative des autorités dans chaque cas, la législation des États-Unis ne respecte pas cette prescription? Concernant le paragraphe 37 de votre réponse aux questions du Groupe spécial après la première réunion, l'expression "de leur propre initiative" peut-elle simplement être utilisée pour mettre en opposition un réexamen engagé par les autorités de leur propre initiative et un réexamen engagé pour donner suite à une demande? Dans l'affirmative, sur quelle base?

Réponse

21. Dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, l'Organe d'appel a examiné la prescription de la législation des États-Unis concernant l'engagement automatique, à l'initiative des autorités, de la totalité des réexamens à l'extinction et a constaté que cette législation était compatible avec les règles de l'OMC.[18] L'Organe d'appel a également constaté qu'aucun critère en matière de preuve n'était prescrit pour l'engagement des réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités.[19] L'Organe d'appel a fait ces constatations en conjonction avec la constatation suivante:

> Cela ne veut pas dire que les autorités peuvent maintenir les droits compensateurs après cinq ans en l'absence d'éléments de preuve montrant qu'il est probable que le subventionnement et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. L'article 21.3 interdit de maintenir des droits compensateurs à moins qu'un

[18] *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 116.

[19] *Id.* ("Nous ne considérons pas non plus qu'un autre critère quelconque en matière de preuve est prescrit pour l'engagement d'office d'un réexamen à l'extinction au titre de l'article 21.3.")

> réexamen ne soit entrepris et que la détermination prescrite, fondée sur des éléments de preuve adéquats, ne soit faite.[20]

Autrement dit, l'Organe d'appel n'a eu aucun problème à concilier l'engagement automatique et la conduite des réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités et la notion selon laquelle la suppression d'un droit est la règle et son maintien l'exception.

22. Les États-Unis estiment que la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* devrait éclairer la décision du Groupe spécial concernant la question examinée dans la présente affaire. Le membre de phrase "de leur propre initiative" n'impose pas aux autorités d'examiner les faits d'une procédure spécifique pour décider s'il convient ou non d'engager un réexamen – ce qui suggérerait l'existence d'une sorte de condition préalable en matière de preuve, prescription rejetée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*. Le raisonnement de l'Organe d'appel dans cette affaire est tout aussi valable dans la présente affaire. Sur cette même base, les États-Unis ne considèrent pas non plus que le membre de phrase susmentionné exige qu'il soit donné aux autorités le pouvoir discrétionnaire de ne pas engager un réexamen. (Cela ne signifie pas pour autant que le DOC ne prendrait pas en considération l'expression spécifique d'une absence d'intérêt de la part de la branche de production nationale; comme nous l'avons expliqué précédemment, dans ces circonstances, le DOC abrogerait l'ordonnance antidumping et n'engagerait pas de réexamen à l'extinction.)

85. Si l'on considère la question n° 10 que le Groupe spécial a posée précédemment aux États-Unis et la réponse qui y a été apportée, dans quelles circonstances précises le DOC n'engagerait-il *pas* "automatiquement" une enquête de sa propre initiative et sur quel fondement juridique cette décision reposerait-elle? Cela s'est-il en fait jamais produit? Veuillez citer tout exemple pertinent. Par exemple, si l'unique producteur constituant la branche de production nationale contacte le DOC avant le moment prévu pour l'engagement d'un réexamen à l'extinction donné et que la branche de production nationale fait savoir au DOC que le maintien de l'ordonnance ne l'intéresse pas, ce dernier déciderait-il de ne *pas* engager un réexamen à l'extinction de sa propre initiative (c'est-à-dire malgré l'obligation explicite d'engager automatiquement le réexamen de sa propre initiative)? Dans l'affirmative, en quoi le DOC serait-il habilité à agir de la sorte?

Réponse

23. Conformément à l'article 751 c) 1) de la Loi, le DOC engage automatiquement les réexamens à l'extinction de sa propre initiative dans chaque cas, à moins que la branche de production nationale ne l'avise par écrit que le maintien d'une ordonnance en matière de droits antidumping particulière ne l'intéresse plus. Dans ce cas, le DOC n'engagerait pas de réexamen à l'extinction et abrogerait l'ordonnance conformément à l'article 751 b) de la Loi.

24. Dans trois cas au moins, le DOC n'a pas engagé de réexamen à l'extinction ou a clos le réexamen car la branche de production nationale lui avait fait part de son absence d'intérêt pour le maintien de l'ordonnance. Dans les affaires *AFBs from Singapore* et *Ball Bearings from Thailand*, le DOC a effectué un réexamen fondé sur un changement de circonstances, une partie de la branche de production nationale lui ayant fait savoir qu'elle n'était plus intéressée par le maintien des ordonnances. Le DOC a décidé d'abroger ces ordonnances, malgré une certaine opposition de la part d'autres membres de la branche de production nationale.[21] Dans l'affaire *Kiwifruit from New Zealand*,

[20] *Id.*, paragraphe 117.

[21] *Voir Antifriction Bearings (Other Than Tapered Roller Bearings) And Parts Thereof From Singapore; Final Results of Changed Circumstances Countervailing Duty Reviews and Revocation of Countervailing Duty Orders*, 61 Fed. Reg. 20796 (8 mai 1996), et *Ball Bearings From Thailand; Final Results of Changed Circumstances Countervailing Duty Review and Revocation of Countervailing Duty Order*, 61 Fed.

le DOC a engagé un réexamen à l'extinction, qu'il a clos ultérieurement par suite de l'abrogation de l'ordonnance, la branche de production nationale ayant indiqué qu'elle n'était plus intéressée par le maintien de ladite ordonnance.[22] Nous notons également que le DOC a abrogé sept ordonnances avant la date prévue pour l'engagement du réexamen à l'extinction (aucun réexamen n'a donc été engagé), l'USITC ayant établi une nouvelle détermination après la détermination initiale de l'existence d'un dommage lors de l'enquête.[23] Même si le non-engagement du réexamen prévu ne s'expliquait pas dans ce cas par l'absence d'intérêt de la branche de production nationale, cet exemple montre toutefois que le DOC a autorité – s'il y a lieu – pour ne pas engager automatiquement un réexamen à l'extinction de sa propre initiative.

86. Le Japon présente-t-il un argument sur ce point (examiné dans le cadre de la question n° 85 ci-dessus) de l'article 11.3 concernant l'engagement automatique à l'initiative des autorités (et qui ne porte pas spécifiquement sur les critères en matière de preuve)? Dans l'affirmative, où cet argument est-il exposé dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon?

Réponse

25. Non. L'allégation du Japon à cet égard se limite aux dispositions de la législation et de la réglementation des États-Unis qui "autorisent le DOC à engager automatiquement et de sa propre initiative des réexamens à l'extinction de la mesure sans qu'il y ait des éléments de preuve suffisants".[24]

III. CRITÈRE DE MINIMIS DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

QUESTIONS POSÉES AUX DEUX PARTIES

87. Le Groupe spécial note l'argument du Japon selon lequel la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* n'est pas pertinente – pour plusieurs raisons – dans la présente affaire pour ce qui est de l'applicabilité du critère *de minimis* au réexamen à l'extinction. À cet égard, veuillez répondre aux questions suivantes:

Concernant l'argument du Japon selon lequel le fait que le membre de phrase "[a]ux fins du présent paragraphe", figurant à l'article 11.9 de l'Accord SMC, est absent de l'article 5.8 de l'Accord antidumping crée une distinction à cet égard entre le second accord et le premier[25], veuillez expliquer si, à votre avis, l'Organe d'appel a fondé sa décision – dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* – sur ce membre de phrase ou plutôt sur la position selon laquelle les enquêtes et les réexamens représentaient des procédures distinctes?

Réponse

26. Le fait que le membre de phrase "[a]ux fins du présent paragraphe" figure à l'article 11.9 de l'Accord SMC n'est pas pertinent pour l'analyse au titre de l'Accord antidumping. L'article 5 est intitulé "Engagement de la procédure et enquête ultérieure" et le critère *de minimis* applicable aux

---

Reg. 20799 (8 mai 1996). Ces réexamens fondés sur un changement de circonstances ont été demandés après l'adoption des prescriptions légales relatives aux réexamens à l'extinction et avant la publication, par le DOC, du calendrier concernant les ordonnances "transitoires".

[22] *Voir August 1999 Sunset Reviews: Termination of Reviews, Final Results of Reviews and Revocation and Termination*, 64 Fed. Reg. 59737 (3 novembre 1999); et *Fresh Kiwifruit from New Zealand: Final Results of Changed Circumstances Review: Revocation of Order*, 64 Fed. Reg. 50486 (17 septembre 1999).

[23] *Voir Ferrosilicon From Brazil, Kazakhstan, People's Republic of China, Russia, Ukraine, and Venezuela*, 64 Fed. Reg. 51097 (21 septembre 1999).

[24] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon, 4 avril 2002, paragraphe 1.

[25] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 134.

enquêtes est énoncé à l'article 5.8. Il n'est pas prévu de critère *de minimis*, en général, à l'article 11 de l'Accord antidumping et il n'est pas prévu de critère *de minimis*, spécifiquement, à l'article 11.3 dudit accord.

27. L'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* n'a pas fondé sa constatation concernant le critère *de minimis* pour les réexamens à l'extinction sur le membre de phrase "[a]ux fins du présent paragraphe". Lorsqu'il a examiné l'article 21.3, il a notamment constaté que 1) le texte même de l'article 21.3 ne contenait pas de critère *de minimis* et ce silence devait avoir un sens (paragraphe 64), 2) l'article 11 [était] intitulé "*Engagement de la procédure et enquête ultérieure*" et ne contenait pas de termes indiquant que les obligations énoncées ne s'appliquaient pas qu'aux seules enquêtes (paragraphe 67), 3) il n'y avait pas de renvoi au critère *de minimis* de l'article 11.9 malgré la fréquence des renvois dans les autres parties de l'Accord SMC (paragraphe 69), et 4) il [était] fait expressément référence à l'article 12, mais non à l'article 11 (bien que ces deux articles contiennent des règles concernant les enquêtes), à l'article 21.4. L'Organe d'appel a conclu que "les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction [étaient] des processus distincts qui suiv[ai]ent des buts différents" et que la différence qualitative entre les enquêtes et les réexamens pouvait servir à expliquer l'absence de prescription visant à l'application d'un critère *de minimis* spécifique dans le cadre des réexamens à l'extinction (paragraphe 87).

a) Concernant le paragraphe 82 du rapport de l'Organe d'appel, le fait que l'Accord antidumping ne contienne qu'un seul critère *de minimis* signifie-t-il nécessairement que la logique des constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* n'est pas transférable au présent différend?

Réponse

28. Non; comme nous l'avons vu plus haut, l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* n'a pas fondé sa constatation selon laquelle il n'était pas prévu de critère *de minimis* à l'article 21.3 uniquement ou principalement sur l'existence des seuils *de minimis* additionnels prévus pour les pays en développement dans l'Accord SMC. La constatation de l'Organe d'appel concernant l'absence de critère *de minimis* pour les réexamens à l'extinction dans le cadre de l'article 21.3 de l'Accord SMC est fondée sur une analyse du texte, du contexte et de l'objet et du but de l'article 21.3 en particulier et de l'Accord SMC dans son ensemble.

b) S'agissant de la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* et concernant le rapport du Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – DRAM*, le terme "cas" utilisé à l'article 5.8 englobe-t-il aussi les réexamens à l'extinction?

Réponse

29. Non; le terme "cas" à l'article 5.8 n'englobe pas les réexamens à l'extinction. L'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, examinant l'article 11.9, c'est-à-dire la disposition correspondante de l'Accord SMC, a indiqué ce qui suit:

> Nous ne souscrivons pas à l'opinion, exprimée par le Japon, selon laquelle l'utilisation du terme "cas" (plutôt que le terme "enquête") dans la seconde phrase de l'article 11.9 signifie que l'application du critère *de minimis* énoncé dans cette disposition doit se faire à *tous* les stades des procédures en matière de droits compensateurs – et non pas seulement dans les enquêtes. L'utilisation du terme "cas" ne change rien au fait que les termes de l'article 11.9 appliquent le critère *de minimis* uniquement au stade de l'enquête. Nous notons par ailleurs que le Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – DRAM* a rejeté un argument similaire en ce qui concerne le sens du terme "cas"

> dans l'article 5.8 de l'*Accord antidumping*, une disposition presque identique à l'article 11.9 de l'*Accord SMC*.[26]

Le raisonnement de l'Organe d'appel et, *a fortiori*, le raisonnement du Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – DRAM*, est tout aussi valable dans la présente procédure.

IV. DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ D'UN DUMPING/DES MARGES DE DUMPING DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

A. NATURE DE LA DÉTERMINATION À L'EXTINCTION

QUESTIONS POSÉES AUX ÉTATS-UNIS

89. Comment répondez-vous au fait que le Japon – au paragraphe 28 de sa déclaration orale à la deuxième réunion du Groupe spécial – fait référence au récent rapport du Groupe spécial dans l'affaire *CE – Linge de lit, Recours à l'article 21:5* et à la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* en indiquant qu'ils viennent confirmer son argument selon lequel la "quantification" de la marge de dumping probable "est indispensable"?

Réponse

30. Le rapport publié par le Groupe spécial au titre de l'article 21:5 dans l'affaire *CE – Linge de lit*, cité par le Japon, ne concerne pas les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.[27] Il porte en fait sur la quantification des marges de dumping *dans les enquêtes antidumping*. Les États-Unis ne contestent pas qu'il soit nécessaire de quantifier les marges de dumping dans les enquêtes antidumping. Toutefois, l'article 11.3 de l'Accord antidumping n'impose pas de quantifier les marges de dumping futures probables lors des réexamens à l'extinction.

31. Les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* viennent en fait étayer le point de vue des États-Unis selon lequel la quantification n'est pas exigée dans le cadre des réexamens à l'extinction. L'argument du Japon selon lequel la quantification est exigée s'appuie sur la constatation du Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, selon laquelle "[aux] yeux du [Groupe spécial], l'un des volets de l'analyse de la probabilité à faire dans un réexamen à l'extinction au titre de l'article 21.3 est une évaluation du taux probable de subventionnement".[28] Le Japon omet toutefois de mentionner que cette constatation sur la quantification est inextricablement liée à la constatation (erronée) sur le critère *de minimis*. Plus spécifiquement, le Groupe spécial indique ce qui suit:

> Pas plus que nous ne sommes convaincus par l'argument des États-Unis suivant lequel, vu l'absence d'obligation de chiffrer le subventionnement dans un réexamen à l'extinction, il ne saurait y avoir d'obligation d'appliquer un critère *de minimis*. Nous considérons que, *du fait qu'il existe une obligation d'appliquer un critère de minimis*,

---

[26] *États-Unis – Acier au carbone*, note 58 (italique dans l'original; citation omise).

[27] Rapport du Groupe spécial sur l'affaire *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde, Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/RW, 29 novembre 2002 (non encore adopté), paragraphe 6.128.

[28] Rapport du Groupe spécial sur l'affaire *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* ("*États-Unis – Rapport du Groupe spécial sur l'acier au carbone*"), WT/DS213/R, adopté le 19 décembre 2002, paragraphe 8.96.

> et qu'il n'est pas possible de le faire sans chiffrer le subventionnement, il existe une obligation corrélative de chiffrer le taux futur probable de subventionnement.[29]

32. Autrement dit, la constatation selon laquelle une quantification est prescrite découle directement de la constatation du même groupe spécial selon laquelle il existe une obligation d'appliquer un critère *de minimis*. L'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* a infirmé la constatation du Groupe spécial sur le critère *de minimis* et a constaté qu'aucun critère *de minimis* n'était applicable aux réexamens à l'extinction au titre de l'article 21.3 de l'Accord SMC.[30] Le raisonnement de l'Organe d'appel sur cette question est également applicable dans la présente affaire. Comme il n'y a pas d'obligation d'appliquer un critère *de minimis*, le postulat sur lequel repose l'analyse du Groupe spécial *États-Unis – Acier au carbone* est absent et la conclusion ne peut donc en découler. Il n'y aurait en tout cas aucune raison d'exiger une quantification du montant futur probable du dumping en l'absence de critère *de minimis*.

90. En quoi – si tel est le cas – les États-Unis réalisent-ils une analyse "prospective"[31] "rigoureu[se]"[32] lors des réexamens à l'extinction? De l'avis des États-Unis, en quoi consiste une base factuelle adéquate pour ces réexamens? De quelle manière la législation des États-Unis prend-elle en considération la modification probable des prix à l'exportation et des valeurs normales? Étant donné que les procédures antidumping concernent les politiques de prix de sociétés exportatrices particulières, les États-Unis tiennent-ils compte de la modification de ces politiques dans le cadre des déterminations à l'extinction? Dans l'affirmative, de quelle manière? Veuillez citer les parties pertinentes du dossier.

Réponse

33. Un réexamen à l'extinction a pour objet de déterminer, sur la base d'une analyse prévisionnelle, si l'on se trouve en présence des conditions nécessaires au maintien des droits antidumping. Le réexamen au titre de l'article 11.3 doit donc être axé sur le comportement futur qui serait probable si la mesure corrective était supprimée, et non sur le point de savoir si – ou dans quelle mesure – il y a actuellement dumping ou s'il y a eu dumping par le passé. De ce fait, l'examen des facteurs qui permettent de faire progresser cette analyse prévisionnelle peut présenter un intérêt pour l'examen effectué par le DOC. Le DOC examine le comportement antérieur des exportateurs et tout renseignement communiqué par les parties intéressées qui présente un intérêt pour l'examen de la probabilité. De plus, d'autres facteurs peuvent être pris en considération, comme les coûts, les prix des données relatives au marché ou des données économiques, à condition que le DOC estime que ces renseignements présentent de l'intérêt pour l'examen de la probabilité. Les parties intéressées peuvent aussi communiquer tout renseignement qu'elles jugent pertinent pour l'analyse de la question de la probabilité.

34. Dans ce contexte, le résultat de la détermination est fonction, dans chaque cas, des faits de la cause et doit être étayé par des éléments de preuve suffisants versés au dossier du réexamen. Dès lors qu'un réexamen à l'extinction est engagé, l'article 11.3 impose aux autorités de déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si l'ordonnance est abrogée. Dans un réexamen à l'extinction, le dossier doit contenir des éléments de preuve suffisants pour étayer la conclusion selon laquelle il existe une probabilité de dumping à l'avenir. Les États-Unis estiment que, lorsque des exportateurs continuent à pratiquer le dumping au cours de la période qui suit l'imposition du droit et qui précède le réexamen à l'extinction (c'est-à-dire alors que l'ordonnance est en vigueur), cet élément de preuve est suffisant pour étayer une détermination positive de la probabilité en l'absence de renseignements prouvant que le dumping cessera.

---

[29] *Id*., paragraphe 8.72.
[30] *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 92.
[31] *Rapport du Groupe spécial sur l'affaire États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 8.96.
[32] *Id.*, paragraphe 71.

35. S'agissant des renseignements relatifs au prix et aux coûts, comme nous l'avons indiqué plus haut et dans nos précédentes communications, les parties peuvent présenter tout renseignement additionnel qu'elles jugent pertinent et dont elles souhaitent qu'il soit examiné par le DOC. L'article 351.218 du Règlement dispose qu'une partie peut communiquer tout renseignement qu'elle juge pertinent et dont elle souhaite qu'il soit examiné par le DOC lorsque celui-ci établit sa détermination à l'extinction. Ce dernier peut examiner des informations[33] concernant les prix à l'exportation et la valeur normale, ainsi que d'autres facteurs[34], lorsqu'il détermine la probabilité dans les réexamens à l'extinction – et c'est ce qu'il a fait.

36. Lorsque le DOC a rendu sa détermination finale concernant la probabilité d'un dumping, conformément à l'article 751 c) de la Loi, l'USITC procède à un réexamen pour déterminer s'il est probable qu'un dommage important subsistera ou se reproduira si l'ordonnance est abrogée ou si l'enquête qui a été suspendue est close.[35] Lorsqu'il détermine la probabilité d'un dommage, l'USITC examine "le volume probable des marchandises visées, leur effet probable sur les prix et leur incidence probable sur la branche de production nationale".[36] L'USITC prend en considération sa détermination antérieure de l'existence d'un dommage, le point de savoir si toute amélioration de la situation de la branche de production nationale est liée à l'ordonnance considérée et si ce secteur peut subir un dommage important en cas d'abrogation de l'ordonnance, et toute constatation du DOC concernant l'incorporation des droits en vertu de l'article 1675 a) 4) de la Loi.[37]

37. L'ordonnance en matière de droits antidumping ne sera donc maintenue que si le DOC constate qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira *et* que si l'USITC constate qu'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira.

QUESTION POSÉE AUX DEUX PARTIES

91. À votre avis, les réexamens fondés sur un "changement de circonstances" au titre de l'article 11.2 et les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 de l'Accord exigent-ils que les autorités usent de degrés de rigueur différents? Dans l'affirmative, pour quelles raisons et à quels égards?

Réponse

38. Nous ne savons pas au juste ce que le Groupe spécial entend par l'usage de "degrés de rigueur" concernant les réexamens au titre de l'article 11.2 et 11.3. Toutefois, l'Organe d'appel a expliqué que "la détermination faite dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 21.2 [devait] être une véritable détermination ...".[38] L'Organe d'appel a également indiqué ce qui suit:

> Après avoir apprécié les données qui leur ont été communiquées par les parties intéressées ainsi que les autres éléments de preuve dont elles disposent concernant la période visée par le réexamen, les autorités chargées de l'enquête doivent déterminer s'il est nécessaire de continuer à appliquer des droits compensateurs. Elles n'ont pas

[33] *Voir Sugar & Syrups from Canada*, 65 Fed. Reg. 735 (6 janvier 2000) (pièce n° 25 l) du Japon).
[34] *Voir Brass Sheet & Strip from the Netherlands*, 64 Fed. Reg. 48362 (3 septembre 1999) (pièce n° 25 m) du Japon).
[35] Article 751 c) (pièce n° l e) du Japon).
[36] 19 USC. § 1675a a) 1); USITC Pub. 3364 page 17.
[37] 19 USC. § 1675a a) 1).
[38] *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 71.

> la liberté de faire abstraction de ces données. Si elles pouvaient faire fi de ces données, le mécanisme de réexamen prévu à l'article 21.2 ne serait d'aucune utilité.[39]

39. Les États-Unis estiment que les réexamens au titre de l'article 11.2 et 11.3 devraient aussi être de "véritables réexamens" et être fondés sur une évaluation des renseignements communiqués et autres éléments de preuve concernant la période sur laquelle porte le réexamen. Cela ne signifie pas que l'analyse et les questions considérées sont identiques, comme le prouve la différence entre les termes de l'article 11.2 et de l'article 11.3. Il convient de déterminer s'il est nécessaire de maintenir les droits à la lumière des prescriptions spécifiques de chaque article.

QUESTIONS POSÉES AUX ÉTATS-UNIS

94. Le Groupe spécial note que la détermination finale dans le présent réexamen à l'extinction indique que les renseignements additionnels présentés par NSC, le 11 mai 2000, ne changeraient pas la conclusion ultime du DOC concernant la probabilité que le dumping subsisterait. Il note également la réponse du Japon à sa question n° 47 et la réponse des États-Unis à sa question n° 60. À votre avis:

a) Les États-Unis auraient-ils été plus exposés à une allégation selon laquelle ils auraient agi d'une manière incompatible avec l'Accord si la détermination finale du DOC n'avait pas suivi cette argumentation?

Réponse

40. Non. Le DOC a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si le droit antidumping était abrogé parce que les éléments de preuve versés au dossier montraient que les exportateurs japonais avaient continué à pratiquer le dumping pendant la période de cinq ans qui avait précédé le réexamen à l'extinction. Le DOC a donc conclu avec raison – en l'absence de toute explication ou de tout élément de preuve montrant le contraire – que les exportateurs japonais d'acier résistant à la corrosion poursuivraient le dumping si l'ordonnance était abrogée.

b) Si votre réponse au point a) est affirmative, pensez-vous que l'inclusion de cette formulation ait permis de remédier à cette incompatibilité? Dans l'affirmative, de quelle(s) manière(s)?

Réponse

41. *Voir* la réponse des États-Unis à la question n° 94 a).

95. Concernant la réponse des États-Unis à la question n° 64 posée par le Groupe spécial à la suite de la première réunion, ce pays voudrait-il expliquer pourquoi le critère des "raisons valables" s'applique uniquement lors des réexamens à l'extinction dans le cadre de la législation des États-Unis (et non aux enquêtes et autres types de réexamens)?

Réponse

42. En vertu de l'article 752 c) 2) de la Loi, le DOC ne peut être *tenu* d'examiner d'"autres facteurs" lorsqu'il établit la détermination de la probabilité dans le cadre d'un réexamen à l'extinction que si des "raisons valables" ont été préalablement exposées. Selon le droit administratif des États-Unis, les organismes gouvernementaux sont généralement tenus d'expliquer leurs

[39] Rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni*, WT/DS138/AB/R, adopté le 7 juin 2000, paragraphe 61.

déterminations et d'examiner chaque argument et chaque élément d'information communiqués par les parties à la procédure dans le cadre de la détermination finale. La disposition relative aux "raisons valables" constitue une prescription liminaire en matière de preuve en vertu de laquelle la partie qui expose lesdites raisons doit préalablement démontrer que les renseignements concernant d'"autres facteurs" présentent de l'intérêt pour l'analyse de la probabilité pour que le DOC soit *tenu* de les examiner lors d'un réexamen à l'extinction.

96. Quelle est la relation – d'un point de vue juridique – entre l'article 11.1 et l'article 11.3? L'inclusion du membre de phrase "dans la mesure nécessaire[ ]" à l'article 11.1 de l'Accord laisse-t-elle supposer que les autorités chargées de l'enquête dans les réexamens à l'extinction sont tenues de quantifier la marge de dumping probable, ou les autorités sont-elles libres d'agir sans aucune restriction?

Réponse

43. Dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, l'Organe d'appel a expliqué comme suit la relation entre l'article 21.1 et l'article 21.3 de l'Accord SMC:

> Le premier paragraphe de l'article 21 dispose que les droits compensateurs "ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le subventionnement qui cause un dommage". Nous considérons cela comme une règle générale selon laquelle, après l'imposition d'un droit compensateur, le maintien de ce droit en vigueur est soumis à certaines disciplines. Celles-ci se rapportent à la *durée* du droit compensateur, à son *ampleur*, et à son *but* … Ainsi, la règle générale de l'article 21.1 souligne la prescription voulant que les droits compensateurs soient périodiquement réexaminés et met en lumière les facteurs qui doivent sous-tendre ces réexamens. Cependant, cela ne nous aide pas pour déterminer si un critère *de minimis* spécifique est censé être appliqué dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 21.3.[40]

44. Le libellé de l'article 11.1 de l'Accord antidumping correspond au libellé de l'article 21.1 de l'Accord SMC. En conséquence, l'article 11.1 de l'Accord antidumping contient simplement une "règle générale" selon laquelle, après l'imposition d'un droit antidumping, le maintien de ce droit est soumis à certaines disciplines. De plus, de même qu'une règle générale ne nous aide pas pour déterminer si un critère *de minimis* spécifique est prescrit dans les réexamens à l'extinction, de même il ne nous aide pas pour déterminer si une quantification des marges futures probables est prescrite dans ces réexamens.

45. Les États-Unis notent que l'article 11.1 de l'Accord antidumping ne fait en aucune façon référence à la quantification des marges de dumping dans les *réexamens à l'extinction*. De plus, le DOC n'a tout simplement aucune raison de quantifier les marges de dumping aux fins de la détermination de la probabilité d'un dumping dans ces réexamens; il quantifie les marges de dumping dans les réexamens administratifs annuels et *ne calcule les droits que dans la mesure où il constate l'existence d'un dumping au cours desdits réexamens*. Ni l'article 11.1, ni l'article 11.3 de l'Accord antidumping 1) n'oblige les autorités compétentes à quantifier les marges de dumping ou à en déterminer l'importance aux fins des réexamens à l'extinction ou 2) n'inclue des spécifications concernant la ou les méthodes qui doivent être employées pour ces réexamens. Le DOC communique à l'USITC la marge qui existera probablement en cas d'abrogation uniquement dans le cadre du droit interne des États-Unis.

97. La détermination de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira nécessite-t-elle une comparaison avec une certaine période de référence située dans le passé, où

[40] *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 70.

l'existence d'un "dumping" a été constatée? Dans l'affirmative, comment les États-Unis répondent-ils à la thèse selon laquelle certaines anomalies potentielles concernant le "dumping" durant cette période de référence – c'est-à-dire le fait que l'existence d'un dumping a peut-être été initialement établie au moyen de méthodes incompatibles avec les règles de l'OMC – rendent également la détermination de la probabilité d'un dumping dont les réexamens à l'extinction incompatible avec l'article 11.3?

Réponse

46. Comme nous l'avons expliqué dans le détail dans nos précédentes communications, la détermination, par le DOC, de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira est qualitative, et non quantitative. En outre, l'importance du dumping qui a été constatée dans l'enquête initiale n'a absolument joué aucun rôle dans l'analyse effectuée par ce dernier de la question de la probabilité. Le Japon lui-même a reconnu ce fait.[41] En conséquence, même si le Groupe spécial déterminait que "l'existence d'un dumping a peut-être été initialement établie au moyen de méthodes incompatibles avec les règles de l'OMC", cette détermination n'aurait aucune incidence sur la valeur de la détermination de la probabilité d'un dumping considérée dans la présente affaire.

47. En outre, dans la présente affaire, le DOC a constaté au cours de réexamens administratifs annuels postérieurs à la mise en œuvre de l'Accord du Cycle d'Uruguay, c'est-à-dire des réexamens soumis aux prescriptions de l'Accord de l'OMC, que le dumping s'était poursuivi durant les cinq ans qui avaient précédé le réexamen à l'extinction. Ces constatations ont constitué le fondement de la détermination du DOC selon laquelle il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si l'ordonnance était abrogée. Si les entreprises interrogées avaient estimé, au cours des réexamens administratifs annuels, que les calculs effectués par le DOC concernant le dumping étaient inexacts ou à d'autres égards contraires à la législation des États-Unis, il aurait pu les contester par une action en justice. Si le Japon avait estimé que les calculs du DOC concernant le dumping au cours des réexamens administratifs annuels étaient contraires à l'Accord de l'OMC, il aurait pu les contester dans le cadre de l'OMC. Ni les entreprises interrogées ni le Japon n'ont fait usage des possibilités dont ils disposaient pour contester les résultats de ces réexamens.

98. Comment les États-Unis veillent-ils au respect de l'obligation énoncée à l'article 11.1? Pourquoi et à quelle fin le DOC a-t-il en fait quantifié la marge de dumping probable dans le présent réexamen à l'extinction?

Réponse

48. Les États-Unis s'acquittent de l'obligation énoncée à l'article 11.1 de l'Accord antidumping en soumettant le maintien des droits antidumping à certaines disciplines, y compris le réexamen fondé sur un "changement de circonstances", s'il y a lieu, prévu à l'article 11.2 dudit accord et le réexamen à l'extinction prévu à l'article 11.3. Dans le présent réexamen, comme dans tous les réexamens à l'extinction complets, le DOC, conformément aux prescriptions de la législation des États-Unis (mais non en vertu de l'Accord antidumping), a communiqué à l'USITC la marge de dumping qui existerait probablement en cas d'abrogation. La marge communiquée ne joue absolument aucun rôle dans l'analyse, par le DOC, de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Cette analyse, de nature qualitative, est centrée sur la détermination de la *probabilité* d'un dumping à l'avenir, et non sur l'*importance* de ce dumping.

QUESTIONS POSÉES AUX DEUX PARTIES

99. Le Groupe spécial note les déclarations du Japon aux paragraphes 26 à 28 de sa déclaration orale lors de la deuxième réunion avec les parties à propos du caractère quantitatif

[41] *Voir*, par exemple, Deuxième communication du Japon, paragraphe 83.

de la détermination de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira – par rapport à une détermination de caractère qualitatif – lors d'un réexamen à l'extinction. À cet égard, veuillez expliquer en quoi (si tel est le cas) et dans quelle mesure l'emploi du terme "dumping" à l'article 11.3 rend les obligations découlant de l'article 2 de l'Accord pour ce qui est du calcul des marges de dumping applicables aux réexamens à l'extinction?

Réponse

49. Comme nous l'avons expliqué de manière détaillée dans nos précédentes communications, l'article 11.3 de l'Accord antidumping n'impose pas de quantifier le dumping présent ou futur lors des réexamens à l'extinction. Les obligations découlant de l'article 2 dudit accord concernant le calcul des marges de dumping ne sont donc pas applicables dans le contexte de ces réexamens.

50. En outre, comme nous l'avons noté plus haut, le DOC quantifie les marges de dumping présentes dans les réexamens administratifs, et non dans les réexamens à l'extinction. Si l'argument du Japon vise ici à exiger que les autorités compétentes quantifient les marges de dumping *présentes*, la réalisation, par le DOC, de réexamens administratifs annuels satisfait à cette prétendue prescription. Si l'argument du Japon vise au contraire à exiger que les autorités émettent des hypothèses quant au comportement futur en matière de fixation des prix, celui-ci devrait être tenu d'expliquer dans le détail de quelle manière ces hypothèses peuvent être émises et pour quelles raisons elles devraient l'être.

100. Le Groupe spécial note la déclaration du Groupe spécial ayant examiné l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, reproduite ci-après:

> **À nos yeux, l'un des volets de l'analyse de la probabilité à faire dans un réexamen à l'extinction au titre de l'article 21.3 est une évaluation du taux probable de subventionnement. Nous ne considérons pas pour autant que l'autorité chargée de l'enquête doive, dans le réexamen à l'extinction, faire appel aux mêmes calculs du taux de subventionnement que dans l'enquête initiale. Ce qu'elle doit faire selon l'article 21.3, c'est apprécier s'il est probable que le subventionnement subsistera ou se reproduira en cas d'abrogation du droit compensateur. C'est là, à l'évidence, une analyse intrinsèquement prospective. Il n'en faut pas moins qu'elle repose elle-même sur une base factuelle adéquate.**[42]

À votre avis, quel est, le cas échéant, l'incidence de cette constatation pour la présente procédure, en particulier concernant le caractère quantitatif de la détermination de la probabilité au titre de l'article 11.3 – par rapport à une détermination de caractère qualitatif – et concernant la question de savoir si l'article 11.3 impose d'établir quelle sera la marge de dumping probable (ou, au moins, d'évaluer s'il est probable que les prix à l'exportation seront inférieurs aux valeurs normales dans un futur prévisible)?

Réponse

51. *Voir* la réponse à la question n° 89 ci-dessus. De surcroît, l'Organe d'appel ayant constaté qu'aucun critère *de minimis* n'était applicable aux réexamens à l'extinction pour les droits compensateurs et les dispositions régissant les réexamens à l'extinction pour les droits antidumping étant parallèles à celles de l'Accord SMC, il est clair qu'aucun critère *de minimis* ne s'applique aux seconds. En conséquence, comme nous l'avons souligné dans notre deuxième communication écrite, la quantification des marges de dumping futures probables ne remplirait aucune fonction dans le cadre de la détermination de la probabilité d'un dumping. L'analyse du DOC, de nature qualitative, est axée sur la détermination – prescrite par l'article 11.3 de l'Accord antidumping – de la *probabilité* d'un dumping futur, et non sur l'*importance* de ce dumping.

[42] *Rapport du Groupe spécial sur l'affaire États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 8.96.

B. "BASE DE L'ORDONNANCE DANS SON ENSEMBLE"

QUESTIONS POSÉES AUX DEUX PARTIES

101. En quoi – à supposer qu'il le soit – l'article 9.4 est-il pertinent lorsqu'il s'agit de savoir s'il convient d'établir les déterminations sur la base de l'ordonnance dans son ensemble ou séparément par entreprise dans le cadre des réexamens à l'extinction? Existe-t-il tout (autre) élément contextuel dans l'Accord qui permette de mieux comprendre la question?

Réponse

52. Le postulat sur lequel repose l'article 9.4 de l'Accord antidumping, compatible avec l'article 9.2 du même accord, est que le droit antidumping définitif est imposé en ce qui concerne un "produit", c'est-à-dire sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, et non en ce qui concerne les différentes entreprises dont il a été constaté qu'elles pratiquaient le dumping. C'est en raison de ce postulat que l'article 9.4 peut permettre que des droits antidumping soient appliqués à des "importations en provenance d'exportateurs ou de producteurs qui n'auront pas été visés par l'examen" effectué dans le contexte d'une enquête antidumping. Comme cela est souligné dans nos communications écrites, ce postulat prive de fondement l'allégation du Japon selon laquelle le droit antidumping définitif fait nécessairement l'objet d'un réexamen au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping entreprise par entreprise.

53. Nous avons mis en lumière dans nos communications écrites un autre élément contextuel pertinent de l'Accord antidumping: la détermination concernant la probabilité du dommage au titre de l'article 11.3 est, de par sa nature, établie sur la base de l'ordonnance dans son ensemble, et non pas entreprise par entreprise. L'article 11.3 ne distingue pas, toutefois, entre le degré de spécificité requis pour les déterminations concernant la probabilité du dommage et le degré de spécificité requis pour les déterminations concernant la probabilité du dumping. En conséquence, aucune de ces déterminations ne doit nécessairement être faite entreprise par entreprise.

102. Comment réagissez-vous à l'interprétation faite ci-après des articles 11.3 et 6.10 en vertu du renvoi aux "dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure" figurant à l'article 11.4?

> **L'article 11.3 impose aux autorités chargées de l'enquête lors d'un réexamen à l'extinction d'établir une détermination concernant la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Les autorités chargées de l'enquête peuvent aussi entreprendre d'établir la marge de dumping qui existera probablement si un droit est supprimé. L'obligation énoncée à l'article 6.10, en vertu de laquelle "[e]n règle générale, les autorités détermineront une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête", s'applique lorsque celles-ci entreprennent d'établir la marge de dumping qui existera probablement.**

Réponse

54. L'allégation du Japon n'est pas que dans l'examen à l'extinction en cause le DOC n'ait pas établi entreprise par entreprise les marges qui existeraient probablement en cas d'abrogation[43]; en fait, le DOC a constaté que deux producteurs/exportateurs japonais pratiqueraient probablement le dumping en cas d'abrogation, et ont fait connaître à l'USITC que le taux de dumping qui existerait probablement serait de 36,41 pour cent.[44] Le Japon allègue au contraire que le DOC a fait à mauvais

[43] Première communication écrite du Japon, paragraphes 202 à 206.
[44] Final Results of Sunset Review, 65 Fed. Reg., page 47381.

escient sa détermination concernant la probabilité du dumping sur la base de l'ordonnance dans son ensemble. Cette tentative visant à exiger, aux fins des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping, une application quant au *fond* de l'article 6.10 de l'Accord antidumping est interdite par l'article 11.4 de l'Accord antidumping, qui prévoit l'inclusion des seuls aspects *procéduraux* de l'article 6.

QUESTIONS POSÉES AUX ÉTATS-UNIS

103. Dans une détermination établissant dans le cadre d'un réexamen à l'extinction qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira, comment les États-Unis traiteraient-ils – à supposer qu'ils le fassent – la situation dans laquelle les circonstances particulières à un exportateur d'un Membre exportateur donné où se trouvent de multiples exportateurs empêcheraient absolument que cet exportateur puisse continuer ou recommencer à pratiquer le dumping une fois le droit supprimé?

Réponse

55. Tout d'abord, nous notons que ces faits ne correspondent pas aux faits de la cause. Selon la législation américaine, les entreprises peuvent dans certaines circonstances demander l'abrogation entreprise par entreprise d'ordonnances instituant des droits antidumping.[45] Toutefois, de telles demandes ne sont pas prises en considération dans le contexte de la détermination concernant la probabilité du dumping dans des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

C. "AMPLES POSSIBILITÉS"

QUESTION POSÉE AUX DEUX PARTIES

104. À votre avis, la prescription relative aux "raisons valables" applicable pendant un délai de 30 jours pour la communication de renseignements lors d'un réexamen à l'extinction est-elle conforme à la prescription de l'article 6.1 de l'Accord, selon laquelle les parties intéressées se verront ménager d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugeront pertinents? Veuillez motiver votre réponse.

Réponse

56. Selon la législation américaine, il n'y a pas de prescription imposant un délai de 30 jours pour la communication de renseignements relatifs aux "raisons valables" lors d'un réexamen à l'extinction. La Loi et le Règlement exigent que les "raisons valables" soient démontrées avant que le DOC ne soit invité à prendre en considération, dans un réexamen à l'extinction, les renseignements relatifs à d'"autres facteurs". La loi, en son article 751 c) 2), laisse la détermination de la question de savoir si des "raisons valables" ont été démontrées à la discrétion du DOC.

57. L'article 6.1 dispose que les parties se verront ménager la possibilité de présenter tous renseignements qu'elles jugent pertinents. L'article 351.218 d) 3) iv) B) du Règlement sur les réexamens à l'extinction dispose qu'une partie peut présenter "tout autre renseignement ou moyen pertinent que la partie souhaiterait voir [le DOC] prendre en considération" dans le réexamen à l'extinction.

58. L'article 6.1.1 exige qu'un délai d'au moins 30 jours soit ménagé aux parties pour répondre à un questionnaire. L'article 351.218 d) 3) i) du Règlement accorde ces 30 jours. De plus, les parties intéressées ont la possibilité de demander des prorogations - l'article 351.302 c) dispose qu'une partie

[45] 19 C.F.R. § 351.222 b) 2).

peut demander la prorogation d'un délai particulier et l'article 351.302 b) dispose qu'à moins que ce ne soit expressément interdit par la loi, le DOC peut, pour des raisons valables, proroger tout délai établi par ses règlements. Ainsi, la loi et les règlements ménagent aux parties intéressées d'amples possibilités de présenter tous les éléments de preuve qu'elles souhaitent dans un réexamen à l'extinction, conformément aux obligations énoncées à l'article 6.1.

ANNEXE E-11

OBSERVATIONS DU JAPON CONCERNANT LES RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL - DEUXIÈME RÉUNION

I. INTRODUCTION

1. La présente communication contient des observations concernant certaines réponses données par le gouvernement des États-Unis (les "États-Unis") aux questions posées par le Groupe spécial à propos de la deuxième réunion du Groupe spécial. Le Japon saisira cette occasion essentiellement pour réfuter les seuls arguments non encore abordés, ou ceux à propos desquels les États-Unis n'ont pas répondu correctement aux questions du Groupe spécial: en effet, nos réponses à la deuxième série de questions posées par le Groupe spécial et nos précédentes communications exposent déjà largement nos réfutations des réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial. Par ailleurs, dans la présente communication, le Japon n'examine pas chacune des réponses des États-Unis à des questions particulières, mais plutôt les réponses des États-Unis à des points particuliers évoqués dans le cadre des questions posées par le Groupe spécial.

II. INSTRUMENTS JURIDIQUES IMPÉRATIFS ET FACULTATIFS/"PRATIQUE"

2. Le Japon ne répétera pas ici ses arguments antérieurs quant aux raisons pour lesquelles le Sunset Policy Bulletin est une "procédure administrative" pouvant donner lieu à une action au titre de l'Accord antidumping. Le Japon voudrait toutefois souligner que les États-Unis interprètent mal le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*.[1] L'Organe d'appel a examiné la compatibilité avec les règles de l'OMC de la loi américaine au regard de l'article 32.5 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) et de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC, qui font obligation aux États-Unis d'assurer la "conformité de leurs lois, réglementations et procédures administratives" avec les dispositions desdits accords. L'Organe d'appel n'a pas examiné les "procédures administratives" parce que les CE formaient un recours contre la loi des États-Unis, non contre leurs "procédures administratives". Comme l'article 18.4 de l'Accord antidumping et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC en disposent, les raisons invoquées par l'Organe d'appel pour examiner les lois d'un Membre s'appliquent avec la même force s'agissant des réglementations et des procédures administratives.

3. Les États-Unis, toutefois, ignorent opportunément l'expression "procédures administratives" figurant à l'article 18.4 de l'Accord antidumping et à l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC, et font valoir que seules leurs lois et réglementations relèvent du champ de ces dispositions. Les États-Unis font aussi valoir à tort que le Sunset Policy Bulletin a une valeur comparable à celle des précédents des organismes gouvernementaux[2] et que "le précédent administratif, quelle qu'en soit la fréquence, n'a aucune existence fonctionnelle qui lui soit propre".[3] Comme on l'a fait valoir tout au long de la présente procédure, le Sunset Policy Bulletin fixe des procédures administratives préétablies à suivre pour établir les déterminations de la probabilité, illustrant la manière dont le DOC ferait des déterminations en matière de dumping dans des réexamens à l'extinction de droits antidumping. Les procédures exposées dans le Sunset Policy Bulletin ne constituent pas un relevé des différentes applications de lois américaines, mais ont été publiées avant que le DOC n'ait entrepris son premier réexamen à l'extinction dans le cadre du régime antidumping mis en place aux États-Unis après le

[1] Réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial à propos de la deuxième réunion de fond du Groupe spécial, 22 janvier 2003 ("Réponses des États-Unis"), paragraphe 1.

[2] Réponses des États-Unis, paragraphe 10

[3] Réponses des États-Unis, paragraphe 4.

Cycle d'Uruguay. Le fait que le DOC se soit strictement conformé au Sunset Policy Bulletin dans tous les réexamens à l'extinction de droits antidumping montre bien la nature concrète des procédures exposées dans le Bulletin. Par conséquent, contrairement aux assertions des États-Unis, le Bulletin a bien, en fait, une "existence fonctionnelle" qui lui est propre. Le fait que les États-Unis n'aient pas étayé leur réfutation affirmant que le Sunset Policy Bulletin est "non contraignant"[4] alors que le Japon avait établi que le DOC s'est conformé au Bulletin dans la totalité des 227 réexamens à l'extinction de droits antidumping[5], montre aussi que le DOC n'a aucun "pouvoir discrétionnaire"[6] de s'écarter du Sunset Policy Bulletin. Étant donné la régularité avec laquelle le DOC se conforme au Bulletin, ce dernier est devenu *de facto* de caractère impératif.

4. En réponse à la question n° 80, les États-Unis citent les constatations du Groupe spécial chargé de l'affaire *États-Unis – Tôles en acier en provenance de l'Inde* pour étayer l'assertion selon laquelle la fréquence avec laquelle une certaine pratique est répétée ne fait pas de cette "pratique" une mesure pouvant donner lieu à une action.[7] La présente affaire est toutefois nettement différente de l'affaire *États-Unis – Tôles en acier en provenance de l'Inde*. Dans cette dernière, l'allégation de l'Inde relative à une "pratique générale" était entièrement fondée sur un comportement systématiquement répété du DOC. Dans la présente affaire, le comportement systématiquement répété du DOC est commandé par le Sunset Policy Bulletin. Comme on l'a vu tout au long de la présente procédure, dans tous les réexamens à l'extinction passés auxquels les requérants ont participé, le DOC a appliqué mécaniquement les méthodes précises énoncées dans le Sunset Policy Bulletin pour faire des déterminations positives.

5. Dans leur réponse à la question n° 81, les États-Unis ont aussi esquivé la question du Groupe spécial concernant l'exactitude de l'historique des déterminations passées établies par le DOC dans le cadre de réexamens à l'extinction tel que présenté par le Japon, indiquant ce qui suit: "[i]l ne s'agit pas ici de savoir si les chiffres indiqués par le Japon sont exacts".[8] En réalité, toutefois, les États-Unis reconnaissent bel et bien que le DOC n'a jamais mis fin à l'imposition de droits antidumping dans aucun réexamen à l'extinction auquel la branche de production nationale participait. L'unique détermination à l'extinction négative faite par le DOC que citent les États-Unis a trait à un cas de droits compensateurs. Comme les États-Unis le savent bien désormais, la plainte du Japon dans la présente affaire n'a trait qu'aux réexamens à l'extinction de droits antidumping, et non aux réexamens à l'extinction de droits compensateurs. Une partie entièrement différente du Sunset Policy Bulletin[9] est applicable aux réexamens à l'extinction de droits compensateurs, par opposition aux réexamens en matière de dumping. Dans le présent différend, le Japon n'allègue pas une incompatibilité avec les règles de l'OMC en ce qui concerne un quelconque aspect des réexamens à l'extinction de droits compensateurs effectués par les États-Unis.

6. Les États-Unis font valoir que sur 150 ordonnances qui ont été abrogées, 71 étaient fondées sur une détermination négative par l'USITC de la probabilité du dommage. Une fois encore, l'allégation du Japon à propos de cette question se rapporte à l'incompatibilité avec les règles de l'OMC des déterminations relatives à la probabilité d'un dumping faites par le DOC. Les États-Unis

---

[4] Réponses des États-Unis, paragraphe 10.

[5] Réponses des États-Unis, paragraphe 14, et pièce n° 31 du Japon.

[6] *États-Unis – Mesures conservatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS212/R, paragraphe 7.123, 31 juillet 2002. ("nous sommes d'avis que l'existence d'une certaine forme de pouvoir discrétionnaire de l'exécutif ne suffit pas à elle seule pour rendre une loi compatible *prima facie* avec les règles de l'OMC; ce qui importe, c'est la question de savoir si les pouvoirs publics ont la faculté discrétionnaire effective d'interpréter et d'appliquer la législation du pays d'une manière compatible avec les règles de l'OMC.")

[7] Voir *États-Unis – Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde*, WT/DS206/R, paragraphe 7.22 (29 juillet 2002) ("*États-Unis - Tôles en acier en provenance de l'Inde*").

[8] Réponses des États-Unis, paragraphe 15.

[9] *Voir* la section III du Sunset Policy Bulletin (pièce n° 6 du Japon).

ne peuvent pas décharger le DOC de sa responsabilité par une référence aux déterminations négatives de la probabilité d'un dommage établies par l'USITC. Par ailleurs, le DOC ne peut se prévaloir de l'unique cas ayant déjà donné lieu à une abrogation suite à un réexamen fondé sur un changement de circonstances, ni des sept cas dans lesquels l'abrogation était fondée sur de nouvelles déterminations que l'USITC s'était vue obligée de faire, à la suite du réexamen judiciaire d'enquêtes initiales en matière de dommage. Ces affaires sont totalement dénuées de rapport avec les déterminations du DOC dans le cadre de réexamens à l'extinction.

7. Enfin, la différence entre les nombres totaux auxquels parviennent l'analyse des États-Unis et celle du Japon vient du fait que les chiffres présentés par les États-Unis incluent un nombre d'éléments à la fois insuffisant et excessif. Ils incluent un nombre d'éléments insuffisants parce qu'ils incluent seulement les réexamens qui étaient achevés en décembre 2000, tandis que la liste établie par le Japon va jusqu'à la fin d'août 2002. Ils incluent un nombre d'éléments excessif parce qu'ils incluent des affaires relatives à des droits compensateurs, que nous avons exclues.[10] De plus, les États-Unis n'ont jamais rien présenté à titre de réfutation de la pièce n° 31 du Japon, que le Japon a communiquée comme pièce jointe à sa première communication écrite. Par là même, les États-Unis reconnaissent bel et bien que le DOC n'a jamais fait de détermination de la probabilité négative dans le cadre d'un réexamen à l'extinction de droits antidumping auquel la branche de production nationale participait.

8. Nous voudrions aussi faire observer que les États-Unis ont esquivé la question du Groupe spécial lorsqu'ils ont répondu à la question n° 82 concernant le sens des termes "procédure", "méthode" et "ligne directrice". Le sens ordinaire de "procédure" est "manière de procéder" ou "conduite" ou "comportement".[11] Associé au terme administratif, le terme "procédure" désigne la conduite ou le comportement d'un administrateur, en l'espèce l'autorité administrante. Le Sunset Policy Bulletin s'inscrit parfaitement dans cette définition des "procédures administratives" pour la conduite de réexamens à l'extinction menés par le DOC.

III. CRITÈRES EN MATIÈRE DE PREUVE POUR L'ENGAGEMENT DES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

9. En réponse à la question n° 85, les États-Unis prétendent présenter trois cas dans lesquels le DOC, soit n'a pas engagé de réexamen à l'extinction, soit a mis fin à un tel examen au motif de l'absence d'intérêt de la branche de production nationale. Aucune de ces affaires, toutefois, n'étaye la position des États-Unis:

- Premièrement, les affaires *AFBs from Singapore* et *Ball Bearings from Thailand*[12], sont des affaires en matière de droits compensateurs, non de droits antidumping, et ne

[10] Les États-Unis affirment avoir fondé leurs résultats sur les données figurant dans le calendrier du réexamen à l'extinction publié dans le *Federal Register*, page 63 Fed. Reg. 26779 (14 mai 1998). *Voir* Réponses des États-Unis, note 15. L'avis montre qu'il était prévu d'engager 321 réexamens à l'extinction. Ces réexamens étaient achevés à la fin de décembre 2000. Sur ce total, 53 sont des affaires relatives à des droits compensateurs, et les 268 restants sont des affaires relatives à des droits antidumping. Pour sa part, la pièce n° 31 du Japon reprend tous les réexamens à l'extinction de droits antidumping antérieurs qui étaient achevés au 2 août 2002. Le Japon n'a pas pu pousser plus loin l'établissement d'un état complet faisant concorder les chiffres présentés par les États-Unis et l'analyse présentée par le Japon, parce que les États-Unis n'ont pas fourni de ventilation affaire par affaire comme celle qui figure dans la pièce n° 31 du Japon. Il n'en reste pas moins que dans tous les réexamens à l'extinction de droits antidumping auxquels des requérants ont participé, le DOC n'a jamais rendu de détermination négative à l'issue du réexamen.

[11] The New Shorter Oxford English Dictionary, Volume 2 N-Z, page 2363.

[12] Voir *Antifriction Bearings (Other Than Tapered Roller Bearings) And Parts Thereof From Singapore; Final Results of Changed Circumstances Countervailing Duty Reviews and Revocation of Countervailing Duty Orders*, 61 Fed. Reg. 20796 (8 mai 1996), et Ball Bearings From Thailand; Final Results of Changed Circumstances Countervailing Duty Review and Revocation of Countervailing Duty Order, 61 Fed. Reg. 20799 (8 mai 1996).

sont donc pas pertinentes pour notre analyse. Mais deuxièmement, les États-Unis eux-mêmes admettent que le DOC a mis fin à ces deux affaires en matière de droits compensateurs à l'issue de réexamens au titre de l'article 21.2 achevés en 1996, bien avant la date prévue pour l'engagement des réexamens à l'extinction relatifs à ces affaires. Comme ces affaires avaient déjà été classées à l'époque prévue pour l'engagement des réexamens à l'extinction correspondants, aucun réexamen à l'extinction n'a été engagé. Si des réexamens à l'extinction relatifs à ces affaires n'ont pas été engagés, ce n'était pas parce que le DOC a usé en ce sens de son pouvoir discrétionnaire, mais parce qu'il n'y avait pas d'affaire à réexaminer.

- Le fait que les États-Unis citent l'affaire *Kiwifruit from New Zealand* – qui est la seule affaire en matière de droits antidumping que les États-Unis citent à l'appui de leur thèse – est assez extraordinaire.[13] De fait, le DOC a bien engagé automatiquement un réexamen à l'extinction de cette affaire.[14] Cette affaire a été simplement close en vertu des procédures de réexamen fondées sur un changement de circonstances prévues à l'article 11.2 parce que le réexamen au titre de l'article 11.2 a été achevé après que le DOC avait automatiquement engagé le réexamen à l'extinction.[15] Cette affaire ne peut donc pas non plus étayer l'argument des États-Unis.

10. Les États-Unis citent aussi sept affaires en matière de droits antidumping et de droits compensateurs qui avaient été annulées sur la base de nouvelles déterminations effectuées par l'USITC sur injonction judiciaire.[16] Une fois encore, ces réexamens à l'extinction n'ont pas été engagés automatiquement par le DOC parce que ces affaires étaient déjà classées à l'époque de la date prévue d'engagement des réexamens à l'extinction correspondants.

11. L'affirmation des États-Unis selon laquelle "le DOC abrogerait l'ordonnance et n'engagerait pas de réexamen à l'extinction"[17] est donc inexacte. De fait, le DOC n'a pas le pouvoir discrétionnaire de ne pas engager de réexamen dans des cas où une ordonnance du DOC imposant un droit antidumping reste en vigueur. Les États-Unis soutiennent aussi à tort que le membre de phrase "de leur propre initiative" à l'article 11.3 n'exige pas que soit donné aux autorités le pouvoir discrétionnaire de ne pas engager un réexamen.[18] Nous ne reproduirons pas ici l'ensemble de l'argument exposé dans notre réponse à la question n° 84, mais nous voudrions faire observer que l'Accord antidumping choisit attentivement les termes "autorités" et "Membre" tout au long de ses dispositions. Un "Membre" inclut toutes les branches des pouvoirs publics d'un Membre, tandis que les "autorités" incluent seulement l'exécutif, selon la définition donnée à la note de bas de page 3. Le terme "leur" dans le membre de phrase en question renvoie aux "autorités", non à un "Membre". Cette distinction montre clairement aussi que le membre de phrase exige que soit donné à l'exécutif le pouvoir discrétionnaire d'engager ou non un réexamen à l'extinction. Le Japon fait aussi observer que, contrairement à ce que soutiennent les États-Unis, cette question ressortit bien à l'allégation du Japon selon laquelle "l'article 751 c) 1) et 2) de la Loi et le Règlement 19 C.F.R. § 351.218 a) et c) 1)

[13] Voir August 1999 Sunset Reviews: Termination of Reviews, Final Results of Reviews and Revocation and Termination, 64 Fed. Reg. 59737 (3 novembre 1999); et Fresh Kiwifruit from New Zealand: Final Results of Changed Circumstances Review: Revocation of Order, 64 Fed. Reg. 50486 (17 septembre 1999).

[14] *Voir id. Voir aussi* Data Compilation of All Sunset Reviews Conducted by USDOC as of August 2002, page 12 (pièce n° 31 du Japon).

[15] *Voir id.*

[16] *Voir* Réponses des États-Unis, note 23. L'avis cité par les États-Unis, *Ferrosilicon From Brazil, Kazakhstan, People's Republic of China, Russia, Ukraine, and Venezuela* est relatif à six affaires en matière de droits antidumping visant ces pays (A-351-820, A-834-804, A-821-804, A-823-804, A-307-807, A-570-819) et à une affaire en matière de droits compensateurs visant le Venezuela (C-307-808).

[17] Réponses des États-Unis, paragraphe 22.

[18] *Id.*

du DOC prescrivent au DOC d'engager automatiquement et de sa propre initiative des réexamens à l'extinction" sans qu'il y ait des éléments de preuve suffisants.[19]

IV. DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ DES MARGES DE DUMPING DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

A. NATURE DE LA DÉTERMINATION À L'EXTINCTION

12. Beaucoup des réponses des États-Unis aux questions figurant dans cette partie reflètent l'affirmation incorrecte des États-Unis selon laquelle la quantification d'une marge de dumping dans un réexamen à l'extinction n'est pas nécessaire. La logique viciée de cet argument provient de l'interprétation erronée que font les États-Unis de l'Accord antidumping. Les États-Unis soutiennent que le libellé de l'article 11.3 n'indique pas explicitement comment établir la détermination en matière de "dumping" et que, par conséquent, l'article 2 n'est pas applicable à l'article 11.3. Cette logique viciée s'énonce explicitement dans les réponses des États-Unis aux questions n° 97 et 99.[20] Comme nous l'avons indiqué dans nos communications antérieures[21], l'article 2 s'applique à la détermination en matière de "dumping" tout au long de l'Accord antidumping.

13. En réponse à la question n° 89, les États-Unis affirment que l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* soutient leur conclusion selon laquelle il n'est pas nécessaire, dans une analyse de la probabilité, de chiffrer le niveau du dumping futur. Dans l'affaire en question, toutefois, l'Organe d'appel indique que l'article 21.1 de l'Accord SMC (qui fait pendant à l'article 11.1 de l'Accord antidumping) fait obligation aux autorités de calculer l'"ampleur" du dumping dans leur analyse de la probabilité.[22] Dans ce cas, l'Organe d'appel avait constaté ce qui suit:

> Le premier paragraphe de l'article 21 dispose que les droits compensateurs "ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le subventionnement qui cause un dommage". Nous considérons cela comme une règle générale selon laquelle, après l'imposition d'un droit compensateur, le maintien de ce droit en vigueur est soumis à certaines disciplines. Celles-ci se rapportent à la *durée* du droit compensateur ("que le temps ... nécessaire[ ]"), à son *ampleur* ("que ... dans la mesure nécessaire[ ]"), et à son *but* ("pour contrebalancer le subventionnement qui cause un dommage"). Ainsi, la règle générale de l'article 21.1 souligne la prescription voulant que les droits compensateurs soient périodiquement réexaminés et met en lumière les facteurs qui doivent sous-tendre ces réexamens.[23]

14. Cela montre que l'Organe d'appel a reconnu qu'une autorité administrante devait évaluer l'"ampleur" du dumping pour déterminer si le maintien d'un droit antidumping était nécessaire. Si l'on ne chiffre pas le niveau probable du dumping futur, il n'y a aucun moyen de déterminer si le maintien du droit est nécessaire.

15. Le groupe spécial chargé de l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* a aussi examiné s'il était nécessaire d'évaluer le taux probable de subventionnement dans le même contexte[24], non comme les

---

[19] *Voir* Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon, 4 avril 2002, paragraphe 1.

[20] Réponses des États-Unis, paragraphes 45, 49.

[21] *Voir*, par exemple, Première communication du Japon, paragraphes 157 et 158, et Deuxième communication du Japon, paragraphes 86 à 92.

[22] Voir *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* ("*États-Unis – Acier au carbone*"), WT/DS213/AB/R, paragraphe 70 (28 novembre 2002).

[23] *Id.*

[24] *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traités contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/R (3 juillet 2002).

États-Unis le laissent entendre.[25] Le groupe spécial a affirmé que toute "détermination" au titre de l'Accord SMC "[devait] être convenablement étayée par des faits pour être justifiée en droit".[26] Il a affirmé ensuite qu'"une détermination de la probabilité dans le cadre de l'article 21.3 [devait] reposer sur une base factuelle suffisante".[27] Dans ce contexte, le groupe spécial a conclu qu'un élément d'une base factuelle suffisante était "une évaluation du taux probable de subventionnement".[28] En conséquence, la simple affirmation des États-Unis selon laquelle un critère *de minimis* peut être ou ne pas être applicable aux réexamens à l'extinction ne supprime pas l'obligation qui incombe à un Membre de chiffrer le taux probable du dumping futur aux fins de la détermination de la probabilité du dumping.

16. Dans leur réponse à la question n° 90, les États-Unis soutiennent que le DOC prend bien en considération d'"autres facteurs" s'il les juge pertinents. Les États-Unis citent alors deux affaires – *Sugar & Syrups from Canada* et *Brass Sheet & Strip from the Netherlands* – pour tenter d'étayer leur argument. Même dans les affaires citées, le DOC n'a pas fondé ses déterminations finales sur des facteurs autres que les marges de dumping et le volume des importations passés.[29] S'il était aussi facile de présenter des éléments de preuve et de compter que le DOC effectuera une analyse légitime des questions ne relevant pas des quatre scénarios exposés dans les sections II.A. 3 et 4 du Sunset Policy Bulletin, le DOC serait en mesure de citer plus que ces deux cas. Cela seul démontre que le critère énoncé dans le Sunset Policy Bulletin est beaucoup trop restrictif pour permettre une analyse prospective correcte, et que la présomption qu'il établit est irréfragable.

17. De plus, la réponse des États-Unis à la question n° 91 prouve que les États-Unis ne peuvent avancer aucune raison valable expliquant pourquoi le DOC peut procéder à de véritables réexamens au titre de l'article 11.2, et cependant ne procède pas à de véritables réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. Ces deux réexamens comportent le même critère "probable", or seule l'analyse au titre de l'article 11.2 effectuée par le DOC peut être considérée comme une véritable analyse.

18. La réponse des États-Unis à la question n° 99 est liée à cette question. Dans cette réponse, les États-Unis cherchent à faire valoir que le Japon devrait expliquer pourquoi le DOC devrait être tenu d'évaluer le comportement futur en matière de fixation des prix.[30] Cette réponse est peu sincère. Comme l'Organe d'appel l'a indiqué dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, l'article 11.3 exige que les autorités fassent "une nouvelle détermination, fondée sur des éléments de preuve crédibles"[31] à l'issue d'un réexamen "rigoureux".[32] Dans les réexamens au titre de l'article 11.2, le DOC évalue le comportement futur en matière d'établissement des prix et examine les "autres facteurs" qui peuvent avoir trait à ce comportement. De fait, dans les réexamens au titre de l'article 11.2, le DOC recherche des éléments de preuve tels que les tendances des prix et les coûts, l'évolution des taux de change, ainsi que d'autres facteurs liés au marché et facteurs économiques, sans commencer par demander à une partie d'établir des "raisons valables". On ne peut pas concevoir qu'il soit impossible d'effectuer une semblable analyse prospective de la probabilité dans les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 et de quantifier une marge de dumping future probable.

19. Il semble que dans leur réponse à la question n° 94, les États-Unis admettent que l'énoncé "même si" dans les résultats finals de leur réexamen à l'extinction concernant les produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon n'est pas pertinent pour la

[25] *Voir* Réponses des États-Unis, paragraphes 31 et 44.
[26] *États-Unis – Acier au carbone*, WT/DS213/R, paragraphe 8.92.
[27] *Id*., paragraphe 8.94.
[28] *Id*., paragraphe 8.96.
[29] *Voir* Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 67, Réfutation par le Japon des réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial à propos de la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 26 et 27.
[30] Réponses des États-Unis, paragraphe 50.
[31] *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 88.
[32] Voir *id.*, paragraphe 71.

détermination finale établie par le DOC. Les États-Unis admettent aussi que le DOC n'a pas pris en considération les renseignements communiqués par NSC, ni même les arguments contenus dans le mémoire de NSC. La réponse des États-Unis a aussi confirmé que, comme le Japon l'a fait valoir précédemment, l'emploi de l'énoncé "même si" ne remédie pas aux incompatibilités de la détermination établie par le DOC avec les articles 11.3 et 6. L'article 11.3 fait obligation aux autorités de collecter et d'évaluer de manière rigoureuse lors de la détermination de la probabilité les éléments de preuve prospectifs. Le DOC n'a fondé sa détermination sur aucun des éléments de preuve prospectifs fournis par NSC. Il a simplement rejeté cette information sans explication. Il s'est donc basé uniquement sur les marges de dumping et les volumes d'importation antérieurs pour faire sa détermination. Ce n'est pas là une évaluation appropriée au titre de l'article 11.3. Pour toute explication concernant l'énoncé "même si", voir la réponse du Japon à la question n° 94 c) posée à propos de la deuxième réunion du Groupe spécial.[33]

20. En ce qui concerne la question n° 95, les États-Unis ne comprennent simplement pas la mesure dans laquelle le critère des "raisons valables" fait retomber sur les entreprises interrogées une charge pesant sur le DOC. En vertu de l'article 11.3, il incombe aux autorités de déterminer s'il est "probable" que le dumping subsistera ou se reproduira. Par l'application du critère des "raisons valables" et de celui des quatre scénarios prévus dans le Sunset Policy Bulletin, le DOC fait retomber cette charge sur les entreprises interrogées. Il oblige ces dernières à prouver au moyen d'"autres éléments de preuve" qu'il est "peu probable" qu'elles pratiquent le dumping à l'avenir.

21. Les États-Unis n'ont jamais répondu directement à la question n° 95, qui demandait pourquoi le Sunset Policy Bulletin fait retomber la charge de la preuve sur les entreprises interrogées. Ils n'ont jamais expliqué pourquoi le Bulletin ne fait pas, de même, retomber cette charge de la démonstration convaincante sur les entreprises interrogées dans d'autres procédures. On peut supposer que la raison pour laquelle les États-Unis ne répondent pas à cette question est qu'ils ne peuvent le faire, puisque de telles restrictions ne sont pas prévues dans les procédures du DOC.

22. Répondant à la question n° 97[34], les États-Unis disent que l'importance du dumping qui a été constatée lors de l'enquête initiale n'a joué absolument aucun rôle dans la détermination par le DOC de la probabilité du dumping. Apparemment, le DOC n'attache pas d'importance au niveau du dumping lorsqu'il détermine la probabilité du dumping dans les réexamens à l'extinction. Si faibles que soient l'importance du dumping et les tendances observées dans l'importance du dumping depuis l'enquête initiale, le DOC, dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, prend une décision positive.

23. Dans la même réponse[35], toutefois, les États-Unis affirment que le DOC a fondé sa détermination sur des marges constatées au cours de réexamens annuels postérieurs à la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay. Cela n'est vrai qu'à moitié. Comme cela est indiqué dans la détermination finale relative à la présente affaire, et indiqué aussi dans le Sunset Policy Bulletin, le DOC fonde sa détermination sur toutes les marges passées, y compris les marges constatées lors de l'enquête initiale et les marges calculées dans les réexamens administratifs – c'est-à-dire, à la fois sur des marges antérieures et postérieures à l'institution de l'OMC.[36] L'affirmation des États-Unis selon laquelle "le Japon lui-même a reconnu ce fait"[37] est incorrecte. Assurément, s'il était vrai que les réexamens administratifs constituent le fondement essentiel de l'analyse effectuée par le DOC, le

[33] *Voir aussi* Deuxième communication du Japon, paragraphes 76 à 79; et Réponse du Japon aux questions posées par le Groupe spécial à propos de la première réunion de fond du Groupe spécial, paragraphe 157 (répondant à la question n° 47).

[34] Réponses des États-Unis, paragraphe 46.

[35] Réponses des États-Unis, paragraphe 47.

[36] *Voir* le Sunset Policy Bulletin, section II.A.1 ("le Département examinera – a) la moyenne pondérée des marges de dumping constatée dans l'enquête et les réexamens subséquents".) (pièce n° 6 du Japon). *Voir aussi* Première communication du Japon, paragraphes 140, 141 et 166.

[37] *Voir* Réponses des États-Unis, paragraphe 46.

DOC n'aurait pas communiqué les taux de dumping calculés initialement à l'USITC aux fins de son analyse du dommage dans 218 des 227 réexamens à l'extinction.[38]

24. Enfin, dans leur réponse à la question n° 97[39], les États-Unis comprennent une fois encore de manière incorrecte une partie importante de l'allégation du Japon sur ce point. Le Japon allègue que l'utilisation par le DOC des marges de dumping calculées lors de réexamens administratifs aux fins de son analyse en matière de dumping dans les réexamens à l'extinction est incompatible avec l'Accord antidumping (par exemple, lorsque le DOC entreprend l'analyse en matière de réduction à zéro). Dans le présent différend, le Japon n'allègue pas que le calcul de la marge aux fins de réexamens administratifs soit contraire à l'Accord antidumping ou soit contraire à la législation des États-Unis.

25. Dans leur réponse à la question n° 99, les États-Unis allèguent que les réexamens administratifs satisfont à l'obligation de quantifier la marge de dumping présente.[40] Cette allégation est entachée de deux erreurs. Premièrement, les marges de dumping calculées par le DOC au cours de réexamens administratifs restent incompatibles avec l'Accord antidumping en raison de la pratique de la réduction à zéro. Ces marges de dumping doivent donc être ajustées pour être compatibles avec les règles de l'OMC. Deuxièmement, il y a des réexamens à l'extinction pour lesquels il n'est pas entrepris parallèlement de réexamen administratif.[41] Dans le cas des produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon, par exemple, les marges de dumping le plus récemment calculées sont fondées sur la période se terminant en juillet 1998.[42] Le réexamen à l'extinction a été engagé plus tard, en septembre 1999.[43] Ainsi, il y a des réexamens à l'extinction, dont celui qui concerne les produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon, pour lesquels aucun réexamen administratif ne fournit de renseignement concernant la marge de dumping "présente".

B. "BASE DE L'ORDONNANCE DANS SON ENSEMBLE"

26. Les États-Unis soutiennent à tort que l'article 9.4 est fondé sur le postulat selon lequel le droit antidumping définitif est imposé sur la base de l'ordonnance dans son ensemble.[44] Au contraire, l'article 9.4 étaye notre argument selon lequel les déterminations en matière de dumping doivent être faites entreprise par entreprise. L'article 9.4 n'est applicable que dans les cas exceptionnels où l'examen de toutes les parties interrogées est "irréalisable".[45] L'article 6.10 indique quand il est "irréalisable" d'examiner toutes les parties interrogées, et comment les autorités peuvent choisir les parties à examiner. En d'autres termes, dans une affaire, l'examen d'un nombre limité d'entreprises interrogées est l'exception, et l'examen de toutes les entreprises interrogées pour établir une détermination en matière de dumping entreprise par entreprise est la règle. L'article 9.4 énonce ensuite les règles contingentes concernant le montant maximum de droits antidumping que les autorités peuvent percevoir auprès de producteurs non visés par l'examen, dont la marge de dumping pourrait être "la marge moyenne pondérée de dumping établie pour les exportateurs ou producteurs

[38] *Voir* Pièce n° 31 du Japon. Dans huit des neuf cas restants, le DOC a communiqué des marges de dumping plus récentes que celles établies dans les enquêtes initiales, parce que les marges récemment calculées étaient plus élevées que celles établies dans l'enquête initiale (six cas) ou parce que les marges de dumping, que le Département du trésor avait calculées, n'étaient pas utilisables (deux cas).

[39] *Voir* Réponses des États-Unis, paragraphe 47.

[40] *Voir* Réponses des États-Unis, paragraphe 50.

[41] De fait, il y a de nombreux réexamens à l'extinction pour lesquels aucun réexamen administratif n'a jamais été effectué après l'enquête initiale.

[42] *Voir* Première communication du Japon, paragraphe 34, et Pièce n° 15e du Japon.

[43] *Voir* Pièce n° 19a du Japon.

[44] *Voir* Réponses des États-Unis, paragraphe 52.

[45] Article 6.10 de l'Accord antidumping.

choisis".[46] De ce fait, l'article 9.4 complète la règle de détermination en matière de dumping entreprise par entreprise énoncée à l'article 6.10.

27. Bien plus, les dispositions de l'article 9.4 énoncent des règles relatives aux droits antidumping qui peuvent être recouvrés auprès d'entreprises interrogées non visées par l'examen après que les autorités ont constaté l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité conformément aux articles 2, 3 et 6. L'emploi du futur antérieur dans la première phrase de l'article 9.4 "[l]orsque les autorités *auront limité* leur examen" (pas d'italique dans l'original) indique que les dispositions de l'article 9.4 ne sont applicables qu'une fois achevé l'examen limité des entreprises retenues. Le membre de phrase qui suit dans l'article 9.4 indique ensuite qu'"un *droit* antidumping appliqué à des importations en provenance d'exportateurs ou de producteurs qui n'auront pas été visés par l'examen ne dépassera pas ...". Le même article dispose plus loin que "les autorités appliqueront des droits ... individuel[]s aux importations en provenance des exportateurs ou des producteurs ... qui *auront fourni* les renseignements nécessaires *au cours de l'enquête*" (pas d'italique dans l'original). Ce libellé montre que l'article 9.4 est applicable au stade du recouvrement des droits antidumping seulement, non à celui de la détermination de l'existence d'un dumping et d'un dommage. L'article 9.4 n'est pas pertinent pour la détermination de l'existence d'un dumping ni pour celle de l'existence d'un dommage au titre de l'Accord antidumping.

28. De fait, si l'on devait appliquer l'article 9.4 à la détermination de l'existence d'un dumping et d'un dommage, les importations en provenance de tous les producteurs non visés par l'examen seraient irréfutablement présumées faire l'objet d'un dumping. Supposons, par exemple, que l'examen effectué par les autorités ait visé trois producteurs sur un total de dix, et que les autorités n'aient constaté que d'un seul producteur qu'il pratiquait le dumping. Même dans une telle situation, les importations des sept producteurs non visés par l'examen seraient considérées comme entachées de dumping au taux retenu pour l'unique producteur individuellement examiné, pour lequel des marges de dumping positives auraient été établies. Un résultat aussi déraisonnable n'est pas envisagé par les rédacteurs de l'Accord antidumping.

29. De l'avis du Japon, pour pouvoir déterminer de manière "impartiale et objective" l'existence de marges de dumping dans le cas d'importations provenant de producteurs non visés par l'examen, les autorités sont tenues d'évaluer les éléments de preuve concernant tous les producteurs visés par l'examen.[47]

30. Dans leur réponse à la question n° 101, les États-Unis semblent confondre l'analyse en matière de dommage avec l'analyse en matière de dumping entreprise par entreprise. Les déterminations en matière de dumping au titre de l'article 6.10 sont toujours établies entreprise par entreprise. Au contraire, comme l'article 3 vise collectivement les "importations faisant l'objet d'un dumping", les déterminations de l'existence d'un dommage sont toujours fondées sur l'évaluation effectuée sur la base de l'ordonnance dans son ensemble des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance du pays considéré.

31. De plus, la réponse des États-Unis à la question n° 102 montre que les États-Unis ne comprennent pas que les obligations découlant de l'Accord antidumping peuvent être des obligations en matière de preuve ou en matière de procédure, tout en ayant une incidence quant au fond sur la manière dont les Membres conduisent les réexamens à l'extinction. L'article 6.10 énonce des règles

[46] Article 9.4 i). L'article 9.4 ii) a trait aux Membres qui ont adopté le système du recouvrement prospectif des droits, et n'est donc pas applicable aux États-Unis.

[47] *Voir* l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping. Sans doute cet article est-il applicable aux groupes spéciaux, mais l'obligation de procéder à une évaluation impartiale et objective des faits incombe aussi aux autorités administrantes, parce que le groupe spécial examine l'évaluation faite par les autorités conformément à ce critère. En ce qui concerne les "importations faisant l'objet d'un dumping" aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage, les autorités doivent fonder leur détermination sur un "examen objectif" des "éléments de preuve positifs", comme l'indique l'article 3.1.

en matière de preuve et en matière de procédure. Le fait que cette procédure ait une incidence quant au fond n'est pas pertinent.

32. S'agissant de la réponse des États-Unis à la question n° 103, nous constatons que les États-Unis ont confirmé qu'ils ne procèdent pas à des déterminations en matière de dumping entreprise par entreprise dans les réexamens à l'extinction. Les procédures prévues par le Règlement 19 C.F.R. §351.222 b) 2) qui, selon ce que les États-Unis ont indiqué[48], étaient liées aux procédures d'abrogation au titre de l'article 11.2 de l'Accord antidumping, sont des procédures distinctes des réexamens à l'extinction.[49]

C. AMPLES POSSIBILITÉS

33. La réponse des États-Unis à la question n° 104 ne mentionne pas les articles 351.218 d) 3) i) et iv) du Règlement. L'article 351.218 d) 3) iv) de ce règlement dispose qu'une partie doit communiquer ses éléments de preuve et ses arguments relatifs aux "raisons valables" dans sa réponse de fond. L'article 351.218 d) 3) i) exige que la réponse de fond d'une partie soit déposée 30 jours au plus tard après la publication de l'avis d'engagement de la procédure. Il y a donc bien une prescription imposant un délai de 30 jours s'agissant des raisons valables. Les parties n'ont que 30 jours pour présenter leurs éléments de preuve et arguments concernant leurs "raisons valables". Le DOC a donc appliqué strictement ces réglementations au réexamen à l'extinction concernant les produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon.

34. Bien plus, les États-Unis n'ont aucunement abordé le fait que le délai de 30 jours ne donne pas à l'entreprise interrogée d'amples possibilités de défendre ses intérêts. Comme cela est indiqué dans nos communications antérieures, le délai de 30 jours pour répondre à un questionnaire et la prorogation du délai sont prescrits par l'article 6.1.1. Dire que tous les renseignements, y compris ceux qui ne sont pas expressément indiqués dans le questionnaire, doivent être communiqués pendant la première période de 30 jours – et tel est le cas s'agissant des réexamens à l'extinction effectués par le DOC – c'est tourner en dérision la prescription de l'article 6.1 voulant que d'amples possibilités de défendre leurs intérêts soient ménagées aux parties. Pour un plus ample exposé de ce thème, prière de se reporter à la réponse du Japon à cette question.[50]

[48] *Voir* Réponses des États-Unis, paragraphe 55 et note de bas de page 45.

[49] *Voir* Première communication du Japon, paragraphes 260 à 277, pour un examen détaillé des différences entre procédure d'abrogation et réexamen à l'extinction.

[50] Voir aussi Deuxième communication du Japon, paragraphes 73 à 76 et note de bas de page 98; Réponses du Japon aux questions posées par le Groupe spécial à propos de la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 151 et 152 (en réponse à la question n° 45); Réfutation par le Japon des réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial à propos de la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 19; Déclaration orale du Japon à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 29 et 30; Réponses du Japon aux questions posées par le Groupe spécial à propos de la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 52 (répondant à la question n° 106).

ANNEXE E-12

OBSERVATIONS DES ÉTATS-UNIS CONCERNANT LES RÉPONSES DU JAPON AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL - DEUXIÈME RÉUNION

1. Les États-Unis ne présenteront pas d'observation à propos de chacune des réponses du Japon aux questions du Groupe spécial, en particulier lorsque les questions soulevées ont été traitées dans des communications écrites antérieures des États-Unis. Les États-Unis présenteront plutôt de brèves observations portant sur des réponses précises, en tant que de besoin.

I. INSTRUMENTS JURIDIQUES IMPÉRATIFS ET FACULTATIFS/"PRATIQUE"

2. En ce qui concerne la réponse du Japon à la question n° 79 du Groupe spécial, les États-Unis prient le Groupe spécial de se rapporter aux réponses données par les États-Unis à cette question et aux questions suivantes. Nous y faisons observer que ni l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, ni l'affaire *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes* ne modifient la conclusion de groupes spéciaux comme ceux chargés des affaires *Restrictions à l'exportation* et *Inde – Tôles en acier* selon laquelle un précédent non contraignant ne peut pas être considéré comme une "mesure", ni la conclusion de l'Organe d'appel selon laquelle des mesures qui n'imposent pas un manquement à une obligation contractée dans le cadre de l'OMC ne constituent pas un tel manquement. Les États-Unis notent par ailleurs que les arguments du Japon concernant la "pratique" supposent une interprétation erronée de la législation des États-Unis. Enfin, les États-Unis soulignent que même si la répétition de réponses semblables à un même ensemble de circonstances ne fait pas de ces réponses une "mesure" susceptible d'être contestée en tant que telle, cela ne prive nullement le Japon de la possibilité de contester une réponse dans une procédure particulière. De fait, dans la présente procédure, le Japon a contesté la "pratique" du Département du commerce des États-Unis (le "DOC") telle qu'elle a été appliquée dans le réexamen à l'extinction en cause.

II. CRITÈRES EN MATIÈRE DE PREUVE POUR L'ENGAGEMENT DES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

3. En ce qui concerne la réponse du Japon à la question n° 84 du Groupe spécial, rien dans l'article 11.3 ni dans aucune autre partie de l'Accord antidumping n'indique ou n'implique, explicitement ou implicitement, que les Membres aient voulu limiter la manière dont ils donneraient suite aux obligations contenues à l'article 11.3. Si les Membres avaient souhaité prévoir dans l'article 11.3 un moyen déterminé de mettre en œuvre la disposition relative à l'engagement à l'initiative des autorités, ils l'auraient fait spécifiquement et explicitement à l'article 11.3 ou dans une autre partie de l'Accord antidumping.

4. En ce qui concerne la réponse du Japon à la question n° 86 du Groupe spécial, le Japon n'a pas montré comment ni où il a présenté une allégation concernant le sens et l'effet du membre de phrase "de leur propre initiative". Le Japon s'efforce de présenter son allégation selon laquelle le DOC ne disposait pas d'éléments de preuve suffisants comme étant seulement "une des manières dont la Loi et le Règlement sont incompatibles avec l'Accord antidumping". Toutefois, la question de savoir si des éléments de preuve suffisants sont nécessaires pour engager automatiquement un réexamen à l'extinction et celle de savoir si engagement automatique est synonyme d'engagement "de leur propre initiative" sont deux questions différentes.

5. L'article 7 du Mémorandum d'accord indique clairement que le mandat d'un groupe spécial est contenu dans la demande d'établissement de ce groupe spécial. De plus, l'article 6:2 du Mémorandum d'accord dispose, entre autres choses, ce qui suit:

> La demande d'établissement d'un groupe spécial ... indiquera les mesures spécifiques en cause et *contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte*, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème[.] (pas d'italique dans l'original)

6. En ce qui concerne les mandats des groupes spéciaux, l'Organe d'appel a apporté les éclaircissements suivants:

> Ainsi, "la question portée devant l'ORD" aux fins de l'article 7 du Mémorandum d'accord ... doit être la "question" indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord[.] La "question portée devant l'ORD" consiste donc en deux éléments: les *mesures* spécifiques en cause et le *fondement juridique de la plainte* (ou les *allégations*).[1]

7. L'Organe d'appel a aussi affirmé ce qui suit:

> Étant donné que la demande d'établissement d'un groupe spécial n'est normalement pas examinée en détail par l'ORD, il incombe au groupe spécial de l'examiner *très soigneusement pour s'assurer qu'elle est conforme aussi bien à la lettre qu'à l'esprit de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord*. Il est important que la demande d'établissement d'un groupe spécial soit suffisamment précise pour deux raisons: *premièrement, elle constitue souvent la base du mandat du groupe spécial défini conformément à l'article 7 du Mémorandum d'accord; et, deuxièmement, elle informe la partie défenderesse et les tierces parties du fondement juridique de la plainte*.[2]

8. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Japon fait simplement valoir que les États-Unis ne peuvent pas engager un réexamen à l'extinction de leur propre initiative sans satisfaire à l'obligation qui résulterait de l'article 11.3 de disposer d'éléments de preuve suffisants pour engager un tel réexamen. Dans cette demande, le Japon ne fait figurer aucune allégation concernant la manière dont la disposition prévoyant l'engagement automatique à l'initiative des autorités qui figure dans la législation américaine violerait en tant que telle l'article 11.3 parce qu'elle *empêcherait* le DOC, organisme de l'exécutif, d'engager un réexamen à l'extinction "de sa propre initiative". Comme l'Organe d'appel l'a rappelé, "il ne suffit pas que "le fondement juridique de la plainte" soit exposé de façon sommaire; *l'exposé doit "énoncer clairement le problème"*".[3] Présenter des allégations dans le contexte d'une communication écrite ne remédie pas rétroactivement au fait de ne pas avoir exposé brièvement le fondement juridique de la plainte.

9. C'est dans ses réponses au deuxième ensemble de questions du Groupe spécial que le Japon, pour la première fois, présente cette nouvelle allégation à l'encontre de la législation des États-Unis. Cette nouvelle allégation concernant l'expression "de leur propre initiative" n'est pas correctement portée devant le Groupe spécial et devrait donc être rejetée comme ne relevant pas du mandat du

---

[1] *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, WT/DS60/AB/R, rapport de l'Organe d'appel adopté le 25 novembre 1998, paragraphe 72 (italique dans l'original).

[2] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers* ("*Corée – Produits laitiers*"), WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000, paragraphe 122 (italique dans l'original), citant le rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes - Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997, paragraphe 142.

[3] *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 120 (pas d'italique dans l'original).

Groupe spécial. De plus, les États-Unis ont été lésés par le fait que le Japon n'a pas respecté l'article 6:2.[4]

III. DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ D'UN DUMPING/DES MARGES DE DUMPING DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

A. NATURE DE LA DÉTERMINATION À L'EXTINCTION

10. Dans sa réponse à la question n° 92 du Groupe spécial, le Japon soutient maintenant que l'une des deux allégations qu'il a présentées concernant "l'utilisation, par le DOC, de marges de dumping antérieures dans les réexamens à l'extinction" est "que l'utilisation de marges de dumping antérieures, qui proviennent généralement des enquêtes initiales, ne satisfait pas à la prescription relative à l'analyse de la probabilité d'un dommage prévue à l'article 11.3.[5] Toutefois, le Japon n'a jamais présenté une telle allégation par le passé. La nature véritable de l'allégation du Japon en ce qui concerne la communication par le DOC des marges de dumping initiales à l'USITC est évidente si l'on examine le paragraphe 3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon. Cette demande montre que le Japon conteste seulement la manière dont le DOC a déterminé les marges probables et l'utilisation par le DOC de "marges antérieures à l'Accord sur l'OMC".[6] Le Japon ne mentionne nulle part l'incidence des marges probables sur l'analyse par l'USITC de la probabilité du dommage. Bien que le Japon affirme que la question qu'il essaie maintenant de soulever est incluse dans le paragraphe portant le n° 3 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, tel n'est pas le cas. Le paragraphe 3 contient trois allégations, chacune énoncée dans un alinéa. Les alinéas b) et c) du paragraphe 3 sont, à première vue, expressément limités aux mêmes allégations d'incompatibilité juridique que celles énoncées au paragraphe 2 de la demande du Japon, et sont, par ailleurs, fondés sur des incompatibilités avec l'article 2 de l'Accord antidumping. Le seul alinéa du paragraphe 3 restant, l'alinéa a), ne fait absolument aucune mention d'une violation d'aucune des dispositions de l'article 3 de l'Accord antidumping. Le Japon ne peut pas maintenant élargir sa demande pour inclure une allégation qui n'a pas été présentée dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

11. Dans ses communications, le Japon met l'accent non pas sur la question de savoir si la détermination en matière de dommage établie par l'USITC était ou non viciée, mais sur la question de savoir si le DOC a calculé et communiqué, à mauvais escient, des marges de dumping probables.[7]

---

[4] Nous soulignons que l'Organe d'appel a précédemment examiné la question de savoir si le Membre défendeur avait été lésé par l'imprécision de la demande d'établissement d'un groupe spécial lorsqu'il a déterminé le caractère adéquat de cette demande au regard de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. *Voir, par exemple, Corée – Produits laitiers*, paragraphe 131. En l'espèce, toutefois, le Japon a clairement inclus certaines allégations dans sa demande, et a clairement omis d'inclure une allégation concernant l'expression "de leur propre initiative". Il n'est donc pas nécessaire d'examiner la question du préjudice avant de tirer la conclusion que cette question ne relève pas du mandat. Il est aussi clair, néanmoins, que les États-Unis ont été lésés par le fait que le Japon n'a pas respecté l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Étant donné que le Japon a soulevé ces arguments pour la première fois dans ses réponses au deuxième ensemble de questions du Groupe spécial, les communications des États-Unis au Groupe spécial ne contenaient, et n'auraient pu contenir, aucune réponse. De fait, les communications des États-Unis répondent seulement à l'allégation du Japon concernant la prétendue prescription en matière de preuve applicable à l'engagement de réexamens à l'extinction à l'initiative des autorités en vertu de l'article 11.3, allégation que le Japon a bien énoncée dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Les États-Unis ont déjà présenté leurs deux communications écrites et ont eu leurs deux réunions avec le Groupe spécial, si bien que leurs principales possibilités de défendre leur point de vue, ils les ont eues et ne les ont plus. De ce fait, les États-Unis sont lésés par le fait que le Japon n'a pas respecté l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

[5] Réponses du Japon aux questions du Groupe spécial (deuxième réunion), paragraphe 29.

[6] *Voir* Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon (WT/DS244/4) (5 avril 2002), paragraphe 3.

[7] *Voir* Première déclaration orale du Japon, paragraphes 47 à 50; deuxième communication du Japon, paragraphes 146 à 152.

Maintenant même, dans sa réponse à la question n° 92, le Japon présente cette "allégation" comme concernant l'application *par le DOC* de marges de dumping antérieures dans ses réexamens à l'extinction, *non* l'application alléguée par l'USITC de marges de dumping antérieures dans ses réexamens à l'extinction. La nouvelle allégation du Japon déborde donc le mandat du Groupe spécial et ne devrait pas être examinée par lui.

12. D'ailleurs, quand bien même cette allégation serait soumise à bon droit au Groupe spécial, elle est dépourvue de fondement. Le Japon soutient que l'analyse de la marge de dumping par le DOC fait partie de l'analyse de la probabilité du dommage par l'USITC dans les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3. Il insiste sur le fait que toutes les obligations énoncées à l'article 3 sont incorporées dans les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 au moyen de la note de bas de page 9, qui définit le terme "dommage" pour les besoins de l'ensemble de l'Accord antidumping. Selon le Japon, l'article 3.4 et 3.5 exige l'examen des marges de dumping dans une analyse en matière de dommage. De plus, le Japon affirme que parce que l'analyse de la marge de dumping par le DOC fait partie de l'analyse en matière de dommage faite par l'USITC, l'analyse du dommage par l'USITC est viciée. Outre le fait que les marges probables établies par le DOC et ses procédures pour déterminer les marges probables ne violent par l'Accord antidumping, le Japon se trompe lorsqu'il affirme que l'examen des marges de dumping est une partie prescrite de l'analyse du dommage probable effectuée par l'USITC.

13. Comme les États-Unis l'ont précédemment expliqué, la note de bas de page 9 relative à l'article 3 ne fonde pas une incorporation globale des obligations énoncées à l'article 3 dans les réexamens au titre de l'article 11.3.[8] Ensuite, s'il est vrai que l'article 3.4 prévoit l'examen de l'"importance de la marge de dumping" dans une enquête initiale, rien dans l'Accord antidumping ne prescrit à l'autorité chargée de l'enquête d'examiner la marge de dumping probable dans un réexamen à l'extinction. Enfin, l'article 3.4 et 3.5 est essentiellement axé sur les importations faisant l'objet d'un dumping et leurs effets, non sur la marge de dumping. Comme en dispose l'article 3.5, "[i]l devra être démontré que les *importations faisant l'objet d'un dumping* causent, par les effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4, un dommage au sens du présent accord". (pas d'italique dans l'original) Étant donné les termes mêmes de l'article 3.5, il faut donc montrer que les importations faisant l'objet d'un dumping causent un dommage avant de pouvoir imposer un droit antidumping. L'importance accordée par l'Accord antidumping au volume des importations faisant l'objet d'un dumping et à leurs effets sur les prix lors de la détermination de l'existence d'un dommage important et d'un lien de causalité est soulignée par l'article 3.1 lui-même, qui dispose que la détermination de l'existence d'un dommage "se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif a) du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et b) de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits".

14. La législation des États-Unis dispose que dans les réexamens à l'extinction, l'USITC *peut* examiner l'importance de la marge de dumping pour établir s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira. L'accent reste néanmoins placé sur le volume probable des importations faisant l'objet d'un dumping et leurs effets probables sur les prix. Rien dans l'Accord antidumping ne prescrit à l'autorité chargée de l'enquête d'examiner la marge de dumping probable, ni à plus forte raison l'ampleur de cette marge, lorsqu'elle procède à un réexamen à l'extinction.

15. En ce qui concerne la réponse du Japon à la question n° 94 c) du Groupe spécial, cette réponse est incorrecte sur le plan des faits. Le Japon affirme que le DOC "a simplement rejeté cette information sans explication". Comme le DOC l'a expliqué dans sa détermination finale à l'extinction[9] et l'a expliqué dans des communications écrites antérieures présentées au Groupe spécial,

[8] Première communication des États-Unis, paragraphes 78 à 82; deuxième communication des États-Unis, paragraphes 39 à 42.

[9] *Final Sunset Decision Memorandum*, page 11 (pièce n° 8 e) du Japon).

les renseignements communiqués par NSC dans le cadre du réexamen à l'extinction concernant l'acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon n'ont pas été pris en considération parce qu'ils n'ont pas été présentés en temps utile.

B. "AMPLES POSSIBILITÉS"

16. En ce qui concerne la réponse du Japon à la question n° 106 du Groupe spécial, le Japon affirme qu'en l'espèce, l'octroi d'un délai de sept mois n'est pas la question. Les États-Unis répondent que, bien au contraire, le délai de sept mois accordé au Japon est bien, en l'espèce, la question. Le mémoire de NSC n'était pas la première possibilité donnée à NSC de présenter des renseignements et des arguments concernant le volume des importations. Toutes les parties visées par un réexamen à l'extinction, y compris NSC, savent que le DOC considère le volume des importations comme un élément essentiel lorsqu'il fait sa détermination de la probabilité dans un réexamen à l'extinction parce que l'importance du volume des importations est évoquée dans la loi antidumping et dans le *Sunset Policy Bulletin*. Si NSC avait voulu présenter des renseignements qu'elle jugeait pertinents pour la détermination de la probabilité par le DOC, elle avait la possibilité de le faire. Bien que les États-Unis estiment que le volume des renseignements en cause n'est pas important pour l'enquête, si le volume de ces renseignements était modeste, comme l'affirme le Japon, il est encore plus surprenant que NSC n'ait pas communiqué les renseignements en temps utile.

17. Le Japon cite aussi l'affaire *Mechanical Transfer Presses* (presses mécaniques à poinçons multiples) à l'appui de son affirmation selon laquelle le fait que le DOC ait demandé des renseignements factuels additionnels dans ce réexamen à l'extinction "montre bien que l'examen des renseignements communiqués dans le mémoire d'une partie ne compromet pas la capacité du Département [du commerce] à mener à terme le réexamen dans les délais prévus". L'approche préconisée par NSC reviendrait à remettre le processus administratif d'un réexamen à l'extinction entre les mains des parties intéressées à la procédure – permettant en substance aux parties de communiquer les renseignements lorsqu'elles le souhaiteraient et imposant aux autorités administratives la charge de démontrer que les communications tardives ont gêné le processus. Rien dans l'article 6 ni dans aucune autre partie de l'Accord antidumping n'exige un tel aboutissement. Dans *Mechanical Transfer Presses*, le DOC a demandé des renseignements factuels additionnels parce qu'il ne pouvait pas déterminer le volume des importations en provenance des exportateurs japonais qui participaient au réexamen à l'extinction pour la période de cinq ans précédant ce réexamen, et les exportateurs japonais participants avaient fait valoir *dans leurs communications de fond* que la diminution du volume des importations était due à des facteurs autres que l'imposition de l'ordonnance antidumping.[10] Le DOC a donc demandé des renseignements additionnels parce que les entreprises interrogées japonaises avaient soulevé la question dans leurs réponses de fond et que les renseignements relatifs aux importations n'étaient pas à la disposition immédiate du DOC.[11]

[10] *Preliminary Results of Full Sunset Review; Mechanical Transfer Presses from Japan*, 65 Fed. Reg. 753 (6 janvier 2000).

[11] *Mechanical Transfer Presses*, 65 Fed. Reg. page 753. Initialement, le DOC a déterminé qu'il y avait une réponse insuffisante des exportateurs japonais parce que le volume des exportations des exportateurs japonais participants ne dépassait pas 50 pour cent, comme l'exige l'article 351.218 e) 1) ii) A) du Règlement sur les réexamens à l'extinction. Le DOC a reconsidéré cette position parce que les exportateurs japonais ont expliqué que l'un des producteurs japonais de presses mécaniques à poinçons multiples, qui avait participé aux réexamens administratifs, avait été exclu de l'application de l'ordonnance antidumping par le DOC quelque temps avant le réexamen à l'extinction. L'importance des exportations de cette entreprise après exclusion et avant le réexamen à l'extinction était indéterminée. Le DOC a donc décidé de procéder à un réexamen à l'extinction complet et a demandé aux exportateurs japonais de communiquer des renseignements relatifs au volume des importations pour faciliter l'analyse par le DOC des allégations des exportateurs japonais selon lesquelles la régression du volume des importations n'était pas nécessairement due à l'imposition de l'ordonnance antidumping.

18. En ce qui concerne la réponse du Japon à la question n° 107 du Groupe spécial, le Japon reconnaît que NSC aurait pu présenter les renseignements en temps utile, mais a simplement choisi de ne pas le faire. NSC n'explique pas, et ne peut pas expliquer, pourquoi elle a choisi de communiquer les renseignements à une date tardive. En d'autres termes, ce n'est pas à cause du critère des "raisons valables" que NSC a présenté ces renseignements à une date tardive. Ces renseignements auraient pu faire ou ne pas faire l'objet d'une analyse en matière de "raisons valables", mais le Japon aurait néanmoins pu présenter les renseignements. L'article 351.218 d) 3) iv) B) du Règlement sur les réexamens à l'extinction dispose qu'"une réponse de fond d'une partie intéressée ... peut aussi contenir d'autres renseignements ou arguments pertinents que la partie voudrait voir [le DOC] prendre en considération". Par ailleurs, le *Sunset Policy Bulletin* donne des indications quant aux renseignements que le DOC juge pertinents pour sa détermination de la probabilité dans un réexamen à l'extinction, y compris l'importance des renseignements concernant le volume des importations. S'agissant de la communication des renseignements en question, NSC n'a ni communiqué les renseignements en temps utile, ni lorsqu'elle les a communiqués fait le moindre effort pour établir des "raisons valables".

19. Enfin, le Japon affirme que le délai de 30 jours est "arbitraire" parce que dans l'affaire *Mechanical Transfer Presses*, le DOC a accepté des renseignements dans le cadre de son réexamen à l'extinction de l'ordonnance antidumping. Comme on l'a vu plus haut, dans le réexamen à l'extinction concernant l'affaire *Mechanical Transfer Presses*, le DOC a demandé et accepté des renseignements en raison des faits particuliers à cette cause. Le délai est un mécanisme procédural relevant de l'administration de la procédure des réexamens à l'extinction. Le Règlement ménage aux parties d'amples possibilités de présenter tous les renseignements qu'elles jugent pertinents. De fait, dans l'affaire *Mechanical Transfer Presses*, le DOC a pris en considération des renseignements additionnels parce que les exportateurs japonais ont inclus dans leurs communications de fond un argument concernant la régression du volume des importations; en l'espèce, *aucun* argument n'a été présenté concernant la pertinence des renseignements qui n'avaient pas été présentés en temps utile.